Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 9 novembre 2022

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1227157017

Autoriser une dépense additionnelle de 74 852,15 $ taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extincteurs automatiques (gicleurs), dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First Inc. pour le lot #2 (CE20 2056), majorant ainsi le montant total initial du contrat de 374 260,76 $ à 449 112,91 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1227482034

Accorder deux contrats à RCM Modulaire Inc. pour l'acquisition et l'installation de trois bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre blocs sanitaires (lot 2), à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte, pour un montant total de 1 414 121,45 $ (Appel d'offres public 22-19528 (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles* - 1225055002

Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 52 428 $ incluant les taxes pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, pour le service de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux prévenus des centres opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc, majorant ainsi le montant total du contrat de 104 857 à 157 285 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public 20-18347

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1220206004

Accorder un contrat de gré à gré à la firme Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 389 995,20 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1228848020

Conclure une entente-cadre avec la firme Tacel LTÉE, pour la fourniture de détecteurs véhiculaires, de comptage, classification et matériels connexes, pour une période de deux ans, pour un montant de 4 538 990,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19322 - 4 soumissionnaires (1 seul soumissionnaire pour les lots 1, 2 et 3)

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire* - 1225035003

Accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la mise à jour et la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de trois ans, soit du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025, pour une somme maximale de 945 489,08 $, taxes incluses (fournisseur unique)

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1226634002

Approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.008 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1220206005

Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABM Intelligence Limited (anciennement ABM United Kingdom), pour le renouvellement du contrat de maintenance d'un système informatique pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027, pour une somme maximale de 956 029,37 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.009 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1229563006

Autoriser une dépense additionnelle de 326 975,10 $, taxes incluses, pour l'augmentation des banques d'heures dans le cadre du contrat accordé à Cofomo inc. (CG21 0499) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 179 834,02 $ à 2 506 809,12 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.010 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire* - 1225035004

Accorder un contrat de gré à gré à la firme K2 Geospatial inc., pour convertir le modèle de licences et renouveler le contrat de maintenance des licences JMap, pour la période du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 291 178,84 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.011 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1228326002

Accorder un contrat à l'entreprise EBI Montréal Inc., pour les services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépenses totales de 130 209,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 22-19590 - 1 seul soumissionnaire

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.012 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion des actifs immobiliers* - 1227248002

Accorder un contrat à Montarville Gestion et Construction inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote des espaces administratifs, et applicables à l'édifice Louis-Charland (0410) - Dépense totale de 10 375 403,15 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15844 - (7 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.013 Contrat de construction

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1228848024

Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc., pour la réalisation des travaux de signalisation lumineuse de diverses natures (13 projets + câbles de synchronisation) de la Ville de Montréal - Dépense totale : 364 894,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 475925 - (2 soumissionnaires)

20.014 Contrat de services professionnels

CM *Service de l'expérience citoyenne et des communications* - 1229732001

Accorder un contrat de services professionnels à 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne pour une durée de 24 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale maximale de 137 165,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19453 - (1 seul soumissionnaire)

20.015 Contrat de services professionnels

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1220552003

Adopter l'amendement no 1 visant à prolonger la durée du contrat d'exécution d'oeuvre d'art de Raphaëlle de Groot pour lui permettre d'installer son oeuvre au MEM - Centre des mémoires montréalaises

20.016 Contrat de services professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1229756001

Conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO inc. pour la fourniture de services professionnels dans le cadre de projets de modernisation pour l'exécution de mandats de gestion et planification de la maintenance de nos actifs de production liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo, et ce, pour une période de 4 ans avec la possibilité de deux renouvellements de 1 an chacun - Appel d'offres public 22-19460 - (2 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 620 290,13$ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.017 Contrat de services professionnels

CE *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1225965003

Exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre 1367718 pour une période de douze (12) mois pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers dans le cadre du contrat accordé à la firme Colliers-Maîtres de projets inc. (Résolution du contrat initial CE19 0906) sans dépense supplémentaire

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.018 Contrat de services professionnels

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat* - 1225843005

Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement du réseau câblé aérien longeant le chemin de la Côte-Saint-Paul, entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest

20.019 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1229633001

Conclure huit ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.), Levio Conseils inc., Intellisec Solutions inc., Cofomo inc. et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc., pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (8 lots - 3 à 7 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.020 Contrat de services professionnels

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1227065002

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er août 2022 au 31 juillet 2023, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses

20.021 Entente

CG *Service de l'eau* - 1229569003

Autoriser la signature d'une entente de contribution financière en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada pour le projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.022 Entente

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1224815002

Approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032 / Autoriser une dépense maximale de 22 185 744 $, taxes incluses

20.023 Entente

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1229648001

Approuver l'Entente concernant le versement d'une subvention à la Ville de Montréal par le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), pour soutenir les activités de mise en oeuvre du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 125 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente / Autoriser un budget additionnel revenus-dépenses de 125 000 $ au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.024 Entente

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1229206001

Approuver la convention avec Recyc-Québec, qui accorde à la Ville de Montréal une aide financière pour une somme maximale de 75 000 $ dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.025 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une vente d'immeuble par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.026 Immeuble - Location

CM *Service de la stratégie immobilière* - 1229653002

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2023, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 28 602,60 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 70 300 $

20.027 Immeuble - Location

CM *Service de la stratégie immobilière* - 1229653003

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2023, des locaux, situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins communautaires, pour un loyer total de 367 698,99 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 346 500 $

20.028 Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1225372003

Approuver la deuxième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 213 580,95 $ pour toute la durée du prêt de locaux

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.029 Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1228042006

Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 14 142,70 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois ans, soit du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025, pour un montant total de 657 699,26$, taxes incluses. Bâtiment 8202

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.030 Immeuble - Location

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1229615004

Ratifier le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 mars 2025 / Autoriser la réception de la somme estimée de 123 386,25$, taxes incluses, à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur estimée de 231 702,75$ à l'organisme

20.031 Immeuble - Location

CE *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1229615006

Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Académie de baseball Canada jusqu'au 30 avril 2023 / Autoriser la réception de la somme estimée de 12 867,80 $ taxes incluses à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur de 19 537 $ à l'organisme

20.032 Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1225323005

Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er avril 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication et sur la tour de la Ville située sur le Mont-Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 151 685,91 $, excluant les taxes

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

20.033 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1227883006

Accorder un remboursement de 4 096,38 $ à l'organisme Association canado-péruvienne pour pallier ses dépenses liées aux Week-ends du monde suspendu en 2022

20.034 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.035 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1228080002

Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur

20.036 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1227585002

Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2022 / Approuver les projets de convention prévus à cet effet / Autoriser la directrice des bibliothèques à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal

20.037 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.038 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.039 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1227019005

Approuver l'avenant à la convention initiale entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation (CG22 0173), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est la promotion du territoire de toute municipalité liée, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors de ce territoire

20.040 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1228475006

Accorder un soutien financier total de 210 000 $ à Diving Plongeon Canada, pour les années 2023 à 2025, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation à Montréal

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.041 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle* - 1228793002

Accorder un soutien financier maximal de 1 109 734 $ à l'organisme la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour un projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada

20.042 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1229125003

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 453 190 $ à différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les projets de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-073

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.043 Autres affaires contractuelles

CM *Service de la stratégie immobilière* - 1224501006

Approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire cédé par la Ville de Montréal à Tennis Canada - Stade Jarry, pour la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, afin de prolonger la durée du droit superficiaire pour une période additionnelle de trente années, soit du 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2052

Mention spéciale : Dossier déjà inscrit à la séance du 19 octobre 2022, 9 h, à l'article 20.029

Dossier déjà inscrit à la séance du 12 octobre 2022, 9 h, à l'article 20.065

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1229622003

Adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Société d'habitation et de développement de Montréal* - 1226944001

Approuver le projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $ pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL)

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1228816006

Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événement sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2023

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1221024001

Adopter une résolution visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

30.005 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1221024002

Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.007 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1227317026

Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023

30.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.009 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves* - 1229796001

Accepter l'offre de services de l'arrondissement de Montréal-Nord en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux palliatifs sur la chaussée et l'infrastructure dans certaines zones d'arrêt d'autobus du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) en 2022

30.010 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes* - 1229759001

Offrir, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les services de l'escouade mobilité aux 19 arrondissements pour l'application de leurs règlements relatifs au dépôt de la neige sur le domaine public, à l'exception de la délivrance de permis

30.011 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1226052001

Autoriser deux virements budgétaires pour un total de 1 050 000 $ (400 000 $ en provenance de la politique d'attribution du surplus 2021 et 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes) vers le budget de fonctionnement 2022 du Service des infrastructures du réseau routier, afin de pouvoir financer la poursuite des opérations de colmatage de nids-de-poule

Mention spéciale : Dossier déjà inscrit à la séance du 4 mai 2022, 9 h, à l'article 30.016

30.012 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement* - 1226152005

(AJOUT) Modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de LaSalle, d'un montant de 907 566 $, couvrant tous les frais de construction et les services professionnels pour réaliser des travaux aux Ateliers municipaux André-Traversy

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1228100001

Édicter, en vertu de l'article 93 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (RCG 22-003), une ordonnance visant à augmenter les tarifs relatifs au remorquage prévus aux articles 85, 86 et 88 de ce règlement

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

40.002 Règlement - Adoption

CM *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1226976001

Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

40.003 Règlement - Adoption

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1228199001

Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055)

Mention spéciale : Assemblée de consultation publique tenue le 21 septembre 2022

40.004 Règlement - Adoption

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1228373001

Adopter le Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020)

40.005 Règlement - Adoption

CG *Service des affaires juridiques* - 1223302005

Rendre applicables à l'immeuble sis au 775 de la rue Gosford (chef-lieu de la cour municipale de Montréal) les dispositions de la partie VII.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16) et adopter le Règlement déterminant les dispositifs permettant l'accès à la cour municipale sans être assujetti aux contrôles de sécurité

40.006 Règlement - Autre sujet

CE *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1226976002

Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

40.007 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1228845003

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 720-123 de la Ville de Beaconsfield

60 – Information

60.001 Dépôt

CE *Service de la stratégie immobilière* - 1229600006

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er au 30 septembre 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

60.002 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1221079009

Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le Quartier chinois

60.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60.004 Dépôt

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1222937003

Déposer le bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal et la reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

60.005 Information

CE *Service de la stratégie immobilière* - 1229600007

Prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux mainlevées accordées, entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 19
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 27
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 25

CE : 10.002

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227157017

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 74 852,15 $ taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extincteurs automatiques (gicleurs), dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First Inc. pour le lot #2 (CE20 2056), majorant ainsi le montant total initial du contrat de 374 260,76 $ à 449 112,91 $ taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 74 852,15 $, taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et de gicleurs, dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First inc. pour le lot #2 (CE20 2056), majorant ainsi le montant total initial du contrat de 374 260,76 $ à 449 112,91 $ taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-24 15:43

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227157017**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 74 852,15 $ taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extincteurs automatiques (gicleurs), dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First Inc. pour le lot #2 (CE20 2056), majorant ainsi le montant total initial du contrat de 374 260,76 $ à 449 112,91 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Au cours du mois de novembre 2020, un appel d'offres public 20-18465 a été lancé, afin de trouver des fournisseurs offrant un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes de gicleurs, pour quatre-vingt-sept (87) bâtiments de la Ville de Montréal, pour une durée de trente-six (36) mois.
Suite à cet appel d'offres, deux (2) firmes se sont partagées les deux (2) lots, soit Guard-X pour le lot #1, qui vise à faire l'inspection, les tests, l'entretien et la réparation des systèmes d'alarme incendie (dont les panneaux d'incendie) et la firme Prévention incendie Safety First Inc. pour le lot #2, dont la tâche était de faire l'inspection, les tests, l'entretien ainsi que la réparation des systèmes de gicleurs et des pompes incendies.

Le lot #2, qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, a été accordé au plus bas soumissionnaire conforme (Prévention incendie Safety First Inc.), pour une somme de 374 260,76 $ taxes incluses (CE20 2056). Il est à noter que le dossier décisionnel (1209007002) lié à cette résolution du Comité exécutif ne comprenait aucune contingence.

Ce contrat, qui a débuté le 1er janvier 2021, a vu sa consommation réelle dépasser les prévisions. En effet, au 23 septembre 2022 plus de 297 765,16 $ taxes incluses, avaient déjà été dépensés, soit 79,6 % du total. Il ne resterait donc plus que 76 495,60 $ taxes incluses pour les quinze (15) derniers mois du contrat.

La raison principale du dépassement des prévisions, est liée à l'obsolescence imprévue des systèmes de gicleurs de certains bâtiments. Bien que la fonctionnalité et la sécurité de ces systèmes n'aient jamais été remis en cause, un nombre plus élevé que prévu de composants ont dû être remplacés (entre autres lors de travaux de mise aux normes des installations).

Pour 2023, il est estimé que l'inspection trimestrielle préventive des systèmes de gicleurs

s'élèvera approximativement à 82 000 $. Inspection obligatoire pour maintenir ces installations aux normes de la NFPA-25: *Standard for the Inspection, Testing, and Maintenance of Water-Based Fire Protection Systems.* Au rythme des dépenses actuelles, cet entretien trimestriel préventif ne pourra être complété pour l'ensemble des édifices visés par ce contrat sans majoration. Nous serions donc contraints d'accorder des contrats de gré à gré afin d'exécuter tous les travaux et ce, à un coût beaucoup plus élevé.

Le montant supplémentaire recommandé de 74 852,15 $ taxes incluses, vise à fournir le service d'inspection préventive ainsi que les travaux correctifs qui auront cours durant l'année 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 2056 - 23 décembre 2020 : accorder un contrat à Guard-X Inc. pour la somme de 268 654,63 $ taxes incluses et un contrat à Prévention Incendie Safety First Inc. pour la somme de 374 260,76 $ taxes incluses, pour le service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes de gicleurs, pour une période de trente-six (36) mois à compter du 1er janvier 2021 avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Appel d'offres public 20-18465 (4 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le montant supplémentaire demandé pour le contrat actuel, vise les services suivants :

- Entretien préventif : inspection et entretien des systèmes de gicleurs selon les plus récentes normes en vigueur;
- Appel de services : le contrat prévoit une réponse dans les quatre (4) heures pour les appels de service régulier et une disponibilité 24/24 pour les appels de service urgent;
- Entretien correctif : le contrat prévoit des réparations en cas de panne.

JUSTIFICATION

La recommandation d'augmenter la valeur du contrat, se justifie par l'épuisement plus rapide que prévu des fonds. En effet, en cours de contrat, l'obsolescence de certains équipements s'est avérée plus avancée que prévu. Le fournisseur a constaté, entre autres, des fuites lors des tests d'étanchéité, des signes de corrosion sur certains équipements ainsi que des risques de rupture dû au gel. Ces travaux correctifs de mise aux normes ont exigé des dépenses plus élevées que prévu.
En date du 23 septembre 2022, les montants utilisés au niveau de l'entretien correctif, dépassaient 139 400,53 $, alors que le montant alloué pour ce type d'entretien n'était que de 111 238,31 $ pour les trois (3) années du contrat. Afin de compléter les travaux, nous avons dû puiser dans les montants alloués au préventif. Comme mentionné plus haut, le dossier décisionnel 1209007002 ne comportait aucune contingence pour parer à cette éventualité.

L'alternative de repartir cet automne en appel d'offres public a été évaluée par la Division de la gestion immobilière et de l'exploitation à contrat (DGIEC). Cette option n'a pas été retenue, car elle ne s'inscrit pas dans la démarche d'amélioration des contrats de systèmes de protection incendie des bâtiments. En effet, il est prévu qu'à l'avenir, les services d'entretien des systèmes de protection incendie seront fusionnés en un seul appel d'offres afin d'optimiser, entre autres, les appels de service, les déplacements des techniciens ainsi que la facturation. Ainsi, nous optimiserons la coordination des travaux d'entretien des systèmes de gicleurs avec ceux des panneaux d'incendie. De plus, en repartant en appel d'offres, nous risquons d'obtenir des prix beaucoup plus onéreux, en raison de l'inflation actuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense supplémentaire de ce contrat est de 74 852,15 $ taxes incluses, représentant 20 % du coût total du contrat et englobera les besoins d'entretien préventif pour l'année 2023. Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction de la gestion immobilière et exploitation (DGIE) selon les centres de responsabilités suivants :
Centre de responsabilité #108410 (travaux d'entretien correctif) : 28 226,75 $ taxes incluses,
Centre de responsabilité #114227 (travaux d'entretien préventif) : 46 625,40 $ taxes incluses.

La dépense sera imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et sera révisée annuellement lors de la confection du budget.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a aucun impact sur les émissions de gaz à effet de serre ni sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi ou un refus de conclure ces contrats obligerait la Ville de Montréal à faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les équipements dans un état fonctionnel et ce, à un coût plus élevé

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 9 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis LECLERC, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Denis LECLERC, 18 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-18

Janos COURVILLE
c/d gestion immobiliere exploitation batiments contrat

Tél : 438-220-1854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2022-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227157017*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : *Autoriser une dépense additionnelle de 131 635,61 $, taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et de gicleurs*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** En s'assurant que les systèmes de gicleurs de plusieurs bâtiments de la Ville de Montréal répondent à la norme *NFPA-25: Standard for the Inspection, Testing, and Maintenance of Water-Based Fire Protection Systems*, on s'assure que les montréalaises et les montréalais aient un environnement sécuritaire.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227157017

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 74 852,15 $ taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extincteurs automatiques (gicleurs), dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First Inc. pour le lot #2 (CE20 2056), majorant ainsi le montant total initial du contrat de 374 260,76 $ à 449 112,91 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1227157017 - Entretien systèmes d'alarmes ajout lot 2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227482034

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à RCM Modulaire Inc. pour l'acquisition et l'installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre (4) blocs sanitaires (lot 2), à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte, pour un montant total de 1 414 121,45 $ (Contrat 1 341 309,85 $; contingences 26 826,20 $, incidences :45 985,40 $, taxes incluses) Appel d'offres public 22-19528 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles, les contrats pour l'acquisition et l'installation de bâtiments modulaires pour bureaux de chantier et des blocs sanitaire à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station), pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19528;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
RCM Modulaire Inc.	Lot 1	**586 313,86 $**
RCM Modulaire Inc.	Lot 2	**781 822,19 $**

2. d'autoriser une dépense totale de 26 826,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour les deux lots (lot 1: 11 496,35 $ et lot 2: 15 329,85 $);

3. d'autoriser une dépense totale de 45 985,40 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidence pour le lot 1;

4. de procéder à une évaluation du rendement de RCM Modulaire Inc.

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-27 17:02

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227482034**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à RCM Modulaire Inc. pour l'acquisition et l'installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre (4) blocs sanitaires (lot 2), à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte, pour un montant total de 1 414 121,45 $ (Contrat 1 341 309,85 $; contingences 26 826,20 $, incidences :45 985,40 $, taxes incluses) Appel d'offres public 22-19528 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. Le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation a été octroyé à l'entreprise Degrémont Ltée en mars 2015 (résolution CG15 0163).
En date du 5 octobre 2021, le Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) a recommandé au Comité exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la partie du projet intitulé « Désinfection à l'ozone ». Le 06 octobre 2021, le Comité exécutif mandatait le Service de l'eau (numéro de mandat: SMCE219025016) à poursuivre la réalisation de la phase exécution.

La Ville de Montréal (Ville) est maître d'œuvre du projet « Désinfection à l'ozone ». Le présent appel d'offres 22-19528 vise l'acquisition de bâtiments modulaires pour bureaux de chantier et de blocs sanitaires à l'entrée du chantier et au quartier général du chantier.

L'appel d'offres a été publié le 17 août 2022 sur le site du Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 septembre 2022 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente-trois (33) jours calendrier. Les soumissions sont valides durant quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 19 décembre 2022.

Un (1) addenda a été publié pour répondre aux questions reçues des soumissionnaires et afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques :

Addenda	Date d'émission	Description
1	25 août 2022	Questions / réponses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0500 – 25 août 2022 Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour les travaux civils et béton dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 $, taxes, contingences et incidences incluses (contrat : 64 840 661,33 $ + contingences : 3 242 033,07 $ + incidences : 394 267 $) - Appel d'offres public DP22013-189804-C
CE22 0592 – 13 avril 2022 - Approuver la formation de consortiums dans le cadre de l'appel d'offres DP22014-189805-C pour le lot 3 - Travaux de structures et architecture du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CG22 0194 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de modifications des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 93 192 324,92 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public DP21028-186359-C

CG17 0093 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont Ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.

DESCRIPTION

Le présent appel d'offres vise l'acquisition et l'installation de bâtiments modulaires pour bureaux de chantier et de blocs sanitaires au chantier du maître-d'oeuvre comme suit :
À l'accueil du chantier, à des fins de formation et de contrôle, comme lieu de rassemblement et autres :

· Un bâtiment modulaire de 150 m2 aménagé pour formation de 30 personnes;
· Un bloc sanitaire de 4 usagers.

Au quartier général du chantier, à des fins d'hébergement du personnel sous la responsabilité de la Ville (son personnel et celui des firmes mandatées pour la surveillance des travaux) et des salles de réunion :

· Deux bâtiments modulaires totalisant 300 m2 aménagés en bureaux pour 30 personnes;
· Trois blocs sanitaires de 10 usagers.

Une contingence de 2 %, soit 11 496,35 $ pour le lot 1 et 15 329,85 $ pour le lot 2, taxes incluses est requise pour les imprévus associés principalement à la livraison et à l'installation au chantier.

En ce qui concerne les frais incidents, il est nécessaire de prévoir un budget de 45 985,40$ pour le lot 1, taxes incluses, afin de permettre de couvrir les autres frais liés au projet tels que :

· Travaux intérieurs de menuiserie : Partitions et aménagement intérieur;
· Travaux extérieurs de menuiserie : Galerie et escaliers entre deux bâtiments modulaires

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 22-19528, cinq (5) entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et deux (2) d'entre elles ont soumissionné sur les deux lots. En vertu de la clause 1.3 de la Régie de l'appel d'offres, le contrat est octroyé par lot au plus bas soumissionnaire conforme.

Pour chacun des lots, les soumissions suivantes ont été reçues:

Lot1 : Bâtiments modulaires – bureaux de chantier

soumissionnaires conformes	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- RCM Modulaire Inc.	**574 817,51$**	11 496,35 **$**	**586 313,86 $**
2- AMB Modulaire Inc.	1 710 828,00 $	34 216,56 $	1 745 044,56 $
Estimation interne	689 850,00 $	13 797,00 $	703 647,00 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(117 333,14 $)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			(16,67%)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			1 158 730,70 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			198%

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la Ville est favorable de 16,67% ou 117 333,14 $.

Cet écart pourrait être expliqué par le fait que l'estimation effectuée au préalable tenait compte d'un prix moyen pour une gamme de produits disponibles sur le marché. Les produits proposés par le plus bas soumissionnaire conforme sont, dans ce cas, moins coûteux que d'autres produits sur le marché, notamment à cause des caractéristiques de confort thermique des biens et aux accessoires de chauffage, ventilation et climatisation. Le tout est néanmoins conforme aux exigences du devis.

Lot 2 : Blocs sanitaires

soumissionnaires conformes	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- RCM Modulaire Inc.	**766 492,34 $**	**15 329,85 $**	**781 822,19 $**
2- AMB Modulaire Inc.	1 630 345,50 $	32 606,91 $	1 662 952,41 $
Estimation interne	402 412,50 $	8 048,25$	410 460,75 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			371 361,44 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			91%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			881 130,22 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			113%

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la Ville est défavorable de

91% ou (371 361,44) $.

Cet écart pourrait être expliqué par le fait que l'estimation effectuée au préalable était basée sur le coût de location du marché pour une cabine individuelle. La méthode semblait, à priori, être un bon ordre de grandeur pour des biens du type "remorque aménagée", comme il s'en trouve régulièrement sur les sites festivaliers. Par contre, cette méthode sous-estime le prix des produits basés sur des bâtiments sur châssis roulant de type "roulotte de chantier aménagée" pour un usage de blocs sanitaires. Compte tenu des produits proposés par le plus bas soumissionnaire conforme (bâtiments sur châssis roulant), nous croyons que l'écart par rapport à l'estimé est justifié et que le prix soumis est représentatif des caractéristiques typiques de ce type de biens. Ces produits sont plus confortables et plus robustes dans les conditions d'usage d'un chantier. Ils sont aussi plus durables et leur valeur à long terme est supérieure. Le tout est conforme et supérieur aux exigences du devis.

La différence entre les prix des deux soumissionnaires peut s'expliquer par l'application de normes (en ventilation, en efficacité énergétique, etc.) qui dépassent les exigences minimales de la Ville et dans le choix des matériaux de finition. Ces types de bâtiments modulaires, souvent "sur-mesure", peuvent être utilisés pour des applications comme des écoles, des bâtiments récréationnels, de l'hébergement de travailleurs, des réfectoires, etc. pour lesquels l'application de normes supérieures convient à l'occupation permanente de dizaines de personnes, mais dont le coût d'acquisition est plus élevé. De telles normes excèdent les besoins de la Ville pour des bâtiments de chantier courants. Nous croyons que le deuxième plus soumissionnaire, soit AMB Modulaire inc., a pu soumettre des prix pour des bâtiments modulaires qui excèdent les exigences du devis, ce qui pourrait expliquer l'écart de prix avec le plus bas soumissionnaire conforme.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de RCM Modulaire Inc. conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001.

L'attestation de l'Autorité des marchés publics n'est pas requise dans le cadre de cet appel d'offres.

Il est recommandé d'accorder deux (2) contrats à RCM Modulaire inc. pour l'acquisition et l'installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre (4) blocs sanitaires (lot 2), à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour un montant total de 1 341 309,85 $, taxes incluses, Appel d'offres public 22-19528.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour « lot 1- Bâtiments modulaires – bureaux de chantier » est de **632 299,26 $** taxes, contingences et incidences incluses. Ceci représente un montant de 577 373,51 $ net de ristournes de taxes.
Le coût pour « lot 2- Blocs sanitaires » est de **781 822,18 $** taxes, contingences incluses. Ceci représente un montant de 713 907,86 $ net de ristournes de taxes.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques. Voir la grille Montréal 2030 jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report du dossier entraînerait des coûts supplémentaires du projet de désinfection liés à la location des biens semblables auprès des entrepreneurs qui exécutent des travaux sur le chantier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'action de communication prévue, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 24 novembre2022
Début des travaux : décembre 2022
Fin des travaux : juillet 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Naceur AYARA
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 863 1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-30

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane BELLEMARE
Directeur - traitement des eaux usées (service de l'eau)
Tél :
Approuvé le : 2022-10-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-10-13

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227482034*

Unité administrative responsable : *Direction de l'épuration des eaux usées*

Projet : Accorder deux (2) contrats à RCM Modulaire pour l'acquisition et l'installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre (4) blocs sanitaires (lot 2), à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour un montant total de 1 414 121,44 $

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *2-* Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *L'achat de bâtiments de chantier est nécessaire à la finalité de l'œuvre du projet de Désinfection qui aura des retombées importantes pour l'environnement et l'écosystème du fleuve St-Laurent à l'égard des contaminants qui agissent sur la faune et flore du St-Laurent.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227482034

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder deux (2) contrats à RCM Modulaire Inc. pour l'acquisition et l'installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre (4) blocs sanitaires (lot 2), à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte, pour un montant total de 1 414 121,45 $ (Contrat 1 341 309,85 $; contingences 26 826,20 $, incidences :45 985,40 $, taxes incluses) Appel d'offres public 22-19528 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19528 SEAO _ Liste des commandes (5).pdf
22-19528 PV.pdf
22-19528 TCP.pdf
22-19528 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudie DE BELLEFEUILLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-11

Hicham ZERIOUH
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19528

No du GDD : 1227482034

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier et de quatre (4) blocs sanitaires pour la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 8 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 17 - 8 - 2022

Ouverture faite le : 20 - 9 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 8 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 40

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 12 - 2022

Date d'échéance révisée : 19 - 12 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
RCM Modulaire Inc.	574 817,51 $	√	Lot 1
AMB Tresec Inc. (AMB Modulaire)	1 710 828,00 $		Lot 1
RCM Modulaire Inc.	766 492,34 $	√	Lot 2
AMB Tresec Inc. (AMB Modulaire)	1 630 345,50 $		Lot 2

Information additionnelle

Raisons de non-participation: Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis (1), Votre demande nous apparaît restrictive: Nous sommes un manufacturier et l'installation doit être fait par un entrepreneur général (1), Demeure sans réponse malgré les relances par courriel et téléphonique (1).

Préparé par : Claudie De Bellefeuille

Le 4 - 10 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19528

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

			Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	**Bâtiments modulaires - bureaux de chantier incluant fourniture, livraison, installation et mise en service**	RCM Modulaire	499 950,00 $	574 817,51 $
		AMB Modulaire	1 488 000,00 $	1 710 828,00 $
LOT2	**Blocs sanitaires incluant fourniture, livraison, installation et mise en service**	RCM Modulaire	666 660,00 $	766 492,34 $
		AMB Modulaire	1 418 000,00 $	1 630 345,50 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19528
Numéro de référence : 1633668
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition et installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier et de quatre (4) blocs sanitaires pour la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte - Service de l'eau

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2633-2312 QUÉBEC INC. 77 Omer DeSerres suite 7A Blainville, QC, J7C5N3 NEQ : 1142636142	Madame Brigitte Clermont Téléphone : 450 434-0038 Télécopieur :	**Commande : (2082481)** 2022-08-24 15 h 28 **Transmission :** 2022-08-24 15 h 28	3787177 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (devis) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel 3787178 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (plan) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AMB Modulaire 3010, Montée St-François Laval, QC, H7E 4P2 http://www.ambmodulaire.com NEQ : 1171905582	Monsieur Marc Latreille Téléphone : 450 625-8558 Télécopieur :	**Commande : (2079885)** 2022-08-17 12 h 25 **Transmission :** 2022-08-17 12 h 25	3787177 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (devis) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel 3787178 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (plan) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENTREPRISES URBEN BLU INC. 599 Boulevard du Curé-Boivin Boisbriand, QC, J7G 2A8 http://www.urbenblu.com NEQ : 1170206123	Madame Emmanuelle Bolduc Téléphone : 450 437-8094 Télécopieur :	**Commande : (2081444)** 2022-08-22 14 h 29 **Transmission :** 2022-08-22 14 h 29	3787177 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (devis) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel 3787178 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (plan) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ROULOTTES R G INC. 200, Chemin du Parc Industriel Saint-Romain, QC, G0Y 1L0 NEQ : 1149055510	Monsieur Stéphane Dufresne Téléphone : 418 486-2626 Télécopieur :	**Commande : (2084636)** 2022-08-30 20 h 05 **Transmission :** 2022-08-30 20 h 17	3787177 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (devis) 2022-08-30 20 h 05 - Téléchargement 3787178 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (plan) 2022-08-30 20 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
R.C.M. MODULAIRE INC. 28 rue Industrielle Saint-Benoît-Labre, QC, G0M 1P0	Monsieur Patrick Leblanc Téléphone : 418 227-4044	**Commande : (2081608)** 2022-08-23 7 h 13	3787177 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (devis) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel

http://www.rcmgroupe.com NEQ : 1149510068	Télécopieur : 418 227-3654	**Transmission :** 2022-08-23 7 h 13	3787178 - 22-19528 Addenda #1 (Q&R) (plan) 2022-08-25 11 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227482034

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder deux (2) contrats à RCM Modulaire Inc. pour l'acquisition et l'installation de trois (3) bâtiments modulaires pour bureaux de chantier (lot 1) et quatre (4) blocs sanitaires (lot 2), à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte, pour un montant total de 1 414 121,45 $ (Contrat 1 341 309,85 $; contingences 26 826,20 $, incidences :45 985,40 $, taxes incluses) Appel d'offres public 22-19528 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1227482034-DEEU-Information_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Agent(e) comptable analyste
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-11

Jean-François BALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : (514) 872-5916
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225055002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service spécialisé en enquêtes criminelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 52 428 $ incluant les taxes (contrat: 43 690 $ et contingences: 8 738 $) pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, pour le service de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux prévenus des centres opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc, majorant ainsi le montant total du contrat de 104 857 à 157 285 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public 20-18347

Il est recommandé au conseil exécutif :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 43 690 $, taxes incluses, pour le nettoyage des couvertures offertes aux détenus dans le cadre du contrat accordé à Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc (DA 205055001), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 104 857 $ à 157 285 $, taxes incluses;

2. d'autoriser une dépense de 8 738 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-10-27 16:20

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1225055002**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service spécialisé en enquêtes criminelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 52 428 $ incluant les taxes (contrat: 43 690 $ et contingences: 8 738 $) pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, pour le service de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux prévenus des centres opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc, majorant ainsi le montant total du contrat de 104 857 à 157 285 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public 20-18347

CONTENU

CONTEXTE

Les centres opérationnels du Service de la Ville de Montréal (SPVM) doivent mettre en place des mesures adéquates pour le nettoyage et la désinfection des couvertures qui servent aux prévenu[e]s dans les cellules de détention.
Le SPVM est tenu d'assurer à l'ensemble des modules de détention un service de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux personnes détenues qui en font la demande.

Depuis le 1er décembre 2020, ce service est fourni par la compagnie Nettoyeurs J.E. Therrien et fils, inc et, à ce jour, le SPVM est satisfait de la qualité des services offerts par ce fournisseur. Il s'est avéré être le plus bas soumissionnaire conforme de l'appel d'offre public 20-18347, tenu du 3 août 2020 au 20 août 2022.

Ce contrat de 2 ans, en vigueur depuis le 1er décembre 2020, prendra fin le 30 novembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA 2205055001 - Accorder une entente-cadre à la compagnie Nettoyeur J.E. Therrien et fils Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de buanderie pour le nettoyage des

couvertures offertes aux prévenus des quatre (4) centres opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de vingt-quatre (24) mois, avec possibilité d'une prolongation de 1 an, pour une dépense totale de 104 857$ (offre de 87 381 $ taxes incluses et contingence de 20% au montant de 17 476 $), du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2022 - Appel d'offres public 20-18347 - 2 soumissionnaires conformes.
DA 2165928002 - Accorder une entente-cadre à la compagnie Gilbert Nettoyeur Inc, pour une période de 12 mois, soit du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017, plus bas soumissionnaire conforme, pour le service de buanderie dans les 4 centres opérationnels du SPVM, pour la somme maximale de 58 637.25$ taxes incluses - 2 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le contrat en cours n'a pas été présenté aux instances étant donné que le Règlement sur la délégation de pouvoir (RCE 02-004) pour les contrats de moins de 150 000 $ avait été exercé.

Dans ce contexte, l'autorisation de se prévaloir de l'option de prolongation d'une durée de 12 mois, à compter du 1er décembre 2022 est requise. Cette option de prolongation sera basée sur les quantités exprimées à l'offre de services initiale numéro 20-18347.

Le présent dossier vise à exercer l'option de prolongation tel que prévu au dit contrat, en vue de la préparation d'un nouvel appel d'offres public, lequel sera fait dans le but d'accorder un prochain contrat de 2 ans pour les mêmes services de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux prévenus.

JUSTIFICATION

Les raisons incitant à recommander la prolongation de cette entente est principalement la satisfaction du SPVM au cours des années précédentes quant à la qualité du service de buanderie fourni par ce fournisseur. Cette période de prolongation de 12 mois au coût de 52 428 $ (taxes incluses), se détaille en un montant maximal de 43 690 $, auquel s'est ajoutée une somme maximale de 8 738 $ (contingences de 20 % de la valeur de la prolongation), et ce, afin de combler le besoin de nettoyer les couvertures offertes aux personnes détenues jusqu'à ce que le prochain contrat soit accordé. À cet effet, un appel d'offres est prévu en 2023.
Le fournisseur, dont la lettre d'acceptation se trouve en pièce jointe, permettra au SPVM d'exercer l'option de prolongation du contrat en cours et de lui assurer le respect de l'obligation de nettoyer et désinfecter les couvertures offertes aux personnes détenues dans les centres de détention du SPVM.

En date du 14 octobre 2022, l'entreprise Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni inscrite sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Dans le cadre de ce projet, l'autorisation de l'autorité des marchés financiers (AMF) n'est pas requise selon le décret 795-2014.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels et le risque étant faible, une évaluation n'est donc pas requise dans ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que prévu au contrat initial, cette prolongation sera d'une durée de 1 an, pour une somme de 52 428 $ (incluant les taxes et les contingences).
Les quantités exprimées à l'offre ont été fournies à titre indicatif seulement. Elles sont

basées sur les besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions de prix pour la conclusion du contrat seulement.

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme maximale de 52 428 $ (incluant les taxes et les contingences) est prévu au SPVM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, (article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence de prolongation d'un tel contrat, l'obligation d'offrir un service de buanderie pour le nettoyage des couvertures utilisées par les prévenus des centres opérationnels du SPVM ne serait pas respectée.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 9 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Faiza AMALLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine L'ÉCUYER
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-280-7766
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-07

Caroline COURNOYER
Inspecteur-chef

Tél : 514-280-7757
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel FARIAS
Directeur-adjoint
Tél : 514-280-2363
Approuvé le : 2022-09-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie R ROY
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2022-10-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225055002*
Unité administrative responsable : SPVM - DEC
Projet : *Service de buanderie et nettoyage des couvertures des prévenus - AO 20-18347*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Offrir le nettoyage et la désinfectation des couvertures utilisées par les détenus.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1225055002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service spécialisé en enquêtes criminelles , -
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 52 428 $ incluant les taxes (contrat: 43 690 $ et contingences: 8 738 $) pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, pour le service de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux prévenus des centres opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc, majorant ainsi le montant total du contrat de 104 857 à 157 285 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public 20-18347

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18347_Renouvellement_Signé.pdf Clause de renouvellement.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Faiza AMALLAL
Agente d'approvionnement 2

Tél : 514-838-8254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-16

Elie BOUSTANI
Chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : (514)838-4519
Division : Division - Acquisition

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 22 juin 2022

Monsieur Éric Charbonneau
Président
Nettoyeurs J.E Therrien & Fils Inc.
863, rue Cushing
Acton Vale Québec J0H 1A0

Courriel : jetacton@yahoo.fr

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 20-18347
Service de buanderie pour les couvertures des détenus du SPVM

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à raef.razgui@montreal.ca **au plus tard le 29 juin 2022** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : ERIC CHARBONNEAU _____ 27-6-22

Nom en majuscules et signature | Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature | Date

Raef Razgui
Agent d'approvisionnement II
Courriel : raef.razgui@montreal.ca

LN91Fbssp

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Tel qu'indiqué à la clause du renouvellement au contrat de l'appel d'offres 20-18347

15.02 Renouvellement

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour UNE (1) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'ADJUDICATAIRE, par écrit, au moins SOIXANTE (60) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE dans le délai prévu à la demande de renouvellement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225055002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service spécialisé en enquêtes criminelles , -
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 52 428 $ incluant les taxes (contrat: 43 690 $ et contingences: 8 738 $) pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, pour le service de buanderie pour le nettoyage des couvertures offertes aux prévenus des centres opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Nettoyeurs J.E. Therrien et fils Inc, majorant ainsi le montant total du contrat de 104 857 à 157 285 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public 20-18347

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD_1225055002 (Nettoyeur JE Therrien et fils inc).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire
Tél : 438 822-0341

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-07

Line DESJARDINS
Chef d équipe
Tél : 438 349-2262
Division : Conseil et Soutien financier - Sécurité publique

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1220206004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 389 995,20 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Il est recommandé:

1. d'accorder un contrat de gré à gré à la firme Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 389 995,20 $, taxes incluses (fournisseur unique).

2. d'autoriser le directeur Sécurité publique et justice à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 15:23

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220206004**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 389 995,20 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

La Ville de Montréal utilise SUPERtext pour la Gestion de la preuve (Soutien aux enquêtes) qui prend en charge le processus de collecte, de classification, d'analyse, de caviardage de l'information et de production de rapports. Une fois ce processus complété, un module du système permet d'extraire et de produire le contenu de la preuve sélectionnée dans un format transportable aux fins de divulgation aux parties impliquées, et ce, structuré selon le plan de classement uniforme des enquêtes au SPVM.

La compagnie Supergravity est le manufacturier et le seul détenteur des droits de la suite du progiciel SUPERText, de même que le seul distributeur de ses produits en Amérique. Annuellement, des frais quant au renouvellement du support et de la mise à jour du système sont facturés afin de bénéficier de l'assistance du fabricant dans la configuration, l'utilisation et la résolution de problèmes associés à la suite de progiciel SUPERText.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le

renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 389 995,20 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1506325 – 11 janvier 2022- Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText utilisé par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 74,813.16$ CAD, taxes incluses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022.
BC 1447911 – 5 janvier 2021 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText utilisé par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 99 530,16 $ CAD, taxes incluses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 (fournisseur unique).

BC 1389566 – 7 janvier 2020 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText utilisé par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 93 069,38 $ CAD, taxes incluses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 (fournisseur unique).

BC 1319038 – 10 janvier 2019 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText utilisé par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 84 404,50 $ CAD, taxes incluses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 (fournisseur unique).

BC 1246448 – 03 janvier 2018 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText utilisé par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 84 948.51 $ CAD, taxes incluses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 (fournisseur unique).

CG16 0011 - 28 janvier 2016 (GDD 1150206009) : Accorder un contrat de gré à gré à Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de la mise à jour du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, et pour l'acquisition de 35 nouvelles licences du progiciel SUPERText utilisées par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 176 307,83 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DA150206002 - 2 mars 2015- D'accorder, conformément à la loi, un contrat au fournisseur Supergravity pour le renouvellement du support et de la mise à jour du progiciel SUPERText pour une dépense totale de 64 377,60 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015.

DA144425001 – 21 octobre 2014 – Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré au fournisseur Supergravity pour l'acquisition de licences, le support et la mise à jour du logiciel SUPERText, ainsi que l'acquisition d'un numériseur, pour une dépense totale de 78 778,57 $.

DESCRIPTION

Le contrat d'entretien inclus:

- Le soutien technique nécessaire à la résolution des incidents en cas de dysfonctionnements;
- L'accès aux mises à jour et correctifs de sécurité du logiciel.

JUSTIFICATION

Le progiciel SUPERText est performant et répond toujours adéquatement aux besoins de la Ville. Le renouvellement du contrat d'entretien est essentiel pour assurer le bon fonctionnement de ce logiciel. Au cours des prochains mois une vigie sera réalisée afin de réévaluer les besoins du SPVM en fonction des technologies présentes sur le marché et d'établir une stratégie d'ici la fin du présent contrat.
L'estimation pour ce contrat d'une durée de trois (3) ans, de 313 768,83 $ taxes incluses, était basée sur une augmentation annuelle de 5% de la valeur du contrat de l'année 2021.

Le Service des TI a reçu une soumission au montant de 389 995,20 $, taxes incluses. L'écart entre l'estimation et la soumission s'explique par un rattrapage des coûts de l'année 2023, soit un montant de 124 320,00 $, taxes incluses. Les coûts des années 2024 et 2025 respectent, cependant, une augmentation de 4,5% par année (réf: IPC, Canada: 7,0%, août 2022).

Supergravity, est la seule firme détentrice des droits exclusifs sur le logiciel Supertext. Cette firme est la seule à pouvoir offrir des services d'entretien et de support relatifs à ce progiciel implanté à la Ville depuis plusieurs années. La Ville peut octroyer ce contrat de gré à gré à Supergravity puisque l'objet découle de l'utilisation de logiciels et vise la protection de droits d'auteur et de droits exclusifs de distribution et de fourniture des prestations nécessaires au support technique et à la maintenance desdits progiciels, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de ce contrat.

Après vérification, Supergravity n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Item	2023	2024	2025	Total
Frais entretien, Supertext (avant taxe)	118 400,00 $	123 728,00 $	129 296,00 $	371 424,00 $
Frais entretien, Supertext (avec TVH seulement)	124 320,00 $	129 914,40 $	135 760,80 $	389 995,20 $

La dépense de 389 995,20 $, taxes incluses, pour les trois (3) années du contrat d'entretien, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des TI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Tableau comparatif des coûts annuels des années antérieures (taxes incluses)

Période	Coûts annuels (taxes	Écart en $	Écarts en %

	incluses)		
2014	78 778,57$		
2015	64 377,60$	(14 400,97$)	(18,28%)
2016	176 307,83$	111 930,23$	173,87%
2017	89 458,60$	(86 849,23$)	(49,26%)
2018	84 948,51$	(4 510,09$)	(5,04%)
2019	84 404,50$	(544,01$)	(0,64%)
2020	93 069,38$	8 664,88$	10,27%
2021	99 530,16$	6 460,78$	6,94%
2022*	94,790,63$	(4 739,53$)	(4,76%)
2023	124 320,00$	29 529,37$	31,15%
2024	129 914,40$	5 594,40$	4,5%
2025	135 760,80$	5 846,40$	4,5%

*Un escompte de 23 540,00 $ a été accordé à la Ville pour lors de la soumission de l'année 2022: Supergravity a pris en considération les contraintes de la Covid-19 lors de la négociation du prix de renouvellement avec le Service des TI.

L'écart de 2020 s'explique par une augmentation du nombre de licences afin de répondre au besoin des équipes d'enquêtes du SPVM.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le maintien du contrat de SUPERText est essentiel pour les opérations de SPVM afin d'assurer:

- le traitement des dossiers criminels en cours;
- la sécurité et l'intégrité des preuves;
- les obligations de divulgation de la preuve à la cour.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 21 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Myriam GAUTHIER, Service de police de Montréal

Lecture :

Myriam GAUTHIER, 9 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-06

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare

Tél : 438-398-1785
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur - Centre Expertise Plateformes et Infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2022-10-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-10-28

SUPERGRAVITY INCORPORATED

soumission

Numéro: **21867B**
Date: **28 septembre 2022**
À: SPVM
10351 Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1B 1B3

Maintenance et support technique de Logiciels SUPERText®
Tous produits SUPERText® existants de SPVM dans l'infrastructure existante

Item	Description	Montant	Taxes applicables (Voir Termes et Conditions, Item 5)	Total (Voir Termes et Conditions, Item 5)
1	2023 (1er janvier 2023 au 31 décembre 2023)	118 400,00 $	5 920,00 $	124 320,00 $
2	Renouvellement - 2024 (1er janvier 2024 au 31 décembre 2024)	123 728,00 $	6 186,40 $	129 914,40 $
3	Renouvellement - 2025 (1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)	129 296,00 $	6 464,80 $	135 760,80 $

Termes et conditions

1. Les taxes applicables sont en sus.
2. Chacune des parties peut résilier le contrat en donnant un avis écrit à l'autre partie au plus tard le 31 juillet de l'année précédant le prochain anniversaire du contrat. Si un tel préavis est donné, le contrat prend fin à la fin de l'année au cours de laquelle le préavis est donné.
3. Le support de SPVM pour tous leurs produits SUPERText existants dans l'infrastructure existante : les systèmes d'exploitation utilisés aujourd'hui ; architecture SUPERText existante.
4. Toutes les mises à jour et mises à niveau que nous publions au cours de l'année de couverture.
5. Les taxes applicables sont sujettes à changement, selon la loi sur les taxes de vente en vigueur au moment de la facturation

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220206004*
Unité administrative responsable : *Division sécurité publique*
Projet : 68315.06 - PTM

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Cette entente va contribuer à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. En effet, elle permet l'acquisition des postes de travail mobile et offre aux policiers du SPVM des outils de dernière technologie, afin d'assurer aux citoyens de Montréal des milieux de vie sécuritaire et de qualité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1220206004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Supergravity, pour le renouvellement du contrat d'entretien du progiciel SUPERText, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 389 995,20 $, taxes incluses (fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification de fonds 1220206004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-19

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228848020

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Tacel LTÉE, pour la fourniture de détecteurs véhiculaires, de comptage, classification et matériels connexes, pour une période de deux ans, pour un montant de 4 538 990,53 $, taxes incluses (montant entente 4 126 355,03 $ (lot 1 : 1 595 967,98$; lot 2 : 1 758 444,90 $; lot 3 : 771 942,15 $) + contingences 412 635,50 $) - Appel d'offres public 22-19322 - 4 soumissionnaires (1 seul soumissionnaire pour les lots 1, 2 et 3)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de deux ans par laquelle la firme Tacel LTÉE, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des détecteurs véhiculaires, de comptage, classification et matériels connexes, pour une somme maximale de 4 126 355,03 $, taxes incluses, repartis comme suit, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19322 :

Contrat no	Lot no	Montant, taxe incluses
1	1	1 595 967,98 $
2	2	1 758 444,90 $
3	3	771 942,15 $

1. d'autoriser une dépense de 412 635,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Tacel LTÉE;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-31 08:16

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228848020**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Tacel LTÉE, pour la fourniture de détecteurs véhiculaires, de comptage, classification et matériels connexes, pour une période de deux ans, pour un montant de 4 538 990,53 $, taxes incluses (montant entente 4 126 355,03 $ (lot 1 : 1 595 967,98$; lot 2 : 1 758 444,90 $; lot 3 : 771 942,15 $) + contingences 412 635,50 $) - Appel d'offres public 22-19322 - 4 soumissionnaires (1 seul soumissionnaire pour les lots 1, 2 et 3)

CONTENU

CONTEXTE

Dans ses pratiques usuelles, la Ville de Montréal tient un inventaire d'équipements de feux de circulation en prévision de ses besoins d'entretien, de modifications et d'installation de nouveaux feux de circulation. Afin d'assurer un niveau optimal de la gestion de besoins en feux de circulation, il est nécessaire de procéder à une acquisition constante des équipements, pour maintenir un inventaire stable et ainsi respecter les échéanciers de projets.
À cette fin, la Division Exploitation, Innovations et Gestion des Déplacements (DEIGD), sollicite régulièrement le marché en concluant des ententes-cadres permettant d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des volumes économiques profitables à prix concurrentiel.

L'acquisition de ces équipements dans le cadre du programme « Maintien et amélioration de l'actif feux de circulation afin d'assurer des déplacements actifs et collectifs sécuritaires », est essentielle à l'atteinte des objectifs suivants :

1. Améliorer la sécurité des usagers aux intersections;
2. Augmenter la mobilité des personnes et des biens;
3. Optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires.

Ce programme comprend aussi les interventions suivantes :

- La modernisation périodique des feux de circulation en fonction des normes et pratiques en constante évolution;
- Les mises à niveau périodiques en fonction de l'évolution des guides d'installation des feux de circulation pour vélos et pour bus, ainsi que le nouveau guide de conception des feux pour piétons qui inclut l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons et une augmentation des temps de dégagement;

- Les modifications en lien avec la sécurisation des déplacements, notamment aux abords des écoles (Vision Zéro);
- Les modifications des feux en fonction des nouveaux besoins et des requêtes d'arrondissements;
- Les modifications aux feux en lien avec les projets de réaménagement et le maintien des actifs;
- La modernisation et l'harmonisation du mobilier dues au vieillissement des équipements.

L'ensemble des équipements requis pour ces interventions aux feux de circulation est tenu en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal. Tout utilisateur doit ensuite s'assurer que les équipements nécessaires à la réalisation de son projet soient disponibles à ce centre. De même, suivant l'autorisation du responsable des ententes-cadres, les arrondissements pourront aussi se procurer les équipements nécessaires pour leurs projets ou l'entretien des feux de circulation sur leur territoire.

À cette fin, le Service de l'approvisionnement a procédé le 20 avril dernier à la publication dans SEAO et dans le Journal de Montréal, de l'appel d'offres public 22-19322, pour une période de 40 jours de calendrier.

Les soumissions sont valides pour une durée de 180 jours de calendrier, soit jusqu'au 27 novembre 2022.

Deux (2) addenda en lien avec cet appel d'offres ont été publiés :

- Addenda 1, publié le 5 mai 2022 : Réponses aux questions des preneurs du cahier de charges;
- Addenda 2, publié le 18 mai 2022 : Réponses aux questions des preneurs du cahier de charges ainsi qu'un report de la date limite de soumission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1012 - 19 octobre 2020 - Accorder des contrats à Tacel ltée et Innovation MI-8 inc. pour la fourniture de détecteurs véhiculaires - Dépense totale de 502 073,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18343 (2 soum.)

CM19 1341 - 16 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Électroméga Ltée, Tacel Ltée, Orange Trafic Inc., Les Industries Précision Plus Inc. et Néolect Inc. pour la fourniture d'équipements de feux de circulation, pour une durée de 24 mois - Montant estimé des ententes : 6 233 357,96 $, taxes incluses (contrat : 5 420 311,27 $ + contingences : 813 046,69 $) - Appel d'offres public 19-17588 (7 soumissionnaires).

CM18 1049 - 21 août 2018 - Conclure une entente cadre d'une durée de 24 mois, avec Tacel ltée pour la fourniture de détecteurs véhiculaires aux intersections munies de feux de circulation, pour une somme maximale de 2 231 595,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16655 (1 soum.)

CG16 0523 - 29 septembre 2016 - Conclure des ententes-cadres pour une période de 24 mois, avec les firmes Électroméga ltée (3 671 692,59 $, taxes incluses), Orange Traffic inc. (3 694 838,28 $, taxes incluses), Tacel ltée (808 791,64 $, taxes incluses), Industries Precision Plus inc. (857 770,99 $, taxes incluses) et Les Ventes Techniques Trelec enr. (676 053 $, taxes incluses), pour la fourniture des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville - Appel d'offres public 15-14382 (8

soumissions).

DESCRIPTION

L'appel d'offres 22-19322 porte sur la fourniture sur demande d'équipements de feux de circulation selon les spécifications fournies par la Ville, pour une période de 24 mois, à compter de la date de décision d'octroi par l'instance appropriée. Le tableau qui suit comprend l'ensemble des lots pour lesquels les firmes ont été appelées à déposer une offre.

Lots	Articles	Délais de livraison (semaines)
1	Détecteurs de présence Technologie vidéo	12
2	Détecteurs de présence Technologie vidéo thermique	12
3	Câble d'alimentation et de communication	15
4	Ensemble de connecteur Meltric	12
5	Câble Z	15
6	Étiquette d'identification de câble	12
7	Fut	20
8	Potence	20

Les quantités inscrites au bordereau de soumission sont basées sur les historiques de consommation, ajustées en prévision des besoins pour les 2 prochaines années et choisies aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix en vue de la conclusion de l'entente-cadre.

Des contingences représentant 10 % sont prévues à la valeur de l'entente-cadre pour couvrir les imprévus résultant des modifications ou d'ajouts de fonctionnalités demandées par la Ville ou de variation de quantité en fonction de l'évolution de ses besoins pendant la période contractuelle.

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans la durée initiale de contrat suivant l'émission de l'entente-cadre. Par la suite, une demande écrite d'ajustement de prix accompagnée des pièces justificatives, pourra être soumise à la Ville pour les 12 mois subséquents selon les dispositions prévues au contrat si la Ville exerce l'option de renouvellement.

Si l'adjudicataire est en défaut de livrer dans le délai correspondant à la cédule de livraison, la Ville pourra appliquer, après avis, une pénalité de 1000 $ par jour de retard. Cette pénalité est applicable sans que la Ville soit tenue de mettre en demeure l'adjudicataire d'exécuter son obligation de livrer. Le montant des pénalités n'excédera pas 10 % du montant du contrat, incluant les taxes.

Les quantités inscrites au bordereau de soumission représentent les besoins estimés par la Direction des projets d'aménagement urbain.

La conclusion de l'entente de pré-achat permettra d'assurer la constance des opérations et la facilité d'approvisionnement tout en bénéficiant d'économies d'échelle.

JUSTIFICATION

Pour cet appel d'offre, il y'a eu 7 preneurs du cahier de charges :

1. TACEL LIMITÉE.
2. METAL POLE-LITE INC.
3. INDUSTRIE PRECISION PLUS INC.

4. MICHEL TREPANIER
5. ORANGE TRAFFIC INC.
6. INNOVATION MI8 INC.
7. ÉLECTROMEGA LIMITÉE

Sur un total de 7 preneurs du cahier des charges, 4 preneurs ont déposé des offres, soit dans une proportion de 57 %. Aucune soumission n'a été reçue pour les lots 5, 6, les fournisseurs potentiels concernés par lesdits lots ont invoqué comme raison leur difficulté d'approvisionnement en matériaux. Une seule soumission a été reçue pour le lot 4 et celle-ci a été jugée non conforme administrativement.

La liste des preneurs du cahier de charges, le tableau des résultats et les détails concernant la conformité administrative des firmes soumissionnaires sont inclus dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Division Exploitation, Innovations et Gestion des Déplacements (DEIGD) a effectué une estimation budgétaire pour l'ensemble des articles. Cette estimation a été effectuée selon le prix des produits tenus en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal, ainsi que le prix payé pour des achats à la pièce effectués précédemment.

Résultats de l'appel d'offres

On peut observer que pour les lots 1, 2 et 3, Tacel est fournisseur unique. Dans le marché actuel, il est excessivement difficile pour les fournisseurs de sécuriser les composantes ou le matériels. Il est donc plausible que Tacel ait des engagements commerciaux qui permettent d'assurer la livraison des matériels dans les délais prescrits du présent contrat. De plus, les exigences techniques se doivent d'être très exigeantes afin de garantir le niveau de fiabilité et de services exigés par l'équipe ingénierie de la circulation.

Lot 1 – Détecteurs de présence technologie vidéo

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTIGENCES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Tacel Ltée	1 595 967,98 $	159 596,80 $	1 755 564,78 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 596 715,31 $	159 671,53 $	1 756 386,84 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			- 822,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			- 0,05%

L'écart entre le prix de la plus basse soumission et celui de l'estimation interne étant acceptable, il est recommandé d'octroyer ce contrat.

Lot 2 – Détecteurs de présence technologie vidéo- thermique

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTIGENCES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Tacel Ltée	1 758 444,90 $	175 844,49 $	1 934 289,39 $

Dernière estimation réalisée ($)	1 585 217,81 $	158 521,78 $	1 743 739,59 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			190 549,80 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			10,93%

L'écart de 10,93% entre le prix de la plus basse soumission et celui de l'estimation interne est expliqué par la pénurie des composantes électroniques dans le marché dont certaines comme les semi-conducteurs sont difficiles à obtenir, voire en rupture de stock, ce qui a causé une augmentation significative de prix.

Puisque le prix soumissionné reste admissible, l'équipe responsable de faire cheminer le processus contractuel n'a pas engagé de négociation avec le seul soumissionnaire conforme. Il est recommandé d'octroyer ce contrat.

Lot 3 – Câble d'alimentation et de communication

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTIGENCES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Tacel Ltée	812 413,35 $	81 241,34 $	893 654,69 $
Dernière estimation réalisée ($)	574 875,00 $	57 487,50 $	632 362,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			261 292,19 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			41,32 %

L'écart entre le prix de la plus basse soumission et celui de l'estimation interne est de 41.29 %. Cet écart est expliqué par la hausse des prix du marché et un carnet de commande complet chez les fournisseurs, ajoutant aussi l'inflation du prix de cuivre, des équipements électroniques et de la main d'oeuvre qui s'est produit au courant de la dernière année et l'année en cours. De plus, l'item du lot 3 est très spécifique, demandant un matériel de fabrication spécial et une main-d'oeuvre spécialisée. Les items de ce lot serviront à répondre à nos besoins courants d'entretien, de maintenance ainsi que nos projets internes.

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

Tacel Ltée étant l'unique soumissionnaire conforme, et vu que le prix soumissionné initialement est plus élevé que l'estimation de la Ville pour cette acquisition, en vertu de l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes, la Division Exploitation, Innovations et Gestion des Déplacements (DEIGD) a procédé à une négociation avec le soumissionnaire qui a accepté une révision de son prix à la baisse. Voici le tableau actualisé après la négociation de prix.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX NÉGOCIÉ (taxes incluses)	CONTIGENCES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Tacel Ltée	771 942,15 $	77 194,22	849 136,37$
Dernière estimation réalisée ($)	574 875,00 $	57 487,5 $	632 362,50 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	216 773,87
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	34,29%

Suite à une analyse non exhaustive de prix du cuivre et du PVC, on a constaté une augmentation significative de prix au niveau du marché mondial et particulièrement au Canada de 12% au courant de l'année 2021 et de 18 % au courant de premier trimestre l'année 2022 **[1]**. Ces hausses de prix sont dues a des facteurs tel que la reprise de la production graduelle après la pandémie. Cela a affecté nos fournisseurs afin de répondre à la forte demande à travers le pays, Ce qui joue un rôle important dans la montée en flèche du prix de cuivre. Ce qui nous ramène à environ 30% de hausse supplémentaire par rapport a nos prix de référence en 2021 et 2022.

Donc l'écart entre le prix de la plus basse soumission négociée et celui de l'estimation interne demeure acceptable dans le contexte. Il est donc recommandé d'octroyer ce contrat.

Il est à noter que sans l'achat des câbles d'alimentation et de communication du lot 3 , les équipements du lot 1 et 2 ne peuvent être installés et mis en opération. La décision de séparer le lot 3 visait à permettre une ouverture de marché pour les soumissionnaires spécialisés seulement dans la fourniture de câblage.

[1] : Indice des prix des produits industriels_Statistique Canada 2022-09-19

Lot 7 - Fût

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTIGENCES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
MÉTAL POLE-LITEINC.	103 477,50 $	10 347,75 $	113 825,25 $
INDUSTRIE PRÉCISIONPLUS INC.	139 694,63 $	13 969,46 $	153 664,09 $
Dernière estimation réalisée ($)	30 180,94 $	3 018.09 $	33 199,03 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			80 626,22 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			242,86 %
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse ($)			39 838,84 $
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse (%)			35 %

L'écart de prix entre l'estimation de contrôle et le plus bas soumissionnaire conforme dépasse largement le prix du marché. Le centre de distribution du magasin de la Ville, sollicitera le marché rapidement avec des quantités minimales requises pour soutenir les opérations à court terme. La Ville ira solliciter le marché à nouveau en demandant au service de l'approvisionnement d'effectuer une sollicitation active des soumissionnaires potentiels.

Lot 8 - Potence

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTIGENCES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
MÉTAL POLE-LITEINC.	57 774,94 $	5 777,49 $	63 552,43 $
INDUSTRIE PRÉCISIONPLUS INC.	72 434,25 $	7 243,43 $	79 677,68 $

Dernière estimation réalisée ($)	34 492,50 $	3 449,25 $	37 941,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			25 610,68 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			67,50 %
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse ($)			16 125,24 $
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse (%)			25.37 %

L'écart de prix entre l'estimation de contrôle et le plus bas soumissionnaire conforme dépasse largement le prix du marché. Le centre de distribution du magasin de la Ville, sollicitera le marché rapidement avec des quantités minimales requises pour soutenir les opérations à court terme. La Ville ira solliciter le marché à nouveau en demandant au service de l'approvisionnement d'effectuer une sollicitation active des soumissionnaires potentiels.

L'analyse de la conformité technique a porté seulement sur le plus bas soumissionnaire de chacun des lots. Toutes les plus basses soumissions ont été déclarées conformes du point de vue technique.

L' adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'est donc pas rendu non conforme, en vertu du règlement sur la gestion contractuelle. Ce dernier n'est pas inscrit dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal (LFRI), non plus.

La dépense nette de ces contrats d'approvisionnement en biens étant supérieure à 500 000$, l'adjudicataire devra faire l'objet d'une évaluation de son rendement conformément à l'encadrement administratif en vigueur (Directive no C-OG-APP-D-22-001 du 31 mars 2022).

Les contrats seront octroyés séparément par lot.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente sans imputation budgétaire, pour la fourniture sur demande, des équipements de feux de circulation. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des requérants. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation des crédits. La Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD) est le principal utilisateur de cette entente cadre. Cette marchandise est tenue en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal et est accessible à l'ensemble des arrondissements et des services municipaux de la Ville de Montréal via une demande soumise à la Direction des projets d'aménagement urbain.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon nos projets en cours pour l'année 2022 et des projets à venir, notre inventaire de matériel de détection de présence sera en souffrance lors de la reprise des travaux de l'année 2023 (printemps). De plus, les délais de livraisons ne sont plus contrôlables à cause du manque de matière première et de la pénurie de la main d'œuvre actuelle. L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la Ville à négocier

à la pièce les équipements ou à s'approvisionner auprès d'entrepreneurs, qui en incluant leur marge de profit, revendraient les mêmes équipements à un prix supérieur. Cette alternative pourrait aussi entraîner des délais d'approvisionnement supérieurs à ceux mentionnés à la section Description du présent sommaire décisionnel. Sans un approvisionnement efficient, il serait difficile pour la Ville de réaliser l'ensemble des projets de modification de feux de circulation dans les délais prévus ou de permettre aux arrondissements d'assurer la maintenance des feux de manière efficace.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La livraison du matériel pourrait subir des retards en raison du contexte difficile attribuable à la pandémie de Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du conseil municipal : 21-11-2022;
- Signature de l'entente : 07-12-2022;
- Fourniture des équipements : 2023 à 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-11

Zakaria HADDAJI
conseiller(ere) en planification

Tél : 514 242-3461
Télécop. :

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de division par intérim (ing)

Tél : 438-989-5036
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
Directeur de direction (ing)

Tél : 514 872-5798
Approuvé le : 2022-10-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2022-10-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1228848020**
Unité administrative responsable : **Division de l'exploitation, innovation et gestion des déplacements**
Projet : **Entente-cadre avec la firme Tacel LTÉE, pour une période de deux ans, pour la fourniture de détecteurs véhiculaires, de comptage, classification et matériels connexes - Montant total de 4 538 990,53 $, taxes incluses.**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles (action 3)
2. Consolider le filet social fort, [...] et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (action 9)
3. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire (action 18)
4. Offrir de milieux de vie sécuritaires et de qualité (action 19)

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Les mesures priorisant les autobus permettent d'améliorer l'offre de transport en commun et d'augmenter le service étant donné que les déplacements sont plus faciles et plus fluides.
2. Assurer la sécurité de tous les individus, y compris les groupes les plus vulnérables et ce, sur l'ensemble du territoire

équitablement. Réduire les disparités observables au niveau de la sécurité des piétons entre les différentes zones de la ville.

3. a. Favorise l'accès équitable et le droit à la mobilité de tous les individus et groupes d'individus.

   b. Favorise la sécurité et le sentiment de sécurité.

4. Assurer que le passage de tous les types d'usagers aux intersections est sécurisé par l'ajout de signaux pour piétons et augmentation des temps pour traverser.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x** **x**	 **x** **x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? 1. Plan climat 2020-2030 (action 11) 2. Stratégie pour une ville résiliente (action 18)		X X	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1228848020

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Tacel LTÉE, pour la fourniture de détecteurs véhiculaires, de comptage, classification et matériels connexes, pour une période de deux ans, pour un montant de 4 538 990,53 $, taxes incluses (montant entente 4 126 355,03 $ (lot 1 : 1 595 967,98$; lot 2 : 1 758 444,90 $; lot 3 : 771 942,15 $) + contingences 412 635,50 $) - Appel d'offres public 22-19322 - 4 soumissionnaires (1 seul soumissionnaire pour les lots 1, 2 et 3)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19322 Intervention.pdf 22-19322 PV.pdf 22-19322 Detcah SEAO.pdf

22-19322 TCP intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement niv.2
Tél : 514 280 0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-14

Elie BOUSTANI
Chef de Section - Direction Acquisition
Tél : 514 838 4519
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19322 — No du GDD : 1228848020

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'équipement de détection véhiculaire, de comptage, classification et matériels connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 4 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 24 - 5 - 2022

Ouverture faite le : 31 - 5 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 18 - 5 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 57,14

% de rejets : 25

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 11 - 2022

Date d'échéance révisée : 27 - 11 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis initiallement (TTI)	Montant soumis après négo. (TTI)	√	# Lot
TACEL LTÉE	1 595 967,98 $	N/A	√	1
	1 758 444,90 $	N/A	√	2
	812 413,35 $	771 942,15 $	√	3

Information additionnelle

L'appel d'offres comprend 8 lots. Une soumission pour le lot 1, 2 et 3, deux soumissions pour le lot 7 et 8 et une soumission pour le lot 4.
Les lots 4, 5, 6, 7 et 8 ont été annulés (lot 4 - aucun soumissionnaire conforme, lot 5 et 6 - aucun soumissionnaire, lot 7 et 8 - budget).
Pour le lot 3 une négociation de prix a été faite - En référence à ART. 573.3.3 de la L.C.V - dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission. Suite à une demande de négociation de prix, le prix initial de 812 413,35 $ a été revisé pour 771 942,15 $ pour le lot 3.
Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) demande restrictive, les solutions demandées sont pré-sélectionnées sans alternative; (1) ne fournit pas les produits demandés; (1) n'ont pas d'équipements a soumettre selon les spécifications demandées qui sont les spécifications de la caméra Flir distribué par une firme exclusivement; Acune réponse de la part des autres preneurs de cahier de charge;

Préparé par : Diana Goropceanu Le 13 - 10 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19322

Agent d'approvisionnement
Diana Goropceanu

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Détecteurs de présence Technologie vidéo	TACEL LTD.	1	Code ville IN3991-8111 Sous-famille 1100 selon le DTNI-6ADAchat_ detecteurs 6.1.1.1. Ensemble de détecteur pour zones à proximité selon le devis DTI-6D-4708	300	ch	1			
			2	6.1.1.2. Ensemble de détecteur pour zones éloignées selon le devis DTI-6D-4708	100	ch	1			
			3	6.2. Carte d'interface principale à quatre (4) sorties de détections selon le devis DTI-6D-4708	300	ch	1			
			4	6.2. Carte d'interface d'extension à quatre (4) sorties de détections selon le devis DTI-6D-4708	50	ch	1			
		Total (TACEL LTD.)							**1 388 100,00 $**	**1 595 967,98 $**
2	Détecteurs de présence Technologie vidéo thermique	TACEL LTD.	5	6.1.2.1 Ensemble de détecteur pour zones a proximité, selon devis technique DTI-6D-4718 pour	100	ch	1			
			6	6.1.2.2. Ensemble de détecteur pour zones éloignées DTI-6D-4718 pour detection véhiculaire et	50	ch	1			

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19322

Agent d'approvisionnement
Diana Goropceanu

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
2	Détecteurs de présence Technologie vidéo thermique	TACEL LTD.	7	6.2.2.1 Carte d'Interface de communication et d'alimentation enfichable, selon devis technique DTI-6D-4718	100	ch	1			
			8	6.2.2.2 Carte d'Interface de communication et d'alimentation non enfichable, selon devis technique DTI-6D-4718	50	ch	1			
			9	6ADAchat_ detecteurs Module PIM de communication enfichable, selon devis technique DTI-6D-4718 incluant câble SDLC DB15 de 1 mètre selon DN-4008	15	ch	1			
		Total (TACEL LTD.)							**1 529 415,00 $**	**1 758 444,90 $**
3	Câble d'alimentation et de communication	TACEL LTD.	10	300m, BOBINE NON RET. TOURET DE 36 PO Câble Kt 300 pour detecteur de présence	100	ch	1			
			11	Câble Kth pour decteur video thermique 300m, BOBINE NON RET. TOURET DE 36 PO	100	ch	1			
		Total (TACEL LTD.)							**671 400,00 $**	**771 942,15 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19322
Numéro de référence : 1595680
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'équipement de détection véhiculaire, de comptage, classification et matériels connexes

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ELECTROMEGA LIMITÉE 105 Avenue Liberté Candiac, QC, J5R 3X8 http://www.electromega.com NEQ : 1143177658	Monsieur Pascal Lamoureux Téléphone : 450 635-1020 Télécopieur : 450 635-1021	**Commande : (2035425)** 2022-04-23 14 h 30 **Transmission :** 2022-04-23 14 h 30	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-05 17 h 12 - Courriel 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-05 17 h 12 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-18 14 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
INDUSTRIES PRÉCISION PLUS INC. 1565 JEAN LACHAINE Sainte-Catherine, QC, J5C 1C2 NEQ : 1149662901	Monsieur Sylvain Pelland Téléphone : 450 635-8685 Télécopieur : 450 635-8287	**Commande : (2047695)** 2022-05-19 11 h 06 **Transmission :** 2022-05-19 11 h 06	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-19 11 h 06 - Téléchargement 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-19 11 h 06 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-19 11 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
INNOVATION MI-8 INC. 2275, 43e avenue Montréal, QC, H8T2K1 http://www.mi8innovation.com NEQ : 1170478268	Monsieur Michael De Santis Téléphone : 514 637-1000 Télécopieur :	**Commande : (2034364)** 2022-04-21 11 h 09 **Transmission :** 2022-04-21 11 h 09	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-05 17 h 12 - Courriel 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-05 17 h 12 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-18 14 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MÉTAL POLE-LITE INC. 405, rue Saint-Louis Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B1Y6 NEQ : 1140611261	Madame Guylaine Toupin Téléphone : 450 741-7144 Télécopieur : 450 741-7145	**Commande : (2035332)** 2022-04-22 15 h 30 **Transmission :** 2022-04-22 15 h 30	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-05 17 h 12 - Courriel 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-05 17 h 12 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-18 14 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	ORANGE TRAFIC INC. 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 http://www.orangetraffic.com NEQ : 1169862571	Monsieur Charles Tousignant Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (2046596)** 2022-05-17 15 h 17 **Transmission :** 2022-05-17 15 h 17	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-17 15 h 17 - Téléchargement 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-17 15 h 17 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-18 14 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TACEL LTD. 8008 Jarry Montréal, QC, H1J 1H5 http://www.tacel.ca NEQ : 1147386263	Monsieur Yassine Benamghar Téléphone : 514 252-4443 Télécopieur : 514 252-6915	**Commande : (2033747)** 2022-04-20 12 h 54 **Transmission :** 2022-04-20 12 h 54	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-05 17 h 13 - Télécopie 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-05 17 h 12 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-18 14 h 20 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	TRÉPANIER, MICHEL 324 Racette Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1R2 http://www.trelec.ca NEQ : 2240497752	Monsieur Michel Trepanier Téléphone : 418 878-8919 Télécopieur : 418 878-8920	**Commande : (2038956)** 2022-05-02 10 h 12 **Transmission :** 2022-05-02 10 h 12	3728709 - 22-19322 Addenda 1 (devis) 2022-05-05 17 h 12 - Courriel 3728710 - 22-19322 Addenda 1 (bordereau) 2022-05-05 17 h 12 - Téléchargement 3736910 - 22-19322 Addenda 2 2022-05-18 14 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la mise à jour et la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025, pour une somme maximale de 945 489,08 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., fournisseur unique, pour la mise à jour et la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025, pour une somme maximale de 945 489,08 $, taxes incluses;
2. d'approuver un projet de convention à cette fin;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-20 08:40

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225035003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la mise à jour et la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025, pour une somme maximale de 945 489,08 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Suite à l'appel d'offres public no. 13-13073, un contrat a été accordé à Logic-Contrôle inc. pour l'acquisition et la paramétrisation d'un système intégré pour le transport de la neige (SIT-Neige). Ce contrat couvrait l'acquisition de la solution, les besoins en personnalisation du logiciel et en approvisionnement du matériel télémétrique, en plus d'inclure la maintenance de la solution pour une durée de cinq (5) ans, et ce, pour le déploiement de l'ensemble du projet dans les 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

La solution est installée dans 1 350 camions, 30 guérites et 220 souffleuses. Le contrat de maintenance se termine à la fin du mois de novembre 2022.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la mise à jour et la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025, pour une somme maximale de 945 489,08 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1136 - 16 novembre 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de 2 ans, soit du 1er décembre

2020 au 30 novembre 2022, pour une somme maximale de 509 021,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.
CM15 0304 - 23 mars 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc. (fournisseur exclusif), pour la fourniture du matériel et sa maintenance, de logiciels et de services professionnels dans le cadre du projet SIT-Neige, pour une somme maximale de 1 176 247,80 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM14 0800 - 19 août 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 357 523,34 $, taxes incluses, pour l'ajout d'un outil télémétrique adapté et d'un module supplémentaire au système SIT-Neige / Autoriser les modifications au contrat de services professionnels intervenu avec la firme Logic-Contrôle inc. le 28 avril 2014 (CM14 0401) et approuver les soumissions du 7 mai 2014 et du 25 juillet 2014, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 587 234,47 $ à 1 944 760,81 $, taxes incluses.

CM14 0401 - 29 avril 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Logic-Contrôle Inc. pour l'acquisition et la paramétrisation d'un système intelligent pour le transport de la neige (SIT-Neige) pour une somme maximale de 1 587 234.47 $, taxes incluses - Appel d'offres public (No 13-13073) - (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le contrat de maintenance comprend :

- les appels de service durant les heures ouvrables (8h00-16h30) et d'urgence (24h/7jours). Urgence : Problème de fonctionnement qui nuit aux opérations (exclus les outils logiciels de gestion);
- la fourniture des mises à jour et des mises à niveau de tous les composants du logiciel de gestion chaque fois qu'une nouvelle version ou que de nouveaux services groupés seront disponibles;
- la mise en place ou la fourniture des mises à jour et des mises à niveau de tous les composants et adaptations du logiciel chaque fois que des problèmes empêcheront d'une façon significative le fonctionnement du logiciel;
- la mise en place de nouveau logiciel d'usine (« firmware ») MIC ou MAC lorsque requis pour corriger un problème opérationnel; (MIC = Module d'identification des camions; MAC = Module d'autorisation de chargement)
- en cas de problème ou panne majeure, l'engagement d'intervenir rapidement et en prenant les moyens nécessaires pour trouver une solution dans les plus brefs délais suite à la prise de connaissance du problème;
- le remplacement d'un équipement défectueux (MIC, MAC, GPS & CDL) dans un délai de deux (2) heures maximum. À cet effet, il est suggéré dans l'appel d'offres que l'entrepreneur possède, ou laisse à la Ville, des équipements de rechange. Le fournisseur a le choix de réparer ou de remplacer un équipement défectueux;
- pour un problème informatique (logiciel), le délai de remplacement dépendra de l'ampleur du problème.

Les équipements suivants sont exclus du présent contrat :

- équipements pour assurer le lien réseau (boîtier télécom, etc.);
- les caméras et les supports de caméras;
- les injecteurs pour les caméras;
- les serveurs;
- les postes de travail;
- les imprimantes;
- l'alimentation électrique des équipements;
- tout équipement qui n'a pas été fourni dans le cadre du projet initial.

JUSTIFICATION

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA), responsable de la stratégie de déneigement (de compétence centrale) se doit de connaître la quantité totale de neige déversée dans chaque lieu d'élimination de la neige (LEN). Au besoin, le SCA peut détourner des camions vers d'autres LENs appartenant à d'autres arrondissements, pour en respecter la capacité ou pour éviter le refroidissement des eaux allant vers l'usine d'épuration. Cette information, provenant des outils télémétriques installés, doit être compilée en temps réel, dans un système unique.
La conception et le développement de la solution SIT-Neige (logiciel Lynx et outils télémétriques) ont été réalisés par l'entreprise Teknome Solutions Logistiques, le propriétaire du code source. La firme Logic-Contrôle inc. est la seule entité en mesure de fournir le matériel, les services d'entretien et les services professionnels requis par la Ville. Elle est également la seule à être autorisée à vendre et exploiter ce logiciel sur le territoire du Québec.

La Ville de Montréal a demandé à Teknome Solutions Logistiques la mise à jour du système SIT Neige; en conséquence, ladite mise à jour sera exécutée en deux temps :

- Une première pour le système d'exploitation QNX à une version pleinement supportée jusqu'au 29 février 2024.
- Une seconde pour la plateforme matérielle et logicielle des contrôleurs Lynx pour l'ensemble des contrôleurs en guérite.

Après vérification, Logic-Contrôle inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

L'estimation initiale du support, sur une période de trois (3) ans, soit 703 930,27 $, taxes incluses est basée sur les prix relatifs à la période du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2022 indexée de l'IPC (6%). Toutefois, la soumission Logic-Contrôle inc. a été majoré par un autre pourcentage en lien avec la vétusté du matériel ce qui explique l'écart.

La Ville est autorisée à procéder de gré à gré avec la compagnie Logic-Contrôle inc. pour l'acquisition du matériel et sa maintenance, de logiciels et de services professionnels dans le cadre du projet SIT-Neige actuellement déployé et exploité à la Ville dans sa phase 2, et ce, en vertu des exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 945 489,08 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

	2022 (1-12-2022 au 30-11-2023)	**2023** (1-12-2023 au 30-11-2024)	**2024** (1-12-2024 au 30-11-2025)	**Total Taxes incluses**
Maintenance du système (Budget au BF)	266 996,99 $	284 715,73 $	301 796,36 $	853 509,08 $
Mise à jour (PDI)	NA	91 980,00 $	NA	91 980,00 $

Total général	**266 996,99 $**	**376 695,73 $**	**301 796,36 $**	**945 489,08 $**

Dépenses au budget de fonctionnement (BF) :
La dépense de 853 509,08 $, taxes incluses (779 367,55 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre.

Dépenses capitalisables (PDI) :
La dépense additionnelle au contrat de 3,31 % est de 91 980,00 $, taxes incluses (83 990,00 $ net de taxes) et sera imputée au PDI 2023-2032 du Service des TI au Projet 74840 - Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire) et refonte des systèmes de déneigement et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence locale 22-007. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

Tableau comparatif des années antérieures :

Période	Montant (avant taxes)	Montant annuel (avant taxes)	Écart en $	Écart en %
1er décembre 2020 au 30 novembre 2022	442 723,44 $	221 361,72 $	NA	
1er décembre 2022 au 30 novembre 2025	742 343,19 $	247 447,73 $	26 086,01 $	11,78%

Les prix soumis représentent plutôt une augmentation de l'ordre de 11,78% sur le prix payé pour ce contrat pour l'année décembre 2020 à novembre 2022. L'augmentation s'explique d'une part, par l'Indice des prix à la consommation (IPC) qui a augmenté de 7,6 % d'une année à l'autre en juillet 2022 et d'autre part, par un pourcentage de 4,18% dû à la vétusté du matériel qui dépassera dix ans d'âge pendant cette période.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts reliés à l'octroi de ce contrat se résument comme suit :

- Le système principal utilisé pour effectuer les opérations de déneigement de la saison de neige qui commence en novembre 2022 sera pleinement fonctionnel et supporté par le fournisseur;
- Les équipements liés au système seront maintenus et il n'y aura aucun impact sur les citoyens et sur les opérations de déneigement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures sanitaires ont amené des changements majeurs sur les méthodes de travail des citoyens et ont accéléré le virage vers une plus grande mobilité, ce qui augmente la pression sur les équipes de déneigement. Ainsi, le maintien d'un équipement en bon état permet aux équipes sur le terrain de demeurer efficaces.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM : 21 novembre 2022;
- Émission du bon de commande : novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BELANGER, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Alain BELANGER, 13 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 793-3407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-13

Yassine BENTALEB
Chef de division - solutions d'affaires - systèmes corporatifs

Tél : 514 927-3818
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ghayath HAIDAR
directeur(-trice) solutions d'affaires

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél :	514 567-7133	**Tél :**	438-998-2829
Approuvé le :	2022-10-14	**Approuvé le :**	2022-10-14

TEKNOME

24 mai 2022

Abdelhak (Abdel) Baba saci
Conseiller en analyse et contrôle de gestion
Direction stratégies, pratiques d'affaires et performance
Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
80, Queen, suite 301
Montréal (QC), H3C 2N5

Objet: Demande de confirmation de fournisseur unique

Par la présente,

TEKNOME SOLUTIONS LOGISTIQUES confirme, en date du 24 mai 2022, que la firme LOGIC-CONTRÔLE inc. est actuellement la seule revendeuse et intégratrice de la solution LYNX pour le territoire du Québec.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués



Frédéric Filion
(président)

PROPOSITION 401035 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE MAINTENANCE RELIÉ AU SIT-NEIGE POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANNÉES DU 1ER DÉCEMBRE 2022 AU 30 NOVEMBRE 2025

Ville de Montréal

PRÉSENTÉE PAR :

logic-contrôle

équipement de stationnement
et sécurité de bâtiments

PARTOUT AU QUÉBEC

8002, Jarry Est
Montréal (Québec) H1J 1H5

www.globatech.ca

PRÉPARÉE PAR :

Stéphane Lafitte
Conseiller au développement des affaires
Sécurité physique
slafitte@globatech.ca
514 977 3116

Montréal, le mercredi 14 octobre 2022

Objet : Renouvellement du contrat de maintenance relié au SIT-neige pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025

Bonjour M. Baba Saci,

Pour donner suite à notre réunion du 27 septembre 2022 et nos derniers échanges courriel, veuillez trouver ci-dessous notre proposition pour le renouvellement de contrat de maintenance du système Lynx au SIT neige pour une période de 3 années soit 3 périodes allants du 1er décembre au 30 novembre de chaque année.

- Annexe B : Tableaux maintenance périodes 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025

Cordialement,

Stéphane Lafitte
Conseiller au développement des affaires
Sécurité physique

ANNEXE B (Année 1)

Contrat de maintenance SIT NEIGE VDM 2022/2023			1/3
MIC	1999	54,86 $	109 665,14 $
MAC /MDM	308	97,02 $	29 882,16 $
INTÉGRATION MAC & GPS	270	154,18 $	41 628,60 $
CONTRÔLEUR - LOGICIEL	40	496,39 $	19 855,60 $
CONTRÔLEUR - MATÉRIEL	40	161,03 $	6 441,20 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-LOGICIEL	2	353,89 $	707,78 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-MATÉRIEL	2	112,22 $	224,44 $
INTÉGRATION CAMÉRA	40	197,26 $	7 890,40 $
PROGICIEL	1	9 274,57 $	9 274,57 $
GESTION PHOTOS	1	1 055,39 $	1 055,39 $
LICENCES SUPPLÉMENTAIRES	175	31,98 $	5 596,50 $
ANNÉE 1		**Total**	**232 221,78 $**

Appel de service à Teknome pour les demandes de support non couvertes par le contrat de maintenance. Ces taux sont aussi appliquables pour le développement.		
1er décembre 2022 au 30 novembre 2023		**1/3**
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	**En dehors des heures ouvrables**
Teknome (Prix client)	125,00 $	187,50 $
Teknome (Prix Logic-contrôle)	106,25 $	159,38 $

Appel de service non relié avec un panne des équipements Teknome (UPS, équipement réseautique, scangun, écran tactile…)		
1er décembre 2022 au 30 novembre 2023		**1/3**
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	**En dehors des heures ouvrables**
Technicien	110,00 $	165,00 $
Électricien	115,00 $	230,00 $
Maître Électricien	150,00 $	300,00 $
Nacelle (facturer minimum 3h)	95,00 $	95,00 $

ANNEXE B (Année 2)

Contrat de maintenance SIT NEIGE VDM sur 3 ans 2023/2024			2/3
MIC	1999	58,70 $	117 341,30 $
MAC /MDM	308	103,81 $	31 973,48 $
INTÉGRATION MAC & GPS	270	164,97 $	44 541,90 $
CONTRÔLEUR - LOGICIEL	40	516,25 $	20 650,00 $
CONTRÔLEUR - MATÉRIEL	40	172,30 $	6 892,00 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-LOGICIEL	3	368,05 $	1 104,15 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-MATÉRIEL	3	120,08 $	360,24 $
INTÉGRATION CAMÉRA	40	205,15 $	8 206,00 $
PROGICIEL	1	9 645,55 $	9 645,55 $
GESTION PHOTOS	1	1 097,61 $	1 097,61 $
LICENCES SUPPLÉMENTAIRES	175	33,26 $	5 820,50 $
ANNÉE 2		**Total**	**247 632,73 $**

Appel de service à Teknome pour les demandes de support non couvertes par le contrat de maintenance. Ces taux sont aussi appliquables pour le développement.		
1er décembre 2023 au 30 novembre 2024		**2/3**
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	**En dehors des heures ouvrables**
Teknome (Prix client) (+4%)	130,00 $	195,00 $
Teknome (Prix Logic-contrôle)	110,50 $	165,75 $

Appel de service non relié avec un panne des équipements Teknome (UPS, équipement réseautique, scangun, écran tactile…)		
1er décembre 2023 au 30 novembre 2024		**2/3**
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	**En dehors des heures ouvrables**
Technicien	113,30 $	169,95 $
Électricien	118,45 $	236,90 $
Maître Électricien	154,50 $	309,00 $
Nacelle (facturer minimum 3h)	97,85 $	97,85 $

ANNEXE B (Année 3)

Contrat de maintenance SIT NEIGE VDM sur 3 ans 2024/2025			3/3
MIC	1999	62,22 $	124 377,78 $
MAC /MDM	308	110,04 $	33 892,32 $
INTÉGRATION MAC & GPS	270	174,87 $	47 214,90 $
CONTRÔLEUR - LOGICIEL	40	547,23 $	21 889,20 $
CONTRÔLEUR - MATÉRIEL	40	182,64 $	7 305,60 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-LOGICIEL	3	390,13 $	1 170,39 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-MATÉRIEL	3	127,28 $	381,84 $
INTÉGRATION CAMÉRA	40	217,46 $	8 698,40 $
PROGICIEL	1	10 224,28 $	10 224,28 $
GESTION PHOTOS	1	1 163,47 $	1 163,47 $
LICENCES SUPPLÉMENTAIRES	175	35,26 $	6 170,50 $
ANNÉE 3		**Total**	**262 488,68 $**

Appel de service à Teknome pour les demandes de support non couvertes par le contrat de maintenance. **Ces taux sont aussi appliquables pour le développement.**		
1er décembre 2024 au 30 novembre 2025		**3/3**
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	**En dehors des heures ouvrables**
Teknome (Prix client) (+3%)	133,90 $	200,85 $
Teknome (Prix Logic-contrôle)	113,82 $	170,72 $

Appel de service non relié avec un panne des équipements Teknome (UPS, équipement réseautique, scangun, écran tactile…)		
1er décembre 2024 au 30 novembre 2025		**3/3**
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	**En dehors des heures ouvrables**
Technicien	116,70 $	175,05 $
Électricien	122,00 $	244,00 $
Maître Électricien	159,00 $	318,27 $
Nacelle (facturer minimum 3h)	100,78 $	100,78 $

SOUS TOTAL CONTRAT DE MAINTENANCE année 1, année 2, année 3	**742 343,19 $**

Remplacement ordinateur embarqué mise à jour effectuée à l'entre-saison 2023.			
Remplacement de l'ordinateur embarqué, mise en place d'un nouveau système d'exploitation et à la mise à jour du logiciel Lynx des contrôleurs en guérite. **2,500$ / unité -20% sur engagement de 3 ans.**	40	2 000,00 $	80 000,00 $
SOUS TOTAL Remplacement ordinateur embarqué			**80 000,00 $**

L'offre de support de trois ans soumise inclut deux mises à jour*:

● une première cet automne pour le système d'exploitation QNX à une version pleinement supportée jusqu'au 29 février 2024. Cette mise à jour est effectuée sans frais pour la saison 2022-2023.
Il faut prévoir de trois à quatre semaines après la confirmation (officielle ou officieuse) pour finaliser la préparation des contrôleurs de guérite incluant cette mise à jour.
● une seconde pour la plateforme matérielle et logicielle des contrôleurs Lynx pour l'ensemble des contrôleurs en guérite.
Elle sera effectuée à l'entre-saison 2023 sans nécessiter d'approbation additionnelle.

*** Un paiement unique de $80,000 est à prévoir lorsque la mise à jour sera complétée à l'entre-saison 2023.**
En cas de résiliation avant la fin de l'entente de 3 ans, la mise à jour sera facturée au montant de 100,000$ moins les sommes déjà payées.

SOUS TOTAL CONTRAT DE MAINTENANCE **année 1, année 2, année 3**	742 343,19 $
SOUS TOTAL Remplacement ordinateur embarqué	80 000,00 $
GRAND TOTAL Avant Taxes	**822 343,19 $**

Accord signature client

Date de signature

Convention - Services professionnels

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

1) CORPORATION : **LOGIC-CONTRÔLE INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 2300, rue Léon-Harmel, bureau 101, Québec, Québec, G1N 4L2, agissant et représentée par Sophie LAVERY, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, tel qu'il le déclare; (ou) en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 21 novembre 2014.

ci-après appelé(e) le « **Contractant** »

Numéro d'inscription T.P.S. : 103374047RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1002286749TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE en avril 2014 la Ville de Montréal a octroyé au Contractant un contrat relatif à l'acquisition et la paramétrisation d'un système intelligent pour le transport de la neige (SIT-Neige) (CM14 0401);

ATTENDU QUE en août 2014 la Ville de Montréal a autorisé une modification accessoire sur le contrat (CM14 0401) pour l'ajout d'un outil télémétrique adapté et d'un module supplémentaire au système SIT-Neige (CM14 0800);

ATTENDU QUE en mars 2015 la Ville de Montréal a accordé un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc. (fournisseur exclusif), pour la fourniture du matériel et sa maintenance, de logiciels et de services professionnels dans le cadre du projet SIT-Neige phase 2, pour une somme maximale de 1 176 247,80 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet (CM15 0304);

ATTENDU QUE en novembre 2020 la Ville de Montréal a accordé un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de 2 ans, soit du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2022, pour une somme maximale de 509 021,27 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin (CM20 1136);

ATTENDU QUE le Contractant est le seul fournisseur en mesure de fournir à la Ville les produits et les services offerts dans l'offre de services;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 **«Chef de projet»** : le chef de projet désigné de la Ville pour le projet SIT-Neige ou son représentant dûment autorisé;

1.3 « **Annexe 1** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 14 octobre 2022.

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 Champ d'application :

La Ville retient les produits et services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention, à la maintenance liée aux équipements acquis dans les contrats décrits au début de cette convention pour la solution informatique SIT-Neige pour les arrondissements de la Ville de Montréal.

ARTICLE 2
OBJET ET DURÉE

2.1 La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur pour une période de trente-six (36) mois et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

3.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

3.2

3.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

3.4 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

3.5 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

3.6 n'accepter aucune modification au déroulement des travaux, sans une autorisation préalable et écrite du représentant autorisé de la Ville ;

3.7 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

3.8 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

3.9 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les formations, les services de secrétariat et autres;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

3.11 transmettre au chef de projet, selon les modalités et la fréquence que lui indique le chef de projet, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

3.12 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

4 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

4.1 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

4.2 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 5
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

5.1 coordonner l'exécution de la convention;

5.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et l'Annexe 1;

5.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou de l'Annexe 1;

5.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 6
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 945 489,08 $ (neuf cents quarante-cinq mille quatre cents quatre-vingt neuf dollars et 08 cents), couvrant tous les biens et honoraires ainsi que toutes les taxes applicables aux produits et services du Contractant pour les 36 mois du contrats selon la soumission transmise le 14 octobre 2022 (Annexe B).

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les produits livrés ou les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises, notamment quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement de produits livrés ou honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que la qualité de produits ou services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 7
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 6.

ARTICLE 8
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

8.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

8.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

8.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des produits livrés et services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

9.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

9.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 10
CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

10.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

10.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

10.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2022

LOGIC-CONTRÔLE INC.

Par : _____
Sophie LAVERY

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2022__ (Résolution CM22).

ANNEXE 1

Modalité et couverture de l'entente

- Réparation ou remplacement de l'équipement en place pour la gestion :
  - CDL
  - Antenne
  - MIC
  - MAC
- Support logiciel complet qui inclut l'intégration de caméra
- La formation sur le logiciel et ses fonctionnalités
- Transfert de l'expertise
- Les appels de service sont inclus pour tout ce qui concerne les équipements reliés au CDL à l'exception du Scan gun, du moniteur et des caméras.
- Les appels de service seront facturés au taux horaire de la grille lorsque l'appel de service concerne un équipement non relié au CDL ou pour des travaux de réaménagement ou pour un bris hors contrat (par exemple, un camion qui endommage une caméra)

1. Les appels de service sont inclus pour tout ce qui concerne les équipements reliés au CDL

a. Ce qui est inclus c'est le déplacement d'un technicien sur place 24h sur 24 7 jours lorsque la panne ne peut être réglé à distance soit par vous à l'interne ou par Teknome. L'intervention inclut la réparation ou le remplacement de la composante sur le champ, nous avons 2 kits complets pour remplacer sur le champ un CDL ou les composantes s'y attachant (Antenne, UPS, Routeur…)

b. Même si l'appel n'est pas couvert par le contrat (on suppose une panne d'un UPS, d'un scan gun, d'une caméra, d'un routeur…) la réparation et le remplacement se font sur le champ, mais selon les taux proposés dans le tableau.

1. Liste des composantes incluses (réparation ou remplacement) :

1. CDL (contrôleur avec l'écran)
2. Antenne extérieure
3. MIC
4. MAC

2. Liste de composantes non incluses :

1. Routeur (Edge)
2. Modem cellulaire
3. UPS
4. Scan gun
5. Caméra
6. Poteau de caméra
7. Filage

2. Support logiciel complet :

a. Firmware ou en français pro logiciel sont une programmation faite par Teknome pour le fonctionnement de leur contrôleur, les mises à niveau du logiciel vont être exécutées soit pour corriger ou améliorer la performance des contrôleurs. Rendre une nouvelle fonctionnalité opérationnelle. C'est vraiment ce qui régit le CDL (Contrôleur). Une mise à niveau est prévue avant le début de la saison.
b. Le seul moment où cette opération n'est pas incluse c'est lors de déploiement d'une nouvelle fonction demandé par vous, dans ce cas précis le prix de développement inclura le déploiement de la solution sur tous vos CDL

3. Réparation ou remplacement de l'équipement ... MIC

a. Le remplacement des clips des Mic n'est pas inclus puisqu'il s'agit d'un bris qui n'est pas causé par une usure normale (il y a toujours des gens moins attentionnés que d'autres alors difficile pour nous de prévoir combien. Ceci dit j'ai adressé votre demande à Teknome, il accepte de remplacer jusqu'à 100 clips par année sans frais additionnelle.
b. Également, si un MIC ou un MAC a des problèmes de connectivité ou ne s'allume plus malgré le remplacement des batteries alors c'est inclus.

4. Rehaussement ou la mise à niveau des équipements :

a. À chaque début de saison, les équipements sont mis à jour et subissent une mise à niveau qui est incluse dans l'entente. Cependant, si vous faites une demande de développement et que nous devons le déployer en pleine saison alors à ce moment, il y a des frais pour le développement et dans ses frais il y a aussi le prix pour le déploiement lorsque c'est requis.
b. Cependant, si une caméra est désuète, le remplacement de la caméra n'est pas inclus, et si vous changez de modèle et que du développement est requis pour son intégration ce développement n'est pas inclus

Coûts relatifs à l'année 1 (2022-2023)

Contrat de maintenance SIT NEIGE VDM 2022/2023			1/3
MIC	1999	54,86 $	109 665,14 $
MAC /MDM	308	97,02 $	29 882,16 $
INTÉGRATION MAC & GPS	270	154,18 $	41 628,60 $
CONTRÔLEUR - LOGICIEL	40	496,39 $	19 855,60 $
CONTRÔLEUR - MATÉRIEL	40	161,03 $	6 441,20 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-LOGICIEL	2	353,89 $	707,78 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-MATÉRIEL	2	112,22 $	224,44 $
INTÉGRATION CAMÉRA	40	197,26 $	7 890,40 $
PROGICIEL	1	9 274,57 $	9 274,57 $
GESTION PHOTOS	1	1 055,39 $	1 055,39 $
LICENCES SUPPLÉMENTAIRES	175	31,98 $	5 596,50 $
ANNÉE 1		Total	232 221,78 $

Appel de service à Teknome pour les demandes de support non couvertes par le contrat de maintenance. Ces taux sont aussi appliquables pour le développement.		
1er novembre 2022 à 31 octobre 2023		1/3
	Taux horaire	
Intervenant	Lun-ven 8h-16h	En dehors des heures ouvrables
Teknome (Prix client)	125,00 $	187,50 $
Teknome (Prix Logic-contrôle)	106,25 $	159,38 $

Appel de service non relié avec un panne des équipements Teknome (UPS, équipement réseautique, scangun, écran tactile...)		
1er novembre 2022 au 31 octobre 2023		1/3
	Taux horaire	
Intervenant	Lun-ven 8h-16h	En dehors des heures ouvrables
Technicien	110,00 $	165,00 $
Électricien	115,00 $	230,00 $
Maître Électricien	150,00 $	300,00 $
Nacelle (facturer minimum 3h)	95,00 $	95,00 $

Coûts relatifs à l'année 2 (2023-2024)

Contrat de maintenance SIT NEIGE VDM sur 3 ans 2023/2024			2/3
MIC	1999	58,70 $	117 341,30 $
MAC /MDM	308	103,81 $	31 973,48 $
INTÉGRATION MAC & GPS	270	164,97 $	44 541,90 $
CONTRÔLEUR - LOGICIEL	40	516,25 $	20 650,00 $
CONTRÔLEUR - MATÉRIEL	40	172,30 $	6 892,00 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-LOGICIEL	3	368,05 $	1 104,15 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-MATÉRIEL	3	120,08 $	360,24 $
INTÉGRATION CAMÉRA	40	205,15 $	8 206,00 $
PROGICIEL	1	9 645,55 $	9 645,55 $
GESTION PHOTOS	1	1 097,61 $	1 097,61 $
LICENCES SUPPLÉMENTAIRES	175	33,26 $	5 820,50 $
ANNÉE 2		Total	247 632,73 $

Appel de service à Teknome pour les demandes de support non couvertes par le contrat de maintenance. Ces taux sont aussi appliquables pour le développement.		
1er novembre 2023 à 31 octobre 2024		2/3
	Taux horaire	
Intervenant	Lun-ven 8h-16h	En dehors des heures ouvrables
Teknome (Prix client) (+4%)	130,00 $	195,00 $
Teknome (Prix Logic-contrôle)	110,50 $	165,75 $

Appel de service non relié avec un panne des équipements Teknome (UPS, équipement réseautique, scangun, écran tactile...)		
1er novembre 2023 au 31 octobre 2024		2/3
	Taux horaire	
Intervenant	Lun-ven 8h-16h	En dehors des heures ouvrables
Technicien	113,30 $	169,95 $
Électricien	118,45 $	236,90 $
Maître Électricien	154,50 $	309,00 $
Nacelle (facturer minimum 3h)	97,85 $	97,85 $

Coûts relatifs à l'année 3 (2024-2025)

Contrat de maintenance SIT NEIGE VDM sur 3 ans 2024/2025			3/3
MIC	1999	62,22 $	124 377,78 $
MAC /MDM	308	110,04 $	33 892,32 $
INTÉGRATION MAC & GPS	270	174,87 $	47 214,90 $
CONTRÔLEUR - LOGICIEL	40	547,23 $	21 889,20 $
CONTRÔLEUR - MATÉRIEL	40	182,64 $	7 305,60 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-LOGICIEL	3	390,13 $	1 170,39 $
MODULES ENTRÉES SORTIES-MATÉRIEL	3	127,28 $	381,84 $
INTÉGRATION CAMÉRA	40	217,46 $	8 698,40 $
PROGICIEL	1	10 224,28 $	10 224,28 $
GESTION PHOTOS	1	1 163,47 $	1 163,47 $
LICENCES SUPPLÉMENTAIRES	175	35,26 $	6 170,50 $
ANNÉE 3		**Total**	**262 488,68 $**

Appel de service à Teknome pour les demandes de support non couvertes par le contrat de maintenance. Ces taux sont aussi appliquables pour le développement.		
1er novembre 2024 à 31 octobre 2025		3/3
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	En dehors des heures ouvrables
Teknome (Prix client) (+3%)	133,90 $	200,85 $
Teknome (Prix Logic-contrôle)	113,82 $	170,72 $

Appel de service non relié avec un panne des équipements Teknome (UPS, équipement réseautique, scangun, écran tactile...)		
1er novembre 2024 au 31 octobre 2025		3/3
	Taux horaire	
Intervenant	**Lun-ven** 8h-16h	En dehors des heures ouvrables
Technicien	116,70 $	175,05 $
Électricien	122,00 $	244,00 $
Maître Électricien	159,00 $	318,27 $
Nacelle (facturer minimum 3h)	100,78 $	100,78 $

SOUS TOTAL CONTRAT DE MAINTENANCE année 1, année 2, année 3			**742 343,19 $**
Remplacement ordinateur embarqué mise à jour effectuée à l'entre-saison 2023.			
Remplacement de l'ordinateur embarqué, mise en place d'un nouveau système d'exploitation et à la mise à jour du logiciel Lynx des contrôleurs en guérite. **2,500$ / unité -20% sur engagement de 3 ans.**	40	2 000,00 $	80 000,00 $
SOUS TOTAL Remplacement ordinateur embarqué			**80 000,00 $**
SOUS TOTAL CONTRAT DE MAINTENANCE **année 1, année 2, année 3**			742 343,19 $
SOUS TOTAL Remplacement ordinateur embarqué			80 000,00 $
GRAND TOTAL Avant Taxes			**822 343,19 $**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **GDD 1227655001**
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Projet :

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue aux priorités suivantes :

*#5. Tendre vers un avenir **zéro déchet,** plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*

*#12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Bénéfices pour les priorités #5 :

- *Économie d'un volume substantiel des Billets d'autorisation de déversement des matières résiduelles en format papier. Avec la solution, les documents peuvent être consultés via électronique;*
- *Le support opérationnel de nos solutions augmente la résilience de nos systèmes.*

Bénéfices pour les priorités #12 :

- *Un accès à de l'information de gestion actualisée en continu (exemple : retracer la provenance de la neige).*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Logic-Contrôle inc., pour la mise à jour et la maintenance reliée au SIT-Neige, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2025, pour une somme maximale de 945 489,08 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Certification des fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1225035003 _Service des Finances.xls

Certification des fonds_GDD 1225035003_STI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

Co-auteur:
Hui Li
prepose(e) au budget • SERVICE DES FINANCES et
François Fabien
Conseiller budgétaire, SERVICE DES FINANCES

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-14

Arianne ALLARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-7344

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, (contrat: 8 738 737, 72 $ + contingences 258 693,75 $), majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, (contrat: 8 738 737, 72 $ + contingences 258 693,75 $), majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses;
2. d'autoriser le directeur de la Direction Sécurité publique et justice à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-27 16:33

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1226634002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, (contrat: 8 738 737, 72 $ + contingences 258 693,75 $), majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Le SGI est au cœur des activités opérationnelles du SIM. Il permet la répartition des appels d'urgence ainsi que la gestion des opérations et des communications sur le territoire de l'île de Montréal. Il est actuellement utilisé par plus de 2 700 employés du SIM, 24 heures par jour et 365 jours par année. Il soutient la gestion de plus de 130 000 interventions par année. Le système Artemis est constamment mis à jour en fonction des versions produites par le manufacturier et répond adéquatement aux exigences opérationnelles du SIM.

Le SGI permet aussi d'acheminer aux intervenants du SIM plusieurs types d'informations essentielles relatives aux interventions, telles que le type de bâtiment, la présence de matières dangereuses, la présence et la localisation de personnes requérant de l'aide à évacuation et la localisation des bornes d'incendie. Son utilisation contribue à la réduction du temps de réponse à un appel d'urgence et à l'amélioration des processus de répartition du

SIM, ce qui a un impact majeur sur la sécurité des citoyens et celle des intervenants du SIM. Afin d'assurer une continuité de la maintenance, de l'entretien et du support du SGI du SIM, le Service des TI vise à renouveler l'entente actuelle afin d'obtenir ce service jusqu'en novembre 2025.

Le présent dossier vise donc à approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, (contrat: 8 738 737, 72 $ + contingences 258 693,75 $), majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0602 - 27 octobre 2022 - Approuver la version modifiée de l'addenda no 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC (CG22 0304), afin de corriger le montant indiqué à l'article 2.3 pour le nouveau montant 35 271 500,19 $ excluant toutes les taxes applicables
CG22 0304 - 19 mai 2022- Approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses.

CG20 0433 - 24 septembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses.

CG20 0010 - 30 janvier 2020 - Approuver l'addenda # 7 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant au renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface VIPER, pour une dépense additionnelle de 335 507,81 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 088 914,28 $ à 35 424 422,09 $, taxes incluses.

CG17 0257 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'addenda no 6 se rapportant au renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2017 au 27 novembre 2020, avec la possibilité de 2 renouvellements annuels, et la mise à jour du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) Artémis de la version 2.0 à la version 2.4 ou la dernière version disponible commercialement avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une dépense additionnelle de 11 735 676,89 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 23 353 237,39 $ à 35 088 914,28 $, taxes incluses.

CG13 0323 – 29 août 2013 - Approuver le projet d'addenda 5 se rapportant au renouvellement du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec Hewlett-Packard Enterprise Canada Co (CG12 0401), pour une période de 48 mois, soit du 28 novembre 2013 au 27 novembre 2017 pour une dépense additionnelle de 8 908 840,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 444 396,99 $ à 23 353 237,39 $, taxes incluses.

CG12 0401 – 25 octobre 2012 - Approuver l'addenda 3 se rapportant au renouvellement du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans le cadre du contrat avec Hewlett-Packard Enterprise Canada Co. (HP) (CG12 0037), et l'addenda 4 du contrat d'entretien du SGI avec HP afin d'y ajouter le support de la solution Ortivus, pour une dépense additionnelle de 231 789,60 $, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 212 607,39 $ à 14 444 396,99 $, taxes incluses.

CG12 0037 – 23 février 2012 - Exercer l'option de renouvellement, pour une première année, du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme Hewlett-Packard Enterprise Canada Co., pour la période du 28 novembre 2012 au 27 novembre 2013, pour un montant de 1 585 211,73$, taxes incluses.

CG08 0422 – 28 août 2008 - Approuver l'addenda numéro 2 au contrat de service octroyé à EDS Canada Inc. (appel d'offres public 05-8330) relatif à l'application SGI du Service de sécurité incendie de Montréal, pour un montant additionnel maximal de 937 116,99 $.

CG08 0051 - 28 février 2008 - Autoriser une dépense additionnelle de 701 444,94 $, taxes incluses, pour l'augmentation des frais de télécommunication et de support du système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal, dans le cadre du contrat octroyé à EDS Canada Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 10 988 833,73 $ à 11 690 278,67 $, taxes incluses (appel d'offres public 05-8330) / Approuver le projet d'addenda à cette fin.

CG06 0101 – 2 mars 2006 - Octroyer à la firme EDS Canada Inc. un contrat, au montant de 10 988 833,73 $ suite à l'appel d'offres public 05-8330 pour la réalisation de la phase II du projet de remplacement du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal.

DESCRIPTION

Le contrat d’entretien comprend la maintenance, l'entretien et le support de l’ensemble de la solution technologique tout en assurant la disponibilité et le fonctionnement adéquat du SGI, 24 heures par jour et 365 jours par année.
L’entretien et le support du SGI couvrent principalement les types de services suivants :

- l’exploitation du système SGI;
- le support du SGI pour les incidents, les requêtes et leurs demandes d'intervention.

Avec ce renouvellement, la Ville envisage de continuer à bénéficier de son investissement

précédent en prolongeant le contrat de support en vigueur :

- D'assurer le cadre technologique par le biais de mises à jour annuelles qui maintiendront la progression de l'application dans le temps;
- D'avoir accès à de nouvelles fonctionnalités et évolutions du produit par le biais soit de développement spécifique, de nouveaux modules proposés par l'éditeur qui sont uniques et adaptés aux façons de faire d'aujourd'hui ou de s'adapter à de nouveaux standards du CRTC;
- De permettre une compatibilité intérimaire intégrée au carnet de produit du manufacturier suite aux changements technologiques requis par le 9-1-1 de nouvelle génération avant la fin de vie du système actuel prévu pour mars 2025 (volet communication, voix et standard cartographique).

Un montant supplémentaire de 2,96 % ou 258 693,75 $, taxes incluses, est réservé pour la contingence des services professionnels afin de réaliser des ajustements fonctionnels, en raison de nouveaux besoins émergents du SIM. Suite à une recommandation du contentieux, le montant est exclu du présent contrat. Les conditions régissant les contingences sont prescrites à l'intérieur du présent contrat.

JUSTIFICATION

La firme ESIT supporte et entretient, depuis sa mise en service, les composantes du SGI, à titre d'intégrateur exclusif du fournisseur de la solution logicielle choisie. Il est l'intégrateur pour toutes les actions de support, d'ajustements ou d'ajouts aux diverses composantes du SGI. Ce contrat est accordé, de gré à gré, à ESIT puisqu'elle est la seule firme en mesure de fournir ces services. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés en gré à gré, s'appliquent à ce dossier. Ici l'objet du contrat consiste à obtenir la maintenance, l'entretien et le support du SGI du SIM pour la période du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025 et non à un surcoût. En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie a obtenu son accréditation le 18 octobre 2022 et cette dernière demeure valide.

Après vérification, ESIT Canada Services aux Entreprises Cie n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ajout d'une dépense additionnelle de 8 738 737,72 $ au contrat et une contingence de 258 693,75 $ taxes incluses réparties au BF comme suit:
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses) :

Description	Période 2022 28 novembre au 31	Période 2023 1er janvier au 31 décembre	Période 2024 1er janvier au 31 décembre	Période 2025 1er janvier au 27 novembre	Total

	décembre				
Frais de maintenance, d'entretien et du support (BF).	256 165,58 $	2 767 316,85 $	2 946 691,35$	2 768 563, 94 $	8 738 737, 72 $
Contingences (BF) .	8 032,50 $	86 231,25 $	86 231,25 $	78 198,75 $	258 693,75 $
Total	264 198,08 $	2 853 548, 10 $	3 032 922 ,60 $	2 846 762, 69 $	8 997 431, 47 $

Les paiements se feront mensuellement.

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 8 997 431 47 $, taxes incluses (8 215 854,20 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne SIM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Estimation des années de prolongation (sans la contingence) :

Le présent contrat pourrait bénéficier de deux (2) options de prolongation de douze (12) mois :
la somme de 3 169 087, 57 $, taxes incluses pour la première année prolongation;
la somme de 3 359 464, 24 $, taxes incluses pour la deuxième année de prolongation.

Le total des deux années de prolongation est de 6 528, 551, 81 $, taxes incluses.

Tableau des coûts des années antérieures :

Période	Coût annuel	Écart annuel $	Écart annuel %
2017	2 135 990,61 $	n/a	n/a
2018	2 169 551,10 $	33 560,49 $	2%
2019	2 436 108,29 $	266 557,19 $	12%
2020	2 400 601,76 $	(35 506,53) $	-1%
2021	2 272 352,87 $	(128 248,89) $	-5%
2022	2 338 771,72 $	66 418,45 $	3%
2023	2 767 316, 35 $	428 545,41 $	18%
2024	2 946 691, 35 $	179 374,50 $	6%
2025	3 063 766 ,62 $	117 075,27 $	4%

L'écart de 18 % en 2023 s’explique par une hausse de prix de liste du fournisseur, et l’ajout des services de support et entretien reliés à la mise en place du système Alerte en Caserne (CG21 0604).

À noter que les prix obtenus ont fait suite à une négociation avec le fournisseur et ont permis d’amoindrir les augmentations imposées par le fournisseur.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat d'entretien et de support avec ESIT permet de maintenir le bon fonctionnement du SGI nécessaire pour garantir la sécurité des Montréalaises et Montréalais.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 21 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe GAUTHIER, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Philippe GAUTHIER, 16 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucia DELLA SALA
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-3912
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-14

Leonel CARRANZA
chef de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514-207-9702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur - Sécurité publique et justice

Tél : 514 236-0556
Approuvé le : 2022-10-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-10-27

Le 18 octobre 2022

ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE.
A/S MONSIEUR DARIN S. AHING
1855, MINNESOTA COURT
MISSISSAUGA (ON) L5N 1Z7

Nº de décision : 2022-DAMP-1542
Nº de client : 3000174310

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous ESIT CANADA ENTERPRISE SERVICES CO., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **17 octobre 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au .

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

VILLE DE MONTREAL
801, rue Brennan
Bureau 10108
MONTREAL – CANADA
H3C 0G4

Aix-en-Provence, le 25 août 2022

N. réf. : ARTEMIS/LET/2022/047

Objet : **La solution ARTEMIS®**

A l'attention de Monsieur Martin PAGE
Directeur TI – Sécurité Publique et Justice

Monsieur Le Directeur,

En réponse à une demande de DXC, nous vous confirmons que :

1. la Société INETUM SOFTWARE FRANCE est propriétaire de ses codes sources et le seul à détenir les droits exclusifs sur ses codes sources.
2. DXC est le seul prestataire au Canada, autorisé à offrir des services de maintenance et support ARTEMIS®.
3. DXC est le seul prestataire au Canada autorisé à offrir des services de mise à niveau qui pourraient nécessiter un accès à de l'information confidentielle ou aux codes sources, et ce, toujours après accord préalable de la société INETUM SOFTWARE FRANCE (notamment pour des raisons de responsabilité) ou dans le cas d'une défaillance financière de la société INETUM SOFTWARE FRANCE.
4. L'extension mobile « Smartemis » offerte sur plate-forme Android et IOS est la seule compatible et intégrée à ARTEMIS®.

Nous espérons avoir répondu à vos attentes. Si des renseignements supplémentaires vous étaient nécessaires, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous vous prions de croire, Monsieur Le Directeur, à toute notre considération.

Eric DELAMARRE
Directeur Commercial

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1226634002*
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique.*
Projet : *Renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)Indiquez le nom du projet.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.***			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ***Le projet dont il est ici question vise à assurer le fonctionnement optimal du SGI nécessaire pour garantir la sécurité des citoyens montréalais.***			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1226634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, (contrat: 8 738 737, 72 $ + contingences 258 693,75 $), majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent addenda #9 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2022-10-14 ADDENDA no 9.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-17

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

14 octobre 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Addenda No 9

(Convention du 2 mars 2006 (CG06 0101), modifiée par l'addenda N^{o} 1 du 28 février 2008 (CG08 0051), par l'addenda N^{o} 2 du 28 août 2008 (CG08 0422, par l'addenda N^{o} 3 du 23 février 2012 (CG12 0037), par l'addenda N^{o} 4 du 31 octobre 2012 (CG12 0401), par l'addenda N^{o} 5 du 29 août 2013 (CG13 0323), par l'addenda N^{o} 6 du 16 juin 2017 (CG17 0257), par l'addenda N^{o} 7 du 30 janvier 2020 (CG20 0010) et par l'addenda N^{o} 8 du 19 mai 2022 (CG22 0304).

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET :

ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1145 Innovation Drive Ste 200, Kanata, Ontario, K2K 3G8, agissant et représentée par madame Kristen Leroux, VP/GM, Canada Public Sector, Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 102340239
No d'inscription T.V.Q. : 1010300467

Ci-après appelée le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE suivant l'appel d'offres 05-8330 ayant pour objet l'acquisition d'une solution clé en main pour le Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), la Ville a conclu une convention de services professionnels le 2 mars 2006 avec l'entreprise EDS Canada Inc. (résolution CG06 0101), laquelle a été modifiée par l'addenda N^{o} 1 le 28 février 2008 (résolution CG08 0051), par l'addenda N^{o} 2 le 28 août 2008 (résolution CG08 0422), par l'addenda N^{o} 3 le 23 février 2012 (résolution CG12 0037) (ci-après,

l' « **Addenda 3** »), par l'addenda N^{o} 4 le 25 octobre 2012 (résolution CG12 0401), par l'addenda N^{o} 5 le 29 août 2013 (résolution CG13 0323), par l'addenda N^{o} 6 le 16 juin 2017 (ci-après, l' « **Addenda 6** »), par l'addenda N^{o} 7 le 30 janvier 2020 (résolution CG20 0010) et par l'addenda Nº 8 du 19 mai 2022 (CG22 0304) (ci-après collectivement appelés la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'entreprise EDS Canada Inc. s'est fusionnée en 2008 avec l'entreprise Hewlett-Packard Enterprise Canada Co.;

ATTENDU QU'en janvier 2017, Hewlett-Packard Canada Co. a changé sa dénomination sociale et est devenue ESIT Canada Services aux Entreprises Cie;

ATTENDU QUE la Convention a été prolongée jusqu'au 27 novembre 2022 pour les services d'entretien, de support et de maintenance du SGI (résolution CG20 0433);

ATTENDU QUE la Ville souhaite prolonger la Convention pour les services d'entretien, de support et de maintenance du SGI pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025 (le « Premier terme »), avec la possibilité de 2 prolongations d'un an chacune (les « Prolongations »), à la seule discrétion de la Ville;

ATTENDU QUE les honoraires du Contractant doivent être augmentés en conséquence d'un montant de **sept millions six cent mille cinq cent cinquante-quatre dollars et soixante-six cents (7 600 554,66 $)** excluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ);

ATTENDU QUE le Contractant est l'intégrateur exclusif pour toutes les actions de support, d'ajustement ou d'ajouts aux diverses composantes du SGI;

ATTENDU QUE le Contractant est le seul en mesure de procéder à l'entretien, au support et à la maintenance du SGI puisqu'il détient les droits de propriété intellectuelle sur les logiciels du SGI;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Cocontractant;

EN FOI DE QUOI LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 Les Annexes 12 et 13 ci-jointes sont ajoutées à la Convention;

2.2 L'article 1 de la Convention est modifié pour procéder à l'ajout des paragraphes suivants :

« 1.10 « Annexe 12 » : Demande de prolongation du contrat de support, de maintenance et d'entretien du Système de gestion des interventions, datée 27 mai 2022.

1.11 « Annexe 13 » : Réponse de DXC du 7 octobre 2022 »;

2.3 L'article 2.1 de la Convention est modifié par l'ajout des mots « et des annexes 12 et 13 » dans l'énumération des annexes qui y est faite;

2.4 L'article 3 de la Convention est modifié par l'ajout des mots « et des annexes 12 et 13 » dans l'énumération des annexes qui y est faite;

2.5 L'article 6.1 de la Convention est remplacé par l'article suivant :

« En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et ses addendas, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **quarante-deux millions huit cent soixante-douze mille cinquante-quatre dollars et quatre-vingt-cinq cents (42 872 054,85 $)** excluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), conformément à l'Annexe 2 ainsi qu'aux propositions financières du Contractant datées du 28 novembre 2011, du 29 juillet 2013, du 25 mai 2017 (Annexe 7), du 11 avril 2022 (Annexe 11) et du 7 octobre 2022 (Annexe 13) ».

2.6 L'article 16 de la Convention tel que modifié par l'Addenda 3 et l'Addenda 6, est remplacé par l'article suivant :

« La présente convention prend effet au plus tôt le 4 janvier 2006 (la « prise d'effet ») et lorsque les deux parties ont signé la présente convention, et que le Contractant est avisé, par écrit, par la Ville, que la présente convention et les crédits nécessaires ont été approuvés par les autorités compétentes et elle se terminera le 27 novembre 2025 avec la possibilité de 2 prolongations d'un an chacune à la seule discrétion de la Ville. Par la suite, la présente convention pourra être renouvelée d'un commun accord entre les parties sur préavis écrit d'au moins 6 mois avant l'arrivée du dernier terme. »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Nonobstant l'article 3.3 de l'Addenda 3, les Parties conviennent que, pour la période du Premier terme et, le cas échéant, des Prolongations, les honoraires du Contractant sont ceux prévus à l'Annexe 13;

3.2 Tous les autres termes et conditions de la Convention demeurent inchangés et s'appliquent à l'égard des services additionnels prévus au présent addenda;



3.3 Aucun paiement versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la Convention et du présent addenda;

3.4 Les paiements seront honorés à la condition que soit présentées à la Ville des factures détaillées indiquant le détail des services rendus, le tout selon les termes et conditions prévus à la Convention telle que modifiée par le présent addenda;

3.5 Le présent addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AUX LIEU ET DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal, ce _____2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____, ce _____2022

ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CO.

Par : _____
Kristen Leroux, VP/GM, Canada Public Sector, Présidente

Cet Addenda N^{o} 9 a été approuvé par résolution du conseil d'agglomération en date du _____ 2022 (CG22 _____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1226634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Approuver un projet d'addenda no 9 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) (CG22 0304) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2022 au 27 novembre 2025, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une dépense additionnelle maximale de 8 997 431, 47 $ taxes incluses, (contrat: 8 738 737, 72 $ + contingences 258 693,75 $), majorant ainsi le montant total du contrat de 40 553 407,34 $ à 49 292 145,06 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1226634002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-20

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0962
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1220206005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABM Intelligence Limited (anciennement ABM United Kingdom), pour le renouvellement du contrat de maintenance d'un système informatique pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027, pour une somme maximale de 956 029,37 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Il est recommandé:

1. d'accorder un contrat de gré à gré à la firme ABM Intelligence Limited (anciennement ABM United Kingdom), pour le renouvellement du contrat de maintenance d'un système informatique pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027, pour une somme maximale de 956 029,37 $, taxes incluses (fournisseur unique).

2. d'autoriser le directeur Sécurité publique et justice à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 15:25

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220206005**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABM Intelligence Limited (anciennement ABM United Kingdom), pour le renouvellement du contrat de maintenance d'un système informatique pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027, pour une somme maximale de 956 029,37 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Suite au contrat octroyé en 2017 (CG17 0007), le Service des TI doit renouveler le contrat de maintenance d'un système informatique pour la sécurité de l'agglomération de la firme ABM Intelligence Limited, afin d'assurer une continuité dans son support et ainsi assurer la sécurité des policiers du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM).

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme ABM Intelligence Limited, pour le renouvellement du contrat de maintenance d'un système informatique pour la sécurité de l'agglomération, pour la période du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027, pour une somme maximale de 956 029,37 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0007 - 26 janvier 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à ABM Intelligence Limited pour l'acquisition, la paramétrisation et la maintenance d'un système informatique pour les besoins de sécurité de l'agglomération - Dépense totale de 950 304 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14793 (2 soum., 1 seul conforme) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 138 500 $ au net à compter de 2018.

DESCRIPTION

Le présent dossier inclut :

- un contrat de maintenance d'un système informatique pour la sécurité de l'agglomération;
- du support sur site en cas de besoin.

JUSTIFICATION

L'estimation de ce contrat de 879 911,45 $, taxes incluses, est basée sur une augmentation annuelle de 5%.

La proposition reçue est de 956 029,37 $, taxes incluses. L'écart est de 8,65% et s'explique par l'ajout d'un montant du support sur site puisque le fournisseur n'augmente pas les prix de la maintenance entre décembre 2022 et décembre 2027.

Le contrat initial, incluant la maintenance, couvrait la période entre 2017 et 2020; comme l'acceptation finale a eu lieu de 2019 à 2020, la garantie a débuté en 2020 et s'ensuivent deux années de maintenance, soit en 2021 et 2022. Le présent dossier couvre la maintenance du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027.

ABM Intelligence Limited est la seule firme détentrice des droits exclusifs du logiciel. Cette firme est la seule à pouvoir offrir des services de maintenance et de support relatifs au système informatique implanté à la Ville depuis son acquisition. La Ville peut octroyer ce contrat gré à gré à ABM Intelligence Limited puisque l'objet découle de l'utilisation de logiciels et vise la protection de droits d'auteur et de droits exclusifs de distribution et de fourniture des prestations requises au support technique et à la maintenance desdits progiciels, conformément aux articles 573.3.(6)b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de ce contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, ABM Intelligence Limited n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 956 029,37 $, taxes incluses et sera réparti comme suit:

Description	11-12-2022 au 10-12-2023	11-12-2023 au 10-12-2024	11-12-2024 au 10-12-2025	11-12-2025 au 10-12-2026	11-12-2026 au 10-12-2027	TOTAL

Maintenance du système informatique	158 874,56 $	158 874,56 $	158 874,56 $	158 874,56 $	158 874,56 $	794 372,80 $
Support sur site - optionnel	29 846,36 $	31 040,37 $	32 281,53 $	33 572,70 $	34 915,61 $	161 656,57 $
TOTAL	188 720,92 $	189 914,93 $	191 156,09 $	192 447,26 $	193 790,17 $	956 029,37 $

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 956 029,37 $, taxes incluses (872 982,24 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat de maintenance du système informatique est nécessaire pour assurer la sécurité de l'agglomération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s’applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s’applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 21 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Myriam GAUTHIER, Service de police de Montréal

Lecture :

Myriam GAUTHIER, 23 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sihem BELBECHE
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 438-867-0571
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-14

Leonel CARRANZA
chef de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : (514) 207-9702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur -
Service Des Technologies de l'information-Direction Sécurité Publique Et Justice
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2022-10-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-10-28

Sihem Belbeche, MBA

Conseillère – Analyse et contrôle de gestion

Direction Stratégies, pratiques d'affaires et performance

Ville de Montréal

Service des technologies de l'information (STI)

801 rue Brennan, 9e étage

Montréal, Québec, H3C 0G4

11/10/2022

For the attention of the Ville de Montréal.

Altia is the provider of software products used in the area of law enforcement and can trace the company history back to 1996.. Each of the products that Altia supply and support are solely owned by the company and there are no other suppliers who can either sell or supply such products.

The Altia Covert Operations Solution (ACOS – formerly referred to as Pegasus) is a sole source product, manufactured, sold and distributed exclusively by Altia and is currently in use by the Service de police de la Ville de Montréal with support being provided by Altia.

There are no other organisations who are permitted or able to provide these services for the ACOS product.

Yours sincerely,



Rob Sinclair

Altia CEO

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220206005*
Unité administrative responsable : *Division Sécurité Publique*
Projet : *Non Applicable*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19: offrir à l'ensemble des montréalaises et montréalais des milieux de vie sécuritaires et de de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Cette entente va contribuer à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. En effet, elle permet de renouveler le contrat d'entretien du système de renseignements du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et ainsi assurer la sécurité des policiers.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1220206005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABM Intelligence Limited (anciennement ABM United Kingdom), pour le renouvellement du contrat de maintenance d'un système informatique pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 11 décembre 2022 au 10 décembre 2027, pour une somme maximale de 956 029,37 $, taxes incluses (fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1220206005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0962
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229563006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 326 975,10 $, taxes incluses, pour l'augmentation des banques d'heures dans le cadre du contrat accordé à Cofomo inc. (CG21 0499) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 179 834,02 $ à 2 506 809,12 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 326 975,10 $, taxes incluses, pour l'augmentation des banques d'heures dans le cadre du contrat accordé à Cofomo inc. (CG21 0499) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 179 834,02 $ à 2 506 809,12 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 08:59

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229563006**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 326 975,10 $, taxes incluses, pour l'augmentation des banques d'heures dans le cadre du contrat accordé à Cofomo inc. (CG21 0499) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 179 834,02 $ à 2 506 809,12 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Le 27 août 2021 la Ville de Montréal a conclu une entente-cadre d'une durée de deux (2) ans avec la firme Cofomo inc., pour la fourniture sur demande, des services de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses (CG21 0499).

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Le programme d'évolution bureautique regroupe plusieurs initiatives visant la mise à jour du parc des postes de travail, des postes mobiles, du système d'exploitation, des unités mobiles et des logiciels de gestion de ces plateformes pour l'ensemble de la Ville. La nature de ce mandat est de déployer les nouvelles solutions technologiques (matérielles) requises pour répondre aux besoins bureautiques de la Ville.

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 326 975,10 $, taxes incluses, pour l'augmentation des banques d'heures dans le cadre du contrat accordé à Cofomo inc. (CG21 0499) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 179 834,02 $ à 2 506 809,12 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0499 - 27 août 2021 - Conclure une entente-cadre, d'une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, par laquelle Cofomo inc., seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18794.

DA218057001 - 27 avril 2021 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public no 21-18794 pour la fourniture sur demande de techniciens en informatique pour de l'évolution bureautique. Décision favorable.

CG19 0433 - 20 septembre 2019 - Conclure 3 ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique avec les firmes Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 : 896 805 $, taxes incluses et lot 2 : 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 : 2 479 148,44 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17600 (4 soum.).

CG17 0500 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16216 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 au montant de 1 344 057,75 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 460 596,41 $, taxes incluses) et avec Les solutions Victrix inc. (lot 5 au montant de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres public 17-16212 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Afin de maintenir à jour son parc informatique, la Ville de Montréal doit rehausser, à fréquence régulière, ses équipements. Le présent contrat consiste donc en des services professionnels de techniciens et de coordonnateurs pour gérer et remplacer les ordinateurs

portables et de bureau ainsi qu'effectuer des installations d'équipement pour tous les services et arrondissements soutenus par le Service des TI.
Ces travaux permettent à la Ville de s'assurer une saine gestion de l'évolution de composants clients (ordinateurs) en contrant les effets de la désuétude des équipements et des systèmes d'exploitation. Le tout en ayant une flexibilité accrue avec la possibilité d'ajouter des techniciens et coordonnateurs en fonction des demandes. À titre d'exemple, cela a permis de mettre en place rapidement deux centres de distributions d'ordinateurs portables afin de supporter la mise en place du télétravail au début de la crise sanitaire ainsi que la poursuite du remplacement des équipements dans le cadre de Montréal Flexible.

JUSTIFICATION

Le contrat initial prévoyait une banque d'heures pour la fourniture sur demande, des services de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique afin de moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques selon les besoins de la Ville. Cette banque d'heure a été consommée plus rapidement que prévu car la cadence de remplacement des postes a dû être accélérée afin d'assurer le passage vers un système d'exploitation plus récent. La majoration est donc due à une accélération et non un dépassement des coûts ou à un imprévu.
L'approche de remplacement a été adaptée aux besoins opérationnels de la clientèle afin de minimiser les pertes de temps du personnel impacté par les remplacements d'ordinateurs. Par conséquent, l'équipe de livraison a coordonné les remplacements sur les lieux du personnel. Cette approche a été bénéfique pour tous, mais plus particulièrement pour le SPVM.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Cofomo inc. a obtenu le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public le 19 mai 2022, cette dernière demeure valide.

Le présent dossier inclut l'ajout accessoire au contrat d'une banque d'heures afin de poursuivre les activités de mise en place de nouvelles composantes de cybersécurité ainsi que finaliser des activités de modernisation de processus et de migrations de données.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintenir la cadence de réalisation de projets et accroître la capacité de réalisation de la Ville pour d'autres projets.

Minimiser les risques reliés à la cybersécurité en maintenant un parc informatique récent et à

jour.

Assurer la disponibilité des ressources dans le but de gérer et remplacer les ordinateurs portables et de bureau ainsi qu'effectuer des installations d'équipement pour tous les services et arrondissements soutenus par le Service des TI.

Contrer les effets de la désuétude des équipements et des systèmes d'exploitation. Le tout en ayant une flexibilité accrue avec la possibilité d'ajouter des techniciens et coordonnateurs en fonction des demandes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 21 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : le 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Pierre STRASBOURG
chef(fe) de division - services aux utilisateurs

Tél : 438-925-0267
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs
Tél : 438-221-1706
Approuvé le : 2022-10-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-10-27

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 19 mai 2022

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN PLANTE
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O
BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2022-DAMP-1466
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. COFOMO INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **18 mai 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique

Chantal Hamel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229563006
Unité administrative responsable : *STI*
Projet : 74562 Évolution du parc de postes de travail

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

17: Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l 'innovation reposant sur une approche d'expérimentation

centrée sur l 'impact afin d'accompagner l es transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les ressources utilisées pour maintenir à jour le parc informatique Ville supportent de manière significative la culture de l 'innovation tout en supportant les transformations internes et externes.

En fournissant des outils de travail performants et à jour, permettra aux employés d'être à l'avant-garde technologique et ainsi de les rendre plus performants dans l 'atteinte des objectifs ciblés.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division intelligence d'affaires et géomatique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme K2 Geospatial inc., pour convertir le modèle de licences et renouveler le contrat de maintenance des licences JMap, pour la période du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 291 178,84 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à la firme K2 Geospatial, pour convertir le modèle de licences et renouveler le contrat de maintenance des licences JMap, pour la période du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 291 178,84 $, taxes incluses;
2. d'autoriser le directeur de Direction Solutions d'affaires - Gestion du territoire à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-31 09:15

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225035004**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division intelligence d'affaires et géomatique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme K2 Geospatial inc., pour convertir le modèle de licences et renouveler le contrat de maintenance des licences JMap, pour la période du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 291 178,84 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

La firme K2 Geospatial inc. inc. est le propriétaire de la plateforme d'intégration cartographique JMap. Depuis le début des années 2000, la Ville de Montréal a choisi cette plateforme comme étant l'engin de diffusion de données spatiales. De nombreuses applications comme GDT, SigMTL (anciennement SIGS - Système d'information géographique et spatiale), Remorquage Mobile, Détour, Signalec, Circule, Suivi des opérations municipales, la diffusion du réseau d'eau, etc. sont basées sur cette technologie. Le nombre d'usagers actuel dépasse 3000 pour la version de JMap Pro.

Le Service des TI vise essentiellement à :

- convertir le modèle de licences de la plateforme d'intégration cartographique JMap d'un mode perpétuel avec un nombre limité d'utilisateurs vers un mode illimité qui serait plus avantageux pour permettre de répondre aux besoins en forte croissance. À cet effet, il y a lieu de mettre à niveau certaines licences auprès du manufacturier K2 Geospatial inc.;
- renouveler le contrat de support et maintenance des licences JMap, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme K2 Geospatial inc., pour convertir le modèle de licences et renouveler le contrat de maintenance des licences JMap, pour la période du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2025, pour une somme

maximale de 291 178,84 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande # 1508490 – Renouvellement du support et maintenance des licences JMap pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2022 au montant de 53 999,94 $, avant taxes.
Bon de commande # 1447741 – Renouvellement du support et maintenance des licences JMap pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2021 au montant de 52 941,09 $, avant taxes.

Bon de commande # 1388119 – Renouvellement du support et maintenance des licences JMap pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2020 au montant de 51 903,05 $, avant taxes.

DESCRIPTION

La Ville exploite actuellement trois (3) environnements pour l'exploitation des licences JMap : Développement, Acceptation et Production. Les principaux types d'applications JMap disponibles dans ces environnements sont :

- Applications JMap Pro : Ce type d'application JMap offre des fonctionnalités avancées. La Ville possède des licences illimités dans l'environnement de Production et des licences suffisantes pour les environnements de Développement et d'Acceptation.
- Applications JMap Survey : Ce type permet de se connecter directement aux projets, sans besoin de créer un déploiement. La Ville possède des licences JMap Survey illimitées dans l'environnement de Production.
- Applications JMap Web : Ce type d'application JMap est exécuté dans des navigateurs web. Avec la version JMap 7, une nouvelle application web pour la visualisation des projets JMap a été introduite qui se nomme JMap NG (NG : Nouvelle Génération).

L'ensemble des environnements et des applications JMap sont supportés par la firme K2 Geospatial inc. depuis 2010.

Le contrat de support et maintenance couvre principalement les points suivants :

- La fourniture ou la mise en disponibilité par K2 Geospatial inc. des nouvelles versions de l'application JMap.
- La correction des bugs ou dysfonctionnements éventuels sur l'application JMap et ses extensions, empêchant JMap de fonctionner.
- L'envoi de fichiers, scripts, procédures de correction, par courriel.
- Le support est offert à l'intérieur des heures normales de travail et inclut un nombre illimité d'heures de support téléphonique.
- La mise à disposition d'un programme de formation continue par le biais de séminaires ou de consultations privées.

JUSTIFICATION

Le présent contrat de gré à gré avec la firme K2 Geospatial inc. couvre deux volets :

1. Changement de licensing : À cet effet, la Ville doit modifier le licensing des licences suivantes :

- Cinquante (50) licences JMap Web dans l'environnement de Production ce qui donnerait accès au mode licences illimitées. Cela est justifié principalement par le nombre croissant d'usagers dans le cadre des systèmes Remorquage mobile et la Gestion des branchements d'eau (Plomb).
- Cinq (5) licences JMap Survey dans les environnements de Développement et d'Acceptation.

2. Support et maintenance : Le contrat de maintenance et support donne accès à l'ensemble des mises à jour et des nouvelles versions de JMap ainsi qu'au support à l'administration de JMap.

Après vérification, K2 Geospatial inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

L'estimation initiale du support, sur une période de trois (3) ans, soit 193 809,50 $, taxes incluses, est basée sur les prix relatifs à l'année 2022 indexée de 2%. Toutefois, la Ville a accepté la soumission de la firme K2 Geospatial inc. qui était majorée par l'acquisition de nouvelles licences, au montant de 66 110,62 $, taxes incluses, en vue du changement du mode licensing.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

La Ville est autorisée à octroyer ce contrat de gré à gré avec la firme K2 Geospatial inc. en vue de l'acquisition de licences supplémentaires et le support et maintenance, et ce, en vertu des exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 291 178,84$, taxes incluses sera réparti comme suit :

Tableau des dépenses par type de dépense et par année :

Description	**2022** (décembre)	**2023** (1er janvier au 31 décembre)	**2024** (1er janvier au 31 décembre)	**2025** (1er janvier au 31 décembre)	**Total (Taxes incluses)**
Dépenses au PDI : • Changement de mode licensing	66 110,62 $	NA	NA	NA	**66 110,62 $**
Dépenses au Budget de	NA	73 542,20 $	75 012,90 $	76 513,12 $	**225 068,22**

fonctionnement : • Maintenance des licences					**$**
Total (taxes incluses)	**66 110,62 $**	**73 542,20 $**	**75 012,90 $**	**76 513,12 $**	**291 178,84 $**

Les paiements du support et maintenance au budget de fonctionnement se feront annuellement.

Dépense capitalisable :
La dépense de 66 110,62 $, taxes incluses (60 367,81 $ net de taxes), sera imputée au PDI 2022-2031 du Service des TI au projet 69205 - Modernisation de la plateforme géomatique, et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-006 et de compétence locale 22-007.
Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 51,1 %. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

Dépense au budget de fonctionnement :
La dépense de 225 068,22 $, taxes incluses (205 517,28 $ net de taxes), sera assumée au budget de fonctionnement du Service des TI conformément au tableau ci-dessus. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Tableau comparatif des coûts (avant taxes) de support et maintenance en lien avec les années antérieures :

Année	Montant annuel (Avant taxes)	Écart ($)	Écart (%)
2019	50 885,34 $	NA	NA
2020	51 903,05 $	1 017,71 $	2 %
2021	52 941,09 $	1 038,04 $	2 %
2022	53 999,94 $	1 058,85 $	2 %
2023	**63 963,64 $**	**9 963,70 $**	**18 %**
2024	65 242,80 $	1 279,16 $	2 %
2025	66 547,62 $	1 304,82 $	2 %

Les écarts s'expliquent par les motifs suivants :

- 18 % (2023) : L'écart est justifié par la modification des modalités d'utilisation des licences vers un mode illimité des licences Jmap Web et Jmap Survey. Il est à noter

que le coût du contrat annuel de maintenance et du support correspond à 20% du montant des licences.
- 2 % (2024 et 2025) : La firme K2 Geospatial indexe ses prix de support et maintenance de 2% annuellement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permet à la Ville d'assurer l'évolution et la pérennité de sa plateforme de diffusion d'information géographique. Cette plateforme est utilisée dans plusieurs domaines essentiels de la Ville tels que le déneigement, la gestion de l'eau, le remorquage et la diffusion des 400 couches de données spatiales auprès de 3000 usagers répartis dans différentes unités d'affaires de la Ville. Ce contrat va permettre aussi l'évolution des systèmes et la croissance continue des usagers.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 21 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-793-3407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Sanit SANANIKONE
chef(fe) de division - intelligence d'affaires et geomatique

Tél : 514-262-7310
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ghayath HAIDAR
directeur(-trice) solutions d'affaires

Tél : 514 567-7133
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-10-31

Le 1er novembre 2021

Monsieur Ghayath Haidar
Directeur
Direction Solutions d'affaires Gestion du territoire
Ville de Montréal
Service des technologies de l'information
80 rue Queen (4ième étage)
Montréal, (Québec) H3C ON5

Objet : Propriété, droits et développement relatifs aux applications JMap.

Monsieur,

Par la présente, nous vous confirmons les éléments d'information suivants :

K2 Geospatial inc. est la seule entité détentrice des droits de propriété intellectuelle et de marques de commerce associés à la suite de logiciels JMap.

K2 Geospatial inc. est la seule société habilitée à réaliser l'évolution des codes sources du logiciel JMap et de toutes les extensions développées par elle-même.

K2 Geospatial inc. est l'unique entité habilitée à commercialiser la suite de logiciels JMap auprès de la Ville de Montréal.

Le président directeur général

Jacques Charron

1440 rue Sainte-Catherine ouest, Bureau 522
Montréal, QC, H3G 1R8- Canada
K2geospatial.com

Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225035004*
Unité administrative responsable : *Direction Solutions d'affaires - gestion du territoire*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

11. Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

12. Miser sur la transparence, l'ouverture et la partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle.

17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture d'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La plate-forme d'analytique de données Qlik Sense permet à la Ville d'analyser les données disponibles, afin d'améliorer la productivité de l'organisation et la prestation de services aux citoyens. La plate-forme est utilisée par de multiples projets pour optimiser les coûts d'investissements grâce à un outil commun qui en facilite l'usage auprès des employés en accédant à de multiples sources de données. Cet outil permet également de supporter le processus de libéralisation des données ouvertes de la Ville et de faciliter la présentation aux citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***x***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			***x***
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***x***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***x***
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***x***
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***x***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			***x***

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division intelligence d'affaires et géomatique
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme K2 Geospatial inc., pour convertir le modèle de licences et renouveler le contrat de maintenance des licences JMap, pour la période du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 291 178,84 $, taxes incluses (fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification de fonds GDD 1225035004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228326002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise EBI Montréal Inc., pour les services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépenses totales de 130 209,19 $, taxes incluses. - Appel d'offres public # 22-19590 - 1 seul soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire EBI Montréal Inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 130 209,19 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (# 22-19590);
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement (100%) assumée par l'agglomération de Montréal pour un montant total de 130 209,19 $.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-31 08:29

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228326002**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise EBI Montréal Inc., pour les services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépenses totales de 130 209,19 $, taxes incluses. - Appel d'offres public # 22-19590 - 1 seul soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.; Chapitre E- 20.001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de cette Loi, la municipalité centrale peut agir à l'égard de ces matières, qui sont de compétence d'agglomération, non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération.
Le Complexe Environnemental Saint-Michel (CESM) reçoit annuellement des milliers de tonnes de feuilles mortes provenant de parcs et d'espaces verts (arrondissements et villes liées), afin d'y être compostées sur la plate-forme dédiée à cet effet. Les feuilles mortes qui sont compostées doivent être tamisées à la fin du processus pour retirer les contaminants, notamment les sacs plastiques, les déchets, et toutes autres matières non décomposées. Le compost ainsi produit et tamisé au CESM est utilisé dans le cadre du développement et de l'aménagement du parc Frédéric-Back.

Le tamisage du compost produit en 2022 a été effectué et les rejets de ce tamisage doivent maintenant être envoyés à l'enfouissement pour faire place à la matière entrante.

Un appel d'offres public (22-19590) a été annoncé dans le Devoir et lancé le 19 septembre 2022 sur le SEAO. La date d'ouverture des soumissions était le 11 octobre 2022 (affiché 22 jours calendrier).

Un addenda (voir en pièce jointe) a été publié le 28 septembre 2022 suite à deux questions reçues, la première visant à demander de prolonger la période de visite des lieux jusqu'au 4 octobre 2022 et la seconde pour répondre à une question sur la contamination de la matière.

Le délai de validité des soumissions est de 90 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1251 - 4 août 2021 - Accorder un contrat à EBI Montréal Inc., pour un service de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe Environnemental Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 229 231,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public (AO21-18696) - 6 soumissionnaires.
Les trois contrats antérieurement octroyés pour ce service (qui visaient des besoin annuels) étaient d'une valeur de moins de 150 000 $. Leur octroi a été autorisé par le directeur du Service de l'Environnement, conformément au règlement sur la délégation de pouvoirs (RCE02-004).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat pour le transport et l'élimination de 1500 tonnes métriques de rejets provenant du tamisage des feuilles compostées au CESM. Le contrat inclut le transport des résidus du CESM jusqu'au site d'enfouissement technique (LET) de la compagnie Enviro Connexions situé à Terrebonne, ainsi que leur élimination. Les opérations de chargement des camions de l'adjudicataire seront effectuées par les opérateurs du CESM.
Le ramassage, le transport et l'élimination des rejets de tamisage au CESM devront être effectués à l'intérieur d'une période d'un mois maximum, à partir de la date du début des travaux et se terminant avant la fin de l'année 2022.

Aucune contingence, ni de variations de quantités n'est prévue au contrat.

JUSTIFICATION

Il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges, dont un (1) seul a déposé une soumission (25%). Voici les raisons évoquées par les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposés de soumission (75%) :

- un fournisseur n'a pas soumissionné, car son carnet de commandes est déjà complet;
- un fournisseur n'a pas soumissionné, car il pensait que la date de dépôt des soumissions était une semaine plus tard;
- un fournisseur n'a pas donné de réponse.

Comme il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme, l'entreprise EBI Montréal Inc., et que les prix soumis étaient 31,80 % plus élevés que l'estimation professionnelle, une négociation à la baisse des prix a été réalisée par le Service de l'approvisionnement. Le soumissionnaire a accepté de réduire le prix de l'item associé au transport des rejets de tamisage de 2,00 $ la tonne, avant taxes, sous réserve de pouvoir éliminer les résidus à un site d'enfouissement technique (LET) autre que celui identifié initialement dans sa soumission, ce qui lui a été autorisé. Le prix du transport est donc passé de 25 $/tonne à 23 $/tonne, avant taxes, faisant réduire sa soumission de 3 449,25 $, taxes incluses.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités)	**TOTAL** (taxes incluses)

		(taxes incluses)	
EBI Montréal Inc.	**130 209,19 $**	**-**	**130 209,19 $**
	-	-	-
Dernière estimation réalisée ($)	101 407,95 $	-	101 407,95 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			28 801,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			28,40 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			-
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			-

Explication de l'écart avec la dernière estimation

L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie en tenant compte des prix obtenus lors du dernier appel d'offres 21-18696 pour le même type de service et l'évolution du coût de la vie. Cet appel d'offre (21-18696) avait démontré une concurrence accrue avec six soumissionnaires et avait été effectué à une époque où les effets de la hausse du carburant et les enjeux de main-d'oeuvre n'avaient pas encore été constatés sur le prix de l'élimination. Par conséquent, la hausse de tarif a été sous-estimée dans l'évaluation. L'écart constaté entre l'estimation et le prix soumis négocié est maintenant de 28,40 %. Il importe de soulever que la hausse des prix constatée lors du dernier appel d'offres public pour des services d'élimination d'ordures ménagères (22-19058) n'a pas été pris en considération lors de la réalisation de l'estimation. Cette hausse des prix de l'élimination qui se situait entre 8,3 % et 30,3 % démontait une hausse des tarifs similaire d'élimination au taux soumissionné. Cette hausse de tarif s'expliquait notamment par le contexte économique actuel (hausse du prix du carburant, inflation, rareté de la main d'oeuvre, etc.). Si ces signes du marché avaient été utilisés, l'écart entre l'estimation et le prix soumissionnés auraient été négligeables Pour cette raison, il est recommandé d'octroyer le contrat malgré l'écart constaté de 28,40 %.

Analyse des conformités

L'octroi du contrat fait suite à une analyse des conformités administratives et techniques de la soumission, en tenant compte des modifications mentionnées ci-haut, au plus bas soumissionnaire conforme.

Après vérifications, l'entreprise EBI Montréal Inc. n'avait pas à démontrer qu'elle dispose de l'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) considérant la valeur du contrat octroyé. Cette entreprise ne figure pas sur :

- le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal;
- le Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle.

Commission permanente sur l'examen des contrats

Ce dossier décisionnel n'a pas à être soumis à un examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) considérant que ce contrat ne dépasse pas le seuil de 2 M de dollars.

Évaluation de rendement du fournisseur

L'évaluation du risques pour ce contrat n'ayant pas identifié un risque significatif, il n'est pas requis d'effectuer l'évaluation du rendement de l'adjudicataire et ce, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (C-OG-APP-D-22-001).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour le présent contrat totalise un moment de 130 209,19 $, taxes incluses, excluant les redevances à l'élimination (voir ci-dessous). Aucune contingence, variation de quantité et indexation n'est prévue au contrat. La totalité de la dépense est prévue en 2022.

	2022 (Total)
Élimination	78 750,00 $
Transport	34 500,00 $
Total avant taxes	**113 250,00 $**
5 %	5 662,50 $
9,975 %	11 296,69 $
Total avec taxes	**130 209,19 $**

Redevances gouvernementales pour l'élimination

Les redevances à l'élimination exigibles par le gouvernement du Québec en 2022 sont de 24,32$ par tonne métrique éliminée. Ce montant équivaut à 38 299,44 $ (coût net) pour toute la durée du contrat et ne sont pas incluses dans le coût du contrat de ce sommaire décisionnel. Dans le cadre du paiement de ces redevances, la Ville reçoit en retour une somme équivalente par le *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles* sous forme de subventions pour financer des activités liées à la préparation, à la mise en œuvre et à la révision des plans de gestion des matières résiduelles.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, Direction de la gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles, au poste budgétaire de services techniques - gestion des matières résiduelles.

Cette dépense sera assumée par l'agglomération de Montréal.

Les détails du calcul se retrouvent en pièce jointe (voir le document *Aspects financiers*).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. (Voir la "Grille d'analyse Montréal 2030" en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas octroyer ce contrat viendrait limiter la capacité de compostage du CESM en ne libérant pas les espaces d'entreposage actuels. De plus, la réalisation du service en 2022 est prévu au budget 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les service de gestion des matières résiduelles sont, depuis le début de la pandémie associée à la COVID-19, considérés comme des activités prioritaires et services jugés

essentiels. Dans ce contexte de pandémie reliée à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 novembre 2022
Conseil municipal : 21 novembre 2022
Conseil d'agglomération : 24 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stéphanie MOREL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 28 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valerie DUBOIS
agente de recherche

Tél : 514-248-8537

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - operations - gestion des matieres residuelles

Tél : 514-258-0429

Télécop. : 514-872-8146 **Télécop. :** 514-872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
directeur gestion matieres residuelles infras
Tél : 514-863-1058
Approuvé le : 2022-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur de service - environnement
Tél : 514-795-4732
Approuvé le : 2022-10-28

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 28 septembre 2022

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : Addenda nº 1
Appel d'offres public nº 22-19590
Services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM).

Nombre de pages incluant celle-ci : 2

Mesdames, Messieurs,

Cet addenda, distribué à toutes les personnes qui se sont procurées les documents d'appel d'offres sur le SEAO, fait partie intégrante de ces documents et les modifie comme suit :

- ***Question(s) et réponse(s)***
  - Veuillez prendre note des questions et réponses suivantes ci-jointes.

Question 1 : Est-ce possible de venir voir le matériel à transporter?

Réponse 1 : Tel que stipulé à la clause 1.04.01 de la Régie, «Le SOUMISSIONNAIRES intéressés peuvent participer individuellement à une visite des lieux d'exécution du Contrat [...]».
Nous prolongeons la période de visite des lieux jusqu'au 4 octobre 2022. À cet effet, le SOUMISSIONNAIRE doit prendre rendez-vous au plus tard le 30 septembre 2022 avec le Représentant du Dossier.

Question 2 : Est-ce que le matériel est contaminé et doit être enfoui au site d'enfouissement?

Réponse 2 : Tel que stipulé à la clause B.01 du Devis : «Le Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) reçoit durant la saison estivale les feuilles mortes en provenance de divers territoires de l'agglomération de Montréal pour qu'ils y soient compostés. À la fin du processus de compostage, le compost obtenu est tamisé pour en retirer les contaminants, ainsi que toute matière non-compostée.» Les rejets de tamisage du CESM sont donc constitués de contaminants et de matières non-compostées qui ont été retirés du compost pour être éliminés (enfouis). Dans le cadre de ce contrat, l'adjudicataire devra donc transporter et éliminer les rejets de tamisage du CESM.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

S'il y a lieu, une plainte portant sur cet addenda peut être transmise au Responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée sur le SEAO ou à l'Inspecteur général de la Ville de Montréal au plus tard deux jours avant la date limite de réception des soumissions indiquée sur le SEAO.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Premier lieu
Stéphanie Morel
Agente d'approvisionnement II
stephanie.morel@montreal.ca

Second lieu
Naoual Drir
Agente d'approvisionnement II
naoual.drir@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1228326002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise EBI Montréal Inc., pour les services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépenses totales de 130 209,19 $, taxes incluses. - Appel d'offres public # 22-19590 - 1 seul soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19590 PV.pdf
22-19590 SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19590 Intervention.pdf
22-19590_TCP écarts normalisés.pdf
22-19590_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie MOREL
Agente d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-4437

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Michael SAOUMAA
Chef de section - approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514 280-1994
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19590

No du GDD : 2228326001

Titre de l'appel d'offres : Services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM).

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 9 - 2022

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 11 - 10 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 9 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 1 - 2023

Date d'échéance révisée : 9 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
EBI Montréal Inc.	130 209,19 $	√	

Information additionnelle

Un seul soumissionnaire conforme dont le montant de la soumission était 31,8 % plus élevé que le montant de l'estimation.
Suite à la négociation avec le fournisseur il a baissé de 2 $ le prix pour le service de transport passant d'un montant total taxes incluses de 133 658,44 $ à 130 209,19 $.
Raisons de désistement:
- Carnet de commande complet
- Pensais que la date d'ouverture était une semaine plus tard.

Préparé par : Stéphanie Morel

Le 27 - 10 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19590

Agent d'approvisionnement
Stéphanie Morel

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
EBI Montréal Inc.						
	0	0	1	Service d'élimination des rejets de tamisage du CESM	78 750,00 $	90 542,81 $
			2	Service de transport des rejets de tamisage du CESM	34 500,00 $	39 666,38 $
Total (EBI Montréal Inc.)					**113 250,00 $**	**130 209,19 $**

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
EBI Montréal Inc.	113 250 $		130 209,19 $
Dernière estimation réalisée	88 200 $		101 407,95 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			130 209,19 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			28 801,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			28,4%

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19590
Numéro de référence : 1644174
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM).

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9180-3320 QUÉBEC INC. 2955 Rue Camus Terrebonne, QC, J6Y 2A3 NEQ : 1164323611	Monsieur Raymond Lyonnais Téléphone : 514 292-1937 Télécopieur :	**Commande : (2091880)** 2022-09-20 10 h 57 **Transmission :** 2022-09-20 10 h 57	3803579 - 22-19590 Addenda no 1 2022-09-28 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBI Montréal Inc. 8155, rue Larrey Montréal, QC, H1J 2L5 NEQ : 1146887220	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (2092645)** 2022-09-21 20 h 12 **Transmission :** 2022-09-21 20 h 12	3803579 - 22-19590 Addenda no 1 2022-09-28 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GFL ENVIRONMENTAL INC. 10930 Rue Sherbrooke E Montréal-Est, QC, H1B 1B4 NEQ : 1175311910	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 641-3070 Télécopieur : 514 645-4392	**Commande : (2091801)** 2022-09-20 9 h 41 **Transmission :** 2022-09-20 9 h 41	3803579 - 22-19590 Addenda no 1 2022-09-28 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WM QUÉBEC INC. 9501 Boul Ray Lawson Montréal, QC, H1M 2N2 NEQ : 1146435301	Monsieur Daniel Campbell Téléphone : 438 993-3107 Télécopieur :	**Commande : (2091785)** 2022-09-20 9 h 22 **Transmission :** 2022-09-20 9 h 22	3803579 - 22-19590 Addenda no 1 2022-09-28 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228326002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise EBI Montréal Inc., pour les services de transport et d'élimination des rejets de tamisage de compost du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépenses totales de 130 209,19 $, taxes incluses. - Appel d'offres public # 22-19590 - 1 seul soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228326002 Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Marie-France MILORD
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 872-2679
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227248002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion des actifs immobiliers , Division de la planification et de la gestion des espaces
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Montarville Gestion et Construction inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote des espaces administratifs, et applicables à l'édifice Louis-Charland (0410) - Dépense totale de 10 375 403,15 $, taxes incluses, (contrat : 6 982 727,24 $ + contingences : 1 047 409,09 $ + incidences 2 345 266,83 $) - Appel d'offres public IMM-15844 - 7 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Montarville Gestion et Construction inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote des espaces administratifs, et applicables à l'édifice Louis-Charland (0410), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 982 727,24, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (IMM-15844);
2. d'autoriser une dépense de 1 047 409,09 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 2 345 266,83 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à l'évaluation du rendement de la firme Montarville Gestion et Construction inc;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée dans une proportion de 28,09 % par l''agglomération et de 71,91 % par la ville centre (répartition 2022.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-28 12:44

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227248002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion des actifs immobiliers , Division de la planification et de la gestion des espaces
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Montarville Gestion et Construction inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote des espaces administratifs, et applicables à l'édifice Louis-Charland (0410) - Dépense totale de 10 375 403,15 $, taxes incluses, (contrat : 6 982 727,24 $ + contingences : 1 047 409,09 $ + incidences 2 345 266,83 $) - Appel d'offres public IMM-15844 - 7 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme MTL Flexibles, avec l'implantation d'un mode de travail hybride, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) a été mandaté afin de développer une stratégie immobilière ainsi que les nouveaux principes directeurs des aménagements intégrant des espaces de collaboration. À terme, cette stratégie permettra des économies importantes sur les coûts de location, en offrant à ses employés des espaces collaboratifs et non assignés. Elle s'appuie en continuité de l'utilisation optimale des pôles administratifs.
Avec la volonté de mettre en place le modèle hybride, la Ville a saisi l'opportunité de faire un projet pilote impliquant les Services de l'eau, de l'environnement et des technologies de l'information afin d'optimiser l'utilisation des espaces et rendre fonctionnelles les équipes dans le partage des bureaux (non assignés). Ce projet fera en sorte que les unités concernées bénéficient d'un environnement de travail sain, sécuritaire, écologique et inclusif, permettant aux Services d'exercer leurs rôles de premier plan selon leurs expertises. Ainsi, les phases de conception et de planification du projet ont été entamées par le Service de la stratégie immobilière (SSI). Des professionnels externes ont été mandatés et des plans et devis ont été réalisés.

L'édifice Louis-Charland situé au 801 rue Brennan, est le plus important centre administratif de la Ville de Montréal en superficie, mais aussi en nombre d'employés qui y travaillent (1 817 personnes). Aménagé en 2006 pour regrouper plusieurs services corporatifs sous un même toit, cet immeuble est en location par la Ville de la Société en commandite Brennan Duke, agissant par son seul commandité 9095-5139 Québec inc. Le bail se termine en 2026.

L'appel d'offres public (IMM-15844) pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote des espaces administratifs à l'édifice Louis-Charland (0410) a été publié le lundi 29 août 2022 sur le site SEAO ainsi que dans le journal le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 11 octobre 2022. La période d'appel d'offres a duré quarante-quatre (44) jours calendrier. La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours calendrier, soit jusqu'au mercredi 8 février

2023.

Sept (7) addenda ont été émis pendant la période d'appel d'offres et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2022-09-07	Devis / Amendement	0
2	2022-09-15	Devis et Plan / Amendement	0
3	2022-09-21	Devis, Plan et Bordereau / Amendement	0
4	2022-09-21	Devis / Amendement	0
5	2022-09-27	Devis / Amendement	0
6	2022-09-27	Devis / Amendement	0
7	2022-10-04	Devis et bordereau / Amendement	0

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0558 - 22 septembre 2022 - Conclure trois (3) ententes cadres éco-responsables en approvisionnement majoritairement pour un groupe de projets d'aménagement d'espaces administratifs qui seront réalisés dans les deux (2) prochaines années, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze mois (12) pour l'acquisition de mobiliers, Lot 1 pour un montant de 1 372 299,84 $ - taxes incluses, postes de travail, cabines & rangements, Unique mobilier de bureau (2737-6557 Québec inc.) - (contrat: 1 143 583,20 $ + contingences 228 716,64 $); Lot 2 - pour un montant de 586 688,45 $, taxes incluses, Fauteuils, Groupe ameublement Focus inc. - (contrat : 488 907,04 $ + contingences 97 781,41 $); Lot 3 - pour un montant de 247 646,50 $ taxes incluses, Tables, Groupe ameublement Focus inc. (contrat: 206 372,08 $ + contingences 41 274,42 $) - Appel d'offres public (22-19276) (3 soumissionnaires)
CG19 0440 - 19 septembre 2019 - Autoriser une dépense de 2 692 519.04 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le projet d'optimisation des espaces administratifs, selon la réorganisation 2019 et applicable à l'édifice Louis-Charland (0410). Ces montants serviront au remboursement des travaux d'améliorations locatives à la société Brennan Duke, ainsi qu'aux travaux d'aménagement, de réaménagement et d'optimisation des espaces administratifs.

CG15 0789 - 17 décembre 2015 - Autoriser une dépense de 1 201 776.19 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la réalisation du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de l'édifice Louis-Charland (0410). Ce montant servira au remboursement des travaux d'améliorations locatives à la Société Brennan Duke, ainsi qu'aux réaménagements nécessaires dans cet édifice.

CG08 0334 - 19 juin 2008 - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel la Ville de Montréal et la Société en commandite Brennan-Duke conviennent de prolonger le bail de l'immeuble situé au 801, rue Brennan à des fins d'activités de bureaux, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2017, et ce, aux mêmes termes et conditions, pour une dépense annuelle de 6 800 082.14 $, taxes incluses.

CM05 0104 - 21 février 2005 - Approuver le regroupement des services corporatifs au 31, rue Duke et approuver les projets de baux avec la Société en commandite Brennan-Duke, la SDM et l'administration portuaire de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent projet vise à octroyer un contrat à l'entreprise Montarville Gestion et Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote

des espaces administratifs à l'édifice Louis-Charland (0410). Les étages visés par les travaux sont les suivants :

- Le 3e étage Prince, occupé par le Service des technologies de l'information (STI);
- Le 3e étage Duke est occupé par le Service de l'eau;
- Une partie du 9e étage occupée par le Service des technologies de l'information (STI) et le Service de l'environnement;
- Les interventions au rez-de-chaussée incluent un vestiaire dédié aux opérations du Service de l'eau.

Le déploiement du projet se fera en 3 phases de travaux en collaboration avec l'entrepreneur et les besoins de mobilité des trois (3) services participant au projet.

Les principaux travaux prévus au cahier de charges de l'appel d'offres et les spécifications générales des biens à acquérir visent entre autres:

- L'aménagement d'espaces de travail primaires
- L'aménagement de salles collaboratives et d'espaces collaboratifs
- L'aménagement d'une salle multifonction par étage
- La mise aux normes du système d'éclairage discontinué et réfection des finis

Les espaces communs ne sont pas inclus au présent projet.

Un budget de contingences de 1 047 409,09 $ taxes incluses, soit 15 % du montant du contrat avant incidences, est réservé pour répondre aux imprévus du chantier.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres public, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges sur le site du SÉAO, dont un (1) l'ACQ qui a pris les documents à titre informatif. Parmi ces preneurs, sept (7) ont déposé leur soumission, ce qui représente soixante-trois (63%) de preneurs. Aucun avis de désistement n'a été fourni.

Les dossiers des soumissionnaires ont été analysés par les professionnels. À la suite de cette analyse, les soumissions ont été déclarées conformes aux exigences des documents de l'appel d'offres.

Firmes soumissionnaires	Prix soumissionnés (Taxes incluses) $	Autres Contingences (Taxes incluses) $	Total (Taxes incluses) $
Montarville Gestion et Construction Inc.	**6 982 727,24**	**1 047 409,09**	**8 030 136,33**
Construction Irénée Paquet et Fils Inc.	7 054 578,74	1 058 186,81	8 112 765,55
Procova Inc.	7 405 539,75	1 110 830,96	8 516 370,71
Media Construction	7 690 000,00	1 153 500,00	8 843 500,00
Axe Construction Inc.	7 779 999,99	1 167 000,00	8 946 999,99
Construction CPB Inc.	8 558 582,09	1 283 787,31	9 842 369,40
Construction Di Paolo Inc.	9 196 877,98	1 379 531,70	10 576 409,68
Dernière estimation réalisée ($)	7 117 865,00	1 067 679,75	8 185 544,75
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-135 137,76
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100)			-1,90%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			71 851,50
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100)			1,03%

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée par Montarville gestion et construction inc. est inférieur de 1,90% à l'estimation des professionnels.

Montarville gestion et construction inc. détient une attestation de l'Autorité des Marchés publics (AMP) valide, une demande de renouvellement a été effectuée le 26 -07-2022. La compagnie ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles (RENA). Elle ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC), et n'est pas inscrit sur la Liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 16 mars 2021, ce contrat de construction présente une dépense nette supérieure à 1 000 000 $. Une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de la dépense à autoriser est de 10 375 403,15 $ (taxes incluses). Il se détaille comme suit:

Le coût total du contrat à octroyer est de 8 030 136,33 $ (taxes incluses).

- Le prix de la soumission des travaux 6 982 727,24 $ (taxes incluses);
- Le budget de contingences est de 1 047 409,09 $ (taxes incluses), soit 15% du coût du contrat;
- Le budget d'incidences est de 2 345 266,83 $ (taxes incluses), une partie du mobilier existant sera réutilisé soit dans le cadre du projet même, soit dans d'autres projets de la Ville.

La Ville va également conclure une entente de gré à gré avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) du Québec pour la fourniture de services de gestion et de disposition des biens excédentaires des organismes publics. Après avoir réutilisé et réusiné le maximum de mobiliers au sein de ses projets, une quantité de mobilier excédentaire doit toutefois être disposée selon l'encadrement administratif pour la disposition des biens de la Ville de Montréal C-RM-APP-D-17-002. Dans le cadre de ce projet d'entente, le CAG s'engage à vendre les biens par enchère ou par appel d'offres publics à un prix minimal fixé par le SGPI.

Le budget d'incidences se détaille comme suit:

DÉTAIL DES INCIDENCES	
Mobilier	1 601 015,90 $
Accessoires mobilier	73 150,00 $
Chaises	35 640,00 $
Équipements de Visio-conférence	55 000,00 $
Ressources STI	66 000,00 $
Signalisation	33 000,00 $
Démantèlement et déménagement du mobilier existant	176 000,00 $
TOTAL AVANT TAXES	**2 039 805,90 $**

En ce qui concerne la dépense, elle sera répartie dans une proportion de 28,09 % d'agglomération et de 71,91 % de ville centre (répartition 2022). La dépense totale pour ces contrats est prévue au plan décennal d'immobilisations (PDI) du SGPI, dans le programme d'optimisation des espaces (no. 30910).

Le décaissement sera réalisé à 6 % en 2022, à 87% en 2023 et à 7% en 2024.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi de ce contrat se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes de plusieurs projets issus de la mise en oeuvre de la stratégie d'optimisation des espaces, et aura par conséquent des impacts importants sur l'offre de services aux Montréalais.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 pourrait avoir un impact sur ce dossier en termes de coût et de disponibilité des matériaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au CE : 9 novembre 2022

Passage au CM : 21 novembre 2022

Passage au CG : 24 novembre 2022

Début des travaux : 5 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roger LACHANCE, Service de l'environnement
Richard GRENIER, Service des technologies de l'information
Chantal MORISSETTE, Service de l'eau

Lecture :

Richard GRENIER, 27 octobre 2022
Roger LACHANCE, 27 octobre 2022
Chantal MORISSETTE, 26 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien ROZON
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 349-1035
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Sébastien CORBEIL
Chef de division - Bureau de projet et gestion de l'information

Tél : 514 872-7903
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers, en remplacement de Sophie Lalonde, directrice par intérim de la direction de la gestion des actifs immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers, en remplacement de Sophie Lalonde directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-10-28

SGPI
Division de la gestion des espaces et travaux d'aménagements
Direction de la gestion des actifs immobiiers

Projet : Brennan projet pilote-optimisation des espaces - Mtl Flex
Description : Budget de soumission - travaux des aménagements collaboratifs
Préparé par Julien Rozon, Gestionnaire immobilier

Montarville Gestion et Construction Inc.

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux**	**%**	**$**					
	801 Brennan: 3e Duke, 3e Prince et 9e Duke		6 073 257,00 $					
			- $					
			- $					
	Sous-total :	100,0%	**6 073 257,00 $**	**303 662,85 $**		**605 807,39 $**		**6 982 727,24 $**
	Contingences travaux	15,0%	910 988,55 $	45 549,43 $		90 871,11 $		1 047 409,09 $
	Total		**6 984 245,55 $**	**349 212,28 $**		**696 678,49 $**		**8 030 136,32 $**
Services prof			- $	- $		**- $**		- $
	Total - travaux:		**6 984 245,55 $**	**349 212,28**		**696 678,49 $**		**8 030 136,32 $**
	Incidences							
	Mobilier: Postes primaires lot 1		979 232,10 $					
	Mobilier : tables lot 2		466 519,90 $					
	Mobilier : fauteuils, écrans Lot 3		155 263,90 $					
	Mobilier Bras d'écran (qté sera valider par les STI)		73 150,00 $					
	Chaises envl. (300$/chaises)		35 640,00 $					
	Multimédia (achat et installation d'écrans enclave et salles agiles)		55 000,00 $					
	Ressources STI		66 000,00 $					
	Signalisation (1,00$/pi.ca.)		33 000,00 $					
	Déménagement , démantellement et transport mobilier existant 3e Prince Duke et 9e (266 postes @ 500$/postes)		176 000,00 $					
	Sous-total :	100,0%	**2 039 805,90 $**					
	Total - Incidences :		**2 039 805,90 $**	**101 990,30 $**		**203 470,64 $**		**2 345 266,83 $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**9 024 051,45 $**	**451 202,57 $**		**900 149,13 $**		**10 375 403,15 $**
Ristournes:	Tps			451 202,57 $				451 202,57 $
	Tvq					450 074,57 $		450 074,57 $
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**9 024 051,45 $**	**451 202,57 $**		**450 074,57 $**		**9 474 126,02 $**

Le 26 septembre 2022

Objet : Autorisation de contracter avec l'État

Madame, Monsieur,

L'Autorité des marchés publics (AMP) confirme que MONTARVILLE GESTION ET CONSTRUCTION INC. a déposé sa demande de renouvellement d'autorisation dans les délais prescrits. Le dossier de l'entreprise suit le processus usuel de renouvellement et se trouve présentement en analyse auprès de l'AMP et ses partenaires.

Une autorisation demeure valide, sous réserve d'une révocation durant ce délai, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande[1].

Cette entreprise figure présentement au Registre des entreprises autorisées (le REA). Par conséquent, MONTARVILLE GESTION ET CONSTRUCTION INC. peut soumissionner sur de nouveaux contrats ou sous-contrats publics. Elle peut également conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics bien que la lettre d'autorisation initiale, transmise avec la présente lettre, soit expirée.

Rappelons qu'il est de la responsabilité de l'Organisme public de consulter le REA avant la conclusion du contrat afin de vérifier que MONTARVILLE GESTION ET CONSTRUCTION INC. y apparaît toujours. Il est possible de consulter l'information relative à l'entreprise en ligne à l'adresse suivante : https://amp.quebec/rea/.

Une décision, quant au renouvellement de l'autorisation, sera émise à la fin du processus d'analyse par l'AMP et sera communiquée directement à l'entreprise.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Autorité des Marchés publics

[1]art. 21.41, *Loi sur les contrats des organismes publics*, chapitre C-65.1.

CAHIER DES CHARGES – PRENEURS

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NUMÉRO :	IMM-15844
DATE DE PUBLICATION :	2022-08-29
DATE D'OUVERTURE :	2022-10-11
LISTE DES PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	**ACQ – Provinciale – à titre informatif**
2	**Axe Construction Inc. – a déposé une soumission**
3	**Construction CPB Inc. – a déposé une soumission**
4	**Construction Di Paolo Inc. – a déposé une soumission**
5	**Construction Irénée Paquet et Fils Inc. – a déposé une soumission**
6	**Goupe DCR – n'a pas déposé de soumission**
7	**Immobilier Belmon Inc. – n'a pas déposé de soumission**
8	**Media Construction – a déposé une soumission**
9	**Montarville Gestion et Construction Inc. – a déposé une soumission**
10	**Procova Inc. – a déposé une soumission**
11	**Sélection 2000 Entrepreneur Général – n'a pas déposé de soumission**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228750003*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification des immeubles*
Projet : *travaux de réaménagement des espaces administratifs – projet-pilote*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat

local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1 – Dans le cadre du plus grand projet global du réaménagement des espaces administratifs, la Ville de Montréal réduira à terme son empreinte de 33% en termes de superficie occupée par différents services administratifs (rationalisation de plus de 300 000 pi2 d'espaces locatifs). Grâce à une réduction importante du nombre de bâtiments loués, elle permet une réduction de l'empreinte

carbone en matière de GES.De plus, les soumissionnaires s'engagent à respecter les normes de développement durable de la Ville et les exigences LEED par rapport à la composition du mobilier.

4 – Contribuer à une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire par le partage de bureau et la maximisation de l'utilisation du pied carré existant.

8 – La nouvelle politique d'accessibilité universelle de la Ville de Montréal fut appliquée dans le cadre du présent appel d'offres, de sorte à limiter les discriminations auprès des utilisateurs à mobilité réduite.

16 - Grâce à la mise en place d'un projet pilote innovant et performant adapté aux activités à la nouvelle réalité du modèle de travail hybride, il stimule l'innovation et la créativité

17 – Le nouveau mobilier répond aux exigences du programme « Montréal Flex » des aménagements collaboratifs, favorisant le travail d'équipe, l'inter-connectivité, les espaces de travail flexibles et connectés, de même que les nouvelles technologies comprenant à la fois des surfaces de travail individuelles et collectives, des aires silencieuses et des aires de rencontre multifonctionnelles.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***

1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227248002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion des actifs immobiliers , Division de la planification et de la gestion des espaces
Objet :	Accorder un contrat à Montarville Gestion et Construction inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet pilote des espaces administratifs, et applicables à l'édifice Louis-Charland (0410) - Dépense totale de 10 375 403,15 $, taxes incluses, (contrat : 6 982 727,24 $ + contingences : 1 047 409,09 $ + incidences 2 345 266,83 $) - Appel d'offres public IMM-15844 - 7 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1227248002 - Édifice Louis-Charland aménagement projet pilote des espaces administratifs.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0946

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Jean-François DOYLE
C/S PDS HDV
Tél : 514-217-3574
Division : Service des finances - DCSF

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228848024

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc., pour la réalisation des travaux de signalisation lumineuse de diverses natures (13 projets + câbles de synchronisation) de la Ville de Montréal - Dépense totale : 364 894,46 $, taxes incluses (contrat : 304 078,72 $; contingences : 60 815,74 $) - Appel d'offres public 475925 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Bruneau Électrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 13 intersections de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 304 078,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 475925;

2. d'autoriser une dépense de 60 815,74 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-31 08:05

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1228848024

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc., pour la réalisation des travaux de signalisation lumineuse de diverses natures (13 projets + câbles de synchronisation) de la Ville de Montréal - Dépense totale : 364 894,46 $, taxes incluses (contrat : 304 078,72 $; contingences : 60 815,74 $) - Appel d'offres public 475925 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuelle évolution. La Ville doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable. Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat impliquent l'ajout systématique de têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, débuté en 2020, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 intersections par année, sur une période maximale de 8 ans. Il répond également aux besoins de maintien d'actifs des équipements de feux de circulation ainsi que de leurs infrastructures.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour les personnes vulnérables et pour les cyclistes;
- Soutenir les efforts déployés en sécurité routière dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Modifier les feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 475925. Cet appel d'offres a été publié pendant une période de 37 jours de calendrier, soit du 18 juillet au 25 août 2022, sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 23 décembre 2022.

Aucun addenda en lien avec cet appel d'offres n'a été publié pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Le programme de maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1126 - 6 juillet 2022 - Accorder un contrat à Construction N.R.C. Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 478 683,47 $, taxes incluses (contrat : 398 902,89 $ + contingences : 79 780,58 $) - Appel d'offres public 475924 - 3 soumissionnaires.

CE22 0919 - 1er juin 2022 - Accorder un contrat à Construction N.R.C. Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 20 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 377 145,00 $, taxes incluses (contrat : 314 287,50 $ + contingences : 62 857,50 $) - Appel d'offres public 475921 - 3 soumissionnaires.

CE22 0649 - 20 avril 2022- Accorder un contrat à Construction N.R.C Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 15 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale : 316 124,84 $, taxes incluses (contrat : 263 437,37 $ + contingences : 52 687,47 $) - Appel d'offres public 475917 - (3 soumissionnaires).

CE22 0481 - 30 mars 2022- Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 20 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 402 832,26 $, taxes incluses (contrat : 335 693,55 $; contingences : 67 138,71 $) - Appel d'offres public 475914 - (3 soumissionnaires).

CE22 0280 - 23 février 2022- Accorder un contrat à Construction N.R.C. Inc pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 351 688,04 $, taxes incluses (contrat : 293 073,37 $; contingences : 58 614,67 $) - Appel d'offres public 475910 - (3 soumissionnaires).

CM22 0228 - 21 février 2022 - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation**.**

CE21 1253 - 4 août 2021- Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 20 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 280 353,88 $, taxes incluses (contrat : 233 628,23 $; contingences : 46 725,65 $) - Appel d'offres public 466624 - (3 soumissionnaires).

CE21 1028 - 19 juin 2021 - Accorder un contrat à Construction N.R.C. Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale de : 288 143,09 $, taxes incluses (contrat : 240 119,24 $ + contingences : 48 023,85 $) - Appel d'offres public 466619 - (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers à 13 intersections + enlèvement de câbles de synchronisation (voir liste en pièce jointe), le présent contrat de travaux électriques de signalisation lumineuse comprend, là où requis, des modifications telles que :

- L'implantation du Guide piéton (avancement : 31% au 1er janvier 2022);
- L'ajout de feux prioritaires pour autobus à certaines intersections;
- L'enlèvement des câbles Synchro des poteaux d'Hydro-Québec sur plusieurs intersections, anciennement utilisés par la Ville de Montréal pour la synchronisation des feux, en vue de se conformer à la demande d'Hydro-Québec.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements :

- Déplacer des coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués;
- Effectuer des thermographies additionnelles dans les puits d'accès, si nécessaire;
- Couvrir les coûts pour une variation mineure de quantité au bordereau;
- Effectuer des tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires au besoin.

JUSTIFICATION

Sur un total de 4 preneurs du cahier de charges, 2 firmes ont déposé une soumission conforme, soit dans une proportion de 50 %. La liste des preneurs du cahier de charges et le tableau des résultats de l'appel d'offres sont fournis en pièces jointes.

Soumissions conformes	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Contingences de 20 % (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Bruneau électrique Inc.	304 078,72 $	60 815,74 $	364 894,46 $
Construction N.R.C. Inc.	328 219,88 $	65 643,98 $	393 863,86 $
Dernière estimation réalisée ($)	426 428,36 $	85 285,67 $	511 714,03 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-146 819,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-28,7 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			28 969,39 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			7,9 %

L'estimation de contrôle a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD). Il est à noter que l'estimation de contrôle pour ce dossier a été produite avec des prix de référence de janvier 2022.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation de contrôle est de -146 819,57 $ ce qui correspond à -28,7 %. Cet écart est favorable à la Ville et s'explique par une stratégie d'affaire agressive de l'adjudicataire. Cela s'explique aussi par le peu de complexité que présente ce contrat et par l'expérience de l'entrepreneur à travers plusieurs contrats similaires des années précédentes.

L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission conforme est de 28 969,39 $, ce qui est tout à fait acceptable.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. L'adjudicataire recommandé possède une autorisation de l'AMP valide et qui viendra à échéance le 15 décembre 2024 (voir pièce jointe).

Pour les deux soumissions, les validations suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Les soumissionnaires ne figurent pas sur le registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle.

L'évaluation du risque pour ce contrat d'exécution de travaux, dont la dépense nette est inférieure à 1 000 000 $, n'ayant pas identifié un risque significatif, il n'est pas requis d'effectuer l'évaluation du rendement de l'adjudicataire et ce, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (Directive no C-OG-APP-D-22-001 du 31 mars 2022).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale en lien avec ce dossier est de 364 894,46 $ (taxes incluses), incluant le contrat de 304 078,72 $ et des contingences de 60 815,74 $ Elle sera assumée comme suit :

- un montant maximal de 333 197,28 $ (net de ristournes) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 22-008 Achat et Installation équipements pour gestion des feux de circulation CM22 0228.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2022	2023	2024	2025	TOTAL
59000 – Programme de maintien et amélioration des feux de circulation	73	260	0	0	333

Les dépenses liées à ce contrat sont sans impact sur le budget de fonctionnement.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité

universelle. Voir les détails dans la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année et de l'approche «Vision Zéro» en sécurité routière. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. D'autre part, un retard d'intervention sur des intersections requérant des travaux de cette envergure ne permettrait pas d'améliorer la sécurité à l'intersection.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements pour des raisons telles qu'un manque de personnel ou des restrictions imposées par la Direction régionale de la santé publique de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 novembre 2022

- Octroi du contrat : novembre 2022
- Réalisation des travaux : novembre 2022- juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Iulia DICUSAR, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Iulia DICUSAR, 18 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pamphile HOUSSOU
Ingénieur -Changé de projets

Tél : 514 688-4674
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-12

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de division par intérim (ing)

Tél : 438-989-5036
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
Directeur par intérim (ing)

Tél : 514 229-6223
Approuvé le : 2022-10-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2022-10-31

GDD	1228848024	SP-2022-14	
N° d'intersection	**rue1**	**rue2**	**Arr**
70	Sherbrooke	Vendôme	7
219	Atwater	Notre-Dame	8
319	Dickson	Hochelaga	4
469	Hochelaga	Lacordaire	4
939	Assomption	Hochelaga	4
940	Assomption	Pierre-de-Coubertin	4
942	Cadillac	Hochelaga	4
946	Dickson	Pierre-de-Coubertin	4
948	Haig	Hochelaga	4
955	Hochelaga	Langelier	4
956	Hochelaga	Lapointe	4
957	Hochelaga	Lebrun	4
959	Hochelaga	Louis-Veuillot	4
960	Hochelaga	Ormeaux des	4
961	Hochelaga	Pierre-Bernard	4
962	Hochelaga	Polyvalente Edouard-Mor	4
964	Langelier	Pierre-de-Coubertin	4
1247	Acadie	Persillier	1
1326	René-Lévesque	Saint-Jean-Baptiste	9
1340	Montigny	Saint-Jean-Baptiste	9
1402	Cadillac	Pierre-de-Coubertin	4
1451	Montigny	Tricentenaire	9
1492	Henri-Bourassa Est	L.-J.-Forget	9
1543	Henri-Bourassa Est	Saint-Jean-Baptiste	9
1546	Lacroix	Trinitaires	8
1603	Acadie	Place de l'Acadie	1
1675	Acadie	Liban / Olivier-Berthelet	1
1799	Saint-Pierre	Sortie A-20 (int. Nord)	15
16705	Notre-Dame	Saint-Pierre (Lachine)	15

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 décembre 2021

BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
A/S MONSIEUR PATRICE BRUNEAU
527, BOUL DOLLARD
JOLIETTE (QC) J6E 4M5

N° de décision : 2021-DAMP-4139
N° de client : 3000214820

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. BRUNEAU ELECTRIQUE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 décembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Liste des commandes

Numéro : 475925
Numéro de référence : 1625001
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2022-14 Travaux de signalisation lumineuse de diverses natures (13 projets + câbles de synchronisation)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BRUNEAU ELECTRIQUE INC. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (2070501)** 2022-07-18 13 h 50 **Transmission :** 2022-07-18 13 h 50	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSTRUCTION N.R.C. INC. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (2070821)** 2022-07-19 10 h 32 **Transmission :** 2022-07-19 10 h 32	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LAURIN, LAURIN (1991) INC. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Sophie Laurin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur :	**Commande : (2070685)** 2022-07-19 8 h 08 **Transmission :** 2022-07-19 8 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ORANGE TRAFIC INC. 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 http://www.orangetraffic.com	Monsieur Charles Tousignant Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (2072877)** 2022-07-26 9 h 13 **Transmission :** 2022-07-26 9 h 13	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1228848024**
Unité administrative responsable : **Division innovation et gestion des déplacements**
Projet : **Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation des travaux de signalisation lumineuse**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?.	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Accroitre et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles (action 3)
2. Consolider un filet social fort, [...] et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (action 9)
3. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire (action 18)
4. Offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité (action 19)

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Les mesures priorisant les autobus permettent d'améliorer l'offre de transport en commun et d'augmenter le service étant donné que les déplacements sont plus faciles et plus fluides.
2. Assurer la sécurité de tous les individus, y compris les groupes les plus vulnérables et ce, sur l'ensemble du territoire équitablement. Réduire les disparités observables au niveau de la sécurité des piétons entre les différentes zones de la ville.
3. a. Favorise l'accès équitable et le droit à la mobilité de tous les individus et groupes d'individus.

b. Favorise la sécurité et le sentiment de sécurité

4. Assurer que le passage de tous les types d'usagers aux intersections est sécurisé par l'ajout de signaux pour piétons et augmentation du temps pour traverser.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x** **x**	 **x** **x** 	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228848024

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc., pour la réalisation des travaux de signalisation lumineuse de diverses natures (13 projets + câbles de synchronisation) de la Ville de Montréal - Dépense totale : 364 894,46 $, taxes incluses (contrat : 304 078,72 $; contingences : 60 815,74 $) - Appel d'offres public 475925 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228848024 Certification.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3752
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229732001

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , Division relations de presse
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne pour une durée de 24 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale maximale de 137 165,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19453 - Un seul soumissionnaire.

Il est recommandé:

1- d'accorder au seul soumissionnaire 9193-6690 Quebec inc (Référence Média), ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 24 mois du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2024, avec une option de prolongation de 12 mois, le contrat pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 137 165,17$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19453;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-26 15:48

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229732001**

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , Division relations de presse
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne pour une durée de 24 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale maximale de 137 165,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19453 - Un seul soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

L'obtention d'une revue de presse quotidienne permet à la Ville de Montréal de surveiller l'actualité municipale et d'analyser les retombées médiatiques des activités de l'organisation dans un souci de compréhension des enjeux et dans le but de communiquer efficacement avec la population. La revue de presse quotidienne est un outil essentiel à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des stratégies de communication visant à informer la population de Montréal des décisions prises par l'administration municipale, de ses réalisations et des services offerts.
La production et la distribution de la revue de presse doivent permettre la mise à jour fréquente de tout ce qui se dit et s'écrit sur la Ville de Montréal et ses arrondissements afin d'assurer une gestion optimale des activités de communication de la métropole.

L'appel d'offres a été publié sur le site du Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 septembre 2022 au Service du greffe. La durée de publication était de vingt-huit (28) jours. Les soumissions sont valides pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 7 décembre 2022. Un (1) addenda à été publié le 26 août pour une report de date d'ouverture, originalement prévue pour le 30 août, ainsi que pour répondre à des questions de preneurs de documents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Afin de la soutenir dans ses activités et d'assurer un service continu, la Division des relations de presse souhaite accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 24 mois, avec possibilité de prolongation de 12 mois, pour confectionner et distribuer une revue de presse quotidienne à transmettre à la liste de distribution interne de la Ville de Montréal. La revue de presse couvre spécifiquement les nouvelles des quotidiens, des sites Internet des médias et des hebdomadaires montréalais et ce, 365 jours par année à raison de deux livraisons par jour.

Le contrat prévoit également la fourniture d'un maximum de 10 revues de presse spécifiques par année et prévoit l'achat, à la pièce, d'un maximum de 20 extraits radio/télé annuellement.

L'adjudiciaire, 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média), s'engage à respecter toutes les modalités reliées aux trois (3) ententes existantes avec les firmes détentrices des droits d'auteur concernant la distribution électronique, par courriel, des nouvelles contenues dans la revue de presse.

JUSTIFICATION

En tout, six (6) entreprises se sont procurés les documents de l'appel d'offres et une seule firme a déposé une soumission. Dans le cadre d'un mode d'adjudication de contrat avec un système de pondération à deux enveloppes, la soumission de 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) a été retenue sur la base de son pointage et de l'enveloppe de prix suivant la publication de l'appel d'offres 22-19453 sur SEAO. La firme retenue, 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média), a obtenu une note de pointage intermédiare total de 88,3 % et a soumissionné un prix représentant un écart favorable à la Ville de 13 % par rapport à l'estimation interne.

SOUMISSION CONFORME	NOTE INTERIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (Taxes incluses)	TOTAL (Taxes incluses)
9193-6690 QUEBEC INC	88,30%	10,23	137 165,17 $	137 165, 17$
Dernière estimation:	157 688,21 $			
Écart entre la dernière estimation réalisée et l'adjudiciaire ($):	(20 523,04 $)			
Écart entre la dernière estimation réalisée et l'adjudiciare (%):	-13%			

L'écart favorable à la Ville de Montréal de 13% est explicable par une économie d'échelle de l'adjudiciare eu égard aux frais des droits d'auteur et par le regroupement d'activités au sein de son équipe projet.

Cinq (5) firmes se sont désistés en cours de processus sans soumettre de proposition en justifiant le retrait par un manque de ressources (2) ou des services offerts différents de ceux recherchés par l'appel d'offres (3).

L'évaluation de rendement de l'adjudicataire n'est pas nécessaire dans ce contrat et ce , conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, émis le 31 mars 2022. Une évaluation de risque a été effectuée et l'analyse nous démontre un degré de confiance élevé quant à l'obtention des services attendus et convenus.

Les validations requises, faites par le Service de l'approvisionnement, ont démontré que l'adjudiciaire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non-admissibles aux contrats publics (RENA); n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville et est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de service professionnels est d'une durée de vingt-quatre (24) mois, avec une option de prolongation de 12 mois, allant du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2024, pour une somme maximale de 137 165,17 $, incluant les taxes applicables. Cette dépense sera

assumée à même l'enveloppe budgétaire du SECC. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Par ailleurs, si nous décidions de nous prévaloir d'une prolongation de contrat de 12 mois (tel qu'inscrit au Devis et au Contrat), il en coûterait la moitié du prix soumis pour 24 mois, soit la somme de 68 582,59 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 9 novembre 2022
Conseil municipal: 21 novembre 2022
Démarrage du contrat: 1er décembre 2022
Fin du contrat: 30 novembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe SABOURIN
Conseiller en communication

Tél : 514 872-5537
Télécop. : 514 872-1739

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-07

Isabelle MERCILLE
chef(fe) de division - relations de presse

Tél : 514-872-2475
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée BÉDARD
directeur(-trice) de service - experience citoyenne et communication
Tél : 514-872-5141
Approuvé le : 2022-10-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229732001
Unité administrative responsable : Service de l'expérience citoyenne et des communications
Projet : Appel d'offres 22-19453

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *La revue de presse est une activité de vigie médiatique permettant de mesurer le taux de rétention des messages de la Ville. Par ricochet, cette activité permet donc d'accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Communiquer efficacement avec la population est un prérequis à l'accroissement, la prospérité et le rayonnement de la Ville de Montréal. La revue de presse quotidienne permettra de mieux planifier, mettre en oeuvre et évaluer les stratégies de communication visant à informer la population de Montréal des décisions réglementaires, des réalisations de la Ville et des services offerts aux citoyens dans un contexte de changements climatiques.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x x x x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229732001

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , Division relations de presse
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne pour une durée de 24 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale maximale de 137 165,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19453 - Un seul soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19453 SEAO _ Liste des commandes.pdf

22-19453 pv.pdf

22-19453 Résultat Comité Révisé.pdf

22-19453 Intervention Révisée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudie DE BELLEFEUILLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Hicham ZERIOUH
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identificatio

No de l'appel d'offres : 22-19453

No du GDD : 1229732001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de veille informationnelle: Revue de presse et médias sociaux

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 8 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 30 - 8 - 2022

Ouverture faite le : 8 - 9 - 2022

Date du comité de sélection : 20 - 9 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 26 - 8 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 12 - 2022

Date d'échéance révisée : 7 - 12 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9193-6690 Québec Inc. (Référence Média) Pointage intérimaire: 88,3, Pointage final: 10,23	137 165,17 $	√	Lot 1

Information additionnelle

Raison de non-participation: La négociation des clauses du contrat n'était pas flexible (1), Le projet ne se situe pas dans notre secteur d'activités (1), nous n'avons pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer notre soumission (2), service demandé différent de ce que nous offrons (1),

Préparé par Francesca Raby pour Claudie De Bellefeuille

Le 25 - 10 - 2022

22-19453 - Services professionnels de veille informationnelle: Revue de presse et médias sociaux

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Approche proposée 25%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
9193-6690 Québec Inc. (Référence Média)	4,00	13,67	20,67	22,33	9,67	18,00	88,3	137 165,17 $	10,09	1

Agent d'approvisionnement	Claudie De Bellefeuille

Comité	
Date	mardi 20-09-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Téléconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19453
Numéro de référence : 1631140
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels de veille informationnelle: Revue de presse et médias sociaux - Service de l'expérience citoyenne et des communications

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9193-6690 QUÉBEC INC. 848 saint-joseph Roberval, QC, G8H2L7 NEQ : 1165029860	Monsieur Luc Tremblay Téléphone : 418 275-5747 Télécopieur : 418 275-5766	**Commande : (2078339)** 2022-08-12 15 h 34 **Transmission :** 2022-08-12 15 h 34	3788132 - 22-19453 Addenda #1 - Report de date / Q&R 2022-08-26 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
9353-1390 Québec inc. 1155, rue Metcalfe bureau 800 Montréal, QC, H3B 0C1 NEQ : 1164148687	Madame Judith Lebel Téléphone : 514 843-2341 Télécopieur :	**Commande : (2078879)** 2022-08-15 14 h 26 **Transmission :** 2022-08-15 14 h 26	3788132 - 22-19453 Addenda #1 - Report de date / Q&R 2022-08-26 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ASSOCIATION DES AGENCES DE COMMUNICATION CRÉATIVE 505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1250 Montréal, QC, H2Z 1Y7 http://www.a2c.quebec NEQ : 1142074278	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (2077696)** 2022-08-11 10 h 13 **Transmission :** 2022-08-11 10 h 13	3788132 - 22-19453 Addenda #1 - Report de date / Q&R 2022-08-26 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CISION CANADA INC. 88 Queens Quay West, suite 3000 Toronto, ON, M5J0B8 http://www.ca.cision.com NEQ : 1175842484	Monsieur Timothy Parayno Téléphone : 416 863-5604 Télécopieur :	**Commande : (2077974)** 2022-08-11 16 h 45 **Transmission :** 2022-08-11 16 h 45	3788132 - 22-19453 Addenda #1 - Report de date / Q&R 2022-08-26 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GESTION PROXIMA CENTAURI INC. 291 Rue Saint-Vallier Est, #103 Québec, QC, G1K 3P5 NEQ : 1165360703	Monsieur Rémi Lachance Téléphone : 418 907-9624 Télécopieur :	**Commande : (2078616)** 2022-08-15 10 h 03 **Transmission :** 2022-08-15 10 h 03	3788132 - 22-19453 Addenda #1 - Report de date / Q&R 2022-08-26 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
HAVAS CANADA HOLDINGS, INC. 4446, boul. Saint-Laurent, suite 301 Montréal, QC, H2W 1Z5 http://mtl.havas.com NEQ : 1169531960	Madame Charlotte Lafrance Téléphone : 514 715-3634 Télécopieur :	**Commande : (2078768)** 2022-08-15 11 h 54 **Transmission :** 2022-08-15 11 h 54	3788132 - 22-19453 Addenda #1 - Report de date / Q&R 2022-08-26 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

- [ ] Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- [ ] Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- [ ] Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229732001

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , Division relations de presse
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne pour une durée de 24 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale maximale de 137 165,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19453 - Un seul soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur l'élément suivant de la recommandation:

Accorder un contrat de services professionnels à 9193-6690 QUÉBEC INC. (Référence Média) pour la confection et distribution d'une revue de presse quotidienne pour une durée de 24 mois (du 1er décembre au 30 novembre 2024) avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale maximale de 137 165,17 $ taxes incluses, (dépense nette de 125 250,09 $) - Appel d'offres public 22-19453 - Un seul soumissionnaire.

FICHIERS JOINTS

GDD1229732001 Intervention financière.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Ralica PETROVA
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1220552003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adopter l'amendement no 1 visant à prolonger la durée du contrat d'exécution d'oeuvre d'art de Raphaëlle de Groot pour lui permettre d'installer son oeuvre au MEM - Centre des mémoires montréalaises

Il est recommandé :
d'adopter l'amendement no 1 visant à prolonger la durée du contrat d'exécution d'oeuvre d'art de Raphaëlle de Groot pour lui permettre d'installer son oeuvre au MEM - Centre des mémoires montréalaises.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-24 17:03

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220552003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adopter l'amendement no 1 visant à prolonger la durée du contrat d'exécution d'oeuvre d'art de Raphaëlle de Groot pour lui permettre d'installer son oeuvre au MEM - Centre des mémoires montréalaises

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise l'adoption d'un amendement au contrat de l'artiste Raphaëlle de Groot, lequel vise l'exécution, la fabrication et l'installation d'une oeuvre d'art intégrée au MEM - centre des mémoires montréalaises.
Il est souhaité de prolonger le contrat de l'artiste à la suite de la révision de l'échéancier de livraison du cabaret du MEM afin que l'artiste puisse arrimer ses travaux d'installation de l'œuvre dans des conditions optimales. L'oeuvre doit être installée lorsque le chantier de l'espace cabaret sera terminé en début décembre. Les travaux d'installation de l'oeuvre sont estimés à 4 semaines. Or, la convention signée entre l'artiste et la Ville viendra à échéance le 15 décembre 2022. L'amendement no 1 au contrat d'exécution de l'artiste vise à prolonger la durée de celui-ci pour tenir compte de cette situation.

Aucun autre changement n'est apporté au contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0744 - 15 juin 2021 - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, au montant maximal de 218 452,50 $ taxes incluses (contrat : 206 955 $ taxes incluses + contingences : 11 497,50 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Circuit de mémoire" (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 227 792,60$ dont des incidences de 9340,10 $.
CE20 1789 - 11 novembre 2020 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour une oeuvre d'art public participative pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises. Autoriser une dépense de 45 990 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

DESCRIPTION

L’oeuvre participative de Raphaëlle de Groot intitulée *Les constellations de l'hippocampe* sera implantée dans le cabaret du MEM lorsque les travaux seront terminés.

JUSTIFICATION

Un nouveau sommaire décisionnel est requis pour permettre à l'artiste d'installer son oeuvre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a aucun impact financier lié à cet amendement contractuel au sommaire 1210552003 (CM21 0744) approuvé par le Conseil municipal le 15 juin 2021.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, pour la créativité. Ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire. Ce soutien aura également des effets positifs pour les citoyens qui verront leur ville égayée et embellie par ce projet qui contribuera au développement de sentiments de fierté et d’appartenance.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de l'amendement concernant une prolongation de la durée du contrat est essentielle à la complétion et à l'installation de l'oeuvre d'art public dans le cabaret du MEM - Centre des mémoires montréalaises.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Installation de l’œuvre : dès la complétion des travaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle LALIBERTÉ, Service de la culture

Lecture :

Annabelle LALIBERTÉ, 25 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle RIENDEAU
agente de développement culturel

Tél : (514) 872-1244
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-18

Stéphanie ROSE
Cheffe de division

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2022-10-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2022-10-24

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*; Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RAPHAËLLE DE GROOT**, artiste, ayant sa principale place d'affaires au 3721, rue de Mentana, Montréal, Québec, H2L 3R4;

Nº TPS : 732512892
Nº TVQ : 1071946777

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Le Contractant et la Ville sont individuellement ou collectivement nommés la « Partie » ou les « Parties »

ATTENDU QUE le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté, le 11 novembre 2020, une résolution visant la création d'une œuvre d'art public participative pour le MEM – Centre des mémoires montréalaises, et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin CE20 1789;

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 12 mai 2021, le jury a retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'Œuvre d'art et daté du 10 mai 2021;

1.2 « **Annexe 2** » : le texte préparé par l'Unité d'affaires et intitulé « Concours pour une œuvre d'art public participative pour le MEM –

Centre des mémoires montréalaises » dans sa version finale datée du 27 octobre 2020;

1.3 « **Annexe 3** » : le plan de localisation de l'Œuvre d'art devant le mur rideau de la salle de diffusion;

1.4 « **Annexe 4** » : le document intitulé Compte rendu - Rencontre d'information aux finalistes - produit à la suite des rencontres du 18 février et du 4 mars 2021;

1.5 « **Dessins** » : la représentation de l'Œuvre d'art en deux dimensions sous forme de dessin, croquis ou d'inspiration visuelle;

1.6 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre dont le titre provisoire est *Circuit de mémoire*, décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.7 « **Responsable** » : le chef de division de l'Unité d'affaires de la Ville ou son représentant autorisé;

1.8 « **Unité d'affaires** » : la division des Équipements culturels et Bureau d'art public du Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'Œuvre d'art conformément aux Dessins et aux Annexes 1, 2, 3 et 4 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 3.

Toute modification aux Annexes des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les Parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'Œuvre d'art en collaboration avec les citoyens montréalais, conformément aux Dessins, croquis et inspirations visuelles et aux Annexes, le cas échéant, obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient de façon importante le concept de l'Œuvre d'art tel que proposé au jury;

3.2 verser les honoraires ou les salaires aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec lesquelles il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur, les dessins d'atelier ou les plans et devis comprenant les ancrages pour la réalisation de l'Œuvre d'art, au plus tard le 30 janvier 2022, le tout approuvé par un ingénieur en structure et électrique, le cas échéant et modifier, à ses frais, lesdits documents si, de l'avis du Responsable, l'Œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'Œuvre d'art et procéder à son installation au plus tard le 15 août 2022 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants, les fournisseurs et les citoyens pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'Œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'Œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou de tout jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

3.12 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant ou de l'Artiste dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

3.13 s'assurer que l'Œuvre d'art respecte les normes de sécurité dans les édifices publics, notamment la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics* (RLRQ, c. S3), la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Règlement sur l'application du Code du bâtiment* et leurs amendements. Dans le cas où l'Œuvre d'art ne respecte pas ces normes, le Contractant doit la modifier à ses frais, dans le délai imparti par le Responsable afin de la rendre conforme. À défaut par lui de ce faire, la Ville pourra procéder, aux frais du Contractant, au démantèlement de l'Œuvre d'art, sans autre avis ni délai, sans préjudice quant à l'exercice de ses

autres recours; dans l'éventualité d'un tel démantèlement, le Contractant renonce à tout recours à l'endroit de la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de **deux cent six mille neuf cent cinquante–cinq dollars (206 955 $)**, incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- Soixante mille dollars (60 000 $) lors de la signature du présent contrat;

- Soixante mille dollars (60 000 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable des plans et devis et d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ 50 %, accompagné d'une facture;

- Soixante mille dollars (60 000 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ 80%, accompagné d'une facture;

- Vingt-six mille neuf cent cinquante-cinq dollars (26 955 $), dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'Œuvre d'art par le Responsable, accompagnés d'une facture;

4.2 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des Parties prévues au présent contrat;

4.3 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'Œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'Œuvre d'art;

4.4 entretenir l'Œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.5 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'Œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'Œuvre d'art et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

4.6 Fournir les ancrages au plafond pour l'accrochage de l'œuvre, les installations d'alimentation et de raccordement électrique et certains frais liés à la médiation et à la promotion de l'œuvre.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'Œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable de toute perte ou tout dommage causé à ou par l'Œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.2 Advenant que l'Œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'Œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.3 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'Œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement exécutés par la Ville, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'Œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'Œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, du vandalisme, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, à la réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les Parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'Œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes aux Dessins ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'Œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, le deviennent dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'Œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de 25 ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation de spécialistes de la Ville, déplacer, relocaliser, entreposer l'Œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'Œuvre d'art. Après ladite période de 25 ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'Œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'Œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

1. La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant à cet effet. Dès la réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de tous travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat. Il aura

également droit à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

2. Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

3. L'Œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'Œuvre d'art est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 3 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'Œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

4. Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

1. En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'Œuvre d'art, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

    1. démanteler ou démolir la partie de l'Œuvre d'art déjà exécutée; ou

    2. faire compléter l'exécution de l'Œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

2. La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

2. Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'Œuvre d'art terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette Œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'Œuvre d'art au site Internet de la Ville et de diffuser des photos de l'Œuvre d'art sur les médias sociaux.

3. Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction, d'entretien ou d'archivage de l'Œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

4. Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives et incessibles, et sont accordées à des fins non commerciales, sans limites territoriales, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de vingt sept mille dollars (27 000$), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'Œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer aux fins d'archivage seulement.

5. La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du Contractant et, s'il y a lieu, le titre de l'Œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

6. En cas d'utilisation de l'Œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à informer ou à exiger de toute telle personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'Œuvre d'art et l'emplacement de celle-ci.

7. Les Parties conviennent que ni le Contractant ni la Ville ne sont autorisés à produire des maquettes de l'Œuvre d'art à des fins commerciales ou en vue de cadeaux protocolaires.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

1. L'Œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 3, au plus tard le 15 août 2022, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, notamment par une suspension ou un retard des travaux de construction, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 15 novembre 2022, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage, d'assurance et la hausse du coût des matériaux de l'Œuvre d'art, sur présentation des pièces justificatives et, si besoin est, les frais devant être convenus par les Parties.

2. Advenant que la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art soient retardées après le 16 août 2022, dû au fait du Contractant, sous réserve d'un cas de force majeure, le Contractant paiera à la Ville une pénalité de 2 % par mois de retard, jusqu'à un maximum de 10 % de la valeur du contrat.

ARTICLE 14
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 15
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 15 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. **Entente complète**

   Le présent contrat constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

2. **Divisibilité**

   Une disposition du présent contrat jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

3. **Absence de renonciation**

   Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

4. **Représentations du Contractant et l'Artiste**

   Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

5. **Modification au présent contrat**

   Aucune modification aux termes du présent contrat n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des Parties.

6. **Lois applicables et juridiction**

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7. **Ayants droit liés**

Le présent contrat lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

8. **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

9. **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement au présent contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 3721, rue de Mentana, Montréal, Québec, H2L 3R4, et tout avis doit être adressé à l'attention de Raphaëlle de Groot. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Duke, 5^{e}étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

10. **Exemplaire ayant valeur d'original**

Le présent contrat peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN (1) EXEMPLAIRE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 30 e jour de juin 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Le 14 e jour de ……mai …..... 21

LE CONTRACTANT

Par : Raphaëlle de Groot
Raphaëlle de Groot

Ce contrat a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 14e jour de juin 2021 (Résolution: CM21 0744).

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 14 juin 2021 Séance tenue le 15 juin 2021	Résolution: CM21 0744

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Circuit de mémoire » (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 227 792,60 $, taxes, contingences et incidences incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 juin 2021 par sa résolution CE21 0930;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art avec Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Circuit de mémoire » (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises, pour une somme maximale de 206 955 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 11 497,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 9 340,10 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1210552003
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Assistant-greffier de la Ville

Signée électroniquement le 17 juin 2021

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220552003*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : *Adopter l'amendement no 1 visant à prolonger la durée du contrat d'exécution de l'oeuvre d'art de Raphaëlle de Groot pour lui permettre d'installer son œuvre au MEM-Centre des mémoires montréalaises*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Démocratie et participation : 10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision. Inclusion et créativité : 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 10. -Création d'une oeuvre d'art public réalisée avec la participation de groupes de citoyens montréalais dont certains marginalisés (gens en situation d'handicaps, itinérants, femmes violentées) et avec des processus respectueux de leurs réalités. 15. -Soutien à une artiste québécoise par la commande d'une oeuvre d'art public participative intégrée au cabaret du MEM-Centre des mémoires montréalaises -Soutien à 4 artistes finalistes pour la réalisation d'un concept d'oeuvre d'art public.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1220552003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Adopter l'amendement no 1 visant à prolonger la durée du contrat d'exécution d'oeuvre d'art de Raphaëlle de Groot pour lui permettre d'installer son oeuvre au MEM - Centre des mémoires montréalaises

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2022-10-18 - Amendement VF visée CD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-20

Catherine DOSTALER
Avocate
Tél : (438) 368-3220
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

18 octobre 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AMENDEMENT NO 1

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET **RAPHAËLLE DE GROOT**, artiste, ayant sa principale place d'affaires au 3721, rue de Mentana, Montréal, Québec, H2L 3R4;

N° TPS : 732512892
N° TVQ : 1071946777

Ci-après nommée le « **Contractant** »

Le Contractant et la Ville sont également ci-après nommés individuellement la « **Partie** » ou collectivement les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le comité exécutif a adopté, le 11 novembre 2020, une résolution visant la création d'une œuvre d'art public participative pour le MEM – Centre des mémoires montréalaises, et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (CE20 1789);

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 12 mai 2021, le jury a retenu la proposition du Contractant;

C D.

ATTENDU QUE les Parties ont conclu un contrat d'exécution d'œuvre d'art pour réaliser la proposition du Contractant, lequel contrat a été autorisé par la Ville le 15 juin 2021 (CM21 0744) (ci-après le « **Contrat** »);

ATTENDU QUE l'installation de l'œuvre d'art prévue au Contrat n'est pas terminée;

ATTENDU QUE les Parties veulent modifier certaines dispositions du Contrat pour permettre l'installation de l'œuvre d'art;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
MODIFICATIONS

1.1 Le paragraphe 1.9 suivant est ajouté à l'article 1 du Contrat :

« *1.9 « **Nouvelle date d'installation*** » : *toute date postérieure au 15 août 2022 fixée de temps à autre par le Responsable pour l'installation de l'Œuvre d'art suite à un retard par le fait de la Ville, notamment par une suspension ou un retard des travaux de construction, tel que prévu au paragraphe 13.1 des présentes*. »

1.2 Le Contrat est modifié en remplaçant le paragraphe 3.4 par le suivant (les modifications sont soulignées à des fins de référence seulement):

« *3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'Œuvre d'art et procéder à son installation au plus tard le 15 août 2022 ou à la Nouvelle date d'installation, tel qu'applicable, et, le cas échéant, remettre le site en état;* »

1.3 Le Contrat est modifié en remplaçant l'article 13 par le suivant (les modifications sont soulignées à des fins de référence seulement) :

«

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

1. *L'Œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 3, au plus tard le 15 août 2022, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, notamment par une suspension ou un retard des travaux de construction, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 15 novembre 2022, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage, d'assurance et*

C D.

la hausse du coût des matériaux de l'Œuvre d'art, sur présentation des pièces justificatives et, si besoin est, les frais devant être convenus entre les Parties, étant entendu que cette obligation de la Ville prendra fin à la Nouvelle date d'installation.

2. *Advenant que la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art soient retardées après le 15 août 2022 ou la Nouvelle date d'installation, tel qu'applicable, dû au fait du Contractant, sous réserve d'un cas de force majeure, le Contractant paiera à la Ville une pénalité de 2% par mois de retard, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur du contrat.* »

1.4 Le Contrat est modifié en remplaçant l'article 15 par le suivant :

«

ARTICLE 15
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison. »

ARTICLE 2
AUTRES DISPOSITIONS

2.1 Le présent Amendement No.1 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par toutes les Parties.

2.2 Tous les autres termes et conditions du Contrat demeurent inchangés.

[*signatures à la page suivante*]

C D.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN (1) EXEMPLAIRE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____ _____
Domenico Zambito Date
Greffier adjoint

LE CONTRACTANT

Par : _____ _____
Raphaëlle de Groot Date
Artiste

Cet amendement a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ____e jour de_____ 2022 (résolution : CM_____).

C D.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229756001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO inc. pour la fourniture de services professionnels dans le cadre de projets de modernisation pour l'exécution de mandats de gestion et planification de la maintenance de nos actifs de production liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo, et ce, pour une période de 4 ans avec la possibilité de deux renouvellements de 1 an chacun - Appel d'offres public 22-19460 - (2 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 620 290,13$ taxes incluses

Il est recommandé :

1. De conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 4 ans avec la possibilité de deux (2) prolongations de une (1) année, pour la fourniture de services dans l'exécution de mandats de maintenance liés au progiciel GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 620 290,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19460;
2. de procéder à une évaluation du rendement de Les Consultants AMMCO Inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-27 17:04

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229756001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO inc. pour la fourniture de services professionnels dans le cadre de projets de modernisation pour l'exécution de mandats de gestion et planification de la maintenance de nos actifs de production liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo, et ce, pour une période de 4 ans avec la possibilité de deux renouvellements de 1 an chacun - Appel d'offres public 22-19460 - (2 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 620 290,13$ taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.

La Direction de l'eau potable (DEP) de la Ville de Montréal est responsable de la réalisation de travaux de modernisation et de mise à niveau des infrastructures sur les différents sites de la Direction de l'eau potable. Ceci implique d'être en mesure, dès la réception provisoire des travaux, de gérer l'ensemble des nouvelles installations dans le logiciel de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) Maximo. Le type, la qualité et la nature des informations à colliger pour alimenter un logiciel de GMAO ont un grand impact sur la capacité des équipes de maintenance et d'ingénierie à maintenir les actifs en bon état de marche et à prolonger leur durée de vie utile afin de fournir, en quantité et qualité, de l'eau potable.

Actuellement, le mandat de compiler les informations à intégrer dans le GMAO est confié à l'entrepreneur qui exécute les travaux. Or, les entrepreneurs ne possèdent généralement pas les compétences ou l'expertise nécessaire et doivent faire appel à des sous-traitants. En vue d'uniformiser les données à entrer dans le GMAO et par le fait même, uniformiser nos pratiques de maintenance sur les différents projets en cours et à venir, la DEP a retiré ce mandat à l'exécutant des travaux pour le confier directement à des firmes spécialisées en la matière. Ces dépenses seront faites majoritairement dans le cadre de projets d'investissement.

L'appel d'offres no 22-19460 a été publié le 8 août 2022 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), et dans le quotidien Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 septembre 2022 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente (30) jours. Les soumissions sont valides durant cent-vingt (120) jours, soit jusqu'au 6 janvier 2023.

Deux (2) addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur le contrat :

Addenda	Date d'émission	Description
#1	26-08-2022	Questions et réponses des soumissionnaires et réponses de la ville pour clarification des éléments de l'appel d'offres.
#2	31-08-2022	Modifications au devis afin de clarifier la sous-traitance et questions/réponses des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0095 - 22 janvier 2022 - Conclure une entente-cadre avec STI Maintenance Inc. pour la fourniture de services dans l'exécution de mandats de maintenance liés au progiciel Maximo, pour une période de 2 ans, avec deux options de renouvellement de 1 an - Appel d'offres public 19-17720 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de l'entente : 349 236,56 $, taxes incluses.
CG16 0482 - 25 août 2016 - Accorder deux contrats de services professionnels à STI Maintenance Inc. pour la paramétrisation et l'implantation de modules Maximo au Service de l'eau pour la production d'eau potable et l'épuration des eaux usées, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 275 940,00 $ et 569 126,25 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder à la firme Les Consultants AMMCO Inc. un contrat, d'une durée de quatre (4) ans, pour la fourniture de services dans l'exécution de mandats de maintenance liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo d'une valeur de 620,290.13$ taxes incluses. L'entente peut être prolongée de douze (12) mois avec un maximum de deux (2) prolongations, pour un total de soixante-douze (72) mois et selon les disponibilités budgétaires de l'entente et l'approbation d'un nouveau dossier décisionnel. Le mode de rémunération prévu est à taux horaire.

Le mandat consiste principalement en la prestation de services reliés, sans s'y limiter, aux actions suivantes :

A. Créer ou modifier l'arborescence d'emplacements des installations touchées par les travaux en harmonie avec l'arborescence déjà existante;
B. Codification d'actifs avec attributs selon les modèles de la DEP;
C. Codification des pièces de rechange avec la classification;
D. Préparer les gammes d'opérations identifiant les tâches à réaliser lors des entretiens soit les pièces, les services et les corps de métier;
E. Préparer les fiches de maintenance intégrées - fiches MP (Maintenance Préventive);
F. Revue des processus de maintenance.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 22-19460, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

Le taux de réponse a été de 25 %, soit un retour de 2 soumissions conformes. Les raisons de désistement sont les suivantes :

A. (1) nous n'offrons pas de services dans ce secteur d'activités;
B. (1) votre demande nous apparaît restrictive, car il est impossible de soumissionner en regroupement et sans sous-contractants;
C. (4) pas de réponse malgré la relance.

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux soumissions proposées sont conformes, tel que présenté au tableau 1. Selon le tableau 1, Les Consultants AMMCO Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

Tableau 1 Résultats de l'appel d'offres 22-19460

Soumissions conformes	**Note Intérimaire**	**Note Finale**	**Total (Taxes incluses)**
Les Consultants AMMCO Inc.	81%	2,11	620 290,13 $
STI Maintenance Inc.	73,8%	1,82	682 031,70 $
Dernière estimation réalisée pour la durée du contrat			**791 430,41 $**
Analyse			
Écart entre la dernière estimation et plus bas soumissionnaire ($)			-171 140,28 $
Écart entre la dernière estimation et plus bas soumissionnaire (%)			- 21 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et plus bas soumissionnaire($)			61 741,57 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et plus bas soumissionnaire(%)			9,95 %

L'estimation est 21 % supérieure au montant soumis par le plus bas soumissionnaire. Cet écart s'explique par le fait que l'estimation a été déterminée durant la pandémie et en période de forte inflation ainsi que par le manque de personnel dans tous les secteurs d'activités, dont ceux représentés par les soumissionnaires. Dans ce contexte de fortes variations et d'incertitude, il est difficile de faire une analyse juste portant sur une longue période de temps. Dans ce cas précis, nous avons surestimé l'impact de l'inflation et de la hausse des salaires sur la période totale du contrat, ce qui a causé cette surestimation. La hausse est inférieure à l'estimation faite sur la base de contrats antérieurs.

L'écart est favorable à la Ville et l'adjudicataire a eu la meilleure note d'évaluation par le comité de sélection et a déjà réalisé plusieurs mandats de ce type avec succès pour

d’autres entreprises.

Le contrat n’est pas visé par la loi sur l’AMP car étant inférieur à 1 M$. L’entreprise n’a donc pas à obtenir une telle attestation. Les validations ont été faites au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et aucun soumissionnaire n'y figure. Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Tel que précisé dans l'encadrement C-OG-APP-D-22-001 et suite à l'évaluation des risques, tous les fournisseurs devront être évalués à la fin de leur contrat respectif, compte tenu de la nature des contrats et de l'impact de ces contrats sur les citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement et la DEP ont effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à 791 430,41 $, taxes incluses, pour la durée du contrat, incluant les deux possibles prolongations.

Le coût total maximal de cette entente-cadre est de 620 290,13 $, taxes incluses pour la durée du contrat, ou un coût net de 566 407,56 $, lorsque diminué des ristournes de taxes fédérale et provinciale. Il n'y a pas de contingences prévues à l'entente.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire, pour des services professionnels avec la firme Les Consultants AMMCO Inc. pour une durée de 4 ans avec la possibilité de deux renouvellements de 1 an chacun, soit de 2022 à 2028 ou jusqu'à épuisement des crédits. Les différents mandats seront effectués sur demande et la DEP du Service de l'eau en fera la gestion.

Chacun des mandats confiés à la firme devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.* Les fonds requis pour réaliser ces divers mandats proviendront des budgets de fonctionnement et du PTI de la DEP du Service de l'eau.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le plan Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement du programme de maintenance à travers le progiciel Maximo suite aux travaux réalisés en projet sur les actifs est requis pour assurer la continuité des services d'entretien des actifs de la DEP. Il permettra d'éviter des interruptions aux activités d'entretien et d'optimiser la performance des employés responsables de l'entretien des actifs en utilisant les informations renseignées dans le système.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CG – 24 novembre 2022
Début des travaux – 5 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Antonin SAINT-GEORGES
ingenieur(e)

Tél : 438-830-6238
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-03

Yvon DAOUST
C/S planification de l'entretien - usines eau potable

Tél : 514-872-0421
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation
Tél : 514 872-3414
Approuvé le : 2022-10-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-10-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229756001

Unité administrative responsable : *049*

Projet : Conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO inc. pour la fourniture de services professionnels dans l'exécution de mandats de gestion et planification de la maintenance de nos actifs de production liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

- *aucune contribution*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

- *aucune contribution*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229756001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO inc. pour la fourniture de services professionnels dans le cadre de projets de modernisation pour l'exécution de mandats de gestion et planification de la maintenance de nos actifs de production liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo, et ce, pour une période de 4 ans avec la possibilité de deux renouvellements de 1 an chacun - Appel d'offres public 22-19460 - (2 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 620 290,13$ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19460_PV.pdf
22-19460_SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19460_TABLEAU FINAL Comité Sélection.pdf
22-19460_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Hicham ZERIOUH
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19460 — No du GDD : 1229756001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des mandats de maintenance liés au progiciel de GMAO - Maximo

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 8 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 8 - 9 - 2022

Ouverture faite le : 8 - 9 - 2022

Date du comité de sélection : 27 - 9 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 31 - 8 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 1 - 2023

Date d'échéance révisée : 6 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes			Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les consultants AMMCO inc.	Note intérimaire : 81%	Pointage final : 2,11	619,076.25 $	√	
STI Maintenance inc.	Note intérimaire : 73,8%	Pointage final : 1,82	682,031.70 $		

Information additionnelle

Au bordereau de prix : Les consultants AMMCO inc., une erreur de calcul à la TVQ alors le prix soumis est de 620,290.13 $ et non de 619,076.25 $.
Les raisons de désistement sont les suivantes : (1) nous n'offrons pas de services dans ce secteur d'activités, (1) votre demande nous apparaît restrictive car il est impossible de soumissionner en regroupement et sans sous-contractants, et (4) pas de réponse malgré la relance.

Préparé par : Francesca Raby — Le 27 - 9 - 2022

22-19460 - Servcies professionnels pour des mandats de maintenance liés au progiciel de GMAO - Maximo

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérince du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les consultants AMMCO inc.	4,33	8,33	12,33	16,00	23,33	16,67	81,0	620 290,13 $	2,11	1
STI Maintenance inc.	4,17	8,33	10,67	15,33	20,67	14,67	73,8	682 031,70 $	1,82	2
							-		-	
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	mardi 27-09-2022
Heure	9h00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Francesca Raby

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19460
Numéro de référence : 1630443
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour des mandats de maintenance liés au progiciel de GMAO - Maximo - Service de l'eau

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACPE INC. 27, boulevard Saint-Michel Dolbeau-Mistassini, QC, G8L5J4 NEQ : 1149265473	Monsieur Dominic Bouchard Téléphone : 418 276-6596 Télécopieur :	**Commande : (2076345)** 2022-08-08 19 h 47 **Transmission :** 2022-08-08 19 h 47	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Madame Sophie Di Cienzo Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (2077739)** 2022-08-11 11 h 06 **Transmission :** 2022-08-11 11 h 06	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GENIPRO (STNH) INC. 50 rue Saint-Charles Ouest suite 100 Longueuil, QC, J4H 1C6 http://www.genipro.com NEQ : 1160426327	Monsieur Jean-Michel Tremblay Téléphone : 514 267-9541 Télécopieur :	**Commande : (2076931)** 2022-08-09 17 h 33 **Transmission :** 2022-08-09 17 h 33	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE SECTOR CANADA INC. 7236 Rue Waverly 201 Montréal, QC, H2R 0C2 NEQ : 1169612059	Monsieur Baptiste Bertrand Téléphone : 514 798-7436 Télécopieur :	**Commande : (2078928)** 2022-08-15 15 h 19 **Transmission :** 2022-08-15 15 h 19	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES CONSULTANTS AMMCO INC. 55 Avenue du Mont-Royal Ouest Suite 301 Montréal, QC, H2T 2S6 http://www.ammco.ca NEQ : 1149892631	Monsieur Michel Jullien Téléphone : 514 501-4202 Télécopieur : 514 739-2897	**Commande : (2076307)** 2022-08-08 16 h 49 **Transmission :** 2022-08-08 16 h 49	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neoka services aux projets inc. 1455 rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.neoka-services.com NEQ : 1173346744	Monsieur Etienne Rogeau Téléphone : 438 502-5718 Télécopieur :	**Commande : (2080244)** 2022-08-18 9 h 31 **Transmission :** 2022-08-18 9 h 31	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://tekno.ca NEQ : 1164113525	Madame Valérie Pottier Téléphone : 514 982-6774 Télécopieur : 514 788-0972	**Commande : (2077823)** 2022-08-11 13 h 26 **Transmission :** 2022-08-11 13 h 26	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
STI MAINTENANCE INC. 1946, rue Davis Jonquière, QC, G7S 3B6 http://www.stimaintenance.com NEQ : 1174002486	Monsieur Dominique Privé Téléphone : 418 699-5101 Télécopieur : 418 699-0909	**Commande : (2077742)** 2022-08-11 11 h 14 **Transmission :** 2022-08-11 11 h 14	3787800 - 22-19460 Addenda 1 2022-08-26 8 h 34 - Courriel 3790022 - 22-19460 Addenda #2 2022-08-31 9 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229756001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Consultants AMMCO inc. pour la fourniture de services professionnels dans le cadre de projets de modernisation pour l'exécution de mandats de gestion et planification de la maintenance de nos actifs de production liés au progiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) Maximo, et ce, pour une période de 4 ans avec la possibilité de deux renouvellements de 1 an chacun - Appel d'offres public 22-19460 - (2 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 620 290,13$ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Agent(e) comptable analyste
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Patrick TURCOTTE
conseiller(ere) budgetaire
Tél : (514) 872-7598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225965003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre 1367718 pour une période de douze (12) mois pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers dans le cadre du contrat accordé à la firme Colliers-Maîtres de projets inc. (Résolution du contrat initial CE19 0906) sans dépense supplémentaire

Il est recommandé :
d'exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre 1367718 d'une durée de douze (12) mois, pour les services professionnels de Contrôleurs de chantier de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, dans le cadre du contrat accordé à Colliers-Maîtres de projets inc. (résolution du contrat initial CE19 0906), sans dépense supplémentaire.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-27 17:41

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225965003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre 1367718 pour une période de douze (12) mois pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers dans le cadre du contrat accordé à la firme Colliers-Maîtres de projets inc. (Résolution du contrat initial CE19 0906) sans dépense supplémentaire

CONTENU

CONTEXTE

Les projets immobiliers sont exécutés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI). Le nombre de projets est en croissance constante et la complexité des projets nécessite une présence accrue au chantier. Afin d'assurer la qualité d'exécution exigée par la Ville, l'assistance de Contrôleurs de chantier d'expérience est requise.
L'Adjudicataire a comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en contrôle de chantier pour les phases de construction ainsi que la période de garantie, tel que décrit dans les documents d'appel d'offres intitulés « Contrat », « Devis - Services professionnels - Contrôleurs de chantier » et leurs annexes.

Les mandats sont attribués pour une banque d'heures maximale sur la base des taux horaires indiqués au Bordereau de prix de la soumission, suite à l'entente préalable avec le Directeur et suite à l'émission d'un bon de commande.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la DGPI a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 456 467,42 $, taxes incluses, sur trente-six (36) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier. Il s'agit d'une option sans frais additionnels. C'est-à-dire qu'après 3 ans, la Ville se réserve le droit de poursuivre le contrat ou non selon ses besoins et l'appréciation des services rendus s'il reste un solde dans le contrat. Du montant de 427 637,90 $, taxes incluses, octroyé en 2019, il reste actuellement un solde de 109 834,90 $, taxes incluses. L'entente-cadre venait à échéance le 20 juin 2022.

Les services rendus par Colliers-Maîtres de projets inc. sont jugés satisfaisants et la DGPI désire prolonger la durée de l'entente-cadre et utiliser le solde de celle-ci pour les projets toujours en cours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0906 du 5 juin 2019 - Conclure une entente cadre, d'une durée de 36 mois avec une option de prolongation de 12 mois, par laquelle Colliers-Maîtres de projets inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville sur demande, les services professionnels d'une équipe de contrôleurs de chantier pour le suivi de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, au prix de sa soumission, pour le lot et la somme maximale indiqués ci-après, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17579.

DESCRIPTION

Les services professionnels de Contrôleur de chantier se résument comme suit :

1. assurer une présence en chantier régulière;
2. informer et conseiller le Chargé de projet de la Ville tout au long de la réalisation;
3. assurer le soutien aux Chargés de projet de la Ville pour :
    - la gestion de la réalisation du projet;
    - la réception, la préparation et la transmission des informations pertinentes relatives au projet;
    - la communication avec les divers intervenants;
    - la résolution de conflit entre les divers intervenants;
    - le suivi des contrats avec l'entrepreneur et les fournisseurs externes, les occupants et les autres intervenants;
    - le suivi des obligations contractuelles des divers intervenants;
    - le suivi des visites de chantier et des réunions, etc.;
    - la mise en service des équipements.

De façon générale, les services des Contrôleurs de chantier seront assurés sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. La présence au chantier est requise de jour pendant les heures normales de chantier, qui sont, à titre indicatif, de 7 h à 15 h. Cet horaire pourrait être ajusté en fonction des différents chantiers. Certains horaires atypiques (soir, nuit, fin de semaine) peuvent être prévus selon les projets. À la demande expresse du Directeur, l'Adjudicataire assurera la disponibilité des Contrôleurs de chantier, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des intervenants du projet.

JUSTIFICATION

Solde de l'entente-cadre : 109 834,90 $, taxes incluses.
Tel que prévu à l'article 2.03.01 du contrant, les taux horaires seront ajustés afin de tenir compte de l'inflation :

- Superviseur : 113,00 $/h
- Contrôleur de chantier : 85,00 $/h
- Soutien administratif : 50,00 $

Cet ajustement n'a pas pour effet d'augmenter le montant total de l'entente.

Les projets en cours desservis par l'entente-cadre sont :

- Centre de traitement des matières organiques

Il s'agit d'un projet complexe de par son envergure, sa nature et le nombre d'intervenants.

La firme Colliers-Maîtres de projets inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une option sans frais additionnels.
Cette entente-cadre est sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers chantiers de la DGPI. Les mandats seront attribués sur demande, au fur et à mesure des besoins des projets. Chaque bon de commande fait l'objet d'une appropriation de crédits. Seuls les chargés de projet de la DGPI le désirant pourront faire appel à cette entente. Puisque les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, elle pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, ni aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de services professionnels supports à la gestion de contrats de construction. Ces services n'ont pas une incidence directe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le prolongement de cette entente, les projets en cours seront privés du support requis en chantier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue. Par contre, une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis LECLERC, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LONGPRÉ
chef d'équipe

Tél : 514 770-2058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-12

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
En remplacement de Sophie Lalonde
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-10-27

Colliers Maîtres de projets
1800, avenue McGill College, Bureau 410
Montréal, Québec, Canada, H3A 3J6

Le 17 Octobre 2022

Annie Longpré, architecte MOAQ
Chef d'équipe
Division des projets corporatifs
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification des immeubles
Ville de Montréal
303, Notre-Dame est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet: **Prolongation de l'entente cadre no 1367718 (CE19 0906)**
Services professionnels en contrôle de chantier (A/O 19-17579)

Madame,

Pour faire suite à votre lettre du 11 octobre dernier, il nous fait plaisir d'accepter de prolonger l'entente cadre 1367718 pour la fourniture de services professionnels en contrôle de chantier; notre entente sera donc prolongée jusqu'au 31 mai 2023.

Tel que prévu à l'entente (art 2.05.02), nous proposons que nos taux horaires soient ajustés à compter du 1er juin 2022 afin de tenir compte de l'importante inflation des salaires depuis la signature de l'entente originale. Les taux en vigueur à compter de juin 2022 sont :

- Superviseur 113 $/h
- Contrôleur de chantier 85 $/h
- Soutien administratif 50 $/h

Encore une fois merci pour votre confiance et au plaisir de poursuivre notre collaboration.

Meilleures salutations,

Jean-Stéphane Bédard, ing. M.ing, PMP
Vice-président, Québec, Colliers Maîtres de projets
(438) 402-2461
Js.bedard@colliersprojectleaders.com

cc Anthony Palumbo
Thibault Meslier

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225965003*
Unité administrative responsable : SGPI
Projet : *Entente cadre contrôleurs de chantier 1367718 – Colliers Maîtres de projet*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225843005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement du réseau câblé aérien longeant le chemin de la Côte-Saint-Paul, entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest.

Il est recommandé :

1. de mandater la direction des grands projets de transport en partenariat pour déposer une demande à Hydro-Québec pour l'enfouissement du réseau aérien longeant le chemin de la Côte-Saint-Paul, entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest;

2. de demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement (ingénierie électrique et expression des besoins en ouvrages de génie civil);

3. de mandater la Commission des services électriques de Montréal (CSÉM) pour agir en tant qu'intégratrice technique et gestionnaire des travaux civils relatifs à l'enfouissement des lignes de distribution aériennes, et de s'engager à lui rembourser les coûts des travaux civils majorés des frais d'administration ainsi que des autres activités nécessaires à l'enfouissement réalisées par la CSÉM;

4. d'autoriser le directeur des grands projets de transport en partenariat à signer tous les documents et ententes relatifs à l'enfouissement, pour et au nom de la Ville de Montréal;

5. de confirmer l'engagement de la Ville de Montréal à rembourser les coûts engagés par Hydro-Québec, évalués à 144 632 $, taxes incluses, si la Ville de Montréal décide d'abandonner ou de reporter la demande d'enfouissement;

6. d'autoriser à cette fin une dépense totale de 144 632$, taxes incluses;

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-31 08:01

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225843005**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement du réseau câblé aérien longeant le chemin de la Côte-Saint-Paul, entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Au cours des dernières années, le Ministère des Transports du Québec (MTQ) a effectué la démolition de l'échangeur Turcot et sa reconstruction. Cela a eu un impact considérable sur les secteurs avoisinants de cette infrastructure. La Ville de Montréal désire saisir certaines opportunités pour améliorer la qualité de vie des résidents des secteurs avoisinants. L'aménagement du pôle Gadbois vise à créer un espace significatif pour le milieu d'accueil, notamment en construisant des espaces récréatifs et des terrains sportifs, en verdissant les abords du centre récréatif Gadbois, en créant ou en améliorant des liens cyclables et piétons, en aménageant les aires de stationnement requises pour le bon fonctionnement du centre récréatif Gadbois et en réaménageant le chemin de la Côte-Saint-Paul, entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest. Le projet fut présenté à l'Office de la consultation publique dans le cadre du Plan de développement urbain, économique et social des quartiers aux abords de Turcot (PDUÉS) et a reçu un appui favorable. Le PDUÉS fut adopté en 2018 par le conseil municipal.
Parmi les aménagements prévus, la reconstruction du chemin de la Côte-Saint-Paul (entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest) comprend le remplacement des infrastructures souterraines et l'ajout d'une piste cyclable séparée de la chaussée par une bande de plantation. Afin de faciliter la mise-en-oeuvre de la piste cyclable et d'en améliorer la convivialité, l'enfouissement des réseaux aériens est également prévu. Les plans et devis pour les travaux civils sont avancés à 70%.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1415 - 31 août 2022: Approuver l'entente intervenue entre le Ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal concernant le financement du réaménagement du Pôle Gadbois dans le cadre de l'intégration urbaine et architecturale aux abords de l'échangeur Turcot pour une somme de 23 M$
CM18 0670 - 28 mai 2018 : Adoption du Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS) pour les quartiers aux abords de l'échangeur Turcot

CM16 1480 - 20 décembre 2016 : Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot.

CM16 0962 - 24 août 2016 : Offrir, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), à l'arrondissement du Sud-Ouest, que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports prenne en charge la préparation des plans et devis, la surveillance et la réalisation du projet d'aménagement du pôle Gadbois.

DESCRIPTION

Des lignes électriques et de télécommunication aériennes longent le chemin de la Côte Saint-Paul entre l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame Ouest sur une longueur de 475 m. La division des grands projets partenaires du SUM, en accord avec l'arrondissement le Sud-Ouest, proposent d'enfouir les lignes aériennes en 2024-2025. Cet échéancier permettrait de réaliser l'ensemble des travaux prévus pour le chemin de la Côte Saint-Paul au cours des mêmes années. La faisabilité de cet échéancier dépend des capacités de réalisation de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et d'Hydro-Québec.
Afin que ces travaux puissent être réalisés, le conseil municipal doit :

- mandater le SUM pour déposer une demande d'enfouissement du réseau aérien longeant le chemin de la Côte Saint-Paul;
- demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement (ingénierie électrique et expression des besoins en ouvrages de génie civil);
- mandater la CSEM comme intégrateur technique et gestionnaire des travaux de génie civil pour l'enfouissement;
- s'engager à rembourser les coûts engagés si la Ville décide d'abandonner ou de reporter le projet d'enfouissement.

Ces travaux s'inscrivent dans la mise en oeuvre des interventions prévues dans le projet du pôle Gadbois.

JUSTIFICATION

Le réaménagement complet du tronçon de la Côte-Saint-Paul, prévu en 2024-2025, offre l'occasion d'enfouir l'ensemble du réseau câblé aérien présent. L'enfouissement du réseau électrique sur ce tronçon est donc essentiel à la réalisation d'un aménagement fonctionnel du domaine public conforme aux normes d'aménagement de la Ville de Montréal. Pour procéder, ce tronçon doit être inscrit à la programmation d'enfouissement des réseaux d'Hydro-Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts de conception des travaux ont été établis par Hydro-Québec selon sa procédure habituelle et sont évalués à 144 632 $, taxes comprises (voir le document en pièce jointe *Grille_d_évaluation_budgétaire_CSEM_v2.0_CHEMIN DE LA COTE-SAINT-PAUL_20220613).* Les coûts de conception sont assumés par Hydro-Québec.
Advenant l'abandon du projet par la Ville, cette dernière devra assumer le coût total de la facture de conception. Cette dépense devra être alors assumée entièrement par le budget de fonctionnement de la Ville centre à même celui du Service de l'urbanisme et de la mobilité dans l'année ou la Ville déciderait d'abandonner le projet. Le coût total maximal de cette dépense est de 144 632 $ taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation à Hydro-Québec de commencer ses travaux de conception ne peut pas être retardée, puisque les travaux de réaménagement du chemin de la Côte-Saint-Paul doivent débuter en 2024. Un retard dans la conception pourrait entraîner un report des travaux d'aménagement sur le tronçon identifié à une date ultérieure.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune intervention de communication n'est requise dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt de la demande à HQ : Décembre 2022
Si Hydro-Québec accepte la demande de la Ville :

- Conception effectuée par Hydro-Québec : janvier 2023 - janvier 2024;
- Plans et devis pour construction : hiver 2023 - hiver 2024;
- Début des travaux d'enfouissement : printemps 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain CLOUTIER, Service des infrastructures du réseau routier
Gilles G - Ext GAUDET, Commission des services électriques
Cynthia MARLEAU, Service des finances

Lecture :

Cynthia MARLEAU, 25 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Sophie COUTURE
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514-473-2545
Télécop. :

Professionel responsable du dossier:
Alexandre Blanchet (514) 242-5765

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-12

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

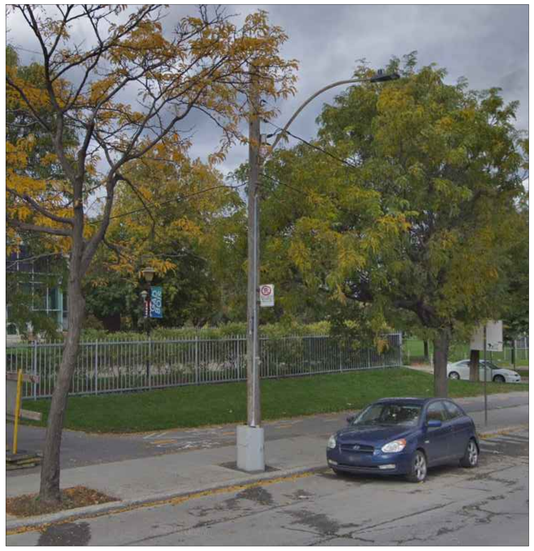
David THERRIEN
Directeur Grands projets de transport en partenariat
Tél : 514 872-7092
Approuvé le : 2022-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

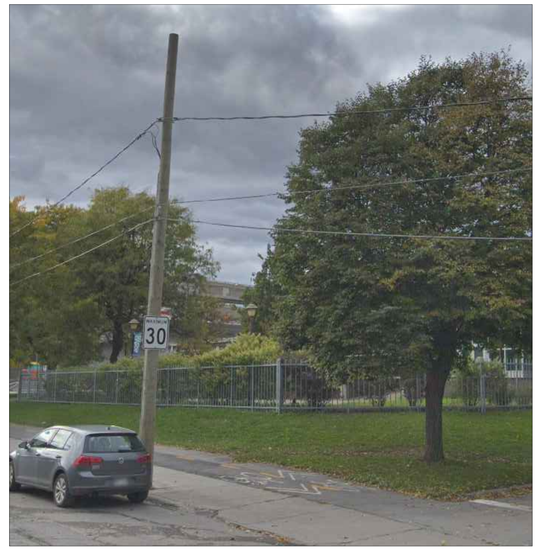
Lucie CAREAU
Directrice du service de l'urbanisme et de la mobilité
Tél :
Approuvé le : 2022-10-28



1



2



3

1 LOCALISATION: EN BORDURE DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD)
DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ AVEC HAUBAN, ANCIEN POTEAU D'ÉCLAIRAGE, AUCUN BRANCHEMENT SOUTERRAIN.

2 LOCALISATION: DANS LE BÉTON

3 LOCALISATION: EN BORDURE DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE SUD)
DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ AÉRIEN, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, HQ AÉROSOUTERRAIN.

1 VUE EN PLAN - CH 0+120 @ 0+200
1:100

Trottoir proposé
Pavage proposé
Trottoir à démolir
Chaussée à démolir

Rayon de trottoir proposé
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau
Élévation pavage proposé
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant
Élévation existante
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

SURFACE DE PAVAGE EXISTANT À ENLEVER
SURFACE DE POUSSIÈRE DE PIERRE À ENLEVER

EXISTANT PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= POTEAU DE SIGNALISATION

EXISTANT PROPOSÉ
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD-PUISARD

EXISTANT PROPOSÉ
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

EXISTANT PROPOSÉ
= CLÔTURE
= CLÔTURE MAILLÉ
= HAIE
= LIMITE DE LOT
= MURET
= TALUS HAUT ET BAS
= CENTRE FOSSÉ
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

EXISTANT PROPOSÉ
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= FILS AÉRIENS HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

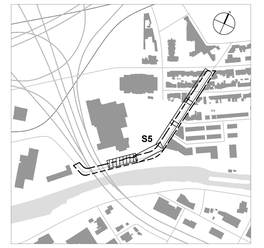
ABANDONNÉ À ENLEVER
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

ANNOTATIONS:
EXIST. ...EXISTANT
PROP. ...PROPOSÉ
ÉG. .....ÉGOUT
AQ. .....AQUEDUC
PEN.....PUISARD À ENLEVER
PDP.....PUISARD À DÉPLACER
PAB.....PUISARD À ABANDONNER
NP. .....NOUVEAU PUISARD
NIV .....À NIVELER
RPH .....RAMPE POUR HANDICAPÉS

ÉGOUT / AQUEDUC
RCH.....REGARD À REMPLACER
CVCH.....CHAMBRE DE VANNE À REMPLACER
C + C.....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER
C + C + REP .....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
CADRE .....CADRE À REMPLACER
COUV .....COUVERCLE À REMPLACER
RPU.....REGARD ET PUISARD
CP.....CHEMINÉE PLUVIALE
RP.....REGARD PLUVIAL

PUISARD
PCH.....PUISARD À REMPLACER
T + C .....TÊTE ET COUVERCLE À REMPLACER (PUISARD DE TROTTOIR)
T + G .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER
T + G + REP .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
TÊTE .....TÊTE À REMPLACER
GRILLE .....GRILLE À REMPLACER
AJUST À NIV .....AJUSTABLE À NIVELER

PLAN DE LOCALISATION



NOTE(S)

LES SERVICES ET LA GÉOMÉTRIE PROPOSÉS DANS LE CADRE DU PROJET DE L'ÉCHANGEUR TURCOT SONT INTÉGRÉS DANS LES CONDITIONS EXISTANTES EN FONCTION DES PLANS REÇUS DE LA VILLE DE MONTRÉAL LE 26 JANVIER 2019

ÉMISSION(S)

ÉM.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2019-03-XX XXX		M.B.	G.B.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION

Montréal

NIP PAYSAGE ARCHITECTES PAYSAGISTES LANDSCAPE ARCHITECTS
6889 Boul. St-Laurent, suite 3, Montréal, Qc H2S 3C9
t.514.272.6626
www.nippaysage.ca

FNX INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12e étage
Montréal (Québec)
Canada H2N 2J8
Tél. (514) 982-6001
Tél. (514) 982-6106
fnx-innov.com

ATOMIC 3
7240 rue Clark, suite 101
Montréal Qc H2R 2Y3
t.514.808.0708
info@atomic3.ca
www.atomic3.ca

INTERVENANTS

Relevé de terrain :
Dessiné par: Mireille Bélanger, dess.
Vérifié par : Gabriel Bernard, ing.
Responsable du projet (Ville de Montréal) : David Ross
Responsable du projet (consultant) : Marc Mousset, ing.
Ingénieur(e) :
Sceau de l'ingénieur(e) :
Original signé:

CIVIL

PROJET:

PÔLE GADBOIS

ARRONDISSEMENT: SUD-OUEST

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX D'ÉGOUT, D'AQUEDUC, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE

TITRE DU PLAN:

PROBLÉMATIQUE HYDRO-QUÉBEC
CH 0+120 @ 0+200

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

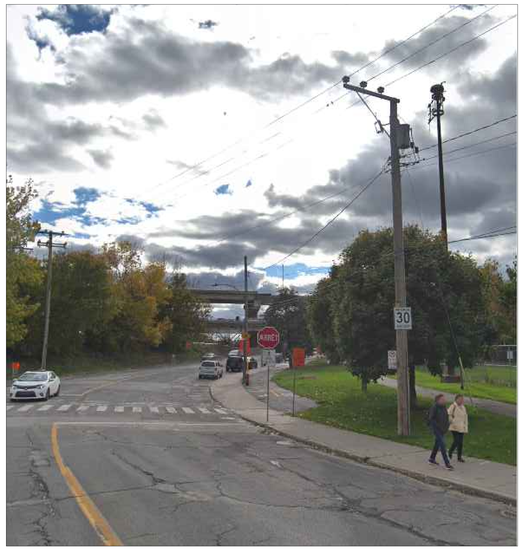
Échelle : 1:200
sauf indication contraire
0,5 0,25 0 0,5 1 (mètre)

Plan no :	Feuillet:	Émission:	Soumission :
XXX	01	1	XXXXXX

Cartouche révisé le : 13.02.2019



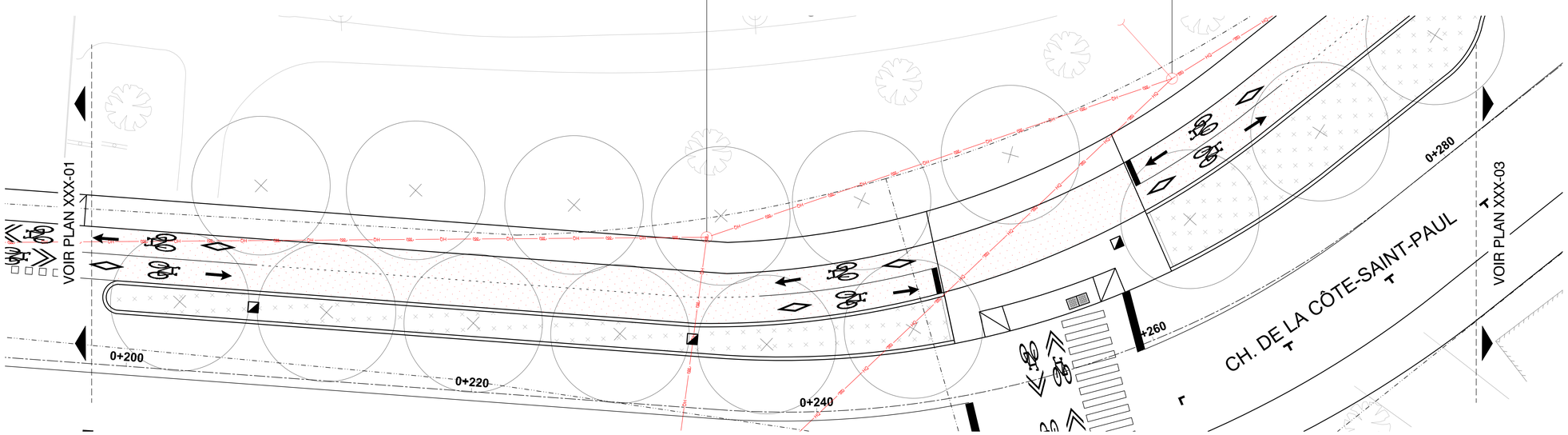
4



5

4 LOCALISATION: DANS LE GAZON

5 LOCALISATION: DANS LE GAZON



2 VUE EN PLAN - CH 0+200 @ 0+280
1:100

Trottoir proposé
Pavage proposé
Trottoir à démolir
Chaussée à démolir

Rayon de trottoir proposé R:X,Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau CT 0.000 / CE 0.000
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau PH 0.000 / 0.000
Élévation pavage proposé
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé H B 0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant CT 0.000 / CE 0.000
Élévation existante
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

SURFACE DE PAVAGE EXISTANT À ENLEVER
SURFACE DE POUSSIÈRE DE PIERRE À ENLEVER

EXISTANT / PROPOSÉ

= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE = ARBRE CONIFÈRE = ARBRE FEUILLU
= BOITE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= POTEAU DE SIGNALISATION
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD-PUISARD
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE
= CLÔTURE
= CLÔTURE MAILLÉ
= HAIE
= LIMITE DE LOT
= MURET
= TALUS HAUT ET BAS
= CENTRE FOSSÉ
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= FILS AÉRIENS HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

ABANDONNÉ / À ENLEVER

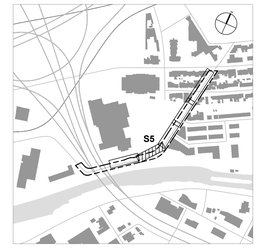
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

ANNOTATIONS:
EXIST. ...EXISTANT
PROP. ...PROPOSÉ
ÉG. .....ÉGOUT
AQ. .....AQUEDUC
PEN. .....PUISARD À ENLEVER
PDP.....PUISARD À DÉPLACER
PAB.....PUISARD À ABANDONNER
NP.....NOUVEAU PUISARD
NIV. .....À NIVELER
RPH .....RAMPE POUR HANDICAPÉS

ÉGOUT / AQUEDUC
RCH.....REGARD À REMPLACER
CVCH.....CHAMBRE DE VANNE À REMPLACER
C + C .....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER
C + C + REP .....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
CADRE .....CADRE À REMPLACER
COUV. .....COUVERCLE À REMPLACER
RPU.....REGARD ET PUISARD
CP.....CHEMINÉE PLUVIALE
RP.....REGARD PLUVIAL

PUISARD
PCH.....PUISARD À REMPLACER
T + C .....TÊTE ET COUVERCLE À REMPLACER (PUISARD DE TROTTOIR)
T + G .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER
T + G + REP .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
TÊTE .....TÊTE À REMPLACER
GRILLE .....GRILLE À REMPLACER
AJUST À NIV .....AJUSTABLE À NIVELER

PLAN DE LOCALISATION



NOTE(S)

LES SERVICES ET LA GÉOMÉTRIE PROPOSÉS DANS LE CADRE DU PROJET DE L'ÉCHANGEUR TURCOT SONT INTÉGRÉS DANS LES CONDITIONS EXISTANTES EN FONCTION DES PLANS REÇUS DE LA VILLE DE MONTRÉAL LE 26 JANVIER 2019

ÉMISSION(S)

ÉM.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2019-03-XX	XXX	M.B.	G.B.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION

Montréal

NIPPAYSAGE ARCHITECTES PAYSAGISTES LANDSCAPE ARCHITECTS
6889 Boul. St-Laurent, suite 3, Montréal, Qc H2S 3C9
t.514.272.6626
www.nippaysage.ca

FNX INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12e étage
Montréal (Québec)
Canada H2N 2J8
Tél. (514) 982-6001
Télé. (514) 982-6106
fnx-innov.com

ATOMIC 3
7240 rue Clark, suite 101
Montréal Qc H2R 2Y3
t.514.808.0708
info@atomic3.ca
www.atomic3.ca

INTERVENANTS

Relevé de terrain :
Dessiné par: Mireille Bélanger, dess.
Vérifié par : Gabriel Bernard, ing.
Responsable du projet (Ville de Montréal) : David Ross
Responsable du projet (consultant) : Marc Mousset, ing.
Ingénieur(e) :
Sceau de l'ingénieur(e) :
Original signé:

CIVIL

PROJET:

PÔLE GADBOIS

ARRONDISSEMENT: SUD-OUEST

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX D'ÉGOUT, D'AQUEDUC, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE

TITRE DU PLAN:

PROBLÉMATIQUE HYDRO-QUÉBEC

CH 0+200 @ 0+280

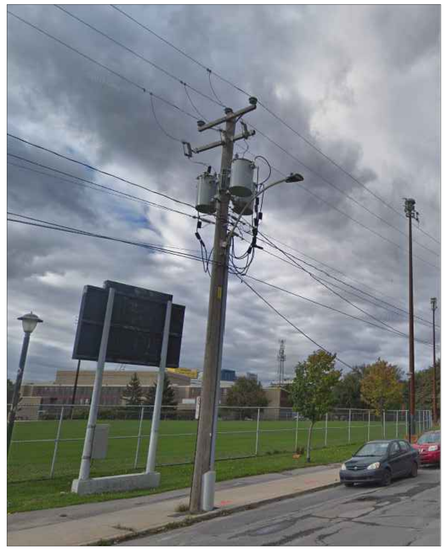
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : 1:200 sauf indication contraire

0.5 0.25 0 0.5 1 (mètre)

Plan no :	Feuillet:	Émission:	Soumission :
XXX	02	1	XXXXXX

Cartouche révisé le : 13.02.2019



6



7

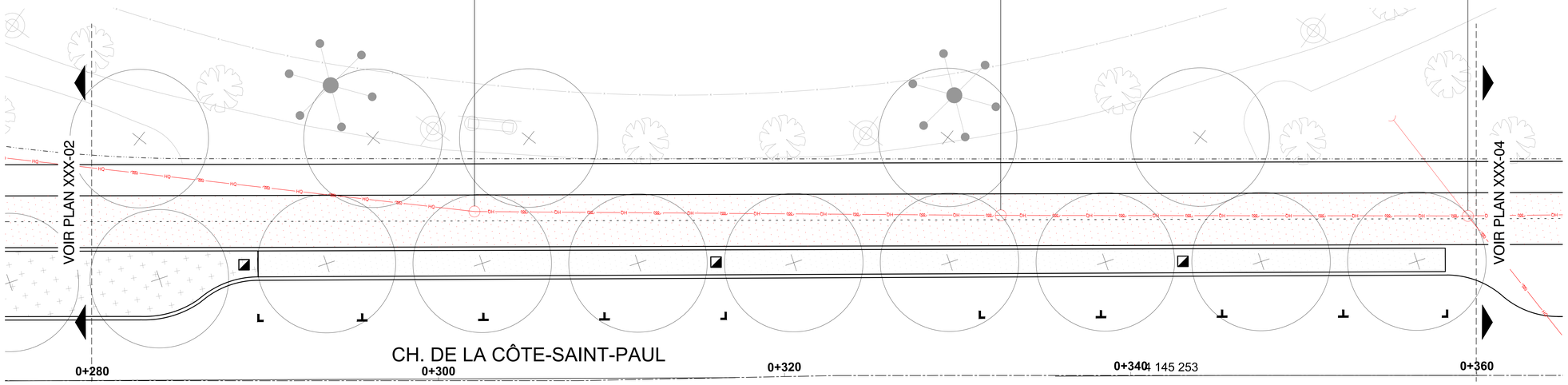


8

6 LOCALISATION: AU MILIEU DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD)
DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ No S2B8Z, 3 TRANSFO, HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, HQ AÉROSOUTERRAIN.

7 LOCALISATION: AU MILIEU DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD)
DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ No M3J8B, 3 TRANSFO, HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, HQ AÉROSOUTERRAIN.

8 LOCALISATION: AU MILIEU DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD). DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, HQ AÉRIEN VERS POTEAU RUE ST-AMBROISE, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, HQ AÉROSOUTERRAIN.



3 VUE EN PLAN - CH 0+280 @ 0+360
1:100

Trottoir proposé
Pavage proposé
Trottoir à démolir
Chaussée à démolir

Rayon de trottoir proposé R.X,Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau P.H. 0.000
Élévation pavage proposé 0.000
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé H.B. 0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant D.T. 0.000
Élévation existante
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

SURFACE DE PAVAGE EXISTANT À ENLEVER
SURFACE DE POUSSIÈRE DE PIERRE À ENLEVER

EXISTANT / PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= POTEAU DE SIGNALISATION

EXISTANT / PROPOSÉ
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD-PUISARD

EXISTANT / PROPOSÉ
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

EXISTANT / PROPOSÉ
= CLÔTURE
= CLÔTURE MAILLÉ
= HAIE
= LIMITE DE LOT
= MURET
= TALUS HAUT ET BAS
= CENTRE FOSSÉ
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

EXISTANT / PROPOSÉ
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= FILS AÉRIENS HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

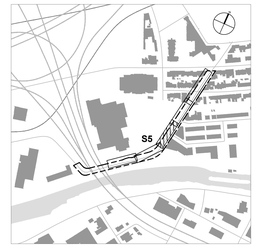
ABANDONNÉ / À ENLEVER
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

ANNOTATIONS:
EXIST. ...EXISTANT
PROP. ...PROPOSÉ
ÉG. .....ÉGOUT
AQ. .....AQUEDUC
PEN. ....PUISARD À ENLEVER
PDP.....PUISARD À DÉPLACER
PAB.....PUISARD À ABANDONNER
NP.....NOUVEAU PUISARD
NIV. .....À NIVELER
RPH .....RAMPE POUR HANDICAPÉS

ÉGOUT / AQUEDUC
RCH.....REGARD À REMPLACER
CVCH.....CHAMBRE DE VANNE À REMPLACER
C + C .....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER
C + C + REP .....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
CADRE .....CADRE À REMPLACER
COUV .....COUVERCLE À REMPLACER
RPU.....REGARD ET PUISARD
CP.....CHEMINÉE PLUVIALE
RP.....REGARD PLUVIAL

PUISARD
PCH.....PUISARD À REMPLACER
T + C .....TÊTE ET COUVERCLE À REMPLACER (PUISARD DE TROTTOIR)
T + G .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER
T + G + REP .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
TÊTE .....TÊTE À REMPLACER
GRILLE .....GRILLE À REMPLACER
AJUST À NIV .....AJUSTABLE À NIVELER

PLAN DE LOCALISATION



NOTE(S)

LES SERVICES ET LA GÉOMÉTRIE PROPOSÉS DANS LE CADRE DU PROJET DE L'ÉCHANGEUR TURCOT SONT INTÉGRÉS DANS LES CONDITIONS EXISTANTES EN FONCTION DES PLANS REÇUS DE LA VILLE DE MONTRÉAL LE 26 JANVIER 2019

ÉMISSION(S)

ÉM.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2019-03-XX XXX		M.B.	G.B.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION

Montréal

NIP PAYSAGE ARCHITECTES PAYSAGISTES LANDSCAPE ARCHITECTS
6889 Boul. St-Laurent, suite 3, Montréal, Qc H2S 3C9
t.514.272.6626
www.nippaysage.ca

FNX INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12e étage
Montréal (Québec)
Canada H2N 2J8
Tél. (514) 982-6001
Télé. (514) 982-6106
fnx-innov.com

ATOMIC 3
7240 rue Clark, suite 101
Montréal Qc H2R 2Y3
t.514.808.0708
info@atomic3.ca
www.atomic3.ca

INTERVENANTS

Relevé de terrain :
Dessiné par: Mireille Bélanger, dess.
Vérifié par : Gabriel Bernard, ing.
Responsable du projet (Ville de Montréal) : David Ross
Responsable du projet (consultant) : Marc Mousset, ing.
Ingénieur(e) :
Sceau de l'ingénieur(e) :
Original signé:

OVIL

PROJET:

PÔLE GADBOIS

ARRONDISSEMENT: SUD-OUEST

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX D'ÉGOUT, D'AQUEDUC, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE

TITRE DU PLAN:

PROBLÉMATIQUE HYDRO-QUÉBEC

CH 0+280 @ 0+360

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : 1:200
sauf indication contraire
0,5 0,25 0 0,5 1 (mètre)

Plan no :	Feuillet:	Émission:	Soumission :
XXX	03	1	XXXXXX

Cartouche révisé le : 13.02.2019



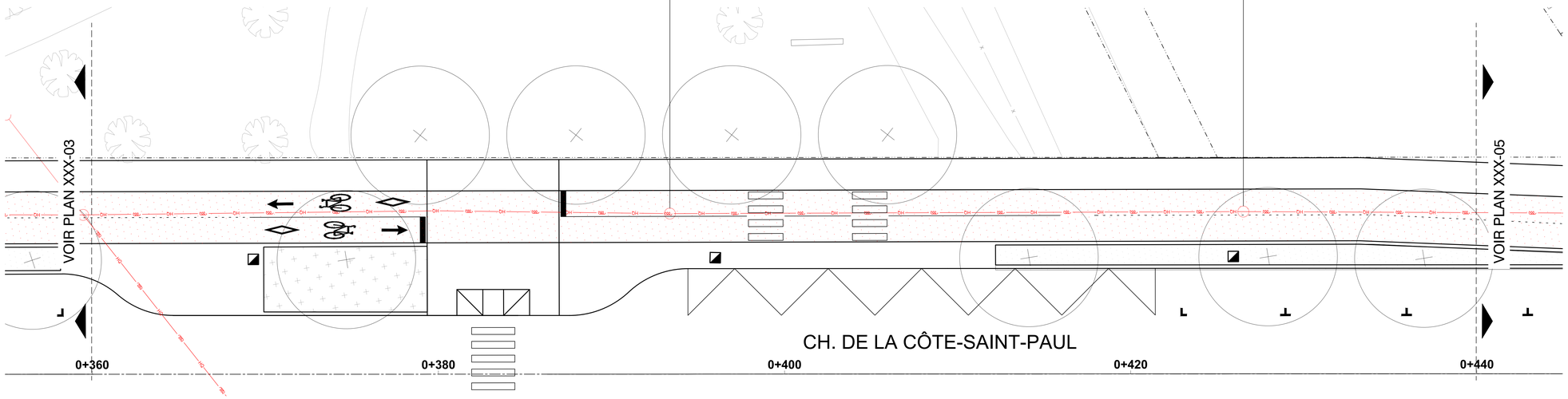
9



10

9 LOCALISATION: AU MILIEU DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD)
DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ No R3H5G, HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, HQ AÉROSOUTERRAIN.

10 LOCALISATION: AU MILIEU DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD)
DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE No Y8G3C, HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, HQ AÉRIEN VERS BÂTIMENT EN FACE, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN.



4 VUE EN PLAN - CH 0+360 @ 0+440
1:100

Trottoir proposé
Pavage proposé
Trottoir à démolir
Chaussée à démolir

Rayon de trottoir proposé R:X,Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau CP 0.000
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau PH 0.000
Élévation pavage proposé 0.000
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé H B 0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant D T 0.000
Élévation existante
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

SURFACE DE PAVAGE EXISTANT À ENLEVER
SURFACE DE POUSSIÈRE DE PIERRE À ENLEVER

EXISTANT PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= POTEAU DE SIGNALISATION

EXISTANT PROPOSÉ
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD-PUISARD

EXISTANT PROPOSÉ
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

EXISTANT PROPOSÉ
= CLÔTURE
= CLÔTURE MAILLÉ
= HAIE
= LIMITE DE LOT
= MURET
= TALUS HAUT ET BAS
= CENTRE FOSSÉ
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

EXISTANT PROPOSÉ
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= FILS AÉRIENS HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

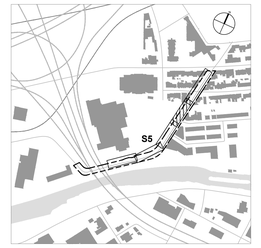
ABANDONNÉ À ENLEVER
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE
= MASSIF(S) HQ
= ÉGOUT PLUVIAL

ANNOTATIONS:
EXIST. ..EXISTANT
PROP. ...PROPOSÉ
ÉG. .....ÉGOUT
AQ. .....AQUEDUC
PEN. ....PUISARD À ENLEVER
PDP. ....PUISARD À DÉPLACER
PAB. ....PUISARD À ABANDONNER
NP. .....NOUVEAU PUISARD
NIV. ....À NIVELER
RPH .....RAMPE POUR HANDICAPÉS

ÉGOUT / AQUEDUC
RCH. ..... REGARD À REMPLACER
CVCH. ..... CHAMBRE DE VANNE À REMPLACER
C + C ..... CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER
C + C + REP ..... CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
CADRE ..... CADRE À REMPLACER
COUV. ..... COUVERCLE À REMPLACER
RPU. ..... REGARD ET PUISARD
CP. ..... CHEMINÉE PLUVIALE
RP. ..... REGARD PLUVIAL

PUISARD
PCH. ..... PUISARD À REMPLACER
T + C ..... TÊTE ET COUVERCLE À REMPLACER (PUISARD DE TROTTOIR)
T + G ..... TÊTE ET GRILLE À REMPLACER
T + G + REP ..... TÊTE ET GRILLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
TÊTE ..... TÊTE À REMPLACER
GRILLE ..... GRILLE À REMPLACER
AJUST À NIV. ..... AJUSTABLE À NIVELER

PLAN DE LOCALISATION



NOTE(S)

LES SERVICES ET LA GÉOMÉTRIE PROPOSÉS DANS LE CADRE DU PROJET DE L'ÉCHANGEUR TURCOT SONT INTÉGRÉS DANS LES CONDITIONS EXISTANTES EN FONCTION DES PLANS REÇUS DE LA VILLE DE MONTRÉAL LE 26 JANVIER 2019

ÉMISSION(S)

ÉM.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2019-03-XX	XXX	M.B.	G.B.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION

Montréal

NIP PAYSAGE ARCHITECTES PAYSAGISTES LANDSCAPE ARCHITECTS
6889 Boul. St-Laurent, suite 3, Montréal, Qc H2S 3C9
t.514.272.6626
www.nippaysage.ca

FNX INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12e étage
Montréal (Québec)
Canada H2N 2J8
Tél. (514) 982-6001
Téléc. (514) 982-6106
fnx-innov.com

ATOMIC 3
7240 rue Clark, suite 101
Montréal Qc H2R 2Y3
t.514.808.0708
info@atomic3.ca
www.atomic3.ca

INTERVENANTS — CIVIL

Relevé de terrain :
Dessiné par: Mireille Bélanger, dess.
Vérifié par : Gabriel Bernard, ing.
Responsable du projet (Ville de Montréal) : David Ross
Responsable du projet (consultant) : Marc Mousset, ing.
Ingénieur(e) :
Sceau de l'ingénieur(e) :
Original signé:

PROJET:

PÔLE GADBOIS

ARRONDISSEMENT: SUD-OUEST

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX D'ÉGOUT, D'AQUEDUC, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE

TITRE DU PLAN:

PROBLÉMATIQUE HYDRO-QUÉBEC
CH 0+360 @ 0+440

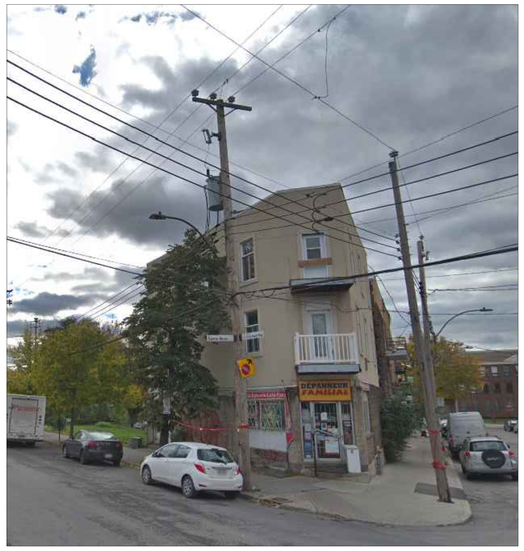
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : 1:200
sauf indication contraire

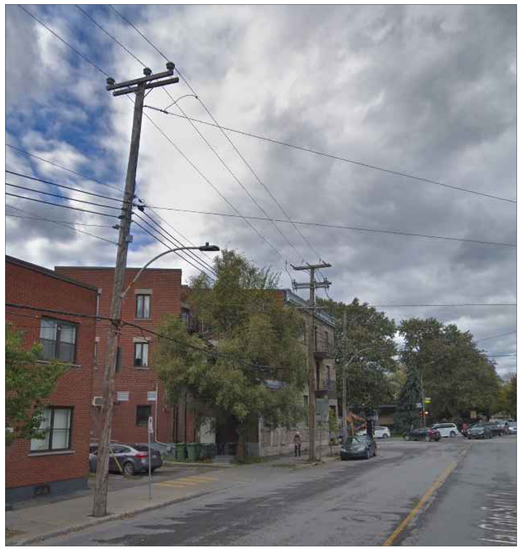
0,5 0,25 0 0,5 1 (mètre)

Plan no :	Feuillet:	Émission:	Soumission :
XXX	04	1	XXXXXX

Cartouche révisé le : 13.02.2019



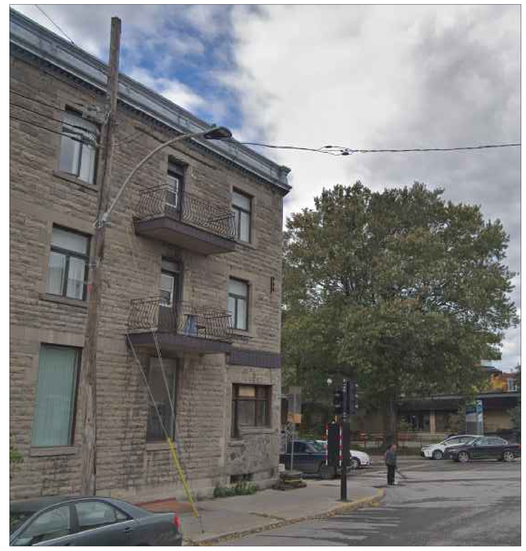
11



12



13



14

11 LOCALISATION: EN BORDURE DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD) DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN VERS AUTRE POTEAU SUR LA RUE STE-MARIE SUD.

LOCALISATION: EN BORDURE DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD) DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, BELL, VIDÉOTRON ET HQ AÉRIEN VERS UN POTEAU DANS LA RUELLE EN FACE.

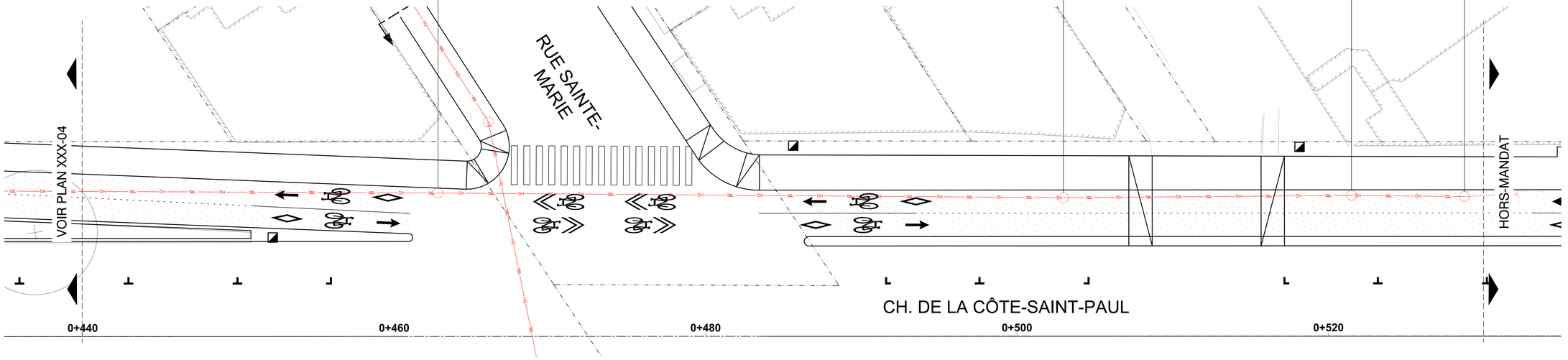
12

LOCALISATION: EN BORDURE DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD) DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ NO Y5D1R, HQ AÉRIEN 3 PHASES, HQ AÉRIEN, BELL ET VIDÉOTRON AÉRIEN, BELL, VIDÉOTRON ET HQ AÉROSOUTERRAIN.

13

LOCALISATION: EN BORDURE DE LA PISTE CYCLABLE (VOIE NORD) DESCRIPTION: POTEAU ÉLECTRIQUE HQ AÉRIEN ET HAUBAN, ÉCLAIRAGE TYPE COBRA, HQ AÉRIEN VERS BÂTIMENT EN FACE.

14



5 VUE EN PLAN - CH 0+440 @ 0+520
1:100

Trottoir proposé
Pavage proposé
Trottoir à démolir
Chaussée à démolir

Rayon de trottoir proposé R.;X.;Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau
Élévation pavage proposé
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé H.B 0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant
Élévation existante
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

SURFACE DE PAVAGE EXISTANT À ENLEVER
SURFACE DE POUSSIÈRE DE PIERRE À ENLEVER

EXISTANT PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= POTEAU DE SIGNALISATION

EXISTANT PROPOSÉ
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= RÉGARD-PUISARD

EXISTANT PROPOSÉ
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

EXISTANT PROPOSÉ
= CLÔTURE
= CLÔTURE MAILLÉ
= HAIE
= LIMITE DE LOT
= MURET
= TALUS HAUT ET BAS
= CENTRE FOSSÉ
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

EXISTANT PROPOSÉ
» CONDUIT(S) AQUEDUC
» CONDUIT(S) DE GAZ
» MASSIF(S) CSEM
» MASSIF BELL
» ÉGOUT COMBINÉ
» DRAIN(S) DE FONDATION
» ÉGOUT SANITAIRE
» MASSIF(S) HQ
» FILS AÉRIENS HQ
» ÉGOUT PLUVIAL

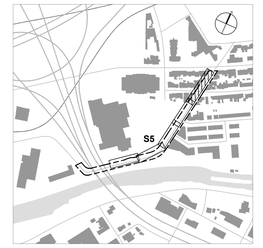
ABANDONNÉ À ENLEVER
» CONDUIT(S) AQUEDUC
» CONDUIT(S) DE GAZ
» MASSIF(S) CSEM
» MASSIF BELL
» ÉGOUT COMBINÉ
» DRAIN(S) DE FONDATION
» ÉGOUT SANITAIRE
» MASSIF(S) HQ
» ÉGOUT PLUVIAL

ANNOTATIONS:
EXIST. ...EXISTANT
PROP. ...PROPOSÉ
ÉG. .....ÉGOUT
AQ. .....AQUEDUC
PEN.....PUISARD À ENLEVER
PDP.....PUISARD À DÉPLACER
PAB.....PUISARD À ABANDONNER
NP .....NOUVEAU PUISARD
NIV .....À NIVELER
RPH .....RAMPE POUR HANDICAPÉS

ÉGOUT / AQUEDUC
RCH.....REGARD À REMPLACER
CVCH.....CHAMBRE DE VANNE À REMPLACER
C + C.....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER
C + C + REP .....CADRE ET COUVERCLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
CADRE .....CADRE À REMPLACER
COUV .....COUVERCLE À REMPLACER
RPU.....REGARD ET PUISARD
CP.....CHEMINÉE PLUVIALE
RP.....REGARD PLUVIAL

PUISARD
PCH.....PUISARD À REMPLACER
T + C .....TÊTE ET COUVERCLE À REMPLACER (PUISARD DE TROTTOIR)
T + G .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER
T + G + REP .....TÊTE ET GRILLE À REMPLACER (+ RÉPARATION)
TÊTE .....TÊTE À REMPLACER
GRILLE .....GRILLE À REMPLACER
AJUST À NIV .....AJUSTABLE À NIVELER

PLAN DE LOCALISATION



NOTE(S)

LES SERVICES ET LA GÉOMÉTRIE PROPOSÉS DANS LE CADRE DU PROJET DE L'ÉCHANGEUR TURCOT SONT INTÉGRÉS DANS LES CONDITIONS EXISTANTES EN FONCTION DES PLANS REÇUS DE LA VILLE DE MONTRÉAL LE 26 JANVIER 2019

ÉMISSION(S)

ÉM.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2019-03-XX XXX		M.B.	G.B.

CE DESSIN N'EST PAS ÉMIS POUR CONSTRUCTION

Montréal

NIP PAYSAGE ARCHITECTES PAYSAGISTES LANDSCAPE ARCHITECTS
6889 Boul. St-Laurent, suite 3, Montréal, Qc H2S 3C9
t.514.272.6626
www.nippaysage.ca

FNX INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12e étage
Montréal (Québec)
Canada H2N 2J8
Tél. (514) 982-6001
Tél. (514) 982-6106
fnx-innov.com

ATOMIC 3
7240 rue Clark, suite 101
Montréal Qc H2R 2Y3
t.514.808.0708
info@atomic3.ca
www.atomic3.ca

INTERVENANTS

Relevé de terrain :
Dessiné par: Mireille Bélanger, dess.
Vérifié par : Gabriel Bernard, ing.
Responsable du projet (Ville de Montréal) : David Ross
Responsable du projet (consultant) : Marc Mousset, ing.
Ingénieur(e) :
Sceau de l'ingénieur(e) :
Original signé:

CIVIL

PROJET:

PÔLE GADBOIS

ARRONDISSEMENT: SUD-OUEST

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX D'ÉGOUT, D'AQUEDUC, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE

TITRE DU PLAN:

PROBLÉMATIQUE HYDRO-QUÉBEC
CH 0+440 @ 0+520

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : 1:200
sauf indication contraire

0,5 0,25 0 0,5 1 (mètre)

Plan no :	Feuillet:	Émission:	Soumission :
XXX	05	1	XXXXXX

Cartouche révisé le : 13.02.2019

Hydro Québec Distribution

Une division d'Hydro-Québec

Montréal, le 16 juin 2022

Programme d'enfouissement
Direction – Centre de gestion service technique aux clients

Hydro-Québec
201 Jarry Ouest, 1er étage
Montréal (Québec) H2P 1S7
Cellulaire : 438-826-7150
Courriel. : stopponi.sylvain@hydroquebec.com

Alexandre Blanchet, ing., PMP
Division des grands projets partenaires
Direction de la gestion du portefeuille de projets
Service des infrastructures du réseau routier
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Qc), H3C 0G4
Cellulaire: (514)242-5765
Courriel: alexandre.blanchet@montreal.ca

Objet : Grille d'évaluation budgétaire
Enfouissement de lignes de distribution existantes
Chemin de la Côte-Saint-Paul

Monsieur,

À votre demande, nous avons procédé à la validation de la *Grille d'évaluation budgétaire* relative à l'enfouissement de la ligne de distribution d'Hydro-Québec située en bordure du Chemin de la Côte-Saint-Paul. Cette demande couvre une distance totale de ligne de **475 mètres**, soit entre le viaduc de l'autoroute 15 (à l'ouest du Centre Gadbois) jusqu'à la rue Notre-Dame O. Cette longueur sera officialisée lors de l'étude d'avant-projet (ingénierie détaillée).

Nous tenons à vous informer que ce projet fait partie de la nouvelle entente entre Hydro-Québec et la ville de Montréal. Présentement, cette entente reste à être finalisée pour fin de signatures.

La présente validation porte sur la portion des coûts des travaux relatifs à la ligne d'Hydro-Québec seulement (section 2 de la grille). Cependant, une étude d'avant-projet (ingénierie détaillée) doit être réalisée pour préciser l'ensemble des coûts d'un tel projet.

Les autres sections de la grille (sections 3 et 4) étant remplies par le demandeur, ce dernier a la responsabilité de s'assurer de l'exactitude des montants inscrits. À cet effet, le demandeur a l'obligation de consulter les autres propriétaires des réseaux de distribution câblés touchés par cette demande pour connaître les conditions de traitement d'une demande d'enfouissement de leurs réseaux et les coûts qui s'y rattachent.

À titre informatif, notre capacité de réalisation d'ingénierie pourrait nous permettre de commencer la première phase d'ingénierie en **2022**, pour des travaux civils (CSEM) en **2024,** tel

que mentionné dans la grille d'évaluation budgétaire**.** De plus, ce projet fait parti de la planification triennale du groupe AGIR de la ville de Montréal.
Cet échéancier préliminaire est sous condition de ne pas subir de retard par les autres participants au projet.
Cette validation ne constitue pas l'acceptation de votre demande d'enfouissement. C'est seulement suite au dépôt de votre demande d'enfouissement à l'aide du formulaire dûment rempli et accompagné d'une résolution municipale conforme. Le montant accepté dans cette résolution devra être au minimum de **144 632 $**, tel que mentionné à la section 2 de la grille. Par la suite, Hydro-Québec sera en mesure d'analyser votre demande et d'en prononcer l'acceptation et de vous confirmer l'échéancier de réalisation.

Vous trouverez en pièce jointe, des informations additionnelles relatives au contenu de la grille d'évaluation budgétaire ainsi que les étapes à suivre pour le dépôt d'une demande d'enfouissement.

Pour toute autre information, nous vous invitons à nous écrire à
RESD_DGA_Programmes_Enfouissement@hydro.qc.ca

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Sylvain Stopponi, MGP
Chargé de projets

p. j. Informations additionnelles
Grille d'évaluation budgétaire
Croquis

INFORMATIONS ADDITIONNELLES
GRILLE D'ÉVALUATION BUDGÉTAIRE

Chemin de la Côte-Saint-Paul

1. Objet

La *grille d'évaluation budgétaire* détermine entre autres, les coûts relatifs aux travaux d'enfouissement ainsi que la participation financière d'Hydro-Québec dans le cadre du programme ''Embellir les voies publiques''. Elle permet au demandeur d'évaluer budgétairement l'ampleur de son projet et d'obtenir les engagements nécessaires auprès de son conseil municipal dans le but de préparer sa demande d'enfouissement, pour laquelle une étude d'avant-projet (ingénierie détaillée) doit être réalisée.

2. Précisions relatives à la grille d'évaluation budgétaire

Les coûts fournis et validés par Hydro-Québec sont ceux de la section 2 de la grille. Ces coûts, de type paramétrique, incluent la main-d'œuvre, les matériaux, l'ingénierie et tous les frais applicables en date d'aujourd'hui. Ils servent à donner une prévision budgétaire de l'enfouissement en ce qui concerne Hydro-Québec.

À la section 3, le coût des ouvrages de génie civil de la portion de la ligne d'Hydro-Québec a été évalué par la Commission des services électriques de Montréal. La CSÉM utilise ses propres méthodes afin d'estimer ces coûts.

Les autres coûts des sections 4 et 5 sont fournis et assumés par le demandeur. Il est donc de sa responsabilité de s'assurer du contenu et de la précision de ces coûts. Le demandeur doit, entre autres, évaluer :

- l'étude de potentiel et l'intervention archéologique lors des travaux ;
- les réfections de surfaces ;
- la caractérisation et décontamination des sols ;
- les permis et les servitudes ;
- le réarrangement et la mise aux normes des branchements clients ainsi que la modification de bâtiment si nécessaire ;

- l'éclairage de rue temporaire et permanent ;
- les travaux des autres entreprises en réseaux de distribution câblés ;

3. Étapes pour le dépôt d'une demande d'enfouissement

Après vous être assurés d'obtenir tous les coûts associés à votre demande d'enfouissement et d'avoir pris connaissance des conditions applicables de la part des autres propriétaires de réseaux de distribution câblés, vous pouvez déposer votre demande d'enfouissement.

Le demandeur doit remplir le formulaire *Demande d'enfouissement* disponible sur le site internet d'Hydro-Québec et y joindre les documents suivants :

- un croquis situant la ligne aérienne et précisant la longueur de tous les tronçons de lignes à enfouir ainsi que les poteaux à enlever ;
- une résolution du Conseil municipal qui inclue tous les points suivants :
  - i. la municipalité confirme qu'elle dépose une demande d'enfouissement pour le tronçon visé ;
  - ii. qu'elle demande à Hydro-Québec de réaliser une étude d'avant-projet (ingénierie électrique et expression des besoins en ouvrages de génie civil) ;
  - iii. qu'elle convient que la CSEM sera intégrateur technique et gestionnaire des travaux civils et qu'elle s'engage à lui rembourser le coût des travaux civils majorés des frais d'administration ainsi que toutes autres activités nécessaires à l'enfouissement que la CSEM réalise ;
  - iv. qu'elle autorise Madame ou Monsieur……..….. à signer tous documents et ententes relatifs au projet d'enfouissement au nom de la municipalité ;
  - *v.* qu'elle s'engage à rembourser les coûts encourus et engagés si la municipalité décide d'abandonner ou reporter la demande.

Les demandes qui répondent aux conditions d'Hydro-Québec sont traitées et planifiées selon la capacité de réalisation et les enveloppes budgétaires disponibles. Hydro-Québec se réserve le droit de vous proposer un échéancier de réalisation des travaux différents que celui demandé. Le demandeur en sera informé lors de l'analyse de sa demande et avant le début de l'étude d'avant-projet.

Dans tous les cas, le demandeur doit présenter une demande d'enfouissement aux autres propriétaires des réseaux de distribution câblés pour que l'ensemble des lignes aériennes existantes soit enfoui et que les poteaux soient enlevés définitivement de la zone visée.

De plus, il est de la responsabilité du demandeur d'informer et d'obtenir l'appui des résidents concernés.

RÉFÉRENCES

Documents disponibles sur notre site **www.hydroquebec.com/affaires-municipales-regionales/amenagement-reseau/travaux-reseau.html :**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225843005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité.*
Projet : *Réaménagement du Pôle Gadbois – Projet Turcot.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

#1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

#2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

#3 - Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) abordables et accessibles pour toutes et tous).

#9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

#19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

#1, 3, 9 - Construction d'une piste cyclable permettant de mettre en lien les différents tronçons du réseau cyclable existant.

#2 - Ajout d'une bande de plantation entre la chaussée et la piste cyclable;

#19 - Construction d'une piste cyclable séparée de la chaussée par une bande de plantation. Sécurité accrue pour les cyclistes.

#3 - Construction d'un nouveau tronçon de piste cyclable qui permettra de relier le réseau cyclable existant à la piste longeant le canal de Lachine;

#9 - Création d'un espace vivant, ludique et accessible à l'ensemble de la population montréalaise dans un quartier qui doit être revalorisé suite aux longs travaux de l'échangeur Turcot;

#19 - La création d'espaces aménagés et éclairés sous les structures autoroutières et aux abords de celles-ci vient créer des lieux plus sécuritaires pour le transit des personnes ayant peur de circuler seules la nuit et dissuade le flânage des jeunes en encourageant plutôt une utilisation ludique ou de transit des lieux.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	x	x x	x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229633001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure huit (8) ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lots 1 et 2), Levio Conseils inc. (lot 3, 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4), Cofomo inc. (lot 7) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 - 6 soumissionnaires) - (lots 2 et 3 - 4 soumissionnaires) - (lot 5 - 7 soumissionnaires) - (lot 6 - 5 soumissionnaires) - (lots 7 et 8 - 3 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :

1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 30 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité de l'information pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres 22-19401 :

Firme	Description	Montant
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	Lot 2 - Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information	449 478,67 $
Levio Conseils inc.	Lot 3 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI	495 411,64 $
Cofomo inc.	Lot 7 : Services d'analyse de marché en sécurité TI	94 140,30 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 30 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité de l'information pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres 22-19401 :

Firme	Description	Montant
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	Lot 1 : Gouvernance et gestion des risques TI	898 957,33 $
Intellisec Solutions inc.	Lot 4 : Tests d'intrusion (projets et production)	592 546,66 $
Levio Conseils inc.	Lot 5 : Architecture de sécurité TI	1 370 340,12 $
Levio Conseils inc.	Lot 6 : Accompagnement ponctuel au plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité	1 040 542,15 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	Lot 8 : Conception et développement d'applications reliées à la sécurité des TI	744 624,09 $

2. de procéder à une évaluation du rendement des firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.), Levio Conseils inc., Intellisec Solutions inc., Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-31 09:19

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229633001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure huit (8) ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lots 1 et 2), Levio Conseils inc. (lot 3, 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4), Cofomo inc. (lot 7) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 - 6 soumissionnaires) - (lots 2 et 3 - 4 soumissionnaires) - (lot 5 - 7 soumissionnaires) - (lot 6 - 5 soumissionnaires) - (lots 7 et 8 - 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Les technologies de l'information et des communications sont une composante essentielle au bon fonctionnement des unités administratives de la Ville de Montréal.

Le Service des TI contribue à ce bon fonctionnement grâce à un travail soutenu par l'exploitation, l'entretien et l'évolution des solutions d'affaires et des infrastructures ainsi que par la réalisation proprement dite des projets convenus au PDI de la Ville et le soutien aux utilisateurs de technologies à la Ville.

En 2020, le Service des TI a mis en place un programme de sécurité et de continuité en TI. Ce programme répond aux objectifs suivants :

- Gérer les risques en matière de cybersécurité et protéger les actifs de la Ville;
- Rehausser la surveillance en continu et les contrôles de notre cyberespace;
- Unifier la stratégie et la mise en oeuvre de la cybersécurité à la Ville;

- Mettre en place les éléments de continuité informatique adaptés aux objectifs d'affaires de l'organisation;
- Créer une nouvelle architecture de sécurité et implanter les outils requis, pour répondre à la stratégie de sécurité.

Ce programme de sécurité se décline en trois principaux produits :

1. Intégrer le plan de continuité TI au plan de cybersécurité, qui inclut la réalisation d'audits de sécurité des systèmes de la Ville, nous permettant de créer des nouveaux éléments de contrôle des cyber-risques;
2. Rehausser la gouvernance en place en matière de cybersécurité à la Ville;
3. Mettre en place des outils additionnels pour l'analyse et la surveillance en continu des événements de cybersécurité.

Afin d'appuyer nos équipes dans la mise en place de ce programme et de rester à jour dans ses pratiques la Ville doit faire appel à des fournisseurs de services disposant d'une expertise spécialisée, de pointe et évolutive.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres public 22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (8 lots) en date du 6 juin 2022. Cet appel d'offres publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appels d'offres SÉAO.

Un délai de 6 semaines a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 56 jours, soit jusqu'au 2 août 2022.

Au total, cinq (5) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2022-06-08	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	2022-06-22	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives
3	2022-07-12	Précisions suite à des questions techniques et administratives
4	2022-07-19	Précisions suite à des questions techniques et administratives
5	2022-07-25	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 2 août 2022. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours de calendrier, suivant leur ouverture.

Le présent dossier vise à conclure huit (8) ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lots 1 et 2), Levio Conseils inc. (lot 3, 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4), Cofomo inc. (lot 7) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0587 - 19 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 pour une somme de 64 386,00 $, taxes incluses, lot 2 pour une somme de 482 895,00 $, taxes incluses, lot 4 pour une somme de 216 153,00 $, taxes incluses et lot 6 pour une somme de 845 066,25 $, taxes incluses), Landry et associés (lot 3 pour une somme de 266 742,00 $, taxes incluses, lot 5 pour une somme de 409 885,88 $, taxes incluses et lot 9 pour une somme de 273 640,50 $, taxes incluses), Cofomo inc. (lot 7 pour une somme de 2 000 565,00 $, taxes incluses) et En toute confiance inc. (In fidem inc.) (lot 8 pour une somme de 190 398,60 $, taxes incluses) pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Appel d'offres public (19-17753) - (8 soumissionnaires)

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne huit (8) lots pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information. Plus précisément, les éléments couverts sont les suivants :

Lots	Principaux projets ou initiatives
Lot 1 - Gouvernance et gestion des risques TI (6 720 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à soutenir la Ville dans l'élaboration et la mise en place de sa gouvernance en sécurité de l'information et en gestion des risques TI. La Ville souhaite renforcer sa posture de sécurité informatique et couvrir l'ensemble de ses activités à travers une gestion intégrée des risques.
Lot 2 - Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information (3 360 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à soutenir la Ville dans le développement d'une culture organisationnelle orientée vers une gestion efficace des risques TI par l'entremise de la sensibilisation et de la responsabilisation des utilisateurs de ses actifs informationnels.
Lot 3 - Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI (3 360 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à soutenir la Ville pour la mise en œuvre de mesures qui permettront de réagir rapidement et efficacement à toute situation d'urgence susceptible d'interrompre ou de perturber de façon importante la réalisation de ses différentes missions.
Lot 4 - Tests d'intrusion (projets et production) (4 920 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à identifier, via des tests d'intrusion (virtuels ou physiques), les vulnérabilités sur les composantes des services TI (de toute nature), qu'elles soient hébergées dans ses locaux ou en mode infonuagique.
Lot 5 - Architecture de sécurité TI (10 080 heures de prestations de services	La nature du service consiste en la réalisation de mandats de conception (architecture) de

professionnels).	solutions technologiques performantes en interopérabilité avec les solutions existantes.
Lot 6 - Accompagnement ponctuel au plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité (8 400 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à fournir à la Ville des ressources tactiques nécessaire à la mise en opération des livrables de projets.
Lot 7 - Services d'analyse de marché en sécurité TI (840 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à réaliser des analyses de marché pour des solutions de sécurité TI pour la Ville, en suivant une méthodologie éprouvée.
Lot 8 - Conception et développement d'applications reliées à la sécurité des TI (5 040 heures de prestations de services professionnels).	La nature du service consiste à réaliser le développement, les tests et la documentation reliés au développement pour les besoins du programme de sécurité TI en suivant une méthodologie éprouvée par la Ville.

Pour chacun des lots identifiés, des critères précis ainsi que des compétences et connaissances sont identifiés dans le devis technique afin de nous assurer que les prestataires soient en mesure d'offrir un service optimal.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 27 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, neuf (9) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 33% des preneurs, alors que 18 firmes n'ont pas déposé de soumission (67 %).
Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que :

- une (1) firme a des engagements dans d'autres projets l'empêchant de répondre au présent appel d'offres;
- Les autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille d'évaluation et de critères de sélection et de pondération des offres standard en date du 31 août 2022.

Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Gouvernance et gestion des risques TI

Sur un total de six (6) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
In Fidem (Atos Services	74,2	1,38	898 957,33 $		898 957,33 $

Digitaux Québec inc.)					
Levio Conseils inc.	76	1,32	952 191,68 $		952 191,68 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	75,3	1,2	1 074 507,94 $		1 074 507,94 $
Alithya Canada inc.	71,8	1,05	1 157 016,42 $		1 157 016,42 $
Société Conseil Groupe LGS	76,7	0,9	1 434 777,62 $		1 434 777,62 $
Dernière estimation réalisée					936 854,93 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(37 897,60 $) (4,05%)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					53 234,35 $ 5,92%

Lot 2 - Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information

Sur un total de quatre (4) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	76,8	2,82	449 478,67 $		449 478,67 $
Levio Conseils inc.	73,7	2,58	478 993,21 $		478 993,21 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	73	2,45	502 210,80$		502 210,80$
Dernière estimation réalisée					517 487,67 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(68 009,00 $) (13,14 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					29 514,54$ 6,57 %

On constate que l'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 13,14%, par rapport à l'estimation. Cet écart s'explique par une surévaluation des prix pour ce type de service qui contrairement à ce qui avait été anticipé ont diminué du fait d'un réajustement du marché pour ce type d'expertise qui se standardise.

Lot 3 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI

Sur un total de quatre (4) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio Conseils inc.	72,7	2,48	495 411,64 $		495 411,64 $
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	71,5	2,3	529 252,92 $		529 252,92 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	76,3	2,36	534 468,19 $		534 468,19 $
Dernière estimation réalisée					419 361,47 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					76 050,17$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					18,13 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					33 841,28 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					6,83 %

On constate un écart de 18,13 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. Cet écart s'explique par les conditions du marché et la rareté de la main-d'œuvre dans ce domaine qui ont été sous-estimées lors de la réalisation de l'estimation.

Lot 4 : Tests d'intrusion (projets et production)

Sur un total de six (6) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie, alors qu'un (1) soumissionnaire est déclaré non conforme qualitativement, à savoir la firme Levio Conseil inc., n'ayant pas atteint le seuil minimal requis de 70% comme note intérimaire.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes	**TOTAL** (taxes incluses)

				incluses)	
Intellisec Solutions inc.	84,3	2,27	592 546,66 $		592 546,66 $
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	71,5	1,92	632 426,89 $		632 426,89 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	71,7	1,7	714 167,21 $		714 167,21 $
Bell Canada	84,3	1,35	997 005,71 $		997 005,71 $
Dernière estimation réalisée					705 492,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(112 945,90 $) (16,01 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					39 880,23 $ 6,73 %

On constate un écart de (16,01 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. Cet écart s'explique par une forte concurrence pour ce type de service. L'adjudicataire s'est fortement démarqué par son prix qui est 6,73% plus bas que celui du deuxième plus bas soumissionnaire. Ce joueur est relativement nouveau sur le marché semble vouloir se positionner dans le marché et comme fournisseur de la Ville de Montréal.

Lot 5 : Architecture de sécurité TI

Sur un total de sept (7) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie, alors qu'un (1) soumissionnaire est déclaré non conforme qualitativement, à savoir la firme Alithya Canada inc., n'ayant pas atteint le seuil minimal requis de 70% comme note intérimaire.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio Conseils inc.	74,3	0,91	1 370 340,12 $		1 370 340,12 $
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	73,5	0,87	1 423 188,14 $		1 423 188,14 $
Cofomo inc.	75,7	0,75	1 666 057,29 $		1 666 057,29 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	76,7	0,73	1 724 514,62 $		1 724 514,62 $
Société Conseil Groupe LGS	80,3	0,60	2 186 355,40 $		2 186 355,40 $

Dernière estimation réalisée					1 426 664,99 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(56 324,87 $) (3,95 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					52 848,02 $ 3,86 %

Lot 6 : Accompagnement ponctuel au plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité.

Sur un total de cinq (5) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio Conseils inc.	73	1,18	1 040 542,15 $		1 040 542,15 $
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	73,8	1,12	1 101 000,60 $		1 101 000,60 $
Cofomo Inc.	71,7	1,1	1 108 784,87 $		1 108 784,87 $
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	75	0,94	1 328 927,04 $		1 328 927,04 $
Dernière estimation réalisée					955 513,99 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					85 028,16 $ 8,90 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					60 458,45 $ 5,81 %

Lot 7 : Services d'analyse de marché en sécurité TI

Sur un total de trois (3) soumissionnaires, une (1) firme est déclarée non conforme d'un

point de vue administratif, à savoir la firme KPMG qui a été déclarée non conforme à la clause 1.03.01 Obligations de la Régie.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Cofomo inc.	76,7	13,46	94 140,30 $		94 140,30 $
Levio Conseils inc.	71,7	9,38	129 647,65 $		129 647,65 $
Dernière estimation réalisée					156 255,16$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(62 114,86) (39,75 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					35 507,35 $ 37,72 %

On constate un écart de (39,75%) entre la plus basse soumission et la dernière estimation, et ce à l'avantage de la Ville. Cela peut s'expliquer par un réajustement du marché pour ce type de service qui tend à se généraliser et qui requiert une expertise plus répandue que dans le passé.

L'écart de 37,72% entre le prix de l'adjudicataire et du 2e soumissionnaire traduit d'une stratégie agressive de au niveau de prix afin de pénétrer le marché. Bien que les écarts semblent importants, la note intérimaire atteste de la qualité de la soumission de l'adjudicataire.

Lot 8 : Conception et développement d'applications reliées à la sécurité des TI

Sur un total de trois (3) soumissionnaires, les trois (3) firmes ont été déclarées conformes autant administrativement que qualitativement.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	72	1,64	744 624,09 $		744 624,09 $
Levio Conseils inc.	71,3	1,63	746 014,83 $		746 014,83 $
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.)	70,5	1,61	746 571,12$		746 571,12$
Dernière estimation réalisée					808 412,59 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(63 788,50 $)

(l'adjudicataire – estimation)	
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	(7,89 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*	1 390,74 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	0,19 %

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Levio Conseil inc. a obtenu son accréditation le 6 décembre 2021 et cette dernière demeure valide.

Une évaluation du rendement des adjudicataires In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.), Levio Conseils inc., Intellisec Solutions inc., et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels concernant la firme Cofomo. L'analyse nous démontre un risque faible et une évaluation de rendement de l'adjudicataire n'est pas nécessaire dans ce contrat.

Après vérification, In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.), Intellisec Solutions inc, Levio Conseil inc., Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. et Cofomo inc. ne sont pas inscrits sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PDI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des retombées suivantes :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- Maintien de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est

historiquement réalisée à l'interne.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s’applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 9 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 21 novembre 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin JACQUES
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : (438) 864-5905
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Imad ZNINI
chef(fe) de division - gouvernance et gestion de risques

Tél : (438) 350-4899
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - securite de l'information

Tél : (514) 0945-8929
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : (438) 998-2829
Approuvé le : 2022-10-31

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 6 décembre 2021

LEVIO CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR NEIL MEAGHER
530-1015, AV WILFRID-PELLETIER
QUÉBEC (QC) G1W 0C4

N° de décision : 2021-DAMP-4076
N° de client : 3000715478

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous LEVIO CONSEILS, LEVIO CONSULTING, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LEVIO CONSEILS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 décembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Liste des commandes

Numéro : 22-19401

Numéro de référence : 1611583

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact
Sélectionner la ligne	Assemblée nationale-Direction des ressources financières, de l'approvisionnement et de la vérification 1020, rue des Parlementaires, bureau RC.05 Québec, QC, G1A 1A3 http://www.assnat.qc.ca NEQ :	Monsieur Samuel Bouthillier Téléphone : 418 643-3022 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC. 1265, boulevard Charest ouest Bureau 1100 Québec, QC, G1N 2C9 http://www.lambda.qc.ca NEQ : 1146522942	Madame Lucie Quirion Téléphone : 418 683-1568 Télécopieur : 418 683-6970
Sélectionner la ligne	OKIOK DATA LTÉE 655 promenade du centropolis Bureau 230 Laval, QC, H7T 0A3 NEQ : 1144265767	Monsieur Anderson Ortega Téléphone : 450 681-1681286 Télécopieur :

Sélectionner la ligne	PROCOM QUÉBEC INC. 2000 rue Peel Bureau 300 Montréal, QC, H3A2W5 NEQ : 1160926664	Monsieur Benoit Auclair Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	Solutions Intellisec 6810 Rue Beaumarchais Brossard, Quebec Canada Brossard, QC, J4Z 0M6 https://www.intellisecsolutions.com/ NEQ : 1172752462	Monsieur Mohammed Ouenzar Téléphone : 819 919-2187 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	COFOMO INC. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1176499714	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900

Sélectionner la ligne	SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS 2700, boul. Laurier, Tour Champlain Bureau 4000 Québec, QC, G1V 4K5 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Madame Véronique Verrier Téléphone : 418 653-6574 Télécopieur : 418 653-9588
Sélectionner la ligne	Société de transport de Montréal 8845, boul. St-Laurent 5e étage Montréal, QC, H2N 1M3 http://www.stm.info NEQ :	Madame Marie-Claude Sirard Téléphone : 514 350-0800 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada 930, rue D'Aiguillon RC-140 Québec, QC, G1R 5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur :

Sélectionner la ligne	Sia Partenaires Inc. 294 Rue Saint-Paul O, Montréal Montréal, QC, H2Y2a3 http://www.sia-partners.com NEQ : 1170154943	Monsieur Patrick Robert Téléphone : 514 281-1737 Télécopieur : 514 281-1524
Sélectionner la ligne	Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876
Sélectionner la ligne	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Madame Sophie Di Cienzo Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999

Sélectionner la ligne	GROUPE EDGENDA INC. 1751, rue du Marais bureau 300 Québec, QC, G1M0A2 http://www.edgenda.com NEQ : 1161955134	Madame Flora Gaffuri Téléphone : 438 320-6456 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	Microsoft Corporation Place de la Cité - Tour Cominar 2640, boul. Laurier Bureau 1500, 15 e étage Québec, QC, G1V 5C2 NEQ :	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 805-8808 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	NOVIPRO INC. 1010, rue De La Gauchetière Ouest, (QC) bureau 1900 Montréal, QC, H3B2N2 http://www.novipro.com NEQ : 1145282845	Monsieur Daniel Aubry Téléphone : 514 744-5353 Télécopieur : 514 744-3908

Sélectionner la ligne	Atos Services Digitaux Québec Inc. 415 St-Antoine bureau 400 Montréal, QC, H2Z 2B9 http://www.infidem.biz/index.html NEQ : 1176068097	Madame Marlene Lussier Téléphone : 514 847-3664 Télécopieur : 514 847-1953
Sélectionner la ligne	Commissionnaires du Québec 1001, rue Sherbrooke Est, suite 700 Montréal, QC, H2L1L3 http://www.commissionnairesquebec.ca NEQ : 1169719847	Monsieur Serge Fortin Téléphone : 514 273-8578 Télécopieur : 514 277-1922
Sélectionner la ligne	EGYDE CONSEILS INC. 1995 rue Frank-Carrel	Madame Anne Labbé Téléphone : 418 670-4719

	315 Québec, QC, G1N 4H9 http://www.egyde.ca NEQ : 1165996613	Télécopieur :
Sélectionner la ligne	LEVIO CONSEILS INC. 1801, avenue McGill Collège, 10e étage Montréal, QC, H3A 2N4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Marie-Josée Parizeau Téléphone : 514 600-5010 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	SIA INNOVATIONS INC. 1000 de la Gauchetiere ouest Suite 3960 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.siainnovations.com NEQ : 1143980895	Monsieur Andy Frankel Téléphone : 514 842-8816 Télécopieur : 514 842-6854

Sélectionner la ligne	SUNPHINX INC. 6455 rue Jean-Talon est Suite 502 Montréal, QC, H1S 3E8 https://sunphinx.com/ NEQ : 1165296493	Monsieur PATRICK Jean-Baptiste Téléphone : 514 575-7828 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	Hitachi Systems Security Inc. 955 Michèle-Bohec Boulevard, Suite 244 Montréal, QC, J7C 5J6 NEQ : 1168133321	Monsieur Owen Moody Téléphone : 514 245-4497 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	M3P 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal, QC, H3A 2A6 http://www.m3pc.ca NEQ : 1164929185	Monsieur Martin Paquin Téléphone : 514 312-8664 Télécopieur : 514 227-5434

Sélectionner la ligne	TELUS COMMUNICATIONS INC. 300, rue St-Paul bureau 600 Québec, QC, G1K 7R1 NEQ : 1148459481	Madame Julie Théberge Téléphone : 418 780-8357 Télécopieur : 418 694-2075
Sélectionner la ligne	SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Richard Ardouin Téléphone : 514 953-6616 Télécopieur :
Sélectionner la ligne	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857

Sélectionner la ligne	XEROX CANADA LTÉE 3400 boulevard de Maisonneuve Ouest suite 900 Montréal, QC, H3Z3G1 NEQ : 1141555566	Monsieur Mathieu Charbonneau Téléphone : 514 939-4262 Télécopieur : 514 939-4242

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Fournisseur ayant demandé d’être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Organisme public.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD1229633001*
Unité administrative responsable : Direction des Technologies de l'information
Projet : *Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229633001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
Objet :	Conclure huit (8) ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lots 1 et 2), Levio Conseils inc. (lot 3, 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4), Cofomo inc. (lot 7) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 - 6 soumissionnaires) - (lots 2 et 3 - 4 soumissionnaires) - (lot 5 - 7 soumissionnaires) - (lot 6 - 5 soumissionnaires) - (lots 7 et 8 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19401 Int. d'octroi Lot 1.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 2.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 3.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 4.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 5.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 6.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 7.pdf
22-19401 Int. d'octroi Lot 8.pdf
Liste seao.pdf
22-19401 PV.pdf
22-19401 Tableau Lot 1.pdf
22-19401 Tableau Lot 2.pdf
22-19401 Tableau Lot 3.pdf
22-19401 Tableau Lot 4.pdf
22-19401 Tableau Lot 5.pdf
22-19401 Tableau Lot 6.pdf
22-19401 Tableau Lot 7.pdf
22-19401 Tableau Lot 8.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-25

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

Hicham ZERIOUH
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 438 505-1138
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 1 — No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 22,22

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Alitya Canada inc.	1 157 016.42 $		
CGI inc.	1 041 507.94 $		
In Fidem (Atos)	898 957.33 $	X	
Levio Conseils inc.	952 191,68 $		
Groupe LGS	1 434 777.62 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 1

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alithya Canada Inc.	3,50	14,33	14,67	11,67	13,00	14,67	71,8	1 157 016,42 $	1,05	4
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	15,33	15,33	12,33	13,67	15,67	75,3	1 041 507,94 $	1,20	3
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,50	14,33	14,67	11,67	14,33	15,67	74,2	898 957,33 $	1,38	1
Levio Conseils Inc.	3,33	14,67	15,67	12,33	14,33	15,67	76,0	952 191,68 $	1,32	2
Société Conseil Groupe LGS	3,67	16,33	15,67	12,33	16,67	15,00	79,7	1 434 777,62 $	0,90	5
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 2 — No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 14,81

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CGI inc.	502 210.80 $		
In Fidem (Atos)	449 478.67 $	X	
Levio Conseils inc.	478 993.21 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 2

FIRME	Présentation de l'offre de services TI	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires	Expérience du coordonnateur des services	Qualité du centre d'expertise	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques	Pointage intérimaire total	Prix	Pointage final	Rang
	5%	20%	20%	15%	20%	20%	100%	$		
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	15,00	14,00	12,33	13,67	15,00	73,0	502 210,80 $	2,45	3
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,50	14,67	16,67	12,00	14,33	15,67	76,8	449 478,67 $	2,82	1
Levio Conseils Inc.	3,33	14,67	13,00	12,33	14,67	15,67	73,7	478 993,21 $	2,58	2

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 3

No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 14,81

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CGI inc.	534 468.19 $		
In Fidem (Atos)	529 252.92 $		
Levio Conseils inc.	495 411.64 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 3

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	15,00	15,67	12,33	14,00	16,33	76,3	534 468,19 $	2,36	2
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,50	14,33	14,33	11,67	12,67	15,00	71,5	529 252,92 $	2,30	3
Levio Conseils Inc.	3,33	14,33	13,33	12,33	14,67	14,67	72,7	495 411,64 $	2,48	1
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 4 — No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 22,22

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie
Levio Conseils inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bell Canada	997 005.71 $		
CGI inc.	714 167.21 $		
In Fidem (Atos)	632 426.89 $		
Intellisec Solutions inc.	592 546.66 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 4

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bell Canada	4,00	16,67	17,00	12,67	16,67	17,33	84,3	997 005,71 $	1,35	4
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	15,00	12,67	12,33	13,67	15,00	71,7	714 167,21 $	1,70	3
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,50	14,00	13,33	11,67	13,67	15,33	71,5	632 426,89 $	1,92	2
Intellisec Solutions Inc.	4,00	15,67	17,33	13,33	16,67	17,33	84,3	592 546,66 $	2,27	1
Levio Conseils Inc.	3,33	13,67	12,67	12,33	13,33	12,00	67,3			Non conforme
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 5 — No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 25,93

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 28,57

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie
Alithya Canada inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cofomo inc.	1 666 057.2 $		
CGI inc.	1 724 514.62 $		
In Fidem (Atos)	1 423 188.14 $		
Levio Conseils inc.	1 370 340.12 $	X	
Groupe LGS	2 185 355,40 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 5

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alithya Canada Inc.	3,50	13,33	13,00	12,00	13,00	14,00	68,8			Non conforme
Cofomo Inc.	3,67	15,00	15,00	12,67	14,67	14,67	75,7	1 666 057,29 $	0,75	3
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	14,67	16,33	12,33	15,00	15,33	76,7	1 724 514,62 $	0,73	4
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,50	14,67	14,33	11,67	14,33	15,00	73,5	1 423 188,14 $	0,87	2
Levio Conseils Inc.	3,33	14,33	15,00	12,33	14,33	15,00	74,3	1 370 340,12 $	0,91	1
Société Conseil Groupe LGS	3,67	16,00	16,33	12,67	16,00	15,67	80,3	2 186 355,40 $	0,60	5
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 6 — No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 18,52

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cofomo inc.	1 108 784.87 $		
CGI inc.	1 328 927.04 $		
In Fidem (Atos)	1 101 000,60 $		
Levio Conseils inc.	1 040 542,15 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 6

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo Inc.	3,67	15,00	12,67	12,67	14,00	13,67	71,7	1 108 784,87 $	1,10	3
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	14,67	16,67	12,00	13,67	15,00	75,0	1 328 927,04 $	0,94	4
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,17	14,00	15,00	12,00	15,00	14,67	73,8	1 101 000,60 $	1,12	2
Levio Conseils Inc.	3,33	14,33	15,00	12,33	14,33	13,67	73,0	1 040 542,15 $	1,18	1
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
	Multiplicateur d'ajustement
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 7 — No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 32 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 11,11

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG	Non conforme à la clause 1,03,01 Obligations de la Régie

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cofomo inc.	94 140.38 $	X	
Levio Conseils inc.	129 647.65 $		

Information additionnelle

Préparé par : Piere L'Allier — Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 7

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo Inc.	3,67	15,00	16,00	12,67	14,67	14,67	76,7	94 140,38 $	13,46	1
Levio Conseils Inc.	3,33	14,00	14,00	12,00	14,33	14,00	71,7	129 647,65 $	9,38	2
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19401 Lot 8

No du GDD : 1229633001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 2 - 8 - 2022

Date du comité de sélection : 31 - 8 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 11,11

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2023

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CGI inc.	744 624.09 $	X	
In Fidem (Atos)	746 571.12 $		
Levio Conseils inc.	746 571.83 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 20 - 9 - 2022

22-19401 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information - Lot 8

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	3,00	14,67	14,67	12,33	13,33	14,00	72,0	744 624,09 $	1,64	1
In Fidem (Atos Services Digitaux Québec Inc.)	3,50	14,33	14,33	11,67	12,67	14,00	70,5	746 571,12 $	1,61	3
Levio Conseils Inc.	3,33	13,67	12,67	12,33	15,33	14,00	71,3	746 014,83 $	1,63	2

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	mercredi 31-08-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Google Meet
Facteur «K»	50

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227065002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er août 2022 au 31 juillet 2023, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er août 2022 au 31 juillet 2023, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) qui répond directement à l'orientation solidarité, équité et inclusion sociale du plan Montréal 2030, soit pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-31 14:38

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227065002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er août 2022 au 31 juillet 2023, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

CONTENU

CONTEXTE

Fort des consultations menées depuis 2017 tant auprès de partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires que de personnes immigrantes à statut précaire d'immigration et sans statut légal, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a développé un projet de **Cellule d'intervention et de protection** permettant aux personnes immigrantes vivant de l'abus ou ayant subi un crime, mais ne voulant pas, ou ne sachant pas comment dénoncer des situations, d'obtenir une écoute, un accompagnement et une prise en charge pouvant mener jusqu'à la plainte.
Le SDIS-BINAM souhaite reconduire cette structure au sein du milieu montréalais afin de continuer à répondre aux besoins identifiés de la clientèle suivante :

- Personnes immigrantes, particulièrement à statut précaire d'immigration ou sans statut, victimes d'abus ou d'actes criminels;
- Les proches de la victime immigrante;
- Les témoins d'un abus ou d'un acte criminel posé envers une ou plusieurs personnes immigrantes.

Le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal (ci-après le CAVAC de Montréal), reconnu par le gouvernement provincial pour son expertise et ses liens de collaboration étroits avec de nombreux partenaires d'intérêt, répond à ce mandat confié par la Ville de

Montréal depuis déjà trois années. Ce projet s'intègre dans l'orientation Solidarité, équité et inclusion sociale du plan Montréal 2030 puisque ce projet s'adresse à l'ensemble des personnes immigrantes, notamment les personnes à statut précaire d'immigration ou sans statut, victimes d'abus ou d'actes criminels à Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 1160 - 27 septembre 2021
Approuver un projet de convention de services, de gré à gré, par lequel le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal s'engage à fournir les services professionnels requis pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection développée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022
CM20 0792 - 25 août 2020
Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, se terminant le 26 juin 2021, pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses
CM19 0725 - 17 juin 2019
Approuver un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal pour assurer la mise en œuvre d'une cellule d'intervention et de protection développée par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), pour une somme maximale de 129 953 $, taxes incluses, pour une période d'un an, se terminant le 26 juin 2020, le tout, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention
CE18 1998 - 5 décembre 2018
Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants

DESCRIPTION

Organisme : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal
Projet : Reconduction quatrième année- **Cellule d'intervention et de protection**
Montant : 150 000 $
Territoire : Ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal

En protégeant la confidentialité de la clientèle migrante, la mise en œuvre de cette cellule vise à informer, orienter et référer les personnes victimes, proches ou témoins d'un abus ou d'un crime. Lorsque souhaitable et souhaité par la personne ayant adressé la demande de soutien, un accompagnement vers les ressources appropriées est offert dans le processus de plainte contre l'agresseur présumé (tel qu'un employeur ou un propriétaire abusif ou encore une personne ayant perpétré un crime à la personne immigrante).

Évaluant les besoins et établissant avec les personnes victimes les processus d'intervention souhaitée, la ressource professionnelle dédiée à la mise en place de cette cellule offre tout le soutien nécessaire et mobilise au besoin les services spécialisés offerts par les partenaires locaux, régionaux et institutionnels afin de leur assurer un accompagnement et une protection optimale.

Offrant de l'information, du soutien psychosocial, judiciaire et technique ainsi que du référencement selon les besoins individuels de la clientèle, les parties prenantes de la cellule ont pour directive de respecter en tout temps la volonté des personnes victimes d'agir ou non contre l'agresseur présumé ou d'accompagner la victime dans les démarches liées à la

plainte à un organisme tiers détenant un pouvoir coercitif et d'enquête.

Fort des apprentissages acquis durant les trois dernières années de mise en oeuvre, plusieurs bonifications seront apportées pour cette quatrième année, dont les suivantes :

- Travailler à augmenter le nombre de personnes rejointes par la Cellule. Le CAVAC vise à rejoindre entre 275 et 300 personnes immigrantes pour l'année 2022-2023.
- De ce nombre, le CAVAC désire rejoindre davantage de personnes sans statuts ou à statut précaire, soit 10-15% de leur clientèle. Ceci est une augmentation de 50% comparativement à l'année 2022.
- Documenter la réalité des personnes sans-papier ou sans statut (besoins, trajectoire de demande d'aide, etc.) et former les différents partenaires sur ces enjeux;
- Élaborer une stratégie pour mieux rejoindre les personnes immigrantes victimes d'abus ou de violence au travail et les personnes sans statuts et à statut précaire;
- Renforcer les liens avec les partenaires/collaborateurs et en développer de nouveaux particulièrement en ce qui concerne les personnes sans statuts et à statuts précaire, entre autre via le comité aviseur du BINAM;

JUSTIFICATION

Ce projet s'inscrit dans l'orientation « Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion » du plan stratégique 2020-2030 de la Ville de Montréal.
Le CAVAC de Montréal détient une expertise depuis plus de 30 ans en matière de soutien, d'intervention post-traumatique et psychosociale, de connaissance de l'appareil judiciaire et des organismes impliqués, d'accompagnement et de référencement pour l'aide aux victimes. Son équipe formée en intervention post-traumatique a su répondre avec brio depuis trois années aux enjeux complexes rencontrés par les personnes immigrantes, sans statut et à statut précaire. À tel point qu'un deuxième point de service du CAVAC en Montérégie a développé la même initiative il y a deux ans. Ce projet inspire et suscite l'adhésion.

La reconduction de ce mandat pour une quatrième année permettra à l'organisme de maintenir ses ressources humaines pour une année supplémentaire ainsi que ses capacités opérationnelles à déployer le projet. De plus, l'organisme a démontré d'excellents résultats lors de sa troisième année, qui justifient la reconduction du service pour une quatrième année. Effectivement, la Cellule d'intervention et de protection des migrants a rejoint 250 personnes migrantes dont 27% de demandeurs d'asile et demandeurs d'asile déboutés (personne qui a reçu une réponse défavorable à sa demande) qui ont pu bénéficier des services de la Cellule. Parmi ces 250 personnes, plus de la moitié ont pu bénéficier d'un suivi de plusieurs rencontres (58%).

Durant cette troisième année, le CAVAC a également pu développer son expertise dans l'intervention auprès des personnes migrantes à statut précaire et développer des services particuliers pour cette clientèle. L'accent a également été mis sur la problématique de la violence conjugale et de la violence sexuelle vécue par les femmes immigrantes

Dans le cadre de son mandat, le CAVAC collabore avec le Service de police de la Ville de Montréal, notamment par le biais de ses deux services d'intervention et de référence policière. Sans nommer les organismes, le CAVAC a pu établir des partenariats et liens de confiance avec une dizaine de partenaires communautaires. Ceci démontre qu'avec le travail accompli, durant cette dernière année, la reconduction du service tombe au moment opportun. De plus, il est nécessaire de mentionner qu'avec l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile arrivant au Québec depuis janvier 2022, le travail de la Cellule est encore plus pertinent. En effet, d'après les réalités du terrain, nous nous attendons à ce que le nombre de demandeurs d'asile continue d'augmenter durant les prochains mois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 150 000 $, est prévu au SDIS - BINAM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale. C'est le 4e contrat de services professionnels que la Ville accorde pour assurer les services de la Cellule d'intervention et de protection.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en assurant la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire et offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La reconduction de la Cellule s'ajoute aux initiatives précédentes de la Ville en matière d'accueil et de soutien à l'intégration des personnes migrantes. Par cette initiative, la Ville de Montréal réaffirme son rôle d'acteur clé en matière d'inclusion, et dans son appui à la coordination et à l'élargissement de l'offre de services aux personnes à statut précaire d'immigration, y compris aux demandeurs d'asile et aux personnes sans statut légal d'immigration. De plus, les besoins étant encore plus urgents, la Ville de Montréal se démarque comme un soutien nécessaire dans le cadre de cette situation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'organisme a adapté ses services durant la pandémie liée à la COVID-19 et va continuer de le faire en respectant les normes de santé publique. À titre d'exemple, les suivis téléphoniques ou par vidéo conférence ont été prônés par l'ensemble des services du CAVAC de Montréal bien que l'organisation permît aussi les rencontres en personnes quand cela était préférable et respectait les mesures sanitaires. Les rencontres téléphoniques et virtuelles étaient facilitantes pour diverses raisons notamment leurs horaires de travail ou obligations familiales par exemple, ce qui a permis et qui continuera de permettre même hors pandémie, d'offrir des services aux personnes migrantes qui ont des difficultés à se déplacer dans les locaux des bureaux du CAVAC. Cette approche flexible sera maintenue pour la quatrième année du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En collaboration avec le BINAM et les acteurs locaux, le CAVAC de Montréal a déjà mis sur pied en 2020 une stratégie de communication adaptée qui sera maintenue et bonifier au besoin.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

9 novembre 2022 Présentation au comité exécutif
21 novembre 2022 Présentation au conseil municipal pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Boutaina AZZIMANI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Audrey BADY
conseiller(ere) en planification

Tél : 514 240-1448
Télécop. : 514 240-1448

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-20

Jessica LAGACÉ-BANVILLE
chef de section developpement local

Tél : 514-872-0597
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2022-10-28

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 18 juin 2018, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer

de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l’utilisation d’un progiciel ou d’un logiciel :

a) d’assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d’auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d’exécuter des travaux d’enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d’installations d’aqueduc, d’égout, d’électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d’huile ou d’autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l’entretien d’équipements spécialisés parce qu’elle les a fabriqués ou parce qu’elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d’exécuter des travaux sur l’emprise d’une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu’une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d’un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d’un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu’elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d’une demande de soumissions afin que cette personne procède à l’adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu’elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d’un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu’elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il

s’applique à tout processus d’appel d’offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s’appliquer à tout acte posé avant l’entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l’application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n’a pas d’autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l’application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu’à la date de fin de la période d’interdiction prévue.

ANNEXE 1
ENGAGEMENT SOLENNEL

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 26 juin 2018

ANNEXE

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

_____

Signé à _____, le _____

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]* 1227065001
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]* Service de la diversité et de l'inclusion social
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]* Accompagnement social inclusif et adapté aux personnes migrantes à statut précaire de la région de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	oui		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			s.o.
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			s.o.
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			s.o

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	oui		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	oui		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	oui		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	oui		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
GDD1227065002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL**, personne morale constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)* dont l'adresse principale est située au 6472, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec), H2S 3C4, agissant et représentée par madame Jenny Charest, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 13139 5527 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006493340 DQ0001

Ci-après, appelé le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant est un organisme reconnu par le ministère de la Justice au sens de l'article 10 de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (LAVAC)* qui dispense des services de première ligne à toute personne victime d'un acte criminel et ses proches, ainsi qu'aux témoins d'un acte criminel, et ce, que l'auteur du crime soit ou non identifié, arrêté, poursuivi ou reconnu coupable;

ATTENDU QUE la *Charte canadienne des droits des victimes* (L.C. 2015, ch. 13), le *Code criminel*, la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* (RLRQ, chapitre A-13.2, ci-après « la LAVAC») et la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (RLRQ, chapitre I-6, ci-après la « LIVAC») confèrent des droits aux victimes d'actes criminels et prévoient des obligations qui incombent aux personnes et organismes associés au système de justice pénale au regard desdits droits;

ATTENDU QUE l'article 4 de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (LAVAC)* prévoit notamment le droit des personnes victimes à de l'information sur ses droits et recours, sur son rôle dans le cadre du processus pénal, sur sa participation dans la

procédure judiciaire et de l'état et de l'issue de celle-ci ainsi que son droit à de l'information sur l'existence de services de santé et de services sociaux ou tout autre service d'aide approprié à sa situation;

ATTENDU QUE l'article 6 de la *LAVAC* prévoit le droit de la personne victime de recevoir l'assistance médicale, psychologique et sociale que requiert son état ainsi que les autres services d'aide appropriés à ses besoins en matière d'accueil, d'assistance et de référence aux autres services les plus aptes à lui venir en aide, compte tenu des ressources disponibles;

ATTENDU QUE près des deux tiers des personnes issues de l'immigration récente au Québec, s'installent dans la métropole et que parmi eux, de nombreuses personnes à statut précaire, ou qui deviennent sans statut, nécessitent un soutien, un accompagnement et des services adaptés à leurs besoins lorsqu'ils subissent de l'abus ou un acte criminel;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant pour répondre à un des objectifs de l'axe *Ville responsable et engagée* de son plan d'action en matière d'intégration des nouveaux arrivants *Montréal inclusive 2018-2021,* lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville souhaite mettre en place des mécanismes pour accroître la protection des personnes à statut précaire d'immigration contre des abus et des actes criminels;

ATTENDU QUE ce projet répond aux orientations de la Ville en cette matière;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : La Directrice du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe ci-jointe, pour assurer l'offre de services de la **Cellule d'intervention et de protection développée par le BINAM** consistant à offrir, par le biais d'une ressource professionnelle dédiée, une expertise et un soutien psychosocial et judiciaire pour l'accompagnement et la protection de la clientèle immigrante, particulièrement les personnes migrantes à statut précaire ou sans statut d'immigration; garantir la confidentialité des personnes migrantes qui feront appel à ses services; développer des outils pour l'intervention, la protection, l'information et le référencement répondant aux besoins spécifiques de la clientèle ciblée; procurer ou offrir un soutien en plusieurs langues; établir un accord de collaboration entre les partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires; proposer des formations sur les différents parcours migratoires et statut d'immigration et assurer la mise en œuvre d'une stratégie de communication adéquate.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1 août 2022 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 juillet 2023.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui

seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais,

dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **cent cinquante mille dollars (150 000 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les

factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder **cent cinquante mille dollars (150 000 $).**

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit

soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable

ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions dollars (2 000 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 6472, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2S 3C4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 20

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Jenny Charest, directrice

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal de la Ville de Montréal, le 21 e jour de novembre 2022 (Résolution CM…)

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

MISE EN CONTEXTE

Fort des consultations qu'il a menées tant auprès de partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires que de personnes immigrantes à statut précaire d'immigration et sans statut elles-mêmes, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (ci-après le BINAM) a développé en 2019 un projet de **Cellule d'intervention et de protection** qui permet aux personnes immigrantes vivant de l'abus ou ayant subi un acte criminel, mais ne voulant pas, ou ne sachant pas comment, dénoncer des situations d'obtenir une écoute, un accompagnement et une prise en charge pouvant mener jusqu'à la plainte.

Le BINAM souhaitait que cette structure soit mise en œuvre au sein du milieu montréalais. Elle devait permettre de répondre aux besoins identifiés de la clientèle suivante :

- Personnes immigrantes, particulièrement à statut précaire d'immigration ou sans statut, victimes d'abus ou d'actes criminels;
- Les proches de la victime immigrante victime d'abus ou d'actes criminels;
- Les témoins d'un abus ou d'un acte criminel posé à l'encontre d'une ou plusieurs personnes immigrantes.

Soulignant sa reconnaissance par le gouvernement provincial, son expertise et ses liens de collaboration étroits avec de nombreux partenaires d'intérêt, la Ville de Montréal a approché le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal (ci-après le CAVAC de Montréal) pour répondre à ce mandat.

COMPRÉHENSION DU MANDAT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

En protégeant la confidentialité de la clientèle immigrante, la mise en œuvre de cette Cellule vise à **informer, orienter et référer les personnes victimes, proches ou témoins d'un abus ou d'un crime.** Lorsque souhaitable et souhaité par la personne ayant adressé la demande de soutien,

un accompagnement ou une référence vers les ressources appropriées est offert dans le processus de plainte contre l'agresseur présumé (tel qu'un employeur ou un propriétaire abusif ou encore une personne ayant perpétré un crime à la personne immigrante).

Évaluant les besoins et établissant avec les personnes victimes les processus d'intervention souhaitée, la ressource professionnelle dédiée à la mise en place de cette cellule a pour objectif d'offrir tout le soutien nécessaire et de mobiliser au besoin les services spécialisés offerts par les partenaires locaux, régionaux et institutionnels afin de leur assurer un accompagnement et une protection optimale.

Offrant de l'information, du soutien psychosocial, judiciaire et technique et du référencement selon les besoins individuels de la clientèle, les parties prenantes de la cellule ont pour directive de respecter en tout temps la volonté des personnes victimes d'agir ou non contre l'agresseur présumé ou d'accompagner la victime dans les démarches liées à la plainte à un organisme tiers détenant un pouvoir coercitif et d'enquête et dans le système judiciaire.

EXPERTISE DU CAVAC DE MONTRÉAL POUR RÉPONDRE AU MANDAT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le CAVAC de Montréal possède l'expérience et l'expertise pour mettre en œuvre le projet de cellule d'intervention et de protection et répondre aux besoins des personnes immigrantes, tels qu'identifiés par la Ville de Montréal et ses partenaires.

Né suite à l'adoption de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* (LAVAC) et financé en majorité par le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminel (FAVAC), le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal a été un des premiers à s'implanter dans son milieu en 1988.

Le CAVAC de Montréal a donc acquis depuis les trente dernières années une grande expertise en matière de soutien, d'intervention post-traumatique et psychosociale, de connaissance de l'appareil judiciaire et des organismes impliqués, d'accompagnement et de référencement pour l'aide aux victimes. Son équipe, formée en intervention post-traumatique, est composée de professionnels formées et tous membres d'un ordre professionnel (criminologues, travailleurs sociaux, sexologues, psychoéducateurs, etc.).

Dans le cadre de son mandat, le CAVAC collabore déjà avec le Service de police de la Ville de Montréal (ci-après le SPVM) notamment par le biais de ses deux services d'intervention et de référence policière, soit celui des agents d'intervention immédiate dans les postes de quartier (PDQ) et celui des agents de liaison en centres d'enquêtes qui sont installés directement dans les locaux du SPVM.

Sa collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour faciliter l'accompagnement des personnes victimes dans l'appareil judiciaire et assurer la mise en œuvre des programmes d'information aux victimes permet d'assurer un travail complémentaire et concerté avec les procureurs des poursuites criminelles et pénales de Montréal. Présentes dans tous les tribunaux de la métropole, des équipes d'intervenants sont installés directement dans les locaux du palais de justice, de la chambre de la jeunesse et de la cour municipale.

Avec les trois bureaux situés dans l'est, l'ouest et le centre, le CAVAC offre des services dans 16 lieux distincts sur l'île de Montréal. Un service spécifique est également disponible depuis 15 années pour la communauté hispanophone de la région et tous les documents d'information du CAVAC de Montréal sont accessibles en trois langues.

Détenant d'ores et déjà des processus d'intervention et une expertise psychosociale et judiciaire dans l'aide aux victimes et auprès de plusieurs clientèles avec des besoins particuliers, dont les personnes victimes d'exploitation sexuelle, les personnes aînées victimes de maltraitance, les proches de personnes décédées par actes criminels, le CAVAC a su démontrer au fil des années sa capacité à bonifier ses interventions et son offre de services pour l'adapter aux besoins spécifiques des diverses clientèles visées.

Le projet de cellule d'intervention et de protection proposé par le BINAM s'inscrit donc en complémentarité dans la mission et la vision du CAVAC de Montréal qui est depuis de nombreuses années, soucieux de favoriser le développement d'une expertise particulière adaptée à la réalité des personnes immigrantes qui composent une partie cruciale de la population de la métropole.

- Expertises spécialisées au niveau psychosocial et judiciaire réunies pour le soutien, l'accompagnement et la protection de la clientèle immigrante;
- Au besoin, services d'information, d'orientation et de références spécifiques pour répondre aux besoins de la clientèle ciblée;
- Services disponibles en plusieurs langues;
- Services accessibles que l'auteur du crime soit ou non identifié, poursuivi ou reconnu coupable;
- Services offerts sans nécessité d'avoir fait appel à la police ou d'avoir fait de dénonciation;
- Intervention professionnelle, rapide, **confidentielle**, gratuite, respectueuse et personnalisée selon les besoins de la personne victime;
- Respect des personnes dans leur cheminement.

RÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU CAVAC DE MONTRÉAL

- Mettre en œuvre le processus de sélection d'une seconde ressource professionnelle dédiée;

- Assurer la supervision des activités des ressources dédiées;
- Concevoir et assurer le suivi du plan d'action annuel, des rapports d'étape et annuel et de l'évaluation du projet;
- Valider les outils de promotion et faciliter le développement ou la consolidation d'entente de collaboration et le développement de partenariat;
- Assurer la gestion budgétaire du projet.

RÔLE DES INTERVENANTES CAVAC DÉDIÉES À LA CELLULE

Au départ, l, la Cellule ne comptait qu'une seule intervenante CAVAC dédiée.

Rapidement, dès juillet 2019, les efforts mis en œuvre par l'intervenante dédiée, la directrice générale et la directrice des services courants du CAVAC pour faire connaître la Cellule à divers partenaires ont porté fruit. Après moins d'une année, il est apparu clair que les besoins ne pouvaient être comblés par une seule ressource. C'est ainsi qu'une 2è ressource a été embauchée par le CAVAC et que le CAVAC a lui-même ajouté à même ses propres budgets en 2020 des intervenants pouvant aider les deux ressources dédiées ainsi qu'une coordonnatrice de projets pour arriver à répondre adéquatement aux besoins de ces personnes victimes particulièrement vulnérables.

Le rôle spécifique de celles-ci consiste à recevoir et traiter les demandes d'aide de nouveaux arrivants ou personnes immigrantes victimes et de travailler en partenariat avec les organismes du milieu pour soutenir, accompagner et orienter les personnes vers les ressources appropriées en fonction de leurs besoins. La ressource professionnelle a également pour mandat d'identifier les ressources d'aide les plus pertinentes pouvant être offertes aux personnes immigrantes ou nouveaux arrivants victimes d'abus ou d'actes criminels, les proches ou les témoins, à transmettre des informations et à offrir un soutien et un accompagnement dans les démarches à cette clientèle spécifique. Elle développe des stratégies lui permettant de rejoindre la clientèle immigrante particulièrement vulnérable, en établissant notamment des liens étroits avec les organismes œuvrant auprès des personnes sans statut et à statut précaire d'immigration. Elle contribue également à développer les connaissances en documentant l'historique de la trajectoire et de la demande d'aide et à favoriser le développement de partenariat. Elle travaille à la conception de divers outils de communication, d'information, d'intervention, de sensibilisation ou de formation. Enfin, elle est responsable d'assurer l'évaluation du projet.

Tâches principales :

- Recevoir les demandes d'aides et offrir un soutien psychosocial et judiciaire pour l'accompagnement et la protection de la clientèle immigrante et assurer la confidentialité des services offerts;

- Développer des outils pour l'intervention, la protection, l'information et le référencement répondant aux besoins spécifiques de la clientèle ciblée;
- Procurer ou offrir un soutien en plusieurs langues;
- Identifier, évaluer le besoin des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus à l'égard des services du CAVAC et offrir les services d'intervention adaptés à leurs réalités;
- Identifier, évaluer le besoin des proches des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus à l'égard des services du CAVAC et offrir les services d'intervention adaptés à leurs réalités;
- Dans un objectif d'exploration de différentes trajectoires de services de cette clientèle, effectuer le suivi auprès des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus et orienter les personnes vers les ressources d'aide appropriées et d'accompagnement en fonction de leurs besoins ;
- Développer l'expertise et des outils d'intervention auprès des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus ou de leurs proches;
- **Proposer des formations sur les différents parcours migratoires et statut d'immigration et participer en collaboration avec les ressources en communication de la ville de Montréal et du CAVAC à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de promotion pour mieux rejoindre les clientèles cibles;**
- Fournir l'information aux personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus dans l'exercice de leurs droits et de leurs recours;
- Orienter les personnes victimes vers les ressources juridiques, médicales, sociales et communautaires appropriées;
- Accompagner les personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus dans le processus de dénonciation lorsqu'elles le souhaitent;
- Développer et maintenir les liens privilégiés auprès des partenaires impliqués, auprès de la clientèle des nouveaux arrivants et immigrants de la Ville de Montréal;
- Assurer un rôle d'agent de liaison entre les organisations et les personnes victimes qui font appel à la cellule d'intervention;
- En collaboration avec la direction des communications de la Ville et les acteurs locaux, développer une stratégie et des outils de communication qui permettront de favoriser une meilleure connaissance des services du CAVAC auprès de la population et auprès des organismes ciblés et ainsi développer un mécanisme de référencement qui amène le CAVAC à entrer en contact avec les personnes victimes et leur proposer des services;
- **Participer au développement de partenariat et favoriser la collaboration avec les organismes partenaires et les personnes ressources du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal afin d'optimiser le suivi de ces dossiers et offrir une gamme de services adaptée aux besoins spécifiques des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus et plus particulièrement les personnes sans statut ou à statut précaire;**
- Participer au développement de partenariats stratégiques avec tout autre organisme régional susceptible d'offrir des services adaptés à ces personnes victimes;
- Participer à la documentation du projet, à son évaluation et à la rédaction des bilans d'étape et annuel;

- Procéder à une analyse du continuum des services en tenant compte des principaux besoins de la clientèle rencontrée et des limites dans les ressources disponibles.

RÔLE DE LA CONSEILLÈRE DU BUREAU D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS À MONTRÉAL (BINAM)

- Soutenir la poursuite du projet;
- Assurer une collaboration étroite avec la direction du CAVAC tout au long du projet;
- Coordonner l'exécution de la convention qui sera signée entre la direction du CAVAC et la Ville de Montréal;
- Accompagner le CAVAC dans l'évaluation du projet;
- Soutenir la promotion du projet et le maintien des partenariats.

PROCESSUS D'INTERVENTION PROPOSÉS

Les processus d'intervention développés avec des partenaires s'activent lorsqu'il y a une demande de soutien de la personne victime, d'un proche ou d'un témoin en lien avec un abus ou un crime à l'encontre d'une personne immigrante pour assurer sa protection et son accompagnement.

Processus d'intervention sur réception d'une demande de soutien par la personne victime elle-même:

1. Ouverture d'un dossier confidentiel;
2. Intervention de crise au besoin et remise d'une plage horaire pour une rencontre (3 relances peuvent être faites);
3. Évaluation de la situation, des besoins et des ressources de la personne;
4. Intervention post-traumatique;
5. Intervention de nature psychosociale et judiciaire;
6. Information sur les droits, les recours et leurs implications;
7. Entente avec la personne victime sur les mesures d'accompagnement souhaitées;
8. Sur autorisation de la personne victime, accompagnement dans le processus de plainte à la CNESST, au SPVM ou autres organisations pertinentes selon le type d'abus ou de crime survenu;
9. Orientation et références personnalisées vers des ressources spécialisées (ex. : Clinique juridique pour la régularisation de statut d'immigration, Clinique de Médecins du Monde);

10. Assistance technique, accompagnement et préparation à rendre témoignage si applicable;
11. Suivi des personnes victimes, le temps nécessaire de l'intervention;
12. Suivi et orientation auprès des services spécialisés lorsqu'un référencement est fait.

Processus d'intervention sur réception d'une demande de soutien par un organisme partenaire ou une personne tiers :

1. Ouverture d'un dossier confidentiel;
2. Évaluation sommaire de la situation;
   a. Intervention de crise au besoin et remise d'une plage horaire pour une rencontre (3 relances peuvent être faites);
   b. Évaluation de la situation, des besoins et des ressources de la personne;
3. Soutien ou coaching des intervenants au besoin
4. Co-intervention au besoin
5. Information, orientation et référencement répondant à la demande de soutien;
6. Entente avec la personne sur une procédure à suivre et sur les acteurs à impliquer pour les différentes étapes de l'intervention.

COMMUNICATION ET PROMOTION

Considérant le profil spécifique de la clientèle ciblée, et s'agissant d'un projet pilote, des efforts importants ont été déployés quant à la conception et la diffusion d'outils de communication et de promotion. La ressource dédiée du CAVAC de Montréal a travaillé au départ du projet de concert avec la Ville de Montréal et ses partenaires pour développer une stratégie de communication adaptée qui a su rejoindre un maximum de personnes visées par le présent projet dans les trois premières années. Un nouveau plan de communication et de promotion sera à concevoir pour rejoindre maintenant un plus grand nombre de personnes sans statuts ou à statuts très précaires. Les efforts déployés par les partenaires communautaires de la cellule ont aussi été considérés d'un point de vue financier.

Dans la poursuite du projet en cours, les efforts et les stratégies spécifiques pour continuer de rejoindre les personnes immigrantes sans statut légal d'immigration victimes d'un acte criminel, de même que les travailleurs immigrants en situation de vulnérabilité vont être privilégiés. Un effort particulier sera fait pour identifier les partenaires et les lieux où être présents et présenter la Cellule pour mieux rejoindre les personnes sans statut. En effet, force est de constater que les liens avec les différents partenaires portent fruit puisque le nombre de personnes rejointes est en augmentation et ce, malgré le fait que cette clientèle semble être plus difficile à rejoindre pour différentes raisons telles que des craintes liées à l'absence de statut légal, la peur d'être dénoncée à l'immigration et d'être déportée, la méfiance, la méconnaissance de leurs droits/recours et des services d'aide. **En ce sens, les liens développés avec le SPVM permettent de continuer de**

faciliter les interventions et d'accompagner les personnes victimes dans leurs démarches en leur assurant une plus grande sécurité, mais une attention particulière sera portée aux organismes qui ne sont pas en lien avec les services policiers et qui peuvent assurer un lien entre les personnes sans statut et la Cellule. Une attention particulière sera portée en ce qui concerne spécifiquement les femmes victimes de violence conjugale, les femmes victimes de violence sexuelle et tout ce qui concerne les violences armées. Divers projets sont prévus dans la prochaine année et les intervenantes dédiées seront appelées à poursuivre les liens directs avec les ressources du CAVAC dédiées à ces clientèles tout en cherchant de nouvelles avenues pour aller à la rencontre des personnes à statut précaire. La coordonnatrice de projets financée à même les budgets du CAVAC qui soutient les ressources dédiées dans l'accomplissement de leur mandat travaillera particulièrement avec l'équipe dédiée et la directrice générale à chercher les moyens de rejoindre encore plus les personnes sans statuts par le développement d'un plan de promotion à venir.

APPRENTISSAGES ET BONIFICATIONS

Principaux constats suite aux premières années du projet

Dans le rapport d'étape remis en janvier 2022, rapport faisant état du développement, de l'avancement et des réalisations de la Cellule d'intervention et de protection, nous pouvons constater que les références et les demandes d'aide ont augmenté de façon constante depuis le moment de sa création (juillet 2019). Depuis les dernières années, et ce malgré une situation pandémique, plus de 250 demandes sont traitées dans le cadre de la Cellule d'intervention et de protection, par année, tout type d'intervention confondu (rencontres de suivi téléphoniques ou en personne, interventions ponctuelles suite à des références policières, consultations téléphoniques auprès de professionnels externes ou d'intervenants du CAVAC pour certains dossiers, orientations et références). Soulignons également que le contexte actuel rend les situations encore plus précaires et les dossiers sont de plus en plus complexes. Les interventions effectuées sont souvent complexes et nécessitent une intensité demandant beaucoup aux ressources dédiées.

Dans le rapport d'étape, nous pouvons également constater que les besoins et les problématiques de la clientèle immigrante sont multiples, variés, complexes et très spécifiques. En ce sens, nous croyons que ce service est essentiel et bénéfique, et qu'il permet d'offrir une intervention spécialisée et adaptée à la réalité de ces personnes immigrantes. Cependant, il apparaît également que seules les ressources dédiées ne permettent d'offrir les services aux personnes ciblées par la Cellule. Les ressources des différentes équipes du CAVAC participent donc activement à cette nouvelle réponse rapide et adaptée à la grande vulnérabilité de cette clientèle qui fait face à de nombreux défis.

Les premières années du projet ont permis de mettre le service en lumière au sein du réseau de la santé et des services sociaux, de même qu'au sein du réseau communautaire et de créer au sein de l'équipe du CAVAC un réflexe et des connaissances pointues pour tenir compte des particularités de cette clientèle afin de leur offrir un soutien et un accompagnement adapté et sécuritaire. De plus, plusieurs partenariats et ententes de collaboration ont pu être créés, dans l'objectif de partager différentes expertises et de travailler en complémentarité. Nous avons constaté que la qualité et l'efficacité de notre service dépend, en partie, du lien avec plusieurs partenaires (concertation). Les premières années ont également permis d'accompagner plusieurs personnes immigrantes, à statut précaire, dans leurs démarches et dans une reprise de pouvoir sur leur vie.

Bonifications à prévoir pour la quatrième année du projet

Nous visons dans la prochaine année à rejoindre de 275 à 300 personnes immigrantes ou sans statut victimes d'actes criminels. De ce nombre, nous visons à rejoindre un % plus élevé de personnes sans statut ou à statut précaire, soit d'au moins 10 à 15 % des personnes à qui nous avons pu offrir le service de la Cellule.

Au-delà de l'intervention à offrir, plusieurs volets seront prévus dans le plan d'action de la prochaine année, dont les suivantes :

- **Travailler à mieux rejoindre les personnes sans-papiers ou sans statut légal d'immigration victimes d'un acte criminel;**
- **Création d'un plan de communication pour la population des personnes sans statut ou à statuts précaires en collaboration avec les ressources du BINAM;**
- **Poursuivre nos collaborations avec les organismes, Médecins du monde, Le mouvement contre le viol et l'inceste, le Centre des travailleurs travailleuses immigrantes et identifier de nouveaux partenaires dont Misson communautaire Montréal, les groupes du comité aviseur du BINAM ou de la TCRI; De nouveaux organismes seront identifiés au cours de l'année**
- Identifier au moins 5 organismes et assurer une présence accrue dans des activités et auprès des organismes où des personnes sans statut ou à statut précaire se retrouve pour sensibiliser la population et les organismes à la possibilité des personnes d'être accompagnées et soutenues;
- Identifier les organismes partenaires avec qui établir ou consolider les liens en priorisant ceux qui sont en lien dans les différents quartiers où se concentrent les personnes les plus vulnérables;
- Documenter la réalité des personnes sans-papiers ou sans statut (besoins, trajectoire de demande d'aide, etc.);
- Élaborer une stratégie pour mieux rejoindre les personnes immigrantes victimes d'abus ou de violence au travail (travailleurs immigrants en situation de vulnérabilité);
- Procéder à une analyse du continuum de services pour cette clientèle (évaluation des manques dans les ressources actuelles disponibles en fonction des besoins spécifiques de la clientèle);

- Renforcer les liens avec les partenaires/collaborateurs et en développer de nouveaux particulièrement en ce qui concerne les plus vulnérables;
- Travailler de concert avec différents partenaires du réseau afin d'augmenter la visibilité de la Cellule et l'offre de services auprès des personnes immigrantes sans statut légal;
- Mettre en œuvre un groupe de soutien pour les demandeurs d'asile ayant été victimes d'événements traumatiques, en collaboration avec le PRAIDA ou seul;
- Participer à la table en violence conjugale de Montréal et voir la pertinence de relancer la réflexion régionale sur les enjeux des femmes sans papier victimes de violence (volet hébergement)(la directrice du CAVAC est membre du CA de la table et y assurera une présence assidue et fera valoir ces éléments auprès des organismes du milieu)

Impacts de la crise liée à la COVID-19

La crise actuelle liée à COVID-19 semble avoir eu encore cette année, un impact sur le nombre de références et de demandes d'aide de la clientèle (légère baisse observée en 2021). Cette baisse peut s'expliquer par une baisse d'achalandage de la clientèle dans différents services et par une diminution dans la première partie de l'année de l'entrée au Canada des nouveaux arrivants (demandeurs d'asile) dû à la fermeture des frontières. D'un autre côté, cette crise a accrue les besoins, la détresse et aggrave les difficultés chez la clientèle rencontrée (ex : augmentation du stress et de l'anxiété, isolement lié au confinement et à la peur de sortir, méconnaissance des services d'aide qui sont à leur disposition malgré la crise, incompréhension liée à la barrière de la langue, instabilité ou perte de logement chez certaines personnes, mise en quarantaine pour des personnes victimes de violence conjugale voulant aller en maison d'hébergement, suspension des classes de francisation, présence des enfants à temps plein à la maison et monoparentalité, suspension des audiences pour les demandes d'asile et délais des démarches d'immigration, etc.).

Par ailleurs, nous croyons que cette crise pourrait avoir un impact à plus long terme chez la clientèle immigrante et sans statut et le service tel la Cellule d'intervention et de protection démontre sans contredit sa pertinence.

De plus, nous constatons depuis la réouverture de plusieurs organismes, la reprise des services réguliers et la réouverture de la frontière canado-américaine en novembre qui a signifié le retour des migrants passant par le chemin Roxham. Ceci a résulté en une hausse des demandes d'aide dans le cadre de la Cellule. À cet égard notons une nouvelle inquiétante rapportée par La Presse le 20 décembre dernier qui nomme que « Ottawa aura le pouvoir dans un proche avenir de fermer la porte aux demandeurs d'asile qui évitent les postes frontaliers officiels.» Il semble que le gouvernement Trudeau ait négocié certains changements à l'entente des tiers pays sûrs qui permettrait dorénavant au Canada de

refouler un demandeur d'asile à la frontière et ce, peu importe qu'il se présente à un point d'entrée officiel ou qu'il traverse la frontière de manière irrégulière. [1] De nombreuses personnes pourraient alors se retrouver sans statut.

Une autre nouvelle politique s'avère aussi inquiétante et c'est celle du projet de loi 96. Effectivement, le gouvernement caquiste souhaite instaurer la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, qui propose « d'interdire aux employés du secteur public de communiquer avec les individus à qui ils donnent des services dans des langues autres que le français, sauf certaines exceptions. » Tel que documenté par plusieurs membres du SHERPA et professeurs de l'université McGill dans un mémoire soumis à la Commission de la culture et de l'éducation le 1er octobre dernier :
« Ces nouvelles dispositions du projet de loi 96 risquent de compromettre l'accès à des services essentiels dans le domaine de la santé, des services sociaux, du système scolaire et des municipalités pour un grand nombre de personnes allophones et anglophones vivant au Québec.»[2] À cet égard, le CAVAC de Montréal en collaboration avec le Réseau des CAVAC va se pencher dans la prochaine année pour définir le plan pour s'assurer de faire valoir l'aspect de services essentiels de la mission des CAVAC mais plus particulièrement assurer que les services de la cellule puissent continuer d'être dispensés dans la langue de la personne victime. Rappelons que le CAVAC étant un organisme privé à but non lucratif, n'est pas un organisme public et devrait ne pas être soumis à cette loi. Toutefois, nous allons prévenir en nous attardant aux éléments pour ne pas être aux prises avec une limitation à pouvoir offrir le service tel que nous le faisons actuellement. La victimisation des personnes doit primer sur la loi qui limite la capacité des personnes à recevoir les services pour aider leur rétablissement. Si les personnes ne peuvent recevoir les services d'intervention post-traumatique, nous pensons que leur intégration n'en sera que plus difficile. Un argumentaire pour appuyer les besoins des personnes victimes sera donc développé dans la prochaine année.

Ces grands changements, associés à une hausse de la criminalité violente, démontrent la nécessité des ressources dédiées ainsi que la collaboration nécessaire de plusieurs des équipes du CAVAC dans l'accueil et l'offre de services à cette clientèle présentant de grands besoins. La raison d'être du CAVAC et de la Cellule d'intervention et de protection des personnes sans statut ou à statut précaire victimes d'actes criminels ou d'abus. Mentionnons parmi cette clientèle le grand nombre de femmes victimes de violence conjugale ou de violence sexuelle, dont le Rapport Rebâtir et les différentes mesures qui y sont suggérées vont s'appliquer à l'offre de services de la Cellule. Les différentes actions du CAVAC à cet égard pour garder une priorité pour cette clientèle vulnérable n'en seront que profitables.

[1] Bellavance, J-D. (20 décembre 2021) Demandeurs d'asile : Ottawa durcit le ton, https://www.lapresse.ca/actualites/2021-12-20/demandeurs-d-asile/ottawa-durcit-le-ton.php#:~:text=Le%20flot%20de%20migrants%20qui,%C3%A9vitent%20les%20postes%20frontaliers%20officiels.
[2] Institut universitaire SHERPA. (1er octobre 2021)La langue de communication entre les individus et l'État au Québec : les atteintes aux droits sociaux, sanitaires et économiques dans le projet de loi 96, Mémoire soumis à la Commission de la culture et de l'éducation Projet de loi 96 Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français https://sherpa-recherche.com/wp-content/uploads/2021/10/PL96_memoire_communication-individus-Etat_final_2021.10.01-1.pdf

Au-delà de la pandémie qui se poursuit, plusieurs événements majeurs ont également marqué la communauté, particulièrement les personnes immigrantes. Notons le **meurtre du président Haïtien** en juillet 2021 suivi du **tremblement de terre en Haïti** en août, puis la reprise du contrôle par les talibans en **Afghanistan** et **la guerre en Ukraine.** Plus localement, comme autre élément marquant de l'année 2021, il importe de souligner les **nombreux homicides** qui se sont déroulés à Montréal. Cinq d'entre eux sont survenus en décembre seulement[3] et l'un d'entre eux a impliqué un investissement de temps considérable par la Cellule.

Notons également la médiatisation des nombreuses agressions par armes à feu survenues dans la Ville de Montréal venant menacer le sentiment de sécurité de plusieurs habitants, dont les personnes immigrantes ou à statut précaire, qui souvent n'ont d'autres choix que d'aller se loger dans les quartiers souvent nommés comme chauds, où la violence est trop présente. Nous avons d'ailleurs rencontré des personnes ayant eux même été victimes d'agressions armées avec arme à feu. Plusieurs d'entre eux sont particulièrement choqués par de tels événements alors qu'ils ont eu à fuir leur pays pour trouver la sécurité au Canada.

Sur une note plus positive, notons la réforme de l'IVAC le 13 octobre dernier qui rend l'accès au régime beaucoup plus inclusif pour les personnes victimes d'actes criminels de manière générale et en particulier pour les personnes victimes de violence sexuelle et conjugale. À cet égard, notons aussi l'adoption de la *Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale* en novembre dernier. La Cellule étant directement intégrée dans les services dispensés par le CAVAC, sera au cœur de ces grands changements qui devraient améliorer les services aux personnes victimes. La préoccupation liée aux grands défis rencontrés par les personnes à statut précaire sera certes apportée par le CAVAC de Montréal qui sera au cœur des travaux à venir.

La bonne nouvelle récente de «**L'accès aux garderies à 8,50 $ rétabli pour les demandeurs d'asile au Québec.**»[4] devrait permettre à un plus grand nombre de bénéficier des services disponibles.

Une réflexion sur la pérennité d'une telle Cellule qui depuis 3 ans démontre la pertinence de prendre le temps d'accompagner plus intensivement ces personnes très vulnérables accueillies dans notre société est à poursuivre.

[3] Ferah, M. (30 décembre 2021). Homicides en 2021 à Montréal : Le plus sombre bilan en 10 ans, https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2021-12-30/homicides-en-2021-a-montreal/le-plus-sombre-bilan-en-10-ans.php

[4] Radio-Canada (25 mai 2022). L'accès aux garderies à 8,50 $ rétabli pour les demandeurs d'asile au Québec,. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1885977/famille-enfance-legault-refugies-educateurs

CONDITIONS ET DESCRIPTION DU POSTE DES RESSOURCES DÉDIÉES

Nombre de postes : 2

2 postes Statut d'emploi : Temporaire, temps complet (35 heures/semaine).
Durée prévue reconduction du projet : 52 semaines avec possibilité de prolongation
Durée du poste : 52 semaines avec possibilité de prolongation
Date de renouvellement du contrat: Juillet 2022
Lieu de travail principal : Bureau centre du CAVAC de Montréal près du métro Beaubien
Horaire de travail : Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et horaire en soirée

Mandat:

Sous la supervision de la directrice générale du CAVAC de Montréal et en collaboration avec la responsable du projet du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), le mandat des ressources professionnelles dédiées consiste à assurer la continuité et le développement de la Cellule d'intervention, de soutien et de protection des personnes immigrantes victimes d'abus ou d'actes criminels, leurs proches et les témoins.

Exigences requises pour les ressources dédiées :

> Expérience et formation

- Diplôme universitaire de premier cycle en criminologie, travail social, psychologie ou domaine connexe;
- Être membre de son ordre professionnel ou être inscrit au Registre des droits acquis;
- Détenir au moins 3 années d'expérience en intervention;
- Expérience en développement de partenariat ou en concertation;
- Être bilingue.

> Autres exigences/connaissances

Connaissance de la problématique des nouveaux arrivants ou personnes immigrantes victimes d'un acte criminel ou d'abus. Connaissance spécifique et expérience auprès de clientèle immigrante ou nouveaux arrivants. Une bonne connaissance des ressources publiques et communautaires et du processus judiciaire pénal. Une expérience de conception et de rédaction d'outils d'intervention, d'information, de sensibilisation ou de formation sera considérée comme un atout.
> Compétences et aptitudes

Le candidat ou la candidate doit faire preuve :
- d'une grande habileté et d'un grand intérêt en communication interpersonnelle et en réseautage;
- d'un sens aigu de la collaboration avec les partenaires et le milieu policier;
- de souplesse, de tact et d'un esprit de collaboration développé;
- d'une bonne connaissance et compréhension du milieu policier, des réseaux publics et communautaires;
- de maturité, d'autonomie et d'initiative;
- d'une bonne capacité d'adaptation et de gestion du stress;
- d'une capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction;
- d'une capacité d'évaluation des priorités;
- d'une capacité d'organisation et de planification;
- d'une capacité de travailler en équipe.

ÉCHÉANCIER

Début du projet: Août 2022

- Signature de la convention: Novembre 2022
- Premier versement: suite à la signature de la convention: Novembre 2022
- Dépôt du plan d'évaluation: Décembre 2022
- Rencontre sur le plan d'évaluation avec la conseillère du BINAM: Décembre 2022
- Rapport de mi-étape: 31 janvier 2022
- Rencontre avec la conseillère du BINAM pour présenter le rapport de mi-étape et faire le suivi du plan d'évaluation: Février 2022
- Deuxième versement: suite à l'approbation du rapport de mi-étape: Février 2022

- Dépôt rapport de mi-étape: Juillet 2023
- Rencontre avec la conseillère du BINAM pour présentation du rapport final et du plan d'évaluation: Août 2023
- Dernier versement: suite à l'approbation du rapport final: Août 2023

Budget :

Période du: 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 CAVAC de Montréal **: Demande de financement**

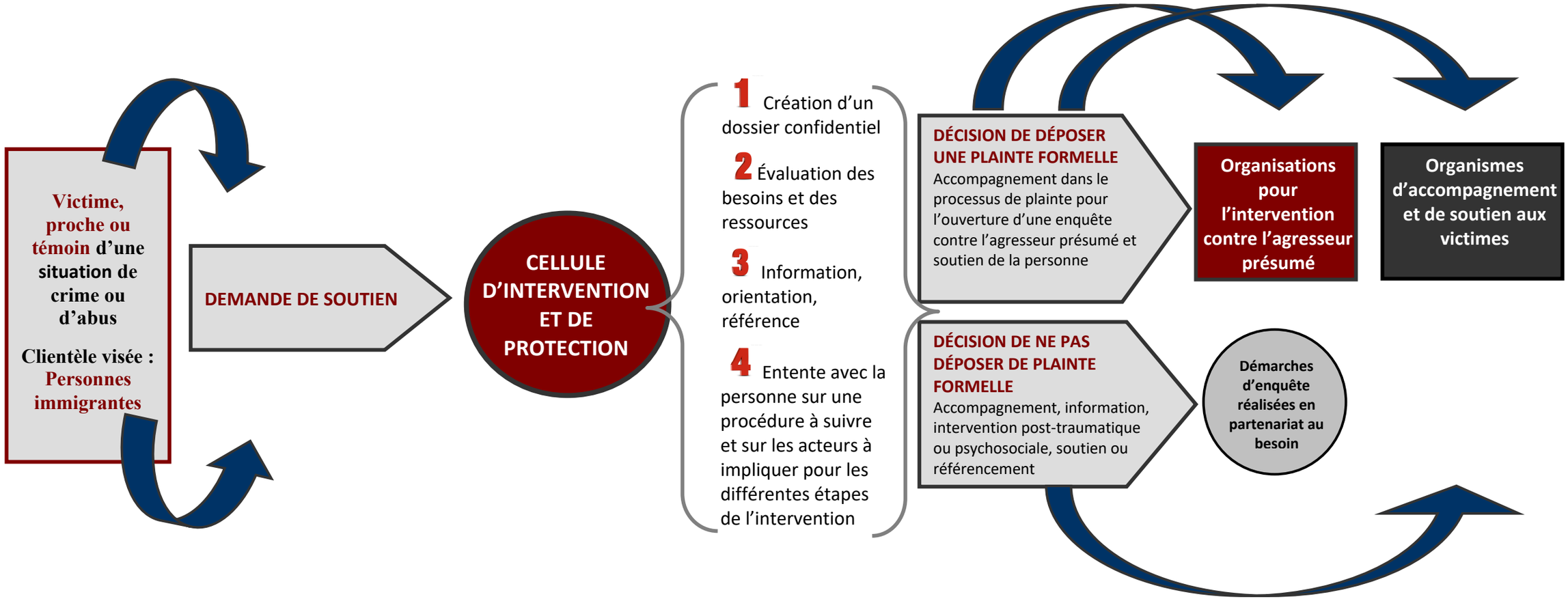
DESCRIPTION	TOTAL 2022-2023 : 2 ressources	TOTAL Demandé 2022-2023	Dépenses ajoutées ou assumées par le CAVAC
CHARGES			Estimation d'une partie du salaire de ressources
Salaire	78340		qui viennent en aide aux intervenantes de la Cellule
			(arabe, hispanophone et celles dédiées en exploitation
Salaire	130000	124500	sexuelle)
Avantages sociaux (18%)	23400	20500	
	231740	**145000**	86740
Frais d'administration			
Associations/Cotisations	1620		1620
Frais de déplacement	500	0	500
Frais de formation	1500	0	1500
Frais de recrutement	0	0	
	3620		3620
Frais de bureau/honoraires professionnels			
Frais impression/promotion/honoraires professionnels/communication	15000	5000	10000
Papeterie/Fourniture bureau	2250		2250
Achats informatiques bureautiques	0	0	
Frais de logement			
Achat mobilier- *bureau et autres*	500		500

Loyer/Frais afférents/télécommunications	3750	0	3750	
	0	**0**		
Autres frais				
Divers/Soutien gestion financière et RH	45000	0	45000	Ajout coordonnatrice de projets : une partie de son salaire et ressources administratives et de gestion
	0	**0**		
Total des charges (avant contingence)	**305 480,00 $**	**150 000,00 $**	**155480**	Montant investi par le CAVAC pour assurer les services
Contingence (imprévus - 5%)			Inclus	
TOTAL DES CHARGES		**150 000,00 $**		

année 2022-2023 coût Ville	155 000,00 $	
année 2022-2023 coût CAVAC	150 480,00 $	
année 2022-2023 coût en RH des organismes avec qui nous collaborons (SPVM, PRAIDA, CTI, etc)		10000
année 2022-2023 coût estimés CAVAC et organismes collaborateurs		**165 480 $**
DEMANDE FINANCEMENT VILLE DE Montréal		**150 000 $**

Financement ville de Montréal :	**150 000,00 $**	48%	Ville
Financement CAVAC et organismes :	**165 480,00 $**	52%	CAVAC et partenaires
Sommes investies :	**315 480,00 $**		

CELLULE D'INTERVENTION ET DE PROTECTION
SCHEMA DU PROCESSUS D'ACTION



*Les intervenants pour l'accompagnement des victimes et d'intervention contre les agresseurs présumés peuvent signaler des situations d'abus et recevoir des références de victimes de la part des ministères et organisations ainsi que de la cellule d'intervention.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1227065002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er août 2022 au 31 juillet 2023, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1227065002 CAVAC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Boutaina AZZIMANI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-2598
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229569003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada pour le projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot).

ATTENDU QUE le projet de la Ville a été retenu au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC);
ATTENDU QUE conformément au décret numéro 1437-2022 du 3 août 2022, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont conclu l'Entente de contribution Canada-Québec visant le projet dans le cadre du FAAC, laquelle prévoit notamment le versement d'une contribution fédérale maximale de 28 000 000 $ afin d'appuyer sa réalisation, laquelle est associée à une contribution équivalente du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE conformément au décret numéro 1438-2022 du 3 août 2022, la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation est autorisée à verser à la Ville une aide financière maximale de 56 000 000 $ pour le projet;

Il est recommandé:

1- d'approuver la convention de subvention entre la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal établissant les droits et les obligations des parties relativement au versement d'une subvention maximale de 56 000 000 $ pour le Projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot);

2- d'autoriser le greffier de la Ville de Montréal à signer la convention de subvention pour et au nom de la Ville.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-27 17:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229569003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada pour le projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot).

CONTENU

CONTEXTE

Des collectivités partout au Canada ont été touchées, et continueront d'être touchées, par d'importants sinistres et catastrophes météorologiques provoqués par les changements climatiques. Les effets de ces changements sont de plus en plus marqués, notamment ceux liés à l'érosion des rives et les inondations qui touchent particulièrement Montréal.
En 2018, le gouvernement du Canada a mis sur pied le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) et s'est engagé à y verser deux milliards de dollars sur dix ans. Les fonds sont investis dans des projets d'infrastructures structurelles et naturelles visant à accroître la résilience des collectivités qui sont touchées par des catastrophes naturelles déclenchées par les changements climatiques.

Confrontée aux effets des changements climatiques, la Ville multiplie ses actions afin d'offrir à la population des milieux de vie sécuritaires et résilients, et place la transition écologique au cœur de ses priorités. Dans ce contexte, la Ville de Montréal a déposé une demande de contribution financière auprès du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes du gouvernement du Canada pour le projet **«Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot)»**.

À la suite de l'approbation de ce dossier par Infrastructure Canada, et dans le cadre de l'Entente de contribution Canada-Québec, le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation a fait parvenir à la Ville une convention à signer. La convention prévoit les conditions et les modalités d'octroi des subventions du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral pour le projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0276 - 28 avril 2022 - Autoriser le dépôt d'une demande de soutien financier au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du

Canada pour le projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot) - 1229488001.

DESCRIPTION

Le gouvernement du Québec a adopté, le 3 août 2022, les décrets 1437-2022 et 1438-2022 confirmant une contribution financière gouvernementale conjointe pouvant atteindre 56 000 000 $ pour le projet «Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)» retenu au FAAC:

- Conformément au décret numéro 1437-2022 du 3 août 2022, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont conclu l'Entente de contribution Canada-Québec visant le projet dans le cadre du FAAC, laquelle prévoit notamment le versement d'une contribution fédérale maximale de 28 000 000 $ afin d'appuyer sa réalisation, laquelle est associée à une contribution équivalente du gouvernement du Québec;

- Conformément au décret numéro 1438-2022 du 3 août 2022, la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation est autorisée à verser à la Ville de Montréal une aide financière maximale de 56 000 000 $ pour le projet.

JUSTIFICATION

Des investissements importants sont requis pour garantir le fonctionnement sécuritaire et l'intégrité des infrastructures publiques et la Ville de Montréal souhaite diversifier ses leviers de financement. Le projet permettra d'assurer la sécurité des individus, de leurs biens et de leur milieu de vie et de limiter les dommages à l'environnement et aux infrastructures.
Afin de satisfaire aux exigences administratives de la signature de la convention, une résolution de la Ville de Montréal est requise précisant qu'elle:

- Autorise le greffier de la Ville de Montréal à signer la convention de financement pour et au nom de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La signature de la convention permettra à la Ville de Montréal de recevoir une contribution financière maximale pouvant atteindre un total de 56 000 000 $ pour le projet suivant:

- **Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot)**
  Contributions financières gouvernementales maximales pouvant atteindre 56 000 000 $.
  - Gouvernement fédéral : 28 000 000 $
  - Gouvernement provincial : 28 000 000 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 :

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de

décision.

- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La résolution est requise afin de compléter les exigences administratives des ententes de contribution

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, aucune opération de communication n'est envisagée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Signature de la convention

- Remboursements des dépenses admissibles

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-12

Ouiam OUTMANI
Agente de recherche

Tél : 4388717681
Télécop. :

Marie-France WITTY
Chef de division

Tél : 514-872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY
Chef de division
Tél : 514-872-4431
Approuvé le : 2022-10-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-10-26

CONVENTION

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

dans le cadre des DÉCRETS NUMÉRO 1437-2022 et 1438-2022 du 3 août 2022 concernant le versement d'une subvention maximale de 56 000 000 $ pour le PROJET de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot).

CONVENTION DE SUBVENTION

entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Stéphane Martinez, directeur général des finances municipales et des programmes, dûment autorisé en vertu du *Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (RLRQ, chapitre M-22.1, r.3),

ci-après désignée la « MINISTRE »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B5 représentée par monsieur Emmanuel Tani-Moore, Greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro CG210731 prise par son conseil le 23 décembre 2021,

ci-après désignée la « VILLE »,

ci-après collectivement désignées les « PARTIES ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont convenu que ce dernier assurera la gestion du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) destiné à accroître la résilience des infrastructures aux impacts des catastrophes attribuables au climat et d'en atténuer les conséquences pour les projets du Québec;

ATTENDU QUE la MINISTRE assurera la gestion du FAAC pour les projets municipaux sélectionnés;

ATTENDU QUE le PROJET de la VILLE a été retenu au FAAC;

ATTENDU QUE conformément au décret numéro 1437-2022 du 3 août 2022, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont conclu l'Entente de contribution Canada-Québec visant le PROJET dans le cadre du FAAC, laquelle prévoit notamment le versement d'une contribution fédérale maximale de 28 000 000 $ afin d'appuyer sa réalisation, laquelle est associée à une contribution équivalente du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec s'est doté en 2020 d'un Plan de protection du territoire face aux inondations (Plan) et qu'il a prévu des sommes au Plan québécois des infrastructures (PQI) pour le mettre en œuvre;

ATTENDU QUE le PROJET répond aux objectifs du Plan et que le gouvernement du Québec accorde également une aide financière à la VILLE pour la réalisation du PROJET;

ATTENDU QUE conformément au décret numéro 1438-2022 du 3 août 2022, la MINISTRE est autorisée à verser à la VILLE une aide financière maximale de 56 000 000 $ pour le PROJET;

ATTENDU QUE la présente convention prévoit les conditions et les modalités d'octroi des subventions du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral pour le PROJET;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

SECTION 1 OBJET

1. La convention prévoit les droits et les obligations des PARTIES relativement au versement d'une aide financière par la MINISTRE à la VILLE, en contrepartie de laquelle cette dernière s'engage à réaliser le PROJET tel qu'il est décrit à l'Annexe A.

SECTION 2 INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

2. Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

   a) Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;
   b) Annexe B : Coûts admissibles et non admissibles;
   c) Annexe C : Demande de remboursement;
   d) Annexe D : Attestation du directeur général concernant le respect des lois, règlements et des normes en vigueur;
   e) Annexe E : Attestation du responsable de la réalisation des travaux;
   f) Annexe F : Attestation du directeur général concernant le respect des obligations de la convention;
   g) Annexe G : Déclaration d'achèvement substantiel;
   h) Annexe H : Rapport périodique;
   i) Annexe I : Prévisions financières;
   j) Annexe J : Risques et stratégies d'atténuation;
   k) Annexe K : Retombées directes;
   l) Annexe L : Coûts admissibles engagés;
   m) Annexe M : Suivi de travaux;
   n) Annexe N : Informations complémentaires.

3. Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

   « activité de communication » : toute activité visant le PROJET financé dans le cadre de la présente convention, entre autres, des cérémonies ou des événements publics ou médiatiques, y compris des événements soulignant des étapes majeures, des communiqués de presse, des rapports, des produits ou des publications sur le Web et dans les médias sociaux, des blogues, des conférences de presse, des avis publics, des panneaux physiques et numériques, des publications, des témoignages de réussite et des vignettes, des photos, des vidéos, du contenu multimédia, des campagnes publicitaires, des campagnes de sensibilisation, des éditoriaux, des produits multimédias et tous les supports de communication connexes;

   « contrat » : un contrat conclu entre la VILLE et un tiers dans lequel ce dernier s'engage à fournir à la VILLE un produit, un bien ou un service contre une rémunération dans le cadre du PROJET;

   « contrat de gré à gré » : un contrat conclu par la VILLE avec un tiers sans avoir été précédé d'un appel d'offres;

   « date de fin du PROJET » : la date de réception par la MINISTRE de la demande finale de remboursement de coûts admissibles de la VILLE;

   « engagé » : une transaction ou un événement pour lequel il existe une obligation de payer, même si aucun travail n'a été effectué ou aucune facture n'a été reçue, de sorte qu'il est clair, selon les circonstances, que la VILLE est tenue de payer. La valeur de l'obligation doit être calculée conformément aux normes comptables canadiennes reconnues;

   « évaluation de la résilience climatique » : une évaluation de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'une évaluation de la résilience aux changements climatiques;

   « exercice financier » : une période débutant le 1er avril d'une année civile et se terminant le 31 mars de l'année civile suivante;

« infrastructure subventionnée » : toute propriété réelle ou personnelle ou bien immobilier ou mobilier, acquis, acheté, construit, rénové ou amélioré, en tout ou en partie, avec une contribution financière versée par le gouvernement du Québec ou le gouvernement fédéral en vertu de la convention;

« infrastructure naturelle » : l'utilisation de ressources naturellement présentes dans l'environnement ou l'utilisation technique des ressources naturelles pour adapter une infrastructure aux effets progressifs et soudains des changements climatiques ou des catastrophes naturelles;

« juste valeur » : la valeur monétaire la plus probable que la VILLE peut obtenir, sur un marché ouvert et non réglementé, pour la vente d'une propriété entre un vendeur et un acheteur consentants, avisés et renseignés, tous deux agissant indépendamment l'un de l'autre.

4. En cas de conflit entre les annexes et le corps de la convention, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination du montant maximal de l'aide financière

5. L'aide financière prévue à la convention est composée des contributions respectives du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral.

6. La MINISTRE détermine les travaux du PROJET qui sont admissibles à l'aide financière destinée à la VILLE ainsi que les coûts admissibles qui y sont afférents. Ces travaux et ces coûts admissibles sont prévus aux Annexes A et B.

7. La MINISTRE détermine le montant maximal de l'aide financière qui peut être versée à la VILLE en tenant compte du fait que le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral peuvent, pour les travaux prévus à l'Annexe A, déterminer un coût maximal admissible, ci-après le « CMA », et un taux d'aide différent. En conséquence, la MINISTRE applique la formule suivante :

(CMA Québec x Taux d'aide Québec) + (CMA fédéral x Taux d'aide fédéral)

Le montant maximal de l'aide financière, les CMA et les taux d'aide apparaissent à l'Annexe A.

La détermination du montant maximal de l'aide financière est par ailleurs assujettie aux modalités suivantes :

a) si, selon les coûts admissibles reconnus par la MINISTRE, le montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versé à la VILLE n'est pas atteint, la MINISTRE ajuste ce montant à la baisse;

b) si, selon les coûts admissibles reconnus par la MINISTRE, le montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versé à la VILLE est dépassé, la MINISTRE n'ajuste pas ce montant à la hausse.

Versement de la contribution du gouvernement du Québec

8. La MINISTRE verse la contribution du gouvernement du Québec à la VILLE à la suite de son approbation d'une demande de versement de coûts admissibles prévue à la clause 52 et présentée par la VILLE.

Versement de la contribution du gouvernement fédéral

9. La MINISTRE verse la contribution du gouvernement fédéral à la VILLE à la suite de son approbation d'une demande de versement de coûts admissibles prévue à la clause 52 et présentée par la VILLE.

10. La MINISTRE versera à la VILLE le montant de la contribution du gouvernement fédéral associé à une demande de remboursement de coûts admissibles uniquement après que celui-ci aura versé ce montant au gouvernement du Québec.

Autres modalités de versement des contributions des gouvernements

11. En tenant compte de la clause 7, la MINISTRE peut approuver les demandes de remboursement partiel de coûts admissibles présentées par la VILLE de façon à lui verser jusqu'à quatre-vingts pour cent (80 %) du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versé à la VILLE pour chaque contribution des gouvernements, lesquelles sont prévues à l'Annexe A.

12. La MINISTRE approuve la demande de remboursement final de coûts admissibles présentée par la VILLE de façon à permettre le versement du solde du montant maximal de l'aide financière du gouvernement fédéral susceptible d'être versé à la VILLE, pourvu que cette dernière ait rempli, à la satisfaction du gouvernement fédéral, ses obligations en vertu de la convention, dont ses obligations de suivi du PROJET énoncées aux clauses 46 à 48 de la convention.

13. La MINISTRE approuve la demande de remboursement final de coûts admissibles présentée par la VILLE, puis lui verse, le cas échéant, le solde du montant maximal de l'aide financière du gouvernement du Québec susceptible de lui être versé lorsque les informations requises de sa part auront été transmises à sa satisfaction.

14. La MINISTRE ne paiera aucuns frais d'intérêt à la VILLE pour avoir omis ou tardé d'effectuer un ou des versements d'aide financière dans le cadre de la convention.

Modification des travaux admissibles du PROJET prévus à l'Annexe A

15. Lorsqu'avant l'ouverture des soumissions, la VILLE autorise, décrète, ordonne ou procède à des ajouts aux travaux prévus à l'Annexe A, ou qu'elle en modifie tout aspect dont la portée, l'emplacement, l'échéancier ou les retombées directes prévues du PROJET qui sont identifiées à l'Annexe J, elle en informe la MINISTRE sans délai. La MINISTRE détermine alors lesquels des travaux ainsi ajoutés ou modifiés sont admissibles à une aide financière ainsi que les coûts admissibles y afférents. Ces ajouts ou modifications aux travaux ne seront admissibles à l'aide financière que si la MINISTRE transmet à la VILLE une approbation écrite en ce sens, laquelle devra être jointe à la demande de versement de coûts admissibles comprenant lesdits ajouts ou modifications.

16. La MINISTRE peut refuser de rendre admissible à l'aide financière tout ajout aux travaux ou toute modification des travaux de l'ordre de ce qui est prévu à la clause 15. Elle informe alors la VILLE de sa décision par écrit.

17. Tout ajout aux travaux ou toute modification des travaux de l'ordre de ce qui est prévu à la clause 15 peut nécessiter l'approbation préalable du gouvernement fédéral, et ce dernier peut exiger d'obtenir certaines informations en la possession de la VILLE avant de rendre sa décision.

18. Lorsque la MINISTRE approuve des ajouts et des modifications, ceux-ci sont réputés faire partie de l'Annexe A.

19. Le retrait, l'exclusion ou l'annulation de tous travaux prévus à l'Annexe A peut entraîner la diminution du CMA et du montant maximal de l'aide financière pouvant être versée à la VILLE, également prévus à l'Annexe A.

20. Les dépenses associées aux changements apportés au PROJET après l'ouverture des soumissions, à l'exception de celles qui génèrent un crédit tout en respectant la planification des travaux, ne sont pas admissibles à l'aide financière prévue à la présente convention et sont à la charge exclusive de la VILLE.

SECTION 4 OBLIGATIONS DE LA VILLE

Gestion du PROJET

21. La VILLE est la gestionnaire et maître d'ouvrage du PROJET. À ce titre, elle est responsable de toute décision prise à l'égard de celui-ci et elle ne peut en imputer la responsabilité à la MINISTRE.

Utilisation de l'aide financière

22. La VILLE utilise l'aide financière qui lui est versée aux seules fins d'acquitter les coûts admissibles du PROJET.

23. La VILLE est responsable des coûts du PROJET qui excèdent l'aide financière qui lui est versée.

Sommes reçues en trop

24. La VILLE rembourse à la MINISTRE tout montant versé en trop ainsi que les intérêts générés par celui-ci, le cas échéant.

Sommes reçues d'un tiers

25. La VILLE déclare sans délai à la MINISTRE tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers dans le cadre du PROJET, y compris toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement reçus par un tiers en vertu d'un jugement rendu par un tribunal, d'une sentence arbitrale, d'une transaction ou d'une entente. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue ou versée aux fins du PROJET.

Adjudication des contrats

26. La VILLE garantit que tout contrat nécessaire à la réalisation du PROJET est octroyé conformément aux dispositions des lois et des règlements en vigueur qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats.

27. Dans le cas où la VILLE a conclu ou prévoit conclure, dans le cadre du PROJET, un contrat de gré à gré d'une valeur de plus de 40 000 $ pour des travaux de construction ou de plus de 100 000 $ pour des travaux d'ingénierie et d'architecture, elle en informe la MINISTRE dans les plus brefs délais. Le cas échéant, les coûts afférents à ces travaux ne pourront être admissibles à l'aide financière du gouvernement fédéral qu'après leur approbation par ce dernier.

Surveillance et contrôle de qualité

28. Le VILLE s'assure qu'une surveillance adéquate est exercée à chacune des étapes de la réalisation du PROJET. Lorsque requis, la VILLE mandate un professionnel dont les compétences sont reconnues par la loi (par exemple, un architecte ou un ingénieur) pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation du PROJET

29. La VILLE réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est prévu. Elle informe la MINISTRE dès qu'elle a des raisons de croire qu'elle ne pourra réaliser ces travaux dans le délai prévu.

Dépassement du CMA

30. La VILLE informe également la MINISTRE dès qu'elle a des raisons de croire qu'elle ne pourra mener à terme le PROJET sans engager des coûts dépassant le CMA, associé à la contribution du gouvernement du Québec, ainsi que des mesures qu'elle compte prendre pour remédier à cette situation.

    Aussi, la MINISTRE ne pourra verser à la VILLE aucune contribution du gouvernement fédéral, tant que celui-ci n'aura pas accepté les mesures proposées par la VILLE.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

31. La VILLE tient des comptes et des registres appropriés, précis, exacts et à jour à l'égard des coûts du PROJET.

32. La VILLE conserve les originaux des documents liés à l'aide financière prévue à la convention, dont les pièces justificatives, les factures, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser le PROJET, pour une période de six (6) ans suivant la date de fin du PROJET.

33. Le PROJET de la VILLE fera l'objet d'un audit en matière de gestion contractuelle par la MINISTRE.

34. La VILLE permet aux représentants du gouvernement du Québec, y compris de tout organisme du gouvernement, dans le cadre des fonctions qu'ils exercent ou des mandats qui leur sont confiés, d'examiner les documents énumérés à la clause 32, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, dans les locaux de la VILLE ou sur les lieux des travaux.

35. La VILLE communique aux représentants du gouvernement du Québec, y compris de tout organisme du gouvernement, dans le cadre des fonctions qu'ils exercent ou des mandats qui leur sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application de la convention qui lui est demandé.

    La VILLE accepte par le fait même que le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral utilisent les renseignements ainsi transmis pour la préparation de rapports publics au sujet des résultats du PROJET et du FAAC.

36. La VILLE facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec ou par l'auditeur externe.

37. La VILLE informe la MINISTRE, sans délai, qu'elle doit se conformer à une obligation ou une interdiction ou encore qu'elle est visée, à quelque titre que ce soit, par une action en justice ou par une procédure judiciaire ainsi que par une mise en demeure, qui pourrait affecter sa capacité de réaliser le PROJET.

<u>Responsabilité</u>

38. La VILLE assume l'entière responsabilité du PROJET. À ce titre, elle est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses mandataires, ses sous-traitants ou par elle-même dans le cadre de l'exécution du PROJET, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par la VILLE pour la réalisation du PROJET.

39. La VILLE s'engage à prendre fait et cause pour le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral ainsi que leurs représentants et à les indemniser de toute réclamation, de toute demande, de toute poursuite ou de toute procédure et de tout recours entrepris par quiconque en raison de dommages visés à la clause 38.

40. Dans l'éventualité où le gouvernement fédéral refuserait de verser sa contribution aux coûts associés au PROJET, la VILLE ne pourra réclamer cette contribution à la MINISTRE.

41. La VILLE est responsable des coûts d'acquisition de tout terrain, de toute servitude ou de tout autre droit requis aux fins de la réalisation du PROJET, à l'exception de l'acquisition de terrains pour une infrastructure naturelle approuvée par le gouvernement fédéral, le cas échéant.

    Dans le cas d'une acquisition de terrains à des fins d'infrastructure naturelle, la VILLE transmet à la MINISTRE, dans les plus brefs délais, une attestation (par exemple, une résolution de son conseil municipal) certifiant que le processus d'acquisition est terminé et que le prix d'acquisition est égal ou inférieur à la juste valeur, ainsi que toute pièce ou tout document justificatif.

    Aux fins de la contribution du gouvernement fédéral, l'admissibilité des coûts d'acquisition des terrains visés par le paragraphe précédent nécessitera la

transmission à la MINISTRE par la VILLE des renseignements requis à cet égard à l'Annexe B et l'approbation du gouvernement fédéral.

42. Au terme du PROJET, et s'ajoutant à toute responsabilité ou obligation de la VILLE en vertu de toute convention antérieure, la VILLE exploite, utilise, entretient et répare à ses frais l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles l'aide financière est versée.

43. Le gouvernement du Québec n'assume aucune responsabilité à l'égard de l'infrastructure subventionnée durant et au terme du PROJET, outre le versement de l'aide financière prévue à la convention.

44. La VILLE devra, s'il y a lieu, réaliser une évaluation de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre pour le compte du gouvernement fédéral. Le cas échéant, ce dernier devra autoriser cette évaluation avant que la MINISTRE ne puisse rembourser à la VILLE les coûts admissibles y afférents.

45. La VILLE devra respecter les exigences du gouvernement fédéral concernant les évaluations environnementales et les consultations des Autochtones. Le cas échéant, le gouvernement fédéral communiquera directement avec la VILLE pour lui signifier ses exigences. Il est possible que des mesures d'atténuation des impacts environnementaux soient prescrites ou recommandées à la VILLE.

    La contribution du gouvernement fédéral pourra être versée à la VILLE par la MINISTRE uniquement lorsque celui-ci aura confirmé que ses exigences sont respectées. Le versement final de la contribution du gouvernement fédéral peut être conditionnel à la mise en place par la VILLE des mesures d'atténuation prescrites.

Mandataire

46. La convention ne peut être interprétée comme habilitant la VILLE à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral, ou à conclure quelque contrat que ce soit en leur nom.

Suivi du PROJET (Annexes H, I, J, K, L, M et N)

47. La VILLE transmet à la MINISTRE, à l'attention du gouvernement fédéral, au plus tard le 15 septembre de chaque exercice financier, un rapport d'étape qui comprend les renseignements à jour prévus aux Annexes H, J et K.

48. La VILLE transmet à la MINISTRE, à l'attention du gouvernement fédéral, une mise à jour des prévisions financières prévues à l'Annexe I au plus tard le 30 avril et le 15 septembre de chaque exercice financier.

49. La VILLE remplit et transmet à la MINISTRE, au plus tard le 30 avril de chaque exercice financier, à l'attention du gouvernement fédéral, l'Annexe L comportant le montant total des coûts admissibles qu'elle a engagés pour le PROJET au cours de l'exercice financier visé.

50. La VILLE transmet à la MINISTRE, au plus tard le 15 septembre de chaque exercice financier, les Annexes M et N dûment remplies.

51. Les annexes dûment remplies visées par les clauses 47 à 50 doivent être transmises jusqu'à la réception de la demande de remboursement final de coûts admissibles par la MINISTRE.

Demandes de remboursement

52. À l'égard du PROJET, la VILLE transmet à la MINISTRE une ou des demandes de versement de coûts admissibles selon l'Annexe C, accompagnées dans le cas de chaque demande partielle ou finale, de rapports d'audits réalisés par un auditeur externe, lesquels doivent comprendre :

- un rapport d'audit sur l'admissibilité des coûts du PROJET conformément à l'Annexe B de la convention, délivré selon la norme de certification canadienne NCA 805;

- un rapport d'assurance raisonnable à l'égard de l'attestation prévue à l'Annexe F concernant la conformité de la VILLE aux obligations prévues aux clauses de la convention délivré selon la norme canadienne de mission de certification NCMC 3530. L'auditeur formule une opinion dans son rapport en se limitant aux obligations prévues aux clauses 15, 22, 25, 27 à 29, 31, 32, 36, 37, 41 (2e et 3e alinéas), 47 à 51, 56 à 66 et 69 (1er alinéa), en se basant sur les informations disponibles colligées dans les dossiers tenus par la VILLE et toutes autres informations portées à sa connaissance. L'auditeur externe n'a pas à se préoccuper de l'observance de ces obligations par le Bénéficiaire au-delà de la date de son rapport;

- un rapport sur les anomalies non corrigées relevées dans le cadre des missions d'audit et de certification, délivré selon la norme canadienne de services connexes NCSC 4460.

Les demandes de remboursement partiel de coûts admissibles doivent être accompagnées des Annexes D et F.

53. La VILLE peut présenter à la MINISTRE une demande de remboursement partiel de coûts admissibles dès lors que la valeur des contrats octroyés atteint cinquante pour cent (50 %) du plus petit des deux CMA. La valeur de cette demande de remboursement partiel de coûts admissibles doit toutefois correspondre au moins à vingt-cinq pour cent (25 %) du plus petit des deux CMA.

54. La VILLE peut présenter une (1) demande de remboursement de coûts admissibles par exercice financier.

55. La VILLE présente sa demande de remboursement final de coûts admissibles au plus tard le 31 mars 2027. Elle accompagne sa demande des Annexes D, E, F, G, H, I, J, K, L, M et N.

Activités de communication

56. La VILLE indique dans les appels d'offres publics qu'elle lancera à la suite de la signature de la convention par les PARTIES que le PROJET fait l'objet d'une aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral.

57. À la demande de la MINISTRE et selon ses directives, la VILLE installe et utilise, à ses frais, pour la durée du PROJET, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que le PROJET est réalisé grâce à une aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral. Le(s) moyen(s) d'affichage doivent être conservés jusqu'à ce que l'infrastructure faisant l'objet du PROJET soit pleinement fonctionnelle. Les coûts d'installation assumés par la VILLE sont admissibles à l'aide financière.

58. La VILLE ne tient aucune activité de communication sans l'autorisation préalable de la MINISTRE. Le cas échéant, elle accepte les conditions que détermine la MINISTRE pour la tenue de telles activités.

59. La VILLE informe la MINISTRE, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir toute activité de communication concernant le PROJET, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

60. La VILLE mentionne, lors de toute activité de communication, que le PROJET fait l'objet d'une aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral.

61. À la demande de la MINISTRE et selon ses directives, la VILLE installe et entretient à ses frais un panneau permanent portant une inscription indiquant que le PROJET a été réalisé grâce à une aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral.

62. Tout moyen d'affichage utilisé par la VILLE respecte les paramètres graphiques obtenus auprès de la MINISTRE et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière ni la sécurité ou la visibilité des piétons.

63. À la demande de la MINISTRE, la VILLE lui envoie au moins une photo des travaux de construction en cours ou du PROJET terminé pour publication dans les médias sociaux ou sur toute autre plateforme de communication numérique. Ce faisant, la VILLE accepte que ces photos soient ainsi utilisées et que le droit d'auteur en soit transféré.

    À cet égard, la VILLE s'engage à obtenir des auteurs de la ou des photos, en faveur du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral, une renonciation à l'exercice de tous droits qu'ils pourraient faire valoir à l'égard de la ou des photos.

Propriété de l'infrastructure subventionnée

64. La VILLE demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure subventionnée ou titulaire d'un droit conféré par un tiers incluant un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec qui lui permet de remplir les obligations énoncées à la clause 65, et ce, pendant vingt (20) ans suivant la date de fin du PROJET ou pendant quarante (40) ans dans le cas d'une infrastructure naturelle, le cas échéant.

65. Pour la période de vingt (20) ans ou de quarante (40) ans prévue à la clause 64, la VILLE exploite, utilise, entretient et répare à ses frais l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles l'aide financière a été versée.

66. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans ou de quarante (40) ans, la VILLE avise au préalable la MINISTRE de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des clauses 64 et 65.

67. Si, à tout moment au cours de la période minimale de vingt (20) ans ou de quarante (40) ans, la VILLE vend, loue, cède ou aliène autrement, que ce soit directement ou indirectement, la totalité ou une partie de l'infrastructure subventionnée, ayant fait l'objet de l'aide financière, ou encore la grève d'une hypothèque, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement fédéral ou le gouvernement du Québec, un mandataire de ce dernier, un organisme municipal ou une personne morale de droit public, la MINISTRE peut exiger de la VILLE le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour le PROJET.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

68. Les PARTIES fournissent les meilleurs efforts afin d'assurer le respect de la convention et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans le cadre de l'application de la convention.

    Si une PARTIE constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Si un différend entre les PARTIES résulte de ce manquement, elles doivent alors, avant d'exercer tout recours, prendre les mesures raisonnables qui s'imposent pour tenter de régler leur différend à l'amiable.

69. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada ni aucun élu municipal ne peut être partie à un contrat, à une entente ou à une commission découlant de la convention, ni en tirer un quelconque avantage.

    Aucune personne assujettie au *Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique* du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ne peut tirer avantage de la convention, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

70. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une aide financière provenant de la MINISTRE autre que sa contribution prévue à la présente convention.

71. Les travaux prévus à l'Annexe A peuvent faire l'objet d'une aide financière provenant du gouvernement fédéral jusqu'à concurrence de quarante pour cent (40 %) du coût maximal admissible associé à sa contribution et prévu à la présente convention.

SECTION 7 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

72. Suivant l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001), un engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours de laquelle il est pris.

SECTION 8 CESSION

73. Les droits et obligations prévus à la convention ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de la MINISTRE qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

74. Toute dérogation à la clause précédente entraîne la résiliation de la convention. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

75. La VILLE est en défaut lorsqu'elle :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses de la convention, y compris celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

76. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 75 est constaté, la MINISTRE en avise la VILLE par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion à la VILLE de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la MINISTRE entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

77. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par la VILLE et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

78. En cas de défaut de la VILLE, la MINISTRE peut :

a) exiger que la VILLE remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser à la baisse le montant d'aide financière;

c) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet d'un ou de plusieurs versements;

d) résilier la convention, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

e) exiger de la VILLE, aux frais de cette dernière, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus à la convention;

f) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

79. Le fait que la MINISTRE ne prenne pas de mesure ou n'exerce pas de recours, en cas de défaut de la VILLE, ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LA MINISTRE

80. La MINISTRE se réserve le droit de résilier la convention sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation à la VILLE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par la VILLE. Celle-ci a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles qu'elle a engagés et payés jusqu'à la date de la résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

SECTION 11 RÉSILIATION PAR LA VILLE

81. La VILLE peut résilier la convention en transmettant sans délai un avis de résiliation écrit à la MINISTRE l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par la MINISTRE. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil municipal de la VILLE par l'entremise de laquelle la résiliation est décrétée. La MINISTRE détermine alors les effets de la résiliation sur les droits et obligations des PARTIES et elle en informe la VILLE.

SECTION 12 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

82. Aucune décision d'un tribunal selon laquelle l'une des dispositions de la convention est nulle, invalide ou non exécutoire ne rendra nulles, invalides ou non exécutoires ses autres dispositions, à moins que ladite disposition soit essentielle à la bonne exécution de la convention ou à l'équilibre des prestations respectives des PARTIES et qu'une interprétation compatible avec les lois applicables ne puisse corriger cette déficience.

Aussi, les clauses de cette convention qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de cette dernière, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 13 MODIFICATION

83. Toute modification au contenu de la convention doit faire l'objet d'une entente entre les PARTIES et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature de la convention et elle en fait partie intégrante.

SECTION 14 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

84. Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la convention, les PARTIES s'engagent, avant d'exercer tout recours, à prendre toutes les mesures raisonnables pour tenter de régler à l'amiable ce différend et, le cas échéant, à faire appel à un tiers, selon les modalités à être établies entre les PARTIES, pour les assister dans la recherche d'une solution.

85. Tout versement d'aide financière lié à un différend soulevé par l'une ou l'autre des PARTIES peut être suspendu par la MINISTRE, de même que les obligations visées par ce différend, jusqu'à ce qu'un règlement à l'amiable ou un jugement intervienne quant à ce différend.

SECTION 15 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

86. Tout avis, toute instruction, toute demande ou tout document exigé en vertu de la convention doit, pour être valide et lier les PARTIES, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des finances municipales
et des programmes
Aile Chauveau, 1er étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2010

Pour la **VILLE** :

Direction générale
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

87. Tout changement d'adresse de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

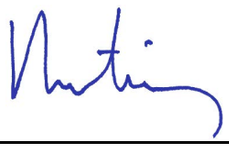
SECTION 16 DURÉE

88. La convention prend effet à la date à laquelle la dernière des PARTIES y appose sa signature. Elle prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été remplies.

SECTION 17 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les PARTIES reconnaissent avoir lu la convention et ses annexes, en acceptent leurs termes et y apposent leur signature.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,



Agissant par monsieur Stéphane Martinez
Directeur général des finances municipales
et des programmes

Québec, le 1er septembre 2022
Lieu et date

La VILLE DE MONTRÉAL,

Agissant par monsieur Emmanuel Tani-Moore
Greffier

Montréal, le
Lieu et date

Annexe A

DESCRIPTION DES TRAVAUX DU PROJET ADMISSIBLES À L'AIDE FINANCIÈRE

VILLE DE MONTRÉAL	
Numéro de dossier MAMH	710112 et 710012
Titre du PROJET	Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

Objectifs du PROJET

Ce projet consiste à construire un ouvrage de rétention, fournissant des services essentiels aux systèmes d'eaux pluviales et d'eaux usées. Le Projet améliorera la résilience des infrastructures existantes en plus d'améliorer la gestion des risques économiques et environnementaux inhérents aux inondations causées par les épisodes de pluies abondantes dans les secteurs concernés. Cet ouvrage renforcera les réseaux existants et diminuera la probabilité d'inondations causant d'importants dommages et privant Montréal de liens routiers essentiels vers le centre-ville et l'Aéroport international Pierre-Elliot Trudeau de Montréal. Plus précisément, le Projet vise à atténuer les risques d'inondation d'une fréquence d'une fois en moins de dix ans, et vise la réduction des volumes de débordements d'environ 30 % à l'ouvrage Saint-Pierre-Bas-Niveau basé sur une année de référence moyenne. Le Projet limitera également la quantité de polluants rejetés dans le fleuve.

Description des travaux admissibles du PROJET

Le Projet consiste à construire un ouvrage de rétention structurel près des rues Notre-Dame et Angrignon, afin d'offrir une protection hydraulique adéquate en vertu des standards actuels et assurer la résilience des secteurs tributaires à long terme. En effet, le Projet vise à soulager le collecteur Saint-Pierre-Bas-Niveau, construit en 1931, desservant un territoire d'une superficie de près de 5 400 ha, comprenant cinq arrondissements (Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Saint-Laurent et Le Sud-Ouest) ainsi que quatre villes (Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest et Westmount) dans le sud-ouest de l'île de Montréal. Au fil du temps, ces secteurs ont connu une forte densification, ainsi qu'une imperméabilisation importante des sols.

Plus spécifiquement, le Projet implique la construction d'un ouvrage de rétention constitué d'un réservoir souterrain (bassin) en béton d'une capacité de 30 900 m³ et d'une structure de retenue permettant d'y acheminer les eaux du collecteur. Les travaux comprendront, sans s'y limiter, l'excavation, l'étançonnement, la décontamination des sols et la gestion des eaux souterraines. Ensuite, il sera nécessaire de renforcer le radier du collecteur avant d'y effectuer la ponction qui permettra d'alimenter la structure de retenue. Cette dernière sera munie d'instruments, de vannes et d'actionneurs contrôlés à distance, accessibles par un bâtiment de service, permettant à la fin du Projet de gérer les volumes d'eau à l'aide du système de contrôle intégré des intercepteurs. Finalement, le terrain sera remblayé et remis en forme. L'aménagement final prévu en surface du terrain (création d'un parc) ne fait pas partie du présent Projet.

Montant de l'aide financière maximale susceptible d'être versé à la VILLE

Le Canada convient de verser au Québec une contribution totale équivalant à quarante pour cent (40 %) du total des dépenses admissibles du Projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot), jusqu'à concurrence de vingt-huit millions dollars (28 000 000 $).

Aide financière maximale susceptible d'être versée	
Coût maximal admissible	70 000 000 $
Taux d'aide financière combiné	80 %
Contribution maximale du gouvernement du Québec (40 %)	28 000 000 $
Contribution maximale du gouvernement fédéral (40 %)	28 000 000 $
Montant maximal d'aide financière pouvant être versé	56 000 000 $

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 1er juillet 2024	**Fin des travaux* :** 30 septembre 2027

*La date réelle de fin du PROJET est réputée être celle identifiée par la Ville à l'Annexe G de la convention qui doit être jointe à la demande de remboursement final de coûts admissibles.

Annexe B

COÛTS ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

B.1 COÛTS ADMISSIBLES

a) Tous les coûts directs engagés, payés et nécessaires à la réalisation du PROJET, lesquels peuvent comprendre les coûts en immobilisations, en conception et en planification, ainsi que les coûts liés aux mesures visant à respecter des exigences précises, comme les évaluations de la résilience climatique, à l'exception des coûts qui sont explicitement mentionnées au paragraphe B.2 (Coûts non admissibles);

b) Les coûts des travaux effectués en régie par la VILLE peuvent faire partie des coûts admissibles du PROJET, sous réserve de l'approbation au préalable du gouvernement fédéral. La VILLE fournira au gouvernement du Québec, qui fournira au gouvernement fédéral, une justification sommaire pour l'utilisation de travaux effectués en régie dans le cadre du PROJET (réf : B.2 l);

c) Les coûts liés à l'acquisition de terrains directement liés à l'aménagement d'une infrastructure naturelle. L'admissibilité de l'acquisition de ces terrains sera conditionnelle à la présentation de ce qui suit par la VILLE à la MINISTRE qui devra soumettre le tout au gouvernement fédéral pour autorisation :

   i. une justification, acceptable pour le gouvernement fédéral, du besoin d'acheter un terrain, qui fait partie intégrante d'un aspect du PROJET;

   ii. une démonstration de la façon dont le terrain sera utilisé en tant qu'infrastructure naturelle;

   iii. une attestation (par exemple, une résolution du conseil municipal) que le prix du terrain correspond à la juste valeur ou est inférieur à celle-ci.

d) Les coûts sont admissibles uniquement à compter du 25 juin 2019, sauf pour ceux associés à la réalisation des évaluations de la résilience climatique exigées par le gouvernement fédéral qui sont admissibles jusqu'à douze (12) mois avant cette date;

e) Les coûts relatifs à une vérification réalisée par un auditeur externe portant spécifiquement sur le PROJET et exigée en vertu de la convention;

f) Les coûts des travaux relatifs aux mesures de compensation environnementale, par exemple la restauration d'habitats.

B.2 COÛTS NON ADMISSIBLES

a) Les coûts engagés avant le 25 juin 2019, à l'exception des coûts engagés pour réaliser des évaluations de la résilience climatique exigées par le gouvernement fédéral qui sont admissibles pour une période allant jusqu'à douze (12) mois avant cette date;

b) Les coûts associés aux travaux de dragage d'entretien et récurrent;

c) Les coûts admissibles non payés par la VILLE;

d) Les coûts associés aux travaux exécutés après la date d'annulation du PROJET;

e) Les coûts de relocalisation de collectivités entières;

f) Les coûts d'acquisition de terrains et les frais afférents qui ne sont pas directement liés à l'aménagement d'une infrastructure naturelle;

g) Les coûts d'acquisition de terrains et les frais afférents lorsqu'une infrastructure naturelle est la seule composante du PROJET;

h) Les coûts d'acquisition de terres publiques et les frais afférents;

i) Les coûts de location de terrains, de bâtiments ou d'autres installations;

j) Les coûts de location d'équipements autres que ceux directement liés à la réalisation du PROJET;

k) Les frais immobiliers et les coûts connexes;

l) Les coûts indirects, y compris les salaires et autres avantages sociaux des employés de la VILLE, les coûts directs ou indirects d'exploitation ou d'administration de la VILLE, et plus particulièrement ses coûts liés à la planification, aux études techniques, à l'architecture, à la supervision, à la gestion et à d'autres activités normalement effectuées par son personnel, à l'exception des éléments suivants :

- les coûts des employés de la VILLE peuvent être inclus dans les coûts admissibles s'ils sont directement liés au PROJET et s'ils répondent à l'une ou l'autre des conditions suivantes :
    - la VILLE est capable de démontrer qu'elle ne peut pas lancer un appel d'offres afin d'octroyer un contrat en raison de conditions particulières (les conventions collectives contraignent à faire appel aux employés de la VILLE, des connaissances ou des compétences particulières sont nécessaires ou le PROJET concerne une collectivité où la capacité de construction du secteur privé est limitée);
    - la VILLE est capable de démontrer que l'utilisation de son personnel assure l'optimisation des ressources.

Le cas échéant, l'admissibilité de ces coûts doit être approuvée d'avance et par écrit par le gouvernement fédéral.

Si le gouvernement fédéral refuse l'admissibilité de ces coûts et que la VILLE souhaite tout de même les réaliser en régie, les coûts associés seront à sa charge complète.

m) Les frais de financement, les frais juridiques, les paiements d'intérêts sur des prêts, y compris les frais liés à des servitudes (par exemple, pour l'arpentage);

n) Les coûts associés à des biens et à des services reçus sous forme de dons ou sans échange d'argent;

o) La taxe de vente du Québec et les taxes sur les produits et les services (TVH) pour lesquelles la VILLE a droit à un remboursement et tout autre coût admissible à un remboursement;

p) Les coûts associés à l'exploitation et aux travaux réguliers d'entretien de l'infrastructure du PROJET;

q) Les coûts liés à de l'ameublement et à des biens non immobilisés qui ne sont pas essentiels à l'exploitation de l'infrastructure du PROJET;

r) Les coûts associés au PROJET jusqu'à ce que le gouvernement du fédéral confirme que ses obligations relatives aux évaluations environnementales et aux consultations des Autochtones sont respectées;

s) Les coûts associés aux infrastructures de services d'urgence tels que, par exemple, des routes, des centres d'évacuation, des systèmes de détection de tremblements de terres ou de feux de forêt.

Annexe C

DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Dans le cadre du PROJET, la VILLE a payé pour la période du (jj,mm,aa) au (jj,mm,aa) des coûts admissibles à la contribution du gouvernement fédéral et à celle du gouvernement du Québec (nets de toutes taxes remboursables) pour un montant de _____ $ et les soumet à la MINISTRE pour fin de remboursement. Ces coûts n'ont jamais été réclamés antérieurement à la MINISTRE.

La présente demande de remboursement est partielle ou finale.

Le cas échéant, la présente demande de remboursement de coûts admissibles pour le PROJET s'ajoute à celle(s) déjà transmise(s) par la VILLE à la MINISTRE.

Cliquez ici pour entrer du texte.
Nom du directeur général

Signature

Date

Annexe D

ATTESTATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL CONCERNANT LE RESPECT DES LOIS, RÈGLEMENTS ET NORMES EN VIGUEUR

VILLE : Ville de Montréal

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

J'atteste que les mesures appropriées ont été prises afin que les contrats nécessaires à la réalisation du PROJET en objet bénéficiant d'une aide financière soient octroyés dans le respect des lois, règlements et normes en vigueur, y compris le règlement de gestion contractuelle de la VILLE.

J'atteste également que les coûts réclamés à la MINISTRE ont été payés à titre de coûts admissibles prévus à la convention et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles aux fins de vérification.

Cliquez ici pour entrer du texte.
Nom du directeur général

Signature

Date

Annexe E

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX

1 - IDENTIFICATION	
VILLE :	Ville de Montréal
Titre du PROJET :	Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

2 – ATTESTATION DU OU DES RESPONSABLES DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX

Cette section doit obligatoirement être complétée par l'architecte ou l'ingénieur responsable de la réalisation des plans et devis et de la surveillance des travaux, le cas échéant.

SECTION RELATIVE À LA RÉALISATION DES PLANS ET DEVIS

J'atteste que les documents d'appel d'offres sont complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A de la convention intervenue entre la VILLE et la MINISTRE pour le PROJET susmentionné.

Nom		Fonction
Signature		Date

SECTION RELATIVE À LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX

J'atteste que les travaux relatifs au PROJET susmentionné ont été réalisés conformément aux documents d'appel d'offres.

Nom		Fonction
Signature		Date

☐ **Cochez uniquement si applicable :**

J'atteste que les travaux ont été réalisés conformément aux autorisations gouvernementales émises pour la réalisation du PROJET.

Initiales : _____

Annexe F

ATTESTATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL CONCERNANT LE RESPECT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION

VILLE : Ville de Montréal

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

J'atteste que la VILLE a respecté les obligations qui lui incombent et qui sont prévues dans la convention.

Cliquez ici pour entrer du texte.
Nom du directeur général

Signature

Date

Annexe G

DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL

Le PROJET Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot) a été réalisé conformément à l'Entente conclue entre Sa Majesté du chef du Canada, représentée par la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités (« Canada ») et le gouvernement du Québec, représenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne (« Québec ») (« l'Entente »).

Je, _____(nom), de la VILLE de Montréal,

province de _____, déclare ce qui suit :

1. J'assume la fonction de directeur général au sein de la VILLE et j'ai pris connaissance, à ce titre, des questions exposées dans la présente déclaration et j'estime que celle-ci est véridique.
2. Je confirme que les travaux désignés à titre de PROJET dans l'Entente susmentionnée ont été substantiellement complétés, comme il est décrit dans la présente convention;
3. Je déclare, au mieux de mes connaissances, que :
    i. le PROJET est achevé en grande partie, comme décrit à l'Annexe A de la présente convention et l'Annexe B1.1 (Objectifs du Projet) de l'Entente, cette dernière étant datée du _____ 20__;
    ii. le PROJET a été réalisé entre le _____ (date de début) et le _____ (Date d'achèvement substantiel) et que ses obligations relatives aux évaluations environnementales et aux consultations des Autochtones sont respectées;
    iii. les travaux :
        - ont été effectués (indiquer « en gérance de projet par divers entrepreneurs » ou « majoritairement par (le nom de l'entrepreneur) »);
        - ont été supervisés et inspectés par du personnel qualifié;
        - correspondent aux plans, aux devis et aux autres documents concernant les travaux;
        - ont été réalisés dans le respect des lois et règlements applicables et s'il y a lieu dans le respect des mesures d'atténuation des impacts environnementaux prescrites et recommandées, si applicable : (inscrire « s. o. » ou « oui » si applicable).

Déclaration faite à _____ (VILLE), le _____ 20_____.

_____

Directeur général

Annexe **H**

RAPPORT PÉRIODIQUE

Nom de la VILLE : Ville de Montréal

Numéro du PROJET : 710 112 et 710 012

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

Échéancier initial pour la réalisation des travaux		**Échéancier révisé pour la réalisation des travaux**		**Avancement des travaux**		**Acquisition de terrain pour infrastructure naturelle**
Date initiale prévue pour le début de la construction	Date initiale prévue pour la fin de la construction	Date révisée prévue pour le début de la construction	Date révisée prévue pour la fin de la construction	Pourcentage d'avancement des travaux	Détails sur l'avancement du projet incluant un résumé des travaux complétés pour la période couverte	Si applicable, inscrire le pourcentage de terrain acquis pour ce type d'infrastructure. Si non applicable, inscrire N/A.

Montage financier			
Gouvernement fédéral	Gouvernement du Québec	Ville	Total

Nom du directeur général de la VILLE

Signature du directeur général de la VILLE

Date

Annexe I

PRÉVISIONS FINANCIÈRES

Nom de la VILLE : Ville de Montréal

Numéro du PROJET : 710 112 et 710 012

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

	Coûts estimés			Prévisions financières estimées de la contribution fédérale par exercice financier *									
	Coût total estimé	Coûts admissibles estimés	Contribution fédérale estimée	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28
Coûts du projet													
Acquisition de terrains													
TOTAL													

* La VILLE doit anticiper le moment du déboursé de la contribution fédérale pour chaque exercice financier. Les coûts réclamés dans une année doivent être considérés déboursés cette même année.

Nom du directeur général de la VILLE

Signature du directeur général de la VILLE

Date

Annexe J

RISQUES ET STRATÉGIES D'ATTÉNUATION

Nom de la VILLE :	Ville de Montréal
Numéro du PROJET :	710 112 et 710 012
Titre du PROJET :	Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

RISQUES ASSOCIÉS AU PROJET	SUIVI DES RISQUES

NOUVEAUX RISQUES ASSOCIÉS AU PROJET POUR LA PÉRIODE QUI POURRAIENT AVOIR DES IMPACTS SUR LES COÛTS OU L'ÉCHÉANCIER	SUIVI DES RISQUES

MESURES D'ATTÉNUATION DES RISQUES DU PROJET	SUIVI DES MESURES D'ATTÉNUATION DES RISQUES
1-	
2-	
3-	
4-	

Annexe K

RETOMBÉES DIRECTES

Nom de la VILLE : Ville de Montréal

Numéro du PROJET : 710 112 et 710 012

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

INDICATIONS POUR COMPLÉTER L'ANNEXE

- Certains résultats réels peuvent seulement être mesurés après la date d'achèvement substantielle des travaux. Ceux-ci seront donc présentés seulement dans le dernier suivi du PROJET.
- La VILLE peut ajouter des indicateurs si elle le souhaite.

INFRASTRUCTURES IDENTIFIÉES POUR LE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL

- (identifier l'infrastructure)

RÉSULTATS	EXEMPLES D'INDICATEURS	DONNÉES DE RÉFÉRENCE	RÉSULTATS ANTICIPÉS PAR LA VILLE LORS DE L'APPROBATION DU PROJET	RÉSULTATS RÉELS (CERTAINS RÉSULTATS NE POURRONT ÊTRE MESURÉS QU'AU DERNIER SUIVI DU PROJET)

Annexe L

COÛTS ADMISSIBLES ENGAGÉS

Nom de la VILLE : Ville de Montréal

Numéro du PROJET : 710 112 et 710 012

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

COÛTS ADMISSIBLES ENGAGÉS PAR LA VILLE POUR LE PROJET ($)										
2018-2019	**2019-2020**	**2020-2021**	**2021-2022**	**2022-2023**	**2023-2024**	**2024-2025**	**2025-2026**	**2026-2027**	**2027-2028**	**Total**

Nom du directeur général de la VILLE

Signature du directeur général de la VILLE

Date

Annexe M

SUIVI DE TRAVAUX

Nom de la VILLE :	Ville de Montréal
Numéro du PROJET :	710 112 et 710 012
Titre du PROJET :	Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE (CMA) SELON LA CONVENTION	
Exercice financier	**Coûts engagés et à venir**
1er avril 2018 au 31 mars 2019	
1er avril 2019 au 31 mars 2020	
1er avril 2020 au 31 mars 2021	
1er avril 2021 au 31 mars 2022	
1er avril 2022 au 31 mars 2023	
1er avril 2023 au 31 mars 2024	
1er avril 2024 au 31 mars 2025	
1er avril 2025 au 31 mars 2026	
1er avril 2026 au 31 mars 2027	
1er avril 2027 au 31 mars 2028	
TOTAL (doit être égal au CMA)	

Nom du directeur général de la VILLE

Signature du directeur général de la VILLE

Date

Annexe **N**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Nom de la VILLE : Ville de Montréal

Numéro du PROJET : 710 112 et 710 012

Titre du PROJET : Construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (ouvrage Turcot)

ADJUDICATION DE CONTRAT				MODIFICATION AU PROJET		PHOTOS	MISE EN SERVICE PROGRESSIVE		DATE PRÉVUE DE LA MISE EN SERVICE COMPLÈTE	CHANGEMENT D'EMPLACEMENT PAR RAPPORT À L'EMPLACEMENT PRÉVU AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION	PROCÉDURE JUDICIAIRE (CLAUSE 37 DE LA CONVENTION)
Contrat de construction de 40 000 $ et plus octroyé? Oui ou non (cumulatif)	Si oui, inscrivez la liste des entrepreneurs et les montants totaux avec taxes	Contrat d'ingénierie et d'architecture de 100 000 $ et plus octroyé? Oui ou non (cumulatif)	Si oui, inscrivez la liste des entrepreneurs et les montants totaux avec taxes	Changement de portée du PROJET? Ajout ou retrait de travaux? Oui ou non	Si oui, lesquels?	Fournir une à deux photos des travaux. Indiquez ci-dessous le nom des fichiers transmis	Oui ou non	Si oui, inscrivez la date de mise en service de l'offre de services aux citoyens (mois/année)	Mois et année	Oui ou non Si oui, fournir une nouvelle carte de localisation	Oui ou non
OUI NON		OUI NON		OUI NON			OUI NON			OUI NON	OUI NON

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229569003
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction, Division stratégies et pratiques d'affaires
Projet : Autoriser la signature d'une entente de contribution financière en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada pour le projet de construction d'ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et des surcharges des réseaux unitaires lors de pluies abondantes (Ouvrage Turcot).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 2 : Le projet intègre la gestion des eaux pluviales et vise à atténuer les risques d'inondation. Priorité 19 : Le projet vise la réduction des volumes de débordements d'environ 30% basé sur une année de référence moyenne et permettra d'assurer une meilleure qualité de vie et une tranquillité d'esprit aux citoyens et à l'administration municipale à chaque épisode d'inondations.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1224815002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032. Autoriser une dépense maximale de 22 185 744,00 $ (taxes incluses).

Il est recommandé :

1. D'approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032.

2. D'autoriser une dépense maximale de 22 185 744,00 $, taxes incluses, liée à cette convention de services pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032.

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 08:24

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1224815002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032. Autoriser une dépense maximale de 22 185 744,00 $ (taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

En 1995, la Ville de Montréal («la Ville») a cédé par droit superficiaire à Tennis Canada - Stade Jarry («TCSJ»), un organisme sans but lucratif, la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension («VSMPE»). TCSJ y a aménagé au fil des ans le Centre de tennis du parc Jarry («Centre de tennis») qui inclut 16 terrains de tennis intérieurs (dont 4 terrains de terre battue) et 12 terrains de tennis extérieurs (dont un court central et un court numéro 1). La date d'échéance du terme initial de la cession de propriété superficiaire sera reportée au 31 décembre 2052. Ce renouvellement du droit superficiaire sera soumis pour approbation au conseil municipal du 21 novembre 2022 (dossier 1224501006).
La mission de TCSJ est de gérer et d'exploiter le Centre de tennis, ainsi que d'œuvrer à la promotion et au développement du tennis.

La Ville désire que les citoyennes et les citoyens bénéficient d'aménagements sportifs de qualité, répondant aux normes et exigences en vigueur. Depuis 1995, des ententes ont été conclues entre la Ville et TCSJ afin que la population montréalaise ait accès à une offre de service tennistique dans cette installation de classe mondiale.

Dans une perspective d'une continuité de l'offre de service aux citoyennes et aux citoyens, la Ville requiert les services de TCSJ pour permettre que la population montréalaise ait accès au Centre de tennis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140240 - 6 septembre 2022
Accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil municipal de prendre en charge le soutien financier offert à Tennis Canada - Stade Jarry, qui exerce ses activités dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

CM22 0968 - 22 août 2022
Offrir au conseil d''arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension de prendre en charge le soutien financier offert à Tennis Canada - Stade Jarry qui exerce ses activités dans cet arrondissement, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

CM21 0762 - 14 juin 2021
Approuver la convention établissant les modalités et les conditions du versement du soutien financier à Tennis Canada - Stade Jarry / Autoriser une contribution financière maximale de 2 705 458,71 $ (incluant la TPS et la TVQ, le cas échéant) liée à cette entente et ce du 1er août 2021 au 31 décembre 2022.

CM21 0761 - 14 juin 2021
Approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire cédé par la Ville de Montréal à Tennis Canada – Stade Jarry pour la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension afin de prolonger la durée du droit superficiaire pour une période additionnelle de dix-sept (17) mois, soit du 31 juillet 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

CM15 0793 - 15 juin 2015
Accorder un soutien financier maximal de 9 975 000 $ à Tennis Canada - Stade Jarry pour la période du 1er août 2015 au 31 juillet 2021 / Autoriser un transfert récurrent de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension vers le Service de la diversité sociale et des sports pour un montant de 420 100 $ à compter de 2016 et d'ajuster les bases budgétaires en conséquence / Ajuster la base budgétaire du Service de la diversité sociale et des sports au montant de 44 100 $ à compter de 2016 de façon récurrente / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet

CM15 0685 - 25 mai 2015
Adoption du règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs à des parcs et équipements (08-056)

CM10 0692 - 21 septembre 2010
Approuver un projet d'acte par lequel la Ville et Tennis Canada - Stade Jarry reportent la date d'échéance du terme initial de la cession de propriété superficiaire pour le stade Uniprix, du 31 juillet 2015 au 31 juillet 2021

CO95 01404 - 20 juin 1995
Approbation du projet d'acte de propriété superficiaire, du projet d'acte de garantie et de cession, du projet de convention et du projet de bail

DESCRIPTION

L'objectif du présent dossier est l'approbation de la convention de services entre la Ville et TCSJ afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry, pour une période de dix ans, soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032.
En vertu de la convention, TCSJ doit notamment :

- offrir aux Montréalaises et Montréalais des installations accessibles et de qualité;
- offrir un minimum de 60 000 heures de tennis par année aux Montréalaises et Montréalais pour la pratique d'activités tennistiques dans les installations intérieures et extérieures du Centre de tennis, et gérer les locations et les réservations de ces installations par les utilisateurs;
- faire respecter le partage suivant des heures dédiées à la Ville, soit :
- public, en favorisant un accès prioritaire à la population montréalaise pour la pratique de tennis libre : 75%;
- activités organisées par Tennis Montréal (association régionale de tennis) : 25%.

La gestion de la présente convention avec TCSJ sera sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Un comité de suivi formé de représentants de VSMPE, du Service de la stratégie immobilière, du SGPMRS et de TCSJ sera aussi mis en place.

JUSTIFICATION

Depuis 1995, la population montréalaise a un accès privilégié au Centre de tennis en contrepartie d'un financement de la Ville. La présente convention de service est en continuité avec les ententes passées entre la Ville et TCSJ, en favorisant le développement et la pratique du tennis à Montréal, et en maintenant l'offre de service historique aux citoyennes et citoyens. Ceux-ci bénéficieront chaque année d'un minimum de 60 000 heures pour la pratique d'activités tennistiques dans les installations intérieures et extérieures du Centre de tennis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En vertu de la présente convention de service, il est recommandé que la Ville s'engage à verser à TCSJ les sommes ci-dessous indiquées, incluant la TPS et la TVQ. Un ajustement de 6% pour 2023 est recommandé par rapport aux ententes précédentes afin de s'ajuster à l'augmentation des coûts depuis 2015. Une indexation annuelle de 2% est prévue à partir de 2024.

2023	2 026 147,00 $
2024	2 066 670,00 $
2025	2 108 003,00 $
2026	2 150 163,00 $
2027	2 193 167,00 $
2028	2 237 030,00 $
2029	2 281 771,00 $
2030	2 327 406,00 $
2031	2 373 954,00 $
2032	2 421 433,00 $
Total	**22 185 744,00 $**

Les sommes sont prévues au budget de fonctionnement du SPGMRS. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie Montréal 2030 de la Ville de Montréal :

- Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec les objectifs du volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La convention de service entre la Ville et TCSJ contribuera à la poursuite du développement du tennis à Montréal.
Ne pas donner suite au présent dossier aurait pour impact une réduction de l'offre de service de TCSJ aux Montréalaises et Montréalais, ce qui pourrait nuire au développement et à la pratique du tennis au sein de la population montréalaise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2022 : présentation au conseil municipal
1er janvier 2023 au 31 décembre 2032 : mise en oeuvre et suivi de la convention de services.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Frédéric STÉBEN, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Catherine LEFORT, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Frédéric STÉBEN, 20 septembre 2022
Catherine LEFORT, 13 septembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-14

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-10-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-27

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 15 août 2022

TENNIS CANADA - STADE JARRY
A/S MONSIEUR EUGÈNE LAPIERRE
285, RUE GARY-CARTER
MONTRÉAL (QC) H2R 2W1

Nº de décision : 2022-DAMP-0417
Nº de client : 1100267023

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. TENNIS CANADA - STADE JARRY est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 août 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1224815002*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032. Autoriser une dépense maximale de 22 156 180,00 $ (taxes incluses) / Autoriser un ajustement additionnel récurrent de 277 737,08 $ (net de ristournes) par année à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2023 jusqu'en 2032.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Priorité #19***	*Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* ***Priorité #20***	*Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*	
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ● *Offrir aux Montréalais.es des infrastructures sportives et récréatives modernes et de qualité.* ● *Créer un environnement et des conditions favorables au sport et à l'activité physique pour tous les citoyens.* ● *Accueil d'événements internationaux.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1224815002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032. Autoriser une dépense maximale de 22 185 744,00 $ (taxes incluses).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2022-10-20- conv_serv_osbl_TCSJ_finale2 (visée).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-29

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

20 octobre 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **TENNIS CANADA – STADE JARRY**, personne morale régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est située au 285, rue Garry-Carter, Montréal, Québec, H2R 2W1, agissant et représentée par Eugène Lapierre, vice-président principal Tennis Canada, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 14023 5870 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1017614734 TQ0001

Ci-après, appelé le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de la promotion et le développement du tennis et exploite le Centre de tennis du parc Jarry tel que ce terme est défini à l'article 1 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Contractant est propriétaire du Centre de tennis du parc Jarry depuis 1995 aux termes d'un acte de cession de la propriété superficiaire intervenu entre les Parties, lequel sera renouvelé pour une durée additionnelle de trente (30) ans, soit du

1er janvier 2023 au 31 décembre 2052, le tout sous réserve de l'approbation par les instances compétentes de la Ville à cet égard;

ATTENDU QUE la Ville désire que les citoyens.nes bénéficient d'aménagements sportifs de qualité, répondant aux normes et exigences en vigueur;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour permettre l'accès aux Montréalais.es au Centre de tennis du parc Jarry. Les services attendus du Contractant aux termes de la présente convention sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics ou de toute autre autorité qui lui succède;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de services du Contractant.

1.2 « **Annexe 2** » : Schéma du Centre de tennis du parc Jarry.

1.3 « **Annexe 3** » : Liste des documents à transmettre annuellement par le Contractant.

1.4 **« Centre tennis du parc Jarry »** : Équipement situé au 285, rue Garry-Carter à Montréal, qui inclut un centre d'entrainement, 16 terrains de tennis intérieurs (dont 4 terrains de terre battue), 12 terrains de tennis extérieurs (dont un court central et un court numéro 1), un stationnement et l'aménagement paysager.

1.5 « **Responsable** » : Le Directeur de l'Unité administrative de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.6 « **Unité administrative** » : Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3 ci-jointes, à donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1er janvier 2023, à la condition que le Contractant soit propriétaire du Centre de tennis du parc Jarry et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2032.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents et les renseignements qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition, tout service ou tout autre document soumis par le Contractant dans le cadre de sa prestation de services en faveur de la Ville;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres dans le cadre de sa prestation de services en vertu de la présente convention;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités ainsi que tous les documents mentionnés à l'Annexe 3;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services tennistiques rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations de services et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes jointes à la présente convention;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations de services et de tout autre document aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de vingt-deux millions cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-quatre dollars (22 185 744 $), étant toutefois convenu entre les Parties qu'à chaque année de la présente convention, la Ville versera des honoraires annuels ne pouvant pas excéder :

- Deux millions vingt-six mille cent quarante-sept dollars (2 026 147 $) en 2023;
- Deux millions soixante-six mille six cent soixante-dix dollars (2 066 670 $) en 2024;
- Deux millions cent huit mille trois dollars (2 108 003 $) en 2025;
- Deux millions cent cinquante mille cent soixante-trois dollars (2 150 163 $) en 2026;
- Deux millions cent quatre-vingt-treize mille cent soixante-sept dollars (2 193 167 $) en 2027;
- Deux millions deux cent trente-sept mille trente dollars (2 237 030 $) en 2028;

- Deux millions deux cent quatre-vingt-un mille sept cent soixante-et-onze dollars (2 281 771 $) en 2029;
- Deux millions trois cent vingt-sept mille quatre cent six dollars (2 327 406 $) en 2030;
- Deux millions trois cent soixante-treize mille neuf cent cinquante-quatre dollars (2 373 954$) en 2031;
- Deux millions quatre cent vingt-et-un mille quatre cent trente-trois dollars (2 421 433 $) en 2032.

Les honoraires prévus ci-dessus couvrent tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires annuels prévus au présent article sont payables en deux versements, soit le 1e février et le 15 août de chaque année, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder deux millions deux cent dix-huit mille cinq cent soixante-quatorze dollars (2 218 574 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

9.3 Le Contractant assume seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande résultant directement ou indirectement des obligations qui lui incombent conformément à la présente convention, incluant sans y être limité, toute responsabilité à l'égard des tiers dans le cadre de sa prestation de services. À ce titre, le Contractant garantit et tient la Ville indemne de toutes

réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce et s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre elle par des tiers en raison de ce qui précède et la tient indemne en capital, frais et intérêt de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps en transmettant au Contractant un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, étant entendu entre les Parties que le trentième jour qui suivra la transmission de ce préavis marquera la date effective de la résiliation de la présente convention (ci-après, la « **Date effective de résiliation** »). Le préavis donné par la Ville aux termes du présent article sera réputé donné dès que le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention.

11.2 Dès la réception de cet avis, mais au plus tard à la Date effective de résiliation, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la Date effective de résiliation en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.3 La Ville acquittera le coût des services rendus par le Contractant jusqu'à la Date effective de résiliation. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

11.4 La fin de la cession de la propriété superficiaire du Centre de tennis du parc Jarry, pour quelque raison que ce soit, entraînera de plein droit la résiliation de la

présente convention sans avis ni délai dès la fin de la cession de la propriété superficiaire, et ce, sans que la Ville n'encoure quelque responsabilité que ce soit à l'égard du Contractant. Le cas échéant, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de la fin de cession de la propriété superficiaire en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture. La Ville acquittera alors le coût des services rendus par le Contractant à la date de la fin de la cession de la propriété superficiaire.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention pourra être résiliée par la Ville, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par cette dernière pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable

ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
COMITÉ DE SUIVI

15.1 Afin d'assurer le suivi de la présente convention, la Ville et le Contractant conviennent de former un comité de suivi (ci-après, le « **Comité de suivi** »);

15.2 Le Comité de suivi est composé de huit (8) membres, désigné par les Parties de la manière suivante :

- quatre (4) membres nommés par le Contractant;
- quatre (4) nommés par la Ville, lesquels pourrons provenir de l'Unité administrative, de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension ainsi que du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville.

Chaque membre siégeant sur le Comité de suivi peut être accompagné d'un collègue qui agira à titre d'observateur;

15.3 Le Comité de suivi devra tenir au moins une réunion à tous les six (6) mois à partir de la prise d'effet de la présente convention et chaque réunion sera présidée par un membre de l'Unité administrative.

ARTICLE 16
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

16.1 Le Contractant déclare et garantit :

16.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

16.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

16.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

16.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

16.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 17
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

17.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

17.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

17.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

17.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

17.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

17.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

17.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

17.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au (285, rue Garry-Carter, Montréal, Québec, H2R 2W1) et tout avis doit être adressé à l'attention du vice-président principal. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au (275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6), et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

17.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement,

ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier-adjoint

Le e jour de 2022

TENNIS CANADA – STADE JARRY

Par : _____
M. Eugène Lapierre, vice-président principal

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution CM……).

ANNEXE 1

Description de la prestation de services du Contractant

1.1 Programmation, utilisation et tarification

Dans le cadre de sa prestation de services, le Contractant s'engage à :

1.1.1. favoriser le développement et la pratique du tennis au sein de la population montréalaise en lui donnant un accès prioritaire aux activités et aux installations tennistiques du Centre de tennis du parc Jarry pour la pratique de tennis libre et d'activités tennistiques organisées pendant les heures, aux endroits et selon la programmation prévue aux articles 1.1.2, 1.1.3 et 1.1.4;

1.1.2 offrir un minimum de 60 000 heures de tennis par année aux Montréalais pour la pratique d'activités tennistiques dans les installations tennistiques intérieures et extérieures du Centre de tennis du parc Jarry identifiées à l'Annexe 2, et gérer les locations et les réservations de ces installations par les utilisateurs;

1.1.3 faire respecter le partage suivant des heures dédiées à la Ville conformément à l'article 1.1.2 pour l'utilisation du Centre de tennis du parc Jarry identifiés à l'Annexe 2:

- Public, en favorisant un accès prioritaire aux citoyens montréalais pour la pratique de tennis libre : 75%

- Association régionale de tennis œuvrant sur le territoire de la Ville de Montréal, pour la pratique, par les Montréalais, d'activités de tennis dirigées organisées par cette association dans les installations du Centre de tennis du parc Jarry : 25%,

1.1.4 afin d'augmenter la pratique du tennis chez les jeunes montréalais, mettre en place un dispositif privilégiant l'accès à ses installations tennistiques du Centre de tennis du parc Jarry aux jeunes, lequel devra être conforme aux conditions et modalités établies annuellement par le Responsable;

1.1.5 soumettre bi-annuellement au Responsable un rapport sur l'utilisation des terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry par type de clientèle;

1.1.6 soumettre annuellement au Responsable, un rapport sur la provenance de la clientèle à partir des codes postaux;

1.1.7 soumettre annuellement au Responsable la programmation régulière pour une semaine type relativement à l'utilisation des terrains de tennis intérieurs et extérieurs selon les groupes identifiés à 1.1.3 pour les sessions Automne / Hiver / Été;

1.1.8 présenter annuellement au Responsable pour information, la grille de tarification pour l'utilisation des terrains de tennis intérieurs et extérieurs

par le public et la politique de location ou de réservation établie par Contractant pour les terrains de tennis réservés aux Montréalais conformément à l'article 1.1.2 et 1.1.3. Pour tous les terrains de tennis mis à la disposition des Montréalais, le Contractant s'engage à soumettre au Responsable pour approbation préalable toutes les augmentations tarifaires qui excèdent 10% des tarifs de l'année précédente;

1.1.9 offrir aux détenteurs de la Carte Accès Montréal un privilège de réservations et un rabais pour la réservation des terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry, lesquels devront préalablement être approuvés par le Responsable;

1.1.10 fournir au Responsable, à la demande de ce dernier, un rapport de satisfaction des utilisateurs pour les activités offertes au public au Centre de tennis du parc Jarry selon les groupes identifiés à 1.1.3;

1.1.11 par le biais de publicité, d'affichage ou de document d'information, quel qu'en soit le support (ci-après, la « **Publication** »), informer les Montréalais que les services visés par la présente convention sont financés et offerts à la demande de la Ville. Le contenu et la fréquence de toute Publication devra être faite selon les directives du Responsable et devra être préalablement autorisée par écrit par ce dernier.

1.1.11.1 toute Publication réalisée par le Contractant devra être maintenue sur des panneaux permanents (8`X4`) dans les installations du Centre de tennis du parc Jarry, notamment dans les installations intérieures et sur les courts central et numéro 1. Toute Publication devra être mise à jour à la demande du Responsable et être maintenue en bon état, à sa satisfaction.

ANNEXE 2

Schéma du Centre de tennis du parc Jarry



* Les limites de la zone 3 peuvent varier, mais la superficie de celle-ci doit être d'au maximum 2500 m²

ANNEXE 3

Liste des documents à transmettre annuellement par le Contractant

- États financiers audités;
- Programmation automne, hiver et été pour une semaine type relativement à l'utilisation des terrains de tennis intérieurs et extérieurs;
- Liste des événements ayant un impact sur la programmation régulière;
- Rapport sur l'utilisation des terrains par type de clientèle (grand public, TC, TM et TQ, U17), aux 6 mois;
- Rapport annuel de provenance de la clientèle à partir des codes postaux.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1224815002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver la convention de services de gré à gré avec Tennis Canada - Stade Jarry afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry situé au 285, rue Gary-Carter pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2032. Autoriser une dépense maximale de 22 185 744,00 $ (taxes incluses).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1224815002 Convention de service Tennis Canada.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA

Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Francine LEBOEUF
Professionnelle (domaine d'expertise) - chef d'équipe
Tél : 514 872-0985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229648001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente concernant le versement d'une subvention à la Ville de Montréal par le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), pour soutenir les activités de mise en œuvre du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard (décret ministériel de 2021). Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 125 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente. Autoriser un budget additionnel revenus-dépenses de 125 000 $ au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Il est recommandé :
1. d'approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC) et la Ville de Montréal, établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville aux fins de réaliser les travaux reconnus admissibles, décrits à l'annexe 2 du protocole d'entente, et devant être complétés avant le 31 mars 2023, soit :

· la mise en place de la gouvernance et des mécanismes d'information, de concertation et de coordination;
· la mise en place d'un suivi des objectifs de conservation, de la biodiversité et de l'état des milieux naturels basé sur des cibles et indicateurs;

et ce, dans le cadre du projet pour soutenir ses activités de conservation et de mise en valeur dans le Paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard.

2. de mandater le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour gérer la mise en œuvre de ce programme;

3. d'autoriser un budget additionnel revenus-dépenses de 125 000 $ au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 08:20

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1229648001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente concernant le versement d'une subvention à la Ville de Montréal par le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), pour soutenir les activités de mise en œuvre du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard (décret ministériel de 2021). Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 125 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente. Autoriser un budget additionnel revenus-dépenses de 125 000 $ au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

CONTENU

CONTEXTE

Le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a conféré un statut provisoire de protection à la partie ouest de l'île Bizard, à titre de paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard. Le territoire protégé couvre 1798 ha, soit la partie ouest de l'île Bizard, ainsi qu'une portion de la rivière des Prairies et du lac des Deux Montagnes, comprise dans le domaine hydrique de l'État.
Le paysage humanisé de L'Île-Bizard est une aire protégée en territoire habité, dont le statut de protection est applicable en terre privée. En vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (LCPN), « un paysage humanisé vise la protection de la biodiversité d'un territoire habité, terrestre ou aquatique, dont le paysage et ses composantes naturelles ont été façonnés par des activités humaines en harmonie avec la nature. Ces composantes présentent un caractère distinct dont la conservation dépend fortement de la poursuite des pratiques qui en sont à l'origine ».

- 2 juin 2021 : décret 758-2021 concernant l'autorisation de conférer le statut provisoire de protection
- 2 septembre 2021 : arrêté ministériel concernant l'octroi d'un statut provisoire de protection;
- 30 septembre 2021 : entrée en vigueur du statut provisoire de protection.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 28073 – 21 juillet 2022 – Abroger la résolution CA22 28 073 adoptée en conseil d'arrondissement du 5 avril 2022 / Entériner le plan de conservation du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard et s'engager à contribuer à mettre en œuvre les orientations prévues à celui-ci, signifier son appui aux instances décisionnelles de la Ville de Montréal. Signifier également des demandes de modification des limites du paysage humanisé.
CG22 0184 – 24 mars 2022 – Approuver l'entente administrative entre le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et la Ville de Montréal relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard.

CM19 1277 – 16 décembre 2019 – Réaffirmer la volonté de protéger et mettre en valeur la biodiversité, les paysages et les patrimoines du territoire couvert par le projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard et demander au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. Benoit Charrette, de prioriser le dossier du projet de paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard en vertu de la « Loi sur la conservation du patrimoine naturel ».

CG14 0535 – 27 novembre 2014 – Adopter le dossier de demande de reconnaissance du projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard et entériner la demande afin qu'elle soit acheminée au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour l'octroi d'un statut de paysage humanisé projeté en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel.

DESCRIPTION

La présente entente a pour objet l'octroi par le ministre d'une subvention d'un montant maximal de cent vingt-cinq mille (125 000 $) à la VILLE, au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin de soutenir la réalisation d'activités de conservation et de mise en valeur de la biodiversité relatives au Paysage humanisé projeté.
ACTIVITÉS FAISANT L'OBJET DE LA SUBVENTION :

1. Mise en place de la gouvernance et des mécanismes d'information, de concertation et de coordination :

· Analyse sommaire des structures de concertation et de gouvernance
· Organisation et animation d'ateliers sur la gouvernance de la table de concertation avec les parties prenantes
· Conception et réalisation d'un plan de communication
· Conception d'un site Web, d'une image de marque et d'une infolettre
· Mise en œuvre de projets de conservation et de mise en valeur de la biodiversité

2. Mise en place d'un suivi des objectifs de conservation de la biodiversité et de l'état des milieux naturels basé sur des cibles et indicateurs :

· Exploration d'exemples de suivi de la biodiversité dans d'autres aires protégées de catégorie V (en fonction, notamment, de la revue de littérature sur les aires protégées de catégories V réalisée pour le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et de la Liste verte de l'UICN)
· Synthèse des données disponibles pour réaliser les suivis
· Proposition d'indicateurs de suivi et de cibles
· Proposition d'un plan d'action pour l'atteinte des cibles
· Proposition d'un tableau de bord

L’ensemble des activités mentionnées précédemment devra être réalisé en conformité avec le plan de conservation du paysage humanisé projeté de L’Île-Bizard et l’Entente administrative relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L’Île-Bizard (statut projeté et reconnaissance).

JUSTIFICATION

L'entrée en vigueur du statut de paysage humanisé projeté a permis d'ajouter environ 2 % de superficie terrestre protégée à l’échelle de l’agglomération. Cet ajout contribue significativement à l'atteinte de la cible de 10 % mentionnée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, dans le Plan Climat, ainsi que dans le Plan nature et sports.
L'octroi de cette subvention par le ministre permet de soutenir la réalisation d’activités de conservation et de mise en valeur de la biodiversité relatives au Paysage humanisé projeté de L’Île-Bizard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel revenus-dépenses, équivalent à l'entente avec le MELCC, soit une somme de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), est requis. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville, compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel devra par conséquent, être transféré au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements de diminution des vulnérabilités climatiques et des engagements en inclusion et équité.
Il contribue à l'action 19 du Plan climat « Augmenter la superficie terrestre des aires protégées à 10 % sur le territoire de la collectivité montréalaise ». Ce projet fait également partie des objectifs du Plan nature et sports dans la stratégie d'intervention « Protection des milieux naturels et de la biodiversité ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier décisionnel permettra de soutenir la Ville à mettre en œuvre les orientations du plan de conservation du paysage humanisé par la réalisation d’activités de conservation et de mise en valeur de la biodiversité relatives au territoire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera développée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications et toutes autres parties compétentes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil exécutif : 9 novembre 2022
Conseil municipal : 21 novembre 2022
Conseil d'agglomération : 24 novembre 2022

Entre l'entrée en vigueur de l'Entente et jusqu'au 31 mars 2023 :

· Mise en place de la gouvernance et des mécanismes d'information, de concertation et de coordination
· Mise en place d'un suivi des objectifs de conservation, de la biodiversité et de l'état des milieux naturels basé sur des cibles et indicateurs

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie DESSUREAULT
agent(e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportivess

Tél : 438-869-6882
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-10

Marie LAFONTAINE
Cheffe de division - gestion des parcs-nature et biodiversité

Tél : 514 872-1641
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS
Directrice -gestion des grands parcs et milieux naturels
Tél : 514 280-6721
Approuvé le : 2022-10-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-27

N/Réf. : 5148-06-06-02

ENTENTE

Concernant le versement d'une subvention à la Ville de Montréal pour soutenir ses activités de conservation et de mise en valeur dans le Paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard

PROJET

ENTRE

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ET

Initiales de la personne autorisée à agir

N/Réf. : 5148-06-06-02

LA VILLE DE MONTRÉAL

PROJET

Initiales de la
personne
autorisée à agir

ENTENTE

ENTRE : **LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**, M. Benoit Charette, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. Jean-Pierre Laniel, directeur général de la conservation de la biodiversité, dûment autorisé en vertu des Modalités de signature de certains documents du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (RLRQ, chapitre M30.001, r.1);

ci-après nommé le « MINISTRE »

ET : **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisée, en vertu de la résolution CG06 0006, adoptée le (date d'entrée en vigueur), laquelle est toujours en vigueur dont copie est jointe comme annexe 1 à la présente entente;

ci-après nommée la « VILLE »

ci-après nommées les « PARTIES »

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

ATTENDU QUE le paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard (ci-après le « PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ ») a été constitué par l'arrêté ministériel du 2 septembre 2021 (2021, G.O. 2, 5412), conformément à l'article 27 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, chapitre C-61.01; ci-après « LCPN ») tel qu'il se lit le 18 mars 2021 et à l'article 65 de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (2021, chapitre 1), en vertu du décret numéro 758 2021 du 2 juin 2021 publié à la Gazette officielle du Québec le 23 juin 2021 (2021, G.O. 2, 3215);

ATTENDU QUE le PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ doit correspondre à la définition d'une aire protégée, telle qu'interprétée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), afin qu'il soit comptabilisé au Registre des aires protégées au Québec tenu conformément à l'article 5 de la LCPN;

ATTENDU QUE les PARTIES souhaitent que le PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ contribue à l'atteinte des cibles en matière d'aires protégées;

ATTENDU QUE les PARTIES ont signé l'Entente administrative relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard (statut projeté et reconnaissance), le 25 avril 2022;

ATTENDU QUE le PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ est situé sur le territoire de la VILLE;

ATTENDU QUE la VILLE a exprimé au MINISTRE son souhait de jouer un rôle actif dans la conservation et la mise en valeur de cette aire protégée;

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec souhaite une participation active des acteurs locaux présents ou à proximité des aires protégées et ayant manifesté un intérêt pour la conservation de la biodiversité et la mise en valeur;

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 2° et 7° de l'article 12 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (RLRQ, chapitre M-30.001), aux fins de l'exercice de ses fonctions, le MINISTRE peut conclure des ententes avec toute personne, municipalité, groupe ou organisme et accorder une subvention ou toute autre forme d'aide financière conformément à la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), notamment pour la réalisation de plans, de programmes, de projets,

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

de recherches, d'études ou d'analyses, pour l'acquisition de connaissances ou pour l'acquisition ou l'exploitation de certaines installations d'utilité publique;
ATTENDU QUE le MINISTRE souhaite apporter à la VILLE le soutien financier nécessaire à la réalisation d'activités de conservation et de mise en valeur relatives au PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer les termes et les conditions de la subvention versée par le ministre à la VILLE;

EN CONSÉQUENCE, les PARTIES conviennent de ce qui suit :

PROJET

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet l'octroi par le MINISTRE d'une subvention d'un montant maximal de cent vingt-cinq mille (125 000 $) à la VILLE, au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin de soutenir la réalisation d'activités de conservation et de mise en valeur de la biodiversité relatives au PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ, le tout tel que plus amplement décrit à l'annexe 1.

2. MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention prévue à l'article 1 sera versé à la VILLE selon les modalités suivantes :

- un versement annuel de 75 000 $, au cours de l'exercice financier 2022-2023, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le MINISTRE de la programmation annuelle des activités mentionnées au paragraphe a) de l'article 4;

- un versement de 50 000 $ au cours au cours de l'exercice financier 2022-2023, suivant l'approbation par le MINISTRE, du rapport annuel mentionné au paragraphe b) de l'article 4.

On entend par « exercice financier », la période couverte entre le 1er avril d'une année et le 31 mars de l'année suivante.

Initiales de la personne autorisée à agir

N/Réf. : 5148-06-06-02

3. ENGAGEMENT FINANCIER

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

4. OBLIGATIONS DE LA VILLE

Afin de bénéficier de la subvention prévue à l'article 1, la VILLE s'engage à respecter les conditions suivantes :

a. présenter au MINISTRE une programmation annuelle des activités, au plus tard le 15 décembre de l'exercice financier 2022-2023 visé par la présente entente. Cette programmation annuelle des activités devra comprendre notamment une planification des travaux pour l'année financière et les actions dont les coûts seront défrayés, en tout ou en partie, au moyen de la présente subvention, tel que présenté dans le modèle l'annexe 3;
b. présenter au MINISTRE, au plus tard le 15 mars de l'exercice financier 2022-2023 visés par la présente entente, un rapport annuel des réalisations, tel que présenté dans le modèle à l'annexe 4, ce rapport doit inclure :
    i. une liste indiquant les activités réalisées et le montant de chaque dépense admissible selon l'annexe (numéro) qui a été effectuée à même la subvention versée, et ce, en fonction de chaque activité, et portant la signature du représentant de la VILLE sur chacune de ses pages.
    ii. le cas échéant, la justification des activités prévues non réalisées.
    iii. en annexe, les états financiers dans lesquels est indiquée de façon distincte la subvention octroyée par le MINISTRE conformément à la présente entente, accompagnés soit du rapport de l'auditeur indépendant, soit du rapport de mission d'examen ou soit de l'avis au lecteur, d'un auditeur externe indépendant ayant vérifié lesdits états financiers.
c. utiliser la subvention octroyée par la présente entente, y compris les intérêts produits, aux seules fins qui y sont prévues. À défaut, à la demande et selon la procédure établie par le MINISTRE, rembourser tout montant de la subvention utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
d. rembourser au MINISTRE, à l'expiration de la présente entente, tout montant non utilisé de la subvention

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

octroyée de même que les revenus de placement générés par celle-ci;

e. indiquer clairement dans toutes les activités de communication, les publications, les annonces publicitaires et les communiqués reliés au projet qu'une subvention du gouvernement du Québec a été versée et faire parvenir au MINISTRE une copie du matériel de communication produit. Une copie du matériel de communication sera également transmise au MINISTRE avant la publication, pour validation;
f. obtenir tous les autorisations, baux d'occupation et permis requis, notamment ceux exigés en application d'une loi sous la responsabilité du MINISTRE de l'Énergie et des Ressources Naturelles, en relation avec la réalisation des activités financées à même la subvention versée en application de la présente entente;
g. permettre à tout représentant autorisé du MINISTRE un accès raisonnable à ses locaux, ses livres et autres documents afin de vérifier l'utilisation de la subvention, et ce, jusqu'à sept (7) ans après la fin de la présente entente. La VILLE s'engage à conserver ses livres et autres documents durant cette période afin de permettre au MINISTRE d'effectuer toute vérification en rapport avec la subvention versée;
h. fournir au MINISTRE, sur demande, tout document ou renseignement pertinent concernant l'utilisation de la subvention;
i. respecter, dans l'exécution de la présente entente, les lois, règlements, décrets, arrêtés ministériels et normes applicables au Québec;
j. éviter toute situation mettant en conflit son intérêt personnel ou celui de ses administrateurs ou dirigeants et celui du MINISTRE, ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente entente. Si une telle situation se présente, la VILLE doit immédiatement en informer le MINISTRE qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à la VILLE comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier l'entente.
k. rembourser immédiatement au MINISTRE l'intégralité de la subvention octroyée de même que les revenus de placement générés par celle-ci en cas de résiliation

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

de l'Entente administrative relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard (statut projeté et reconnaissance), conformément à l'article 12 de cette dernière.

5. RESPONSABILITÉ

La VILLE s'engage, d'une part, à assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente et, d'autre part, à tenir indemne et prendre fait et cause pour le MINISTRE, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation de l'objet de la présente entente.

6. VÉRIFICATION

Les opérations et affaires financières découlant de l'exécution de cette entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le MINISTRE ou par toute autre personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'elle exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

7. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur et prend effet lors de l'apposition de la dernière signature et prend fin au 31 mars 2023.

8. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette modification ne pourra changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante. Elle entrera en vigueur à la date convenue par les PARTIES.

9. RÉSILIATION

Le MINISTRE se réserve le droit de résilier, en tout temps, la présente entente pour tout motif raisonnable, notamment si :

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

1° La VILLE lui présente des renseignements faux ou trompeurs ou lui fait de fausses représentations;

2° Il est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la subvention a été octroyée;

3° La VILLE fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente;

4° La VILLE cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens.

Pour ce faire, le MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation à la VILLE. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de réception de cet avis par la VILLE.

Malgré le deuxième alinéa, dans les cas prévus au paragraphe 3, la VILLE disposera de trente (30) jours pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis de résiliation et en aviser le MINISTRE par écrit, à défaut de quoi, l'entente sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de cet avis par la VILLE, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit.

Le MINISTRE cessera, à compter de la date de résiliation, tout versement de la subvention, à l'exception des montants de la subvention dus pour les dépenses encourues et payées par la VILLE relativement à des prestations visées par la présente entente.

La survenance de l'un des cas prévus aux paragraphes 1, 2 et 4 constitue automatiquement la VILLE en demeure.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 3, le MINISTRE se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de la subvention qui aura été versé à la date de la résiliation.

Le fait que le MINISTRE n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

La VILLE se réserve également le droit de résilier cette entente pour tout motif raisonnable.

Pour ce faire, la VILLE doit adresser un avis écrit de résiliation au MINISTRE. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de réception de cet avis par le MINISTRE.

La VILLE aura alors droit aux frais, déboursés et sommes engagées jusqu'à la date de résiliation de l'entente, excepté s'il y a résiliation de l'Entente administrative relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard (statut projeté et reconnaissance).

10. SURVIE DES OBLIGATIONS

Nonobstant la pleine et entière exécution de l'entente, son expiration pour quelque motif que ce soit ou encore sa résiliation, toutes les dispositions comprises dans la présente entente qui, par leur nature, s'appliquent au-delà de la fin de l'entente, notamment les paragraphes c), d), g), h) et k) de l'article 4 et les articles 5, 6 et 12, demeurent en vigueur.

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

11. COMMUNICATIONS

Tout avis, instruction, recommandation ou document transmis dans le cadre de la présente entente, pour être valide et lier les PARTIES, devra se faire par écrit et être acheminé au destinataire par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

LE MINISTRE : Mme Mélanie Gaudreault, Biologiste, M.Sc.;
Direction des aires protégées
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
675, boul. René-Lévesque Est, 4e étage
Québec (Québec) G1R 5V7;
melanie.gaudreault@environnement.gouv.qc.ca

LA VILLE : Mme Julie Dessureault;
Agente de développement;
Division de la gestion des parcs-nature
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Ville de Montréal;
julie.dessureault@montreal.ca

Toute communication concernant la présente entente autre que celle liée à la modification ou la résiliation de ladite entente devra se faire par écrit et être acheminée aux destinataires susmentionnés.

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES devra faire l'objet d'un avis écrit à l'autre PARTIE.

12. CESSION

Les droits et obligations contenus dans la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du MINISTRE, qui peut alors prévoit des conditions à cette fin.

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

13. LIEU DE L'ENTENTE ET DROIT APPLICABLE

Pour l'application et l'exécution de la présente entente, celle-ci est réputée faite et passée en la Ville de Québec. La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

14. DOCUMENTS

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les PARTIES concernant ce même objet et toute entente verbale ou écrite non reproduite à la présente entente est nulle et sans effet.

L'annexe mentionnée à la présente entente ainsi que son préambule font partie intégrante de la présente entente. Les PARTIES déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre l'annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

EN FOI DE QUOI les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacunes des clauses de la présente entente et ont signé aux dates et aux endroits mentionnés ci-dessous :

PROJET

POUR LE MINISTRE :

M. Jean-Pierre Laniel	Date	Lieu
Directeur général de la conservation de la biodiversité		

POUR LA VILLE :

Initiales de la personne autorisée à agir

N/Réf. : 5148-06-06-02

Signataire Titre	Date	Lieu

PROJET

Initiales de la personne autorisée à agir

ANNEXE 1

RÉSOLUTION AUTORISANT LE REPRÉSENTANT AUX FINS DE LA PRÉSENTE ENTENTE

PROJET

ANNEXE 2

ACTIVITÉS FAISANT L'OBJET DE LA SUBVENTION

La subvention mentionnée à l'article 1 de la présente entente ne peut être utilisée que pour couvrir les coûts liés à la réalisation des activités suivantes relatives au PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ, en partenariat avec la direction des aires protégées du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et des autres instances gouvernementales concernées:

1. Mise en place de la gouvernance et des mécanismes d'information, de concertation et de coordination :

   - Analyse sommaire des structures de concertation et de gouvernance;
   - Organisation et animation d'ateliers sur la gouvernance de la table de concertation avec les parties prenantes.
   - Conception et réalisation d'un plan de communication;
   - Conception d'un site web, d'une image de marque et d'une infolettre;
   - Mise en œuvre de projets de conservation et de mise en valeur de la biodiversité.

2. Mise en place d'un suivi des objectifs de conservation, de la biodiversité et de l'état des milieux naturels basé sur des cibles et indicateurs :

   - Exploration d'exemples de suivi de la biodiversité dans d'autres aires protégées de catégorie V (en fonction, notamment, de la revue de littérature sur les aires protégées de catégories V réalisée pour le MELCC et de la Liste verte de l'UICN);
   - Synthèse des données disponibles pour réaliser les suivis;
   - Proposition d'indicateurs de suivi et de cibles;
   - Proposition d'un plan d'action pour l'atteinte des cibles
   - Proposition d'un tableau de bord.

Les communications devront notamment promouvoir le rôle des aires protégées, l'importance de l'utilisation durable des ressources naturelles et l'importance d'impliquer les acteurs locaux pour atteindre les objectifs de conservation du PAYSAGE HUMANISÉ PROJETÉ.

L'ensemble des activités mentionnées précédemment devront être réalisées en conformité avec le plan de conservation du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard et l'Entente administrative relative à la mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard (statut projeté et reconnaissance).

Tel que prévu par le plan de conservation du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard, « un suivi des objectifs de conservation, de la biodiversité et de l'état des milieux naturels du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard sera instauré par le ministre, en collaboration avec la Ville de Montréal. ». Par conséquent, le présent mandat permettra de proposer des cibles et des indicateurs potentiels, mais ceux-ci devront faire l'objet d'une approbation par le MELCC.

PROJET

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1229648001**
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Paysage humanisé de L'Île-Bizard*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Priorité 10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision

Priorité 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Priorité 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités de Montréal 2030 :

- *Augmentation d'environ 2% des superficies terrestres d'aires protégées permettant de contribuer à la cible de 10 %;*
- *Mise en place de mécanismes d'information, de concertation et de coordination dans les 12 mois suivant l'octroi du statut , afin d'assurer la participation citoyenne au projet de paysage humanisé;*
- *Mise en œuvre d'un projet de collectivité en harmonie avec la nature;*
- *Création d'un paysage humanisé, soit une première désignation au Québec.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X** **X** **X** **X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X** **X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229648001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Approuver l'Entente concernant le versement d'une subvention à la Ville de Montréal par le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), pour soutenir les activités de mise en œuvre du paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard (décret ministériel de 2021). Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 125 000 $ selon les modalités décrites dans l'Entente. Autoriser un budget additionnel revenus-dépenses de 125 000 $ au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds_GDD 1229648001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-17

Alpha OKAKESEMA
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229206001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec Recyc-Québec, qui accorde à la Ville de Montréal une aide financière pour une somme maximale de 75 000 $ dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle

Il est recommandé :
1. Approuver la convention avec Recyc-Québec, qui accorde à la Ville de Montréal une aide financière pour une somme maximale de 75 000 $ dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle.
2. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses au Service de l'environnement au montant de la contribution financière de 75 000 $.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-28 16:29

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur general adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229206001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec Recyc-Québec, qui accorde à la Ville de Montréal une aide financière pour une somme maximale de 75 000 $ dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'Agglomération de Montréal (PDGMR) 2020 - 2025 présente la volonté de la Ville de Montréal à tendre vers le zéro déchet d'ici 2030 en travaillant à détourner la majorité des matières résiduelles actuellement destinées à l'enfouissement grâce à la réduction à la source avant tout, complétée par le réemploi, le recyclage et le compostage. Une des six catégories d'action préconisées par le PDGMR vise à augmenter la récupération et la valorisation des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD). Dans ce contexte, la Ville de Montréal a déposé une demande d'aide financière à Recyc-Québec dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle.
En 2021 autour de 85 000 tonnes de matières résiduelles de toutes sortes (bois, CRD mélangés, métaux, pneus, RDD, appareils réfrigérants, produits électroniques, et autres) ont été apportées par les citoyens montréalais dans le réseau des écocentres de la Ville afin qu'elles soient détournées de l'enfouissement. Ces matières sont dirigées vers diverses filières de recyclage et de valorisation en fonction de leurs caractéristiques, des règlements en vigueur ou de la disponibilité des marchés.

Les matières soumises au principe de responsabilité élargie des producteurs (REP) comme les appareils électroniques, les pneus ou les peintures sont envoyées vers les organismes de gestion reconnus, alors que les matières triées à la source comme le roc/béton, le bois, le métal, le carton ou les résidus verts sont dirigées vers des recycleurs spécialisés.

Les résidus de CRD mélangés sont dirigés vers des centres de tri de matériaux secs pour être triés, conditionnés et recyclés ou valorisés. Néanmoins, une portion de ces derniers finit encore à l'enfouissement en fonction de la performance du centre de tri. En 2021 le taux de performance de recyclage et de valorisation moyen des centres de tri reconnus par Recyc-Québec spécialisés dans les résidus de CRD était de 43%. Les raisons du faible taux sont multiples, parmi eux l'absence de filières de valorisation disponibles pour certaines matières récupérées (ex. : bois traité, verre plat, isolant, gypse, porcelaine, PVC, résidus multimatières et les résidus fins que l'on nomment « fines ») ainsi que le mode de collecte pêle-mêle des résidus CRD qui diminuent le potentiel de valorisation ou de recyclage des matières.

Le projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle est une opportunité de mettre en place des mesures pour améliorer le tri à la source des matières et maximiser le détournement des résidus de CRD.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0407 - 27 août 2020 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

DESCRIPTION

Le projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle a deux objectifs principaux:

- Améliorer le tri à la source des matières
- Maximiser le détournement des résidus de construction, rénovation et démolition de l'enfouissement

Afin de répondre à ces deux objectifs, quatre mesures d'optimisation de l'écocentre LaSalle ont été ciblées:

1. Trier le bois en deux catégories de qualité afin de favoriser le recyclage à la valorisation énergétique
2. Trier séparément le gypse afin de détourner cette matière de l'enfouissement
3. Détourner les matelas de l'enfouissement
4. Réaliser un projet pilote de démantèlement des matières. Ce projet vise à aménager et équiper un atelier dans lequel seront réalisés des opérations de démantèlement des articles composés d'un amalgame de matières permettant ainsi leur recyclage et valorisation.

JUSTIFICATION

Choix de l'écocentre LaSalle

Le choix de l'écocentre LaSalle pour la réalisation du projet d'optimisation est justifié par l'importance que ce site occupe dans le réseau des écocentres montréalais. LaSalle est le site ayant le plus d'envergure parmi les sept écocentres du territoire de l'agglomération, en termes d'achalandage ainsi qu'en termes de tonnage collecté. En 2021, cet écocentre a reçu 61 002 visites (21 % du total des 7 écocentres) et a permis la récupération de près de 25 000 tonnes de matières résiduelles (29 % du total des écocentres) dont 11 100 tonnes de résidus de CRD mélangés et 5 400 tonnes de bois. De plus, le choix d'un seul écocentre permet de respecter les exigences du programme de financement de Recyc-Québec.

Mesures d'optimisation

L'approbation de la convention avec Recyc-Québec permettra de mettre en place quatre

mesures d'optimisation des opérations de l'écocentre LaSalle :

1. Trier le bois en deux catégories de qualité
Tous les résidus de bois actuellement reçus à l'écocentre LaSalle sont envoyés à un centre de tri et sont valorisés quasi exclusivement en valorisation énergétique.
La mesure vise à assurer le respect de la hiérarchie des 3RV par le tri de bois en deux catégories de qualité afin de permettre que le bois de qualité supérieur (Q1) soit recyclé en panneaux de particules. Le Q1 peut inclure le bois d'œuvre, le bois d'ingénierie et le bois d'abattage d'arbres. À exclure des produits tels que: bois recouvert avec des produits de finition, mélamine, bois stratifié, contreplaqué, meubles, armoires de cuisine. La catégorie Q2 pourra inclure tout ce qui ne satisfait pas les conditions de la catégorie 1, en excluant le bois traité.

2. Trier séparément le gypse
Le gypse se trouve actuellement parmi les résidus de CRD mélangés qui sont envoyés à un centre de tri de matériaux secs mais qui finissent à l'enfouissement, en partie à cause des difficultés que cette matière représente sur une chaîne de tri et de son faible potentiel de rentabilité lorsqu'elle se trouve mélangée à d'autres matières. Le gypse représente 24 % des CRD mélangés récupérés aux écocentres (selon l'étude de caractérisation des résidus de CRD récupérés par la Ville de Montréal effectuée par la firme Stratzer en 2021 - 2022).
La mesure vise à implanter le tri de gypse à l'écocentre afin d'être valorisée par une entreprise spécialisée.

3. Détourner les matelas de l'enfouissement
Les matelas font partie de la catégorie des encombrants rembourrés actuellement envoyés directement à l'enfouissement.
La récupération de ce produit est envisagée dans l'ensemble des écocentres. Cependant, il existe des défis relatifs à l'espace d'entreposage et à la logistique de transport qui doivent être testés avant sa mise en place. D'autre part, la récupération de matelas dans les écocentres a été retardée à cause de la possible inclusion des matelas dans l'approche de responsabilité élargie de producteurs (REP). Toutefois, les matelas se trouvent placés en priorité 2 de la liste, c'est-à-dire des produits dont la désignation selon une approche de REP apparaît moins primordiale ou déterminante.
Il est ainsi opportun d'inclure cette mesure visant à mettre en place les équipements nécessaires pour réaliser une collecte séparée des matelas afin de les détourner de l'enfouissement via un contrat de valorisation avec une entreprise spécialisée.

4. Projet pilote de démantèlement des matières
Plusieurs articles apportés aux écocentres sont constitués d'un amalgame de matières: plastique - métal - bois - céramique - verre, etc. Ce mélange hétérogène de matières amoindrit considérablement le potentiel de valorisation de ces articles. C'est ainsi que la plupart des jouets, articles de jardin, articles du réemploi en mauvais état ou brisés, sièges d'auto pour enfants et certains encombrants sont directement destinés à l'élimination.
La mesure vise à aménager et équiper un atelier de démantèlement des matières à l'intérieur du centre de réemploi de l'écocentre LaSalle. Ce projet prendra la forme d'un projet pilote afin de documenter d'abord la démarche sur les équipements et le temps de travail requis selon les différents articles collectés en écocentre et dirigés vers l'atelier. Une évaluation viendra ensuite sur les barrières et opportunités du projet ainsi que sur la pertinence d'une telle activité à même l'écocentre. Ceci permettra de tester l'opérationnalité et de mesurer les gains réels en matière de valorisation.
Dans l'éventualité où le projet pilote est concluant, cette pratique pourra être étendue à d'autres écocentres de l'agglomération.

Ces actions s'inscrivent dans la volonté de la Ville d'accroître la récupération et la valorisation des résidus de CRD tel que mentionné dans le PDGMR 2020 – 2025, notamment l'action 4.1 Accroître la récupération des résidus des CRD lors de la déconstruction, ainsi que

dans l'action 6.1.3 Stimuler de nouveaux marchés locaux de matières recyclables et de CRD.

Également, les actions du projet permettront de:

• Contribuer aux objectifs des chantiers C-Bâtiments et D-Exemplarité de la Ville du Plan climat 2020-2030 de la Ville de Montréal ;
• Souscrire aux Priorités 4 et 5 du plan stratégique Vision Montréal 2030 par le développement d'une économie verte et l'atteinte de l'objectif zéro déchet

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montants admissibles du projet :

Activité	Montant
Formation et suivi du projet	50,741 $
Outils et équipement	61,500 $
Communication et affichage	18,000 $
Total	130,241 $

Le Programme de financement de Recyc-Québec prévoit une contribution maximale de 75 000 $ et représente un maximum de 70% des dépenses admissibles identifiées au tableau précédent.

MONTRÉAL 2030

Voir pièce jointe

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet contribuera à l'atteinte des objectifs d'augmentation de la récupération et la valorisation des résidus de CRD mentionné dans le PDGMR 2020 - 2025, à augmenter la performance globale de la Ville dans ce champ d'activités et finalement à poser des gestes pour protéger l'environnement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : 24 novembre 2022.
Tenue du projet: décembre 2022 - mai 2024
Fin du projet (rapport final) août 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Karolanne PERREAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 28 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gerardo BARRIOS RUIZ
Conseiller en planification

Tél : 514-863-6646
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Maud F FILLION
Chef de section Planification et développement GMR

Tél : 514-267-2105
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
directeur(-trice) gestion matieres residuelles infras
Tél : 514 863 1058
Approuvé le : 2022-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement
Tél : 514 795-4732
Approuvé le : 2022-10-28

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE
Dossier AF no : xxxxxx –Dossier Juridique no : xxxxxx

ENTRE : **SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage* (RLRQ, c. S-22.01), ayant son siège social au 300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec (Québec) G1K 7R1, représentée par madame Sophie Langlois-Blouin, Vice-présidente Performance des opérations, dûment autorisée aux fins des présentes;

ci-après appelée « **RECYC-QUÉBEC** »;

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

ci-après appelée le « **PROMOTEUR** »;

ci-après collectivement désignées les «**PARTIES**»

CONCERNANT

la réalisation du projet proposé par le **PROMOTEUR**, lequel s'inscrit dans le cadre du *Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois* (ci-après appelé « le Programme »).

Contenu

Les annexes listées ci-dessous font partie intégrante de la convention d'aide financière :

Annexe 1 : Formulaire de demande d'aide financière adressé par le **PROMOTEUR** à **RECYC-QUÉBEC** dans le cadre du Programme comprenant notamment la description du projet qu'entend réaliser le **PROMOTEUR** et calculateur des dépenses relatives au projet ;

Annexe 2 : Description des livrables.

Le **PROMOTEUR** reconnaît avoir pris connaissance de toutes les modalités, conditions et restrictions prévues au cadre normatif du Programme qui fait partie intégrante de la présente convention d'aide financière. Il s'engage de plus à les respecter, notamment mais non limitativement au sujet des livrables à fournir afin d'obtenir les versements de l'aide financière.

Le cadre normatif du Programme, la convention d'aide financière, les documents qui y sont annexés, ainsi que toutes les modifications, tous les documents complémentaires et éléments de réponses qui ont été apportés durant l'analyse par **RECYC-QUÉBEC** de la demande d'aide financière et des demandes de versement constituent l'entente globale (ci-après appelée la « Convention ») entre les **PARTIES.** La Convention a préséance sur toute compréhension, représentation, engagement ou entente, préalables ou simultanés, écrits ou verbaux. La Convention ne peut être modifiée que par un document écrit, dûment signé et daté par les **PARTIES**.

En cas de contradiction entre des documents contractuels, ces derniers seront interprétés les uns par rapport aux autres en accordant la priorité selon l'ordre suivant :

- la présente Convention d'aide financière;

- le cadre normatif du Programme;
- le formulaire de demande d'aide financière (Annexe 1).

1. Objet

La présente Convention fixe les modalités relatives au versement d'une aide financière à titre de contribution non remboursable de soixante-quinze mille dollars (75 000,00 $) par **RECYC-QUÉBEC** au **PROMOTEUR**, pour la réalisation de son projet, tel que décrit au formulaire de demande financière en Annexe 1 (ci-après appelé le «Projet»).

2. Conditions générales

2.1 Le **PROMOTEUR** s'engage à réaliser le Projet tel que décrit à l'Annexe 1 et conformément à la présente Convention.

2.2 Le **PROMOTEUR** ne peut modifier le Projet sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de **RECYC-QUÉBEC**.

Le **PROMOTEUR** s'engage à remettre à **RECYC-QUÉBEC** tous les livrables exigés en vertu de la Convention, conformément à toutes les exigences du Programme et du document « Description des livrables » (Annexe 2).

Conformité

2.3 En tout temps pendant la durée de la présente Convention, le **PROMOTEUR** s'engage à ce que le Projet et sa réalisation soient conformes aux lois, règlements, autres normes ou exigences légales auxquels il est assujetti, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux en vigueur sur tous les territoires concernés par le Projet.

À cet effet, le **PROMOTEUR** reconnaît être seul responsable de l'obtention et du maintien de toutes les autorisations requises (certificat, permis, etc.) afin que le Projet puisse se concrétiser en toute légalité.

Le **PROMOTEUR** comprend que toute situation d'irrégularité environnementale (ex. contravention à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRLQ, c. Q-2) ou aux règlements en découlant, pourra, à la discrétion de RECYC-QUÉBEC, justifier la résiliation de la présente et le remboursement, total ou partiel, de l'aide financière alors versée au **PROMOTEUR**.

Les **PARTIES** conviennent qu'en aucun cas **RECYC-QUÉBEC** ne pourra être tenue responsable ni être mise en cause, d'une quelconque manière que ce soit, advenant que le **PROMOTEUR** n'ait pas obtenu toutes les autorisations requises eu égard à la réalisation du Projet.

2.4 Pendant toute la durée de la présente Convention, le **PROMOTEUR** s'engage à aviser **RECYC-QUÉBEC** dans les meilleurs délais de toute contravention, dans le cadre de la réalisation du Projet, à une loi, un règlement et autres normes et/ou exigences légales (municipales, provinciales ou fédérales) en vigueur sur le ou les territoires concernés par le Projet. Ceci inclut notamment, mais non limitativement tout litige (par exemple avis de non-conformité ou d'infraction, sanction administrative pécuniaire, etc.) entre le **PROMOTEUR** et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (ci-après le « MELCC »).

Ajustements et modalités de la contribution financière de RECYC-QUÉBEC

2.5 Dans le cas où les dépenses admissibles réelles seraient inférieures aux prévisions budgétaires liées au Projet, ou que des sources de financement autres que celles mentionnées dans le Projet s'ajouteraient (partenariat, prêt, subvention, don, etc.), le **PROMOTEUR** en avisera **RECYC-QUÉBEC** dans les meilleurs délais. La contribution financière de **RECYC-QUÉBEC** pourrait en conséquence être ajustée à la baisse, en fonction des contributions financières réelles des autres partenaires et du **PROMOTEUR** et du coût réel du Projet notamment pour assurer le respect des règles de cumul des aides financières gouvernementales. Le cas échéant, **RECYC-QUÉBEC** peut modifier ou refuser d'accorder un ou des versements et le **PROMOTEUR** s'engage, selon la situation, à rembourser dans les meilleurs délais à **RECYC-QUÉBEC** l'excédent reçu.

2.6 La contribution financière de **RECYC-QUÉBEC** est consentie pour les dépenses admissibles liées au Projet et celle-ci constitue le montant maximal accordé.

2.7 La contribution financière consentie ne peut servir à aucune autre fin que la réalisation du Projet tel que décrit à l'Annexe 1 et à la présente Convention incluant mais sans s'y limiter : le financement du service de la dette, le remboursement d'emprunts ou le financement d'autres projets.

2.8 Le **PROMOTEUR** s'engage à ce que toutes les transactions générant des dépenses admissibles dans le cadre du Projet entre lui et une ou des personnes physiques et/ou morales s'effectuent à la juste valeur du marché.

Si, de l'avis de **RECYC-QUÉBEC**, une dépense réalisée dans le cadre du Projet est admissible, mais n'équivaut pas à la juste valeur du marché, **RECYC-QUÉBEC** se réserve le droit de ne défrayer, en proportion, que ce qui lui apparaîtra être l'équivalent de cette juste valeur du marché. **RECYC-QUÉBEC** sera seule juge afin de déterminer cette juste valeur du marché.

Le **PROMOTEUR**, s'il le désire, peut transmettre à **RECYC-QUÉBEC**, avant d'engager une dépense, une demande écrite visant à confirmer que celle-ci correspond bel et bien à la juste valeur du marché et ses arguments au soutien de sa position.

Le **PROMOTEUR** s'engage à ce qu'aucun membre de son équipe de direction, ni aucun membre de l'équipe de Projet, ni aucune entreprise leur étant affiliée n'ait un intérêt, financier ou autre, direct ou indirect, en lien avec le Projet. Ceci inclut sans s'y limiter les cas où un tel intérêt influencerait le processus de sélection et de négociation de prix de tout fournisseur dont les services ou produits font l'objet de dépenses admissibles telles que définies par le cadre normatif du Programme.

Si le **PROMOTEUR** souhaite contrevenir aux dispositions du précédent alinéa, il devra déposer une requête écrite à cet effet auprès de **RECYC-QUÉBEC,** qui pourra rendre une décision à sa discrétion quant au statut de dépense admissible s'inscrivant dans le cadre du Projet.

Informations requises ou pouvant être demandées par RECYC-QUÉBEC

2.9 Le **PROMOTEUR** s'engage, pour toute la durée de la convention, à transmettre à **RECYC-QUÉBEC**, sur demande, le formulaire permettant la réalisation du bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec.

2.10 Le **PROMOTEUR** consent à ce que **RECYC-QUÉBEC**, pendant toute la durée de la Convention, réalise à sa convenance des visites sur les lieux du Projet ainsi que des vérifications d'équipements, de registres ou de tout autre document pertinent. Pour ce faire, **RECYC-QUÉBEC** pourra, à son entière discrétion et frais, faire appel aux services de tout mandataire et notamment d'un auditeur externe. Il est entendu que le **PROMOTEUR** devra transmettre à **RECYC-QUÉBEC** toute documentation ou tout renseignement nécessaire à ces vérifications, incluant sans s'y limiter ses états financiers vérifiés ou missions d'examen.

RECYC-QUÉBEC se réserve le droit d'effectuer, à ses frais, une caractérisation des matières entrantes ou des matières sortantes (incluant les rejets) avant et/ou après la réalisation du Projet afin d'en vérifier l'impact et de documenter sa base de données. Les résultats de ces caractérisations, le cas échéant, seront transmis au **PROMOTEUR.** En ce qui concerne la confidentialité des informations concernées par le présent article, les dispositions de la section 11 de la présente Convention s'appliqueront. Le **PROMOTEUR** doit collaborer avec **RECYC-QUÉBEC** à cette fin.

2.11 Pendant toute la durée de la Convention et pour une période de deux ans suivant la fin de celle-ci le **PROMOTEUR** s'engage à répondre aux demandes d'informations que pourrait lui transmettre **RECYC-QUÉBEC**, en lien avec le Projet, notamment mais non limitativement aux fins de suivi de la progression du Projet, de bilans, de reddition de compte ou d'études que **RECYC-QUÉBEC** pourrait réaliser.

Reconnaissances à obtenir

2.12 Le **PROMOTEUR** s'engage à obtenir auprès de **RECYC-QUÉBEC** une reconnaissance minimale de niveau « Mise en œuvre » du programme ICI ON RECYCLE + afin de recevoir le troisième versement de l'aide financière accordée par la présente Convention. L'information sur le programme ICI ON RECYCLE + est disponible à l'adresse suivante : http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/CLIENT/FR/PROGRAMMES-SERVICES/PROG-RECONNAISSANCE/ICI.ASP.

Langue française

2.13 Tous les documents produits dans le cadre de la réalisation de la Convention doivent être en français, conformément à la Politique linguistique de **RECYC-QUÉBEC**.

3. Conditions particulières

Le rapport de mi-projet et le rapport final devront faire état des démarches effectuées concernant les recherches de débouchés et des débouchés identifiés par matière traitée à l'écocentre.

4. Versement de la contribution financière

4.1 La somme de soixante-quinze mille dollars (75 000,00 $) est attribuée en trois (3) versements.

1. un premier versement de trente-sept mille cinq cents dollars (37 500,00 $), correspondant à 50 % de la contribution financière totale accordée;

2. un deuxième versement de dix-huit mille sept cent cinquante dollars (18 750,00 $), correspondant à 25 % de la contribution financière totale accordée;

3. un troisième versement de dix-huit mille sept cent cinquante dollars (18 750,00 $), correspondant à 25 % de la contribution financière totale accordée.

Chaque versement est conditionnel à la réception et à l'acceptation des informations et/ou documents exigés par **RECYC-QUÉBEC**, selon les modalités de la présente Convention et conformément au Programme et à l'Annexe 2 de la présente Convention.

4.2 Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la Convention sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la *Loi sur les commissions d'enquête* (RLRQ, c. C-37), dont celui de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

4.3 RECYC-QUÉBEC acquitte les demandes de paiements par versements bancaires directement dans un compte que le PROMOTEUR a identifié à RECYC-QUÉBEC, à moins de justifier un empêchement sérieux à ce mode de paiement. Pour ce faire, le PROMOTEUR doit transmettre avec diligence à RECYC-QUÉBEC les informations nécessaires aux versements (par exemple, spécimen de chèque) afin de ne pas retarder le processus du paiement.

5. Résiliation et recours

5.1 **RECYC-QUÉBEC** peut, sous réserve de ses autres recours, résilier par écrit la Convention, suspendre pour un temps ou refuser d'accorder un ou des versements, les accorder en partie ou réclamer le remboursement intégral ou partiel du montant de la contribution financière alors versé en vertu des présentes lorsque le **PROMOTEUR** :

a) cesse ses activités, fait cession de ses biens à ses créanciers, devient insolvable, fait faillite, dépose une proposition concordataire, est en liquidation, interrompt le Projet de façon définitive ou le retarde indument, ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou de liquidation, un séquestre ou tout autre officier semblable est nommé pour gérer la totalité ou une partie de ses biens, adopte une résolution concernant sa liquidation ou tente de bénéficier de toute législation relative à l'insolvabilité, à la faillite, ou à des arrangements avec ses créanciers;

b) fait de fausses représentations ou déclarations ou a fourni des renseignements ou des documents qui sont inexacts ou falsifiés (notamment, mais non limitativement, si le **PROMOTEUR** ne réalise pas le Projet tel que décrit à l'Annexe 1);

c) refuse ou néglige de transmettre à **RECYC-QUÉBEC** les informations ainsi que la documentation réclamées en vertu de la Convention;

d) utilise le montant de la contribution financière octroyée en vertu de la présente à des fins autres ou dans des délais autres que ceux prévus à la Convention;

e) refuse ou néglige de respecter l'un ou l'autre des termes, modalités, obligations ou conditions prévus à la présente Convention incluant, notamment mais non limitativement, le respect de la méthodologie d'évaluation des résultats relatifs au Projet;

f) soumet à **RECYC-QUÉBEC** des livrables qui ne sont pas à la satisfaction de cette dernière et refuse d'y apporter les correctifs requis de la part de **RECYC-QUÉBEC**;

g) ne respecte pas les lois, règlements, directives, etc. (municipaux, provinciaux ou fédéraux) dont, notamment mais non limitativement, la *Loi sur la qualité de l'Environnement* (RLRQ, c.Q-2) et ses règlements;

h) figure sur la *Liste des entreprises non conformes au processus de francisation publiée* sur le site : http://www.oqlf.gouv.qc.ca/francisation/admin_publ/liste_article22.html.

i) figure au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), lequel peut être consulté en ligne: https://amp.gouv.qc.ca/rena/

5.2 Advenant la résiliation de la Convention, le demandeur pourrait être jugé inadmissible à d'autres programmes ou appel de propositions de RECYC-QUÉBEC pour une période de deux ans suivant la résiliation.

5.3 Advenant le retrait, total ou partiel, d'un ou de plusieurs partenaires financiers, le **PROMOTEUR** s'engage à en informer **RECYC-QUÉBEC** par écrit et sans délai. Il s'engage de plus à assumer les coûts liés à ce ou ces retraits que ce soit en puisant à même ses ressources ou en remplaçant le ou les partenaires.

Nonobstant ce qui précède, **RECYC-QUÉBEC** pourra, à sa discrétion, résilier la Convention en cas de retrait d'un ou de plusieurs partenaires financiers.

5.4 Sans limiter la portée de ce qui précède, **RECYC-QUÉBEC** réserve également ses droits dans l'éventualité où elle estime que la capacité financière du **PROMOTEUR** à poursuivre ses opérations peut sérieusement et raisonnablement être mise en doute à la lumière des informations dont elle dispose.

En semblable cas, **RECYC-QUÉBEC** communiquera avec le **PROMOTEUR**, lequel aura l'occasion de lui transmettre ses explications par écrit eu égard à cette situation. Le **PROMOTEUR** sera tenu de démontrer à **RECYC-QUÉBEC** :

- soit que sa situation financière est autre que celle décrite par **RECYC-QUÉBEC** dans sa correspondance, par l'intermédiaire de documents et preuves dont l'appréciation sera à la discrétion de **RECYC-QUÉBEC**;

- soit, s'il s'avère que les doutes de **RECYC-QUÉBEC** sont confirmés par le **PROMOTEUR**, qu'un plan de redressement financier sera appliqué par ce dernier, lequel plan sera communiqué de manière détaillée à **RECYC-QUÉBEC**.

  Sur réception de ces renseignements et documents, **RECYC-QUÉBEC** demeurera libre de rendre la décision qu'elle jugera appropriée eu égard au contexte et en informera le **PROMOTEUR** par écrit.

5.5 **RECYC-QUÉBEC** se réserve le droit de résilier la présente Convention si elle juge la réalisation du Projet insatisfaisante. Elle doit alors donner un avis écrit au **PROMOTEUR** en précisant les justifications au soutien de cette insatisfaction et, le cas échéant, le délai accordé au **PROMOTEUR** pour qu'il puisse corriger le défaut qui lui est reproché.

5.6 S'il devait y avoir un délai de plus de 24 mois entre la signature de la Convention et l'obtention des autorisations nécessaires au démarrage du Projet, RECYC-QUÉBEC se réserve le droit de résilier la Convention.

5.7 Le fait que **RECYC-QUÉBEC** n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'un des engagements contenus à la présente Convention ou n'ait pas exercé l'un de ses droits en vertu de la Convention ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à la pleine exécution de cet engagement ou à l'exercice de ce droit. Aucune renonciation par **RECYC-QUÉBEC** à l'un de ses droits n'est effective à moins qu'elle n'ait été faite par écrit et cette renonciation est limitée aux droits et circonstances expressément visés.

6. Affichage et publicité

6.1 Nonobstant l'article 11.1, le **PROMOTEUR** reconnaît et accepte que **RECYC-QUÉBEC** ou son représentant puisse annoncer publiquement, après consultation avec le **PROMOTEUR**, les grandes lignes du Projet et de la contribution financière.

6.2 Tout document mentionnant une participation de **RECYC-QUÉBEC** au Projet devra être conforme au *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, lequel peut être consulté sur le site Internet suivant : https://www.piv.gouv.qc.ca/normes-graphiques/, ou à toute autre norme d'identification visuelle que pourrait lui signifier **RECYC-QUÉBEC.**

6.3 Le **PROMOTEUR** s'engage à souligner la participation de **RECYC-QUÉBEC** au Projet lors de ses annonces et promotions pour une période minimale de deux (2) ans après que la présente Convention ait été signée par les **PARTIES**.

6.4 Le **PROMOTEUR** accepte la participation des représentants de **RECYC-QUÉBEC** à tout événement concernant le Projet et, à cet égard, le **PROMOTEUR** informera **RECYC- QUÉBE**C par écrit au moins dix (10) jours ouvrables avant la date d'une telle cérémonie pour le cas où **RECYC-QUÉBEC** voudrait y assister.

7. Durée de la convention

La Convention entre en vigueur au moment de sa signature par les deux **PARTIES**. Sous réserve de ce qui est prévu à la Convention pour y mettre fin, elle reste en vigueur jusqu'à la remise du rapport final devant être remis au plus tard trois (3) mois suivant la fin du Projet dont le délai de réalisation maximal est fixé à 21 mois (ce délai inclut la réception du rapport final) suivant la plus tardive des deux dates suivantes soit : l'obtention de toutes les autorisations nécessaires au projet ou la signature de la présente Convention. Certaines obligations survivent toutefois à la fin de la Convention, notamment mais non limitativement celles énoncées à l'article 6.3.

S'il advenait, pour des raisons jugées suffisantes par **RECYC-QUÉBEC**, que le **PROMOTEUR** ne puisse satisfaire cette exigence, **RECYC-QUÉBEC** pourra, à sa seule discrétion, consentir au **PROMOTEUR** une prolongation d'une durée qu'elle jugera raisonnable. La demande devra lui en être faite au moins un (1) mois avant l'expiration du délai de réalisation du **PROJET**, faute de quoi **RECYC-QUÉBEC** se réserve le droit de la refuser. Advenant que **RECYC-QUÉBEC** accepte cette demande de prolongation de délais, une autorisation écrite sera délivrée par courriel au **PROMOTEUR** et sera réputée faire partie de la présente.

8. Lieu de la Convention

La Convention est réputée passée à Québec; elle est régie par les lois du Québec et tout litige découlant de son application ou de son exécution, directement ou indirectement, doit être porté devant le tribunal compétent du district judiciaire de Québec à l'exclusion de toute autre juridiction.

9. Avis

Tout avis exigé en vertu de la présente Convention doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courriel, messager ou par la poste à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en première page de la Convention.

10. <u>Cession</u>

Les droits et obligations du **PROMOTEUR** contenus à la présente Convention ne peuvent, sous peine de nullité de celle-ci, être cédés, en tout ou en partie, sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de **RECYC-QUÉBEC**, laquelle pourra refuser à sa seule discrétion et sans avoir à justifier ses motifs.

11. <u>Déclaration de confidentialité</u>

11.1 Toute information transmise par le **PROMOTEUR** à **RECYC-QUÉBEC** dans le cadre du Projet sera traitée conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1)

En signant la présente Convention, le **PROMOTEUR** comprend et consent à ce que **RECYC-QUÉBEC** puisse transmettre des données/informations du **PROMOTEUR** à ses partenaires qui sont également des organismes publics, au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'accès aux documents publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), considérant que ces derniers sont tenus aux mêmes obligations légales qu'elle en vertu de cette loi.

Le **PROMOTEUR** comprend et consent à ce que **RECYC-QUÉBEC** puisse utiliser les informations/données qu'il a fournies en lien avec le Projet dans la mesure où aucune information n'est associée de façon directe au **PROMOTEUR** (ex. type de matières visées par le Projet, quantités de matières visées par le Projet, etc.) dans ses publications. En d'autres termes, **RECYC-QUÉBEC** s'engage, advenant qu'elle fasse usage public de ces informations/données, à ce que ces dernières ne soient pas nominatives.

Ainsi, **RECYC-QUÉBEC** pourra utiliser les informations/données fournies par le **PROMOTEUR** à des fins notamment statistiques ou informationnelles.

RECYC-QUÉBEC pourra également utiliser certains des renseignements fournis par le **PROMOTEUR** dans une perspective de promotion d'une meilleure gestion des matières résiduelles et de la reproduction de cas à succès. **RECYC-QUÉBEC** prendra entente avec le promoteur à cet effet, le cas échéant.

11.3 Le **PROMOTEUR**, conformément au Programme, s'engage à remettre à **RECYC-QUÉBEC** toute étude/rapport réalisé(e) dans le cadre du Projet. Le **PROMOTEUR** consent à ce que **RECYC-QUÉBEC** puisse, à des fins statistiques, promotionnelles ou informationnelles, faire usage (partiel ou total) de ces études/rapports, notamment en les diffusant sur son site Internet. Par conséquent, il relève de la responsabilité du **PROMOTEUR** de s'assurer que cet usage puisse se faire en tout respect des droits de l'auteur/émetteur de ces documents et garantir la faisabilité et la légalité de cet usage projeté à **RECYC-QUÉBEC**. Le **PROMOTEUR** prendra faits et cause et assumera tous les frais relatifs à tout litige/action entrepris à l'encontre de **RECYC-QUÉBEC** en regard de cette obligation.

12. Compensation

RECYC-QUÉBEC peut déduire des sommes dues au **PROMOTEUR** tout montant que **RECYC-QUÉBEC** doit payer à un tiers en lieu et place du **PROMOTEUR**, par exemple à Revenu Québec, ou que le **PROMOTEUR** doit à **RECYC-QUÉBEC** à n'importe quel titre que ce soit.

13. <u>Responsabilité</u>

13.1 **RECYC-QUÉBEC** n'assume aucune responsabilité dans l'attribution des contrats, le déroulement du Projet ou l'opération des équipements et des procédés ou pour toute forme d'engagement, contractuel ou non, pris par le **PROMOTEUR** qui bénéficie d'une contribution financière.

13.2 Le **PROMOTEUR** s'engage à tenir **RECYC-QUÉBEC** indemne et à couvert à l'égard de toute réclamation, dommages-intérêts, pertes, frais ou dépenses, qu'il subit ou qui lui sont imputés et découlant d'un acte, d'une faute, d'une erreur ou d'une négligence commise par le **PROMOTEUR**, ses agents, mandataires, partenaires, fournisseurs, consultants ou employés dans le cadre de la présente Convention et/ou en cours de réalisation du Projet.

14. <u>Divers</u>

Les **PARTIES** conviennent que la présente convention peut être signée numériquement ou par signature numérisée et transmise par courriel en format PDF. Les **PARTIES** conviennent en outre que les exemplaires signés et transmis de la sorte ont la même valeur qu'auraient des exemplaires imprimés et signés à la main puisque ces moyens technologiques présentent des garanties de fiabilité et d'intégrité conformes à la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (C-1.1).

RECYC-QUÉBEC transmettra la présente Convention pour signature par le **PROMOTEUR** par le biais du système sécurisé de signature numérique Consigno. La demande d'aide financière sera nulle et non avenue dans l'éventualité où le **PROMOTEUR** ne signerait pas la Convention dans Consigno dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle il a reçu le courriel de demande de signature.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE TOUS ET CHACUN DES ARTICLES DE LA CONVENTION, EN AVOIR SAISI LE SENS ET LA PORTÉE LES ONT DÛMENT ACCEPTÉS ET ONT SIGNÉ :

VILLE DE MONTRÉAL

PAR : _____ _____

Me Domenico Zambito **Date**
Greffier adjoint

RECYC-QUÉBEC

PAR : _____ _____

Sophie Langlois-Blouin **Date**
Vice-présidente Performance des opérations

Dossier no : **XXXXX**

Entre : **RECYC-QUÉBEC**

Et : **VILLE DE MONTRÉAL**

Annexe 1

Formulaire de demande d'aide financière adressé par le PROMOTEUR à RECYC-QUÉBEC dans le cadre du Programme

et

Calculateur

Dossier no : **XXXXX**

Entre : **RECYC-QUÉBEC**

Et : **VILLE DE MONTRÉAL**

Annexe 2

Description des livrables

Description des livrables devant être transmis par le PROMOTEUR à RECYC-QUÉBEC

Livrables pour l'autorisation du premier versement (50 %)
Signature de la Convention d'aide financière
Preuve de l'obtention des autorisations nécessaires à la réalisation du Projet, notamment sur le plan environnemental, et ce pour chaque site de réalisation, le cas échéant
Confirmations écrites des autres sources de financement qui contribueront à la réalisation du Projet
- Deux soumissions applicables pour toute dépense de vingt-cinq mille dollars (25 000$) et plus, à l'exception des dépenses en salaire, et une mention justifiant le choix final ; ou - Justification du PROMOTEUR, dans le cas où une seule soumission est présentée
Échéancier de réalisation du Projet à jour, si pertinent
Si applicable, bilan actuel des matières gérées à l'écocentre
Déclaration de renseignements de RECYC-QUÉBEC remplie
Toute autre documentation pertinente de l'avis de RECYC-QUÉBEC
Livrables pour l'autorisation du deuxième versement (25 %)
Réception et approbation par RECYC-QUÉBEC du rapport de mi-projet dûment complété, incluant au minimum les éléments décrits à la section 7.3 du cadre normatif du Programme ainsi qu'une description des démarches effectuées concernant les recherches de débouchés et des débouchés identifiés par matière traitée à l'écocentre
Échéancier pour les prochaines étapes de réalisation du Projet
Justificatifs de dépenses décrits à la section 7.1 du cadre normatif, incluant le relevé des heures des personnes travaillant sur le Projet, le cas échéant
Toute autre documentation pertinente de l'avis de RECYC-QUÉBEC
Livrables pour l'autorisation du troisième versement (25%)
Confirmation d'obtention par le PROMOTEUR d'une reconnaissance minimale de niveau « Mise en œuvre » du programme ICI ON RECYCLE + de RECYC-QUÉBEC
Réception et approbation par RECYC-QUÉBEC du rapport final dûment complété, incluant au minimum les éléments décrits à la section 7.3 du cadre normatif du Programme ainsi qu'une description des démarches effectuées concernant les recherches de débouchés et des débouchés identifiés par matière traitée à l'écocentre
Justificatifs de dépenses décrits à la section 7.1 du cadre normatif, incluant le relevé des heures des personnes travaillant sur le Projet, le cas échéant
Toute autre documentation pertinente de l'avis de RECYC-QUÉBEC

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229206001
Unité administrative responsable : Service de l'environnement
Projet : Approuver la convention avec Recyc-Québec, qui accorde à la Ville de Montréal une aide financière pour une somme maximale de 75 000 $ dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

5 Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Détourner de l'enfouissement davantage de résidus de CRD grâce à l'implantation du tri à la source de gypse et de la collecte dédiée de matelas;
- Trier le bois en deux catégories de qualité afin de favoriser le recyclage à la valorisation énergétique;
- Aménager et équiper un atelier dans lequel seront réalisées des opérations de démantèlement des articles composés d'une amalgame de matières permettant ainsi leur recyclage et valorisation.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229206001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Approuver la convention avec Recyc-Québec, qui accorde à la Ville de Montréal une aide financière pour une somme maximale de 75 000 $ dans le cadre du Programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois, pour la réalisation du projet d'optimisation de l'écocentre LaSalle

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1229206001_Info_comptable ENV..xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.025

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229653002

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2023, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 28 602,60 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 70 300 $ (Bâtiment 2453-120)

Il est recommandé :
1- Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2023, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 28 602,60 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-09-16 11:27

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229653002**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2023, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 28 602,60 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 70 300 $ (Bâtiment 2453-120)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Diversité Artistique Montréal, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, l'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc. et bien d'autres.
Du 1er novembre 2006 au 30 juin 2017, L'Autre Montréal a occupé le local 331 d'une superficie de 1 506,95 pi² et le 1er juillet 2017 l'organisme a été relocalisé dans le local 310 d'une superficie de 1 318,36 pi².

Le bail de L'Autre Montréal viendra à échéance le 30 juin 2023 et le Service de la culture (le « SDC ») a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le « SSI ») afin de négocier une entente de location permettant de prolonger le bail de cet organisme, pour un terme additionnel de 3 ans à compter du 1er juillet 2023.

Le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver par les autorités compétentes ce projet de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0609 – le 16 juin 2020 - Approuver le projet de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de trois ans, à compter du 1er juillet 2020,un local d'une superficie de 1 318,36 pi², situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $, excluant les taxes.
CM17 0744 - le 12 juin 2017 - Résilier, à compter du 30 juin 2017, le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal (CM16 0927) pour le local 331 d'une superficie de 1506,95 pi² situé au 3e étage du 3680, rue Jeanne-Mance, utilisé à des fins de bureaux / Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à

Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal, à des fins de bureaux, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, le local 310, d'une superficie de 1 318,36 pi² situé au 3e étage du 3680, rue Jeanne-Mance, moyennant une recette totale de 23 954,28 $, excluant les taxes.

CM16 0927 - le 22 août 2016 - approuver le bail par lequel la Ville loue à Collectif d'animation urbaine L'autre Montréal un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er novembre 2016, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer annuel de 51 447 $ avant taxes.

CM11 0892 - le 21 novembre 2011 - approuver le projet de convention de modification de bail par lequel la Ville loue au Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal, pour une période additionnelle de 5 ans à compter du 1er novembre 2011, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, moyennant un loyer total de 60 633,72 $, taxes incluses.

CM06 0768 - le 27 novembre 2006 - approuver le bail par lequel la Ville loue au Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er novembre 2006, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer annuel de 10 560 $ avant taxes.

DESCRIPTION

Le sommaire décisionnel vise à approuver la projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2023, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 28 602,60$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le Locataire a la responsabilité d'effectuer l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SSI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants. La superficie de l'ensemble des locaux au Centre Strathearn étant petite et par sa vocation socioculturelle, l'immeuble n'est pas requis pour des fins municipales.
Selon le SDC, Le Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal est un organisme à but non lucratif qui coordonne la production et l'animation de circuits de visites thématiques révélant les enjeux sociaux, communautaires, patrimoniaux et culturels de la métropole.

Il est un acteur dynamique de son secteur d'activité, sa situation financière est stable et ses pratiques de gestion sont rigoureuses. La situation géographique du Centre Strathearn est en parfaite adéquation avec les activités de l'OBNL. L'occupation d'un espace au Centre Strathearn contribue à la diversité des OBNL présents sur les lieux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est répartie de la façon suivante :

	Loyer antérieur	**Recette totale du 1er juillet 2023 au 30 juin 2026**
Superficie (pi²)	1 318,36	1 318,36
Recette avant taxes	**8 984,28 $**	**28 602,60 $**

TPS (5%)	449,21 $	1 430,13 $
TVQ (9,975%)	896,18 $	2 853,10 $
Recette totale incluant les taxes	10 329,67 $	32 885,84 $
Taux unitaire annuel ($ / pi²)	6,81 $	7,23 $

Pour le détail annuel du loyer voir le dossier « Calcul annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 7,23 $ pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur est de 25 $ pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 72 300 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $ pi² - 7,23 $ pi²) x 1 318,36 pi² x 3 ans = 70 281,77 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SSI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 12 000,00 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM 21 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture
Stéphanie ROSE, Service de la culture

Lecture :

Stéphanie ROSE, 24 août 2022
Marie-Odile MELANÇON, 24 août 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Sebastien OUELLETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 438 874-3657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-08-24

Joel GAUDET
Conseiller(ere) en immobilier Chef d'équipe en remplacement de Nicole Rodier pour la période du 22 août au 2 septembre 2022 inclusivement

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2022-09-16

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **COLLECTIF D'ANIMATION URBAINE L'AUTRE MONTRÉAL,** personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, suite 310, agissant et représentée par madame Caroline Masse dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 12 juin 2017 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 3e, étage de l'immeuble sis au 3 680 rue Jeanne-Mance à Montréal, d'une superficie de 1 318,36 pi² (les « Lieux loués »), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er juillet 2017 et se terminant le 30 juin 2020;

ATTENDU QUE par une Convention de Prolongation datée du 9 juillet 2020, la durée était prolongée pour une période commençant le 1er juillet 2020 et se terminant le 30 juin 2023. (la 1ère Convention de Prolongation) ;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont convenu de mettre en place un nouveau bail, d'une durée de trois (3) ans, à compter du 1er juillet 2023 (ci-après appelé le « Bail »);

EN CONSÉQUENCE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique dont la dépense est habituellement

Paraphes	
Locateur	Locataire
	CM

capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, les primes d'assurance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations des espaces communs. Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux désignés comme étant le local 310 situé au 3e étage dans le bâtiment sis au 3680, rue Jeanne-Mance, connu comme étant le Centre Strathearn, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à mille trois cent dix-huit virgule trente-six pieds carrés (1 318,36 pi²).

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de trois (3) ans, commençant le 1er juillet 2023 et se terminant le 30 juin 2026.

3.2 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Le Bail se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis. L'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent (100 $) dollars sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

3.3 **Résiliation :** Nonobstant la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps avant l'échéance en signifiant à l'autre partie suivant un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la période du premier (1er) juillet deux mille vingt-trois (2023) au trente (30) juin deux mille vingt-quatre (2024), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de neuf mille deux cent cinquante-trois dollars et quatre-vingt-une cents **(9 253.81 $)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de sept cent soixante et onze dollars et quinze cents **(771,15 $)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) juillet deux mille vingt-trois (2023).

Pour la période du premier (1er) juillet deux mille vingt-quatre (2024) au trente (30) juin deux mille vingt-cinq (2025), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de neuf mille cinq cent trente et un dollars et quarante-deux cents **(9 531.42 $),** payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de sept cent quatre-vingt-quatorze dollars et vingt-neuf cents **(794.29 $)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) juillet deux mille vingt-quatre (2024).

Pour la période du premier (1er) juillet deux mille vingt-cinq (2025) au trente (30) juin deux mille vingt-six (2026), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de neuf mille huit cent dix-sept dollars et trente-sept cents **(9 817.37 $)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de huit cent dix-huit dollars et onze cents **(818.11 $)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) juillet deux mille vingt-cinq (2025).

4.2 **Frais d'exploitation :** Le Loyer inclus tous les Frais d'exploitation décrit à l'article 1.6.

4.3 **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4.1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1.9 et 8.8. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le Service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture.

4.4 **Paiement** : Toute somme en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des finances du Locateur dans le contexte de recouvrement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 5
CESSION ET SOUS-LOCATION

5.1 **Modalités de cession, sous-location :** Le Locataire n'aura pas le droit, sans l'autorisation écrite préalable du Locateur, lequel ne pourra la refuser sans motif sérieux de céder, de sous-louer les Lieux loués en tout ou en partie, de permettre à un tiers de les occuper ou de les utiliser en tout ou en partie.

Si le Locataire cède le bail ou sous-loue les Lieux loués après avoir obtenu l'approbation du Locateur, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire ou le sous-locataire de toutes les obligations contenues au présent Bail.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 Toute installation ou amélioration locative (ci-après appelée les « Travaux d'aménagement ») apportée aux Lieux loués pendant l'occupation du Locataire dans les Lieux loués sera exécutée par le Locataire, le tout sujet à l'approbation préalable écrite du Locateur.

Le Locataire ne pourra, sans le consentement écrit et préalable du Locateur, faire aucun changement, réparation, amélioration, installation ou ajout aux Lieux loués, soit avant ou pendant la durée du Bail.

Le Locataire devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par le Locateur.

Si le Locataire entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures du bâtiment, le Locataire devra, au préalable, soumettre au Locateur des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conforme aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

7.3 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager dans les espaces communs de l'Immeuble.

7.4 **Température** : chauffer et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température convenable aux besoins du Locataire.

7.5 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

Paraphes	
Locateur	Locataire

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : prendre les Lieux loués dans l'état où ils se trouvent présentement. N'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau et d'entreposage, le tout en conformité avec toute loi et règlement municipal applicable.

8.3 **Entretien intérieur** voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

8.4 **Entreposage** : Le Locataire ne doit pas posséder dans les Lieux loués des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Lieux loués aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble.

8.5 **Modification aux Lieux loués** : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

8.6 **Responsabilité et assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

8.7 **Responsabilité :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants ;

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux loués pendant ses périodes d'occupation.

8.8 **Taxes :** assumer le paiement des Taxes foncières, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

8.9 **Circulation** : Le Locataire ne doit laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les passages, entrées, trottoirs, corridors, vestibules, halls, ascenseurs, escaliers et issues de secours;

8.10 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.11 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.12 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

8.13 **Accès**: respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés à l'article 7.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable désigné par le Locateur.

8.14 **Remise des Lieux loués** : remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

8.15 **Visite :** permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du Bail, que les Lieux loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du Bail, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux loués.

8.16 **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATAIRE

10.1 **Modalités** : Les évènements suivants seront considérés comme étant des évènements de défaut selon les dispositions du présent Bail :

a) le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition du Bail prévoyant le paiement du Loyer, du Loyer additionnel ou tout autre montant devant être payé par le Locataire au Locateur en vertu du présent Bail, tel montant devant être réputé un loyer, payable et exigible de la même manière qu'un loyer et tel défaut continue pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet a été donné au Locataire par le Locateur;

b) le Locataire abandonne ou tente d'abandonner les Lieux loués avant l'expiration du présent Bail, que tel abandon soit à la connaissance ou non du Locateur OU les Lieux loués sont utilisés par toute autre personne ou compagnie autre que celle qui y a droit en vertu des présentes OU quelque procédure d'exécution d'un jugement rendu contre le Locataire ou en vertu de ce Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte de fiducie ou d'un acte d'hypothèque prend possession des actifs du Locataire;

c) le Locataire est en défaut de se conformer à tout engagement contenu aux présentes et/ou tente de se décharger de toute obligation stipulée au présent Bail (autre qu'un défaut de paiement du loyer ou tout autre coût) et que ce défaut perdure pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet ait été donné au Locataire par le Locateur, à moins qu'il soit impossible de remédier à tel défaut en toute diligence durant telle période de quinze (15) jours, auquel cas le Locataire aura droit d'obtenir, s'il en fait la demande écrite au Locateur avant l'expiration dudit délai, toute prolongation de temps raisonnable afin de permettre de remédier à tel défaut.

En cas de défaut du Locataire de se conformer aux dispositions des présentes, le Locateur aura le droit, à son absolue discrétion, de résilier le présent Bail et, en sus, le Locateur aura le droit, sans avis et sans nécessité d'intenter une procédure judiciaire, de reprendre immédiatement possession des Lieux loués et de disposer des effets du Locataire abandonnés dans les Lieux loués et ce, nonobstant toute loi à l'effet contraire, le tout sans préjudice de tout autre droit et recours en dommages-intérêts dont il pourrait se prévaloir contre le Locataire en raison de tout défaut de celui-ci.

ARTICLE 11
RÈGLEMENTS D'IMMEUBLE

11.1 **Règlements d'immeuble :** Le Locataire s'engage à respecter les règlements d'immeuble joint au Bail comme Annexe B.

ARTICLE 12
DIVERS

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

12.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

12.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

12.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

12.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

12.6 Responsabilité : Le Locateur ne sera être tenu responsable de tout dommage causé au Locataire et/ou à ses dirigeants, officiers, employés, mandataires, représentants ou visiteurs ou à toute autre personne utilisant les installations présentes dans l'Immeuble, incluant les aires communes, ni de tout dommage provenant de l'utilisation de ces installations et de ces aires communes.

12.7 Suspension des services : Le Locateur aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers le Locataire, de suspendre ou modifier tout service qu'il doit fournir en vertu du présent Bail, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'il jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune réduction de Loyer ni diminution des obligations du Locataire. Cependant, le Locateur devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, le Locateur sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

12.8 Droit d'entrée : Si le Locateur juge nécessaire de faire traverser les Lieux loués par certains éléments des systèmes mécanique, électrique, de chauffage et de climatisation ou de plomberie, le Locataire autorise, par les présentes, le Locateur, ses représentants et ses entrepreneurs à exécuter ce travail dans les Lieux loués, sans indemnisation ou réduction du Loyer du Locataire. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance avant la date à laquelle seront effectués les travaux à moins d'une situation d'urgence.

12.9 Aucune publicité : Le Locataire ne pourra imprimer, publier, exposer, diffuser, afficher ou autrement offrir en tout ou en partie les Lieux loués à des fins de cession, transfert ou sous-location et ne devra permettre à aucun courtier ou aucune autre personne de le faire, à moins que le texte complet, le format et le médium n'aient été préalablement approuvés par écrit par le Locateur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.10 Cession par le Locateur : Si le Locateur loue, cède, ou autrement aliène l'Immeuble ou quelque partie de celui-ci ou encore cède le présent Bail ou tout droit, intérêt ou participation qu'il y détient, et dans la mesure où un tel acheteur ou cessionnaire assume les obligations du Locateur aux termes des présentes, ce dernier sera dès lors, ipso facto, dégagé et libéré de toute responsabilité à l'égard de ces obligations à titre de Locateur sans qu'aucune autre entente ultérieure ne soit nécessaire.

ARTICLE 13
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

13.1 Règlement : Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 14
ANNEXES

14.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe B : Règlements d'immeuble

14.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 15
ÉLECTION DE DOMICILE

15.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à :
immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

COLLECTIF D'ANIMATION URBAINE L'AUTRE MONTRÉAL
3680, rue Jeanne-Mance, local 310
Montréal, Québec, H2X 2K5
info@autremontreal.com

15.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce,

Paraphes	
Locateur	Locataire

uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

15.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Bail signé électroniquement.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Domenico Zambito

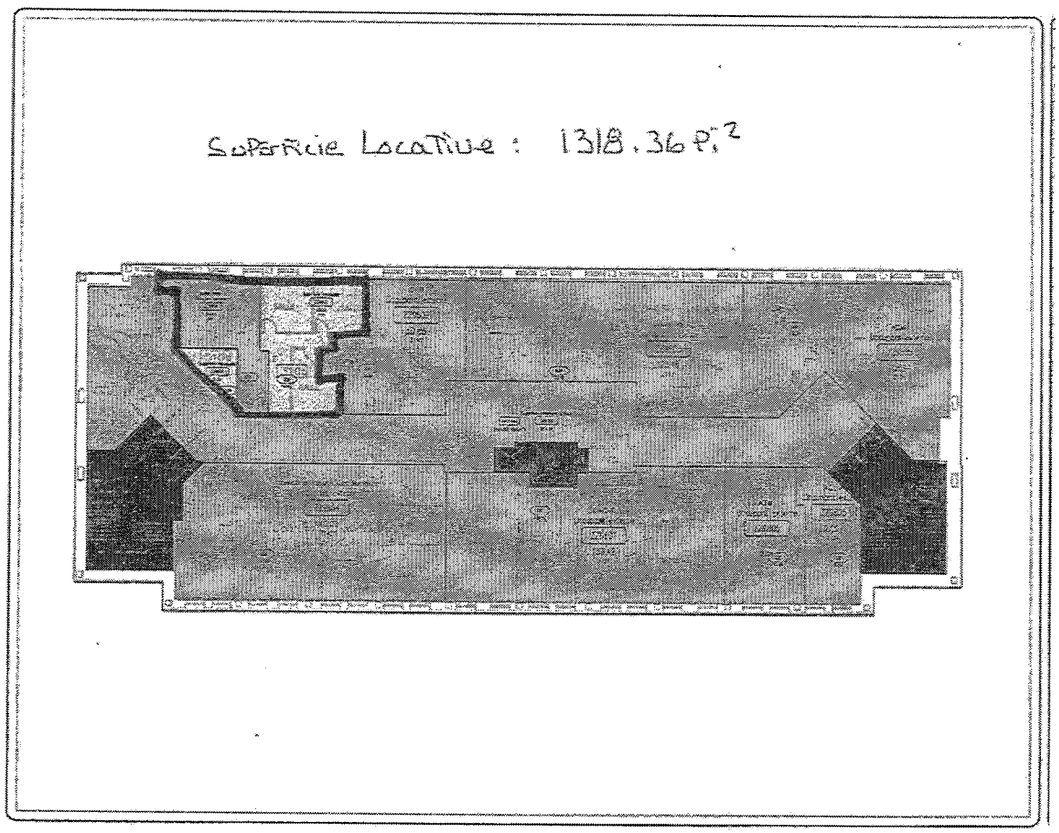
Le 18 août 2022

LOCATAIRE

_____
Par : Caroline Masse

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A : Plan des Lieux loués



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18 h à 8 h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouverture doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées
  - Si des activités ont lieu après 18 h 00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisées sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre),
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance,
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville,
  - nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toute la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ces déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il ne doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacuer de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associé à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centre Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant, etc.) au service 911, aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Détail annuel de la recette

	Loyer antérieur	2023 (6 mois)	2024	2025	2026 (6 mois)	Recette totale du 1er juillet 2023 au 30 juin 2026
Superficie (pi²)	1 318,36	1 318,36	1 318,36	1 318,36	1 318,36	1 318,36
Recette avant taxes	**8 984,28 $**	**4 626,91 $**	**9 392,62 $**	**9 674,40 $**	**4 908,69 $**	**28 602,60 $**
TPS (5%)	449,21 $	231,35 $	469,63 $	483,72 $	245,43 $	1 430,13 $
TVQ (9,975%)	896,18 $	461,53 $	936,91 $	965,02 $	489,64 $	2 853,10 $
Recette totale incluant les taxes	10 329,67 $	5 319,79 $	10 799,16 $	11 123,14 $	5 643,76 $	32 885,84 $

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229653002*
Unité administrative responsable : *SSI - Division Locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La localisation de l'organisme dans le Centre Strathearn permet à celui-ci de poursuivre sa mission en coordonnant la production et l'animation de circuits de visites thématiques révélant les enjeux sociaux, communautaires, patrimoniaux et culturels de la métropole. De plus, cette localisation favorise une synergie avec les autres organismes logeant également au Centre Strathearn.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229653002

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2023, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 28 602,60 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 70 300 $ (Bâtiment 2453-120)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1229653002 - Ville loue à Collectif animation urbaine, 3680 Jeanne-Mance.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-08-24

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-4764
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229653003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2023, des locaux, situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins communautaires, pour un loyer total de 367 698,99 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 346 500 $. (Bâtiment 2453-108)

Il est recommandé :
1- Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2023, des locaux, situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins communautaires, pour un loyer total de 367 698,99 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-09-16 11:29

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229653003**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2023, des locaux, situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins communautaires, pour un loyer total de 367 698,99 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 346 500 $. (Bâtiment 2453-108)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.

Depuis le 1er février 2000, la Ville loue à l'organisme L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc. (« l'Atelier »), trois locaux (211, 212, 213) d'une superficie totale de 9 523,68 pi² à des fins communautaires. L'Atelier est un organisme à but non lucratif, qui a pour mission la lutte contre la pauvreté et l'insertion sociale, par l'apprentissage des métiers d'art, des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale.

En août dernier, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (le « SDIS ») a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le « SSI ») afin de louer les locaux à l'organisme pour une durée additionnelle de 3 ans.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes ce projet de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1099 - 22 octobre 2019 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., à des fins d'insertion sociale, des locaux d'une superficie totale de 9 523,68 pi², au 2e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2020, pour un loyer total de 339 741,12 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
CM16 1431 - 19 décembre 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat Centre-Ville inc., à des fins d'insertion sociale, des locaux d'une superficie totale de 9 523,68 pi², au 2e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2017, moyennant un loyer total de 317

088,48 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

CM14 1244 - le 15 décembre 2014 - Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 2 ans, à compter du 1er février 2015, des locaux situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins d'insertion sociale, moyennant un loyer total de 196 298,52 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

CM10 0067 - le 1er février 2010 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une durée de 5 ans à compter du 1er février 2010, des locaux situés au 3680, rue Jeanne-Mance, moyennant un loyer total de 442 851,96 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2023, des locaux situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins d'insertion sociale, moyennant un loyer total de 367 698,99 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller lui-même à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberies.

JUSTIFICATION

Le SSI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.
Le SDIS considère qu'en offrant des locaux à prix moindre par rapport à la valeur locative marchande du marché immobilier, la Ville contribue à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'organisme communautaire dessert une clientèle défavorisée et souffrant de troubles de santé mentale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est répartie de la façon suivante :

	Loyer antérieur	**Recette totale du 1er février 2023 au 31 janvier 2026**
Superficie	9 523,68	9 523,68
Recette avant taxes	**115 496,88 $**	**367 698,99 $**
TPS (5%)	5 774,84 $	18 384,95 $
TVQ (9,975%)	11 520,81 $	36 677,97 $
Recette totale taxes incluses	132 792,54 $	422 761,91 $

Pour le détail annuel du loyer, voir le dossier « Calcul annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 12,87 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce local est de 25,00 $/pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 346 500 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25,00 $/pi² - 12,87 $/pi²) x 9 523,68 pi² x 3 ans = 346 566,71 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SSI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 87 000,00 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM 21 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LOCAS, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Geneviève LOCAS, 31 août 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Sebastien OUELLETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 438 874-3657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-08-24

Joel GAUDET
Conseiller(ere) en immobilier Chef d'équipe en remplacement de Nicole Rodier pour la période du 22 août au 2 septembre 2022 inclusivement

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2022-09-16

Détail annuel de la recette

	Loyer antérieur	2023 (11 mois)	2024	2025	2026 (1 mois)	Recette totale du 1er février 2023 au 31 janvier 2026
Superficie	9 523,68	9 523,68	9 523,68	9 523,68	9 523,68	9 523,68
Recette avant taxes	**115 496,88 $**	**109 048,30 $**	**122 233,24 $**	**125 900,23 $**	**10 517,21 $**	**367 698,99 $**
TPS (5%)	5 774,84 $	5 452,42 $	6 111,66 $	6 295,01 $	525,86 $	18 384,95 $
TVQ (9,975%)	11 520,81 $	10 877,57 $	12 192,77 $	12 558,55 $	1 049,09 $	36 677,97 $
Recette totale incluant les taxes	132 792,54 $	125 378,29 $	140 537,66 $	144 753,79 $	12 092,17 $	422 761,91 $

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **L'ATELIER D'ARTISANAT CENTRE-VILLE INC.**, personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège sociale au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, suite 213, agissant et représentée par madame Mae Yee Charbonneau dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 19 décembre 2016 (le « Bail Initial »), concernant des locaux ayant une superficie locative de neuf mille cinq cent vingt-trois virgule soixante-huit pieds carrés (9523,68 pi²), situé dans l'édifice sis au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal (Québec) H2X 2K5 (les « Lieux loués»), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er février 2017 et se terminant le 31 janvier 2020 ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de prolongation signée le 22 octobre 2019, le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail Initial pour une période additionnelle de trois (3) ans se terminant le 30 janvier 2023 ;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont convenu de mettre en place un nouveau bail, d'une durée de trois (3) ans, à compter du 1er février 2023 (ci-après appelé le « Bail »);

EN CONSÉQUENCE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure,

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, les primes d'assurance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations des espaces communs. Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation** : Des locaux désignés comme étant les locaux 211,212 et 213 situés au 2e étage dans le bâtiment sis au 3680, rue Jeanne-Mance, connu comme étant le Centre Strathearn, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués** : La Superficie locative des Lieux loués est fixée à neuf mille cinq cent vingt-trois virgule soixante-huit pieds carrés (9523,68 pi²).

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de trois (3) ans, commençant le 1er février 2023 et se terminant le 31 janvier 2026.

3.2 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Le Bail se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis. L'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent (100 $) dollars sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

3.3 **Résiliation :** Nonobstant la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps avant l'échéance en signifiant à l'autre partie suivant un préavis écrit de six (6) mois à cet effet. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la période du premier (1er) février deux mille vingt-trois (2023) au trente et un (31) janvier deux mille vingt-quatre (2024), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de cent dix-huit mille neuf cent soixante et un dollars et soixante-dix-neuf cents (**118 961,79 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de neuf mille neuf cent treize dollars et quarante-huit cents (**9 913,48 $**), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) février deux mille vingt-trois (2023).

Pour la période du premier (1er) février deux mille vingt-quatre (2024) au trente et un (31) janvier deux mille vingt-cinq (2025), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de cent vingt-deux mille cinq cent trente dollars et soixante-quatre cents (**122 530,64 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de dix mille deux cent dix dollars *et quatre*-vingt-neuf cents (**10 210,89 $**), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) février deux mille vingt-quatre (2024).

Pour la période du premier (1er) février deux mille vingt-cinq (2025) au trente et un (31) janvier deux mille vingt-six (2026), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de cent vingt-six mille deux cent six dollars et cinquante-six cents (**126 206,56 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de dix mille cinq cent dix-sept dollars et vingt et une cents (**10 517,21 $**), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) février deux mille vingt-cinq (2025).

4.2 **Frais d'exploitation** : Le Loyer inclus tous les Frais d'exploitation décrit à l'article 1.6.

4.3 **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4.1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1.9 et 8.8. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le Service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture.

4.4 **Paiement** : Toute somme en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des finances du Locateur dans le contexte de recouvrement.

ARTICLE 5

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

CESSION ET SOUS-LOCATION

5.1 **Modalités de cession, sous-location** : Le Locataire n'aura pas le droit, sans l'autorisation écrite préalable du Locateur, lequel ne pourra la refuser sans motif sérieux de céder, de sous-louer les Lieux loués en tout ou en partie, de permettre à un tiers de les occuper ou de les utiliser en tout ou en partie.

Si le Locataire cède le bail ou sous-loue les Lieux loués après avoir obtenu l'approbation du Locateur, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire ou le sous-locataire de toutes les obligations contenues au présent Bail.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 Toute installation ou amélioration locative (ci-après appelée les « Travaux d'aménagement ») apportée aux Lieux Loués pendant l'occupation du Locataire dans les Lieux loués sera exécutée par le Locataire, le tout sujet à l'approbation préalable écrite du Locateur.

Le Locataire ne pourra, sans le consentement écrit et préalable du Locateur, faire aucun changement, réparation, amélioration, installation ou ajout aux Lieux loués, soit avant ou pendant la durée du Bail.

Le Locataire devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par le Locateur.

Si le Locataire entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures du bâtiment, le Locataire devra, au préalable, soumettre au Locateur des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

7.3 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager dans les espaces communs de l'Immeuble.

7.4 **Température** : chauffer et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température convenable aux besoins du Locataire.

7.5 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous

Paraphes	
Locateur	Locataire
	ME

la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : prendre les Lieux loués dans l'état où ils se trouvent présentement. N'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau et d'entreposage, le tout en conformité avec toute loi et règlement municipal applicable.

8.3 **Entretien intérieur** voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

8.4 **Entreposage** : Le Locataire ne doit pas posséder dans les Lieux loués des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Lieux loués aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble.

8.5 **Modification aux Lieux loués** : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

8.6 **Responsabilité et assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

8.7 **Responsabilité :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants ;

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les *Lieux loués pendant ses* périodes d'occupation.

8.8 **Taxes :** assumer le paiement des Taxes foncières, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

8.9 **Circulation** : Le Locataire ne doit laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les passages, entrées, trottoirs, corridors, vestibules, halls, ascenseurs, escaliers et issues de secours;

8.10 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.11 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.12 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

8.13 **Accès**: respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés à l'article 7.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable désigné par le Locateur.

8.14 **Remise des Lieux Loués** : remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

8.15 **Visite :** permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du Bail, que les Lieux loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du Bail, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux loués.

8.16 **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics**: se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Paraphes	
Locateur	Locataire MU

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATAIRE

10.1 **Modalités** : Les évènements suivants seront considérés comme étant des évènements de défaut selon les dispositions du présent Bail :

a) le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition du Bail prévoyant le paiement du Loyer, du Loyer additionnel ou tout autre montant devant être payé par le Locataire au Locateur en vertu du présent Bail, tel montant devant être réputé un loyer, payable et exigible de la même manière qu'un loyer et tel défaut continue pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet a été donné au Locataire par le Locateur;

b) le Locataire abandonne ou tente d'abandonner les Lieux loués avant l'expiration du présent Bail, que tel abandon soit à la connaissance ou non du Locateur OU les Lieux loués sont utilisés par toute autre personne ou compagnie autre que celle qui y a droit en vertu des présentes OU quelque procédure d'exécution d'un jugement rendu contre le Locataire ou en vertu de ce Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte de fiducie ou d'un acte d'hypothèque prend possession des actifs du Locataire;

c) le Locataire est en défaut de se conformer à tout engagement contenu aux présentes et/ou tente de se décharger de toute obligation stipulée au présent Bail (autre qu'un défaut de paiement du loyer ou tout autre coût) et que ce défaut perdure pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet ait été donné au Locataire par le Locateur, à moins qu'il soit impossible de remédier à tel défaut en toute diligence durant telle période de quinze (15) jours, auquel cas le Locataire aura droit d'obtenir, s'il en fait la demande écrite au Locateur avant l'expiration dudit délai, toute prolongation de temps raisonnable afin de permettre de remédier à tel défaut.

En cas de défaut du Locataire de se conformer aux dispositions des présentes, le Locateur aura le droit, à son absolue discrétion, de résilier le présent Bail et, en sus, le Locateur aura le droit, sans avis et sans nécessité d'intenter une procédure judiciaire, de reprendre immédiatement possession des Lieux loués et de disposer des effets du Locataire abandonnés dans les Lieux loués et ce, nonobstant toute loi à l'effet contraire, le tout sans préjudice de tout autre droit et recours en dommages-intérêts dont il pourrait se prévaloir contre le Locataire en raison de tout défaut de celui-ci.

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

ARTICLE 11
RÈGLEMENTS D'IMMEUBLE

11.1 Règlements d'immeuble : Le Locataire s'engage à respecter les règlements d'immeuble joint au Bail comme Annexe B.

ARTICLE 12
DIVERS

12.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

12.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

12.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

12.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

12.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

12.6 Responsabilité : Le Locateur ne sera être tenu responsable de tout dommage causé au Locataire et/ou à ses dirigeants, officiers, employés, mandataires, représentants ou visiteurs ou à toute autre personne utilisant les installations présentes dans l'Immeuble, incluant les aires communes, ni de tout dommage provenant de l'utilisation de ces installations et de ces aires communes.

12.7 Suspension des services : Le Locateur aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers le Locataire, de suspendre ou modifier tout service qu'il doit fournir en vertu du présent Bail, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'il jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune réduction de Loyer ni diminution des obligations du Locataire. Cependant, le Locateur devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, le Locateur sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

12.8 Droit d'entrée : Si le Locateur juge nécessaire de faire traverser les Lieux loués par certains éléments des systèmes mécanique, électrique, de chauffage et de climatisation ou de plomberie, le Locataire autorise, par les présentes, le Locateur, ses représentants et ses entrepreneurs à exécuter ce travail dans les Lieux loués, sans indemnisation ou réduction du Loyer du Locataire. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire au moins

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

vingt-quatre (24) heures à l'avance avant la date à laquelle seront effectués les travaux à moins d'une situation d'urgence.

12.9 **Aucune publicité** : Le Locataire ne pourra imprimer, publier, exposer, diffuser, afficher ou autrement offrir en tout ou en partie les Lieux Loués à des fins de cession, transfert ou sous-location et ne devra permettre à aucun courtier ou aucune autre personne de le faire, à moins que le texte complet, le format et le médium n'aient été préalablement approuvés par écrit par le Locateur.

12.10 **Cession par le Locateur** : Si le Locateur loue, cède, ou autrement aliène l'Immeuble ou quelque partie de celui-ci ou encore cède le présent Bail ou tout droit, intérêt ou participation qu'il y détient, et dans la mesure où un tel acheteur ou cessionnaire assume les obligations du Locateur aux termes des présentes, ce dernier sera dès lors, ipso facto, dégagé et libéré de toute responsabilité à l'égard de ces obligations à titre de Locateur sans qu'aucune autre entente ultérieure ne soit nécessaire.

ARTICLE 13
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

13.1 **Règlement** : Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 14
ANNEXES

14.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe B : Règlements d'immeuble

14.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 15
ÉLECTION DE DOMICILE

15.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à : immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

Paraphes	
Locateur	Locataire MU

► Pour le Locataire :

L'ATELIER D'ARTISANAT CENTRE-VILLE INC.
3680, rue Jeanne-Mance, local 213
Montréal, Québec, H2X 2K5
info@atelierobnl.com

15.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

15.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Bail signée électroniquement.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Domenico Zambito

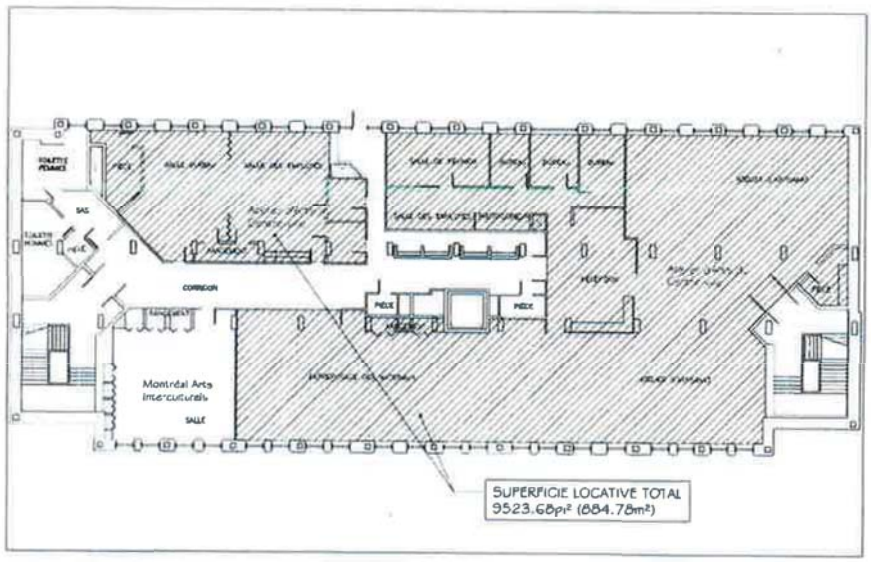
Le _21 septembre__ 2022

LOCATAIRE

_____
par : Mae Yee Charbonneau

Paraphes	
Locateur	Locataire MC

Annexe A : Plan des Lieux loués



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18 h à 8 h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouvertures doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées
  - Si des activités ont lieu après 18 h 00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisées sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre),
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance,
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville,
  - Nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toutes la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ces déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacué de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centre Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant, etc.) au service 911, Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire
	ML

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229653003*
Unité administrative responsable : *SSI - Division Locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La localisation de l'organisme dans le Centre Strathearn permet à celui-ci de poursuivre sa mission, la lutte contre la pauvreté et l'insertion sociale, par l'apprentissage des métiers d'art, des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale.. De plus, cette localisation favorise une synergie avec les autres organismes logeant également au Centre Strathearn.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances ,
Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229653003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à L'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2023, des locaux, situés au 2e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 9 523,68 pi², à des fins communautaires, pour un loyer total de 367 698,99 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 346 500 $. (Bâtiment 2453-108)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS



GDD 1229653003 - Ville loue à Atelier artisanat CV inc., 3680 Jeanne-Mance.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-08-24

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-4764
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225372003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver la deuxième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 213 580,95 $ pour toute la durée du prêt de locaux (Bâtiment 0300-101)

Il est recommandé :

1. d'approuver la deuxième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par laquelle la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3e étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation du contrat de prêt de locaux.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-03 09:07

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225372003**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver la deuxième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 213 580,95 $ pour toute la durée du prêt de locaux (Bâtiment 0300-101)

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompier sise au 1 041, rue Rachel a été construite en 1892, dans le secteur résidentiel du quartier La Fontaine. Le troisième étage est occupé depuis 2005 par l'organisme le Centre communautaire des femmes sud-asiatique (le « CCFSA »). Le CCFSA est un organisme dont la mission première est l'intégration des femmes d'origine sud-asiatique à la société québécoise.
Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (le « SDIS ») a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le « SSI ») afin de conclure une entente de prolongation de prêt de locaux pour un terme additionnel de 2 ans à compter du 1er janvier 2023.

Le présent sommaire vise à faire approuver ce projet de prolongation du contrat de prêt de locaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0503 – le 21 novembre 2019 - Approuver la première prolongation du contrat de prêt par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020.
CG14 0585 – le 18 décembre 2014 - Approuver le contrat de prêt par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er janvier 2015.

CG12 0016 – le 26 janvier 2012 - Approuver le projet d'avenant à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre la Ville et le

ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale la prolongeant d'un an pour une contribution financière du ministère de 9 M$ / approuver la proposition de répartition budgétaire.

DESCRIPTION

Le projet vise à faire approuver la convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, utilisés à des fins communautaires, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation du contrat de prêt de local.
Le Bénéficiaire a la responsabilité de voir lui-même à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes les réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SSI est en accord avec cette occupation puisque les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales et que les activités de l'organisme ne causent pas de préjudice aux activités des autres occupants.
Selon le SDIS, le CCFSA occupe ces locaux, à titre gratuit, depuis 2005. Sa mission est l'intégration à la société québécoise des femmes d'origine sud-asiatique, clientèle particulièrement vulnérable et parfois marginalisée. Partenaire régional, cet organisme est financé par le SDIS dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) . La qualité de ses interventions est reconnue par les partenaires privés et publics. Le prêt (1e janvier 2020 au 31 décembre 2022) arrive à échéance. Le SDIS demeure favorable à son renouvellement à titre gratuit et aux mêmes conditions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer est gratuit.
Le taux de location, pour ce type d'immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, oscille entre 25 $ et 30 $ le pied carré.

Le montant total de subvention pour cette occupation est de 213 580,95 $ incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² + 30 $/pi²) / 2 x 3 883,29 pi² x 2 ans = 213 580,95 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par la Service de la gestion et de la planification des immeubles en frais d'exploitation (électricité, entretien courant et sécurité) pour ce local est d'environ 22 191 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuive sa mission.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la convention CM : 21 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LOCAS, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
David Eduardo URIBE-MARQUEZ, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laila BENNAGHMOUCH
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-21

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service

Tél :
Approuvé le : 2022-09-29

DEUXIÈME PROLONGATION DU CONTRAT DE PRÊT DE LOCAUX

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son bureau 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

(Ci-après appelée la « **Ville** »)

ET **CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE**, personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3ième étage, de l'immeuble situé au 1035, rue Rachel Est, à Montréal, province de Québec, H2J 2J5, agissant et représentée par madame Munawar Ghazala, sa coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes telle qu'elle le déclare ;

(Ci-après appelée la « **Bénéficiaire** »)

OBJET : **3ième étage – 1 035 rue Rachel Est**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville et la Bénéficiaire ont conclu un Contrat de Prêt de Locaux (le « Contrat Initial »), concernant des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1 035 rue Rachel Est, à Montréal (les « Lieux Prêtés »), pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er janvier 2015 et se terminant le 31 décembre 2019 ;

ATTENDU QUE la Ville et la Bénéficiaire ont conclu un Contrat de prolongation de prêt de locaux, pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2022 ;

ATTENDU QUE la Bénéficiaire désire prolonger la durée du Contrat aux termes et conditions stipulés ci-après et que la Ville y consent ;

ATTENDU QUE le Contrat Initial et les prolongations du Contrat sont collectivement nommés le « Contrat » ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE la Bénéficiaire déclare ne pas être une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

ATTENDU QUE en vertu de l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, la Bénéficiaire devra soumettre au bureau du vérificateur général de la Ville tous les documents visés par cet article.

Paraphes	
La Ville	**La Bénéficiaire**

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent Contrat.

ARTICLE 2
DURÉE

2.1 **Durée** : Le Contrat est prolongé pour une période additionnelle de deux (2) ans commençant le 1er janvier 2023 et se terminant le 31 décembre 2024.

ARTICLE 3
RÉSILIATION

3.1 L'article 8.1 du Contrat Initial est modifié et est remplacé par ce qui suit :

Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent Contrat, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de douze (12) mois à cet effet.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4.1 L'article 11.1 du Contrat Initial est modifié et est remplacé par ce qui suit :

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Contrat devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, la Bénéficiaire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à immeubles.centreappels@montreal.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, la Bénéficiaire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

► Pour la Bénéficiaire:

CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE
1035, rue Rachel Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2J 2J5
Courriel : sawcc@sawcc-ccfsa.ca

Paraphes	
La Ville	**La Bénéficiaire**

3.2 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Contrat demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Contrat signée électroniquement.

Le 24 Août 2022

La BÉNÉFICIAIRE

Munawar

par : Munawar Ghazala

Le _____ 2022

La VILLE

_____

par : Domenico Zambito, greffier-adjoint

Paraphes	
La Ville	**La Bénéficiaire**
	GM

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225372003*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière – Division Locations*
Projet : *Contrat de prêt de locaux- Centre communautaire des femmes sud-asiatique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La localisation de l'organisme permet à celui-ci de poursuivre sa mission première soit l'intégration des femmes d'origine sud-asiatique à la société québecoise.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225372003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Objet :	Approuver la deuxième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 213 580,95 $ pour toute la durée du prêt de locaux (Bâtiment 0300-101)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Le local est prêté à titre gratuit pour une période de 2 ans.

FICHIERS JOINTS

GDD 1225372003 - Ville prête Centre com. femmes sud-asiat., 1035 Rachel.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-21

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-4764
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228042006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 14 142,70 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois ans, soit du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025, pour un montant total de 657 699,26$, taxes incluses. Bâtiment 8202

Il est recommandé:

1. d'approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue du CIUSSS, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, d'une superficie de 14 142,70 pi² à Montréal, pour une période de 3 ans, à compter du 8 novembre 2022, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer de 657 699,26$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Philippe KRIVICKY **Le** 2022-10-14 15:00

Signataire : Philippe KRIVICKY

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228042006**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 14 142,70 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois ans, soit du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025, pour un montant total de 657 699,26$, taxes incluses. Bâtiment 8202

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2013, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sous-loue de Boscoville des locaux (pavillons 7 et 9), situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, propriété de la Société québécoise des Infrastructures (SQI). Différentes formations obligatoires y étaient offertes dans le cadre du maintien des compétences des policiers.
Le bail du pavillon 9 vient à échéance le 7 novembre 2022. Comme ces locaux sont toujours requis, le SPVM a demandé au SSI de négocier un nouveau bail avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, lequel est devenu propriétaire des lieux loués en date du 31 mars 2021, conformément au décret du Gouvernement du Québec.

Le bail a été négocié de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0175 - 24 mars 2022- Approuver un projet de convention de bail par lequel la Ville de Montréal loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces d'une superficie de 24 731 pi² , situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022.
CG 20 0456- 24 septembre 2020 - Approuver le sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 24 731 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021.

CG19 0574- 19 décembre 2019- Approbation de la convention de sous-bail avec Boscoville

pour une période d'un an, à compter du 8 novembre 2019.

DA198042004- 16 septembre 2019- Approbation de la convention de sous-bail avec Boscoville pour une période de 5 mois, à compter du 8 juin 2019.

CG16 0247- 21 avril 2016 - Approbation du renouvellement de sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019.

CG13 0397- 26 septembre 2013 - Approbation de sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans - du 1er avril 2013 au 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande le bail par lequel la Ville loue du CIUSSS des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, d'une superficie de 14 142,70 pi², utilisés pour les besoins du SPVM, incluant 6 espaces extérieurs de stationnement réservés sans frais additionnels pour la Ville ainsi que l'utilisation du terrain. Le terme du bail est de trois ans, soit du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025.
La dépense totale du loyer pour la durée du bail est de 657 699,26$, incluant les taxes applicables.

Le SPVM accepte "tel quel" le pavillon 9, sans exiger des travaux d'aménagement.

Le bail a été négocié de gré à gré.

Le Bailleur accorde au Locataire une (1) option de renouvellement du Bail, pour une période de deux (2) ans, commençant le 8 novembre 2025 et se terminant le 7 novembre 2027.

JUSTIFICATION

La formation continue des policiers du SPVM est à la fois obligatoire et essentielle pour assurer le maintien et le développement des compétences professionnelles. Ce bail permettra au SPVM de poursuivre sa mission auprès de ses policiers spécifiquement pour l'entraînement des groupes d'intervention et de l'escouade canine.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉPENSES LOCATION

Superficie de 14 142,70 pc²	**Loyer brut pour la période du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025**
Loyer brut	572 036,76$
TPS	28 601,84$
TVQ	57 060,67$
Loyer total	**657 699,26$**
Ristourne TPS	(28 601,84)$
Ristourne TVQ	(28 530,33)$
Dépense nette pour le terme	600 567,09 $

Le taux de location pour ce type de location incluant le terrain dans ce secteur, excluant les frais d'exploitation, oscille entre 10,00 $/pi² et 20,00 $/pi².
Le loyer annuel brut pour la durée du bail 2022-2023 représente 13,48 $/pi², incluant les frais d'exploitation et d'utilisation d'un terrain en plus de 6 espaces extérieurs de stationnement.

Le loyer comprend les taxes foncières et les frais d'exploitation, à l'exclusion des frais d'entretien ménager, lesquels frais seront assumés directement par le SPVM, soit un montant mensuel approximatif de 500,00 $, plus les taxes applicables.

Le loyer est prévu au budget de fonctionnement du SSI.

La dépense totale du loyer pour la durée du bail 2022-2025, incluant les taxes applicables, est de 657 699,26 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Pendant la durée du bail, le Bailleur et le Locataire respectivement pourront bénéficier d'une option de résiliation totale ou partielle en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois avant la date de résiliation, sans pénalité pour le Locataire.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus d'approuver la convention de bail, le SPVM devra trouver de nouveaux locaux pour les formations qui se donnent au pavillon 9.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue lors du comité exécutif du 9 novembre 2022, du conseil municipal du 21 novembre 2022 et du conseil d'agglomération du 24 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Nicolas NAULT, Service de police de Montréal
Simon L LALIBERTÉ, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Jean-Nicolas NAULT, 29 septembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 514-297-1315
Télécop. :

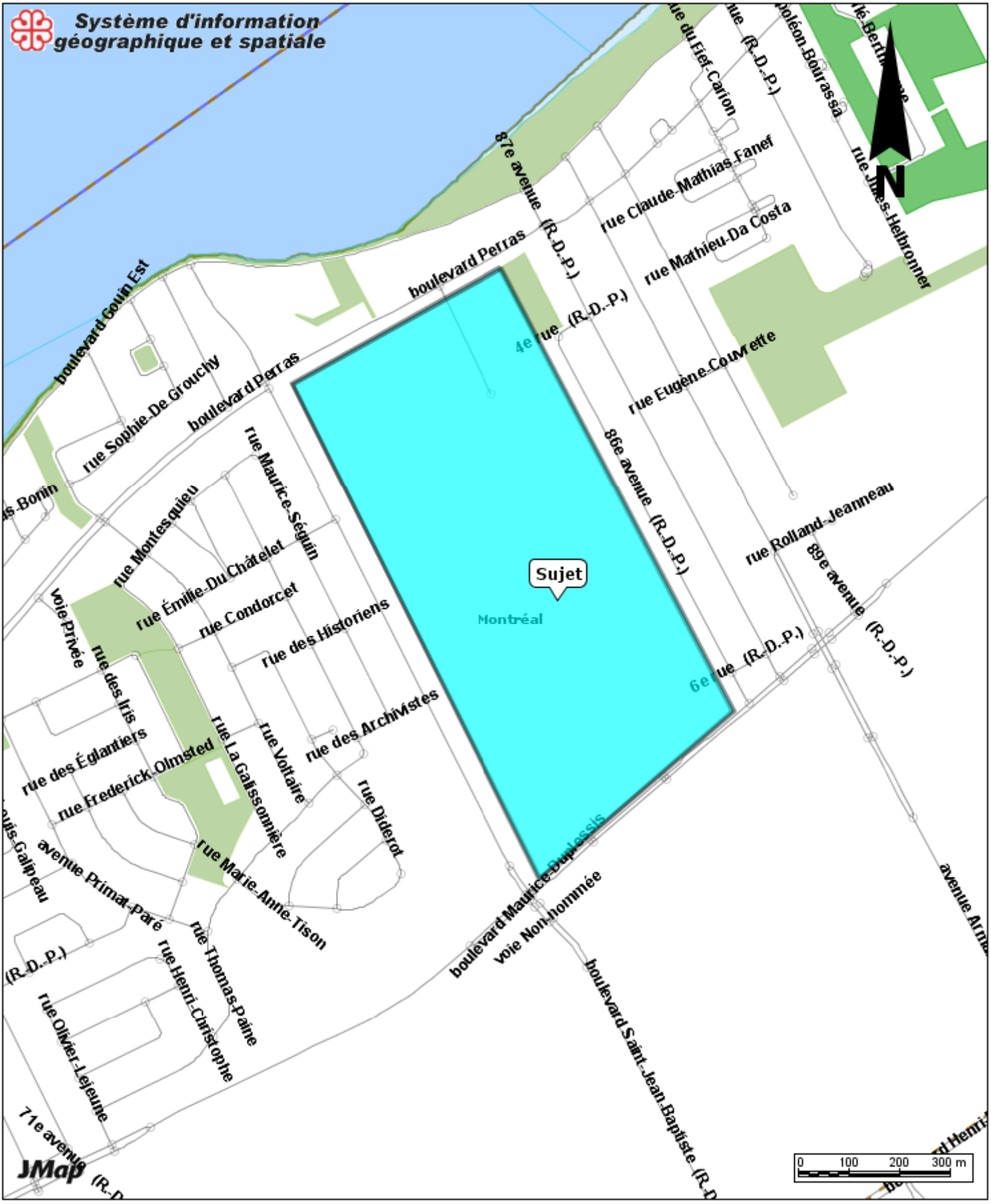
ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-26

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2022-09-30



10 950, boul. Perras

Date: 19-11-04 15:05

Échelle 1:10000

Ministère de la Santé
et des Services
sociaux
Québec

Direction de la coordination des investissements et du financement

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 14 octobre 2022

Monsieur Jean-François Fortin Verreault
Président-directeur général
Centre intégré universitaire de santé
et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
5415, boulevard de l'Assomption
Montréal (Québec) H1T 2M4

Monsieur le Président-Directeur général,

Nous donnons suite à la correspondance adressée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), le 22 septembre dernier, dans laquelle le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS) nous demandait l'autorisation de louer ses locaux situés dans le pavillon 9 du Centre sportif et une partie du terrain situé sur le campus Boscoville, sis au 10 950, boulevard Perras, à Montréal, pour les besoins du service de police de la Ville de Montréal.

Plus particulièrement, le MSSS autorise le CIUSSS à signer la convention de bail, pour le pavillon 9 avec la Ville de Montréal, pour des espaces d'une superficie de 1 313,90 m2, pour une période de trois ans, débutant le 8 novembre 2022, se terminant le 7 novembre 2025, et ce, pour un loyer brut annuel de 190 678,92 $, excluant TPS/TVQ; le tout conformément aux termes et conditions de la convention de bail ci-jointe et faisant partie intégrante de la présente autorisation.

En suivi de cette autorisation, nous vous demandons de bien vouloir nous acheminer un exemplaire de la convention de bail lorsque celle-ci sera signée par toutes les parties.

… 2

930, chemin Sainte-Foy, 5e étage
Québec (Québec) G1S 2L4
Téléphone : 581 814-9100, poste 61576
www.msss.gouv.qc.ca

Cette autorisation ne constitue en aucun cas ni ne constituera, de la part du MSSS, un engagement financier, étant entendu que le financement récurrent des coûts d'occupation de ces lieux par la Ville de Montréal est entièrement financé par le loyer qui vous est versé par cette dernière.

Veuillez agréer, Monsieur le Président-Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice,



Nancy Bernard, CPA, CA, MBA

p. j. 1

c. c. M. Jonathan Brière, CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

N/Réf : 22-IL-01058

CONVENTION DE BAIL POUR LE PAVILLON 9

ENTRE : **CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL,** un établissement légalement constitué en vertu de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales et la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ayant son siège au 5415, Boulevard de l'Assomption, Montréal, Québec, H1T 2M4, représenté par Monsieur Jonathan Brière, Président-directeur général-adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

Ci-après nommée le « **Bailleur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution no CG06 0006.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

En vertu du décret numéro 435-2021 daté du vingt-quatre (24) mars deux mille vingt et un (2021), la Société Québécoise des Infrastructures (SQI) a transféré la responsabilité afférente aux Lieux loués décrits à l'article 2 au Bailleur.

Le Bailleur loue, par les présentes, au Locataire (pour les besoins du SPVM) qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Paraphes	
Locataire	Locataire

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés.

1.2 **Bail** : le présent bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : les bâtiments dans lesquels sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locataire pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien et les réparations intérieurs et extérieurs de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux et les pertes résultant des loyers impayés.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.3.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de

Paraphes	
Bailleur	Locataire

l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire ou le Bailleur lorsque ces travaux ne peuvent être accomplis que par ce dernier, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire ou le Bailleur lorsque ces travaux, ne peuvent être accomplis que par ce dernier pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés dans le pavillon 9 (Centre sportif) comprenant notamment les vestiaires femmes et hommes, l'ancienne piscine au rez-de-chaussée, le sous-sol complet et le terrain de soccer naturel situé (à gauche du pavillon 9), sur le campus Boscoville au 10 950, boulevard Perras, à Montréal, province de Québec, H1C 1B3 (ci-après les « Lieux loués »).

Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 248 884 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Pour fins de précision, le garage et la salle de chauffage sont exclus des Lieux

Paraphes	
Bailleur	Locataire

loués ainsi que le gymnase et la palestre du rez-de-chaussée. Le Locataire pourra louer le terrain de soccer (situé à droite du pavillon 9) les soirs et les fins de semaine pour tout usage sportif, selon les termes et conditions à convenir par les parties.

2.2 **<u>Superficie des Lieux loués</u> :** La Superficie des Lieux loués a été établie à **14 142, 70 pieds carrés** pour le pavillon 9.

2.3 **<u>Stationnement</u>** : Les Lieux loués comprennent également six (6) espaces de stationnement à l'extérieur de l'Édifice réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire, le tout sans frais additionnels, tel que montré sur le plan joint comme « P.2 » au Bail à l'Annexe A.

ARTICLE 3
<u>DURÉE</u>

3.1 **<u>Durée</u>** : Le Bail est consenti pour un terme **de trois ans (3) ans qui commencera le huit (8) novembre deux mille vingt-deux (2022) et se terminera le sept (7) novembre deux mille vingt-trois (2025)** (ci-après la « Durée »).

Pendant la durée du Bail, le Bailleur et le Locataire respectivement pourront bénéficier d'une option de résiliation totale ou partielle en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois avant la date de résiliation, sans pénalité pour le Locataire.

3.2 **<u>Renouvellement</u>** : Le Bailleur accorde au Locataire une (1) option de renouvellement du Bail, pour une période de **deux (2) ans, commençant le 8 novembre 2025 et se terminant le 7 novembre 2027**. Si le Locataire désire se prévaloir de l'option de renouvellement, il donne un avis écrit au Bailleur, de son intention de renouveler le Bail au plus tard le **31 août 2025**. A la réception de cet avis, le Bailleur aura trente (30) jours pour faire part de son acceptation ou de son refus de renouvellement du Bail. Advenant l'accord des Parties, tous les termes et conditions énumérés au Bail demeureront les mêmes en ce qui concerne cette option de renouvellement, sauf que l'option de renouvellement ne sera plus applicable**. Le loyer de base sera le même que pour la période du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025.**

Paraphes	
Bailleur	Locataire

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement.

Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Le Bailleur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de cent quatre-vingts (180) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la Durée du Bail, le loyer de base payable par le Locataire au Bailleur sera payable par des versements mensuels, égaux et consécutifs de **quinze mille huit cent quatre-vingt-neuf dollars et quatre-vingt-onze cents (15 889,91$)**, plus les taxes applicables. Ledit loyer de base est payable d'avance le premier jour ouvrable de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant.

Il est convenu entre les parties, que le Locataire pourra utiliser gratuitement et de façon temporaire, le gymnase et la palestre jusqu'à avis écrit contraire du Bailleur, lequel avis écrit sera transmis au Locataire trente (30) jours avant l'occupation souhaitée par le Bailleur.

4.2 **Frais additionnel** : Le loyer inclut tous les Frais d'exploitation, à l'exclusion des frais d'entretien ménager considérant que le Locataire effectuera lui-même l'entretien ménager dans les Lieux loués.

ARTICLE 5
REMISE À LA FIN DU BAIL

Paraphes	
Bailleur	Locataire

5.1 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. Le nettoyage des Lieux loués après le départ du Locataire sera fait par le Bailleur, aux frais du Locataire.

De plus, le Bailleur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Bailleur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Bailleur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux sont de telle nature qu'ils ne peuvent être réalisés que par le Bailleur, notamment si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, ces travaux seront effectués par le Bailleur, à la demande du Locataire. Le Bailleur ne pourra refuser ou tarder à donner son approbation sans motifs raisonnables.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Bailleur** : Si le Locataire demande au Bailleur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Bailleur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Bailleur s'engage à remettre au Locataire, dans les

Paraphes	
Bailleur	Locataire

meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Bailleur.

Dans tous ces cas, le Bailleur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Bailleur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Bailleur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Bailleur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Le Bailleur s'engage à ses frais à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Bailleur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

Paraphes	
Bailleur	Locataire

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis ;

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes en vigueur.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.10 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.11 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.12 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Bailleur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Bailleur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

Paraphes	
Bailleur	Locataire

7.13 <u>Sécurité incendie</u> : assurer, à ses frais, la protection des occupants des Lieux loués, en prenant à sa charge la vérification, l'entretien et la réparation des équipements dans les Lieux loués, notamment le système d'alarme-incendie, les extincteurs, les panneaux d'éclairage d'urgence et le système de gicleurs.

Faire parvenir au Locataire, au plus tard le 1er avril de chaque année, une copie d'une attestation de mise à jour annuelle du plan de sécurité incendie signée par un préventionniste d'une entreprise spécialisée dans la préparation de plans de mesures d'urgence.

Fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, conformément aux règles en vigueur, en prenant soins d'harmoniser les informations et directives avec les exigences des occupants de l'Édifice en matière de sécurité et d'évacuation.

Procéder, conformément aux règles en vigueur, à l'inspection des extincteurs portatifs et autres équipements de sécurité des Lieux Loués et effectuer, avec l'accord du Locataire, tous les travaux requis d'amélioration, réparation, ajustements et remplacements requis.

7.14 <u>Voies d'accès</u> : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé.

7.15 <u>Communication et affichage</u> : adresser toute communication au Locataire en français et voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements, à savoir que tel affichage soit rédigé en français ou qu'il soit exprimé en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

7.16 <u>Désignation de responsables et remise des clés</u> : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Bailleur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locataire en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Bailleur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.17 <u>Transformations</u> : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués s'il désire effectuer,

Paraphes	
Bailleur	Locataire

à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Bailleur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.18 **Stationnement** : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de Bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de formation auprès des policiers du SPVM (groupes d'intervention et l'escouade canine). Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux loués et ceci ne constituera pas un changement de forme ou de destination des Lieux loués. Le Locataire aura accès aux Lieux loués, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Bailleur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Bailleur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Bailleur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. **Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.**

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Bailleur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Bailleur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne

Paraphes	
Bailleur	Locataire

intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Bailleur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Bailleur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Bailleur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Bailleur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Bailleur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Bailleur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible mais au plus tard, dans les soixante (60) jours de tels dommages ou destruction, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Bailleur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute

Paraphes	
Bailleur	Locataire

la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Bailleur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Bailleur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU BAILLEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Bailleur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Bailleur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Bailleur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Bailleur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Bailleur pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locataire. Le Bailleur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Bailleur d'en effectuer le

Paraphes	
Bailleur	Locataire

remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Bailleur en vertu du Bail.

Par ailleurs, l'encaissement par le Bailleur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Bailleur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Bailleur ou de retenir une partie du loyer, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par le Bailleur en vertu du Bail, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Bailleur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution;

alors, le Bailleur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Bailleur. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Bailleur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Bailleur déclare qu'il n'y a pas d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Bailleur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice,

Paraphes	
Bailleur	Locataire

à en informer le Locataire. Le Bailleur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Bailleur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Bailleur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Bailleur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Bailleur ou le Locataire n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Bailleur ou du Locataire ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes

Paraphes	
Bailleur	Locataire

autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 **Équipements de communication** : Sur demande du Locataire, le Bailleur s'engage à mettre à la disposition de celui-ci, libre de tout Loyer de quelque nature que ce soit ou autres frais, un espace sur le toit de l'Édifice, afin de permettre au Locataire d'y installer, à n'importe quel temps au cours du Bail, des équipements de communication, comme par exemple: antenne parabolique, satellites, soucoupes, antenne mobile de réception et transmission possiblement montée sur une tour, systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sujet à la réglementation municipale ou gouvernementale.

Toutes les dépenses reliées à un tel équipement (incluant les coûts d'installation, d'entretien, de réparation, les coûts d'énergie et autres) seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir à ses frais tout permis requis pour opérer un tel équipement.

ARTICLE 14
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

14.1 **Règlement** : Le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Bailleur déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux loués et du stationnement

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Paraphes	
Bailleur	Locataire

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

► Pour le Bailleur :

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTRÉAL
Direction de la logistique
Pavillon Lahaise, aile 505
7401, rue Hochelaga
Montréal, Québec, H1N 3M5

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des transactions immobilières
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme

Paraphes	
Bailleur	Locataire

avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

17.1 **Pouvoir** : Le Bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, pourraient, à la discrétion du Locataire, faire l'objet d'une enquête de sécurité en cours du Bail. Le Bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur pourrait également faire l'objet d'une enquête de sécurité, à la demande du Locataire.

17.2 **Résiliation** : Si les obligations stipulées à l'article 17.1 ne sont pas respectées ou si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locataire, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

17.3 **Accès** : Sur demande du Locataire, le Bailleur devra fournir au Locataire une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de vérifications des antécédents. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Locataire devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

17.4 **Responsabilité** : Le Bailleur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

ARTICLE 18
CONDITION SPÉCIALE

18.1 **Condition spéciale** : Le présent Bail est conditionnel à l'approbation finale des instances décisionnelles du Locataire. La remise au Bailleur d'un exemplaire du

Paraphes	
Bailleur	Locataire

présent Bail dûment signé et paraphé par le représentant dûment autorisé du Locataire attestera que ladite approbation a été obtenue.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

LE BAILLEUR : **CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTRÉAL**

Le ____ jour du mois de _____ 2022

Par : _____
Monsieur Jonathan Brière, Président-directeur général-adjoint

LE LOCATAIRE : **VILLE DE MONTRÉAL**

Le ____ jour du mois de _____ 2022

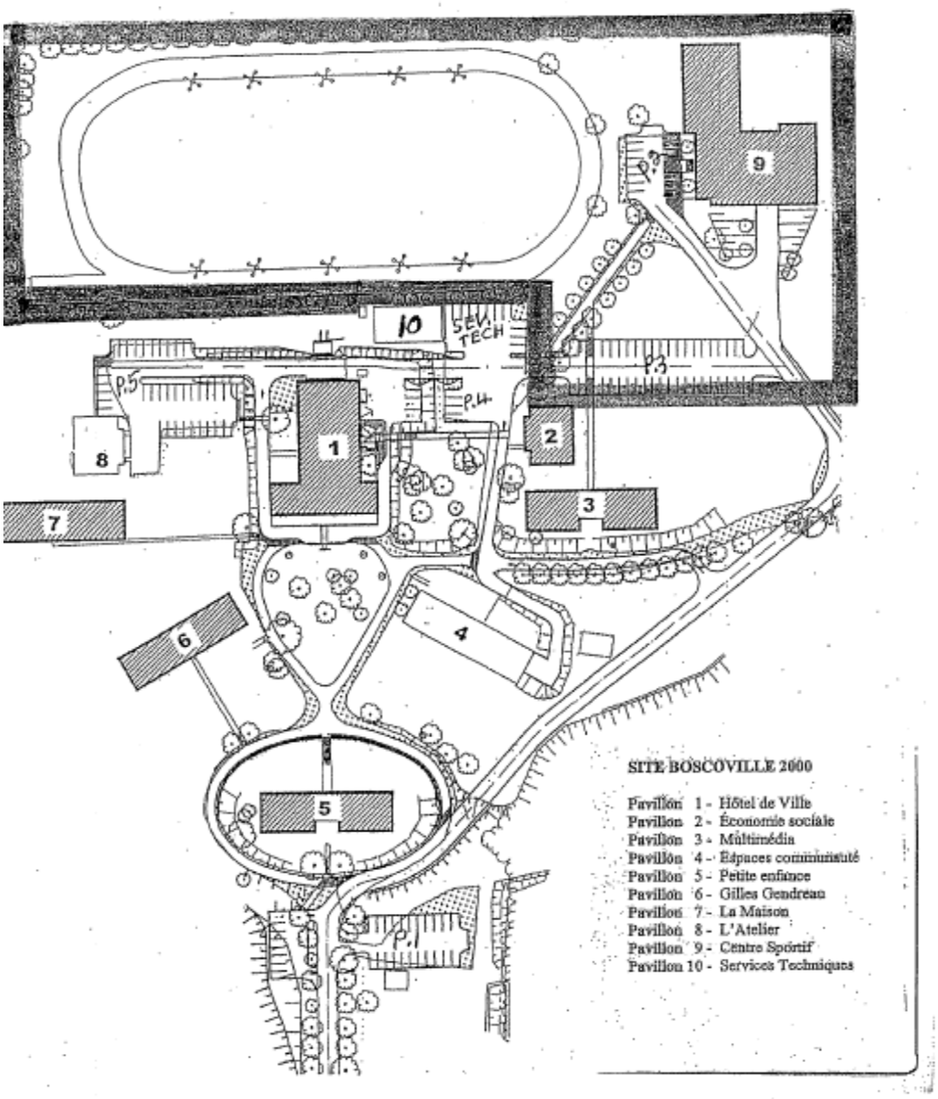
Par : _____
Me

Le présent Bail a été approuvé par le Conseil d'agglomération le _____.
Résolution no _____.

Paraphes	
Bailleur	Locataire

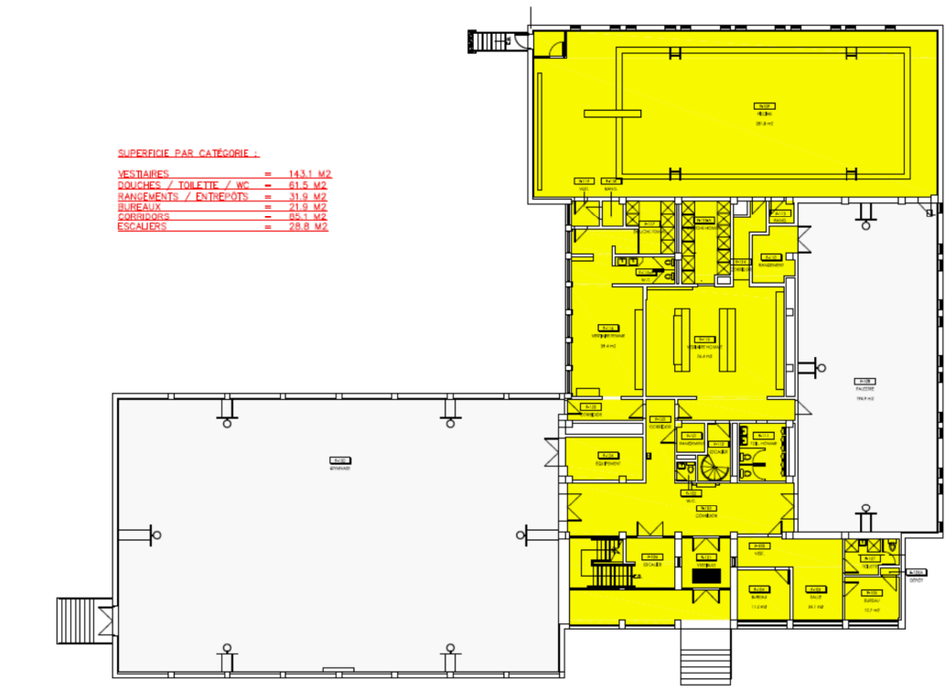
ANNEXE A : TERRAIN

CAMPUS BOSCOVILLE 2000





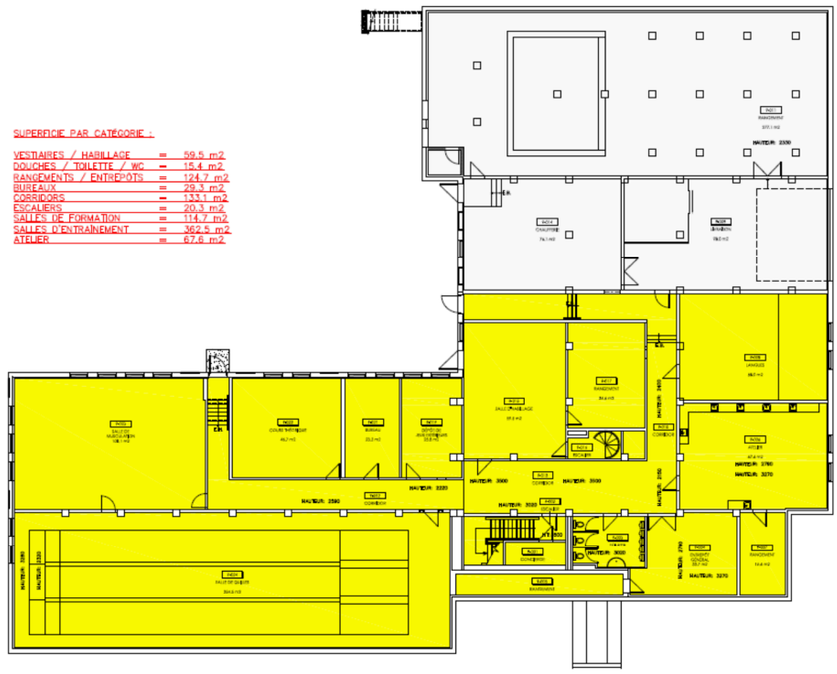
Paraphes	
Bailleur	Locataire



Paraphes	
Bailleur	Locataire

SUPERFICIE PAR CATÉGORIE :

VESTIAIRES / HABILLAGE	=	59.5 m2
DOUCHES / TOILETTE / WC	=	15.4 m2
RANGEMENTS / ENTREPÔTS	=	124.7 m2
BUREAUX	=	29.3 m2
CORRIDORS	=	133.1 m2
ESCALIERS	=	20.3 m2
SALLES DE FORMATION	=	114.7 m2
SALLES D'ENTRAINEMENT	=	362.5 m2
ATELIER	=	67.6 m2



PLAN DU SOUS-SOL

Paraphes	
Bailleur	Locataire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228042006
Unité administrative responsable : *SSI*
Projet : *N/A*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La protection et la sécurité adéquate des citoyens			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228042006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 14 142,70 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois ans, soit du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025, pour un montant total de 657 699,26$, taxes incluses. Bâtiment 8202

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer la dépense tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1228042006 - 10950 bd Perras pav. 9 SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-29

Pierre BLANCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-6714
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229615004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Ratifier le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 mars 2025 / Autoriser la réception de la somme estimée de 123 386,25$, taxes incluses, à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur estimée de 231 702,75$ à l'organisme.

Il est recommandé :
1) ratifier le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux sportifs du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada jusqu'au 30 mars 2025;

2) d'autoriser la réception de la somme estimée de 123 386,25 $, taxes incluses, à cette fin conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3) d'autoriser une subvention immobilière d'une valeur estimée de 231 702,75 $ à l'organisme.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-26 12:56

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229615004**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Ratifier le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 mars 2025 / Autoriser la réception de la somme estimée de 123 386,25$, taxes incluses, à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur estimée de 231 702,75$ à l'organisme.

CONTENU

CONTEXTE

Athlétisme Canada (AC) a déposé une demande en vue d'obtenir un soutien de la Direction des sports afin d'utiliser les installations du Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) pour y établir son nouveau Centre national d'athlétisme à Montréal (CNAM).

Athlétisme Canada est l'organisme national de régie du sport pour les disciplines de l'athlétisme, de cross-country et de course sur route. Son objectif est de soutenir l'excellence sportive de haute performance au niveau mondial et d'offrir un leadership au niveau du développement de l'athlétisme dans la région de Montréal.

Selon la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes* de la DGIS (Division de la gestion des installations sportives), il s'agit d'un organisme sans but lucratif (OSBL) dont l'intervention est liée à la mission de sport de haut niveau de la Direction des sports. Une entente peut donc être définie et convenue avec cet organisme pour la location de plateaux sportifs ou d'autres locaux disponibles (art.2.4.4).

Ce sommaire vise à approuver un projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du CSCR entre l'organisme et la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1173 Adopter les orientations et les objectifs de la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes* de la Division de la gestion des installations sportives du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

DESCRIPTION

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite conclure une entente de location

d'un bureau administratif et de plateaux sportifs avec Athlétisme Canada afin que l'organisme puisse créer les conditions optimales d'entraînement pour ses athlètes au CSCR.
Cela représente la location des plateaux suivants pour un total estimé de 13 833 heures d'utilisation pour la durée de l'entente :

- Salle omnisports, d'octobre à avril);
- Piste d'athlétisme extérieur, de mai à septembre;
- Un bureau administratif d'environ 247 pieds carrés (accessible en tout temps selon les heures d'ouverture de l'installation).

Les plateaux sportifs seront utilisés en cohabitation avec les activités régulières du CSCR tandis que le bureau administratif sera accordé de manière exclusive.

Le projet de convention qui définit les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux sportifs à l'organisme par la Ville se termine le 30 mars 2025.

JUSTIFICATION

Le CNAM fera partie d'un réseau national de centres d'entraînement de haute performance à travers le Canada. Il est le troisième centre de l'organisme (AC) qui s'ajoute aux centres existants à Victoria et à Toronto. La présence du CNAM au CSCR est une opportunité d'avoir une expertise en athlétisme qui contribuera au développement des athlètes et de la discipline à Montréal.
Selon la tarification en vigueur, Athlétisme Canada devrait débourser la somme estimée de 345 825 $ pour la durée de l'entente, ce qui représente un coût significatif pour démarrer un projet de cette envergure.

En tenant compte de la capacité financière de l'organisme et pour ne pas nuire à l'offre de service aux athlètes, il est recommandé de réduire sa contribution à 33 % du tarif. Cette réduction partielle permettra à l'organisme d'ajuster son budget, et ce, d'autant plus que le contexte économique actuel a affecté les finances des organisations sportives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	Nombre d'heures d'utilisation estimée par année					**Facturation à l'organisme**				
Plateaux	**Nombre d'heures 2022**	**Nombre d'heures 2023**	**Nombre d'heures 2024**	**Nombre d'heures 2025**	**Nombre d'heures total**	**Tarif horaire (selon Règlement des tarifs 22-004)**	**Tarif horaire (soit 33% du tarif régulier)**	**Total estimé pour la durée de l'entente**	**Estimation de la réduction accordée pour la durée de l'entente**	**Coût total associé à la location**
Plateaux sportifs	5 454	1 462,5	5 454	1 462,5	13 833	25 $	8,25 $	114 122,25$	231 702,75$	345 825$
Bureau administratif * *								9 264 $	0 $	9 264 $
Total								**123 386.25 $**	**231 702.75 $**	**355 089$**

** Le tarif horaire des couloirs du stade extérieur d'athlétisme est basé sur celui de la salle omnisports afin de faciliter les calculs.*
*** le loyer a été établi à un taux de 12,75 $ par pied carré.*

L'organisme versera à la Ville une somme estimée de 123 386,25 $, taxes incluses, pour la période d'octobre 2022 à mars 2025 pour l'utilisation des installations, du matériel et des services au CSCR. Une facturation mensuelle reflétant l'utilisation réelle des plateaux sera transmise à l'organisme.

Ces revenus seront comptabilisés au budget de l'exercice 2022, de l'exercice 2023, de l'exercice 2024 et de l'exercice 2025 du SGPMRS à la DGIS.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (priorités 19 et 20).

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, d'offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le sommaire est approuvé, il permettra de poursuivre l'offre de service aux athlètes d'Athlétisme Canada. Un refus entraînerait probablement une perte de cette offre de service dans nos installations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'organisme devra se conformer aux mesures sanitaires recommandées par les autorités de la santé publique qui seront en vigueur lors de l'utilisation des plateaux. L'organisme sera facturé en fonction des heures réelles utilisées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2022 : Début de la tarification
30 mars 2025 : Fin de la convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon OSTIGUY
regisseur(-euse)

Tél : 514-872-2940
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-22

Geneviève FRAPPIER
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-2825
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-26

ATHLETICS
ATHLÉTISME
CANADA

14 avril 2022

Catherine Bélanger
Chef d'équipe, Ville de Montréal
Geneviève Frappier
Chef de section et responsable du Complexe sportif Claude-Robillard
PAR COURRIEL

Sujet : Athlétisme Canada – Centre national d'athlétisme – Montréal

Chère Catherine et Geneviève,

Suite à la récente annonce publique et à la réunion du 28 mars, nous sommes heureux d'aller de l'avant avec la mise en œuvre du projet de Centre national d'athlétisme - Montréal (CNAM).

Comme discuté avec Derek Covington et Marc Desjardins, la vision du plan sera réalisée en deux phases. Dans la première phase, le CNAM sera principalement situé au Complexe sportif Claude-Robillard (CCR) à partir d'octobre 2022, puis dans la deuxième phase, Le CNAM sera situé à l'Institut national du sport du Québec (INSQ) durant l'hiver et au Complexe sportif Claude-Robillard l'été et cela à partir de 2025 (à confirmer)

Nous souhaitons établir un partenariat à long terme avec la Ville de Montréal. Notre plan nécessite le soutien continu de la Ville de Montréal et de l'INSQ pour égaler le financement de Sport Canada, du Comité olympique canadien et du Comité paralympique canadien par le biais du programme À nous le podium. Nous demandons que les installations d'athlétisme, les bureaux et l'espace de traitement décrits dans ce document soient offerts gratuitement dans le cadre de ce partenariat.

En étroite collaboration avec la Fédération québécoise d'athlétisme (FQA), nous avons élaboré le plan ci-joint. Nous vous écrivons pour demander l'appui de la Ville de Montréal et du Complexe sportif Claude-Robillard pour faire avancer ce projet afin qu'Athlétisme Canada puisse construire un programme d'athlétisme de classe mondiale au Québec.

Nous sommes impatients de travailler avec vous et votre équipe pour aider à réaliser ce projet prometteur et de répondre à toutes les questions que vous pourriez avoir.

Cordialement,
Mathieu Gentès
Mathieu Gentès, Directeur général par intérim

c.c. Luc Denis - Directeur, sports et loisirs
Simon Nathan – Directeur de la haute performance d'Athlétisme Canada
Sylvain Proulx, Président, Fédération Québécoise d'Athlétisme
Marc Desjardins – Directeur général, Fédération Québécoise d'Athlétisme

Centre national d'athlétisme – Montréal (CNAM)

Athlétisme Canada (AC) est l'organisme national de régie du sport pour les disciplines de l'athlétisme, de cross-country et de course sur route. Son objectif est de soutenir l'excellence sportive de haute performance au niveau mondial et d'offrir un leadership au niveau du développement de l'athlétisme. AC est un organisme de bienfaisance sans but lucratif qui exerce ses activités sous la direction d'un conseil d'administration élu par les membres provinciaux et territoriaux.

Le Plan de haute performance (PHP) d'AC a identifié l'établissement d'un centre d'entraînement de haute performance à Montréal comme un élément clé de son plan stratégique 2022- 2028 (ci-après appelé le Centre national d'athlétisme - Montréal (CNAM)). Cela fait partie du mandat clé d'identifier et de soutenir les athlètes qui ont le potentiel de contribuer directement au succès olympique et paralympique du Canada. Ces athlètes sont soutenus par le programme Parcours de performance de l'athlète canadien (PPAC) d'Athlétisme Canada.

Le centre de Montréal fait partie d'un réseau national de centres d'entraînement de haute performance à travers le pays. Le CNAM est le troisième centre d'Athlétisme Canada, qui s'ajoute aux centres existants à Victoria, en Colombie-Britannique, et à Toronto, en Ontario. Le centre de Montréal sera un élément essentiel à la création d'un système durable de haute performance pour le sport de l'athlétisme à travers le Canada.

Les athlètes supplémentaires identifiés auprès du Ministère (niveaux Élite et Relève) par la Fédération québécoise d'athlétisme (FQA) se joindront au programme pour créer un environnement d'entraînement conjoint national-provincial dans le cadre du CNAM, sous réserve de ressources adéquates provenant des sources de financement provinciales, via la FQA.

Les objectifs du CNAM sont les suivants :

- Offrir un environnement quotidien d'entraînement de classe mondiale aux athlètes du PPAC, y compris les installations, les entraînements et les services nécessaires pour remporter des médailles aux compétitions de référence.
- Servir de centre aux différents prestataires de services du programme en matière de sciences du sport, de médecine du sport et d'innovation (SSMSI).
- Servir de centre pour les entraîneurs employés par le programme.
- Servir de lieu d'accueil pour tous les athlètes du PPAC qui ne résident pas en permanence dans la région de Montréal, que ce soit pour des périodes d'entraînement à court ou moyen terme, ou pour répondre à des besoins spécifiques de la SSMSI (tests, diagnostics, traitements, etc.).
- Avoir accès à des gymnases dédiés à la préparation physique de haute performance.

Les objectifs (suite) :

- Servir de « centre de connaissances, d'innovation et de partage » pour le programme de HP et de centre pour les activités de groupe de HP (comme les journées de classification para, les réunions d'accueil du CAPP ou les camps d'entraînement nationaux avant le voyage, les camps d'entraînement saisonniers).

Au service de l'athlétisme Montréalais et Québécois

Le CNAM sera le cœur de notre communauté de l'athlétisme à Montréal. En plus d'être un environnement d'entraînement de haute performance pour nos meilleurs athlètes et entraîneurs, il accueillera aussi l'ensemble de la communauté de l'athlétisme du Québec.

Nous utiliserons le CNAM pour accueillir des séminaires d'entraîneurs, des séminaires de formation d'officiels et des activités de transfert de connaissances au sein de la communauté élargie de l'athlétisme. Nous utiliserons le centre pour inspirer la prochaine génération d'athlètes et d'entraîneurs par le biais d'échanges et de camps d'entraînement. Grâce à un leadership, un entraînement et une programmation de classe mondiale, il sera un centre d'activité ayant une incidence durable sur les générations futures.

Calendrier

La vision à long terme et la mise en œuvre du CNAM seront réalisées en deux phases.

Phase 1 – Pour la première phase, le plan prévoit la mise en place du CNAM d'ici octobre 2022. Il sera constitué par une combinaison d'installations et de services au Complexe sportif Claude-Robillard, à l'Université McGill et à l'Institut national du sport du Québec (INSQ). Le Complexe sportif Claude-Robillard a été identifié comme l'installation principale pour la réalisation de ce projet pour un minimum de trois ans.

Phase 2 – Pour la deuxième phase, sous réserve de l'achèvement des travaux de rénovation du toit du stade olympique et de la construction d'une installation d'athlétisme couverte de 200 m, l'entraînement en salle pendant les mois d'hiver (octobre à mars) sera transféré du CCR à l'INSQ. Alors que l'entraînement en salle et certains services seront transférés à l'INSQ, le CCR restera un élément clé du CNAM dans la phase 2 et au-delà.

Groupe d'entraînement

À partir d'octobre 2022, un groupe d'entraînement initial composé d'athlètes du PPAC et de leurs entraîneurs personnels et partenaires d'entraînement sera constitué. D'autres athlètes identifiés auprès du Ministère (niveaux Élite et Relève) par la Fédération québécoise d'athlétisme (FQA) se joindront au programme pour créer un environnement d'entraînement conjoint national-provincial dans le cadre du CNAM en partenariat avec la FQA.

Alors que tous les athlètes identifiés du PPAC et de la FQA de toutes les disciplines (aptes et paralympiques) seront soutenus par le CNAM, l'accent initial sera mis sur les disciplines du sprint avec l'embauche d'un(e) entraîneur(e) principal(e) dédié(e) au sprint. Le plan comprend aussi l'embauche potentielle d'un(e) entraîneur(e) mentor(e) supplémentaire à l'avenir, avec un accent sur les épreuves de saut.

Composition du groupe d'entraînement - en date d'octobre 2022

- Athlètes du PPAC d'Athlétisme Canada et leurs entraîneurs personnels et partenaires d'entraînement (six à huit athlètes)
- Athlètes de niveau Élite et Relève de la FQA (jusqu'à 10 à 25 athlètes supplémentaires au niveau Élite)
- Gestionnaire principal(e) du CNAM (toutes les disciplines des épreuves)
- Entraîneur(e) principal(e) du CNAM (sprints)
- Athlètes qui ne résident pas à Montréal (ex. : NCAA ou athlètes de l'extérieur de la province).
- Fournisseurs de services de l'équipe de soutien intégré.

Le (ou la) gestionnaire principal(e) du CNAM (pour toutes les disciplines des épreuves - pas seulement les sprints) travaillera en étroite collaboration avec le groupe d'entraînement identifié par le CNAM et les autres clubs utilisateurs de la piste, pendant les phases d'entraînement intensif et/ou liées aux camps d'entraînement, afin d'assurer le bon fonctionnement quotidien de la piste et la coordination des services de SSMS.

Complexe sportif Claude-Robillard – Phase 1

Le Complexe sportif Claude-Robillard servira de lieu principal pour le CNAM pendant la première phase de ce projet. Les domaines prioritaires suivants ont été identifiés au CCR afin de créer un environnement d'entraînement quotidien de classe mondiale pour le groupe d'entraînement.

1. Salle Omnisport
2. Stade d'athlétisme extérieur
3. Bureau pour deux personnes
4. Espace de traitement pour les prestataires de services de médecine sportive (physiothérapie)
5. Entreposage de l'équipement sportif
6. Salle d'entraînement (gym) - Excellence sportive de l'île de Montréal

ATHLETICS
ATHLÉTISME
CANADA

1) Salle Omnisport et 2) Stade d'athlétisme extérieur

Le tableau suivant identifie notre plan et notre demande pour l'utilisation des pistes d'athlétisme intérieures et extérieures. Les principales caractéristiques de l'utilisation de ces pistes sont les suivantes :

- Ces plages horaires sont principalement destinées au CNAM (groupe de sprint) (< 6 à 12 athlètes).
- Ces plages horaires seront gérées par le gestionnaire principal du CNAM et il/elle coordonnera étroitement avec la gestion des installations du CCR, les athlètes du groupe d'entraînement du CNAM et la communauté de l'athlétisme en général.
- « L'utilisation prioritaire » fait référence au « premier droit » d'utilisation par le CNAM (groupe de sprint) mais sera ouverte au partage de la piste avec d'autres utilisateurs dans un esprit de collaboration.
- « Utilisation partagée » fait référence à la coordination et au partage de la piste avec d'autres utilisateurs.

Mois de l'année	**Jours de la semaine**	**Plage horaire**	**Utilisation spécifique**
Octobre à mars	Lundi au samedi	10 h à 12 h 30	Utilisation prioritaire de la ligne droite est de la salle Omnisport et de la zone de départ dans le coin nord-est (quatre couloirs); Utilisation partagée de la piste de 200 m
	Lundi au vendredi	15 h à 17 h	Utilisation prioritaire de la ligne droite est de la salle Omnisport et de la zone de départ dans le coin nord-est (quatre couloirs); Utilisation partagée de la piste de 200 m
Avril à septembre	Lundi au samedi	10 h à 12 h 30	Utilisation prioritaire de la ligne droite et de la zone de départ du stade d'athlétisme extérieur (quatre couloirs); Utilisation partagée de la piste de 400 m
	Lundi au jeudi	15 h à 17 h	Utilisation prioritaire de la ligne droite et de la zone de départ du stade d'athlétisme extérieur (quatre couloirs); Utilisation partagée de la piste de 400 m

3) Espace bureau

Nous demandons un bureau pouvant accueillir deux postes de travail pour le (ou la) gestionnaire principal(e) du CNAM et l'entraîneur(e) principal(e) (Sprints).

4) **Prestataires de services de médecine du sport**

Idéalement, nous aurions accès à un espace de traitement (principalement pour la physiothérapie) que nous pourrions réserver. Les traitements seraient typiquement programmés après l'entraînement, le matin et l'après-midi, selon le calendrier ci-dessus aux points 1 et 2. Les prestataires de services viendraient de l'INSQ 1 à 3 fois par semaine pour effectuer des traitements au CCR et d'autres fois, les traitements seraient effectués à l'INSQ.

L'espace de bureau (n°3 ci-dessus), selon la configuration de l'espace, pourrait aussi servir de salle de traitement en tant que bureau partagé/salle de traitement.

Les thérapeutes pourraient aussi traiter les athlètes en installant leur table de traitement sur le côté de la piste après/pendant les séances d'entraînement (voir le programme #1/#2 ci-dessus).

5) **Entreposage des équipements**

Un espace sécurisé pour l'entreposage des équipements sportifs est demandé pour le CNAM. La capacité d'entreposage actuelle au CCR au sous-sol et dans la salle omnisports pourrait probablement satisfaire nos besoins, surtout la première année.

6) **Gym - Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM)**

Notre plan est d'utiliser le gymnase de l'ESIM situé au CCR. À l'occasion de notre rencontre avec Caroline Calvé, nous avons compris que le gymnase sera déplacé à la mezzanine de la salle Omnisport dans le cadre des prochaines rénovations. Nous allons négocier une demande spéciale directement avec l'ESIM.

Nous comprenons que le CCR subit actuellement des rénovations et que tout est en cours. Nous sommes reconnaissants envers la Ville de Montréal de nous aider à lancer ce projet cet automne dans des délais serrés. Nous avons l'intention de conclure une entente de plus de trois ans avec la Ville de Montréal et de réévaluer le plan chaque année.

Merci pour le soutien continu de la Ville de Montréal dans ce projet. Grâce à ce partenariat, nous pensons que nous serons en mesure de construire un centre national d'entraînement pour le sport de l'athlétisme dans la ville pour de nombreuses générations futures d'athlètes et d'entraîneurs.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229615004*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division de la gestion des installations*
Projet : *Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada jusqu'au 31 mars 2025 / Autoriser la réception de la somme estimée de 142 250 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à une valeur estimée de 274 064 $*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* *20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Maintenir une offre de service pour les joueurs élites de baseball de la Province

Maintenir l'attractivité et la renommée du Complexe sportif Claude-Robillard

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229615004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Ratifier le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 mars 2025 / Autoriser la réception de la somme estimée de 123 386,25$, taxes incluses, à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur estimée de 231 702,75$ à l'organisme.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention_Centre national d'athlétisme - VF visée CD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-19

Catherine DOSTALER
Avocate
Tél : (438) 368-3220
Division : Droit contractuel



CONVENTION DE LOCATION DE LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ATHLÉTISME CANADA,** personne morale, constituée sous l'autorité de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est le 105-2141 Thurston Drive, Ottawa, Ontario, K1 6C9, agissant et représentée par M. Mathieu Gentès, chef de la direction, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 119472975 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006188466TQ002
Numéro d'organisme de charité : 119472975 RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un centre d'entraînement qui offre un programme d'athlétisme de haute performance pour les athlètes du Québec identifiés « Excellence », « Élite » et « Relève » auprès du ministère de l'Éducation par la Fédération québécoise d'athlétisme et pour les athlètes du Parcours de performance de l'athlète canadien (PPAC) (ci-après, collectivement, les « **Athlètes** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a besoin d'un local pour réaliser ses activités;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses activités en lui louant un Local, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Local, loyer et conditions d'utilisation;

2.2 « **Local** » : le local mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.4 « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions de location du Local à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités.

C D.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 Conditions générales

4.1.1 prendre le Local dans l'état où il se trouve; à cet égard, en signant la présente Convention il s'en déclare satisfait;

4.1.2 utiliser le Local loué par la Ville exclusivement aux fins décrites à la présente Convention et à l'Annexe 1;

4.1.3 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans le Local sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable. Toutes modifications, transformations ou additions ainsi autorisées, le cas échéant, seront aux frais de l'Organisme;

4.1.4 informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans le Local ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit au Local;

4.1.5 ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur du Local sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable. La Ville pourra, en tout temps, ordonner à l'Organisme d'enlever tout accessoire publicitaire et de cesser toute publicité qui, de l'avis du Responsable, ne respecte pas le caractère d'administration publique ou le prestige de la Ville, et l'Organisme s'engage à se conformer à tout tel avis;

4.1.6 respecter les normes de la Ville concernant l'identification du Local loué, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

4.1.7 n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans le Local;

4.1.8 veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans le Local. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

C D.

4.1.9 veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l'immeuble ni celle des occupants des immeubles voisins;

4.1.10 s'assurer que le Local soit utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

4.1.11 collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

4.1.12 s'assurer que les usagers du Local respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;

4.1.13 maintenir en bon état de propreté le Local pendant la durée de la présente Convention et faire l'entretien ménager du Local;

4.1.14 donner accès au Local à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble;

4.1.15 respecter toute directive ou mesure sanitaire devant être mise en place en raison de la Covid-19;

4.1.16 Respecter la Politique d'accès – Piste d'athlétisme intérieure en vigueur au Complexe sportif Claude-Robillard, étant entendu que l'Organisme reconnaît avoir pris connaissance de celle-ci;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage du Local et pour toute activité devant se tenir dans le Local et payer directement aux organismes qui les imposent tous les impôts, toutes les taxes, tous les permis et tous les droits exigés relatifs à l'usage du Local ou toute activité se déroulant dans le Local;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

C D.

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans le Local et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Conseil d'administration

4.4.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses statuts et de son certificat de constitution;

4.5 Responsabilité

4.5.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toutes demandes, tous recours ou toutes poursuites intentées contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tous jugements, toutes condamnations ou de toutes décisions qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.5.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.6 Loyer et tarifs de location

4.6.1 verser à la Ville, en contrepartie de la location du Local, les sommes indiquées à l'Annexe 1 de la présente Convention, selon les modalités prévues.

4.7 Cartes d'accès

4.7.1 se conformer aux conditions suivantes relativement aux cartes d'accès à la salle omnisports faisant partie du Local:

(i) s'assurer que les employés de l'Organisme et les Athlètes accèdent à la salle omnisports uniquement grâce à une carte d'accès;

C D.

(ii) s'assurer que les Athlètes défraient les coûts de la carte d'accès au tarif prévu au Règlement sur les tarifs en vigueur, lequel est disponible sur le site Internet de la Ville;

(iii) les cartes d'accès seront gratuites pour les employés de l'Organisme;

(iv) préalablement à ce qu'un à ce qu'un employé de l'Organisme ou un Athlète puisse obtenir sa carte d'accès, l'Organisme devra fournir son prénom et son nom au Responsable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

5.1 mettre le Local à la disposition de l'Organisme pendant la durée de la présente Convention, conformément aux conditions et à l'horaire d'accès prévus à l'Annexe 1 de la présente Convention;

5.2 donner libre accès au Local aux employés de l'Organisme ainsi qu'aux Athlètes bénéficiant du programme d'athlétisme offert par l'Organisme, selon les conditions et l'horaire d'accès prévus à l'Annexe 1 de la présente Convention;

5.3 chauffer et maintenir en tout temps dans le Local une température convenable aux besoins de l'Organisme;

5.4 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation du Local selon les besoins ordinaires de l'Organisme;

5.5 maintenir l'immeuble en bon état et propre à l'occupation du Local et faire l'entretien et les réparations au besoin.

5.6 remettre des factures à l'Organisme selon les modalités prévues à l'Annexe 1 de la présente Convention.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Il y a défaut :

6.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

C D.

6.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 6.1.2, 6.1.3 ou 6.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

6.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 6.2 ou 6.3, l'Organisme doit remettre le Local loué selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours. L'Organisme doit alors remettre le Local loué selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention.

7.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention que ce soit en vertu de l'article 7.1 ou de tout autre article de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

Nonobstant sa date de signature par les Parties, la présente Convention entre en vigueur le 1er octobre 2022 et se termine, sous réserve des articles 6 et 7, le 30 mars 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison

C D.

que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
REMISE DU LOCAL

9.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour toute autre cause, l'Organisme doit libérer le Local en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si le Local est rendu substantiellement inutilisable à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer le Local.

ARTICLE 10
FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou des dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée,

C D.

un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

C D.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant est soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec et doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

13.9 Avis

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Avis à l'Organisme

Tout avis à l'Organisme doit être transmis au 105-2141 Thurston Drive, Ottawa, Ontario, K1 6C9 et être adressé à l'attention du chef de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, tout avis à l'Organisme doit être transmis au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

C D.

Avis à la Ville

Tout avis à la Ville doit être transmis au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 4e étage, Montréal, Québec H3C 0G4 et être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[*signatures à la page suivante*]

C D.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN (1) EXEMPLAIRE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …..e jour de …….. 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le …… e jour de ……. ……. 2022

ATHLÉTISME CANADA

Par : _____
M. Mathieu Gentès, chef de la direction

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ……..e jour de ……..2022. (Résolution CM).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU LOCAL

Nom de l'immeuble : Complexe sportif Claude-Robillard

Adresse : 1000, avenue Émile-Journault, Montréal (Québec) H2M 2E7

Local et horaires d'accès: le Local mis à la disposition de l'Organisme par la Ville, selon les horaires d'accès énoncés ci-dessous, est le bureau administratif décrit ci-dessous et les plateaux sportifs énoncés ci-dessous, lesquels incluent les plateaux sportifs d'appoint.

1. Bureau administratif

L'Organisme aura l'accès exclusif au bureau administratif portant le numéro de local 1.16 et comprenant 3 babillards appartenant à la Ville, du 1er octobre 2022 au 30 mars 2025 inclusivement, durant les heures d'ouverture du Complexe sportif Claude-Robillard, lesquelles sont disponibles sur le site Internet de la Ville.

Le bureau administratif sera utilisé par l'Organisme aux fins de la coordination des activités et des tâches de secrétariat.

2. Plateaux sportifs

L'Organisme aura l'accès non exclusif aux plateaux sportifs énoncés ci-dessous, du 1er octobre 2022 au 30 mars 2025 inclusivement, selon les horaires d'accès énoncés ci-dessous[1].

Plateaux sportifs mis à la disposition de l'Organisme (ces plateaux sportifs ne sont pas à la disposition exclusive de l'Organisme)	**Horaire d'accès**
Salle omnisports - Octobre à mars inclusivement Piste (1 couloir) Sprint Est et Sprint Ouest (4 couloirs)	lundi au vendredi: 10h à 12h30 15h à 17h

[1] Selon les disponibilités des plateaux sportifs (annulations possibles en raison d'événements, travaux ou autre)

C D.

Stade extérieur d'athlétisme - Avril à septembre inclusivement Piste extérieure Couloirs de sprint extérieur (4 couloirs)	lundi au vendredi : 10h à 12h30 15h à 17h

L'Organisme pourra avoir accès aux plateaux sportifs énoncés dans le tableau ci-dessus selon un horaire d'accès différent de celui énoncé dans ce tableau sur approbation écrite préalable du Responsable.

L'Organisme pourra également avoir accès à des plateaux sportifs d'appoint sur approbation écrite préalable du Responsable.

Loyer pour le bureau administratif et tarifs de location des plateaux sportifs :

1. Bureau administratif

En considération de la location du bureau administratif, l'Organisme devra verser à la Ville un loyer de neuf mille deux cent soixante-quatre dollars (9 264.00$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, pour la période allant du 1er octobre 2022 au 30 mars 2025.

Ce loyer doit être remis par l'Organisme à la Ville en trois versements égaux de trois mille quatre-vingt-huit dollars (3 088.00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, par chèque visé libellé à l'ordre de la Ville de Montréal comme suit:

- un premier versement au plus tard le 15 janvier 2023;
- un deuxième versement au plus tard le 15 janvier 2024;
- un troisième versement au plus tard le 15 janvier 2025.

La Ville transmettra à l'Organisme une facture pour chacun de ces versements, et ce, au moins trente (30) jours avant la date maximale pour effectuer chacun desdits versements.

2. Plateaux sportifs

En considération de l'utilisation des plateaux sportifs, l'Organisme versera à la Ville, par chèque visé libellé à l'ordre de la Ville de Montréal, le tarif horaire prévu ci-dessous selon le nombre d'heures d'utilisation de chacun des plateaux sportifs.

C D.

L'Organisme devra aviser la Ville 48 heures au préalable s'il ne souhaite pas utiliser un plateau sportif durant une plage horaire qui lui est réservée conformément à l'horaire d'accès prévu à la présente Annexe 1. Sans avis de l'Organisme dans ce délai, la plage horaire sera facturée même si l'Organisme n'a pas utilisé le plateau sportif.

La Ville se réserve le droit de procéder en tout temps à des annulations de plages horaires réservées à l'Organisme conformément à l'horaire d'accès prévu à la présente Annexe 1 en raison d'événements, travaux ou autre. Dans un tel cas, la plage horaire sujette à l'annulation ne sera pas facturée à l'Organisme.

Tarifs de location des plateaux sportifs	
Plateaux sportifs	**Taux horaire (taxes incluses)**
Salle omnisports : Piste (1 couloir) Sprint Est et Sprint Ouest (4 couloirs)	8.25$/h
Stade extérieur d'athlétisme: Piste extérieure Couloirs de sprint extérieur (4 couloirs)	8.25$/h
Plateaux d'appoint:	En fonction du Règlement sur les tarifs en vigueur, lequel est disponible sur le site Internet de la Ville, et qui sera confirmé par écrit à l'Organisme par le Responsable préalablement à l'utilisation des plateaux d'appoint.

La Ville transmettra à l'Organisme des factures pour la location des plateaux sportifs. Le montant de la location des plateaux sportifs sera payable par l'Organisme dans les trente (30) jours de la réception desdites factures.

C D.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229615004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Ratifier le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Athlétisme Canada du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 mars 2025 / Autoriser la réception de la somme estimée de 123 386,25$, taxes incluses, à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur estimée de 231 702,75$ à l'organisme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1229615004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5872
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229615006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Académie de baseball Canada jusqu'au 30 avril 2023 / Autoriser la réception de la somme estimée de 12 867,80 $ taxes incluses à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur de 19 537 $ à l'organisme

Il est recommandé :
1) d'approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux sportifs du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Académie de baseball Canada jusqu'au 30 avril 2023;

2) d'autoriser la réception de la somme estimée de 12 867,80 $ taxes incluses à cette fin conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

3) d'autoriser une subvention immobilière d'une valeur de 19 537 $ à l'organisme.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-27 16:34

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229615006**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Académie de baseball Canada jusqu'au 30 avril 2023 / Autoriser la réception de la somme estimée de 12 867,80 $ taxes incluses à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur de 19 537 $ à l'organisme

CONTENU

CONTEXTE

L'Académie de baseball Canada (ABC) utilise des installations du Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) dans le cadre de ses activités. Cet organisme offre un programme de baseball de haute performance pour les joueurs élites de la province (une cinquantaine de joueurs âgés de 16 à 19 ans).
Selon la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes* de la DGIS (Division de la gestion des installations sportives), il s'agit d'un organisme sans but lucratif (OSBL) dont l'intervention est liée à la mission de sport de haut niveau de la Direction des sports. Une entente peut donc être convenue et définie avec cet organisme pour la location de plateaux sportifs ou d'autres locaux disponibles au CSCR (art.2.4.4).

Ce sommaire vise à approuver un projet de convention, entre l'organisme et la Ville, établissant les modalités et les conditions de location de plateaux sportifs ou d'autres locaux disponibles au CSCR.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1582 Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'à mars 2022 / Autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 39 296 $
CE19 1173 Adopter les orientations et les objectifs de la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes* de la Division de la gestion des installations sportives du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

DESCRIPTION

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite conclure avec l'ABC une entente de location de plateaux sportifs et d'un bureau administratif au CSCR, afin que l'organisme puisse maintenir les conditions optimales d'entraînement pour ses athlètes. Cela représente la location des plateaux suivants (heures estimées) :

- salle polyvalente, 120 heures par année;
- salle omnisports, 217,5 heures par année;
- un bureau administratif de 247 pieds carrés.

Le projet de convention qui définit les conditions de location de plateaux sportifs et d'un bureau administratif à l'organisme sera effectif dès sa signature et se terminera le 30 avril 2023.

JUSTIFICATION

Selon la tarification en vigueur, l'ABC devrait débourser annuellement la somme estimée de 29 160 $ pour la durée de l'entente, ce qui représente un coût significatif pour démarrer un projet de cette envergure.
En tenant compte de la capacité financière de l'organisme, et pour ne pas nuire à l'offre de service aux athlètes, il est recommandé de réduire sa contribution à 33 % du tarif. Cette réduction partielle permettra à l'organisme d'ajuster son budget, et ce d'autant plus que le contexte économique actuel a affecté les finances des organisations sportives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Utilisation estimée des plateaux et tarification :

Utilisation estimée - période de novembre 2022 à avril 2023			**Facturation à l'organisme**		
Plateaux	**Nombre d'heures**	**Tarif horaire 2022**	**Tarif horaire (soit 33 % du tarif régulier)**	**Total estimé pour la période**	**Estimation de la réduction totale accordée**
Salle omnisports	217,5	112 $	36,96 $	8 038,80 $	16 321 $
Salle polyvalente	120	40 $	13,20 $	1 584 $	3 216 $
Bureau administratif *				3 244 $	0 $
Total				**12 867,80 $**	19 537 $

** le loyer a été établi à un taux de 13,13 $ par pied carré.*

L'organisme versera à la Ville une somme estimée de 12 867,80 $, taxes incluses, pour la période de novembre 2022 à avril 2023 pour l'utilisation des installations, du matériel et des services au CSCR. Une facturation mensuelle reflétant l'utilisation réelle des plateaux sera transmise à l'organisme.

Ces revenus seront comptabilisés au budget de l'exercice 2022 et de l'exercice 2023 du SGPMRS, à la DGIS.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (priorités 19 et 20).

Il est également en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le sommaire est approuvé, il permettra de poursuivre l'offre de service aux athlètes de l'Académie du baseball du Canada. Un refus pourrait entraîner une perte de cette offre de service dans nos installations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'organisme devra se conformer aux mesures sanitaires recommandées par les autorités de la santé publique qui seront en vigueur lors de l'utilisation des plateaux. L'organisme sera facturé en fonction des heures réelles utilisées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2022 : Début de la convention
30 avril 2023 : Fin de la convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-17

Estelle OUELLETTE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-9259
Télécop. :

Geneviève FRAPPIER
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-2825
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-27

Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc.
4545, Ave. Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec H1V 0B2
Canada

Montréal, le 20 novembre 2020

Jean-François Dulièpre, Chef de Division
Division de la Gestion des Installations Sportives
Service des grand-parcs, du Mont-Royal et des sports
Complexe Sportif Claude-Robillard
1000, Avenue Émile-Journault
Montréal, Québec H2M 2E7

Objet : Demande de dérogation

Bonjour,

La présente fait suite à votre courriel du 11 novembre dernier ainsi qu'à nos discussions avec Mme Geneviève Frappier.

Au soutien de notre demande de dérogation, voici quelques informations pertinentes au sujet de l'Académie de Baseball du Canada :

Histoire :

Fondée à Montréal en 1990, l'Académie de baseball du Canada (ABC) a vu le jour grâce aux efforts concertés de Baseball Canada, de Baseball Québec et des Expos de Montréal. L'ABC est un centre d'entraînement qui offre un programme de baseball de Haute Performance pour les joueurs élites du Québec âgés de 16 et 19 ans.

Au départ, le programme avait comme principale fonction de nourrir l'équipe nationale Senior du Canada. L'ABC avait donc la tâche d'entraîner les meilleurs joueurs de l'est du pays pendant la saison morte, soit de septembre à avril. Comme les compétitions d'envergure étaient alors réservées aux amateurs, les joueurs de l'équipe nationale Senior étaient pour la plupart âgés de plus de 21 ans. Baseball Canada, qui avait déjà des assises à Vancouver avec le National Baseball Institute (NBI), pouvait maintenant entraîner ses meilleurs joueurs d'un océan à l'autre!

Par la suite, afin de mieux desservir la clientèle voulant vivre l'aventure des collèges américains, le mandat de l'ABC s'est peu à peu modifié afin d'accueillir une clientèle plus jeune. L'encadrement annuel des joueurs devenait donc une priorité pour la Haute Performance de Baseball Québec, ce qui donna naissance, en 1999, au programme des Ailes du Québec. Les meilleurs joueurs 17 ans et moins de la province pouvaient être réunis afin de jouer ensemble pendant la saison estivale.

Depuis que les joueurs professionnels peuvent participer aux Jeux olympiques, Baseball Canada a mis l'accent sur son équipe nationale Junior (18U). Cette nouvelle formation des Ailes du Québec pavait ainsi la voie de nos meilleurs talents vers l'équipe canadienne Junior!

Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc.
4545, Ave. Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec H1V 0B2
Canada

La Haute Performance Baseball Québec demeurait tout de même scindée en deux : les athlètes faisaient partie des Ailes du Québec pendant l'été et la grande majorité poursuivait la saison automnale et hivernale avec le programme de l'ABC.

Afin d'uniformiser la Haute Performance, les programmes des Ailes du Québec et de l'ABC furent regroupés en 2016 sous l'Académie de baseball du Canada. Cette fusion avait pour but d'améliorer et de simplifier la visibilité de nos joueurs en les présentant sous un seul et même vocable. C'est ainsi que l'ABC devenait un programme annuel «officiel».

Avec deux équipes estivales (16U et 18U), les athlètes de l'ABC peuvent maintenant aspirer à un encadrement serré pouvant s'étendre sur plus de deux années consécutives.

Encadrement des athlètes :

À l'ABC, le jeune athlète est entouré de personnel qualifié et il a la chance de se développer plus sérieusement dans des infrastructures intérieures adaptées pour le baseball. Le programme leur permet d'aspirer à un passage avec l'équipe nationale Junior du Canada, à une expérience internationale ou à une carrière professionnelle. Au fil du temps, l'ABC a été un pont-levis pour de nombreux athlètes qui ont poursuivi leur carrière de joueur en joignant les rangs d'un collège américain.

Pour le meilleur développement possible, les athlètes de l'Académie de baseball du Canada peuvent compter sur l'appui d'intervenants de plusieurs sphères. Tout au long de leur parcours au sein de l'ABC, les joueurs peuvent compter sur les entraîneurs du programme, les employés de Baseball Québec, les spécialistes externes (préparateur mental, nutritionniste, kinésiologue, spécialiste des sprints, NPU, Recruit Québec, etc.), le Ministère de l'Éducation et des Études Supérieures ainsi que Baseball Québec et son conseil d'administration.

Mission :

La mission de l'ABC est de mettre en place les conditions idéales au développement des meilleurs espoirs de la structure d'excellence de Baseball Québec et de leur offrir des meilleurs outils leur permettant de tracer leur propre voix dans le baseball d'excellence.

Vision :

Être reconnu au Canada comme étant le meilleur programme de développement des joueurs d'excellence autant au niveau que sur le plan individuel. L'ABC souhaite non seulement former de bons joueurs de baseball, mais également de bons citoyens

Valeurs :

L'ABC prône l'empathie, le respect, le dépassement de soi l'éthique et l'altruisme.

Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc.
4545, Ave. Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec H1V 0B2
Canada

Philosophie du programme :

- Un environnement sain du début à la fin
- De bonnes communications : vous payez, vous devez savoir
- Un code de conduite pour les joueurs et les entraîneurs en tout temps
- La scolarité, c'est important
- Une bonne philosophie de jeu
- Une bonne philosophie d'équipe

Demande de dérogation

L'Académie de Baseball du Canada regroupe approximativement une cinquantaine de joueurs par année dans son programme. Malgré toutes les subventions du Programme de Soutien au développement de l'excellence du Ministère, les athlètes de l'ABC doivent tout de même débourser plus de $10,000 par année pour faire partie du programme. Le prix de location des installations sportives est directement lié à la cotisation des athlètes de l'ABC.

Une facture supplémentaire représentant plusieurs dizaines de milliers de dollars pourrait nous forcer à recevoir ces coûts d'inscriptions à la hausse et pourraient empêcher certains de nos meilleurs athlètes d'y adhérer.

Dans les circonstances, nous serions prêts à payer des frais de locations annuels fixés à approximativement 30% de ce qui devrait nous être exigé.

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire.

Maxime Lamarche
Directeur général
Baseball Québec
Académie de baseball du Canada
Ligue de développement AAA

EXTRAIT DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION TENUE LE 6 SEPTEMBRE 2022

« Il est proposé par le conseil d'administration et résolu à l'unanimité d'autoriser Maxime Lamarche à signer tous les documents nécessaires en vue de la mise en place de l'entente pour la location du Centre Claude-Robillard. »

Ce 6e jour du mois de septembre 2022,

Chantal Chartrand

Chantal Chartrand, Adjointe exécutive
Fédération de Baseball Amateur du Québec Inc.

CONVENTION DE LOCATION DE LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE22-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 7665 Boul Lacordaire, Montréal, Québec, H1S 2A7, agissant et représentée par M. Maxime Lamarche, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141058719
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1018476246

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un centre d'entraînement qui offre un programme de baseball de haute performance pour les joueurs élites du Québec, âgés de 16 à 19 ans;

ATTENDU QUE l'Organisme a besoin d'un local pour réaliser ses activités;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses activités en lui louant un Local, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et le l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme reconnaissent que certains ajustements ou certaines adaptations en raison de la pandémie de la COVID-19 sont nécessaires;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Local, loyer et conditions d'utilisation;

2.2 « **Local** » : le local mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant

dûment autorisé;

2.4 « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions de location du Local à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 Conditions générales

4.1.1 prendre le Local dans l'état où il se trouve; à cet égard, en signant la présente Convention il s'en déclare satisfait;

4.1.2 utiliser le Local loué par la Ville exclusivement aux fins décrites à la présente Convention et à l'Annexe 1;

4.1.3 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans le Local sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

4.1.4 informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans le Local ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit au Local;

4.1.5 ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur du Local sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4.1.6 respecter les normes de la Ville concernant l'identification du Local loué, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

4.1.7 n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans le Local;

4.1.8 veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans le Local. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

4.1.9 veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l'immeuble ni celle des occupants des immeubles voisins;

4.1.10 s'assurer que le Local soit utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

4.1.11 collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

4.1.12 s'assurer que les usagers du Local respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;

4.1.13 maintenir en bon état de propreté le Local pendant la durée de la présente Convention et faire l'entretien ménager du Local;

4.1.14 donner accès au Local à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon

état de l'immeuble;

4.1.15 respecter toute directive ou mesure sanitaire devant être mise en place en raison de la Covid-19;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage du Local et pour toute activité devant se tenir dans le Local et payer directement aux organismes qui les imposent tous les impôts, toutes les taxes, tous les permis et tous les droits exigés relatifs à l'usage du Local ou toute activité se déroulant dans le Local;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans le Local et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Conseil d'administration

4.4.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.5 Responsabilité

4.5.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toutes demandes, tous recours ou toutes poursuites intentées contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tous jugements, toutes condamnations ou de toutes décisions qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.5.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.6 Loyer

4.6.1 verser à la Ville, en contrepartie de la location du Local, les sommes indiquées à l'Annexe 1, selon les modalités prévues.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

5.1 mettre le Local à la disposition de l'Organisme en tout temps pendant la durée de la présente Convention, conformément à l'horaire prévu à l'Annexe 1;

5.2 donner libre accès au Local aux employés de l'Organisme ainsi qu'au public, selon l'horaire prévu à l'Annexe 1 de la présente Convention;

5.3 chauffer et maintenir en tout temps dans le Local une température convenable aux besoins de l'Organisme;

5.4 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation du Local selon les

besoins ordinaires de l'Organisme;

5.5 l'entretien et les réparations au besoin;

5.6 remettre mensuellement une facture à l'Organisme pour la location du Local, comme indiqué à l'Annexe 1.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Il y a défaut :

6.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

6.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 6.1.2, 6.1.3 ou 6.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

6.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 6.2 ou 6.3, l'Organisme doit remettre le Local loué selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours.

7.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 6 et 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
REMISE DU LOCAL

9.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 6, 7 ou 10, l'Organisme doit libérer le Local en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si le Local est rendu substantiellement inutilisable à la suite d'un incendie ou

d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer le Local.

ARTICLE 10
FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou des dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre

façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7665 Boul Lacordaire, Montréal, Québec, H1S 2A7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 4^{e} étage, Montréal, Québec H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN (1) EXEMPLAIRE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 22

VILLE DE MONTRÉAL

Par : : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de 22

ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA

Par : _____
Maxime Lamarche

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__. (Résolution CE22 _____).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU LOCAL

Nom de l'immeuble : Centre sportif Claude- Robillard

Adresse : 1000, avenue Émile-Journault, Montréal (Québec) H2M 2E7

Local : la Ville met à la disposition de l'Organisme un bureau à usage exclusif, soit le local S.1.18 et certains plateaux sportifs selon un horaire défini avec la Ville, comme décrit ci-dessous.

Jours et heures d'accès au bureau administratif : l'Organisme aura accès au bureau administratif en tout temps durant les heures d'ouverture du Centre sportif Claude Robillard, lesquelles sont disponibles sur le site Internet de la Ville de Montréal.

Autres espaces accessibles à l'Organisme : l'Organisme aura accès aux plateaux sportifs décrits ci-dessous, mais non exclusivement.

Usage du Local : le bureau administratif sera utilisé par l'Organisme aux fins de la coordination des activités et des tâches de secrétariat.

Description des plateaux sportifs mis à la disposition de l'Organisme1 de novembre 2022 au 30 avril 2023

Plateaux sportifs mis à la disposition de l'Organisme (ces plateaux sportifs ne sont pas à la disposition exclusive de l'Organisme)	Horaire d'accès
Salle omnisports (partie centrale)	lundi, mercredi, vendredi: 14 h 15 à 15 h lundi au vendredi : 15 h à 16 h
Salle polyvalente	deux jours par semaine, entre 16h et 18h, du lundi au vendredi, en fonction des disponibilités

Loyer pour le bureau administratif et tarifs de location des plateaux sportifs

1. En considération de la location du bureau administratif, l'Organisme devra verser à la Ville un loyer de trois mille deux cent quarante-quatre dollars (3 244 $) pour la durée de la Convention, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

La somme sera remise à la Ville en deux versements :

- un premier versement au montant de mille cinq cent soixante-quinze dollars (1 622 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de mille cinq cent soixante-quinze dollars (1 622 $), au plus tard le 30 janvier 2023.

2. En considération de l'utilisation des plateaux sportifs, l'Organisme versera à la Ville le tarif horaire prévu ci-dessous selon le nombre d'heures d'utilisation de chacun des plateaux sportifs.

L'Organisme devra aviser la Ville s'il souhaite annuler une réservation dans un délai de 48 heures. Sans avis de l'Organisme dans ce délai, la plage horaire sera facturée même si l'Organisme n'a pas utilisé le plateau sportif.

[1] Selon les disponibilités des plateaux (annulations possibles en raison d'événements, travaux ou autre)

Tarifs de location des plateaux sportifs	
Plateau sportif	**Taux horaire (taxes incluses)**
Salle omnisports (centre de la piste, corridors, demi-lune, aire de saut)	36,96 $
Salle polyvalente	13,20 $

La Ville transmettra à l'Organisme des factures pour la location des plateaux sportifs. Le montant de la location des plateaux sportifs sera payable par l'Organisme dans les 30 jours de la réception desdites factures.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229615006*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division de la gestion des installations*
Projet : *Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Académie de baseball Canada jusqu'au 30 avril 2023 / Autoriser la réception de la somme estimée de 12 867$ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 19 537 $*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* *20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Maintenir une offre de service pour les joueurs élites de baseball de la Province

Maintenir l'attractivité et la renommée du Complexe sportif Claude-Robillard

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229615006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et Académie de baseball Canada jusqu'au 30 avril 2023 / Autoriser la réception de la somme estimée de 12 867,80 $ taxes incluses à cette fin / Autoriser une subvention immobilière d'une valeur de 19 537 $ à l'organisme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1229615006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1225323005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er avril 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication et sur la tour de la Ville située sur le Mont-Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 151 685,91 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er avril 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication et sur la tour de la Ville situé sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 151 685,91 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Philippe KRIVICKY **Le** 2022-10-31 09:39

Signataire : Philippe KRIVICKY

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225323005**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er avril 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication et sur la tour de la Ville située sur le Mont-Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 151 685,91 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2018, la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique (Consulat) un espace à l'intérieur de la voûte de télécommunication du Mont-Royal (Voûte) et sur la tour de la Ville située sur le Mont-Royal. Le site permet d'assurer une couverture complète sur l'île de Montréal. Le bail viendra à échéance au 31 mars 2023. Le Consulat a exercé sa première option de renouvellement, tel que prévu au bail. Le choix du site est très stratégique pour le Consulat.
Le Service des technologies de l'information (STI) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour négocier la convention de prolongation de bail pour une durée additionnelle de 5 ans, à compter du 1er avril 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0114 du 22 février 2018 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique pour une période de 5 ans, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du Mont-Royal et sur la tour de la Ville située sur le Mont-Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 138 186,66 $, excluant les taxes

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue au Consulat des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication et sur la tour située sur le Mont-Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication. Le bail est pourvu de trois options de renouvellement de 5 ans chacune, selon les mêmes termes et conditions du bail initial, soit une augmentation de 2 % annuellement. Une option de résiliation permettant aux deux parties de résilier le bail sans

pénalité y est également prévue.

JUSTIFICATION

Le STI est d'accord à poursuivre la location avec le Consulat. Il est important de mentionner que la Ville accueille d'autres occupants externes tels que le Centre de services partagés du Québec, Environnement Canada, Radio-Canada et la Société de transport de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voici le détail de la recette prévue pour la location.

	Recettes antérieures 2022	Recettes du 1er avril au 31 décembre 2023	Recettes annuelles 2024	Recettes annuelles 2025-2028	TOTAL
Recettes annuelles	28 576,21 $	21 860,79 $	29 584,94 $	100 240,18 $	151 685,91 $
TPS	1428,81 $	1 093,04 $	1 479,25 $	5 012,01 $	7 584,30 $
TVQ	2 850,48 $	2 180,61 $	2 951,10 $	9 998,96 $	15 130,68 $
Recettes totales taxes incluses	32 855,50 $	25 134,45 $	34 015,30 $	115 251,20 $	174 400,96 $

Cette recette sera comptabilisée au budget de fonctionnement du SSI. La recette est indexée de 2 % annuellement, selon les modalités prévues au bail.
Les frais d'énergie, de climatisation, d'une génératrice et l'entretien ménager du site sont inclus dans le loyer. Le loyer annuel est défini en tenant compte du nombre d'équipements en place et non en terme de superficie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une location pour des équipements de télécommunication.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est essentiel d'assurer les besoins en radiocommunication du Consulat, et advenant un refus, le locataire devra trouver un autre site et privera la Ville d'un revenu.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier n'est pas affecté par la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: Novembre 2022
CM: Novembre 2022
CG : Novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Simon L LALIBERTÉ, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-949-9881
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-17

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2022-10-31

Service de la stratégie immobilière -Section locations
Dossier: 0128-108
Espace a l'intérieur de la voûte sise au 1100, Camilien-Houde
Détail des recettes annuelles pour la durée du

	2022 Recettes antérieures	Recettes annuelles du 1er avril au 31 décembre 2023	Recettes annuelles 2024	Recettes annuelles 2025	Recettes annuelles 2026	Recettes annuelles 2027	Recettes annuelles du 1er janvier au 31 mars 2028	Total
Recettes annuelles	28,576.21 $	21,860.79 $	29,584.94 $	30,176.63 $	30,780.17 $	31,395.77 $	7,887.61 $	151,685.91 $
TPS (5%)	1,428.81 $	1,093.04 $	1,479.25 $	1,508.83 $	1,539.01 $	1,569.79 $	394.38 $	7,584.30 $
TVQ (9,975%)	2,850.48 $	2,180.61 $	2,951.10 $	3,010.12 $	3,070.32 $	3,131.73 $	786.79 $	15,130.67 $
Recettes totales incluant les	32,855.50 $	25,134.44 $	34,015.28 $	34,695.58 $	35,389.50 $	36,097.29 $	9,068.78 $	174,400.88 $

Loyer annuel	28,576.21 $	29,147.73 $	29,730.69 $	30,325.30 $	30,931.81 $	31,550.44 $	151,685.98 $

100,240.18 $
5,012.01 $
9,998.96 $
115,251.15 $

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Dominico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, agissant par Daniel Hughes, Directeur de l'Administration, Consulat des Etats-Unis ayant son siège au 1134, Sainte-Catherine Ouest, Montréal, province de Québec, H3B 5K2, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il déclare.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : Un espace à l'intérieur de la voûte sis au 1100, voie Camilien-Houde sur le Mont-Royal, à Montréal.

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 28 février 2018, (le « **Bail Initial** »), concernant le droit d'utiliser un espace dans la voûte situé au 1100, voie Camilien-Houde, sur le Mont-Royal, à Montréal (les « **Lieux loués** »), pour un terme de cinq (**5**) ans, débutant le 1er avril 2018 et se terminant le 31 mars 2023 ;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire a exercé l'option de renouvellement prévue au Bail en vertu du courriel daté du 29 août 2022, transmis au Locateur **;**

ATTENDU QUE le Locataire souhaite exercer la première option de renouvellement qui est prévu à l'article 15 – Durée du Bail, selon les termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Paraphes	
Locateur	Locataire
	RDH

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période additionnelle de 5 ans, commençant le 1er avril 2023 et se terminant le 31 mars 2028.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrit à l'article 1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer** : Pendant toute la durée de la présente Convention, le Bail est consenti selon les conditions prévues à l'article 7 – Loyer du Bail.

   Pour les fins de clarification, le loyer annuel pour la première année est consentie en considération d'un loyer de **vingt-neuf-mille-cent-quarante-sept dollars et soixante-douze cents (29 147,72$)**, auxquels s'ajoutent les taxes de ventes (TPS et TVQ, ou toute autres taxes les remplaçants), payable en douze versements mensuels, égaux et consécutifs de **deux mille quatre-cent vingt-huit dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (2 428,98 $)**, chacun, auxquels s'ajoutent les taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter du 1er avril 2023.

   À chaque date d'anniversaire du Bail, le loyer annuel sera majoré automatiquement de deux pourcent (2%) annuellement.

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

5.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en version électronique, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Paraphes	
Locateur	Locataire
	RD ft

Le 17 octobre 2022

LOCATEUR
VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Dominico Zambito – greffier-adjoint

Le 17 octobre 2022

LOCATAIRE
CONSULAT GÉNÉRAL DES ETAT-UNIS D'AMÉRIQUE

_____

par :

R. Daniel Hughes
Directeur de l'Administration
Consulat Général des États-Unis

La présente convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2022. (Résolution CG)

Paraphes	
Locateur	Locataire

Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225323005*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique pour une période additionnelle de 5 ans, du 1er avril 2023 au 31 mars 2028, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 151 685,98 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o*
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225323005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue au Consulat général des États-Unis d'Amérique pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er avril 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication et sur la tour de la Ville située sur le Mont-Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour une recette totale de 151 685,91 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1225323005 - Ville loue à Consulat des É.-U.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-8914
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.033

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227883006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un remboursement de 4 096,38 $ à l'organisme Association canado-péruvienne pour pallier ses dépenses liées aux Week-ends du monde suspendu en 2022

Il est recommandé de :
1. Accorder un remboursement totalisant 4 096,38 $ à l'organisme Association canado-péruvienne pour pallier leurs dépenses liées aux Week-ends du monde suspendus en 2022 :

Organisme	2022
Association canado-péruvienne (Festival péruvien de Montréal) 6803, Av. du parc, Bur. 208, Montréal, (Québec), H3N 1W7 #NEQ-1144938983	4 096,38 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-28 14:08

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227883006**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un remboursement de 4 096,38 $ à l'organisme Association canado-péruvienne pour pallier ses dépenses liées aux Week-ends du monde suspendu en 2022

CONTENU

CONTEXTE

Au printemps 2022, après avoir lancé des appels d'offre qui n'ont pas donné de résultats concluants, la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD), de commun accord avec la Ville de Montréal, n'a eu d'autre choix que d'en arriver à la suspension de l'événement Week-ends du monde (WEM) 2022. Toutefois, le Service de la culture, par le biais de la Division festivals et événements (DFE), a accompagné les 8 organismes qui devaient présenter des activités dans le cadre des WEM 2022 afin de trouver des alternatives pour chacun d'eux.

La Ville a entrepris auprès de tous les organismes en vue de leur offrir une compensation financière pour les dépenses encourues suite à la suspension des WEM 2022, peu importe le scénario choisi.

Le présent dossier vise à rembourser les frais encourus par l'organisme Association canado-péruvienne pour les WEM qui a décidé d'annuler leur projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE221556, du 28 septembre 2022 - Accorder un remboursement totalisant 28 439,43 $ à l'organisme Association des Tunisiens aux Amériques pour leurs dépenses liées à l'événement ayant eu lieu le 9 août 2022 au Théâtre de Verdure.
CE22 1418 du 31 août 2022 - Accorder un remboursement de 13 237,31 $ à 4 organismes pour pallier leurs dépenses liées aux Week-ends du monde suspendus en 2022.
CE22 1084, du 22 juin 2022 - Accorder un soutien financier de 17 588,02 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour pallier les dépenses encourues à la suite de la suspension des Week-ends du monde en juillet 2022.
CE21 1536, du 1er septembre 2021 - Accorder un soutien financier de 81 582 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour pallier les dépenses encourues à la suite de l'annulation des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau en juillet 2021.
CM20 1025, du 19 octobre 2020 - Accorder un soutien financier de 12 662,50 $ à la Société

du parc Jean-Drapeau pour pallier les dépenses encourues à la suite de l'annulation des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau en juillet 2020 / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

DESCRIPTION

En 2019, l'événement s'est déroulé sur le site du nouvel amphithéâtre du parc Jean-Drapeau « Espace 67 », mais compte tenu de la crise sanitaire de la COVID-19, les WEM ont été annulés en 2020 et 2021.

Il était prévu initialement que les WEM auraient lieu pendant deux fins de semaine au mois de juillet en 2022, puisque la situation post-pandémique permettait le retour à une tenue des événements en présentiel. Cependant, vu le contexte complexe de pénurie de main-d'oeuvre et de hausses de coûts de production, les appels d'offres lancés par la SPJD n'ont pas obtenu les réponses attendues permettant à l'événement de se déployer comme il se doit. Cette situation a mené à la suspension des WEM 2022.

Afin d'accompagner les organismes qui n'ont pu tenir leur événement aux WEM comme prévu, la Ville a discuté avec ceux-ci afin de les aider à trouver un endroit et une date afin qu'ils puissent tenir une activité de remplacement. La DFE a donc organisé des rencontres avec les 8 organismes pour discuter des options proposées, le tout dans le but de trouver des solutions qui convenaient à chaque organisme.

Après les rencontres et discussions, cinq organismes ont choisi de ne pas aller de l'avant en 2022 (Jamaica Day, Québec-Maghreb La grande fête, Festival national de la Colombie, Festival Vénézuélien et Mexique à découvrir) mais seulement quatre d'entre eux ont des frais encourus à faire rembourser.

Plus tard, et après une certaine hésitation à présenter ou pas un événement, l'organisme Association canado-péruvienne pour les WEM a décidé d'annuler son projet pour 2022.

JUSTIFICATION

Le montant versé à l'organisme Association canado-péruvienne pour 2022 vise à pallier les différentes dépenses encourues pour la planification de leurs événements aux WEM

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 4 096,38 $, sera financé par le budget de fonctionnement de la Direction Cinéma - Festivals - Événements du Service de la culture.

Organisme	2022
Association canado-péruvienne (Festival péruvien de Montréal) 6803, av. du parc, Bur. 208, Montréal, (Québec), H3N 1W7 #NEQ-1144938983	4096,38 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus précisément, ce soutien financier suit les orientations « Stimuler l'innovation et la créativité » et « Renforce la solidarité, l'équité et l'inclusion » à travers les priorités :
- no 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et

l'épanouissement de toutes et tous
- no.9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
- no.15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce financement sert à pallier les dépenses encourues par les organismes pour les activités de remplacement ou pour rembourser les frais encourus suite à la suspension des WEM 2022. Tous les organismes qui devaient faire partie des WEM ont été accompagnés afin de les orienter vers la meilleure option pour eux. Le but étant, ultimement, de mettre en place une démarche de développement d'autonomisation pour les organismes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les organismes présenteront au besoin, en collaboration avec différents partenaires, divers projets dans des environnements adaptés aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement des activités. Le soutien à ces événements culturels aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, en soutenant les organismes et les artistes offrant des prestations en ces temps de reprise des activités post-pandémie. Dans la situation actuelle, la Ville et les Organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GOUDREAU
Commissaire - Festivals et événements

Tél : 514-774-4100
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438-820-0182
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
directeur - cinema, festivals et evenements
Tél : 514 809-3070
Approuvé le : 2022-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2022-10-28

Aperçu du vol



Votre réservation a été effectuée et est confirmée. Vous n'avez pas besoin de téléphoner pour reconfirmer cette réservation.

Dates de voyage
30 déc. 2021 - 30 déc. 2021

Nº d'itinéraire
72216533895841

Confirmation
4SJEWS (Air Canada)
QVWTZG (LATAM Airlines Group)

ID de réservation
4SJEWS

Nº de billet
0456963505151 (Ruben Albujar)

Modifier ou annuler cette réservation

Départ

jeu. 30 déc.

Air Canada 926

Montreal (YUL)
8 h 15
Aérogare : 1

Cancun (CUN)
13 h 10
Aérogare : 3

Cabine : Économie/Touriste (T)
Durée de 4h 55m

Escale de 3h 25m à Cancun (CUN)

LATAM Airlines Group 2459 exploité par SUBSIDIARY/FRANCHISE

Cancun (CUN)
16 h 35
Aérogare : 2

Lima (LIM)
21 h 40

Cabine : Économie/Touriste (L)
Durée de 5h 5m

Durée totale

13h 25m

Voyageur(s)

Ruben Albujar
Air Canada Aéroplan 627421383485083

Modifiez les détails sur le voyageur et faites des demandes spéciales. Veuillez confirmer toute demande auprès de votre compagnie aérienne.

Sommaire du prix

Voyageur 1 : Adulte595,95 $ CA
Vol476,00 $ CA
Taxes et frais119,95 $ CA

Total595,95 $ CA

Tous les prix sont en **CAD**.

CopaAirlines | A STAR ALLIANCE MEMBER

BOLETO ELECTRÓNICO POR RUBENSR ALBUJAR

14 abril 2022

Id de Orden
BFN0B5

Administrar su Reserva

Gracias por preferir a Copa Airlines para realizar su viaje. Encuentre a continuación los detalles de su reserva e itinerario.

DETALLES DEL PASAJERO

Nombre	# de Viajero Frecuente	Nivel Star Alliance	Número de Boleto
RUBENSR ALBUJAR			2302178431115

ITINERARIO DE VUELO:

LIMA(LIM) - PANAMA CITY(PTY) - Número de Vuelo- CM0264 - Economy Class

Salida	Llegada	Detalles del vuelo
sábado Abril 16, 2022 6:39 AM LIMA(LIM)	sábado Abril 16, 2022 10:19 AM PANAMA CITY(PTY)	Duración del vuelo:3h 40m Aeronave:73E Vuelo operado por: CopaAirlines Asientos Reservados: Si- Reservar o Cambiar de asientos.

Tiempo de escala en : 7h 40m

PANAMA CITY(PTY) - MONTREAL(YUL) - Número de Vuelo- CM0422 - Economy Class

Salida	Llegada	Detalles del vuelo
sábado Abril 16, 2022 5:59 PM PANAMA CITY(PTY)	Domingo Abril 17, 2022 12:40 AM MONTREAL(YUL)	Duración del vuelo:5h 41m Aeronave:73E Vuelo operado por: CopaAirlines Asientos Reservados: Si- Reservar o Cambiar de asientos.

CARGOS DE TRANSPORTE AÉREO

Descripción	tarifa
Ticket Fare RUBENSR ALBUJAR	1151.00 USD
Equivalent Fare	1455.00 CAD
PE	14.90

HW	30.01
PE	195.50
AH	1.25
Total	97.90 CAD

Para ver más sobre los detalles de la tarifa familiar, haga clic aquí Copa.com

FORMA DE PAGO:

Tarjeta de crédito	VIXXXXXXXXXXXX2594	CAD 97.90
	Fecha de caducidad:	0925
	Código de Autorización:	169336

Se cobrará una tarifa administrativa no reembolsable por persona y se agregará al precio total del boleto al comprar sus boletos en nuestras oficinas de ventas, aeropuertos y centros de reserva. La tarifa no se aplica a las compras realizadas en México. En algunos países, los impuestos locales pueden aplicar a la tarifa. Para obtener más información sobre esta tarifa administrativa, haga clic en aqui

Es responsabilidad del pasajero asegurarse de obtener y cumplir con los requisitos de viaje establecidos por las autoridades del lugar de origen, tránsito y destino. Antes de embarcar, Copa Airlines verificará que el pasajero cuente con los requisitos migratorios o sanitarios necesarios para el lugar de origen y de destino. Todo pasajero que proporcione información falsa o engañosa sobre dichos requisitos será responsable de los gastos incurridos o multas impuestas a la aerolínea por este motivo.

Favor de revisar la política de equipaje para obtener información sobre su equipaje permitido.

Políticas de viaje.
Términos y Condiciones de este contrato.
Contribuira la sustentabilidad ambiental

¿Necesita ayuda?
Para obtener información sobre reservas, cargos, estado de su vuelo y más, visite Copa.com

Síganos en las Redes Sociales:

Este correo electrónico ha sido enviado automáticamente a a_barcelli@hotmail.com para proporcionarle información sobre su viaje.
Por favor no responda a este correo electrónico con el botón 'Responder'. Para obtener ayuda, póngase en contacto con nuestro Centro de Reservas.
Revise nuestra política de privacidad.

PRODUCTIONS

CONTRATO DE SERVICIO ARTÍSTICO

1. Conste por el presente documento, el contrato de servicios artísticos que será suscrito por duplicado, de una parte el Sr. Luis Enrique Chávez Morales (Director Musical) con DNI 41266801, quien dirige el Marco Musical de la Agrupación Musical "AFRICANDELA", conformada por los siguientes Músicos: 1) Sr. Javier Guillermo Pizarro Miranda, identificado con DNI Nº 40821706, 2) Sr. Julio Jersson Joao Saldarriaga Flores, identificado con DNI Nº 47205224, 3) Sr. Yaul Jason Alcantara Carmen, identificado con DNI Nº 72491566, quienes a la vez acompañaran a los cantantes invitados al evento, todos domiciliados en Lima-Perú, a quienes en adelante se les denominará "**EL ARTISTA**"; y de la otra parte el Sr. Rubén Albujar Hurtado, identificado con DNI 06338894, en representación de XA Productions (promotora encargada de la Producción de la parte Artística del evento) y en representación de la Asociación Peruano-Canadiense, domiciliado en Montreal-Canadá, quienes en adelante se denominará "**LA EMPRESA**", en los términos y condiciones siguientes:

2. LA EMPRESA contrata a EL ARTISTA, para efectuar 1 (una) presentación de una duración de tres horas aproximadamente, la presentación se llevará a cabo en la ciudad de Montreal-Canadá, en el Festival Peruano De Montreal (Festival Weekend du Monde), el día sábado 09 de Julio 2022 (Fecha tentativa por confirmar), en el Parque Jean Drapeau.

3. **HONORARIOS**:

Por la presentación mencionada en la cláusula 2, LA EMPRESA abonará a EL ARTISTA, la suma neta de U$ 3,000.00 (Tres mil dólares americanos). El dinero será abonado de la siguiente manera: La suma de U$ 1,500.00 (Mil quinientos dólares americanos) en el momento de la firma del contrato, U$ 500.00 (Quinientos dólares americanos) a la obtención de la visa canadiense y la suma restante de U$ 1,000.00 (Un mil dólares americanos) el día sábado 09 de Julio del presente año.

4. **ALOJAMIENTO:**

LA EMPRESA proveerá y abonará el alojamiento en un único hotel para 03 (tres) personas de la delegación de EL ARTISTA.

5. **ALIMENTACIÒN:**

LA EMPRESA proveerá, almuerzos y/o cenas según el caso, para 03 (tres) personas que integran la delegación, de EL ARTISTA durante su estadía en la ciudad de Montreal.

6. **TRANSPORTE AÉREO**:

LA EMPRESA se compromete a asumir los gastos aéreos de EL ARTISTA con el itinerario siguiente: Lima-Montreal-Lima

7. **SONIDO, LUCES, INSTRUMENTOS Y EQUIPOS:**

LA EMPRESA proveerá a su entero costo, cargo y responsabilidad del sistema de sonido e iluminación para dicho evento. EL ARTISTA se compromete a hacer una prueba de sonido, horas antes de dicho evento.

8. **OBLIGACIONES DEL ARTISTA:**

EL ARTISTA se compromete a estar disponible para acudir al Consulado Canadiense las veces que sean requeridas para la obtención de la visa correspondiente. EL ARTISTA se compromete a presentarse en la fecha y hora convenida por aproximadamente 03(tres) horas de show musical. EL ARTISTA brindará a LA EMPRESA todo material gráfico, musical y audiovisual, que pueda ayudar a la promoción del evento. CUALQUIER INCUMPLIMIENTO DE ALGUNAS DE ESTAS OBLIGACIONES POR PARTE DEL ARTISTA, HARÁ QUE ESTE CONTRATO QUEDE RESUELTO AUTOMÁTICAMENTE DE ACUERDO A LO ESTIPULADO EN LA CLÁUSULA NUEVE.

9. **CANCELACIÓNS**:

Si EL ARTISTA decide cancelar la presentación de manera arbitraria, este deberá pagar a LA EMPRESA, una cantidad equivalente a 2 (dos) veces el monto del contrato, por los daños contra la imagen del mismo, en su relación con los auspiciadores y el público en general.

10. **AUTORIZACIÓN**:

EL ARTISTA autoriza a LA EMPRESA a incluirlo en todas las presentaciones por radio, prensa escrita, televisión o cualquier otra modalidad de publicidad en afiches, banderolas o en las entradas, desde el día de la firma de este contrato hasta el día del evento incluso.

11 .**PUBLICIDAD**:

Ambas partes se comprometen a ayudarse con todo tipo de publicidad, ya sea radial, televisiva, prensa escrita o todo otro medio publicitario que pueda beneficiar a cuyo evento, previo acuerdo de ambas partes.

12. **MODIFICACIONES**:

El presente constituye un acuerdo único, completo y vinculante para las partes. Se acuerda expresamente que el presente contrato no puede ser modificado por adición, cambios o alteraciones a no ser mediante instrumento escrito firmado y del mutuo acuerdo de las partes interesadas.

13. **CLÁUSULA DE ARBITRAJE**:

Las partes resolverán amigablemente cualquier discrepancia que surgiera de la interpretación de las cláusulas del presente contrato y de no llegar a una solución amistosa, presentarán cualquier conflicto ante la Corte correspondiente.

A la firma de este contrato EL ARTISTA no tiene ningún impedimento, ni orden judicial alguna, la cual pudiera impedirle salir del país, si por algún motivo se le presentara alguna orden judicial no pudiendo salir del país días previos al evento, EL ARTISTA se compromete a devolver el adelanto que se le entregó íntegramente, así mismo que una compensación a LA EMPRESA según indicado en la cláusula Nº 9 (nueve).

14. **VIGENCIA:**

Los acuerdos, términos y demás condiciones expresados en este contrato entrarán en vigor el día de su otorgamiento y firmas de ambas partes y por el término establecido en la cláusula Nº 1 (uno) del presente contrato.

14.1 Ratificando las cláusulas precedentes, las partes firman tres ejemplares de un mismo tenor y a un solo efecto el día 15 del mes de Marzo del 2022.

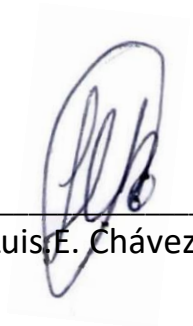
Ruben Albujar Hurtado
XA Producciones

Julio Arévalo Cisneros
Asociación Peruano-Canadiense

Luis E. Chavez Morales
EL ARTISTA

RECIBO DE ADELANTO DE PAGO

Consta por el presente documento, la entrega de la suma de $1,500.00 (un mil quinientos Dólares Americanos), al Señor Luis Enrique Chávez Morales, Director musical y Manager de la Agrupación Musical "AFRICANDELA", identificado con DNI Nº41266801, recibido de manos del Sr. Rubén Alejandro Albujar Hurtado, identificado con DNI Nº 06338894, en representación de la Association Canado-Péruvienne, por concepto de ADELANTO DE PAGO, para una presentación de la Agrupación Musical "Africandela", en el FESTIVAL PERUANO DE MONTREAL (Festival Weekend du Monde) a realizarse el día Sábado 09 de Julio 2022, según consta en el Contrato de Servicio Artístico, firmado el día 15 del mes de Marzo del 2022.



_____

Luis E. Chávez Morales



_____

Rubén A. Albujar Hurtado

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227883006

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction Cinéma - Festivals - événements, Division Festivals et événements

Projet : Accorder un remboursement de 4 096,38 $ à l'organisme Association canado-péruvienne pour pour pallier leurs dépenses liées aux Week-ends du monde suspendus en 2022.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- no 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

- no.9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

- no.15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus précisément, ce soutien financier suit les orientations Stimuler l’innovation et la créativité et Renforces la solidarité, l'équité et l'inclusion par le biais des actions suivantes :

Les montants versés aux organismes pour 2022 visent à pallier les différentes dépenses encourues pour la planification de leurs événements aux WEM. Ce sont des organismes de la diversité et dont les événements sont à la base destinés à tous les publics, à Montréal, dans des endroits accessibles, favorisant la découverte de nouvelles cultures. De plus, le soutien financier permet de soutenir les organismes socio-culturels, des artistes et des travailleurs culturels

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		x	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		x	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227883006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un remboursement de 4 096,38 $ à l'organisme Association canado-péruvienne pour pallier ses dépenses liées aux Week-ends du monde suspendu en 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1227883006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.034

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.035

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228080002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur.

Il est recommandé d'approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-10-19 18:54

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228080002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien est un organisme à but non lucratif ayant pour mission la promotion de la culture francophone. Il offre une programmation diversifiée de spectacles professionnels en arts de la scène, d'oeuvres cinématographiques et d'activités éducatives et culturelles. Acteur essentiel du développement culturel et social de son milieu, il s'adresse à la population de l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges. Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien a reçu un soutien financier du Service de la culture pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur. Le montant de la subvention accordée est de 250 000 $ (taxes incluses) et payable en deux versements: 225 000 $ (taxes incluses) et 25 000 $ (taxes incluses). Selon la convention, la fin de travaux était prévue en novembre 2022. Or, des délais au niveau de la confirmation des financements du projet par d'autres contributeurs ont entraîné un report de la date d'installation des équipements spécialisés jusqu'au mois d'octobre 2023 alors que la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Paulin-Julien arrive à échéance le 31 décembre 2022 .

Afin de permettre à l'organisme de finaliser son projet et de recevoir le deuxième versement d'un montant maximal de 25 000 $ (taxes incluses), un projet d'addenda à la convention a été rédigé pour modifier la convention initiale de manière à remplacer l'échéancier initial pour tenir compte de l'échéancier révisé, d'où le présent sommaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0666 - 20 avril 2022 - Accorder un soutien financier de 100 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2021-2022 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/ViIle 2021-2024 (EDCM)/ Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier/Imputer cette dépense

conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;
CM20 1159 - 16 novembre 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur / Approuver un projet de convention à cet effet;

CE20 1715 - 04 novembre 2020 - Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 250 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur/Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

CE19 1950 - 11 décembre 2019 - Accorder un soutien financier de 120 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2019-2020, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications 2018-2021/ Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

CA19 28 060 - 5 mars 2019 - Autoriser une subvention de 15 000 $ à titre de partenaire de saison du Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'année 2019. (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève).

CE18 2049 - 12 décembre 2018 - Accorder un soutien financier de 150 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son plan d'action 2018-2019 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel et approuver la convention à cet effet.

CA18 28 099 - 3 avril 2018 - Autoriser la signature du renouvellement de la convention-contribution-culture, sports, loisirs entre le Centre des arts de la scène Pauline-Julien et la Ville de Montréal (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève -37 000 $);

CA18 28 095 - 3 avril 2018 - Autoriser une subvention de 15 000 $ à titre de partenaire de saison du Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'année 2018 (Arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève).

DESCRIPTION

Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien est un diffuseur pluridisciplinaire dédié prioritairement à la promotion de la culture francophone dans l'Ouest-de-l'île en offrant une programmation diversifiée de spectacles professionnels en arts de la scène, d'œuvres cinématographiques et d'activités éducatives et culturelles. Acteur essentiel du développement culturel et social de son milieu, il s'adresse, avant tout, à la population de l'ouest de l'île de Montréal et de l'est de Vaudreuil-Soulanges. Une convention de contribution financière a été signée entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien. Le montant maximal de la subvention est de 250 000 $ (taxes incluses). Le Centre des arts de la scène Pauline-Julien a reçu un premier versement de 225 000 $ (taxes incluses) conformément au paragraphe 5.2 de la convention. Il a eu besoin d'un délai supplémentaire pour acquérir et installer les équipements spécialisés en lien avec son projet d'Amphithéâtre extérieur. La convention initiale se terminait le 31 décembre 2022. La fin des travaux est maintenant prévue pour le mois d'octobre 2023. Afin de permettre à l'organisme de finaliser son projet et de recevoir le dernier versement, un projet d'addenda à la convention est nécessaire puisque l'échéancier des travaux a été modifié.

JUSTIFICATION

Le présent sommaire permettrait à la Ville de Montréal d'effectuer le deuxième versement

d'un montant maximal de 25 000 $ à la fin des travaux malgré le report de la date d'installation des équipements spécialisés jusqu'au mois d'octobre 2023.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour rappel, extrait du GDD:1208080001: le coût total de ce dossier, soit 250 000 $, sera financé par le budget de fonctionnement du Service de la culture. Une somme de 225 000 $ sera versée en 2020 et le solde de 25 000 $ sera versé après la fin des travaux. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

L'acquisition et l'installation des équipements spécialisés du nouvel Amphithéâtre extérieur du Centre des arts de la scène Pauline-Julien répondent à l'atteinte des objectifs de « Montréal 2030 ». Le projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (Priorité 15) en ce qu'il contribue à soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition et l'installation d'équipements spécialisés pour le nouvel amphithéâtre extérieur du Centre des arts de la scène Pauline-Julien permettront :

- Une participation accrue des citoyens à la vie culturelle et au développement d'un sentiment d'appartenance;
- Une amélioration de services de proximité;
- La promotion de la culture francophone dans l'Ouest-de-l'île;
- La pérennisation de la mission de l'institution.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'échéancier actuel du projet prévoit le début des travaux fin avril 2023. Cet échéancier pourrait être ajusté selon l'évolution de la situation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le comité exécutif: 09 novembre 2022;
Approbation par le conseil municipal: 21 novembre 2022;
Acquisition des équipements spécialisés: février 2023;
Installation des équipements spécialisés: octobre 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabeur KEBAIER
Conseiller en planification

Tél : 514-868-8791
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-28

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - programmation et diffusion par interim

Tél : 514 872-7404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2022-10-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2022-10-18

AMPHITHÉÂTRE DE LA SALLE PAULINE-JULIEN

ÉCHÉANCIER DE CONSTRUCTION- VERSION 5 – 20 septembre 2021

ÉTAPES	PÉRIODE	Nouvelle période 20 sept 2021
Réponses attendues des demandes de financement	Janvier – Juin 2021	Octobre 2021
Préparation de l'appel d'offre pour services professionnels	Juillet 2021	Octobre 2021
Appel d'offres pour services professionnels	Août 2021	Novembre 2021
Choix de la firme	Septembre 2021	Décembre 2021
Préparation des plans et devis	Octobre 2021 – février 2022	Janv-mars 2022
Préparation de l'appel d'offre pour la construction	Février 2022	Mars 2022
Appel d'offres pour la construction	Mars 2022	Avril 2022
Signature de l'entente contractuelle	Avril 2022	Avril 2022
Début des travaux	Mai 2022	Mai 2022
Travaux de construction	Mai – juillet 2022	
Aménagement paysager et installation scénique	Août – septembre 2022	
Inauguration	Septembre 2022	Octobre 2022
Fin des travaux / réalisation des correctifs de chantier		Novembre 2022

20 septembre 2021

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228080002
Unité administrative responsable : *Service de la Culture-direction du développement culturel*
Projet : Approuver le projet de prolongation de la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur/Approuver l'addenda lié la convention à cet effet.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- La pérennisation de la mission de l'institution.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228080002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Addenda convention Centre des arts de la scène Pauline-Julien - CD - VF visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-14

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate - Chef de division par intérim
Tél : (438) 825-0355
Division : droit contractuel



ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES ARTS DE LA SCÈNE PAULINE JULIEN**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est le 15615 boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 5K8, agissant et représentée par Madame Annie Dorion, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 869373373
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1023409247
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 869373373RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignées dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville s'est engagée à verser une contribution financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000$) à l'Organisme pour l'acquisition des équipements spécialisés pour son nouvel amphithéâtre extérieur, laquelle a été approuvée par le conseil municipal par la résolution CM20 1159 en date du 16 novembre 2020 (ci-après la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE la Convention initiale se termine au plus tard le 31 décembre 2022;

ATTENDU QUE les délais au niveau de la confirmation des financements du Projet par d'autres contributeurs ont entraîné un report de la date d'installation des équipements spécialisés jusqu'au mois d'octobre 2023;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent donc modifier la Convention initiale afin de modifier sa durée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
MODIFICATIONS

1.1 La Convention initiale est modifiée en remplaçant l'article 9 par le suivant:

« ***ARTICLE 9***
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties. »

1.2 La Convention initiale est modifiée en remplaçant l'échéancier révisé des travaux à la page 57 de l'Annexe 1 par l'échéancier révisé des travaux joint en Annexe 1 du présent addenda.

ARTICLE 2
AUTRES DISPOSITIONS

2.1 Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

2.2 Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

[*Signatures à la page suivante*]

C D.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le ……e jour de ……. 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

Montréal, le ……e jour de ……2022

CENTRE DES ARTS DE LA SCÈNE PAULINE JULIEN

Par : _____

Madame Annie Dorion, directrice générale

Cet addenda été approuvé par **l**e conseil municipal de la Ville de Montréal, le …… e jour de ……2022. (résolution CM…….).

C D.

ANNEXE 1
ÉCHÉANCIER RÉVISÉ

ÉCHÉANCIER DE TRAVAIL

Projet révisé - Amphithéâtre

Mise à jour 17 août 2022

ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
Rencontre avec l'architecte	Septembre 2022
Préparation des plans et devis	Octobre 2022
Préparation de l'appel d'offre pour les travaux du dépôt technique, la régie technique, le repavage des dalles et le dalle de béton pour les personnes à mobilité réduite. (Construction et électricité)	Novembre 2022
Envoi de l'appel d'offre	Décembre 2022
Mise à jour des soumissions pour les équipements techniques	Sept.- nov. 2022
Choix de la firme	Janvier 2023
Signature de l'entente contractuelle	Février 2023
Achat des équipements techniques	Février 2023
Début des travaux	Fin avril 2023
Travaux de construction / électricité /etc.	Mai à juillet 2023
Essais techniques	Fin juillet 2023
Inauguration	Août 2023
Fin des travaux / réalisation des correctifs de chantier	Sept.-oct. 23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228080002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour l'achat et l'installation des équipements spécialisés pour son nouvel Amphithéâtre extérieur.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228080002 - Pauline Julien.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-11

Valérie LAVIGNE
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-7801
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.036

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227585002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2022. Approuver les deux projets de convention prévus à cet effet. Autoriser la directrice des bibliothèques à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit un montant de 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et un montant de 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2022 ;

2- d'approuver les deux projets de convention entre la Ville et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ;

3- d'autoriser la directrice des bibliothèques, du Service de la culture, à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal ;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-25 15:33

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227585002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2022. Approuver les deux projets de convention prévus à cet effet. Autoriser la directrice des bibliothèques à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

D'aussi loin que 1828, des bibliothèques publiques à financement privé offrent des services aux Montréalais-es. Malgré l'arrivée d'un réseau de bibliothèques publiques municipales, au milieu des années 1970, elles continuent d'offrir des services à la population montréalaise. Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal octroie, à même ses budgets de fonctionnement, des subventions non récurrentes à des bibliothèques privées desservant certains secteurs du territoire de l'ancienne Ville de Montréal. La Bibliothèque des jeunes de Montréal (Montreal Children's Library), succursale Vega, ainsi que la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater, bien que située à Westmount, bénéficient de telles subventions depuis 1959 en raison de la provenance de leur clientèle qui est majoritairement montréalaise.

À la fin de 2016, la Bibliothèque des jeunes de Montréal (Montreal Children's Library), succursale Vega, a mis fin à ses activités. L'organisme Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » qui œuvre auprès des jeunes et des familles (développement communautaire, réussite éducative, activités artistiques, etc.) a repris l'offre de services de bibliothèque dans les anciens locaux de la Bibliothèque des jeunes de Montréal (Montreal Children's Library), succursale Vega. Cet organisme utilise également les collections de documents, le mobilier et les équipements de l'ancienne succursale Vega.

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux

citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté ».

De plus, cela s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce encore que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1852 - 27 octobre 2021 - Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2021. Approuver les deux projets de convention prévus à cet effet. Autoriser la directrice des bibliothèques à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal.
CE20 1034 - 8 juillet 2020 - Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit un montant de 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et un montant de 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2020. Approuver les deux projets de protocoles d'entente prévus à cet effet. Autoriser la directrice des bibliothèques à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal.

CE19 0920 - 5 juin 2019 - Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit un montant de 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et un montant de 27 700 $ à la Direction chrétienne « Innovation Jeunes » pour l'année 2019. Approuver les deux projets de protocoles d'entente prévus à cet effet. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal.

CE18 0997 - 6 juin 2018 - Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater (24 700 $) et à la Direction chrétienne « Innovation Jeunes » (27 700 $) pour l'année 2018. Approuver les deux projets de protocoles d'entente prévus à cet effet. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal.

CE17 1099 - 21 juin 2017 - Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater (24 700 $) et à Direction chrétienne « Innovation Jeunes » (27 700 $) pour l'année 2017. Approuver les deux projets de protocoles d'entente prévus à cet effet. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal.

CE16 1001 - 8 juin 2016 - Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater (20 700 $) et à La Bibliothèque des jeunes de Montréal (Montreal Children's Library), succursale Vega (31 700 $) pour l'année 2016. Approuver les deux projets de protocoles d'ententes prévus à cet effet. Déléguer le directeur des bibliothèques, au Service de la

culture, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'ententes au nom de la Ville de Montréal selon les règles de délégation de pouvoir.

CE15 0811 - 29 avril 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 52 400 $ aux organismes ci-après désignés pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, à même le budget de fonctionnement, à la Bibliothèque et Centre d'informatique Atwater (20 700 $) et à la Montreal Children's Library, succursale Vega (31 700 $) pour l'année 2015. Approuver les 2 projets de protocole d'entente.

DESCRIPTION

La subvention de 52 400 $, pour l'année 2022, à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater (24 700 $) et à la Direction chrétienne « Innovation Jeunes » (27 700 $) leur permettra de continuer d'offrir leur prestation de services auprès de la population montréalaise.
La subvention pour l'année 2022 à la Direction chrétienne « Innovation Jeunes » servira à financer une continuité de services pendant une période qui se veut transitoire, et ce, jusqu'à l'ouverture de la bibliothèque du Centre Sanaaq, dans le district de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal ne dispose d'aucun programme officiel de subventions destiné aux bibliothèques privées sur son territoire. Toutefois, depuis quelques dizaines d'années, la Ville, par l'entremise de la Direction des bibliothèques (Service de la culture), accorde une subvention, non récurrente, à même son budget de fonctionnement à deux bibliothèques privées afin de :

- combler partiellement les lacunes de sa propre desserte dans le district Peter McGill;
- favoriser l'accès à la population montréalaise à leur bibliothèque;
- reconnaître le caractère historique de leur contribution à la communauté montréalaise.

En effet, tel qu'il est décrit dans le *Diagnostic des bibliothèques municipales de l'île de Montréal,* paru en juillet 2005, la distribution de points de services municipaux de bibliothèques sur le territoire de Montréal est insuffisante. Ces bibliothèques privées comblent donc en partie les lacunes du réseau municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière, non récurrente, de 52 400 $ sera financé par le Service de la culture à même son budget de fonctionnement, :

- Bibliothèque et centre d'informatique Atwater : 24 700 $
- Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » : 27 700 $

Le budget de subventions aux bibliothèques privées était centralisé à la Ville de Montréal jusqu'en 2002. Lors de la fusion municipale, ces montants ont été transférés aux arrondissements où étaient situées les bibliothèques privées. Depuis la défusion municipale en 2006, c'est la ville centre, par l'entremise de la Direction des bibliothèques (Service de la culture) qui assume la dépense pour ces deux établissements, et ce, afin que lesdites bibliothèques privées puissent offrir des services à plus de 5 000 Montréalais.e.

La Direction chrétienne « Innovation Jeunes » offre ces services à la population montréalaise

gratuitement.

Quant à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater, elle offre ces services à la population montréalaise au coût de 35 $ (abonnement annuel).

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Contributions financières de la Ville de Montréal versées depuis 2015 à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Culture	20 700 $	24 700 $	24 700 $	24 700 $	24 700 $	24 700 $	24 700 $
Ville-Marie		1 500 $	1 750 $	1 750 $	2 000 $	-	-
TOTAUX	20 700 $	22 200 $	26 450 $	26 450 $	26 700 $	24 700 $	24 700 $

Contributions financières de la Ville de Montréal versées depuis 2015 à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour diverses activités de loisirs et pour offrir à la population montréalaise un service temporaire de bibliothèque dans ses locaux, à la suite de la fermeture de la Bibliothèque des jeunes de Montréal (Montreal Children's Library), succursale Vega :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Culture		5 370 $	32 725 $	27 700 $	27 700 $	27 700 $	27 700 $
Diversité et inclusion sociale	1 249 $	1 249$	1 269 $	5 947 $	17 422 $	8 284 $	-
Ville-Marie	44 720 $	19 000 $	31 000 $	20 000 $	20 000 $	6 158 $	-
TOTAUX	45 969 $	25 619 $	64 994 $	53 647 $	65 122 $	42 142 $	27 700 $

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature de ce dossier, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et permet d'assurer la pérennité des services et des infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire montréalais.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater ainsi qu'à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » d'offrir leurs services de bibliothèque auprès de la population montréalaise.
Plus de 5 000 Montréalais.e.s se prévalent d'un accès à ces bibliothèques privées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Si des restrictions sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 sont remises en place, Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pourront offrir certaines activités auprès de leurs usagers, que ce soit à distance ou en ligne tout comme cela a été fait en 2020 et 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience

citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie DOUCET
Cheffe de la Division des programmes et services aux arrondissements

Tél : 514 209-4844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Dominique GAZO
Directrice des bibliothèques

Tél : 514 213-3220
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2022-10-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Les subventions versées à ces deux bibliothèques leur permettent d'offrir des services à une population que nous n'atteignons pas avec nos bibliothèques du réseau.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^me^ Dominique Gazo, directrice des bibliothèques, au Service de la culture, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6*;*

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA BIBLIOTHÈQUE ET CENTRE D'INFORMATIQUE ATWATER,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* RLRQ, c. C38, dont l'adresse principale est le 1200, avenue Atwater, Westmount, Québec, H3Z 1X4, agissant et représentée par M^me^ Lynn Verge, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s/o
Numéro d'inscription T.V.Q. : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 107686388RR0001

Ci-après, appelée
l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme exploite une bibliothèque située au 1200, avenue Atwater, Westmount, Québec, H3Z 1X4 (ci-après la « **Bibliothèque** »);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'annexe font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.2 « **Projet** » : l'exploitation et l'animation de la Bibliothèque par l'Organisme;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.5 « **Responsable** » : M^me^ Dominique Gazo, directrice des bibliothèques ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Unité administrative** » : Service de la culture

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 1, dans tout document,

communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément

à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatrevingtdix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Conditions particulières

4.9.1 offrir à la population montréalaise un abonnement dont le coût ne pourra pas excéder la somme de TRENTE-CINQ DOLLARS (35,00 $) ;

4.9.2 dans le but d'offrir un service accessible à toute la population montréalaise, l'Organisme garantit à la Ville que les heures d'ouverture de la Bibliothèque sont les suivantes :

Lundi	9 h à 18 h
Mardi	9 h à 18 h
Mercredi	9 h à 18 h
Jeudi	9 h à 18 h
Vendredi	9 h à 18 h
Samedi	Fermée
Dimanche	Fermée

Toute modification à l'horaire ci-dessus devra être communiquée au Responsable au moins dix (10) jours avant que le nouvel horaire soit applicable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENTS DOLLARS (24 700 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme maximale de VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT DOLLARS (24 700 $) sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de DOUZE MILLE TROIS CENT CINQUANTE DOLLARS (12 350 $) dollars dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de DOUZE MILLE TROIS CENT CINQUANTE DOLLARS (12 350 $) dollars, au plus tard le 30 novembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 octobre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1200, avenue Atwater, Westmount, Québec, H3Z 1X4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Dominique Gazo, directrice des bibliothèques

Le .....e jour de 2022

BIBLIOTHÈQUE ET CENTRE D'INFORMATIQUE ATWATER

Par : _____
Lynn Verge, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CE22 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE – BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{me} Dominique Gazo, directrice des bibliothèques, au Service de la culture, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6*;*

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE INC. « INNOVATION JEUNES »**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* RLRQ, c. C38, dont l'adresse principale est le 4824, Chemin de la Côte-des-Neiges, Local C, Montréal, Québec, H3V 1G4, agissant et représentée par M^{me} Jessica Jean-Denis, coordonnatrice de la Bibliothèque, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s/o
Numéro d'inscription T.V.Q. : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 1144497386

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme exploite une bibliothèque située au 2205, rue Tupper, Montréal, Québec, H3H 1Z4 (ci-après la « **Bibliothèque** »);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'annexe font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.2 « **Projet** » : l'exploitation et l'animation de la Bibliothèque par l'Organisme;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.5 « **Responsable** » : M^{me} Dominique Gazo, directrice des bibliothèques ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Unité administrative** » : Service de la culture

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 1, dans tout document,

communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément

à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Conditions particulières

4.9.1 offrir à la population montréalaise un abonnement gratuit à la Bibliothèque;

4.9.2 dans le but d'offrir un service accessible à toute la population montréalaise, l'Organisme garantit à la Ville que les heures d'ouverture de la Bibliothèque sont les suivantes :

Lundi	9 h-12 h et 16h - 18h
Mardi	16 h-18 h
Mercredi	16 h-18 h
Jeudi	16 h-18 h
Vendredi	10 h-18 h
Samedi	9 h-17 h
Dimanche	Fermée

Heures prolongées (48 heures par semaine) pendant la période estivale (juillet-août).

Toute modification à l'horaire ci-dessus devra être autorisée par le Responsable au moins dix (10) jours avant que le nouvel horaire soit applicable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-sept mille sept cents dollars (27 700 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme maximale de VINGT-SEPT MILLE SEPT CENT DOLLARS (27 700 $) sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de TREIZE MILLE HUIT CENT CINQUANTE DOLLARS (13 850 $) dollars dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de TREIZE MILLE HUIT CENT CINQUANTE DOLLARS (13 850 $), au plus tard le 30 novembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 octobre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale (deux millions) de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4824, Chemin de la Côte-des-Neiges, Local C, Montréal, Québec, H3V 1G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de

domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Dominique Gazo, directrice des bibliothèques

Le .....e jour de 2022

DIRECTION CHRÉTIENNE « INNOVATION JEUNES »

Par : _____
Jessica Jean-Denis, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution CE22 …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227585002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, à même le budget de fonctionnement, totalisant la somme de 52 400 $, soit 24 700 $ à la Bibliothèque et centre d'informatique Atwater et 27 700 $ à la Direction chrétienne inc. « Innovation Jeunes » pour l'année 2022. Approuver les deux projets de convention prévus à cet effet. Autoriser la directrice des bibliothèques à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds_GDD 1227585002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

CE : 20.037

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.038

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.039

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227019005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Approuver l'avenant à la convention initiale entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation (CG22 0173), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet

Il est recommandé :
1. d'approuver l'avenant à la convention initiale entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation (CG22 0173), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet.

Signé par Philippe KRIVICKY **Le** 2022-10-28 15:17

Signataire : Philippe KRIVICKY

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227019005**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Approuver l'avenant à la convention initiale entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation (CG22 0173), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet Affaires Montréal Régions, une contribution de 250 000 $ a été octroyée à la Ville de Montréal, par le Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI), afin de mettre en oeuvre ce projet. Le projet vise à faciliter, accélérer, simplifier et animer le développement de projets d'affaires entre les entreprises de la métropole et celles des régions, dans le domaine du bioalimentaire. Concrètement, il s'agit de six journées virtuelles qui combinent conférences et rencontres de maillage personnalisées.
Il est proposé de repousser la date de fin du projet du 31 décembre 2022 au 15 mars 2023. Ce changement de date est dû à un retard dans l'organisation des journées, qui devaient normalement se dérouler au printemps 2022 et qui ont finalement lieu à l'automne 2022. En finissant le projet au mois de mars 2023 plutôt qu'en fin d'année 2022, cela permettra aussi de procéder à une meilleure analyse des retombées et impacts du projet.

Il est donc proposé d'adopter un avenant afin de permettre la fin de l'entente au 15 mars 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0173 - 24 mars 2022 - Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 250 000 $ pour la mise en oeuvre du projet Affaires Montréal-Régions visant à favoriser le maillage d'entreprises de Montréal et des régions pour l'année 2022 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 250 000 $

DESCRIPTION

L'avenant proposé vise à décaler la fin du projet au 31 mars 2023 afin de permettre une meilleure reddition de comptes et analyse d'impact, considérant que les journées activités ont pris plus de temps à s'organiser. Ainsi, la période de projet supplémentaire permettra une meilleure analyse des retombées du projet.

L'avenant amené à la durée du projet ne change pas les montants d'aide prévus à la convention initiale et vient seulement décaler l'échéancier de réalisation et de fin de convention.

JUSTIFICATION

Divers facteurs ont rendu difficile le respect de l'échéancier initialement prévu dans la convention, et ce pour les différentes activités du projet. Ainsi, avec la nouvelle séquence des activités, il devient plus pertinent de repousser la date de fin du projet. Cela donnera l'occasion de récolter plus d'informations sur les retombées de ce projet et ainsi en faire une analyse plus poussée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent avenant n'a aucun impact financier sur ce qui était prévu initialement.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19 n'est prévu

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue au dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Journée 4: 15 novembre
Journée 5: 23 novembre
Journée 6: 28 novembre
Fin de la convention : 15 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire

Tél : 438-368-4556
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Louis-Pierre CHAREST
Chef de division par intérim

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique GERLAND
Commissaire - développement économique
Tél : 514 872-4278
Approuvé le : 2022-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
Directeur par intérim
Tél : 438-862-1818
Approuvé le : 2022-10-27

Avenant à la convention d'aide financière

Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence
Volet Soutien aux activités et aux projets structurants

Entre : **LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION,** agissant aux présentes pour et au nom du gouvernement du Québec, ici représenté par madame Caroline Coin, Directrice territoriale, dûment autorisée en vertu des Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Économie et de l'Innovation (RLRQ, chapitre M-14.1, r. 2);

ci-après appelé le « Ministre »;

Et : **VILLE DE MONTRÉAL (SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE),** une personne morale légalement constituée ayant un établissement au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal (Québec), H3B 4L5, ici représentée pour les fins des présentes par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

ci-après appelé l' « Organisme ».

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier la date de fin de la convention financière intervenue entre les parties en date du 25 mars 2022.

2. Modifications à la convention

À l'article **9b** de la convention, remplacer « débuter le Projet à compter du **2 février 2022** et au terminer au plus tard le **31 décembre 2022**; »

par « débuter le Projet à compter du **2 février 2022** et au terminer au plus tard le **15 mars 2023**; »

3. Modifications aux annexes A et B

Modification(s) à l'annexe A original

Échéancier

Activités	Début	Fin
1. Projet-pilote déployé auprès de 3 régions/MRC	2022-02-07	2022-06-31
2. Projet-pilote déployé auprès de 3 nouvelles régions/MRC	2022-02-07	2023-03-15

Modification(s) à l'annexe B original

Pour le versement final, les dépenses doivent avoir été engagées entre le **2 février 2022** et le **15 mars 2023** et acquittées au plus tard 90 jours après la fin de la convention.

Le Ministre SB pour CC

L'Organisme _____

Numéro de dossier : PADS-58100

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention d'aide financière entre les parties et lie celles-ci.

En foi de quoi, les parties ont signé le présent avenant à la convention fait en deux exemplaires originaux.

Pour le Ministre

15/07/2022



Date : _____

Sihem Benlizidia, Adjointe exécutive pour
Caroline Coin
Directrice territoriale

Pour l'Organisme

Date : _____

Me Domenico Zambito,
Greffier adjoint,

Le Ministre SB pour CC

L'Organisme _____

Numéro de dossier : PADS-58100

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.040

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228475006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal total de 210 000 $ à Diving Plongeon Canada, soit un soutien financier de 65 000 $ en 2023, 70 000 $ en 2024 et 75 000 $ en 2025 pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2023 à 2025 à Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. D'accorder un soutien total de 210 000 $ à Diving Plongeon Canada, soit un soutien financier de 65 000 $ en 2023; de 70 000 $ en 2024 et de 75 000 $ en 2025;

2. D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-21 09:59

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228475006**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal total de 210 000 $ à Diving Plongeon Canada, soit un soutien financier de 65 000 $ en 2023, 70 000 $ en 2024 et 75 000 $ en 2025 pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2023 à 2025 à Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Fédération internationale de natation (FINA) a confirmé la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon (Série) à Montréal pour les années 2023 à 2025. Diving Plongeon Canada (DPC), organisme à but non lucratif, est la fédération canadienne qui a pour but de promouvoir la croissance du sport du plongeon au Canada.
Le 27 avril 2022, DPC a transmis son plan d'affaires au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour présenter la tenue de cette compétition dans les installations olympiques de Montréal. Le soutien financier total demandé est de 240 000 $, soit 75 000 $ en 2023, 80 000 $ en 2024 et 85 000 $ en 2025.

Le présent dossier décisionnel vise à approuver un soutien financier de 210 000 $, soit un soutien financier de 65 000 $ en 2023, 70 000 $ en 2024 et 75 000 $ en 2025 avec DPC pour l'organisation d'une étape de la Série en 2023, 2024 et 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0634 - 27 octobre 2022
Résilier la convention de contribution avec Plongeon Québec (CG18 0116) ainsi que l'addenda (CG22 0102) venant la modifier pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon prévue en 2022.

CG18 0116 - 22 février 2018
Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018 / Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021 / Approuver le projet de convention à cette fin

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

DESCRIPTION

La Ville soutient financièrement la Série depuis 2018. La convention de quatre ans, qui devait se terminer en 2021, a été prolongée exceptionnellement jusqu'en 2022 suite au report de la Série mondiale 2021 à 2022. Cette entente, signée avec Plongeon Québec, prévoyait un soutien financier total de 240 000 $, soit un soutien financier annuel de 60 000 $.
La Série, accueille annuellement plus de 65 des meilleurs plongeurs au monde en provenance de plus de 15 pays. Les trois jours de compétition se déroulent dans la piscine du Stade Olympique devant plus de 5 000 spectateurs.

L'accueil annuel de cet événement aiderait la Ville à atteindre sa cible de trois événements dans la catégorie «Événement international unisport fédéré» de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs. Le plongeon fait partie des sports prioritaires à développer par la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Le soutien financier permettrait la réalisation de la Série de 2023 à 2025 à Montréal.
Il est justifié par l'analyse des cinq principes d'investissement :

Potentiel de succès (favorable)
DPC organise une étape de la Série avec succès depuis 2014. Avant de tenir la compétition à Montréal, l'organisme organisait l'événement à Windsor en Ontario. L'expérience acquise au Canada lors des huit dernières années augmente significativement les chances de succès de l'organisme.

Retombées économiques (satisfaisantes)
Le promoteur estime les retombées économiques de l'événement à 1,6 M $ pour Montréal, ce qui représente un retour sur investissement de plus de 19:1. Ce retour sur investissement est supérieur aux autres événements d'envergure internationale soutenus par la Ville de Montréal.

Retombées sociales et sportives (modérées)
L'événement permet à DPC de recueillir des fonds au profit des clubs de plongeon montréalais ayant cessé leurs activités pendant la pandémie. DPC mettra également de l'avant le programme «Plouf!: Initiation au plongeon» de Plongeon Québec afin de promouvoir le sport et favoriser le recrutement d'athlètes. Finalement, DPC offrira des opportunités de développement technique aux athlètes juniors, entraîneurs, juges et conseil d'administration des clubs en plus de redonner l'équipement acheté aux clubs. La valeur totale des legs est estimée à plus de 150 000 $. Ces différentes initiatives permettront à DPC de relancer la communauté locale de plongeurs qui a été décimée par deux années de pandémie. Montréal a perdu près d'un tiers des plongeurs qui étaient affiliés à un club local par rapport à 2019, en plus de la fermeture de 60% des clubs Montréalais. Un suivi serré du plan de legs sera effectué lors de la reddition de compte.

Rayonnement (important)
La Série est télédiffusée nationalement à Radio-Canada et CBC qui ont également les droits canadiens de webdiffusion. Le flux sera disponible sur la chaîne YouTube de la FINA. À l'international, la télédiffusion sera faite par Eurovision qui rejoint entre 15 et 20 pays pour plus de 200 millions de ménages. L'événement accueille également près de 30 membres des médias à chaque édition.

Infrastructures (sans objet)
Aucune construction n'est nécessaire pour tenir cet événement. L'utilisation du bassin olympique, rénové en 2015 pour correspondre aux normes de la FINA est une excellente occasion de promouvoir, au niveau international, la qualité des infrastructures disponibles à Montréal. Le Parc olympique dispose des meilleurs équipements sportifs en Amérique du Nord.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement municipal nécessaire à ce dossier, soit les sommes de 65 000 $ en 2023, 70 000 $ en 2024 et 75 000 $ en 2025 sont prévus au budget du SGPMRS. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, en vertu de la compétence « Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale». Le soutien recommandé est en deçà du pourcentage habituellement offert aux événements de cet envergure (entre 7 et 14 %) en raison des revenus autonomes prévus par DPC.

Bailleurs de fonds	Montant annuel						
	Confirmé*	2023	% des revenus	2024**	% des revenus	2025	% des revenus
Ville de Montréal	Non	65 000 $	5,4%	70 000 $	5,5%	75 000 $	6,2%
Tourisme Montréal (incluant des B&S)	Non	55 000 $	4,6%	55 000 $	4,3%	55 000 $	4,5%
Ministère de l'éducation du Québec	Non	250 000 $	20,8%	250 000 $	19,8%	250 000 $	20,6%
Sport Canada	Non	250 000 $	20,8%	250 000 $	19,8%	250 000 $	20,6%
SOUS-TOTAL	-	620 000 $	51,5%	625 000 $	49,4%	630 000 $	51,9%
Revenus autonomes	-	584 500 $	48,5%	640 500 $	50,6%	584 500 $	48,1%
TOTAL	**-**	**1 204 500 $**	**100%**	**1 265 500 $**	**100%**	**1 214 500 $**	**100%**

*Montant des bailleurs de fonds basé sur ce qui a été octroyé depuis 2018
**Année olympique

La Ville de Montréal privilégie les événements dont les montages financiers prévisionnels comprennent des contributions (argent, biens et services) des instances publiques et parapubliques significatives. Le premier versement du soutien est conditionnel aux engagements financiers des autres bailleurs de fonds et ce, à la satisfaction de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le SGPMRS encourage fortement les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont tangibles.

Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier

décisionnel est en cohésion avec les priorités suivantes :

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, dont l'objectif est d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté, DPC pourra maintenir une saine gestion de ses finances et continuer la planification de l'événement.
Cependant, s'il est retardé, l'organisation adéquate de l'événement serait mise en péril. S'il est refusé, l'événement pourrait être annulé. Ce dernier scénario risquerait de nuire à la réputation de Montréal comme ville d'accueil d'événements sportifs majeurs et ainsi compromettre l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La convention est maintenue telle quelle, avec le maintien des autorisations émises par la Direction de la santé publique régionale et la Direction générale de la santé publique de tenir des activités en 2023, 2024 et 2025.
Advenant que la Direction de la santé régionale ou la Direction générale de la santé publique ne permettent pas la tenue des événements d'envergure, les Championnats n'auront pas lieu. Dans cette éventualité, la Ville et l'organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce, conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif (Annexe 4 de l'entente).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

24 novembre 2022 - Adoption de la convention de contribution financière au Conseil d'Agglomération
Avril 2023 - Tenue de l'étape Montréalaise de la Série mondiale de Plongeon

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François-Olivier LANCTÔT
conseiller(ere) en planification

Tél : 5148721617
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-13

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 5148724720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-10-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-20


Fina
SÉRIE MONDIALE
DE PLONGEON
MONTRÉAL (CAN)
PLAN D'AFFAIRES
2023 - 2025
DIVING
PLONGEON
CANADA

PLAN D'AFFAIRES - SÉRIE MONDIALE DE PLONGEON (2023-2025)

1 – Résumé exécutif

Introduction

La Série mondiale de plongeon de la FINA est le principal circuit annuel de plongeon olympique au monde. Pendant sept jours, les athlètes s'entraîneront et participeront aux huit disciplines olympiques et à deux disciplines des championnats du monde. La compétition accueillera plus de 65 des meilleurs plongeurs au monde, représentant au minimum 15 pays. En tout, la compétition accueillera plus de 250 participants, incluant les athlètes, entraîneurs, juges, bénévoles, personnel et personnes impliquées dans les divers programmes de développement du sport et de la collectivité reliées à l'organisation de l'événement.

Chaque année depuis 2014 (sauf en 2021 à cause de la pandémie), le Canada a été l'hôte d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la FINA. Depuis 2018, la compétition déroule au centre sportif du Parc Olympique à Montréal.

Diving Plongeon Canada (DPC), la fédération nationale du plongeon au Canada, continuera de jouer un rôle principal dans l'organisation et la présentation de la compétition, avec Plongeon Québec et les clubs locaux agissant comme membres principaux du comité organisateur. En conséquence, la mission et les principaux objectifs de la fédération nationale seront aussi les principes directeurs du comité organisateur.

Mission / principaux objectifs

Les valeurs de base et la mission de Diving Plongeon Canada sont:

Notre mission est de produire l'excellence dans le sport du plongeon.
Notre objectif est d'être l'un des meilleurs pays au monde en plongeon.

Nous apprécions:

- L'intégrité
- Le respect
- Le leadership
- Le courage
- L'innovation
- La collectivité

Les principaux objectifs de DPC en lien avec Série mondiale de plongeon de la FINA sont:

- Positionner le Canada en tant que leader mondial au sein de la collectivité aquatique internationale
- Fournir plus d'occasions de développement aux entraîneurs, athlètes, officiels et bénévoles canadiens
- Favoriser la croissance du plongeon dans la collectivité hôte et à travers le pays
- Augmenter l'attention médiatique et publique du plongeon et de ses athlètes
- Permettre aux membres de la collectivité de collaborer ensemble sur un projet majeur, mettant en valeur notre sens de l'innovation et de la communauté.
- Promouvoir le sport et l'activité physique comme une partie enrichissante et essentielle de la vie au Canada.

Obligations du CO/de DPC envers la FINA

En s'engageant dans une convention d'accueil avec la FINA, DPC et le comité organisateur (CO) acceptent de conduire la compétition selon la constitution de la FINA et tous les règlements de la FINA, dont ceux concernant la sécurité, l'hébergement, le transport, l'accréditation, le contrôle antidopage, les installations de compétition, le marketing, la télévision, les médias, les soins médicaux, l'accueil et le protocole.

Le comité organisateur est obligé de présenter une compétition correspondant aux plus hautes normes possibles et d'effectuer une campagne promotionnelle pour la promouvoir auprès du plus grand nombre de personnes au niveau local, régional et national.

Avec la participation anticipée de plus de 15 pays, DPC et le comité organisateur doivent s'assurer que le Gouvernement du Canada donne un libre accès au Canada pour toutes personnes munies d'une accréditation, lors de la présentation de leur passeport (ou l'équivalent) et de donner de telles garanties par écrit à la FINA.

Le comité organisateur et DPC seraient responsables d'organiser une

compétition de la Série mondiale de plongeon de la FINA à chaque année lors de la période 2023-2025. Dans le cadre de cette entente, le comité organisateur (soutenu par DPC) accepte la responsabilité de couvrir tous les frais de la compétition, dont la location des installations pour la compétition, les opérations, le personnel et les officiels, les installations de presse, la télédiffusion, tous les services de secrétariat, le marketing, la promotion, les bourses en argent et les services aux délégués.

La FINA oblige aussi le comité organisateur à couvrir les frais de repas, d'hébergement et de transport local pour tous les athlètes invités (60+), un entraîneur par pays visiteur (10+), les juges de la FINA (9), les officiels techniques de la FINA (7) et le personnel qui traite les résultats/données (6). Cette obligation affecte la capacité du comité organisateur à générer des revenues grâce aux frais de participation et crée la nécessité d'avoir accès à un plus haut niveau de fonds publics pour opérer.

Le comité organisateur est doit aussi fournir 120 000$ USD en bourses à la FINA pour les participants de la Série mondiale et de fournir un flux télévisuel en HD qui représente des frais d'environ 125 000$.

Dans le cas où Diving Plongeon Canada et le comité organisateur ne peuvent remplir leurs tâches d'organisateurs et doivent se retirer, des frais d'annulation de 50 000$ USD seront imposés par la FINA pour chaque compétition de la Série mondiale de plongeon de la FINA non présentée au Canada pendant la période 2023-2025.

Stratégies opérationnelles

La principale approche opérationnelle pour organiser la Série mondiale de plongeon est que la fédération nationale (DPC) assumera le plein contrôle de l'organisation. Cela permet qu'une équipe expérimentée de professionnels du sport, ayant un historique de succès, prenne la direction du projet. Avec d'excellentes pratiques de gestion de compétition sportive en place, acquises en organisant des compétitions internationales de plongeon dans le passé, DPC s'assurera que des personnes compétentes et expérimentées soient recrutées au sein du comité organisateur et de ses sous-comités.

En plus de la Série mondiale de plongeon de la FINA, DPC organisera son Grand Prix annuel de la FINA. En travaillant avec les mêmes ressources principales pour ces deux projets indépendants, il sera plus facile d'atteindre une meilleure efficacité budgétaire dans plusieurs domaines, comme l'administration du bureau, la stratégie de marketing, les relations avec l'équipe nationale, la coordination de la télédiffusion, les commandites, la planification de la sécurité/des risques, les services aux V.I.P. et le programme d'accueil des délégués.

Le comité organisateur pour la Série mondiale impliquera un président de la compétition (Jeff Feeney, directeur des événements et des communications de DPC) et six présidents de sous-comités. Le président choisi pour cette compétition a précédemment agi au même titre lors de quatorze compétitions du Grand Prix de plongeon de la FINA (2009-2022) et les huit compétitions de la Série mondiale de plongeon de la FINA qui ont eu lieu au Canada en (2014-2022) En plus des 20 compétitions internationales qu'il a présidées, Jeff Feeney a agi comme directeur de la compétition lors de 50+ championnats nationaux entre 2008 et 2022.

Chacun des six sous-comités ont des responsabilités définies et utilisent une combinaison de bénévoles, de personnel à contrat et de la fédération pour effectuer leurs tâches. Les six sous-comités sont:

1. Technique et présentation du sport
2. Développement du sport et héritage
3. Gestion des finances, légales et des risques
4. Relations avec les gouvernements et la fédération sportive
5. Marketing, promotions et communications
6. Accueil et services aux délégués

Des membres du personnel des fédérations sportives nationale et provincial seront recrutés pour agir comme présidents de chacun des sous-comités.

Politique fédérale pour l'accueil de manifestation sportive internationale

Historiquement, le plongeon est l'un des sports qui a remporté le plus de médailles olympiques pour le Canada. D'ailleurs, le plongeon est le seul sport d'été au Canada à avoir remporté une médaille lors des six derniers Jeux

olympiques. Ceci démontre que les plongeurs canadiens ont continuellement été parmi les athlètes les plus performants au pays sur la scène internationale.

Ainsi, la présentation de cette compétition en sol canadien est une occasion, non seulement pour les athlètes de haute performance, mais aussi pour les entraîneurs, juges, administrateurs sportifs et membres de la collectivité hôte d'améliorer leurs habiletés et leur leadership.

Diverses occasions, comme un camp d'entraînement junior de haute performance, un symposium de développement multi-niveau des entraîneurs, des programmes de développement des juges canadiens, la formation ciblée de bénévoles, la participation de plus de plongeurs canadiens et l'expansion de la capacité locale à accueillir des événements majeurs sont perçus comme des avantages concerts de ce projet.

Dans le plan de trois ans de DPC pour cette compétition, le développement du sport et les legs au niveau de l'équipement et des connaissances administratives pour le plongeon à Montréal sont perçus comme les objectifs majeurs. Contribuer à la relance de la communauté locale du plongeon à la suite des fermetures liées à la pandémie est également essentiel.

En concentrant constamment nos efforts dans les domaines ciblés, nous visons à augmenter chaque année l'intérêt local envers le sport, développer davantage l'expertise locale (entraîneurs, juges et organisateurs) et cultiver les relations avec le personnel principal de la ville et des installations.

Pendant plusieurs années, la FINA a demandé au Canada d'étudier la possibilité d'organiser une compétition de la Série mondiale de la FINA. Les demandes continuelles étaient basées sur l'excellent travail d'organisation de la compétition annuelle du Grand Prix de plongeon de la FINA.

Windsor s'était alors proposée comme partenaire pour le terme 2014-2017 et la compétition a rapidement été reconnue comme la meilleure étape de toute la Série mondiale de la FINA. Au cours des dernières années, l'événement a connu une croissance continue et s'est taillé une place parmi les événements sportifs annuels de premier plan pour la Ville de Montréal.

Le Canada détient une excellente réputation auprès des fédérations internationales qui participent aux étapes canadiennes de ces circuits de

compétition. Cette réputation a été acquise grâce aux nombreuses compétitions de haut-calibre que nous avons organisé, mais aussi grâce à l'accueil réservé aux délégués. Les autres fédérations nationales apprécient l'attention que nous portons aux détails afin d'assurer que leur séjour au Canada soit agréable et sans problème. Chaque année, le comité organisateur donne aux délégués internationaux un accueil très chaleureux, en mettant en valeur la diversité, l'inclusion, la passion et l'hospitalité propre à la culture canadienne.

En organisant cette compétition à Montréal, DPC collabore avec la ville et la province à mettre en valeur le Centre sportif rénové du Parc olympique, ainsi que les divers programmes offerts, auprès d'une plus large clientèle.

Cette compétition ne pourrait pas avoir lieu sans l'implication de bénévoles locaux et de citoyens actifs. Le comité organisateur ciblera les clubs locaux de plongeon, les réseaux d'anciens plongeurs, les divers centres communautaires culturels, les écoles secondaires et les institutions post-secondaires pour satisfaire les besoins en bénévoles pour la compétition et encourager la participation civique. Les organisateurs viseront aussi une association avec divers groupes culturels pour mettre sur pied de plus petites activités et festivals qui célèbrent la diversité de la collectivité et la nature internationale de la compétition.

En fournissant une expérience amusante et attrayante aux membres de la collectivité dans un centre aquatique de pointe, les organisateurs croient que l'organisation de ce genre d'événement est conforme à la *Politique fédérale concernant l'accueil de manifestation sportive internationale.*

En nous appuyant sur notre expérience d'accueil depuis 2018, nous savons que cet événement représente environ 2 millions de $ d'activité économique pour la province dont 1,75 million $ à Montréal.

L'organisation de cette compétition respectera toutes les politiques et lois fédérales nécessaires, incluant: *La Politique canadienne antidopage dans le sport, la Politique fédérale sur la commandite du tabac dans les organisations nationales sportives, la Loi sur les langues officielles et la Loi sur l'activité physique et le sport.*

2- Plan d'affaires

2.1 – Renseignements sur la compétition

Description de la compétition

Dates:	Trois édition en 2023, 2024, et 2025
Endroit:	Montréal, Québec
Genre de compétition:	International uni-sport – Plongeon (aquatique)
Catégorie:	Coupe du monde senior (annuelle)
Pays:	15+
Meilleurs pays:	Les 10 meilleurs pays incluant la Chine, l'Allemagne, le Canada, l'Ukraine, le Mexique, la Grande-Bretagne, l'Italie, les États-Unis, la Malaisie et l'Australie
Participation:	Environ 250 incluant les athlètes, les entraîneurs, le personnel médical, les officiels, les bénévoles et les délégués du programme de développement
FIS:	FINA (Fédération internationale de natation amateur)

La Série mondiale de plongeon de la FINA est le principal circuit annuel de plongeon au monde et une importante série de compétitions qui permettent aux athlètes d'obtenir des points dans le classement mondial de la FINA et de gagner des bourses en argent.

Le programme compétitif reflète celui des Jeux olympiques, avec les huit épreuves olympiques au programme. Les disciplines olympiques disputées incluront les épreuves masculines et féminines au tremplin de 3 mètre, tour de 10 mètre, plongeon synchronisé au 3 mètre et plongeon synchronisé au 10 mètre. Deux épreuves non-olympiques sont aussi au programme: plongeon synchronisé mixte au 3 mètres et plongeon synchronisé mixte au 10 mètre.

Les plongeurs sont invités à participer à la Série mondiale de la FINA en fonction de leurs résultats lors de la compétition majeure de la saison précédente (soit les Jeux olympiques, les Championnats du monde ou la Coupe du monde). Les huit premiers plongeurs classés dans chaque épreuve individuelle et les six premières équipes dans chaque épreuve synchronisée

sont invités. Des inscriptions aux épreuves individuelles pourraient être ajoutées par les plongeurs déjà sur place, qui ont obtenu leur qualification à l'épreuve de plongeon synchronisé.

Renseignements sur les installations

Nom: Le Centre sportif, Parc olympique - Montréal
Adresse: 4545 avenue Pierre-de-Coubertin, Montréal, QC H1V 3N7
Téléphone: 514-252-4141
Courriel: rio@rio.gouv.qc.ca

Le Centre sportif du Parc olympique de Montréal a été l'hôte des Jeux olympiques d'été de 1976 et a subi deux rénovations majeures dans les 15 dernières années. Le Centre sportif est maintenant une installation majeure de plongeon, avec des infrastructures aquatiques et à sec qui sont inégalées en Amérique du Nord.

Plongeon Canada a un long historique d'organisation d'événements dans cette installation, dont le Grand Prix de plongeon de la FINA de 2007 à 2012. Le Centre sportif a été la résidence de la majorité des membres de l'équipe olympique canadienne en 2008, 2012, 2016, et 2020.

Le Centre sportif offre un bassin de plongeon avec quatre plateformes de 3m, 5m, 7,5m et 10m. Quatre tremplins de 3m et quatre tremplins de 1m sont aussi installés et respectent tous les règlements de la FINA pour les compétitions internationales.

L'installation possède des estrades sur deux niveaux qui peuvent accueillir jusqu'à 2 500 personnes, dont 1 000 de ces places offrent une vue de choix pour le plongeon. Au bord de la piscine, il y a suffisamment de place pour accueillir 200 autres participants.

Une zone d'entraînement à sec permanente et une salle de conditionnement physique sont très bien situées au bord du bassin. Des trampolines, un plancher de gymnastique coussiné, des tremplins à sec et plusieurs matelas sont à la disposition des athlètes et les entraîneurs.

Au cours des dernières années, Plongeon Canada a collaboré avec le Parc olympique pour installer des plateformes de plongeon de haut vol de 18m et

de 20m. Des plans sont en place pour l'installation d'une plateforme de 15m, ce qui permettrait au Canada d'accueillir des événements de plongeon internationaux de niveau senior et junior.

Cette installation est idéale pour présenter une compétition de ce niveau et tous les athlètes présents seront enchantés des récentes améliorations.

Accessibilité à l'entraînement

La FINA exige qu'au moins trois journées complètes d'entraînement soient fournies au site de compétition pour tous les concurrents.

La semaine de la compétition, les participants auront accès à huit heures d'entraînement par jour. Durant les jours de compétition, un minimum de quatre heures seront disponibles et distribuées tout au long de la journée.

La zone d'entraînement à sec au Centre sportif est accessible pendant toute la semaine et une équipe de soutien médical, incluant des chirothérapeute, massothérapeute et thérapeute sportif seront sur place chaque jour

Les spectateurs et les membres de la collectivité sont encouragés à assister aux sessions d'entraînement et à regarder les plongeurs et les entraîneurs à l'œuvre à partir des estrades.

Occasions de développement

Plusieurs opportunités de développement seront offertes en lien avec l'évènement. Les détails supplémentaires sont expliqués dans le plan d'héritage.

Expérience d'organisation

Diving Plongeon Canada possède une expertise dans l'organisation des compétitions nationales et internationales. En 2007, Diving Plongeon Canada a pris la décision de jouer un rôle plus actif dans toutes les compétitions internationales de plongeon sanctionnées par la FINA organisées au Canada. Depuis que cette décision a été prise, des employés permanents de la

fédération ont assumé plusieurs de postes de leadership sur les comités organisateurs au cours des années.

La Série mondiale de plongeon de la FINA - Montréal suivra cette formule couronnée de succès avec plusieurs membres du personnel de DPC agissant comme figures centrales du comité organisateur et des sous-comités.

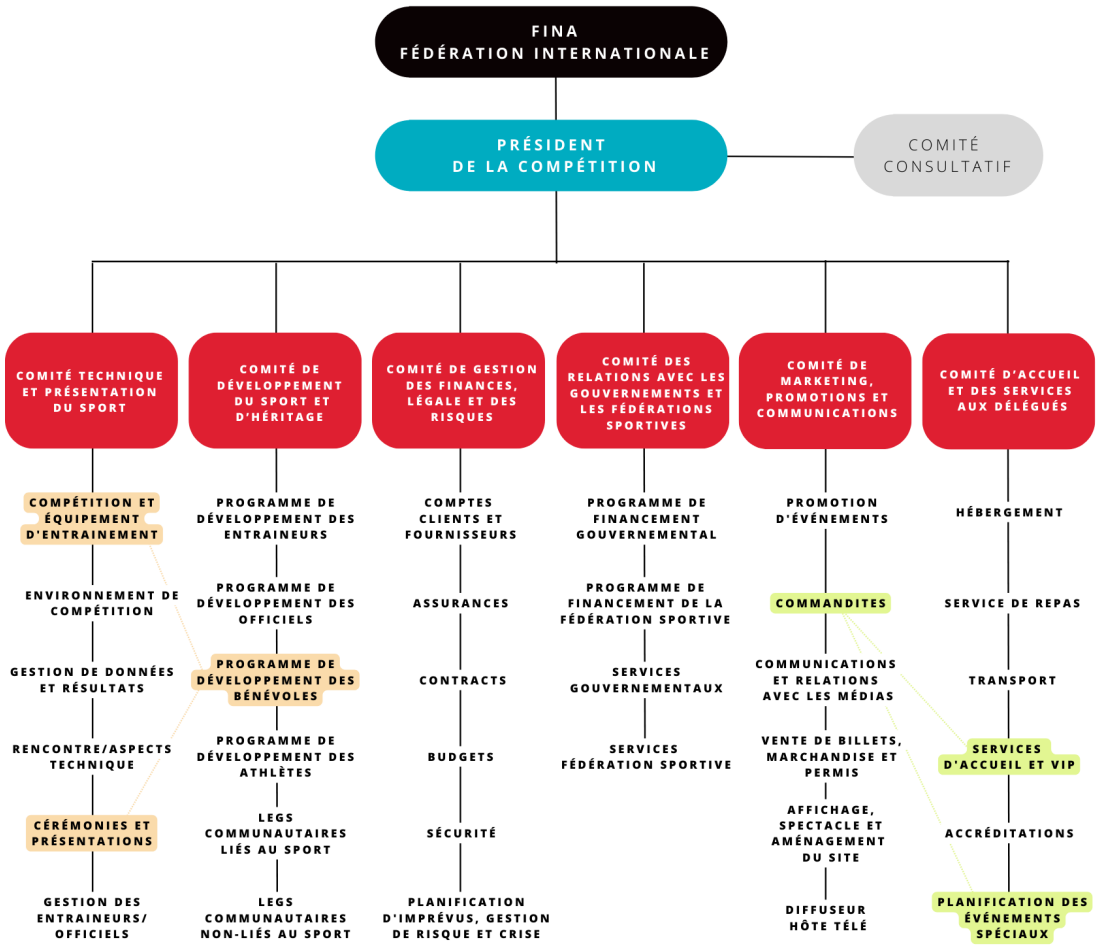
Diving Plongeon Canada Expérience d'organisation internationale		Collectivité et installation locale Expérience d'organisation de compétitions	
2021	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2020	Série mondiale de plongeon de la FINA
2020	Série mondiale de plongeon de la FINA	2019	Série mondiale de plongeon de la FINA
2019	Série mondiale de plongeon de la FINA	2019	Invitation internationale CAMO
2019	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2018	Série mondiale de plongeon de la FINA
2018	Série mondiale de plongeon de la FINA	2018	Invitation internationale CAMO
2018	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2017	Invitation internationale CAMO
2017	Championnats Pan Am Jr de plongeon	2016	Invitation internationale CAMO
2017	Série mondiale de plongeon de la FINA	2015	Invitation internationale CAMO
2017	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2014	Invitation internationale CAMO
2016	Série mondiale de plongeon de la FINA	2013	Invitation internationale CAMO
2016	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2012	Invitation internationale CAMO
2015	Série mondiale de plongeon de la FINA	2012	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2015	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2011	Invitation internationale CAMO
2014	Série mondiale de plongeon de la FINA	2011	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2014	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2010	Invitation internationale CAMO
2013	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2010	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2012	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2009	Invitation internationale CAMO
2011	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2009	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2010	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2008	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2009	Championnats Pan-Am Jr de plongeon	2007	Invitation internationale CAMO
2009	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2007	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2008	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2006	Invitation internationale CAMO
2007	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2005	Championnats du monde de la FINA
2006	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2005	Invitation internationale CAMO
2005	Championnats du monde de la FINA	2005	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2005	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2004	Invitation internationale CAMO
2004	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2003	Invitation internationale CAMO
2003	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2002	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2002	Défi Jr Canada-É.-U.	2002	Invitation internationale CAMO
2002	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2001	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2001	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2001	Invitation internationale CAMO
2000	Championnats du monde junior FINA	2000	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
2000	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2000	Invitation internationale CAMO
1999	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	2000	Sélections olympiques de plongeon
1998	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	1999	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
1997	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	1999	Invitation internationale CAMO
1996	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	1996	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
1996	Championnats junior Can-Am-Mex	1993	Coupe Canada Grand Prix de la FINA
1995	Coupe Canada Grand Prix de la FINA	1987	Coupe Canada Grand Prix de la FINA

1994 Coupe Canada Grand Prix de la FINA 1993 Coupe Canada Grand Prix de la FINA 1992 Coupe Canada Grand Prix de la FINA 1991 Coupe du monde de plongeon de la FINA 1990 Coupe Canada Grand Prix de la FINA	

2.2 - Gouvernance et gestion

Structure du comité organisateur

Le comité organisateur (CO) se composera du président de la compétition et des présidents des six sous-comités. Comme le tableau organisationnel l'indique, un comité consultatif sera aussi en place pour offrir des conseils, de l'expertise et de l'aide au CO. Les présidents des sous-comités seront du personnel ermanent de DPC ou de Plongeon Québec.



Comité consultatif

Le comité consultatif se compose de personnes importantes de divers groupes d'intervenants comme le conseil d'administration de DPC, Aquatiques Canada, Plongeon Québec, la Ville de Montréal, Tourisme Montréal et le Parc olympique. Même s'ils ne prendront pas de décisions officielles pour la compétition, le président de la compétition demandera les conseils du comité consultatif sur des sujets majeurs et des membres du comité seront approchés pour leur expertise individuelle sur divers sujets spécifiques.

Comités de travail

La division du travail prévoit six comités spécialisés pour organiser la Série mondiale de plongeon de la FINA – Montréal.

Les domaines de responsabilités pour chaque comité sont détaillés dans la section suivante. Chaque président de sous-comité aura les directives et les responsabilités suivantes:

- Activement recruter et gérer les membres du sous-comité
- Prendre les décisions de base du comité en fonction des objectifs
- Envoyer les mises à jour exigées au président de la compétition
- Opérer dans le budget assigné
- Aider et collaborer avec les présidents des autres sous-comités au besoin
- Établir une division de travail claire dans son sous-comité

1) Comité technique et présentation du sport

Le comité technique et présentation du sport coordinera de tous les aspects de la compétition concernant l'entraînement et la compétition. Le comité s'assurera que tous les athlètes, entraîneurs, juges et officiels techniques concourent/travaillent dans un environnement sécuritaire qui respecte tous les règlements de la FINA et les dépasse quand c'est possible.

Les principales responsabilités incluent:

- Liaison avec le personnel clé du site de compétition et d'entraînement pour établir un environnement compétitif optimal

- Assurer que les installations et l'équipement d'entraînement sont appropriés
- Liaison avec l'équipe d'Omega et voir à satisfaire toutes leurs exigences en termes de traitement des données
- Liaison avec l'équipe d'ISS et voir à satisfaire toutes leurs exigences pour l'analyse des juges
- Coordonner la réunion des entraîneurs/technique
- Coordonner tous les aspects de la présentation des athlètes et des cérémonies des médailles
- Coordonner les services médicaux pour les participants
- Recruter des personnes compétentes pour agir comme:
    - Équipe d'annonceurs bilingue
    - Coordonnateur des cérémonies (protocole)
    - Coordonnateur des officiels techniques et des services médicaux
    - Coordonnateur de la compétition et des installations

2) Comité de développement du sport et d'héritage

Le comité de développement du sport et d'héritage est responsable de planifier et d'exécuter les tâches en lien avec l'héritage à la communauté hôtesse et la communauté canadienne de plongeon.

Les principales responsabilités incluent:

- Planifier et exécuter les programmes de développement des entraîneurs
- Planifier et exécuter les programmes développement des officiels
- Planifier et exécuter les programmes de développement des bénévoles
- Monitorer l'héritage sportif spécifique dans la collectivité locale
- Monitorer l'héritage non-sportif dans la collective locale
- Travailler avec les autres sous-comités pour satisfaire les besoins en bénévoles pour la semaine de la compétition
- Recruter des personnes compétentes pour agir à titre de:
    - Coordonnateur du développement du sport
    - Coordonnateur des bénévoles et de l'héritage local

3) Comité de gestion des finances, légale et des risques

Le comité de gestions des finances, légale et des risques travaillera pour assurer que l'administration financière de la compétition soit effectuée d'une manière organisée. Le comité assurera aussi la protection sous la forme d'assurance, la révision de tous les contrats concernant la compétition, et l'implantation d'un plan d'accès et de sécurité suffisant.

Les principales responsabilités incluent:

- Garder les budgets et les renseignements financiers à jour
- Réviser tous les contrats concernant la compétition
- Se procurer une assurance appropriée pour la compétition
- Fournir des mises à jour financières régulières au président de la compétition pour distribution
- Coordonner tous les comptes payables/recevables
- Collecter des copies de tous les reçus et les preuves de paiement
- Développer un plan de gestion des risques
- Développer un contrôle de l'accès/sécurité
- Développer des plans d'imprévus/gestion de crise
- Recruter des personnes compétentes pour agir comme:
    - Coordonnateur des finances et légal
    - Coordonnateur de la sécurité et de la gestion des risques

4) Comité des relations avec les gouvernements et les fédérations sportives

Le comité des relations avec les gouvernements et les fédérations sportives travaillera dans tous les domaines reliés à desservir et rassurer les partenaires de la compétition et les divers niveaux de gouvernement et les fédérations sportives.

Les principales responsabilités incluent:

- Obtenir les subventions/le financement pour l'organisation de l'événement aux niveaux fédéral, provincial et municipal

- Obtenir le soutien financier et/ou organisationnel de la FINA, DPC, Plongeon Québec, le Comité olympique canadien et tout autre organisme approprié
- Travailler avec le comité de marketing, promotions et communications pour bien servir les partenaires gouvernementaux et des fédérations sportives
- Recruter des personnes compétentes pour agir comme:
    - Coordonnateur des relations avec les gouvernements et les fédérations sportives

5) Comité de marketing, promotions et communications

Le comité de marketing, promotions et communications est responsable de promouvoir la compétition dans la collectivité locale, d'attirer l'attention des médias, de vendre les billets, de trouver des commanditaires corporatifs et de servir de manière appropriée tous les partenaires commerciaux de la compétition.

Les principales responsabilités incluent:

- Développer et exécuter une stratégie de vente des billets
- Obtenir des partenariats médiatiques sur toutes les plateformes (journaux, TV, radio, Internet)
- Développer et exécuter un plan de relations médiatiques/médias sociaux
- Développer et exécuter un plan de promotions locales
- Développer et exécuter un plan de commandites et de permis
- Coordonner des promotions sur place pour tous les partenaires
- Coordonner des activités communautaires avec les intervenants au besoin
- Coordonner et mettre à jour le site Internet officiel de la compétition
- La coordination de l'image (affichage, cérémonies…)
- Recruter des personnes compétentes pour agir comme:
    - Coordonnateur du marketing et des promotions
    - Coordonnateur des relations avec les médias et des communications
    - Coordonnateur des commandites et des permis

6) Comité d'accueil et des services aux délégués

Le comité d'accueil et des services aux délégués coordonnera tous les domaines qui sont en lien avec l'accueillir les participants et les V.I.P. pendant toute la compétition. Le comité travaillera à fournir un environnement organisé, sécuritaire, amusant et chaleureux pour tous les invités à la compétition.

Les principales responsabilités incluent:

- Coordonner les listes d'hébergement et les besoins d'espace commun avec les hôtels organisateurs
- Organiser les repas et les services de traiteur pour tous les participants pendant toute la semaine
- Coordonner le transport dont le transport depuis l'aéroport et les navettes entre l'hôtel et le site de compétition/d'entraînement
- Travailler avec le comité des finances pour recueillir des revenus des délégués autofinancés
- Coordonner l'accueil et le banquet de fermeture pour les participants
- Coordonner les activités spéciales pour les V.I.P. au besoin
- Recruter des personnes compétentes pour agir comme:
    - Coordonnateur des activités spéciales
    - Coordonnateur des services aux délégués
    - Coordonnateur du transport

2.3 – Gestion financière

Services financiers

Le coordonnateur des finances et légal (en relation avec le président de la compétition) doit gérer les finances de la compétition. Les objectifs financiers de la compétition sont d'opérer dans le budget approuvé tout en fournissant une compétition internationale de plongeon de haut niveau, et une expérience d'organisation enrichissante pour les intervenants locaux, provinciaux et nationaux impliqués.

Une version de travail du budget a été établie par le président de la compétition et soumise pour obtenir les commentaires des membres du comité consultatif (directrice des opérations de DPC et président de DPC).

Le président de la compétition sera responsable d'approuver toutes les dépenses majeures et le coordonnateur des finances et légal supervisera les revenus et les dépenses.

Mises à jour du contrôle des coûts et du budget

Le coordonnateur des finances et légal fournira des mises à jour mensuelles au président de la compétition qui, à son tour, les partagera avec les présidents des sous-comités appropriés. Cela assurera de bons contrôles des coûts et permettra des modifications au budget au fur et à mesure que la planification de la compétition progressera.

Le conseil d'administration de DPC et la directrice des opérations de DPC recevront aussi des mises à jour trimestrielles sur le budget pour en discuter aux réunions régulières du conseil.

2.4 – Administration et gestion des RH

Administration du bureau

Comme la majorité des présidents des sous-comités sont des employés permanents de Diving Plongeon Canada, le comité organisateur travaillera à partir du bureau-chef de DPC à Ottawa. Le bureau est entièrement équipé avec toutes les ressources nécessaires pour bien planifier la compétition.

Recrutement / gestion des bénévoles

Chaque président de sous-comité sera responsable de recruter les personnes importantes pour jouer les rôles clés dans son comité. Le coordonnateur des bénévoles et de l'héritage local travaillera directement avec chaque président de sous-comité pour identifier ses besoins en bénévoles pour la semaine de la compétition. Ils seront ensuite responsables de bâtir les relations avec les organisations locales pour trouver les bénévoles dans tous les domaines et s'assurer que les bénévoles pour la semaine de la compétition sont en place un mois à l'avance.

Une formation spécifique pour chaque tâche sera donnée aux bénévoles au besoin, et les bénévoles pour la semaine de la compétition seront formés sur

place. Chaque bénévole recevra un t-shirt de l'évènement et des repas gratuits pour chaque jour travaillé. Les bénévoles en chef et le personnel principal recevront des polos pour aider à les différencier dans la foule.

Recrutement et gestion du personnel

Recruter et gérer le personnel rémunéré sera la responsabilité du président de la compétition. Chaque président d'un sous-comité sera consulté au sujet du recrutement de ses équipes professionnelles et pourra donner ses commentaires sur les candidats potentiels. Une fois sous contrat, l'employé travaillera avec le président de son sous-comité pour accomplir ses tâches.

Gestion légale et des risques

Le comité organisateur adoptera le registre des risques de DPC et suivra les étapes qui y sont décrites pour assurer un environnement sécuritaire et positif pour tous les participants. Avoir un coordonnateur de la sécurité et de la gestion des risques présent dans l'équipe d'organisation assurera que les problèmes légaux et de gestion des risques seront pris en considération en tout temps.

Une assurance responsabilité de 5 millions de dollars sera prise par DPC pour couvrir la Série mondiale de plongeon de la FINA-Montréal chaque année.

2.5 – Gestion de la compétition et de les installations

Opérations de la compétition

La Série mondiale de plongeon de la FINA sera organisée selon les règlements de la FINA et les normes d'organisation de DPC. Le comité technique et présentation du sport sera responsable d'assurer le déroulement en douceur de tous les aspects du programme sportif. Il travaillera directement avec le président du comité technique de plongeon de la FINA.

Selon les règlements de la FINA, les compétitions seront organisées comme suit:

Les compétitions individuelles se composent du tremplin de 3 mètres et de la plateforme de 10 mètres pour les hommes et les femmes et se dérouleront

dans chaque épreuve avec deux (2) demi-finales de jusqu'à six (6) plongeurs chacune et une finale avec les trois (3) premiers plongeurs de chaque demi-finale.

Le format de la compétition est celui du tournois pour les épreuves individuelles, où les plongeons n'ont pas de limite de degré de difficulté (6 plongeons pour les hommes et 5 plongeons pour les femmes). La compétition est organisée comme suit:

Pour la première Série mondiale de plongeon (SMP), chaque année, les plongeurs seront pré-classés dans les demi-finales selon leur classement dans la compétition de qualification pour la SMP spécifiée par la FINA, avec les plongeurs classés 8, 6, 4 et 2 dans la demi-finale "A", commençant dans cet ordre dans la demi-finale ainsi que dans la finale, et les plongeurs classés 7, 5, 3 et 1 dans la demi-finale B, commençant dans le même ordre. D'autres plongeurs, au besoin, commenceront en premier dans les demi-finales A ou B, décidé par tirage au sort. Après la première Série mondiale, chaque année, les plongeurs seront pré-classés de nouveau selon leur classement dans la Série mondiale précédente.

Après les demi-finales A et B, le classement (notes) déterminera la liste de départ de la finale avec le plongeur ayant la sixième plus haute note classée en sixième position. Dans toutes les sessions, les plongeurs exécutent seulement des plongeons avec un coefficient de difficulté illimité, six (6) pour les hommes et cinq (5) pour les femmes.

Les compétitions de plongeon synchronisé se composent du tremplin de 3 mètres et de la plateforme de 10 mètres pour les équipes masculines, féminins et mixtes. Ce seront des finales directes. Les équipes seront pré-classées et commenceront dans l'ordre inverse de leur classement dans la compétition de qualification pour la SMP, spécifiée par la FINA lors de la première Série mondiale, chaque année. Par la suite, dans chaque Série mondiale subséquente, les équipes plongeront dans l'ordre inverse du résultat de la compétition précédente. Une autre équipe, au besoin, commence en premier. La finale se compose de six (6) plongeons pour les hommes, cinq (5) plongeons pour les femmes et cinq (5) plongeons pour les équipes mixtes.

Opérations des installations

Le comité technique et présentation du sport s'occupera de la coordination de la compétition et du site d'entraînement.

Les tâches et responsabilités attendues incluront:

- Assurer que les installations sont propres et que les zones clés sont accessibles chaque matin pour les participants et les organisateurs
- S'assurer que les températures de l'eau et de l'édifice sont aux niveaux appropriés
- S'assurer que la lumière est suffisante pour la compétition et la production télévisuelle
- S'assurer que le personnel approprié est prévu (sauveteurs, kiosque d'accueil, entretien, gardiennage, etc.)
- Prendre les mesures nécessaires pour réparer l'équipement du site de compétition au besoin
- Assurer l'utilisation appropriée des installations pour la durée de la compétition
- Faire le lien avec DPC pour tous les sujets concernant l'équipement sportif spécifique
- Être responsable du montage et du démontage de l'équipement temporaire de la compétition

Officiels techniques

La FINA enverra une délégation exécutive de jusqu'à sept (7) personnes. Dans ce groupe, les organisateurs s'attendent à voir:

1. Le président du comité technique de plongeon de la FINA
2. Le vice-président du comité technique de plongeon de la FINA
3. Le secrétaire honoraire du comité technique de plongeon de la FINA
4. Le directeur de la Série mondiale de plongeon de la FINA
5. Le délégué du contrôle antidopage de la FINA
6. Le délégué du marketing et des commandites de la FINA
7. Le délégué de la diffusion télévisuelle de la FINA

Il est aussi fréquent que le directeur général de la FINA soit sur place lors de toutes les compétitions de la Série mondiale de plongeon.

La FINA nommera aussi un jury de neuf (9) juges internationaux pour agir dans la compétition. L'identité des juges ne sera connue qu'en février chaque année.

Les autres officiels techniques attendus seront:

- Président, Pan Am Aquatics
- Président, Aquatiques Canada
- Président, Diving Plongeon Canada
- Président, Plongeon Québec

Affichages et cérémonies

DPC a travaillé avec une entreprise spécialisée dans l'affichage pour concevoir un concept impressionnant, en concordance avec l'image de marque de la FINA et les couleurs du circuit de la Série mondiale.

En raison de notre relation de travail existante avec le diffuseur hôte, l'espace au bord de la piscine situé dans la zone télévisuelle est décoré avec goût avec les logos des partenaires. Des panneaux sur mesure au bord de la piscine, sur les escaliers et derrière les tremplins et plateformes donnent une ambiance intime et professionnelle qui offre effet « wow ».

Un éclairage de couleur est utilisé pour donner un cadre théâtral et attirer l'attention des spectateurs sur l'action. Les organisateurs de la compétition profiteront des décors précédents et offriront aux participants un autre environnement spectaculaire dans lequel concourir.

Le comité du marketing, communications et promotions travaillera sur les plans du décor et de la disposition avec le comité de présentation et technique du sport.

Services médicaux et paramédicaux

Le coordonnateur des officiels techniques et des services médicaux sera responsable de créer un plan de services médicaux pour la compétition. Dans ce plan, le coordonnateur sera responsable de coordonner les protocoles sanitaires contre le COVID-19, la physiothérapie, la chiropractie, la massothérapie, les services dentaires, d'optométrie et d'urgence locaux.

Tel que mandaté par la FINA, le plan médical de la compétition inclura:

- Les services médicaux gratuits pour tous les concurrents et les officiels à l'installation
- Les installations de premiers soins aux hôtels officiels
- Service médical d'urgence en attente au site de compétition/d'entraînement
- La désignation d'un hôpital local et l'obtention des renseignements sur les équipes aux médecins, pharmacies, dentistes locaux, *etc.*
- Des salles pour les services de massothérapie aux hôtels officiels et au site de la compétition.
- Coordination des tests COVID et des autres mesures de prévention comme la distanciation sociale, les couvres-visages et la liaison avec les autorités de santé locale.

Contrôle antidopage

Le contrôle antidopage lors de la compétition sera organisé et implanté selon les règlements de la FINA et supervisé par le délégué du contrôle antidopage de la FINA.

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) fournira un agent de contrôle antidopage pour travailler avec le délégué du contrôle antidopage de la FINA en effectuant au moins six (6) tests au hasard suite aux épreuves (3 sur des participants, et 3 sur des participantes).

Le comité organisateur couvrira le coût des mesures de contrôle antidopage tandis que le CCES s'assurera que les tests/analyses seront faits dans un laboratoire reconnu par l'AMA. La FINA recevra un avis d'au moins 30 jours avant la compétition au sujet du genre de trousse de contrôle antidopage qui sera utilisée

Une salle privée équipée d'une toilette avec verrouillage et d'un réfrigérateur sera réservée exclusivement pour les tests de contrôle antidopage. Tout le contrôle antidopage sera effectué au site de compétition.

Sécurité publique

Dans le cadre du plan global de sécurité établi par le coordonnateur de la sécurité et de la gestion des risques, le personnel de la sécurité du Parc olympique sera embauché pour superviser les principales zones des installations.

Il est attendu que le personnel de sécurité régulier utilisera sa formation et son jugement pour évaluer les menaces à la sécurité publique, dont réagir aux comportements turbulents, les endroits surpeuplés et les lignes d'attente désorganisée.

En ayant un nombre de spectateurs gérable et prévisible, contrairement à des festivals extérieurs, les organisateurs s'attendent à pouvoir planifier adéquatement pour toutes les circonstances possibles.

Les évaluations de menaces régulières seront coordonnées par les forces de l'ordre locales et la GRC au besoin.

Avant d'entrer, des gardes de sécurité effectueront des vérifications des sacs afin de s'assurer qu'aucun projectile, breuvage interdit ou armes n'est admis dans la zone des spectateurs.

2.6 – Opérations

Le comité d'accueil et de services aux délégués est responsable de la majorité des opérations. Les coordonnateurs des services aux délégués, les activités spéciales et le transport travailleront ensemble pour s'assurer que les participants ont tout ce dont ils ont besoin pendant leur séjour à Montréal.

Hébergement des équipes

Deux hôtels officielles seront nécessaires pour héberger tous les délégués. Le premier hôtel sera utilisé pour accueillir tous les athlètes, entraîneurs, organisateurs de la compétition, juges, membres de l'équipe de diffusion de l'extérieur de la ville et les participants des cliniques de développement. Cet hôtel doit être d'au moins trois étoiles et avoir la capacité de fournir trois repas par jour.

Hébergement des officiels techniques

Le deuxième hôtel sera utilisé pour héberger les délégués de la FINA et d'autres invités V.I.P.

Cet hôtel doit être d'aux moins quatre étoiles et être à distance raisonnable du site de compétition (10km ou moins). Un transport privé devra être disponible pour les délégués à cet hôtel afin qu'ils puissent se déplacer entre le site de la compétition et les autres endroits tenant des activités officielles en lien avec la compétition (banquet, conférence de presse et cocktail de bienvenue).

Accréditation et contrôle de l'accès

Tous les participants recevront une carte d'accréditation avec leur nom, leur photo, leur catégorie et les directives d'accès. Elles seront distribuées aux gérants des équipes à leur arrivée à leur hôtel et personnellement à tous les juges et officiels de la FINA quand ils arriveront.

Le site de compétition aura quatre zones accréditées;

- Zone 1 – Zone de plongeon
- Zone 2 - Médias
- Zone 3 – Diffusion
- Zone 4 – V.I.P.

Les fédérations participantes devront envoyer leurs renseignements et leurs photos au plus tard 60 jours avant le début de la compétition et les médias devront respecter la même date buttoir pour obtenir une accréditation. Avec le système de gestion des renseignements de la FINA, les photos et les renseignements sont accessibles pour les organisateurs, ce qui aide grandement à produire les accréditations.

Une combinaison de bénévoles et d'employés du Centre sportif du Parc olympique superviseront les principaux points d'accès et suivront les directives d'accréditation appropriées concernant chaque zone.

Sécurité des participants

Hôtels

Le personnel de l'hôtel et le personnel de la compétition surveilleront de près les espaces communs à l'hôtel pour s'assurer que les participants peuvent se détendre dans cet environnement. Tandis que l'espace général ne sera pas fermé grand public, le flânage intrusif ne sera pas toléré. Les espaces sociaux, les zones de traitements médicaux et la cafétéria seront tous des zones accréditées à l'hôtel.

Installation (site de compétition)

Les participants auront accès à une entrée privée au site de la compétition pour leur permettre de ne pas être exposés au grand public. Les zones pour se changer, les toilettes, le bord de la piscine et la zone d'entraînement au sol seront réservés uniquement aux participants. Les bénévoles, le personnel de l'installation et le personnel de la compétition feront la gestion des points de contrôle d'accès. Pendant les jours de compétition, des gardes de sécurité professionnels et / ou des agents de police en uniforme seront ajoutés pour aider au contrôle de la foule et pour protéger toutes les zones où il y a de l'argent.

Services d'urgence

Les sauveteurs de la piscine olympique agiront comme premiers répondants en cas d'urgence médicale et activeront le plan d'urgence de l'installation au besoin. Tel qu'obligé par le contrat avec la FINA, un service médical d'urgence sera engagée et sur place chaque jour de la compétition.

Transport

Le coordonnateur du transport sera en charge de réunir un groupe de bénévoles, d'employés et de fournisseurs de services à contrat pour répondre aux divers besoins de transport.

International

Les participants pourront arriver en avion à Montréal (Pierre-Elliott-Trudeau - YUL) et être transportés à leur hôtel respectif par notre service coordonné de navettes. Des hôtes seront placés à tous les points d'arrivées et de départs pour faciliter le transport des participants qui arrivent et qui partent.

Local

Pendant leur séjour à Montréal, selon le lieu des hôtels hôtes, les participants auront accès à un service de navettes ou au métro qui les conduira de leur hôtel respectif au site de compétition et d'entraînement aller-retour.

Un service de voiture privée sera disponible pour les officiels techniques de la FINA les V.I.P. et les athlètes qui ont un contrôle anti-dopage en dehors des heures d'opération des navettes.

Services de nourriture

Le coordonnateur des services aux délégués veillera à toute la logistique des repas pour les participants et les bénévoles. Ses tâches spécifiques incluent;

- Choisir des menus appropriés selon les besoins nutritionnels
- Déterminer le moment approprié du service des repas selon les horaires d'entraînement et de compétition
- Organiser les services de nourriture aux activités spéciales (au besoin)
- Coordonner des repas pour les bénévoles
- Réserver des salles de repas à l'hôtel et au site de compétition
- Réserver un endroit indépendant pour les repas des bénévoles à l'installation
- S'assurer que les fournisseurs de services de nourriture ont tout l'équipement, la certification et les ressources nécessaires, incluant l'espace approprié, l'électricité, les bénévoles, les poubelles, etc.

2.7 – Technologie et diffusion

Télécommunications

Les membres du comité organisateur utiliseront principalement des téléphones intelligents pour communiquer les uns avec les autres pendant toute la semaine. Des messages textes, des appels, Facetime et Whatsapp seront les divers canaux par lesquels les membres du comité communiqueront.

Pour les journées de compétition à l'installation, les principaux membres du comité d'organisation seront équipés de radios et de casques d'écoute bidirectionnels. Deux réseaux séparés seront utilisés pour diriger la compétition. L'équipe des opérations (accueil des V.I.P., relations avec les médias, expérience des spectateurs, contrôle des accès, accueil et coordination des bénévoles) auront un réseau, et l'équipe de présentation sportive (juge-arbitre, annonceurs, audio-visuel et diffusion télévisée) auront un autre réseau.

Résultats et notes

Une équipe professionnelle d'Omega (Swiss Timing) s'occupera du traitement des résultats et des données pour cette compétition. Dans le cadre d'un partenariat d'Omega avec toute la Série mondiale de plongeon de la FINA, cette équipe de résultats se déplace à toutes les compétitions du circuit chaque année.

Omega a besoin que le comité organisateur leur fournisse une connexion Internet à haute vitesse afin de publier les résultats en ligne. Elle installera aussi un réseau local qui permettra aux tables de pointage, au secrétariat, au camion de production télévisuelle et au centre de presse de tous avoir accès aux résultats instantanément.

Le comité organisateur est aussi responsable de fournir les services et matériel suivant : un espace adéquat au bord de la piscine et pour l'entreposage, le transport local de l'équipement, des meubles (tables, chaises, nappes, etc.), courant électrique pour l'équipement jusqu'à 220V et de la sécurité 24 heures pour son équipement.

Systèmes et matériel informatique

Un logiciel de Swiss Timing sera utilisé pour recueillir, calculer et afficher les notes des juges pour chaque épreuve. Ce logiciel fonctionne grâce à une console Omega et peut être calibré pour les terminaux à clavier avec et sans fil.

Dans le cas d'une panne du système, un système de sauvegarde des résultats permet l'entrée manuelle dans une série d'ordinateurs portatifs. Les juges ont toujours une fiche sous leur chaise si le juge-arbitre décide d'utiliser les notes manuelles.

L'écran géant permanent de la piscine olympique du Centre sportif sera utilisée par Omega pour afficher les notes et le tableau des résultats. Un deuxième écran vidéo sera temporairement installé par les organisateurs montrera aux spectateurs et aux concurrents les reprises au ralenti, des vidéos promotionnelles et les logos des commanditaires en boucle.

Partout dans l'installation, des écrans de télévisions de 60" présentant des images de la compétition seront temporairement installés.

Service au diffuseur hôte et internationale

La FINA oblige Diving Plongeon Canada, en tant que comité organisateur, à produire une diffusion télévisée internationale de qualité via six caméras HD incorporant de l'action en direct, des reprises, des tableaux en anglais (fournis par Omega), avec son ambiant pour distribution à travers le monde. La production télévisuelle doit être mise à la disposition des tierces parties désignées par la FINA, soit les diffuseurs olympiques officiels de chaque principaux marché/continent. De plus, des copies du « signal de base » doivent être fournies à la FINA, qui utilisera ensuite les images pour produire des vidéos de faits saillants, de la promotion ou des archives. En plus du signal international, Diving Plongeon Canada produit un deuxième signal national pour une diffusion d'au moins deux heures pour « Road to the Olympic Games » de CBC, ainsi que diffusion en directe de toutes les épreuves sur cbc.ca et radiocanada.ca. Une production de cette ampleur durant trois jours est comparable aux exigences des meilleures productions de la majorité des matchs sportifs professionnelles en Amérique du Nord.

Le comité organisateur (Diving Plongeon Canada) agit comme diffuseur hôte, travaillant avec les meilleurs contractuels dans le domaine pour offrir ces

diffusions internationales et nationales. Une inspection technique détaillée du site de compétition permet de coordonner le plan d'exécution. Les meilleurs angles pour les caméras, l'emplacement des plateformes élévatrices, les studios, les positions des caméramans mobiles sont tous évalués pour permettre la meilleure diffusion en directe et les reprises des épreuves au 3m, 10m et synchro, tout en offrant une bonne visibilité aux différents partenaires et commanditaires.

Selon les exigences de la FINA, toutes les finales, les présentations des athlètes et les cérémonies des médailles doivent être produites pour la télévision. Le distributeur des droits internationaux de télévision de la FINA (Eurovision) est sur place lors des compétitions de la Série mondiale afin de gérer la programmation et la coordination des signaux en direct et enregistrés des diffuseurs internationaux à travers le monde.

2.8 – Communications et promotions

Services aux médias

Tel que mandaté par la FINA, le comité organisateur doit obtenir une couverture favorable pour le sport du plongeon, la collectivité hôtesse, les partenaires financiers et les commanditaires majeurs via la couverture médiatique, télévisuelle et en ligne à travers le monde. Dans le but d'accomplir ce mandat, le comité du marketing, promotions et communications exécutera un plan de relation médias en trois parties.

Phase I – Avant la compétition:

- S'assurer que la liste des médias nationaux et locaux est complète et à jour;
- Concevoir un plan pour les médias visant à sensibiliser le grand public, les groupes ciblés par la ville hôtesse, afin de susciter l'intérêt et remplir les gradins;
- Collaborer avec les partenaires gouvernementaux, les commanditaires corporatifs et les partenaires médiatiques afin d'identifié les messages clés et promouvoir la compétition afin d'atteindre les objectifs corporatifs;
- Envoyer régulièrement des renseignements aux médias et au service des communications de la FINA au sujet de la préparation de la

compétition (confirmation des plongeurs olympiques, montage et mise en valeur du site de compétition, accréditation des médias, etc.);

- Planifier et superviser les installations de presse au site de compétition, en suivant les principes établis dans le guide de presse de la FINA.

Phase II – Pendant la compétition:

- S'assurer que les renseignements pertinents sont distribués efficacement aux médias. Les renseignements doivent inclure: les résultats, les classements, les commentaires, les entrevues/citations dans la zone mixte, des renseignements sur les fédérations nationales participantes, etc.
- Assurer de bonnes conditions de travail pour les représentants des médias;
- Maintenir un contact permanent avec le service des communications de la FINA pour assurer la diffusion des renseignements partout dans le monde.

Phase III – Après la compétition:

- Préparer un rapport final pour tous les partenaires majeurs de la compétition, incluant la couverture médiatique, les coupures de presse, les photos, et les activités entourant la compétition.

Les tâches dans le domaine des services aux médias incluent:

- Produire un guide de presse bilingue
- Créer un lieu de travail pour les médias près de la « zone de plongeon »
- Créer un espace de presse/conférence de presse professionnel
- Créer une zone mixte où les médias et les athlètes peuvent interagir après les épreuves pour des entrevues en direct
- Organiser une conférence de presse pré-compétition et une conférence de presse subséquente après les épreuves individuelles selon l'intérêt des médias
- Examiner toutes les demandes médiatiques et accréditer seulement les journalistes/photographes professionnels

Services des communications et de renseignements

Bulletin d'information / Dossier de la compétition

La première étape dans le plan de communications de la compétition est de distribuer les détails pertinents sur la compétition aux fédérations participantes et à la FINA. Le comité organisateur préparera un bulletin d'information/dossier de la compétition pour distribution quelques mois en avance. Ce dossier de renseignements sera diffusée par le service des communications de la FINA à toutes les fédérations membres. Le dossier sera aussi affiché dans www.fina.org.

Les renseignements suivants seront contenus dans le dossier:

- Renseignements généraux sur le Canada et la région de Montréal
- Les détails du site de compétition et d'entraînement
- L'ordre des épreuves et les heures de début
- Des renseignements sur l'hébergement de l'équipe et des officiels techniques
- Des renseignements sur le transport local
- Des renseignements sur les services de repas
- Les prix pour les délégués autofinancés
- Les coordonnées du comité organisateur et les personnes clés
- Les formulaires pour les inscriptions préliminaires, les formulaires de voyage et les formulaires pour les listes des chambres
- Des renseignements sur les mesures de santé locale

Une version à jour de ce document sera diffusée un mois avant la compétition quand plus de détails opérationnels sont finalisés.

Principaux lieux de renseignements

Pendant la compétition, les participants auront accès à deux lieux principaux de renseignements. Au site de compétition, un bureau de renseignements sportifs sera installé dans une salle près du bord de la piscine. À cet endroit, les participants pourront obtenir des renseignements sur tous les aspects des épreuves. Des pigeonniers seront installés pour chaque fédération participante, les officiels techniques et aussi pour les médias sur place pour obtenir des copies des listes de départ et des résultats.

Aux hôtels officiels, des bureaux semblables de renseignements, où des bénévoles et des employés de la compétition travailleront pendant les heures régulières d'opération, seront installés. À l'extérieur des heures d'ouverture, les participants pourront communiquer avec les membres appropriés du comité organisateur aux numéros de téléphone cellulaire fournis dans le dossier de la compétition.

Outils de communications

- Réunion des entraîneurs/technique

La veille du début de la compétition, la FINA et le comité technique et présentation du sport tiendront une réunion technique pour les entraîneurs et des officiels au site de la compétition. Lors de cette réunion, les inscriptions dans chaque épreuve seront discutées, les listes de départ seront confirmées et d'autres importants renseignements concernant la compétition seront présentés.

- Site Internet de la compétition

Ce site sera mis à jour pour l'année suivante à la fin de l'automne avec des informations relatives à l'évènement. Sur le site Internet, les renseignements suivants seront rapidement accessibles:

- Horaire officiel de la compétition
- Participants invités
- Logo/message des commanditaires et des partenaires financiers
- Prix des billets et points de vente
- Liens vers des sites Internet pertinents
- Renseignements sur des activités et des festivals secondaires
- Directions vers le site de compétition

- Guide média / Programme souvenir

Un livret bilingue détaillé, servant de guide média et de programme souvenir sera produit pour la compétition. Cette publication contiendra:

- Des lettres de bienvenue de tous les niveaux de gouvernements et des partenaires financiers
- Horaire officiel de la compétition
- Détails et format de la compétition

- Biographies détaillées des participants canadiens
- Liste de tous les participants et pays
- Renseignements locaux sur la région de Montréal
- Publicité des commanditaires
- Résultats et classements passés de la Série mondiale de plongeon de la FINA

➢ Mises à jour régulières du comité organisateur

Le président de la compétition et tous les sous-comités s'échangeront mensuellement des mises à jour. Dans chaque mise à jour, tous les membres du comité organisateurs partageront un résumé du travail et les prochaines étapes pour chaque sous-comité seront planifiées. Le président de la compétition donnera une mise à jour financière générale.

En travaillant avec la Ville de Montréal, Tourisme Montréal et Plongeon Québec, Plongeon Canada recommanderait que les appels conférences aient lieu toutes les six (6) semaines lors de la planification de la Série mondiale à Montréal. La fréquence des appels pourrait augmenter aux trois semaines à 90 jours de la compétition, puis à chaque semaine lors des derniers 30 jours.

Plan promotionnel

Le plan promotionnel pour cette compétition se basera largement sur des initiatives numériques ciblées, des ententes de partenariat avec les médias locaux et tirer parti des outils promotionnels existants de nos partenaires.

Les organisateurs de la compétition tenteront de créer et de promouvoir du contenu attrayant sur les médias sociaux, en plus d'impliquer des personnes influentes pour promouvoir la compétition. Les publications porteront sur les athlètes internationaux /olympiques présents, avec une emphase sur les étoiles de l'équipe nationale de Montréal (Canada).

Après avoir examiné le portrait des médias locaux, le département du marketing de Diving Plongeon Canada négociera des ententes de commandites avec les médias traditionnels et médias sociaux locaux. Ces ententes incluront dans campagnes publicitaires importantes qui viendront compléter notre stratégie numérique.

Diving Plongeon Canada espère aussi que les partenaires comme la Ville de Montréal, Tourisme Montréal et le Parc olympique travailleront sur des atouts promotionnels communs afin d'aider à promouvoir la compétition et mettre en valeur toutes les personnes qui gravitent autour des vedettes de l'équipe nationale du Canada. Des stratégies de promotions croisées avec d'autres publications, guides de loisirs, comptes médias sociaux, panneaux publicitaires extérieur et autres affichages seront exploités pour promouvoir ces partenariats et bien positionner la compétition.

Diving Plongeon Canada a aussi le mandat spécifique de promouvoir le sport et d'implanter des programmes de développement communautaires. Ces derniers seront planifiés en conjonction avec la compétition et seront promût sur les médias sociaux afin d'exposer les jeunes familles de Montréal au sport du plongeon. L'objectif est de suscité l'intérêt du public en les exposants à ce que le plongeon mondial a de mieux à offrir.

Activités spéciales

Cocktail pour les V.I.P.

Le comité d'accueil et des services aux délégués planifiera un cocktail pour les V.I.P. qui aura lieu au centre sportif le soir avant la compétition. Les invités incluront les représentants de la FINA, de la Ville de Montréal, de Tourisme Montréal et leurs invités, ainsi que les commanditaires majeurs et les organisations partenaires/clubs de plongeon locales. Les administrateurs/entraîneurs et les officiels des pays participants y assisteront, donnant une occasion aux invités de rencontrer les dirigeants du sport de haut niveau avant que la compétition commence.

Les athlètes de haut niveau qui ne sont pas en action le jour suivant seront aussi invités à venir.

Activité sociale post-compétition

À la fin du repas le dimanche soir, les athlètes et les entraîneurs sont transportés dans un endroit privé (bar où restaurant) où ils peuvent célébrer leurs réalisations et leurs succès sur le circuit de la Série mondiale.

Visibilité des partenaires financiers

La Ville de Montréal, le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada seront présentés comme des partenaires financiers majeurs sur chacun des éléments promotionnels. Veuillez consulter le plan complet de visibilité.

2.9 – Commandites et marketing

Droits nationaux de TV

Grâce au renouvellement de l'entente de diffusion entre Plongeon Canada et la CBC jusqu'en 2025, l'événement phare de Plongeon Canada, la Série mondiale de plongeon de la FINA (Montréal), sera à nouveau diffusée à l'échelle nationale à l'émission *Road to the Olympic Games* à l'antenne de la CBC.

À chaque année, ceci peut inclure de 2 à 4 heures de couverture aux heures de grande écoute au courant de la fin de semaine. La CBC diffusera l'événement en continu dans son intégralité sur sa plateforme GEM.

Du côté francophone, Radio-Canada s'est vu offrir les droits de diffusion en continu et Plongeon Canada travaillera avec RDS pour produire quatre émissions d'une heure de l'événement qui seront diffusées en première pendant quatre semaines consécutives, incluant de 2 à 3 reprises de chaque émission sur RDS ou RDS2 selon les créneaux de programmation disponibles, pouvant atteindre 16 heures de couverture totale.

Des ententes sont en place avec les deux diffuseurs jusqu'en 2025 et Radio-Canada considère ajouter une seconde émission en français pour l'année olympique 2024.

Diffusion continue par Internet

En plus d'être les partenaires de télédiffusion nationaux pour la compétition, CBC et Radio- Canada ont les droits canadiens de la webdiffusion pour la Série mondiale.

Le flux sera disponible dans le monde entier sur le canal YouTube de la FINA et ne fera pas l'objet de géoblocage. Ainsi, la compétition pourra être visionnée n'importe où dans le monde.

La télédiffusion internationale

L'émission internationale sera produite localement par Dome Productions. Le signal est fourni à Eurovision pour une distribution à l'échelle mondiale. Typiquement, l'événement rejoint de 15 à 20 pays et plus de 200 millions de ménages. Les rapports de diffusion annuels seront toujours fournis dans le rapport de synthèse de l'événement.

Commandites

La Série mondiale étant un circuit de compétition international annuel, un commanditaire titre et deux commanditaires présentateurs majeurs ont trouvés par la FINA. Ces ententes internationales avec la FINA fournissent le financement de base pour toutes les étapes de la Série mondiale. Ces commandites aident à subventionner une portion importante des bourses pour les athlètes, ainsi que les coûts du transport en avion pour participer à chaque compétition. Chaque partenaire fournit aussi un important soutien monétaire pour chaque compétition de la Série mondiale.

En cherchant du soutien financier pour la Série mondiale à Montréal, Diving Plongeon Canada cherche également à obtenir des fonds à l'extérieur du programme traditionnel d'organisation d'événement sportif de la Ville de Montréal. Cette proposition se rapproche davantage d'un programme de commandite et la Ville de Montréal recevra des avantages semblables à ceux des partenaires de la Série mondiale.

En plus du financement de la Ville de Montréal et de Tourisme Montréal, le coordonnateur des commandites et des permis a pour tâche de trouver 50 000$ à 75 000$ de revenus chaque année venant de sources locales.

En plus du premier niveau de partenariat pour la ville, la FINA fournit à Diving Plongeon Canada une (1) commandite de niveau présentateur et cinq (5) partenariats de niveau compétition à vendre pour atteindre cet objectif financier.

Des commandites en service seront aussi recherchées pour aider à équilibrer le budget de la compétition dans le plus de domaines possibles. Cela inclut: restauration, hébergement, fleurs, location d'équipement, services médicaux, divertissement, transport, aide promotionnelle et matériel administratif.

2.10 – Billets et marchandise

Stratégie de vente de billets

L'entente de DPC avec la FINA permet au comité organisateur de conserver tous les revenus de la vente de billets.

En 2020, l'événement affichait presque salle comble. Dans le cadre de la vente de billets, nous avions adopté une approche à deux volets. Premièrement, nous avions ciblé la communauté chinoise et deuxièmement, le grand public, notamment les familles montréalaises avec des enfants.

Pour DPC, la possibilité de croissance de sa vente de billets sera auprès du grand public composé de familles montréalaises avec des enfants. Pour ce faire, nous allons continuer de bâtir la valeur de divertissement du sport et continuer de faire la promotion des nouvelles étoiles de l'équipe canadienne, dont plusieurs s'entraînent à Montréal, ce qui saura attirer les amateurs avides de sport olympique.

Nos efforts promotionnels seront axés sur la présentation d'épreuves à guichets fermés au cours des trois jours de compétition. Bien à l'avance de l'événement, nous mettrons en vedette les plongeurs étoiles canadiens et internationaux dont la participation est confirmée pour attiser l'intérêt. Les efforts promotionnels seront concentrés trois semaines avant la tenue de l'événement, ce qui s'avère être la plage la plus efficace pour stimuler la vente de billets.

Gestion de la vente des billets

Les ventes de billets seront gérées par la Parc Olympique, et le comité organisateur aura accès à des billets supplémentaires pour les initiatives communautaires et promotionnelles.

Les ventes de billets en ligne auront lieu sur le site Internet officiel de la Parc Olympique par Ticketmaster.

Si des billets pour les différentes sessions de la Série mondiale de plongeon de la FINA sont encore disponibles, ils pourront être achetés sur place durant la compétition. À la fin de la compétition, le comité organisateur fera la conciliation avec la Régie des installations olympiques (RIO).

Selon leur politique, du personnel de la RIO sera positionné aux principaux points de contrôle du Centre sportif pour déchirer/numériser les billets et s'assurer que tous les détenteurs de billets ont accès à leurs places respectives.

Pour faciliter la comptabilité et le contrôle des accès, tous les billets seront numérotés et les renseignements de l'acheteur seront entrés dans la banque de données.

Marchandise et permis

La FINA a accordé les droits de vente de marchandise et de permis au comité organisateur comme suit:

- Accueil à la compétition
- Kiosque de ventes au site de compétition
- Publicité dans le programme officiel de la compétition et vente du programme
- Vente d'items portant le nom et le logo de la compétition (à l'exception des vêtements portant le nom et le logo de la compétition).

Toutes ces possibilités seront entièrement étudiées pour générer des revenus visant à soutenir le budget. Le coordonnateur des commandites et des permis de DPC dirigera ce domaine et sera responsable de trouver des partenaires licenciés.

2.11 – Cérémonies

Services aux V.I.P.

La zone V.I.P. sera une section dédiée du côté des spectateurs et pourra accueillir environ 250 autres personnes. Ces places seront réservées réservée aux partenaires financiers, aux commanditaires majeurs, aux dirigeants de la FINA, aux commanditaires locaux de la compétition, aux gagnants des concours promotionnels et aux familles des athlètes.

Une zone de réception dédiée près de la section V.I.P. sera décorée, afin que tous les V.I.P. puissent y accéder entre les compétitions. Des rafraîchissements et une sélection d'hors-d'œuvre seront servis dans cette section.

Lorsque possible, les athlètes et les entraîneurs seront encouragés à visiter cette zone de réception des V.I.P. pour interagir avec les divers commanditaires et dignitaires présents.

Cérémonies d'ouverture

Une cérémonie d'ouverture aura lieu au début de la deuxième session du jour un (le vendredi). Les représentants de la Ville de Montréal, des gouvernements provincial et fédéral, ainsi que de la FINA, auront l'occasion d'adresser quelques mots. Après la portion des discours, un défilé des pays commencera. Chaque pays nommera un porte-drapeau, qui devra défiler avec l'uniforme de son équipe nationale.

Présentations des athlètes

Pour la Série mondiale de plongeon de la FINA, tous les demi-finalistes et finalistes défileront pour une présentation officielle avant le début de leur épreuve respective.

Pour les demi-finales, les deux séries de concurrents (ceux qui plongent dans la demi-finale A et dans la demi-finale B) seront présentés consécutivement avant le début de la demi-finale A. L'annonceur dira le nom de chaque plongeur, son pays et son numéro pour chaque demi-finales et les athlètes défileront en deux groupes.

Pour les finales, les plongeurs seront présentés individuellement et l'annonceur annoncera le nom, le pays, le rang dans la finale et un fait saillant majeur de la carrière de chaque plongeur (ex. champion olympique en titre). Pendant que l'athlète défilera, une vidéo de faits saillants et des images de la compétition seront affichées sur le l'écran vidéo du Centre sportif.

Pour toutes les présentations, tous les athlètes porteront un dossard avec leur nom de famille, le logo de la compétition et le nom de la ville hôtesse. Un officiel du protocole portant le drapeau de la FINA sera en tête de toutes les présentations des athlètes et ensuite les guidera à partir du lieu de la présentation à la fin de chaque cérémonie.

Cérémonies des médailles

Les cérémonies des médailles auront lieu à chaque jour à la fin de la session du soir, sauf le vendredi (jour un), où deux cérémonies des médailles auront lieu à la fin de chaque session. En tout, dix (10) cérémonies auront lieu au cours des trois jours de compétition.

Les trois premières équipes des épreuves synchronisées et les trois premiers plongeurs des épreuves individuelles recevront des médailles. Chaque médaillé à la compétition recevra un bouquet de fleurs et un cadeau spécial du commanditaire titre.

Les directives de la FINA et du gouvernement du Canada seront suivies de près dans le maniement des drapeaux nationaux et la présentation des hymnes nationaux. Les dignitaires de la FINA et municipaux seront invités à participer à la présentation des médailles et des fleurs. Des bénévoles en uniforme agiront comme porteurs des médailles et des fleurs. Une cérémonie où les drapeaux seront et l'hymne nationale sera jouée aura lieu.

Les cérémonies des médailles seront produites pour la télévision nationale et internationale.

Répartition des bourses locales

Au début de chaque année, la FINA facture tous les comités organisateurs pour les bourses:

1ère place: 5 000$
2e place: 4 000$
3e place: 3 000$
Sous-total: 12 000$/épreuve

Total x 10 épreuves: 120 000 USD

À la fin de toutes les compétitions de la Série mondiale, les bourses sont remises en un seul paiement à chaque athlète par la FINA.

Répartition des bourses globales

Un montant additionnel sera remis aux six premiers plongeurs du classement général individuels et aux six premières équipes (hommes + femmes) dans chaque épreuve:

1ère place: 30 000$
2e place: 20 000$
3e place: 15 000$
4e place: 10 000$
5e place: 7 000$
6e place: 5 000$
Sous-total: 87 000$/épreuve

Total x 10 épreuves: 870 000 USD

2.12 – Plan des opérations

Description / Éventail du travail

La Série mondiale de plongeon de la FINA – Montréal est un évènement récurent qui aura lieu pour un terme de trois ans (2023-2025). Les organisateurs ayant déjà présenté la compétition quatre fois à Montréal donc en 2018, 2019, 2020, et 2022. La charge de travail et la division des tâches sont deux domaines qui sont clairs pour les organisateurs.

Cette structure va continuer à Montréal pour les prochaine trois ans et sera réexaminée et adaptée en fonction chaque année.

Le projet aura 10 employés permanents membres de Diving Plongeon Canada, (3) de Plongeon Québec et jusqu'à six (6) personnes de la Ville de Montréal/du Parc olympique/ Tourisme Montréal qui se concentreront à préparer cette compétition.

Huit (8) à dix (10) employés à contrat seront aussi embauchés par le comité organisateur pour aider aux opérations de la compétition. En tout, on s'attend à ce que la compétition nécessite environ 24 à 26 professionnels et 75 bénévoles locaux.

Évaluation détaillée des coûts

Le comité organisateur utilise les budgets finals de éditions précédents à Montréal pour prédire avec précision les coûts pour la prochaine année.

Horaire maître du projet annuel

Juillet/Août
Exécutions principales

- Effectuer des visites du site
- Demander des subventions/du financement d'organisation par
    - Ville de Montréal
    - Tourisme Montréal
    - Gouvernement du Québec
    - Gouvernement du Canada

Septembre/octobre
Exécutions principales

- Commencer à recruter les employés du comité organisateur et sous-comités
- Finaliser la division des tâches entre tous les intervenants
- Mis à jour les atouts numériques/image graphique de la compétition
    - Site Internet/matériel promotionnel
    - Image/disposition du site de compétition
- Commencer la procédure de vente des commandites
- Demander/Confirmer des soumissions des fournisseurs de services
    - Hôtel
    - Restauration
    - Transport, etc.

Novembre/décembre

- Effectuer une visite de toutes les installations de la compétition et rencontrer les personnes ressources locales
- Commencer les négociations de partenariats médiatiques
- Commencer à implanter la stratégie de vente des billets
- Organiser une première ronde de réunions des sous-comités
- Finaliser les contrats avec les fournisseurs de services
- Distribuer les principaux renseignements sur la compétition aux fédérations participantes et à la FINA
- Finaliser les relations avec les médias et le plan promotionnel
- Lancer la vente des billets

Janvier/février

- Continuer les promotions, les ventes et la planification opérationnelle
- Effectuer une deuxième visite du site pour le recrutement des bénévoles, la planification de l'héritage local et les partenariats avec les groupes culturels
- Distribuer les renseignements sur les différentes occasions de formation aux membres de la communauté canadienne de plongeon et à la collectivité locale
- Obtenir les prix pour l'équipements en lien avec le programme d'héritage, le matériel nécessaire pour la compétition et les structures temporaires
- Tous les sous-comités commencent à exécuter leurs plans opérationnels

Mars/avril

- Recueillir tous les renseignements des athlètes participants, des pays et des délégués du programme de développement
- Exécuter les relations avec les médias et le plan de promotions, la vente des billets
- Finaliser la procédure de vente des commandites
- Exécuter tous les plans opérationnels
- Tenue de la compétition

Mai/juin

- Bilan financier et opérationnel de la compétition
- Bilan des sous-comités.

- Bilan avec chaque sous-comité et le CO en groupe
- Mise à jour des plans pour la prochaine année

Politiques et procédures d'autorisation et d'approbation

Les autorisations et les approbations décisionnelles concernant la compétition relèveront du président de la compétition, des présidents des sous-comités et impliqueront les conseils du comité consultatif.

Les présidents des sous-comités assembleront le matériel nécessaire pour recevoir l'approbation finale par le président de la compétition. Chaque sous-comité sera responsable d'obtenir l'approbation d'une tierce partie (c.-à-d. FINA, commanditaire, athlète/entraîneur) après avoir obtenu l'approbation du président de la compétition.

Tâches/Ententes

FINA
- Signer une entente d'organisation de 3 ans
- Activation et service de ses commanditaires majeurs
- Accueil des principaux officiels de la FINA

Sport Canada
- Subvention d'organisation de l'ISSE
- Plan de visibilité
- Plan d'héritage
- Plan des langues officielles

Gouvernement du Québec
- Subvention du programme de soutien aux évènements sportifs internationaux

Ville de Montréal
- Signer une entente d'organisation de 3 ans
- Promouvoir la ville et ses installations comme principales destinations d'organisations sportives
- Impact pour la collectivité locale de plongeon via une planification détaillée du programme d'héritage

Tourisme Montréal

- Signer une entente d'organisation de 3 ans
- Implication dans les négociations avec les fournisseurs locaux majeurs de services (hébergement, transport, repas)
- Donner un impact économique à la région par l'organisation et la promotion de Montréal comme destination

Diving Plongeon Canada

- Occasions de développement pour les entraîneurs, athlètes et officiels canadiens
- Occasions de relations internationales avec les membres du conseil d'administration de DPC et les membres exécutifs de la FINA

Plongeon Québec

- Développement et recrutement d'entraîneurs, athlètes et officiels du Québec
- Héritage au niveau de l'équipement, des infrastructures, et la connaissance.
- Développement et promotion du sport à Montréal et au Québec

Approbations externes

Tous les partenaires financiers et commanditaires majeurs recevront pour approbation des ébauches finales du contenu graphique, ainsi que du matériel de production et d'information.

Cette liste inclut:

- Sport Canada
- Gouvernement du Québec
- Ville de Montréal
- Tourisme Montréal
- FINA
- Autre commanditaire présentateur à déterminer
- CBC/Radio-Canada

La FINA doit aussi approuver l'horaire final de la compétition, le plan de télédiffusion (position des caméras, position des affiches) et le plan des services aux V.I.P.

Les autorités sanitaires locales seront consultées advenant tout problème dans le cadre de la COVID-19 ou de toute autre urgence sanitaire communautaire.



Fina
SÉRIE MONDIALE
DE PLONGEON

MONTRÉAL (CAN)

PLAN DE VISIBILITÉ 2023 - 2025

DIVING
PLONGEON
CANADA

PLAN DE VISIBILITÉ - SÉRIE MONDIALE DE PLONGEON (2023-2025)

Le comité organisateur et Diving Plongeon Canada coordonneront un vaste programme qui souligne l'implication de la ville de Montréal, du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada dans l'organisation et le soutien à la Série mondiale de plongeon de la FINA.

Par l'utilisation des relations avec les médias, de la publicité payée, des campagnes dans les médias sociaux, des affiches, la production de la télévision et les occasions de présences/pour parler, tous les partenaires de financement public seront mis en evidence en compagnie de tous les autres partenaires de troisième niveau de cette compétition.

Les logos (et quand c'est approprié, des renseignements concernant le soutien financier) seront présentés dans les activités de communication et promotionnelles reliées à la Série mondiale de plongeon de la FINA – Montréal.

Activités de reconnaissance/visibilité

Voici une liste des domaines dans lesquels le comité organisateur livrera la marque/le message pour la ville de Montréal.

1) **Matériel imprimé, objets promotionnels, vêtements**

Les partenaires gouvernementaux recevront de la visibilité dans/sur:

- Affiches
- Dépliants
- Programme souvenir / Guide de presse (inclusion d'une lettre de bienvenue du dirigeant élu)
- Dossier de renseignements de la competition

2) **Médias sociaux**

Diving Plongeon Canada coordonnera une stratégie dans les médias sociaux qui combine les comptes de médias sociaux de Diving Plongeon Canada, Plongeon Québec, la ville de Montréal, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada, et les comptes de médias sociaux de la FINA pour promouvoir la compétition et les objectifs stratégiques de chaque partenaire. Dans les comptes de médias sociaux de Diving Plongeon Canada, tous les portraits, photos ou bannières ayant

une oeuvre créative montreront les logos des gouvernements/de la municipalité avec ceux des autres partenaires majeurs.

@DivingCanada (Facebook, Twitter, Instagram, Tik Tok, YouTube)

3) **Annonce de financement**

Les meilleurs athlètes de Diving Plongeon Canada vivent et s'entraînent à Montréal, donc nous pourrons coordonner une annonce spéciale de financement impliquant les plongeurs et les trois niveaux de partenaires d'une manière efficace.

4) **Communiqués de presse**

Tous les communiqués de presse bilingues distribués par Diving Plongeon Canada et le comité organisateur incluront un paragraphe type concernant le soutien donné par nos partenaires public. Pour les communiqués et les annonces spéciaux, les partenaires de financement pourront envoyer des citations pour le communiqué.

5) **Sites Internet**

Les logos des partenaires publics de financement seront affichés dans le site Internet de Diving Plongeon Canada et la page d'accueil de la Série mondiale de plongeon de la FINA – Montréal. Les logos auront des hyperliens pour les pages d'accueil des partenaires.

6) **Campagne de publicité payée**

Le comité organisateur inclura de la visibilité pour les partenaires publics dans toutes les campagnes de publicité payée présentées pour promouvoir la compétition. La position de la publicité sera explorée en utilisant les journaux, la radio, la télévision, les groups communautaires ciblés et les panneaux publicitaires sur les édifices municipaux.

7) **Espace publicitaire à acheter**

CBC/Radio-Canada étant notre diffuseur hôte officiel jusqu'en 2025, les organisateurs de la compétition n'ont pas accès à l'inventaire commercial. Toute annonce pour ces réseaux doit être achetée en dehors de cette entente.

RDS est toujours notre partenaires secondaires de television. Le comité organisateur gardera une portion de l'inventaire commercial. Les annonces commerciales paraissant dans les principales diffusions apparaîtront aussi dans toutes les diffusions répétées des réseaux respectifs. Les commanditaires majeurs recevront le premier droit de refus pour inclure une annonce de télévision de 30 secondes.

8) Affichage dans l'installation et pour les spectateurs

L'affichage de bienvenue dans l'entrée, les affiches de directions et de contrôle de l'accès fourniront aux partenaires publics de financement une visibilité importante.

9) Affichage de choix à la camera

Stratégiquement placés autour du site de plongeon, les partenaires publics recevront trois panneaux au bord de la piscine de, deux dans un angle de télévision de choix et un pour les spectateurs. De plus, les logos seront inclus dans les marches et répétés dans les arrièreplans dont ceux situés derrière les tremplins de 3m, la tour de 10m, les zones d'entrevue médiatiques et des « accolades et pleurs », tous des endroits en évidence pour la television. (CBC/Radio-Canada, et les centaines de millions de foyers internationaux à travers le monde).

10) Message en AP/ à l'écran

Les annonceurs de la compétition liront des déclarations bilingues préparées ou les partenaires publics peuvent fournir une vidéo de 30-60 secondes à être diffusée régulièrement sur l'écran vidéo de l'installation entre les compétitions. Les specifications techniques de l'écran peuvent être relayées s'il y a de l'intérêt.

11) Présences et rôles pour parler

Les représentants de nos partenaires publics auront des invitations ouvertes à toutes les activités publiques / cérémonies formelles associées à la compétition.

La liste inclut, sans y être limitée:

- Conférence d'annonce de financement – début de l'automne
- Conférence de presse d'ouverture – le jeudi de la semaine de la compétition
- Cocktail de bienvenue des V.I.P. – le jeudi de la semaine de la compétition

- Cérémonie d'ouverture – le vendredi de la semaine de la compétition

12) Kiosque sur place et distribution de matériel promotionnel

Les partenaires publics se verront offrir de l'espace et les meubles nécessaires pour présenter un kiosque informatif à l'installation de la compétition. Au besoin, le comité organisateur peut aider à recruter des bénévoles pour travailler dans ce kiosque et distribuer la littérature fournie.

13) Autres occasions

Le comité organisateur et Diving Plongeon Canada demeureront ouverts et réceptifs pour discuter de toute activité promotionnelle entourant la compétition pour souligner l'implication de notre partenaire dans la compétition et la distribution des messages importants.


Fina
SÉRIE MONDIALE
DE PLONGEON
MONTRÉAL (CAN)
PLAN DES LEGS
2023 - 2025
DIVING
PLONGEON
CANADA

PLAN DES LEGS - SÉRIE MONDIALE DE PLONGEON (2023-2025)

La planification et la mise en œuvre d'un grand éventail de legs en lien avec la tenue de cet évènement sont primordiales pour les organisateurs. Ceci est mis en évidence par l'existence d'un sous-comité entier responsable de la bonne planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation des legs ciblés.

Depuis 2014, les organisateurs ont pris en charge ce projet d'envergure et ont été en mesure de fournir des legs clés à la communauté locale, à la fédération sportive provinciale et à la fédération nationale du sport. Les legs ont inclus la programmation pour les athlètes, les entraîneurs et les officiels; le transfert de connaissances vers la communauté locale; l'acquisition de matériel spécialisé d'entraînement sportif et d'équipement spécifique à la tenue d'un tel évènement.

En raison des fermetures en lien avec la pandémie qui ont commencé en mars 2020, la communauté locale de plongeurs a été décimée. Deux ans plus tard, nous voyons maintenant la programmation reprendre, mais le taux de participation des athlètes compétitifs est bien inférieur à ce qu'il était avant la pandémie. Essentiellement, une génération de plongeurs compétitifs risque d'être perdue. Heureusement, nous assistons à une résurgence au niveau récréatif, cependant, nous savons que nous devrons intervenir avec des initiatives ciblées afin de convertir un pourcentage plus élevé de ces athlètes vers le volet compétitif.

La perturbation de la programmation au cours des deux dernières années a également entraîné une perte importante d'entraîneurs et d'instructeurs à Montréal et à travers le Québec. Cela est évident par le nombre de clubs aquatiques qui parviennent à offrir des cours de plongeon à Montréal en ce moment (voir le tableau ci-dessous).

	2019-20	2021-22
# clubs aquatiques qui offres des cours de plongeon à Montréal	5	2
# de plongeurs affilié(e)s de la région de Montréal	935	628
# de clubs au Québec	17	15
Plongeurs compétitifs au Québec	697	191
Plongeurs récréatifs au Québec	1458	1800

Les organisateurs et les partenaires de l'évènement cibleront surtout, mais pas uniquement, les priorités suivantes en termes de legs à chaque année:

- Offrir des opportunités de financement (activités de levée de fond) pour les clubs ayant cessé leur activité durant la pandémie
- Fournir des avantages financiers et de collecte de fonds aux clubs de plongeon locaux de Montréal en lien avec leur implication dans la planification et la mise en œuvre de l'évènement.
- Faire la promotion du programme «Plouf!: Initiation au plongeon» de Plongeon Québec sur le plan national et international à l'aide des opportunités qu'offrent l'accueil de l'évènement.
- Augmenter le nombre d'opportunités de développement communautaire aux organisations culturelles locales à travers la tenue de l'évènement.
- Faire la promotion des héros montréalais de plongeon à la communauté et à l'étranger.
- Offrir des opportunités de développement technique pour des athlètes juniors, des entraîneurs de niveau «Compétition-Introduction» et «Compétition-Développement» et des juges de niveau provincial/national à chaque année.
- Utiliser ces opportunités de développement pour Plongeon Québec afin d'effectuer des sessions «d'évaluation technique» pour les clubs du Québec.
- Offrir des opportunités concurrentielles de premier plan au Canada pour des athlètes, des entraîneurs et des juges en provenance du Canada et du Québec.
- Organiser des ateliers de développement professionnel aux administrateurs et membres du conseil d'administration des clubs, afin de contribuer à rebâtir la communauté locale de plongeon.
- Mettre les meilleurs plongeurs canadiens au premier plan du domaine du sport au Canada en leur donnant l'opportunité d'affronter à chaque année les meilleurs plongeurs au monde au Canada, et en diffusant ces compétitions à un auditoire national.
- Bâtir intentionnellement des opportunités de développement du leadership pour les jeunes locaux.
- Acquérir de l'équipement sportif spécifique à chaque année que les clubs de plongeon locaux pourront utiliser dans leur programmation future.
- Acquérir de l'équipement spécifique à l'accueil de compétitions pour Plongeon Québec et Diving Plongeon Canada à utiliser pour la tenue de camps d'entraînement de haute performance, de championnats provinciaux, de championnats nationaux, et d'autres évènements internationaux.
- Offrir des opportunités de stages significatives et des possibilités de bénévolat pour les étudiants des domaines de la gestion du sport, de la planification d'évènement, des communications et de tout autre domaine connexe.
- Construire, et continuellement mettre à jour, des modèles transférables d'accueil de compétitions qui serviront à la communauté canadienne de plongeon et à la communauté locale.

- Développer intentionnellement des leaders sur les échelles municipale, provinciale, et nationale afin de bâtir la capacité d'administration et d'accueil de la communauté canadienne de plongeon.
- Offrir à Plongeon Québec une bourse financière annuelle, indépendante de celle de la Série mondiale de plongeon, qui pourra être investie dans le développement du sport.

Planification annuelle du développement du sport

Chaque année à l'automne, Plongeon Québec et Plongeon Canada se rencontreront pour discuter des priorités pour la saison à venir et mettront en place diverses opportunités de développement pour répondre directement à ces objectifs.

En concluant un autre mandat pluriannuel avec la Ville de Montréal pour accueillir un événement annuel de la Série mondiale de plongeon, Plongeon Canada et Plongeon Québec s'engagent non seulement à organiser une compétition de premier plan, mais à s'assurer que la communauté sportive locale voit des avantages tangibles et reçoive un soutien significatif pour se remettre des conséquences de la COVID-19.

2023 to 2025 - FINA Diving World Series - Montreal

Submitted by Diving Plongeon Canada

	2023		2024		2025	
Revenue	**Cash**	**In Kind**	**Cash**	**In Kind**	**Cash**	**In Kind**
Federal Government Funding						
Sport Canada - ISSE Hosting Program	$ 250,000.00	$ -	$ 250,000.00	$ -	$ 250,000.00	$ -
Total Federal Government Funding	**$ 250,000.00**	**$ -**	**$ 250,000.00**	**$ -**	**$ 250,000.00**	**$ -**
Other Levels of Government Funding						
City of Montreal - Service de la diversité sociale et des sports	$ 75,000.00	$ -	$ 80,000.00	$ -	$ 85,000.00	$ -
Tourism Montreal - Programm d'acceuil d'événements sportifs internationaux	$ 40,000.00	$ 15,000.00	$ 40,000.00	$ 15,000.00	$ 40,000.00	$ 15,000.00
Government of Quebec - Programme de soutien aux événements sportifs internationaux (PSESI)	$ 250,000.00	$ -	$ 250,000.00	$ -	$ 250,000.00	$ -
Total Other Levels of Government Funding	**$ 365,000.00**	**$ 15,000.00**	**$ 370,000.00**	**$ 15,000.00**	**$ 375,000.00**	**$ 15,000.00**
Non-Government Revenues						
Sponsorship - FINA Partners & Int'l Television Revenue	$ 60,000.00	$ 40,000.00	$ 60,000.00	$ 40,000.00	$ 60,000.00	$ 40,000.00
Sponsorship - Domestic Sponsors	$ 50,000.00	$ 6,000.00	$ 75,000.00	$ 6,000.00	$ 50,000.00	$ 6,000.00
Sponsorship - Local VIK	$ -	$ 58,500.00	$ -	$ 59,500.00	$ -	$ 58,500.00
Ticket Sales	$ 50,000.00	$ -	$ 75,000.00	$ -	$ 50,000.00	$ -
SelfFunded Participation Fees	$ 70,000.00	$ -	$ 75,000.00	$ -	$ 70,000.00	$ -
Operational Funding - FINA	$ -	$ 115,000.00	$ -	$ 115,000.00	$ -	$ 115,000.00
Operational Funding - Diving Plongeon Canada	$ -	$ 125,000.00	$ -	$ 125,000.00	$ -	$ 125,000.00
Operational Funding - Plongeon Quebec	$ -	$ 10,000.00	$ -	$ 10,000.00	$ -	$ 10,000.00
Total Non-Government Revenue	**$ 230,000.00**	**$ 354,500.00**	**$ 285,000.00**	**$ 355,500.00**	**$ 230,000.00**	**$ 354,500.00**
Total Revenue	**$ 845,000.00**	**$ 369,500.00**	**$ 905,000.00**	**$ 370,500.00**	**$ 855,000.00**	**$ 369,500.00**

Expenses	**Cash**	**In Kind**	**Cash**	**In Kind**	**Cash**	**In Kind**
Travel						
Participant Hotel	$ 110,000.00	$ 5,000.00	$ 115,000.00	$ 5,000.00	$ 115,000.00	$ 5,000.00
Participant Meals	$ 71,000.00	$ 5,000.00	$ 75,000.00	$ 5,000.00	$ 75,000.00	$ 5,000.00
Participant Hotel - Mandated Isolation Upon Arrival	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
Participant Meals - Mandated Isolation Upon Arrival	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
Local Shuttle Service	$ 30,000.00		$ 30,000.00		$ 30,000.00	
Taxi/Airport Greeting/Private Shuttles	$ 1,500.00	$ 2,000.00	$ 1,500.00	$ 2,000.00	$ 1,500.00	$ 2,000.00
Rental Vehicles	$ 5,000.00	$ -	$ 5,000.00	$ -	$ 5,000.00	$ -
Event Staff Travel	$ 12,500.00	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 12,500.00	$ -
FINA Judges Airfare	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00
FINA Technical Delegate Travel	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00
Total Travel	**$ 230,000.00**	**$ 42,000.00**	**$ 241,500.00**	**$ 42,000.00**	**$ 239,000.00**	**$ 42,000.00**
Event/Venues						
Venue - Sports Centre Rental and Fees	$ 45,000.00	$ -	$ 50,000.00	$ -	$ 45,000.00	$ -
Venue - Décor, Rental Equipment, and AV	$ 20,000.00	$ -	$ 20,000.00	$ -	$ 20,000.00	$ -
Event - Welcome/Closing Receptions	$ 5,000.00	$ 1,500.00	$ 6,500.00	$ 1,500.00	$ 6,500.00	$ 1,500.00
Event - VIP/Community Hosting Services	$ 25,000.00	$ 2,500.00	$ 35,000.00	$ 3,500.00	$ 25,000.00	$ 2,500.00
Event - Spectator Experience Enhancement	$ 2,500.00	$ -	$ 4,000.00	$ -	$ 4,000.00	$ -
Event - Medals/Flowers	$ 2,500.00	$ 500.00	$ 2,500.00	$ 500.00	$ 2,500.00	$ 500.00
Event - ISS Judging Analysis and Data Technicians	$ 12,500.00	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00	$ -
Event - Event Motif and Sponsor Signage	$ 25,000.00	$ -	$ 30,000.00	$ -	$ 25,000.00	$ -
Event - Equipment and Results Management - Omega	$ 5,000.00	$ 40,000.00	$ 5,000.00	$ 40,000.00	$ 5,000.00	$ 40,000.00
Event - Doping Control	$ 6,000.00	$ -	$ 6,000.00	$ -	$ 6,000.00	$ -
Event - Competition/Series Management - FINA	$ -	$ 40,000.00	$ -	$ 40,000.00	$ -	$ 40,000.00
Event - Ceremonies	$ 2,000.00	$ -	$ 2,000.00	$ -	$ 2,000.00	$ -
Event - Announcers	$ 3,500.00	$ -	$ 3,500.00	$ -	$ 3,500.00	$ -
Total Event/Venue	**$ 154,000.00**	**$ 84,500.00**	**$ 179,500.00**	**$ 85,500.00**	**$ 159,500.00**	**$ 84,500.00**
Promotions/Communications						

Communications - Event Branding Template Design - FINA (In Kind)	$ -	$ 5,000.00	$ -	$ 5,000.00	$ -	$ 5,000.00
Communications - Event Program	$ 800.00	$ -	$ 800.00	$ -	$ 800.00	$ -
Communications - Event Website	$ 400.00	$ -	$ 400.00	$ -	$ 400.00	$ -
Communications - Graphic Design	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -
Communications - Media Relations Services/Media Hosting	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -
Communications - TV - Domestic Broadcast Production Supplement	$ 5,000.00	$ -	$ 5,000.00	$ -	$ 5,000.00	$ -
Communications - TV - Host Broadcast Production	$ 120,000.00	$ -	$ 120,000.00	$ -	$ 120,000.00	$ -
Communications - TV - International Broadcast - Commentating/Web Streaming - FINA	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00
Communications - TV - International Brodacast - Graphics/Transmisison - FINA	$ -	$ 25,000.00	$ -	$ 25,000.00	$ -	$ 25,000.00
Communications - Photography	$ 3,000.00	$ -	$ 3,500.00	$ -	$ 3,500.00	$ -
Promotions - Paid Advertising	$ 25,000.00		$ 25,000.00		$ 25,000.00	
Promotions - Printing (Flyers, Tickets, Posters, Inserts)	$ 2,000.00	$ -	$ 2,000.00	$ -	$ 2,000.00	$ -
Promotions - In Kind Advertising	$ -	$ 62,500.00	$ -	$ 62,500.00	$ -	$ 62,500.00
Total Promotions/Communications	**$ 161,200.00**	**$ 107,500.00**	**$ 161,700.00**	**$ 107,500.00**	**$ 161,700.00**	**$ 107,500.00**
Volunteer Support						
Volunteers - Meals, Parking, Admin	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -
Volunteer Training/Meetings	$ 1,000.00	$ -	$ 1,000.00	$ -	$ 1,000.00	$ -
Outfitting - Event Staff, Volunteers, Judges	$ 3,000.00	$ -	$ 3,000.00	$ -	$ 3,000.00	$ -
Total Volunteer Support	**$ 6,500.00**	**$ -**	**$ 6,500.00**	**$ -**	**$ 6,500.00**	**$ -**
Consultant - Professional Fees						
Medical, Distancing, and Emergency Services	$ 20,000.00	$ -	$ 15,000.00	$ -	$ 15,000.00	$ -
Contracts/Honourariums - Event Operations and Logistics	$ 85,000.00	$ -	$ 105,000.00	$ -	$ 85,000.00	$ -
Event Staff Salaries - Diving Plongeon Canada	$ -	$ 101,000.00	$ -	$ 101,000.00	$ -	$ 101,000.00
Event Staff Salaries - Plongeon Quebec	$ -	$ 10,000.00	$ -	$ 10,000.00	$ -	$ 10,000.00
Health and Safety Planning	$ 10,000.00		$ 10,000.00		$ 10,000.00	
Total Consultant - Professional Fees	**$ 115,000.00**	**$ 111,000.00**	**$ 130,000.00**	**$ 111,000.00**	**$ 110,000.00**	**$ 111,000.00**
Administration						
Accreditation	$ 1,000.00	$ 500.00	$ 1,000.00	$ 500.00	$ 1,000.00	$ 500.00
Office Supplies and Materials	$ 1,000.00		$ 1,000.00		$ 1,000.00	
Printing	$ 800.00		$ 800.00		$ 800.00	
Shipping/Transportation	$ 2,500.00		$ 2,500.00		$ 2,500.00	
Insurance	$ 500.00		$ 500.00		$ 500.00	
Meetings	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -	$ 2,500.00	$ -
Organizing Committee - Office/Admin - Diving Plongeon Canada	$ -	$ 24,000.00	$ -	$ 24,000.00	$ -	$ 24,000.00
Total Administration	**$ 8,300.00**	**$ 24,500.00**	**$ 8,300.00**	**$ 24,500.00**	**$ 8,300.00**	**$ 24,500.00**
Sport Development and Legacy						
Local Sport Development Programs	$ 25,000.00	$ -	$ 30,000.00	$ -	$ 25,000.00	$ -
Training and Hosting Equipment	$ 7,500.00	$ -	$ 7,500.00	$ -	$ 7,500.00	$ -
Transfer of Knowledge and Community Development	$ 17,500.00	$ -	$ 20,000.00	$ -	$ 17,500.00	$ -
Total Legacy	**$ 50,000.00**	**$ -**	**$ 57,500.00**	**$ -**	**$ 50,000.00**	**$ -**
Non-Eligible						
Prize Money	$ 120,000.00	$ -	$ 120,000.00	$ -	$ 120,000.00	$ -
International Federation Sanction Fee	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
Capital Expenses	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
Total Non-Eligible	**$ 120,000.00**	**$ -**	**$ 120,000.00**	**$ -**	**$ 120,000.00**	**$ -**
Total Expenses	**$ 845,000.00**	**$ 369,500.00**	**$ 905,000.00**	**$ 370,500.00**	**$ 855,000.00**	**$ 369,500.00**

Net Profit (-Loss)	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -

Contingency Reserve - From DPC Unrestricted Rev	**Budget 2023**	**Budget 2024**	**Budget 2025**
Contingency Funds on Hold (5%* of total budget)	$ 42,250.00	$ 45,250.00	$ 42,750.00
Total Contingency Used	**$ -**	**$ -**	**$ -**

*This 5% contingency fund is being reserved on Diving Plongeon Canada's books until completition of the event. The sum originates from unrestricted revenues collected through participation fess at national championships, private sponsorships, and private donations. Diving Plongeon Canada assumes all financial risk should the event run a deficit.

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice
				2022
Totaux				**6 800,00**
Diving Plongeon Canada Inc	650574	Grands parcs, mont Royal et sports	CE22 1086	6 800,00

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **DIVING PLONGEON CANADA**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 312-700 Industrial Avenue, Ottawa, Ontario, K1G 0Y9 agissant et représentée par madame Penny Joyce, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Fédération internationale de natation (ci-après appelée la « FINA ») a identifié Montréal comme ville hôtesse d'une étape de la Série mondiale de plongeon pour les années 2023 à 2025 et qu'elle a accordé à l'Organisme de l'organiser et de la tenir à Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de produire l'excellence dans le sport du plongeon;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

?5

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation de l'Événement de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Fédération de natation (FINA) et l'Organisme ont identifié le Stade olympique pour y tenir l'Événement et que ce site a été approuvé par le Parc olympique;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé à consentir à la communauté montréalaise du plongeon un legs sportif (Annexe 4);

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière d'autres instances publiques, en plus de la contribution financière de la Ville, des engagements financiers sont attendus des gouvernements du Canada et du Québec et de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue de l'Événement sur le territoire de la Ville pour les années 2023 à 2025;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

P5

2.1 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et finaux, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 1;

2.5 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

2.6 « **Annexe 1** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.7 « **Annexe 2** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.8 « **Annexe 3** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.9 « **Annexe 4** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

P5

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de deux cent dix mille dollars (210 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en six versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) lors de la réception par le Responsable de la confirmation de soutien financier de la part du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement 2023 sur le plan financier et organisationnel et ce à la satisfaction du Responsable et ce au plus tard le 31 mars 2023;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de vingt mille dollars (20 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte (annexe 1) et ce au plus tard le 15 novembre 2023;

iii. un troisième versement d'un montant maximal de cinquante mille dollars (50 000 $) lors de la réception par le Responsable de la confirmation de soutien financier de la part du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement 2024 sur le plan financier et organisationnel et ce à la satisfaction du Responsable et ce au plus tard le 31 mars 2024;

PS

iv. un quatrième versement d'un montant maximal de vingt mille dollars (20 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte (annexe 1) et ce au plus tard le 15 novembre 2024;

v. un cinquième versement d'un montant maximal de cinquante mille dollars (55 000 $) lors de la réception par le Responsable de la confirmation de soutien financier de la part du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement 2025 sur le plan financier et organisationnel et ce à la satisfaction du Responsable et ce au plus tard le 31 mars 2025;

vi. un sixième versement d'un montant maximal de vingt mille dollars (20 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte (annexe 1) et ce au plus tard le 15 novembre 2025;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

P5

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 2;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.4 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées.

5.1.5 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de l'Événement, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de l'Événement.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

PJ

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 4) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 1);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 Signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties.

5.5.3 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les

comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

5.5.4 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.5 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.6 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 15 novembre de chaque année un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention;

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 Présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles.

PJ

5.5.9 Aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 Obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.6.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'Événement et les activités qui y sont reliées.

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue.

5.7.2 Adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 À la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

PJ

5.9 **RESPONSABILITÉ**

Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le15 novembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

PJ

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

P5

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11

P5

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

P5

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 312-700 Industrial Avenue, Ottawa, Ontario, K1G 0Y9 , et tout avis doit être adressé à l'attention de Penny Joyce. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 28e jour de octobre 2022

DIVING PLONGEON CANADA

Par : _____
Penny Joyce

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG .....).

PJ

ANNEXE 1

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

2023		
Convention Art.	**Documents attendus**	**Échéance**
4.1.2 i.	Documents confirmant l'obtention de financement des gouvernements du Canada et du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement sur le plan financier et organisationnel.	Dès que possible
1e versement de 45 000 $ - Sur approbation des confirmations		
4.1.2 ii.	Reddition de compte pour l'édition 2023 de l'Événement qui comprend : - Le bilan final incluant un rapport de visibilité et une revue de presse - Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du plan de legs - Les résultats financiers de l'Événement - Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville (article 5.5.6 de la présente convention)	15-nov-23
2e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2023		
2024		
Convention Art.	**Documents attendus**	**Échéance**
4.1.2 iii.	Documents confirmant l'obtention de financement des gouvernements du Canada et du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement sur le plan financier et organisationnel.	Dès que possible
3e versement de 50 000 $ - Sur approbation des confirmations		
4.1.2 iv.	Reddition de compte pour l'édition 2024 de l'Événement qui comprend : - Le bilan final incluant un rapport de visibilité et une revue de presse - Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du plan de legs - Les résultats financiers de l'Événement - Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville (article 5.5.6 de la présente convention)	15-nov-24

4e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2024		
2025		
Convention Art.	**Documents attendus**	**Échéance**
4.1.2 v.	Documents confirmant l'obtention de financement des gouvernements du Canada et du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement sur le plan financier et organisationnel.	Dès que possible
5e versement de 55 000 $ - Sur approbation des confirmations		
4.1.2 vi.	Reddition de compte pour l'édition 2025 de l'Événement qui comprend : - Le bilan final incluant un rapport de visibilité et une revue de presse - Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du plan de legs - Les résultats financiers de l'Événement - Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville (article 5.5.6 de la présente convention)	15-nov-25
6e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2025		

ANNEXE 2

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE [210 000,00 $], DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

Dépenses non admissibles

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex. : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versés à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que Diving Plongeon Canada (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente ») relativement à la tenue de l'Événement (ci-après l' Événement »).

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur l'Événement, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture de l'Événement, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires de l'Événement, s'il y a lieu, selon les directives de positionnement de logos de la Ville ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation de l'Événement advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- «Diving Plongeon Canada remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation de la Série mondiale de plongeon » ;
- « La Série mondiale de plongeon est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- l'Événement « la Série mondiale de plongeon est réalisée en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours**

ouvrables avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @accesculture pour les projets culturels,
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @accesculture pour les projets culturels,
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner l'Événement dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre de l'Événement, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin de l'Événement. Y inclure :

- une courte description de l'Événement (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant l'Événement ;
- des photos de l'Événement ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

60024608. Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques de l'Événement, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

60024656. Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant l'Événement **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que l'Événement est subventionné par le biais de l'Entente.

ANNEXE 4

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

PLAN DES LEGS - SÉRIE MONDIALE DE PLONGEON (2023-2025)

La planification et la mise en œuvre d'un grand éventail de legs en lien avec la tenue de cet évènement sont primordiales pour les organisateurs. Ceci est mis en évidence par l'existence d'un sous-comité entier responsable de la bonne planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation des legs ciblés.

Depuis 2014, les organisateurs ont pris en charge ce projet d'envergure et ont été en mesure de fournir des legs clés à la communauté locale, à la fédération sportive provinciale et à la fédération nationale du sport. Les legs ont inclus la programmation pour les athlètes, les entraîneurs et les officiels; le transfert de connaissances vers la communauté locale; l'acquisition de matériel spécialisé d'entraînement sportif et d'équipement spécifique à la tenue d'un tel évènement.

En raison des fermetures en lien avec la pandémie qui ont commencé en mars 2020, la communauté locale de plongeurs a été décimée. Deux ans plus tard, nous voyons maintenant la programmation reprendre, mais le taux de participation des athlètes compétitifs est bien inférieur à ce qu'il était avant la pandémie. Essentiellement, une génération de plongeurs compétitifs risque d'être perdue. Heureusement, nous assistons à une résurgence au niveau récréatif, cependant, nous savons que nous devrons intervenir avec des initiatives ciblées afin de convertir un pourcentage plus élevé de ces athlètes vers le volet compétitif.

La perturbation de la programmation au cours des deux dernières années a également entraîné une perte importante d'entraîneurs et d'instructeurs à Montréal et à travers le Québec. Cela est évident par le nombre de clubs aquatiques qui parviennent à offrir des cours de plongeon à Montréal en ce moment (voir le tableau ci-dessous).

	2019-20	2021-22
# clubs aquatiques qui offres des cours de plongeon à Montréal	5	2
# de plongeurs affilié(e)s de la région de Montréal	935	628
# de clubs au Québec	17	15
Plongeurs compétitifs au Québec	697	191
Plongeurs récréatifs au Québec	1458	1800

Les organisateurs et les partenaires de l'évènement cibleront surtout, mais pas uniquement, les priorités suivantes en termes de legs à chaque année:

- Offrir des opportunités de financement (activités de levée de fond) pour les clubs ayant cessé leur activité durant la pandémie
- Fournir des avantages financiers et de collecte de fonds aux clubs de plongeon locaux de Montréal en lien avec leur implication dans la planification et la mise en œuvre de l'évènement.
- Faire la promotion du programme «Plouf!: Initiation au plongeon» de Plongeon Québec sur le plan national et international à l'aide des opportunités qu'offrent l'accueil de l'évènement.
- Augmenter le nombre d'opportunités de développement communautaire aux organisations culturelles locales à travers la tenue de l'évènement.
- Faire la promotion des héros montréalais de plongeon à la communauté et à l'étranger.
- Offrir des opportunités de développement technique pour des athlètes juniors, des entraîneurs de niveau «Compétition-Introduction» et «Compétition-Développement» et des juges de niveau provincial/national à chaque année.
- Utiliser ces opportunités de développement pour Plongeon Québec afin d'effectuer des sessions «d'évaluation technique» pour les clubs du Québec.
- Offrir des opportunités concurrentielles de premier plan au Canada pour des athlètes, des entraîneurs et des juges en provenance du Canada et du Québec.
- Organiser des ateliers de développement professionnel aux administrateurs et membres du conseil d'administration des clubs, afin de contribuer à rebâtir la communauté locale de plongeon.
- Mettre les meilleurs plongeurs canadiens au premier plan du domaine du sport au Canada en leur donnant l'opportunité d'affronter à chaque année les meilleurs plongeurs au monde au Canada, et en diffusant ces compétitions à un auditoire national.
- Bâtir intentionnellement des opportunités de développement du leadership pour les jeunes locaux.
- Acquérir de l'équipement sportif spécifique à chaque année que les clubs de plongeon locaux pourront utiliser dans leur programmation future.
- Acquérir de l'équipement spécifique à l'accueil de compétitions pour Plongeon Québec et Diving Plongeon Canada à utiliser pour la tenue de camps d'entraînement de haute performance, de championnats provinciaux, de championnats nationaux, et d'autres évènements internationaux.
- Offrir des opportunités de stages significatives et des possibilités de bénévolat pour les étudiants des domaines de la gestion du sport, de la planification d'évènement, des communications et de tout autre domaine connexe.
- Construire, et continuellement mettre à jour, des modèles transférables d'accueil de compétitions qui serviront à la communauté canadienne de plongeon et à la communauté locale.

- Développer intentionnellement des leaders sur les échelles municipale, provinciale, et nationale afin de bâtir la capacité d'administration et d'accueil de la communauté canadienne de plongeon.
- Offrir à Plongeon Québec une bourse financière annuelle, indépendante de celle de la Série mondiale de plongeon, qui pourra être investie dans le développement du sport.

Planification annuelle du développement du sport

Chaque année à l'automne, Plongeon Québec et Plongeon Canada se rencontreront pour discuter des priorités pour la saison à venir et mettront en place diverses opportunités de développement pour répondre directement à ces objectifs.

En concluant un autre mandat pluriannuel avec la Ville de Montréal pour accueillir un événement annuel de la Série mondiale de plongeon, Plongeon Canada et Plongeon Québec s'engagent non seulement à organiser une compétition de premier plan, mais à s'assurer que la communauté sportive locale voit des avantages tangibles et reçoive un soutien significatif pour se remettre des conséquences de la COVID-19.

P 7

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228475006
Unité administrative responsable : Service des grands Parc, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division des sports de l'activité physique
Projet : Série mondiale de plongeon 2023-2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité #4 et #5 : le promoteur va déployer plusieurs initiatives afin de réduire son empreinte écologie et inclure des sphères sous représentés de la société. Piorité #20 : Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228475006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier maximal total de 210 000 $ à Diving Plongeon Canada, soit un soutien financier de 65 000 $ en 2023, 70 000 $ en 2024 et 75 000 $ en 2025 pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2023 à 2025 à Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD 1228475006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.041

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228793002

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 1 109 734 $ à l'organisme la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour un projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

d'accorder un soutien financier maximal de 1 109 734 $ à l'organisme la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour un projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada;

d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-10-27 23:20

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général par intérim
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228793002**

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 1 109 734 $ à l'organisme la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour un projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000 $ au Défi des villes intelligentes; concours organisé par Infrastructure Canada et invitant les municipalités, administrations locales ou régionales et collectivités autochtones à adopter une approche de ville intelligente pour améliorer la vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées (Infrastructure Canada, 2020).
En septembre 2020, la Ville de Montréal a nommé le programme issu de ce financement fédéral Montréal en commun (MeC). Regroupant actuellement 13 projets et une quarantaine d'organisations partenaires issus des milieux publics, communautaires et académiques, le programme MeC permet de financer et d'appuyer des projets qui viennent expérimenter des solutions innovantes pour favoriser l'accès à l'alimentation et la mobilité durable, tout en testant des approches novatrices en matière de gouvernance municipale. Le programme s'inscrit comme un levier d'action important pour les objectifs de la planification Montréal 2030 et les plans de transition écologique de la Ville.

Une importante composante du programme MeC s'intéresse à la question de l'adaptation réglementaire nécessaire à l'atteinte des objectifs de lutte contre les gaz à effet de serre et de résilience aux changements climatiques de la métropole, dans une perspective de transition socio-écologique des quartiers. Afin de soutenir le caractère innovant, des projets proposés et les changements collectifs liés à la transition socio-écologique de Montréal, un espace d'innovation spécifiquement dédié à la réglementation et à la gouvernance municipale a été créé par des partenaires de MeC sous la forme du "Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER)."

Le LICER a été initialement développé et soumis par la Ville dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada, et représente aujourd'hui un levier important pour l'atteinte des objectifs du programme MeC et de la planification stratégique Montréal 2030.

Depuis 2020, Le LICER soutient le déploiement de pratiques innovantes en matière de transition qui opèrent dans un contexte réglementaire contraignant. Il rassemble les organismes communautaires, les administrations publiques et la population montréalaise autour d'une action collective de coproduction d'expérimentations réglementaires, en soutien à ces pratiques d'innovation et de changement organisationnel pour le bien commun.

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel doit permettre à l'équipe de la MIS de poursuivre ses activités d'ici à la fin du programme MeC. En plus de permettre de poursuivre l'accompagnement des partenaires en matière d'expérimentation réglementaire, le financement permettra de déployer une stratégie visant à assurer la pérennisation des acquis pour le projet et l'institutionnalisation des meilleures pratiques dans l'administration municipale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM 21 0305 - 7 avril 2021 - Accorder une contribution financière maximale de 921 431$ à l'organisme Maison de l'innovation sociale, pour le projet du Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada.
- CE 200716 - 20 mai 2020 - Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

- CM 200284 - 8 avril 2020 - Accorder une contribution financière maximale de 235 907 $ à l'organisme Maison de l'innovation sociale (MIS), pour démarrer le projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada.
- CE 191701 - 6 novembre 2019 -Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le LICER vise à mettre en place les conditions de succès à l'évolution / l'adaptation de la réglementation pour mieux soutenir les projets d'innovation dans les secteurs liés à la transition. Il génère des connaissances nouvelles sur les composantes réglementaires qui bloquent, facilitent ou ralentissent le déploiement d'initiatives innovantes et de collaboration entre les instances responsables de formuler la réglementation, la société civile et les citoyennes et citoyens. L'implication d'une multitude de parties prenantes contribue à la pertinence et à l'efficience de la démarche, à la transparence et à la crédibilité des processus qui la sous-tendent en vue ultimement d'identifier des solutions innovantes expérimentées et dotées d'un impact potentiel fort.

Le projet consiste à :

- Identifier et documenter les freins et leviers au déploiement de projets d'innovation en matière de transition au niveau de leur contexte d'implantation, et plus spécifiquement au niveau de la réglementation.
- Coordonner, animer et faciliter un processus d'expérimentation réglementaire, de la compréhension de la problématique, au déploiement, à l'évaluation et au transfert des apprentissages réalisés.
- Accompagner la transition d'un modèle centralisé du bien public à un modèle décentralisé d'innovation et de valeur publique, en renforçant la capacité de la société civile et des citoyennes et citoyens à participer à la prise de décision concernant l'amélioration des milieux de vie.
- Servir de levier à l'atteinte des objectifs stratégiques de la Ville de Montréal en matière d'accélération de la transition, d'amplification de la démocratie et de la participation et de stimulation de la créativité et de l'innovation (Montréal 2030).

Le LICER se penchera également sur la façon d'intégrer les méthodologies d'expérimentation aux pratiques internes de la Ville, dans le but de pérenniser la pratique proposée et de mettre en place les conditions gagnantes à l'accélération de l'innovation municipale au chapitre réglementaire, en soutien aux objectifs de transition tels que déclinés dans la planification stratégique de la Ville de Montréal (Montréal 2030) et dans le Plan Climat Montréal.

Par ailleurs, le LICER engagera la population montréalaise dans un processus de réflexion sur l'évolution de la réglementation en soutien à la transition écologique des quartiers. L'approche mise en œuvre par le LICER vise à s'arrimer avec et à alimenter les initiatives existantes et émergentes de participation citoyenne telle que Transition en commun, une initiative portée conjointement par la Ville de Montréal et la société civile pour réaliser la transition socio-écologique de la métropole.

Au courant des années 2023-2024, l'équipe du LICER se concentrera sur trois axes de travail distincts, mais interreliés. Ces axes s'appuient sur les activités et résultats des dernières années et convergent vers la pérennisation des activités du Laboratoire.

AXE 1: Poursuivre le déploiement d'expérimentations réglementaires, en soutien aux pratiques innovantes dans les secteurs liés à la transition :

Le LICER répliquera sa méthodologie d'expérimentation dans le contexte de nouvelles collaborations. La collaboration entamée avec Solon au courant de l'année 2021 continuera d'être déployée autour des problématiques réglementaires associées à l'appropriation citoyenne des espaces publics.

Le LICER a été sollicité par d'autres organismes autour de projets d'expérimentations (Entremise, Transport Actif Québec). D'autres collaborations s'orientent sur des dimensions spécifiques de son approche méthodologique (CRE-Montréal, Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, Agence de mobilité durable).

Chaque expérimentation culmine en :

- un rapport d'expérimentation final visant à informer l'ensemble des parties prenantes, notamment les acteurs publics, sur l'encadrement réglementaire approprié à la pérennisation des pratiques innovantes testées, en clarifiant les différentes dimensions réglementaires ayant une incidence sur l'implantation.
- une série d'outils et d'activités de transfert visant à soutenir la mise à l'échelle des pratiques innovantes testées (par exemple, dans d'autres arrondissements).

De plus, les expérimentations sont déployées de manière itérative, de façon à peaufiner l'accompagnement proposé par le LICER à travers une évaluation et une réinjection des apprentissages en continu.

AXE 2: Mettre en oeuvre une démarche de dialogue citoyen :

Le LICER engagera une conversation avec les citoyennes et citoyens montréalais autour des implications réglementaires associées aux objectifs de transition. Afin de maximiser cette participation citoyenne et de s'assurer d'une contribution la plus diversifiée possible, le LICER travaillera avec des partenaires institutionnels, des organisations de terrain et des commerces de proximité (bibliothèques, centres communautaires, écoles, cafés, etc.) afin que ces derniers ouvrent leurs portes à différents endroits de la Ville. Le LICER prévoit arrimer sa démarche aux initiatives existantes menées par la Ville, notamment le mouvement Transition en commun, une initiative portée conjointement par celle-ci et la société civile pour réaliser conjointement la transition socio-écologique de la métropole.

La mise oeuvre d'une démarche de dialogue citoyen culmine en :

- une compréhension approfondie des normes sociales émergentes entourant la transition dans différents territoires;
- des propositions de projets citoyens quant aux nouvelles normes de vivre-ensemble et modalités réglementaires associées;
- l'enrichissement des réflexions quant aux mécanismes d'intégration de la participation citoyenne dans le fonctionnement du LICER.

AXE 3: Entamer le processus de pérennisation des activités du LICER :

L'équipe du LICER entamera une démarche de réflexion et de cocréation avec un ensemble d'acteurs leviers, avec au premier rang l'équipe du LIUM, sur la pérennisation des activités du LICER. L'objectif étant d'arriver au scénario de pérennisation le plus porteur, une attention particulière sera portée à l'intégration de la méthodologie d'expérimentation aux pratiques internes de la Ville et aux conditions d'adhésion et d'implantation par les acteurs publics.

Deux scénarios sont envisagés actuellement et seront testés dans le cadre d'activités menées en 2023 : (1) le modèle de l'institutionnalisation publique faisant du LICER un dispositif administratif intégré à la Ville centrale, et plus spécifiquement au LIUM, et (2) le modèle de l'institutionnalisation hybride faisant du LICER un dispositif dont la gouvernance est partagée entre des acteurs publics issus de la Ville centrale et des acteurs de la société civile.

En collaboration avec l'équipe du LIUM, le LICER mobilisera les expertises internes de différents services dans le cadre d'ateliers de travail bien définis et circonscrits. À l'échelle de la Ville centrale, sont visés notamment les acteurs responsables de la mise en œuvre de la Vision 2030, du Plan Climat Montréal et de l'élaboration du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Le LICER peut agir de levier à l'atteinte des objectifs de transformation visés par ces différents plans. À ce titre, l'équipe du LICER, en collaboration avec l'équipe du LIUM, cherchera également à mobiliser, dans le cadre d'ateliers de travail, les acteurs d'arrondissement chargés de formuler et mettre en œuvre les plans de transition.

Cette démarche de réflexion et de cocréation culmine en :

- l'identification et l'approfondissement du scénario de pérennisation le plus porteur (élaboration du plan de mise en œuvre concret, identification des conditions gagnantes, des acteurs ciblés, des ressources nécessaires et du déploiement

dans le temps).

JUSTIFICATION

Les partenaires de MeC visent à promouvoir certaines transformations urbaines et sociales, qui visent l'amélioration des milieux de vie et la lutte aux changements climatiques. Dans le contexte de la transition écologique, les pratiques émergentes en matière d'aménagement et d'occupation du territoire se retrouvent parfois freinées par la réglementation en vigueur, que ce soit au niveau de son contenu ou au niveau des modalités administratives entourant son interprétation ou son application. L'un des principaux freins à l'innovation et à la création de valeur publique dans le contexte de la transition écologique à l'échelle urbaine est l'existence d'une réglementation rigide, statique, peu flexible et peu adaptée aux solutions durables et à la transformation des milieux de vie (Bennear & Wiener, 2019; LICER, 2021). La révision des cadres existants s'impose, avec l'objectif de s'adapter et de répondre aux nécessités de changement, tout en prenant soin de s'assurer de la pertinence de nouveaux encadrements en soutien à la réalisation de certains projets de Montréal en commun. Parmi les besoins de l'administration publique, celui de pouvoir tester et d'évaluer l'intégration de nouvelles pratiques est exprimé.

Depuis le lancement des activités du LICER en 2020, ce dernier a contribué à l'atteinte des objectifs et à la réalisation de projets de MeC. Spécifiquement, l'équipe de projet et ses partenaires ont pu :

- Développer une méthodologie d'expérimentation réglementaire adaptée au contexte montréalais;
- Mettre à l'essai sa méthodologie d'expérimentation, dans l'accompagnement du projet Serres de rue mené par le Laboratoire d'agriculture urbaine (AU/LAB) dans le quartier Centre-Sud, un projet visant à tester l'intégration des pratiques d'agricultures urbaines sur l'espace public, en contexte estival et hivernal;
- Animer des conversations avec les citoyennes et citoyens du Centre-Sud sur les conditions d'adhésion aux pratiques innovantes de transformation des espaces publics;
- Accompagner l'organisme AU/LAB dans la compréhension des enjeux et leviers réglementaires en présence autour du projet de l'intégration de serres dans le parc Frédéric-Back, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;
- Entamer une nouvelle démarche d'expérimentation, dans l'accompagnement du projet des Saillies citoyennes mené par Solon, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville;
- Documenter les apprentissages du projet de l'Espace Youville, également accompagné par Solon, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville;
- Transférer l'ensemble des apprentissages réalisés aux acteurs publics à l'aide de communications ciblées : cahiers d'apprentissages et webinaires MEC;
- Contribuer au rayonnement plus large du projet, notamment auprès des praticiens et professionnels œuvrant dans le secteur public et dans les secteurs liés à la transition (ici et à l'international);
- À travers une série d'activités de recherches menées dans différents arrondissements (Rosemont-La Petite-Patrie, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Ville-Marie, Ahuntsic-Cartierville), valider et bonifier sa compréhension des problématiques rencontrées par les porteurs de projets innovants et par l'administration publique et en tant qu'instance responsable de formuler et d'appliquer la réglementation et dans les secteurs liés à la transition.

Ces résultats et la planification des prochaines étapes nous permettent de recommander

avec confiance l'accord d'un financement qui permettra de déployer une stratégie de changement d'échelle pour le projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'ensemble des activités liées au projet de LICER dans le cadre du Défi des villes intelligentes représentent la somme de 2 202 000 $ sur 5 ans. Cette somme est prévue au budget approuvé de 50 000 000$ du Laboratoire d'innovation urbaine pour le programme des villes intelligentes. Il est proposé ici de verser la somme de 1 109 734 $ pour la production des livrables mentionnés en annexe 1 de la convention de contribution financière. Ce montant permettra de financer les activités du LICER d'ici à la fin du programme au 31 mars 2025.

Les montants spécifiques associés à chacun des livrables :

Axe 1: Recherche, analyse et rapport des expérimentations réglementaires	230 418 $
Axe 2. Démarche de dialogue citoyen	163 879 $
Axe 3. Pérennisation du LICER	287 322 $
Transfert des connaissances	268 385 $
Administration et gestion de projet	159 730 $
Total	**1 109 734 $**

Toutes les dépenses sont financées par la subvention de 50 000 000$ dans le cadre de la compétition pancanadienne du Défi des villes intelligentes d'Infrastructure Canada, ne laissant aucune charge aux contribuables montréalais.

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années :

Maison d'Innovation Sociale	2020	2021	2022	Soutien recommandé en 2023	Soutien recommandé en 2024
LICER	213 000 $	531 089 $	396 431 $	554 867 $	554 867 $
Pourcentage de la valeur du soutien par rapport au projet global	9,67 %	24,12 %	18,00 %	25,20 %	25,20 %

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle et vise à accroître la participation citoyenne à la vie publique municipale. Voir la grille d'analyse en annexe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l'organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités pour la réalisation du LICER et la mise en œuvre de l'initiative définie dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada.
Ce qui aurait également pour conséquence de compromettre le développement des initiatives associées décrites dans la candidature et potentiellement créer un impact sur le respect de

l'engagement de la Ville de Montréal auprès d'Infrastructure Canada, qui a fixé à 5 ans (mars 2025) le délai maximum de réalisation des initiatives du Défi des villes intelligentes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Si la situation liée à la COVID-19 se détériore :

- La démarche de mise en œuvre d'un dialogue citoyen devra être réajustée et pourrait être amenée à basculer à un mode virtuel. Cela implique des délais additionnels d'ajustement des activités et pourrait avoir un impact sur la dimension d'inclusion de la démarche (dû, par exemple, à l'enjeu de la fracture numérique);
- La capacité du LICER à engager directement la population montréalaise sur la dimension d'adhésion aux pratiques testées dans le cadre des expérimentations pourrait être diminuée. Des délais additionnels pourraient être engendrés pour l'ajustement de la démarche au contexte virtuel;
- Le LICER devra revoir la planification des ateliers de travail avec l'administration publique, pour respecter les mesures sanitaires qui seraient alors en vigueur. Cela pourrait engendrer des délais additionnels pour la mise en œuvre de la démarche.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le partenaire suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal qui se trouve en annexe 2 de la convention de contribution.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu : La réalisation des activités planifiées du projet jusqu'au 31 décembre 2024, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période :

Livrables pour l'AXE 1. Déploiement d'expérimentations réglementaires

Expérimentation #1:

- Recherche et analyse réglementaire d'ici au 30 juin 2023
- Rapport d'expérimentation d'ici au 30 juin 2023

Expérimentation #2 :

- Recherche et analyse réglementaire d'ici au 31 décembre 2023
- Rapport d'expérimentation d'ici au 31 décembre 2023

Livrables pour l'AXE 2. Démarche de dialogue citoyen

- Planification de la démarche de conversation citoyenne d'ici au 31 décembre 2023
- Bilan de la démarche de conversation citoyenne d'ici au 30 juin 2024

Livrables pour l'AXE 3. Pérennisation des activités du LICER

- Planification de la démarche de réflexion et de cocréation d'ici au 30 juin 2023
- Compte rendu des activités en cours (bilan mi-parcours) d'ici au 31 décembre 2023

- Identification et approfondissement du scénario de pérennisation du LICER d'ici au 30 juin 2024

Livrables liés au Transfert des connaissances

- Cahier des apprentissages 2023 (transfert) d'ici au 31 décembre 2023
- Cahier des apprentissages 2024 (transfert) d'ici au 31 décembre 2024

Autres livrables associés à la reddition de compte de Montréal en commun :

- Registre d'activités de mobilisation - en continu et version finale le 31 décembre 2024
- Reddition de compte aux 6 mois et la reddition de compte bilan fin d'entente au plus tard le 1er avril janvier 2025
- Partage des données et rapport(s) d'évaluation produits par le porteur de projet. Le rapport d'évaluation doit être soumis dans un délai de 6 mois maximum après la fin de la présente entente (...) Les résultats d'évaluation doivent être en conformité avec la stratégie d'évaluation soumis à l'équipe de coordination du programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan BARBEAU-BARIL, Direction générale
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jonathan BARBEAU-BARIL, 25 octobre 2022
Caroline LÉPINE, 24 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime THIBAULT-VEZINA
conseiller(-ere) en planification

Tél : 438-483-1758
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Genevieve GOUDREAULT
directeur(-trice) de service - planification strategique et performance organisationnelle
Tél :
Approuvé le : 2022-10-24

Montréal en commun

Approche méthodologique

LABORATOIRE D'INNOVATION CIVIQUE POUR L'EXPÉRIMENTATION RÉGLEMENTAIRE

12 octobre 2023

UN PROJET PORTÉ PAR

M/S Maison de l'innovation sociale

EN COLLABORATION AVEC

00 Dm

CITÉ-ID LIVING LAB Gouvernance de la résilience urbaine

Introduction à la problématique au coeur du laboratoire

Le LICER est le Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire. C'est un espace de recherche et de développement (R&D) autour de la réglementation comme moyen d'activer et d'accélérer la transition socio-écologique à l'échelle municipale.

Le LICER vise à soutenir le déploiement de pratiques innovantes en matière de transition qui font face à des blocages réglementaires. Sa volonté est de rassembler les organismes communautaires, les administrations publiques et les citoyennes et citoyens autour d'une action collective de co-production de cadres réglementaires locaux et municipaux, en soutien à ces pratiques.

Le LICER s'inscrit dans la communauté d'innovation de Montréal en commun pilotée par le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM).

LA RÉGLEMENTATION ET LA TRANSITION

La question de l'adaptation réglementaire en soutien à la transition écologique s'inscrit dans le contexte de la lutte et de l'adaptation des villes aux changements climatiques. La moitié de la population mondiale habite dans des espaces urbains lesquels génèrent environ 80 % des émissions de carbone (Yigitcanlar et al., 2019), ces espaces étant exposés à des risques socio-écologiques croissants tels que les désastres environnementaux, la dégradation naturelle et la perte de la biodiversité et des écosystèmes (GIEC 2022). Ces enjeux pressent les villes vers la transition écologique, la réduction des inégalités sociales et la protection des populations vulnérables. C'est dans ce contexte que sont apparues les villes « intelligentes » (Artyushina, 2020) qui visent à collecter, visualiser et analyser des données de différents secteurs (environnement, santé, énergie, transport) via des nouvelles technologies afin d'anticiper des risques (Kandt & Batty, 2021) et prendre des décisions éclairées (Leszczynski, 2016). Alors que certaines villes visent un développement économique et durable, d'autres se concentrent sur l'efficacité des infrastructures, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, l'efficacité du gouvernement ou encore l'innovation et le développement économique (voir Lee et al., 2014; Nesti, 2020; Noori et al., 2021; Paskaleva et al., 2017; Sadowski & Maalsen, 2020; Zvolska et al., 2019). Dans le cas de Montréal en commun, il s'agit de développer des projets d'innovation à l'échelle des quartiers visant la sécurité alimentaire, la mobilité durable et l'inclusion sociale (Infrastructure Canada, 2020). Le programme engage les citoyennes et citoyens dans la mise en œuvre de ces projets et tend ainsi vers des modes de gouvernance participatifs et collaboratifs.

Selon Ansell et Gash (2008), la gouvernance désigne les règles et les manières de faire qui guident la prise de décision collective par des réseaux d'acteurs publics et privés au moyen de processus délibératifs de communication et de

collaboration. La littérature scientifique sur la gouvernance des villes intelligentes considère que le renforcement des capacités de gouvernance est un élément important de la création de valeur publique fondé sur les données collectées afin d'atteindre les objectifs de durabilité, de résilience urbaine, d'équité et de justice (Leighton, 2019; Pereira et al., 2017; Yigitcanlar et al., 2019). Cependant, l'un des principaux freins à l'innovation et à la création de valeur publique dans le contexte de la transition écologique à l'échelle urbaine est l'existence d'une réglementation rigide, statique, peu flexible et peu adaptée aux solutions durables et à la transformation des milieux de vie. (Bennear & Wiener, 2019; LICER, 2021). La difficulté de mettre en œuvre différentes innovations en matière de transition est attribuable à un cadre réglementation à la fois trop flou et trop contraignant (Markus & Savini, 2016).

La réglementation implique les règles explicites et formelles qui contraignent les comportements et organisent les interactions. La réglementation implique également certaines dimensions normatives qui confèrent des valeurs et des attentes par rapport à des rôles, des obligations, des droits et des responsabilités (Geels, 2011). L'innovation quant à elle, et plus particulièrement l'innovation sociale est une « nouvelle idée, approche ou intervention [...] qui répond plus adéquatement et plus durablement que les solutions existantes à un besoin social bien défini » (RQIS, 2021). C'est une solution qui a « trouvé preneur au sein d'une institution, d'une organisation ou d'une communauté et qui produit un bénéfice mesurable pour la collectivité [...] elle constitue, dans sa créativité inhérente, une rupture avec l'existant » (RQIS, 2021). Dans ce contexte, il devient impératif de revoir l'approche règlementaire traditionnelle afin d'introduire davantage d'agilité. L'expérimentation réglementaire est une approche adaptative à la réglementation qui promeut l'innovation.

La réglementation adaptative adopte une approche de prise de décisions en série, partielles et séquentielles, monitorées et révisées en continu (Bennear & Wiener, 2019). Cette approche permet d'informer les changements réglementaires en réduisant l'asymétrie d'information existante entre régulateurs et développeurs de projets d'innovation, en générant des données probantes à partir de la mise en œuvre de mécanismes et de processus plus courts et flexibles qui encouragent le dialogue entre régulateurs et développeurs de projets et qui permettent de tester et de comparer plusieurs solutions et de réduire les risques (Bennear & Wiener, 2019; Schittekatte et al., 2021).

Vers une approche de réglementation adaptative qui s'appuie sur l'expérimentation

LA RECHERCHE MENÉE PAR LE LICER

Une première série d'activités menée par le LICER a contribué à identifier les contraintes et les opportunités liées aux pratiques usuelles de formulation, de conception, d'implantation et d'application de la réglementation dans une perspective de transition écologique. Une revue de la littérature grise sur la pratique émergente d'innovation réglementaire et la réalisation de neuf études de cas approfondies et cinq entretiens semi-dirigés avec des porteurs de projets d'innovation dans la sphère réglementaire à l'échelle internationale ont permis de recenser les différentes approches existantes à l'innovation réglementaire.

Le LICER s'est ensuite intéressé à certaines problématiques précises rencontrées par les projets de Montréal en commun. Des collaborations se sont formalisées avec le Laboratoire d'agriculture urbaine (AU/LAB) ainsi qu'avec Solon ; ces deux organismes faisant face à des blocages liés à la réglementation entourant de nouvelles pratiques d'agriculture urbaine et de mobilité durable, ainsi que des blocages liés à la réglementation entourant l'occupation du domaine public.

Une première étape de cette nouvelle phase de recherche-collaborative a donc été de générer une compréhension approfondie des objectifs des projets et des blocages réglementaires anticipés ou rencontrés dans l'implantation. Cette compréhension s'est appuyée sur une série d'ateliers de travail animés par le LICER et sur une phase de revue des politiques et règlements des municipalités sur les types de pratiques et occupations visées.

Des entretiens ont ensuite été conduits avec les acteurs publics exerçant des fonctions liées à l'aménagement du territoire et à la conception et l'application de la réglementation dans les arrondissements visés par l'implantation des projets. Ces entretiens ont permis de documenter les besoins et défis rencontrés par les acteurs municipaux dans l'adaptation de la réglementation aux innovations et plus largement, aux objectifs de transition écologique.

L'EXPÉRIMENTATION POUR MIEUX SOUTENIR L'INNOVATION

Les problématiques et besoins identifiés à travers l'ensemble de ces activités ont informé le développement de l'approche d'expérimentation réglementaire portée par le LICER et présentée dans la section suivante.

La complexité et la rigidité des cadres en vigueur ainsi que le contexte d'incertitude dans lequel les administrations publiques sont contraintes de naviguer invitent à repenser les façons de formuler, d'appliquer et d'évaluer la réglementation dans le contexte de la transition.

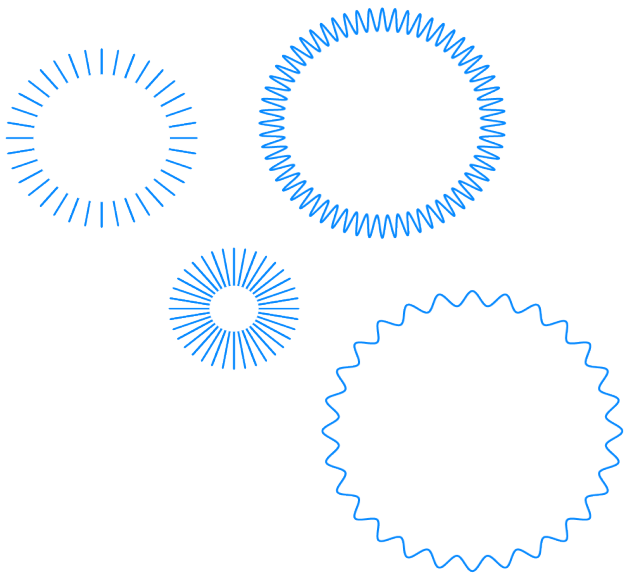
L'expérimentation permet de tester de nouvelles pratiques en conditions réelles. En réponse à une problématique de départ, l'expérimentation peut donc générer des données probantes et des apprentissages qui viennent guider la prise de décision dans un contexte réglementaire. La gestion de risque est une dimension clé de l'expérimentation puisqu'elle invite à tester un changement à petite échelle dans un environnement contrôlé en impliquant différentes parties prenantes. Dans le cadre du LICER, les données issues de l'expérimentation visent à informer l'ensemble des parties prenantes sur l'encadrement approprié ainsi que sur la mise à l'échelle des pratiques testées. En effet, les apprentissages générés peuvent être transférés d'un arrondissement à l'autre, permettant d'accroître l'impact des solutions expérimentées.

L'EXPÉRIMENTATION COMME APPROCHE DE COPRODUCTION

Pour le LICER, il est crucial que l'expérimentation se mène de manière conjointe avec l'administration publique (chargée de formuler et d'appliquer la réglementaire), les porteurs de projets innovants (qui promeuvent certaines transformations urbaines et sociales) et avec l'implication des citoyens et citoyennes.

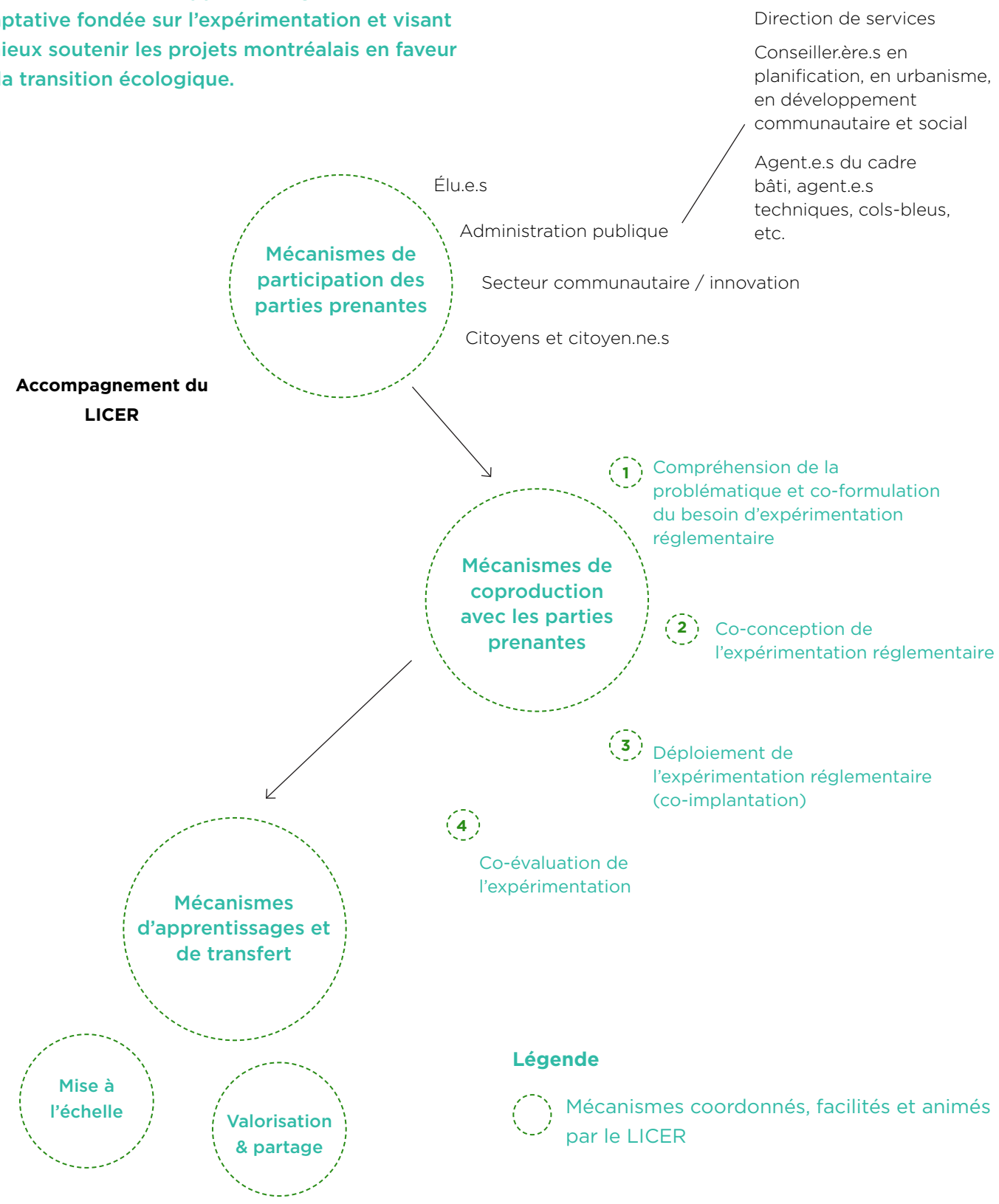
L'association de différentes parties prenantes (élus, fonctionnaires, innovateurs, etc.) à titre de coproducteurs d'expérimentations dans un contexte réglementaire permettrait d'abord d'approfondir la compréhension des enjeux réglementaires auxquels sont confrontés les projets d'innovations ainsi que les besoins et objectifs généraux poursuivis. Elle permet ensuite de coconcevoir une expérimentation permettant de répondre à des objectifs d'apprentissages communs précis et impliquant un partage équitable des rôles et responsabilités.

Les citoyennes et citoyens sont largement exclus des processus d'idéation et de formulation de la réglementation. L'expérimentation en conditions réelles permettrait d'engager directement les citoyens et citoyennes sur le niveau d'adhésion aux pratiques proposées et ainsi d'accroître l'impact des solutions proposées. Elle permet également d'engager d'autres parties prenantes initialement réfractaires aux changements et à l'innovation.



L’approche du LICER

La figure ci-dessus présente l’approche du LICER, qui s’inscrit dans une approche réglementaire adaptative fondée sur l’expérimentation et visant à mieux soutenir les projets montréalais en faveur de la transition écologique.



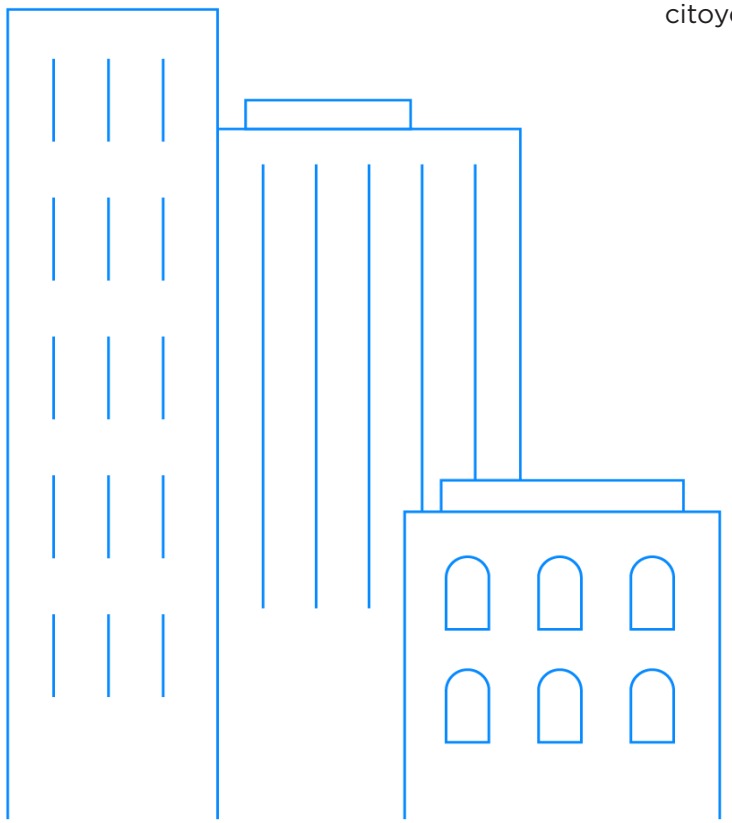
LES EXPERTISES DU LABORATOIRE

L'accompagnement du LICER se fonde sur 4 types d'expertises :

- **Leadership de facilitation** : Compétences en gestion de projet, coordination, animation et médiation.
- **Analyse** : Compétences en conduite de recherche-collaborative et en analyse réglementaire.
- **Transfert de connaissances** : Dialogue entre savoirs scientifiques et expérientiels.
- **Institutionnalisation** : Compétences en transformations organisationnelles et fonctionnement / théorie de l'administration publique.

LES EFFETS GÉNÉRÉS

- Connaissances nouvelles ou améliorées des composantes réglementaires qui bloquent, facilitent ou ralentissent le déploiement d'initiatives innovantes.
- Connaissances nouvelles ou améliorées des composantes du contexte d'implantation qui bloquent, facilitent ou ralentissent le déploiement d'initiatives innovantesTranfert de connaissances.
- Collaborations plus fortes entre les acteurs concernés par l'évolution et l'adaptation de la réglementation dans les secteurs liés à la transition (organismes, administration publique, citoyen.ne.s)
- Contribution à la mise en place des conditions de succès à l'évolution / l'adaptation de la réglementation dans les secteurs liés à la transition.
- Appropriation et diffusion des pratiques testées par une diversité de services, d'arrondissements et d'organismes de la ville ainsi que par les innovateurs sociaux et citoyen.ne.s.



UN DÉPLOIEMENT EN ITÉRATIONS, DANS UNE PERSPECTIVE D'AMÉLIORATION CONTINUE DES PRATIQUES

L'approche proposée par le LICER a été mise à l'essai dans le cadre de la collaboration établie avec Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB) et son partenaire le Carrefour solidaire Centre communautaire d'alimentation. Trois serres solaires passives ont été installées dans l'espace public afin de tester le potentiel d'intégration de serres sur la voirie et ce de manière pérenne. Le processus a été suivi, documenté et évalué par l'équipe du LICER.

Une deuxième expérimentation est également en phase d'initiation dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre de la collaboration établie avec Solon autour de l'appropriation citoyenne d'espaces publics.



Installation des Serres sur rue, octobre 2021 | © crédits Maxime Lapostolle



Atelier animé par le LICER dans le cadre du déploiement de l'expérimentation Serres sur rue, pour mesurer l'adhésion citoyenne aux pratiques d'agriculture urbaine testées | © crédits Maxime Lapostolle



Installation des Serres sur rue, octobre 2021 | © crédits Maxime Lapostolle



Récolte de perceptions citoyennes lors de la fête de l'arrondissement| © crédits Maxime Lapostolle



Documentation des installations hivernales du projet Serres de rue | © crédits Maxime Lapostolle

Les axes de travail 2023-2024

Au courant des années 2023-2024, l'équipe du LICER se concentrera sur trois axes de travail distincts, mais interreliés. Ces axes s'appuient sur les activités et résultats des dernières années et convergent vers la pérennisation des activités du Laboratoire.

AXE 1. POURSUIVRE LE DÉPLOIEMENT D'EXPÉRIMENTATIONS RÉGLEMENTAIRES

Au courant des années 2023-2024, le LICER coordonnera, facilitera et animera le déploiement d'expérimentations réglementaires, de manière itérative, de façon à peaufiner l'accompagnement proposé par celui-ci. Ces expérimentations s'orienteront autour de projets d'innovation dans les secteurs liés à la transition et opérant dans des contextes réglementaires contraignants.

AXE 2. DÉPLOYER UN DIALOGUE CITOYEN

Cet axe se penchera spécifiquement sur la thématique de l'inclusion et sur les formes de participation citoyenne dans le processus d'innovation réglementaire favorisant une meilleure atteinte de l'intérêt public.

Les recherches réalisées par le LICER démontrent que l'adhésion des citoyen.ne.s est un levier fondamental à l'adoption de politiques, à l'évolution de la réglementation et au soutien de projets innovants dans les secteurs liés à la transition. Actuellement, les citoyen.ne.s sont largement exclus des processus d'idéation et de formulation de la réglementation. L'approche mise en œuvre et documentée par le LICER s'inscrit plus largement dans un mouvement de transformation de la gouvernance publique et vise à renforcer la capacité des citoyennes et citoyennes à participer à la prise de décision concernant l'amélioration des milieux de vie.

De plus, les objectifs de carboneutralité et de mise en œuvre de la transition écologique nécessitent une évolution des « façons de planifier, faire et de vivre la ville. » Le LICER s'intéresse aux dimensions normatives changeantes qui entourent la transition socio-écologique, et aux nouvelles modalités législatives et réglementaires qui en découlent.

Le LICER engagera une conversation avec les citoyennes et citoyens montréalais autour de la place et des implications que revêtent la nécessaire expérimentation de projets innovants pour atteindre les objectifs de résilience de la vision de Montréal.

Afin de maximiser cette participation citoyenne et de s'assurer d'une contribution la plus diversifiée possible, le LICER travaillera avec des partenaires institutionnels, des organisations de terrain et des commerces (bibliothèques, centres communautaires, écoles, cafés, etc.) afin que ces derniers ouvrent leurs portes à différents endroits de la ville. Lors de ces journées portes ouvertes, les citoyennes et citoyens seront conviés à approfondir différentes dimensions de l'interaction « innovation - réglementation » à travers des ateliers collectif facilitant la collecte de récits, l'identification de valeurs sociales émergentes ainsi que des pistes d'organisation du vivre-ensemble selon de nouvelles modalités réglementaires.

Cet axe de travail s'appuiera sur la méthodologie de résidence territoriale, développée par la 27e Région.



La méthodologie de résidence territoriale, qui informera les travaux du LICER autour des dialogues citoyens.

AXE 3. PÉRENNISER LES ACTIVITÉS DU LICER

À la lumière de ces données, expérimentations et apprentissages, les membres de l'équipe du LICER recommandent l'exploration de deux modèles pour sa poursuite.

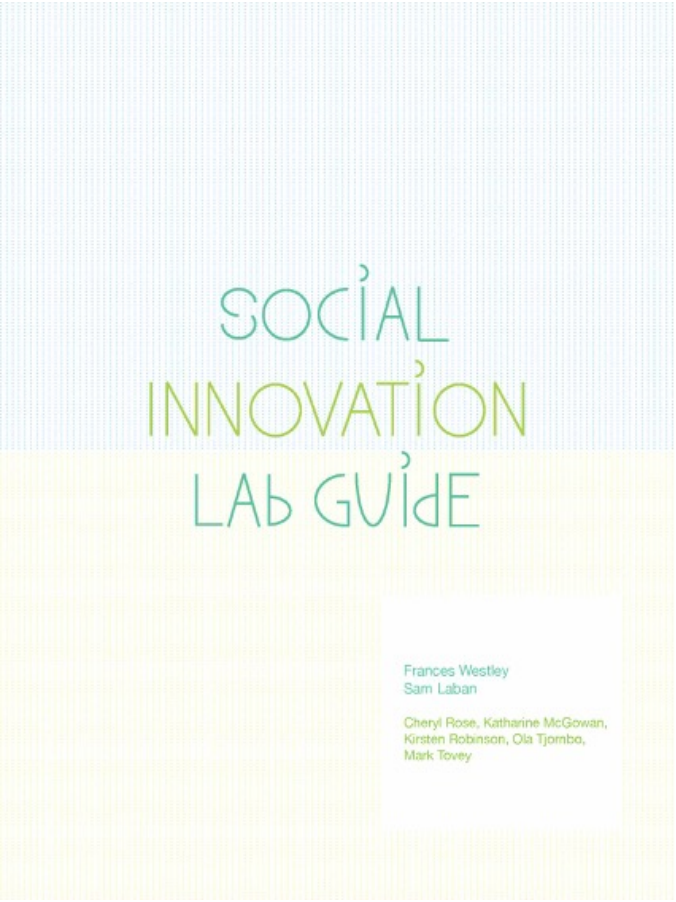
Chacun de ces modèles comportent des leviers et freins à l'expérimentation et l'innovation réglementaire.

- le modèle de l'institutionnalisation publique faisant du LICER un dispositif administratif intégré à la ville-centre, par exemple au LIUM.
- le modèle de l'institutionnalisation hybride faisant du LICER un dispositif dont la gouvernance est partagée entre des acteurs publics issus de la ville-centre et des acteurs de la société civile.

Cet axe de travail prendra la forme d'une démarche de réflexion et de cocréation s'inspirant de la méthodologie des laboratoires d'innovation sociale ponctuels développés par Francès Westley et Sam Laban et adaptée au contexte et aux besoins qui sont les nôtres.

De façon pratique, cet axe de travail consiste à itérer trois sessions de travail collectif afin de tester et de développer le scénario d'institutionnalisation du LICER.

Ce travail permettra de formuler des recommandations ciblées pour l'intégration du LICER aux pratiques actuelles de gouvernance urbaine.



La méthodologie de Social Innovation Lab, qui informera le travail de cocréation autour des scénarios de pérennisation du LICER.

Bibliographie

Acuto, M., Parnell, S., & Seto, K. C. (2018). Building a global urban science. Nature Sustainability, 1(1), 2-4. https://doi.org/10.1038/s41893-017-0013-9

Ansell, C., & Gash, A. (2008). Collaborative governance in theory and practice. Journal of public administration research and theory, 18(4), 543-571.

Artyushina, A. (2020). Is civic data governance the key to democratic smart cities ? The role of the urban data trust in Sidewalk Toronto. Telematics and Informatics, 55, 101456. https://doi.org/10.1016/j.tele.2020.101456

Bennear, L. S., & Wiener, J. B. (2019). Adaptive Regulation : Instrument Choice for Policy Learning over Time. Université Harvard: https://www. hks. harvard.edu.

Infrastructure Canada. (2020). Défi des villes intelligentes. https://www.infrastructure.gc.ca/cities-villes/index-fra.html

Kandt, J., & Batty, M. (2021). Smart cities, big data and urban policy : Towards urban analytics for the long run. Cities, 109, 102992.

Lee, J. H., Hancock, M. G., & Hu, M.-C. (2014). Towards an effective framework for building smart cities : Lessons from Seoul and San Francisco. Technological Forecasting and Social Change, 89, 80-99.

Leighton, A. (2019). Public administration, public leadership and the construction of public value in the age of the algorithm and 'big data. Public Administration, 97(2), 296-310.

Leitner, H., Sheppard, E., Webber, S., & Colven, E. (2018). Globalizing urban resilience. Urban Geography, 39(8), 1276-1284. https://doi.org/10.1080/02723638.2018.1446870

Leszczynski, A. (2016). Speculative futures : Cities, data, and governance beyond smart urbanism. Environment and Planning A: Economy and Space, 48(9), 1691-1708.

Manrique Rueda, G., Baril, G., & Seguin, P. (2021). Leviers et blocages aux changements réglementaires nécessaires à la transition écologique selon la perspective d'administrateurs publics à l'échelle des arrondissements de la ville de Montréal : les exemples de Rosemont - La Petite - Patrie et d'Ahuntsic. Rapport de recherche du Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) et du Cité-ID LivingLab.

Markus, M., & Savini, F. (2016). The implementation deficits of adaptation and mitigation: green buildings and water security in Amsterdam and Boston. Planning Theory & Practice, 17(4), 497-515.

Meerow, S., & Newell, J. P. (2019). Urban resilience for whom, what, when, where, and why? Urban Geography, 40(3), 309-329. https://doi.org/10.1080/02723638.2016.1206395

Nesti, G. (2020). Defining and assessing the transformational nature of smart city governance : Insights from four European cases. International Review of Administrative Sciences, 86(1), 20-37.

Noori, N., de Jong, M., Janssen, M., Schraven, D., & Hoppe, T. (2021). Input-output modeling for smart city development. Journal of Urban Technology, 28(1-2), 71-92.

Paskaleva, K., Evans, J., Martin, C., Linjordet, T., Yang, D., & Karvonen, A. (2017). Data governance in the sustainable smart city. 4(4), 41.

Pereira, G. V., Macadar, M. A., Luciano, E. M., & Testa, M. G. (2017). Delivering public value through open government data initiatives in a Smart City context. Information Systems Frontiers, 19(2), 213-229. https://doi.org/10.1007/s10796-016-9673-7

Ruhlandt, R. W. S. (2018). The governance of smart cities : A systematic literature review. Cities, 81, 1-23.

Sadowski, J., & Maalsen, S. (2020). Modes of making smart cities : Or, practices of variegated smart urbanism. Telematics and Informatics, 55, 101449.

Schittekatte, T., Meeus, L., Jamasb, T., & Llorca, M. (2021). Regulatory experimentation in energy : Three pioneer countries and lessons for the green transition. Energy Policy, 156, 112382.

Viitanen, J., & Kingston, R. (2014). Smart Cities and Green Growth : Outsourcing Democratic and Environmental Resilience to the Global Technology Sector. Environment and Planning A: Economy and Space, 46(4), 803-819. https://doi.org/10.1068/a46242

Ville de Montréal. (2020). Planification stratégique Montréal 2030. https://montreal.ca/articles/montreal-2030-un-premier-plan-strategique.

Yigitcanlar, T., Kamruzzaman, M., Foth, M., Sabatini-Marques, J., Costa, E. da, & Ioppolo, G. (2019). Can cities become smart without being sustainable ? A systematic review of the literature. Sustainable Cities and Society, 45, 348-365. https://doi.org/10.1016/j.scs.2018.11.033

Zvolska, L., Lehner, M., Voytenko Palgan, Y., Mont, O., & Plepys, A. (2019). Urban sharing in smart cities : The cases of Berlin and London. Local Environment, 24(7), 628-645.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MAISON DE L'INNOVATION SOCIALE,** personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 1155, René-Lévesque Ouest, bureau 4100, Montréal, Québec, H3B 3V2, agissante et représentée par Patrick Dubé, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 745160127
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1224108211

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme suscite et accompagne l'action citoyenne dans le déploiement de projets collectifs locaux, pour la création de milieux de vie conviviaux, solidaires et écologiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Chef de division de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 février et le 15 août de chaque année et doit couvrir la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin pour la première année et les périodes du 1 janvier au 30 juin et du 1er juillet au 31 décembre pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée, par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés-ées, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout

jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale d'un million cent neuf mille sept cent trente-quatre dollars (1 109 734 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2022 :

5.2.1.1 une somme maximale de cinq cent cinquante-quatre mille huit cent soixante-sept dollars (554 867 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année 2023 :

5.2.2.1 une somme maximale de cinq cent cinquante-quatre mille huit cent soixante-sept dollars (554 867 $), au plus tard le 31 décembre 2023 et conditionnellement à ce que le montant du premier versement ait été entièrement utilisé.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1155, René-Lévesque Ouest, bureau 4100, Montréal, Québec, H3B 3V2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice des opérations et du développement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, QC, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito

Le .....e jour de ..... 20__

MAISON DE L'INNOVATION SOCIALE

Par : _____
Patrick Dubé, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET
(Description du Projet)

Description et Utilité	Ce projet vise à réaliser la proposition faite par le partenaire lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes et affinée dans le dossier de projet soumis par l'organisme à l'issue d'une première convention de contribution. Il s'agit ici de la troisième contribution soumise à l'organisme dans le cadre dudit programme. Le LICER vise à mettre en place les conditions de succès à l'évolution / l'adaptation de la réglementation pour mieux soutenir les projets d'innovation dans les secteurs liés à la transition. Il génère des connaissances nouvelles sur les composantes réglementaires qui bloquent, facilitent ou ralentissent le déploiement d'initiatives innovantes et de collaboration entre les instances responsables de formuler la réglementation, la société civile et les citoyennes et citoyens. L'implication d'une multitude de parties prenantes contribue à la pertinence et à l'efficience de la démarche, à la transparence et à la crédibilité des processus qui la sous-tendent en vue ultimement d'identifier des solutions innovantes expérimentées et dotées d'un impact potentiel fort. Le projet consiste à : • Identifier et documenter les freins et leviers au déploiement de projets d'innovation en matière de transition au niveau de leur contexte d'implantation, et plus spécifiquement au niveau de la réglementation. • Coordonner, animer et faciliter un processus d'expérimentation réglementaire, de la compréhension de la problématique, au déploiement, à l'évaluation et au transfert des apprentissages réalisés. • Accompagner la transition d'un modèle centralisé du bien public à un modèle décentralisé d'innovation et de valeur publique, en renforçant la capacité de la société civile et des citoyennes et citoyens à participer à la prise de décision concernant l'amélioration des milieux de vie. • Servir de levier à l'atteinte des objectifs stratégiques de la Ville de Montréal en matière d'accélération de la transition, d'amplification de la démocratie et de la participation et de stimulation de la créativité et de l'innovation (Montréal 2030, 2021). Le LICER se penchera également sur la façon d'intégrer les méthodologies d'expérimentation aux pratiques internes de la Ville, dans le but de pérenniser la pratique proposée et de mettre en place les conditions gagnantes à l'accélération de l'innovation municipale au chapitre

réglementaire, en soutien aux objectifs de transition tels que déclinés dans la planification stratégique de la Ville de Montréal (Montréal 2030) et dans le Plan Climat Montréal.

Par ailleurs, le LICER engagera la population montréalaise dans un processus de réflexion sur l'évolution de la réglementation en soutien à la transition écologique des quartiers. L'approche mise en œuvre par le LICER vise à s'arrimer avec et à alimenter les initiatives existantes et émergentes de participation citoyenne telle que Transition en commun, une initiative portée conjointement par la Ville de Montréal et la société civile pour réaliser la transition socio-écologique (TSE) de la métropole.

Au courant des années 2023-2024, l'équipe du LICER se concentrera sur trois axes de travail distincts, mais interreliés. Ces axes s'appuient sur les activités et résultats des dernières années et convergent vers la pérennisation des activités du Laboratoire.

Axe 1. Poursuivre le déploiement d'expérimentations réglementaires, en soutien aux pratiques innovantes dans les secteurs liés à la transition :

Le LICER répliquera sa méthodologie d'expérimentation dans le contexte de nouvelles collaborations. La collaboration entamée avec Solon au courant de l'année 2021 continuera d'être déployée, autour des problématiques réglementaires associées à l'appropriation citoyenne des espaces publics.

Le LICER a été sollicité par d'autres organismes autour de projets d'expérimentations (Entremise, Transport Actif Québec). D'autres collaborations s'orientent sur des dimensions spécifiques de son approche méthodologique (CRE-Montréal, Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, Agence de Mobilité Durable).

Chaque expérimentation culmine en :

- un rapport d'expérimentation final visant à informer l'ensemble des parties prenantes, notamment les acteurs publics, sur l'encadrement réglementaire approprié à la pérennisation des pratiques innovantes testées, en clarifiant les différentes dimensions réglementaires ayant une incidence sur l'implantation.
- une série d'outils et d'activités de transfert visant à soutenir la mise à l'échelle des pratiques innovantes testées (par exemple, dans d'autres arrondissements).

De plus, les expérimentations sont déployées de manière itérative, de façon à peaufiner l'accompagnement proposé par le LICER à travers une évaluation et une réinjection des apprentissages en continu.

Axe 2. Mettre en oeuvre une démarche de dialogue citoyen :

Le LICER engagera une conversation avec les citoyennes et citoyens montréalais autour des implications réglementaires associées aux objectifs de transition. Afin de maximiser cette

	participation citoyenne et de s'assurer d'une contribution la plus diversifiée possible, le LICER travaillera avec des partenaires institutionnels, des organisations de terrain et des commerces de proximité (bibliothèques, centres communautaires, écoles, cafés, etc.) afin que ces derniers ouvrent leurs portes à différents endroits de la Ville. Le LICER prévoit arrimer sa démarche aux initiatives existantes menées par la Ville, notamment le mouvement Transition en commun, une initiative portée conjointement par celle-ci et la société civile pour réaliser conjointement la TSE de la métropole. La mise oeuvre d'une démarche de dialogue citoyen culmine en : - une compréhension approfondie des normes sociales émergentes entourant la transition dans différents territoires; - des propositions de projets citoyens quant aux nouvelles normes de vivre-ensemble et modalités réglementaires associées; - l'enrichissement des réflexions quant aux mécanismes d'intégration de la participation citoyenne dans le fonctionnement du LICER. **Axe 3 : Entamer le processus de pérennisation des activités du LICER :** L'équipe du LICER entamera une démarche de réflexion et de cocréation avec un ensemble d'acteurs leviers, au premier rang desquels l'équipe du LIUM, sur la pérennisation des activités du LICER. L'objectif étant d'arriver au scénario de pérennisation le plus porteur, une attention particulière sera portée à l'intégration de la méthodologie d'expérimentation aux pratiques internes de la ville et aux conditions d'adhésion et d'implantation par les acteurs publics. Deux scénarios sont envisagés actuellement et seront testés dans le cadre d'activités menées en 2023 : (1) le modèle de l'institutionnalisation publique faisant du LICER un dispositif administratif intégré à la ville-centre, et plus spécifiquement au LIUM, et (2) le modèle de l'institutionnalisation hybride faisant du LICER un dispositif dont la gouvernance est partagée entre des acteurs publics issus de la ville-centre et des acteurs de la société civile. En collaboration avec l'équipe du LIUM, le LICER mobilisera les expertises internes de différents services dans le cadre d'ateliers de travail bien définis et circonscrits. À l'échelle de la ville-centre, sont visés notamment les acteurs responsables de la mise en œuvre de la Vision 2030, du Plan Climat Montréal et de l'élaboration du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Le LICER peut agir de levier à l'atteinte des objectifs de transformation visés par ces différents plans. À ce titre, l'équipe du LICER, en collaboration avec l'équipe du LIUM, cherchera également à mobiliser, dans le cadre d'ateliers de travail, les acteurs d'arrondissement chargés de formuler et mettre en œuvre les plans de transition. Cette démarche de réflexion et de cocréation culmine en :

	- l'identification et l'approfondissement du scénario de pérennisation le plus porteur (élaboration du plan de mise en œuvre concret, identification des conditions gagnantes, des acteurs ciblés, des ressources nécessaires et du déploiement dans le temps).
Livrables et échéancier	**Livrables pour l'AXE 1. Déploiement d'expérimentations réglementaires** Expérimentation (1) - Recherche et analyse réglementaire d'ici au 30 juin 2023 - Rapport d'expérimentation d'ici au 30 juin 2023 Expérimentation (2) livrables : - Recherche et analyse réglementaire d'ici au 31 décembre 2023 - Rapport d'expérimentation d'ici au 31 décembre 2023 **Livrables pour AXE 2. Démarche de dialogue citoyen** - Planification de la démarche de conversation citoyenne d'ici au 31 décembre 2023 - Bilan de la démarche de conversation citoyenne d'ici au 30 juin 2024 **Livrables pour AXE 3. Pérennisation des activités du LICER** - Planification de la démarche de réflexion et de cocréation d'ici au 30 juin 2023 - Compte-rendu des activités en cours (bilan mi-parcours) d'ici au 31 décembre 2023 - Identification et approfondissement du scénario de pérennisation du LICER d'ici au 30 juin 2024 **Livrables pour lier aux transferts des connaissances** - Cahier des apprentissages 2023 (transfert) d'ici au 31 décembre 2023 - Cahier des apprentissages 2024 (transfert) d'ici au 31 décembre 2024 **Autres livrables associés à la reddition de compte Montréal en commun :** Remise du **registre d'activités de mobilisation** - en continu et version finale le **30 septembre 2024** (gabarit fourni par le programme) **:** ● Liste des activités de mobilisation globale et participation citoyenne et la participation à ces événements; ● Les objectifs des activités; ● Type d'activité; ● Nombre de participants; ● Bilan sommaire de l'activité. Remise de la **reddition de compte bi-annuelle** aux 6 mois (gabarit fourni par le programme) **:**

	● Résumé de ce qui a été fait pour réaliser le projet et des résultats obtenus; ● Coûts et échéancier par livrable ● Risques et enjeux qui se sont présentés ● Recommandations pour la suite du projet ● Mise à jour sur les indicateurs définis avec Infrastructure Canada Remise de la **reddition de compte bilan de fin d'entente** au plus tard le **31 mars 2025**: ● Résumé de ce qui a été fait pour réaliser le projet et des résultats obtenus; ● Bilan de l'utilisation des fonds accordés par l'entente de contribution Réponse aux **demandes d'information** envoyée par l'équipe Montréal en Commun en continu (envoyé par l'équipe du programme): ● Questionnaire bilan de mi-parcours ● Formulaire ACE, parmi autres Partage des données et **rapport(s) d'évaluation** produits par le porteur de projet. Le rapport d'évaluation doit être soumis d'ici à juin 2025. Les résultats d'évaluation doivent être en conformité avec la stratégie d'évaluation soumise à l'équipe de coordination du programme.
Documentation qui pourrait être demandée au partenaire	● Documentation sur la situation actuelle ● Analyses des besoins ● Analyses des parties prenantes ● Analyses de faisabilité ● Études de marché ● Résultat d'activités de prototypage ● Tout autre document permettant d'enrichir la valeur des réalisations du projet.
Responsabilités	● Réalisation du projet : Maison de l'innovation sociale ● Suivi périodique : Équipe de Montréal en commun au Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle, division du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal ● Acceptation : Directeur du programme Montréal en commun
Principaux critères de qualité à respecter	● Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature; ● Les informations présentées dans le document doivent être appuyées sur des faits ou des informations vérifiables. Si ce n'est pas possible, des hypothèses documentées peuvent aussi être acceptées; ● Le **Projet** répond aux besoins de la communauté et est utilisé ● La guide aux exigences du programme se trouve ici ● Participation aux activités de gouvernance du programme en continu; ● Participation à l'évaluation du programme en continu; ● Participation aux activités en lien avec le transfert de connaissances et des apprentissages.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe

le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes.***

- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville https://montreal.ca/, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca
À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable :Direction générale, Laboratoire d'innovation urbaine, Division stratégie d'affaires et partenariats
Projet : Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision* *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international* *17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ***10.*** *L'engagement direct des citoyennes et citoyens, des administrations municipales et des partenaires locaux (OBNL) dans les processus de réflexion sur l'innovation et la réglementation urbaine est central aux activités du LICER. En 2023 et 2024, le LICER engagera des conversations avec l'ensemble de ces parties prenantes (incluant les résidentes et les résidents, et les*			

experts/expertes en réglementation dans les arrondissements) autour des implications réglementaires associées aux objectifs de transition. Afin de maximiser cette participation citoyenne et de s'assurer d'une contribution la plus diversifiée possible, le LICER travaillera avec des partenaires institutionnels, des organisations de terrain et des commerces (bibliothèques, centres communautaires, écoles, cafés, etc.) afin que ces derniers ouvrent leurs portes à différents endroits de la ville.

Le LICER prévoit par ailleurs arrimer sa démarche aux initiatives existantes menées par la Ville de Montréal et la société civile, notamment le nouveau mouvement Transition en commun, une initiative portée conjointement par la ville de Montréal et la société civile pour réaliser conjointement la transition socio-écologique (TSE) de la métropole.

***16.** Le développement du dispositif LICER et les apprentissages réalisés ont un grand potentiel de transfert vers d'autres contextes urbains. Le LICER participe déjà au maillage avec le milieu de la recherche à travers la publication de synthèses de recherche et la participation à différents groupes de travail. En tant que laboratoire, le LICER fait aussi appel à des expertises ponctuelles du milieu de l'enseignement supérieur (ENAP) et d'OBNL (Institut du nouveau monde, Dark Matter Lab) montréalais en fonction des besoins méthodologiques et thématiques. Le LICER vise également à renforcer les liens à l'international et se positionner dans les prochaines années comme un espace d'innovation expérimentale d'envergure.*

***17.** La démarche d'expérimentation proposée par le LICER permet de tester de nouvelles pratiques en conditions réelles. En réponse à une problématique de départ, l'expérimentation peut donc générer des données probantes et des apprentissages qui viennent guider la prise de décision dans un contexte réglementaire. L'évaluation continue des pratiques se traduit concrètement par des approches méthodologiques innovantes qui permettent aux acteurs municipaux de répondre à des enjeux réglementaires susceptibles de limiter leur capacité à réaliser leurs objectifs en matière de TSE. À cet égard, l'équipe du LICER entreprendra dans les deux prochaines années d'accélérer le processus d'institutionnalisation des pratiques d'innovation réglementaire dans l'administration municipale, de manière à permettre à la méthodologie d'être reproduite plus largement et favoriser la culture de l'innovation réglementaire inclusive à Montréal, au bénéfice de la TSE.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228793002

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 1 109 734 $ à l'organisme la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour un projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD 1228793002 MIS.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-26

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.042

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229125003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 453 190 $ à différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales – Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les projets de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-073

Il est recommandé :
- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 453 190 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période du 1er décembre 2022 au 30 septembre 2023 au montant indiqués en regard de chacun d'eux :

Organisme	Projet	Montant
Desta Réseau de la Jeunesse Noire	DESTA Food	100 000 $
La Fondation du Refuge pour femmes chez Doris Inc.	Soutien aux programmes d'aide mensuelle à l'achat des produits alimentaires et de provision de nourriture au refuge de nuit de Chez Doris	100 000 $
Résilience Montréal	Projet de sécurité alimentaire autochtone Résilience Montréal	54 020 $
Association des popotes roulantes de Montréal Métropolitain	Service sur mesure	68 128 $
Jeunesse au Soleil	Nourrir l'espoir - Les aînés et les immigrants	63 636 $
La cafétéria communautaire	Une sécurité alimentaire	67 406 $

Multi caf	inclusive et équitable	

- d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers

- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-28 11:40

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229125003**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 453 190 $ à différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales – Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les projets de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-073

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets. Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité. Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.
Les projets financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets

d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Le présent dossier concerne une contribution financière de 453 190 $ à six organismes pour des projets visant à lutter contre l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables avec approche différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CG17 0195 du 18 mai 2017
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

CG16 0194 du 24 mars 2016
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

DESCRIPTION

À l'automne 2020, la Ville de Montréal et la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP) lançaient, conjointement, un appel à projets régional en sécurité alimentaire. L'objectif était de soutenir financièrement des initiatives régionales ou supra-locales visant les groupes vulnérables. Depuis la covid-19, les demandes en aide alimentaire ont explosé auprès des organismes communautaires. Bien qu'elles aient atteint un sommet au début de la crise, les demandes d'aide alimentaire ne sont jamais revenues au seuil pré-pandémique. Désormais, la population doit faire face à l'augmentation alarmante du coût de la vie. L'inflation alimentaire a grimpé de 8,8 % depuis 1 an alors que les prévisions indiquent que cette hausse se poursuivra. La crise du logement n'est qu'un autre facteur aggravant la situation financière déjà précaire des populations en situation de vulnérabilité, ayant comme

résultat de toucher directement leur capacité à se nourrir adéquatement.
Dans ce contexte, la Ville veut renforcer ses actions en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire avec une approche différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+). Les projets recommandés désservent les populations suivantes : personnes autochtones, personnes noires, personnes immigrantes, personnes aînées.

Un comité d'analyse composé de 4 membres provenant des milieux institutionnels a évalué les projets et recommande les 6 contributions financières suivantes :

Nom organisme : Desta Réseau de la Jeunesse Noire
Titre du projet : DESTA Food
Clientèle visée par le projet : Personnes noires, minorités visibles
Montant recommandé : 100 000 $
Ce projet s'inscrit autant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire que dans le soutien à l'entrepreunariat de la communauté noire de Montréal. Le projet bénéficiera à plus de 100 personnes vivant de l'insécurité alimentaire en fournissant des aliments sains et frais chaque semaine.

Nom organisme : La Fondation du Refuge pour femmes chez Doris Inc.
Titre du projet : Soutien aux programmes d'aide mensuelle à l'achat des produits alimentaires et de provision de nourriture au refuge de nuit de Chez Doris
Clientèle visée par le projet : Femmes en situation d'itinérance, dont les populations autochtones, issues des minorités visibles et personnes transgenres et non-binaires
Montant recommandé : 100 000 $
Ce projet vise à offrir une aide mensuelle à plus de 220 personnes du refuge pour femmes chez Doris autant pour celles utilisant les services d'hébergement d'urgence que celles ayant un logement. Avec l'augmentation du coût des denrées alimentaire, la remise mensuelle de cartes-cadeaux d'épicerie permet aux femmes et à leurs enfants de réduire l'insécurité alimentaire en toute dignité et en conservant une autonomie de choix. Cela permet une transition et une continuité de services, lorsque les femmes quittent le service d'hébergement. Le projet permet aussi d'offrir des collations aux utilisatrices du service d'hébergement d'urgence de soir.

Nom organisme : Résilience Montréal
Titre du projet : Projet de sécurité alimentaire autochtone Résilience Montréal
Clientèle visée par le projet : Personnes autochtones
Montant recommandé : 54 020 $
Ce projet vise à combattre l'insécurité alimentaire en donnant accès à des aliments traditionnels à plus de 50 personnes autochtones. Il permet de promouvoir la sécurité alimentaire chez les personnes autochtones, tout en les reliant à leurs traditions et culture, ce qui peut parfois être difficile dans une zone urbaine, particulièrement pour les personnes en situation d'itinérance ou de précarité financière.

Nom organisme : L'Association des popotes roulantes de Montréal Métropolitain
Titre du projet : Service sur mesure
Clientèle visée par le projet : Personnes aînées dysphagiques
Montant recommandé : 68 128 $
Ce projet vise à offrir une variété de repas conçus pour les personnes dysphagiques en développant un partenariat innovant, durable pour répondre aux besoins spécifiques en alimentation de cette population. Les personnes aînées dysphagiques vivent une double discrimination et très peu de services leurs sont offerts, encore moins pour celles et ceux en situation financière précaire.

Nom organisme : Jeunesse au Soleil
Titre du projet : Nourrir l'espoir - Les aînés et les immigrants
Clientèle visée par le projet : Minorités visibles, personnes issues de l'immigration,

réfugié.es et demandeurs d'asile
Montant recommandé : 63 636 $
Ce projet vise à augmenter l'offre d'aliments culturellement adaptés à plus de 1000 personnes immigrantes offert par la banque alimentaire de l'organisme (sur place et service de livraison d'urgence). L'organisme a connu une augmentation de la fréquentation de la banque alimentaire par la population visée d'au moins 25 % en un an.

Nom organisme : La cafétéria communautaire Multi caf
Titre du projet : Une sécurité alimentaire inclusive et équitable
Clientèle visée par le projet : Nouveaux arrivants (moins de 5 ans), demandeurs d'asile et réfugié.es
Montant recommandé : 67 406 $
Ce projet vise à apporter une aide alimentaire directe à plus de 100 familles nouvelles arrivantes, demandeuses d'asile et réfugiées en situation de grande vulnérabilité.

JUSTIFICATION

Avec l'adoption de Montréal 2030, la Ville a réaffirmé le rôle qu'elle entend jouer dans ce domaine. Le présent dossier s'inscrit dans l'orientation « Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion » et dans la priorité 6 : « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire ». Le présent dossier agit également en cohérence avec l'action 1 du plan d'action Solidarité, équité et inclusion : « assurer un accès à une alimentation saine et lutter contre l'insécurité alimentaire ». Le soutien financier aux initiatives ciblant les groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire (action 1.1) est d'ailleurs un des moyens pour y parvenir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 453 190 $, est prévu au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Le tableau suivant présente la contribution financière qu'il est recommandé d'accorder, pour la période du 1er décembre 2022 au 30 septembre 2023, aux six différents organismes pour la réalisation des projets. Le soutien financier recommandé vise à soutenir six nouveaux projets qui développent des moyens pour répondre aux besoins de certaines populations particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et qui sont difficiles à rejoindre.

Organisme	Projet	Soutien accordé au projet			Soutien recommandé (1er décembre 2022 au 30 septembre 2023)	Ville / Global du projet
		2020	2021	2022		
Desta Réseau de la Jeunesse Noire	DESTA Food	-	-	-	100 000 $	100 %
La Fondation du Refuge pour femmes chez Doris Inc.	Soutien aux programmes d'aide mensuelle à l'achat des produits alimentaires et de	-	-	-	100 000 $	100 %

	provision de nourriture au refuge de nuit de Chez Doris					
Résilience Montréal	Projet de sécurité alimentaire autochtone Résilience Montréal	-	-	-	54 020 $	100 %
Association des popotes roulantes de Montréal Métropolitain	Service sur mesure	-	-	-	68 128 $	100 %
Jeunesse au Soleil	Nourrir l'espoir - Les aînés et les immigrants	-	-	-	63 636 $	100 %
La cafétéria communautaire Multi caf	Une sécurité alimentaire inclusive et équitable	-	-	-	67 406 $	100 %

Le portrait des contributions versées par toute unité d'affaires de la Ville à ces organismes depuis 2017 est disponible en pièces jointes.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération.*

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets contribuent à assurer de saines habitudes alimentaires et des dépannages d'urgence aux populations vulnérables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le soutien financier destiné aux organismes de ce dossier pour la réalisation de leur projet respectif permettra à la Ville d'adoucir les effets néfastes de la pandémie qui perdurent auprès de ses populations les plus vulnérables. Plus que jamais, les organismes communautaires jouent un rôle important pour aider les populations vulnérables vivant l'insécurité alimentaire à Montréal. La pandémie COVID-19 a augmenté le nombre de personnes vivant l'insécurité alimentaire et conséquemment, les demandes faites auprès des organismes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes bénéficiaires, en Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2022
Présentation au comité exécutif
Présentation au conseil municipal
Présentation au conseil d'agglomération pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anca ENACHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie MAURO
Conseillère en planification

Tél : 514-872-9787
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Dina HUSSEINI
Cheffe de section

Tél : 438-864-5150
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2022-10-28

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice			
				2017	2019	2021	2022
Totaux				**5 000,00**	**275,00**	**50 000,00**	**30 000,00**
Desta Black Youth Network	177771	Développement économique	-	-	-	50 000,00	30 000,00
		Diversité et inclusion sociale	CE15 0341	5 000,00	-	-	-
		Sud-Ouest	-	-	275,00	-	-

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice
				2022
Totaux				**121 985,00**
Resilience Montreal	646244	Direction générale	CA22 240261	90 000,00
		Diversité et inclusion sociale	CA22 240261	90 000,00
			CE22 1115	31 985,00

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice					
				2017	2018	2019	2020	2021	2022
Totaux				**60 458,00**	**75 100,00**	**70 992,00**	**340 492,00**	**846 797,00**	**1 919 204,00**
La Fondation Du Refuge Pour Femmes Chez	120230	Diversité et inclusion sociale	CA20 240170	-	-	-	22 500,00	2 500,00	-
			CE18 1081	-	54 394,00	13 598,00	-	-	-
			CE19 0794	-	-	54 394,00	13 598,00	-	-
			CE20 0135	-	-	-	54 394,00	13 598,00	-
			CE21 0341	-	-	-	-	61 193,00	6 799,00
			CG16 0323	10 172,00	-	-	-	-	-
			CG17 0210	50 286,00	5 588,00	-	-	-	-
			CG17 0329	-	12 118,00	-	-	-	-
			CG22 0263	-	-	-	-	-	79 551,00
		Habitation	-	-	-	-	250 000,00	769 506,00	1 832 854,00
		Ville-Marie	-	-	3 000,00	3 000,00	-	-	-

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice					
				2017	2018	2019	2020	2021	2022
Totaux				**26 369,00**	**36 374,00**	**36 394,00**	**36 186,00**	**6 393,00**	**200,00**
L'Association Des Popotes Roulantes Du Montreal	137277	Ahuntsic - Cartierville	-	200,00	200,00	200,00	200,00	-	200,00
			CA21 090056	-	-	-	-	200,00	-
			CA21 090094	-	-	-	-	200,00	-
		Diversité et inclusion sociale	-	869,00	874,00	874,00	986,00	993,00	-
			CE16 1231	5 000,00	-	-	-	-	-
			CE17 0923	20 000,00	5 000,00	-	-	-	-
			CE18 0996	-	30 000,00	5 000,00	-	-	-
			CE19 0652	-	-	30 000,00	5 000,00	-	-
			CG20 0209	-	-	-	30 000,00	5 000,00	-
		Sud-Ouest	-	300,00	300,00	320,00	-	-	-

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Totaux					**194 699,00**	**326 335,00**	**592 252,00**	**613 833,00**	**668 758,00**	**632 588,00**
Cafeteria Communautaire Multicaf	128210	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	CA17 170319		260,00	-	-	-	-	-
			CA18 170245		-	20 000,00	-	5 000,00	-	-
			CA18 170293		-	400,00	-	-	-	-
			CA20 170096		-	-	-	27 300,00	-	-
			CA21 170044		-	-	-	-	15 000,00	-
			CA21 170250		-	-	-	-	1 500,00	-
			CA22 170011		-	-	-	-	-	15 000,00
			CA22 170261		-	-	-	-	-	30 000,00
			-		-	-	-	1 250,00	-	-
		Diversité et inclusion sociale	-		-	-	688,00	707,00	-	-
			CA16 170088		4 600,00	-	-	-	-	-
			CA17 17 0126		15 000,00	5 000,00	-	-	-	-
			CA18 170116		-	15 000,00	5 000,00	-	-	-
			CA19 170132		-	-	16 000,00	4 000,00	-	-
			ca20 170012		-	-	-	15 000,00	-	-
			CA20 170216		-	-	-	27 500,00	51 000,00	46 000,00
			CA21 170130		-	-	-	-	50 000,00	28 000,00

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Totaux					**159 839,00**	**264 435,00**	**501 440,00**	**469 984,00**	**495 666,00**	**398 920,00**
Jeunesse Au Soleil.	41368	Diversité et inclusion sociale	CE18 0901		-	52 564,00	5 840,00	-	-	-
			CE18 0996		-	45 000,00	45 000,00	-	-	-
			CE18 2090		-	150 000,00	-	-	-	-
			CE19 0652		-	-	72 000,00	18 000,00	-	-
			CE19 1391		-	-	33 600,00	54 984,00	13 746,00	-
			CE20 1952		-	-	-	-	15 000,00	-
			CE20 2070		-	-	-	-	50 000,00	-
			CG16 0468		18 000,00	-	-	-	-	-
			CG17 0251		80 000,00	10 000,00	-	-	-	-
			CG20 0209		-	-	-	72 000,00	18 000,00	-
			CG21 0200		-	-	-	-	73 920,00	73 920,00
			CM16 1448		61 839,00	6 871,00	-	-	-	-
			CM19 0065		-	-	345 000,00	325 000,00	325 000,00	-
			CM21 1380		-	-	-	-	-	325 000,00

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229125003
Unité administrative responsable : Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Projet : Contributions financières à des projets de lutte contre l'insécurité alimentaire visant les personnes aînées, autochtones, immigrantes ou noires

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **Priorité 6** : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Meilleure accessibilité physique et économique à des aliments adaptés pour les populations aînées, autochtones, immigrantes et noires vivant l'insécurité alimentaire.			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1229125003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Dominico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **DESTA BLACK YOUTH NETWORK**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 1950, Saint-Antoine Ouest, Montréal, Québec, H3J 1A5 agissant et représentée par Kassandra Kernisan, directrice exécutive, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s.o.
Numéro d'inscription T.V.Q. : s.o.

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1^er^ novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour renforcer l'autonomie de la communauté noire grâce à des programmes ancrés dans la justice sociale et économique et en proposant des services holistiques, individualisés et collectifs, ainsi que des actions de plaidoyer;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la

présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à

la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le

Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur

demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent mille dollars 100 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $), dans les trente (30) jours de la remise de du rapport finale à la satisfaction de la Ville de Montréal.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession

de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1950, Saint-Antoine Ouest, Montréal, Québec, H3J 1A5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice exécutive. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4ème étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

DESTA BLACK YOUTH NETWORK

Par : _____
Kassandra Kernisan, directrice exécutive

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et,

libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

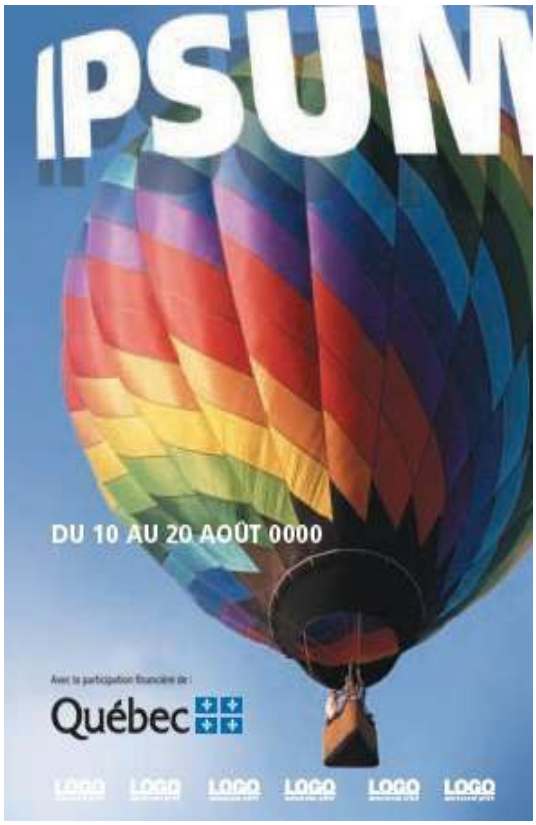
OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ  Avec la participation financière de Québec **Logo officiel :**	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

[2] S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité		**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



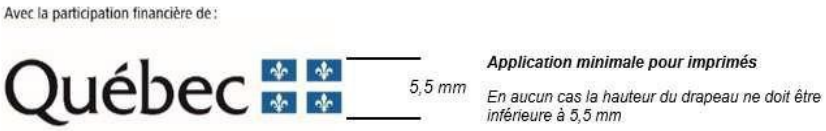
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1229125003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M[e] Dominico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1430, rue Chomedey, Montréal, Québec, H3H 2A7, agissant et représentée par Marina Boulos-Winton, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 101835841
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1148026595
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 10183541

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme refuge de jour et de nuit, sept jour sur sept, et fournit des repas, un répit, des vêtements, des activités sociaux-récréatives et des services pratiques dans un environnement sécuritaire et accueillant pour les femmes en difficulté.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la

présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $), dans les trente (30) jours de la remise de du rapport finale à la satisfaction de la Ville de Montréal.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le

montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes

et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1430, rue Chomedey, Montréal, Québec, H3H 2A7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4ème étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC.

Par : _____
Marina Boulos-Winton, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et,

libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

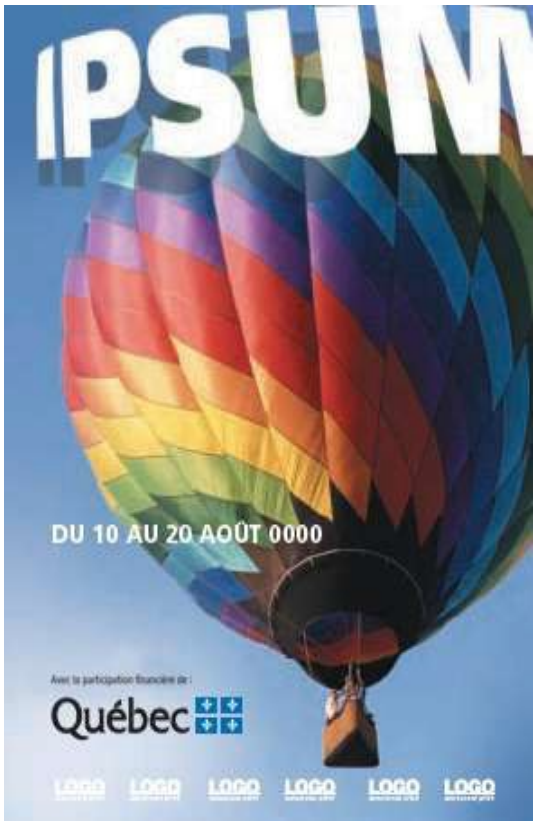
OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ  Avec la participation financière de Québec **Logo officiel :**	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

[2] S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité		**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



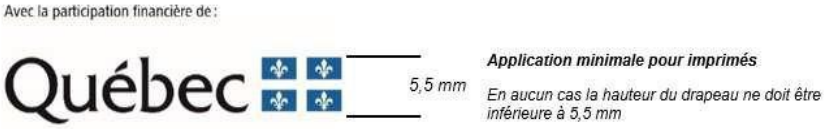
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1229125003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M[e] Dominico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **RESILIENCE MONTREAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 400, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal, Québec, H3Z 3L3, agissant et représentée par David Chapman, directeur exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s.o.
Numéro d'inscription T.V.Q. : s.o.

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme offre des services qui redonnent la dignité aux personnes en situation d'itinérance afin de restaurer leur bien-être physique, émotif, spirituel et psychologique;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et

assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux

organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinquante-quatre mille vingt dollars (54 020 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quarante-huit mille six-cent-dix-huit dollars (48 618 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille quatre-cent-deux dollars (5 402 $) dans les trente (30) jours de la remise de du rapport finale à la satisfaction de la Ville de Montréal.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la

somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la

présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit,

représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et

ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 400, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal, Québec, H3Z 3L3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur exécutif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4ème étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

RÉSILIENCE MONTRÉAL

Par : _____
David Chapman, directeur exécutif

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et,

libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

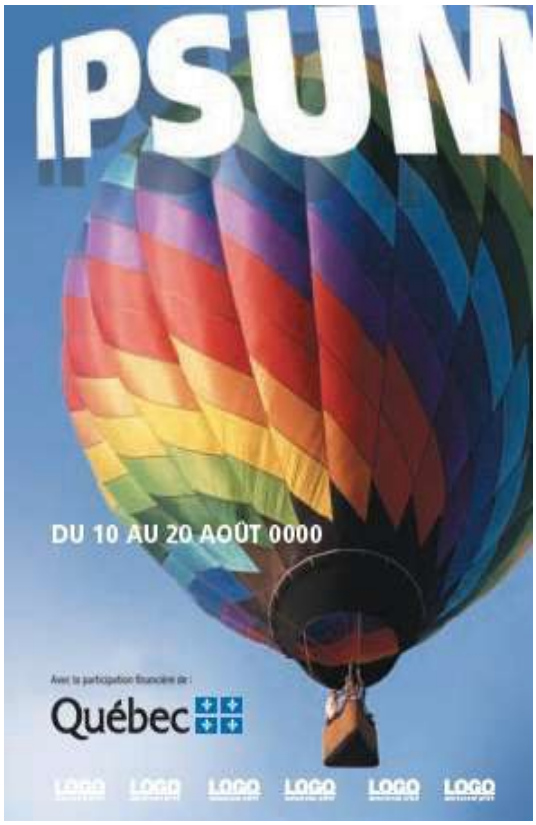
OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ  Avec la participation financière de Québec **Logo officiel :**	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

[2] S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité		**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



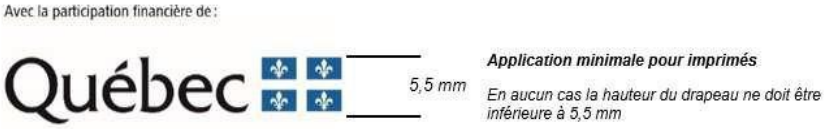
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1229125003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Dominico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION DES POPOTES ROULANTES DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1919, rue St-Jacques, Montréal, Québec, H3J 1H2, agissant et représentée par Huguette Roy, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 13036
Numéro d'inscription T.V.Q. : 100647980
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 130364003RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1^er^ novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit à développer des alternatives en sécurité alimentaire

pour le maintien à domicile;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et

assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux

organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-huit mille cent-vingt-huit dollars (68 128 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de soixante-et-un mille trois-cent-quinze dollars (61 315 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille huit-cent-treize dollars (6 813 $), dans les trente (30) jours de la remise de du rapport finale à la satisfaction de la Ville de Montréal.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la

somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la

présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit,

représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et

ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1919, rue St-Jacques, Montréal, Québec, H3J 1H2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4ème étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

ASSOCIATION DES POPOTES ROULANTES DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Huguette Roy, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et,

libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

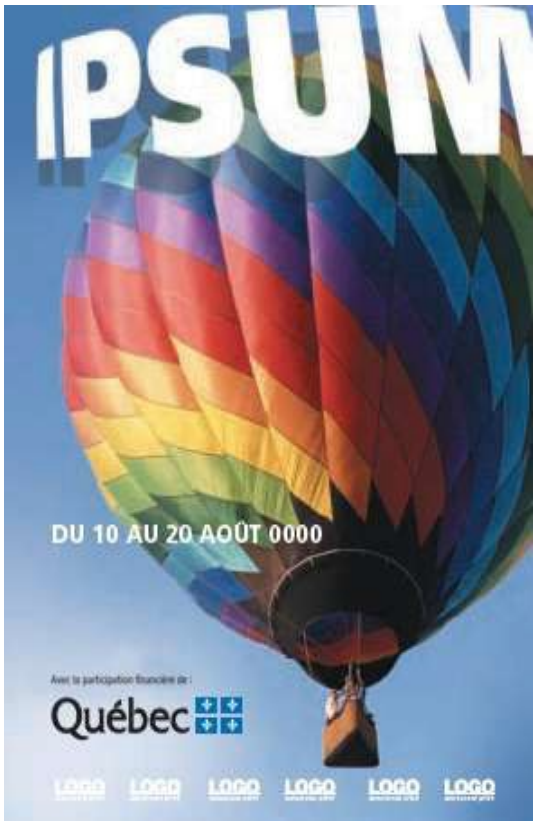
OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ  Avec la participation financière de Québec **Logo officiel :**	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

[2] S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité		**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



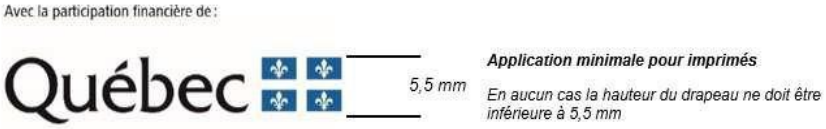
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1229125003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Dominico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **JEUNESSE AU SOLEIL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6700, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H9, agissant et représentée par Johanne Saltarelli, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 119206290
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006101565
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 119206290RR00

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1^er^ novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme intervient auprès des personnes et des familles démunies en fournissant une gamme de services d'urgence pour assurer leurs besoins de base et

maintenir leur dignité;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et

assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux

organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-trois mille six-cent-trente-six dollars (63 636 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante-sept mille deux-cent-soixante-douze dollars (57 272 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille trois-cent-soixante-quatre (6 364 $), dans les trente (30) jours de la remise de du rapport finale à la satisfaction de la Ville de Montréal.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la

somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la

présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit,

représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et

ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6700, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4ème étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

JEUNESSE AU SOLEIL

Par : _____
Johanne Saltarelli, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et,

libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

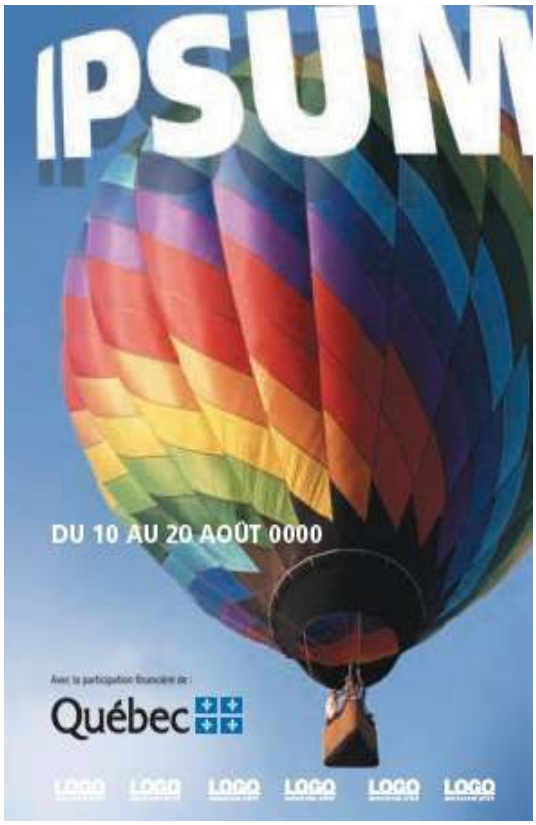
OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ  Avec la participation financière de Québec **Logo officiel :**	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

[2] S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité		**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



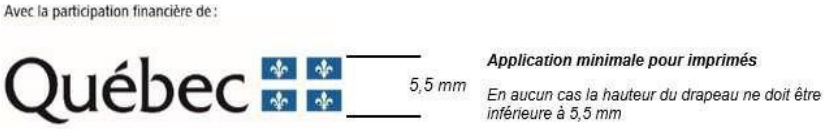
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
1229125003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Dominico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3600, rue Barclay, bureau 320, Montréal, Québec, H3S 1K5, agissant et représentée par Jean-Sébastien Patrice, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 133112821
Numéro d'inscription T.V.Q. : 100985061

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1^er^ novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour lutter contre la pauvreté et inscrit son action dans l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu de son territoire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de

communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est

entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition

de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard

quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la

présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-sept mille quatre-cent-six dollars (67 406 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de soixante mille six-cent-soixante-cinq dollars (60 665 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille sept-cent-quarante-et-un dollars (6 741 $), dans les trente (30) jours de la remise de du rapport finale à la satisfaction de la Ville de Montréal.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous

réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le

Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3600, rue Barclay, bureau 320, Montréal, Québec, H3S 1K5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4ème étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF

Par : _____
Jean-Sébastien Patrice, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et,

libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

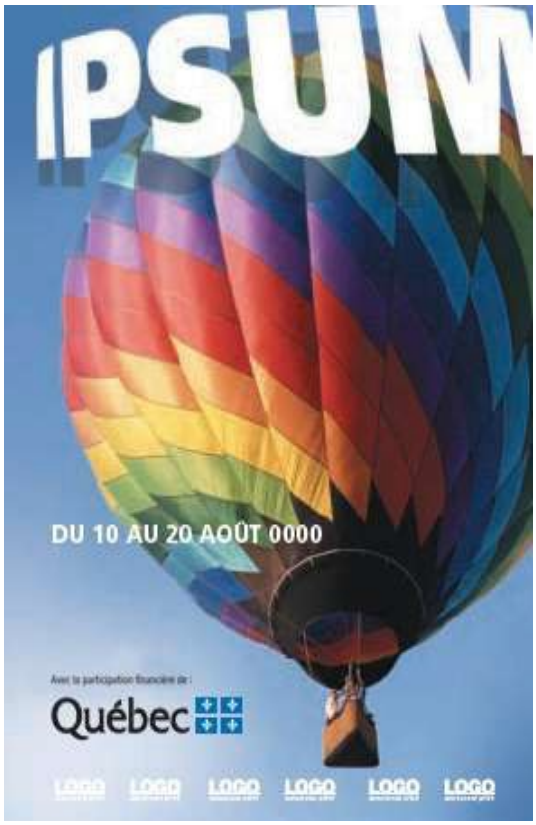
OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ  Logo officiel :	Mention minimale : « En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »	Mention complète : « Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

[2] S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité		**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



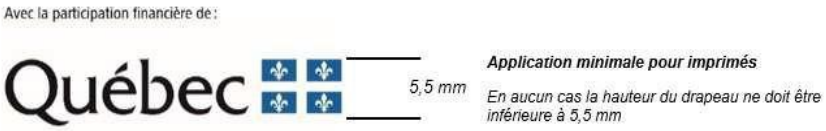
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229125003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 453 190 $ à différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales – Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les projets de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-073

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229125003 - MTESS - 6 Projets.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anca ENACHE
Préposée au budget - SDIS
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion en ressources financières
Tél : 514 872-2598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.043

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1224501006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire cédé par la Ville de Montréal à Tennis Canada – Stade Jarry, pour la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension, afin de prolonger la durée du droit superficiaire pour une période additionnelle de trente (30) années, soit du 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2052. N/Réf. : 31H12-005-1160-01

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire, entre la Ville de Montréal et Tennis Canada – Stade Jarry, pour les lots du superficiaire connus comme étant les lots 3 302 833, 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal, comprenant le bâtiment sis au numéro 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel – Parc-Extension et les lots du tréfoncier connus comme étant les lots 3 302 832 et 3 302 835 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal afin de prolonger la durée du droit superficiaire d'une période additionnelle de trente (30) années, soit du 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2052, et ce, selon les termes et conditions du projet d'acte;

2- d'autoriser la signature du projet d'acte modifiant le droit superficiaire pourvu que la convention de services de gré à gré soit signée.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-03 09:05

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224501006**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire cédé par la Ville de Montréal à Tennis Canada – Stade Jarry, pour la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension, afin de prolonger la durée du droit superficiaire pour une période additionnelle de trente (30) années, soit du 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2052. N/Réf. : 31H12-005-1160-01

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme sans but lucratif Tennis Canada – Stade Jarry (le « TC-SJ ») et la Ville sont actuellement liées respectivement à titre de superficiaire et tréfoncier de l'immeuble situé au parc Jarry. TC-SJ est superficiaire de la propriété sise au 285, rue Gary-Carter.
L'acte initial de l'établissement des droits est intervenu devant Me Yvon Delorme, notaire, le 18 août 1995, publié au registre foncier sous le numéro 4 806 478. Par la suite, il y a eu quatre amendements qui ont été publiés au registre foncier pour notamment prolonger la durée du droit superficiaire. À titre informatif, l'entente initiale de droit superficiaire et ses amendements ont toujours été consentis sans rente.

Trois ententes, soit la cession de droit superficiaire, la convention établissant les modalités et les conditions du versement du soutien financier et le bail pour le clos de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel – Parc-Extension seront échues au 31 décembre 2022.

Un dossier visant l'approbation d'une convention de services de gré à gré afin de donner un accès prioritaire à la population montréalaise aux terrains de tennis intérieurs et extérieurs du Centre de tennis du parc Jarry pour une période de dix ans, dossier (1224815002) est piloté par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (le « SGPMRS »). Le Service de la stratégie immobilière (le « SSI ») a été mandaté pour prolonger la durée du droit superficiaire ainsi que celle du bail pour l'Arrondissement. Un dossier distinct sera présenté ultérieurement au conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension pour le renouvellement du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140240 – 6 septembre 2022 - Accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil municipal de prendre en charge le soutien financier offert à Tennis Canada - Stade Jarry, qui exerce ses activités dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.
CM22 0968 - 22 août 2022 - Offrir au conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension que la Ville de Montréal prenne en charge le soutien en biens et services

offerts à Tennis Canada - Stade Jarry, qui exerce ses activités dans cet arrondissement, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

CM21 0761 - 14 juin 2021 - Approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire cédé par la Ville de Montréal à Tennis Canada – Stade Jarry pour la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension afin de prolonger la durée du droit superficiaire pour une période additionnelle de dix-sept (17) mois, soit du 31 juillet 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

CM21 0762 - 14 juin 2021 - Approuver la convention établissant les modalités et les conditions du versement du soutien financier à Tennis Canada - Stade Jarry et autoriser une contribution financière maximale de 19 696 468 $ plus les taxes**.**

CM10 0692 - 21 septembre 2010 - Approbation d'un projet d'acte par lequel la Ville et Tennis Canada - Stade Jarry reportent la date d'échéance du terme initial de la cession de propriété superficiaire pour le stade Uniprix, du 31 juillet 2015 au 31 juillet 2021.

CE10 0593 - 28 avril 2010 - Accord de principe pour la prolongation de la cession de propriété superficiaire et d'octroyer une contribution financière maximale de 1 278 720 $ à Tennis Canada - Stade Jarry pour le projet d'amélioration du Centre national d'entraînement de tennis et autres conditions.

CM04 0007 - 26 janvier 2004 - Approbation du projet de convention de subvention d'une valeur maximale de 3,3 millions $ entre la Ville de Montréal et Tennis Canada - Stade Jarry, la garantie collatérale de 3,3 millions $, la cession de priorité d'hypothèque, les modifications au bail et le protocole d'entente (MOU) afin de permettre la réalisation des travaux de construction et d'amélioration du Centre de tennis du parc Jarry.

CO95 01404 - 20 juin 1995 - Approbation par le conseil municipal du projet d'acte de propriété superficiaire, du projet d'acte de garantie et de cession, du projet de convention, et du projet de bail.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de présenter aux autorités municipales un projet d'acte modifiant la durée du droit superficiaire entre la Ville de Montréal et Tennis Canada – Stade Jarry pour les lots du superficiaire connus comme étant les lots 3 302 833, 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal, comprenant le bâtiment sis au numéro 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel – Parc-Extension (l' « Immeuble superficiaire ») et les lots du tréfoncier connus comme étant les lots 3 302 832 et 3 302 835 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal (l' « Immeuble tréfoncier »). Ce projet d'acte prévoit une prolongation de la durée du droit superficiaire d'une période additionnelle de trente (30) années, soit 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2052.
Le projet d'acte de prolongation prévoit également d'autres modifications à la convention initiale, dont notamment les obligations suivantes pour le superficiaire TC-SJ de :

- Maintenir une assurance responsabilité civile minimale de 5 M$;

- Limiter la tenue d'événements sportifs et municipaux sur l'Immeuble superficiaire à vingt (20) jours maximum par année civile (soit entre janvier et décembre de chaque année). Ces Événements sportifs et municipaux devront être éco responsables.

- Limiter la tenue d'événements non sportifs sur l'Immeuble superficiaire à dix (10) jours par année civile (soit entre janvier et décembre de chaque année). Ces événements non sportifs devront être éco responsables.

- D'identifier « Montréal » sur les surfaces du court central et du court numéro 1, tel que montré sur le plan « Schéma du Centre de tennis du parc Jarry ».

- De maintenir et mettre à jour les affichages existants de la Ville qui se trouvent sur la propriété superficiaire.

- De permettre à toute association régionale de tennis œuvrant sur le territoire de la Ville de Montréal ou tout organisme similaire d'occuper gratuitement des locaux à l'intérieur du centre de tennis ayant une superficie minimale de cent trente-trois mètres carrés (133 m^2). Par conséquent, le superficiaire assumera, sans limitation, tous les frais d'exploitation des locaux et devra, lorsque requis, procéder à toutes réparations desdits locaux.

Il est également prévu que l'accès au public à la place publique aménagée par le superficiaire (soit la zone 2 sur le plan « Schéma du Centre de tennis du parc Jarry » en annexe du projet d'acte) pourra être restreint.

Tous les autres termes et conditions de la convention initiale et de ses amendements demeurent inchangés.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· TC-SJ poursuivra la prise en charge des travaux d'amélioration sur l'Immeuble superficiaire;
· La prolongation de la durée du droit superficiaire permettra à TC-SJ, à titre de superficiaire, de financer des travaux d'amélioration sur l'Immeuble superficiaire, un investissement estimé de l'ordre de 1 M$ par année;
· La prolongation du droit superficiaire permettra d'assurer la pérennité à long terme des Internationaux de tennis du Canada à Montréal (30 ans);
· La prolongation de la durée du droit superficiaire démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien des installations sportives de qualité;
· Le conseil de la ville a offert de prendre en charge le soutien en biens et services offerts à TC-SJ;
· L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a accepté que le conseil de la ville prenne en charge le soutien en biens et services offerts à TC-SJ.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que convenu dans le mandat transmis par le SGPMRS, la prolongation de la durée du droit superficiaire est consentie sans considération monétaire. De plus, les aspects financiers seront abordés dans la convention de services traitée par le SGPMRS dans un dossier qui sera présenté ultérieurement.
En date du mois de juin 2022, la Division des analyses immobilières du SSI a déterminé que la prolongation du droit superficiaire représente une subvention totale de 50,7 M$ pour la durée de la prolongation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques puisqu'il s'agit d'une prolongation du droit superficiaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Considérant que TC-SJ n'aura plus de droit après le 31 décembre 2022, un retard ou un refus d'approuver le dossier compromettrait l'accueil à Montréal de l'événement annuel les Internationaux de tennis du Canada.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du CE : 9 novembre 2022
Approbation du CM : 21 novembre 2022
Signature de l'acte en novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications diligentes effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 30 septembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine LEFORT
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-19

Dany LAROCHE
En remplacement de Gérard Truchon, chef de

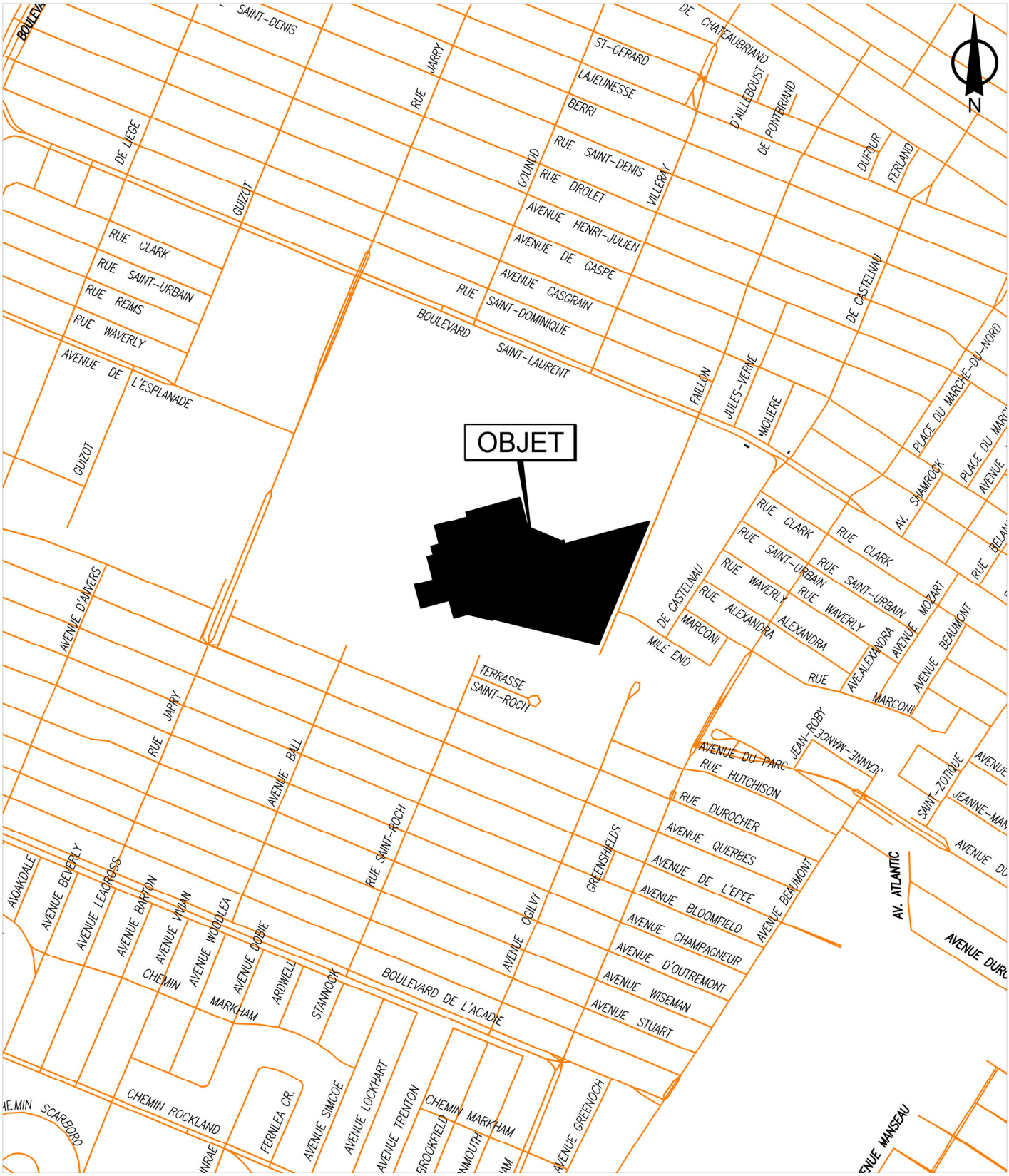
division par intérim du 19 au 30 septembre 2022

Tél : 514 978-3588
Télécop. :

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service
Tél : 514 501-3390
Approuvé le : 2022-09-29



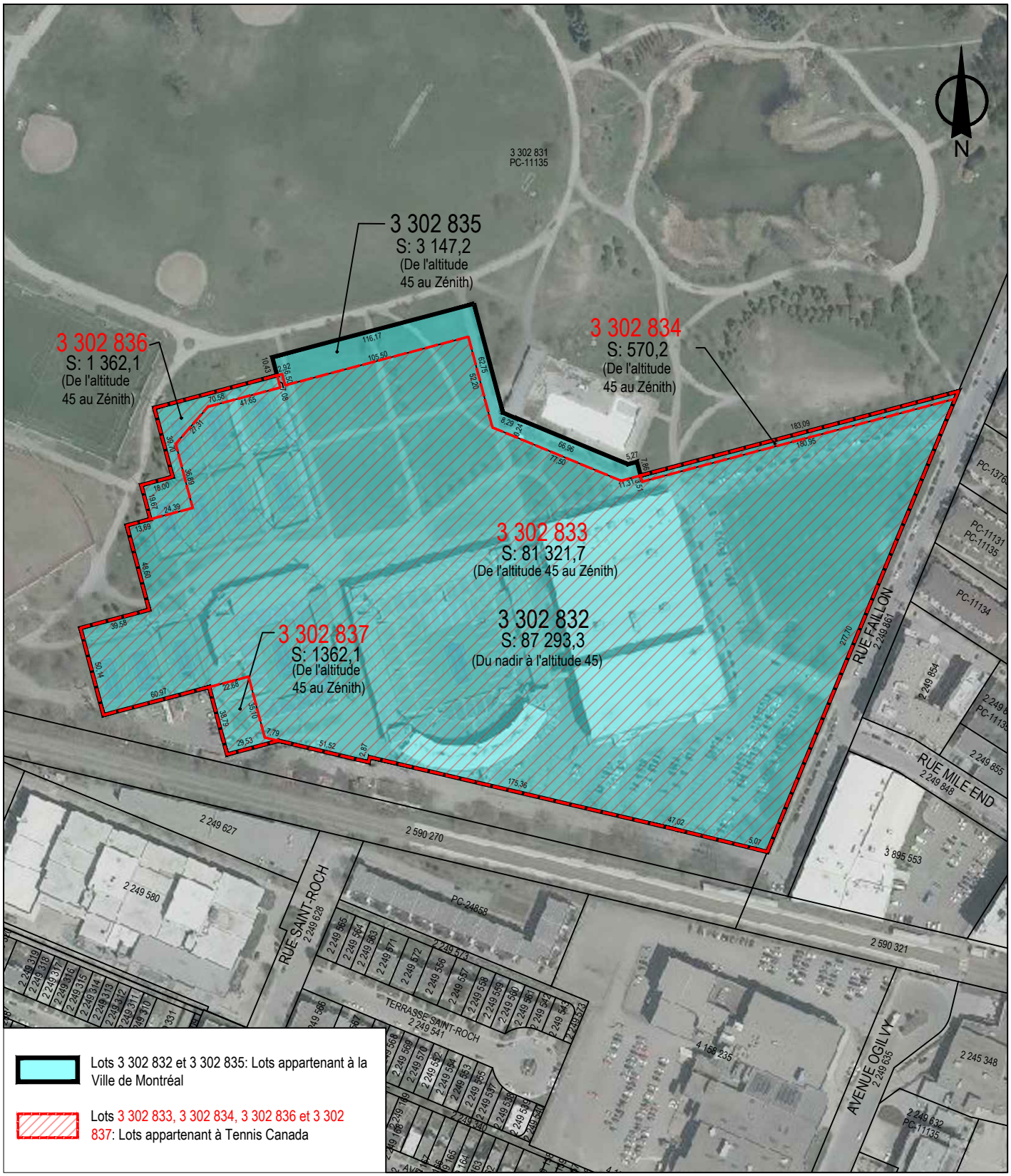
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1160-01
Mandat: 21-0042-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 19-03-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1160-01
Mandat: 21-0042-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:3000
Date: 26 septembre 2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

95 0132888

CODE : ND 0252

N° 8200

Le 18 août 1995

CESSION DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, le dix-huitième jour du mois d'août.

Devant Me Yvon DELORME, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale du droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, (1959-60), chapitre 102 des Statuts de Québec, dont le siège est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par le greffier de la Ville, monsieur Léon LABERGE, ----------

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CO95 00212, adoptée par le Conseil municipal à sa séance du trente et un janvier mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), copie certifiée de cette résolution demeurant annexée à l'original de la minute numéro 8160 du notaire instrumentant soussigné,

b) la résolution numéro CO95 01404 , adoptée par le Conseil municipal à sa séance du vingt juin mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), ----------

copie certifiée de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant et le notaire soussigné, (voir l'avis d'adresse publié au bureau de la publicité des droits de la circons-

1014242146

YD/pl (13-06-95)

Certificat d'inscription
Circonscription foncière de: Montréal

Réquisition présentée le 1995-09-07 11:52
date heure minute

No d'inscription 4806478

Certifié par _____
Officier de la publicité des droits

9/93

cription foncière de Montréal sous le numéro -------
1066319),

ci-après nommée le "Tréfoncier"

E T :

TENNIS CANADA - STADE JARRY, personne morale légalement constituée suivant la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes par lettres patentes en date du quatorze décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), ayant son siège au numéro 5253, avenue du Parc, bureau 610, à Montréal, province de Québec, H2V 4P2, agissant et représentée aux présentes par Jacqueline Boutet, sa vice-présidente, et Richard Legendre, son directeur général, tous deux dûment autorisés par résolution de son Conseil d'administration en date du dix juin ----------
mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par lesdits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée le "Superficiaire"

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le Tréfoncier est propriétaire d'un certain emplacement connu comme étant le parc Jarry et situé sur la rue Jarry, à Montréal.

ATTENDU que le Tréfoncier et le Superficiaire ont signé, le premier février mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) dans un cas et le huit mars mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) dans

l'autre cas, un protocole d'entente en vue de la construction, de l'exploitation et de l'utilisation d'un centre national de tennis sur le territoire de la Ville de Montréal.

ATTENDU qu'aux termes de ce protocole, il a été convenu que la Ville céderait au Superficiaire, pour une période de vingt (20) ans, la propriété Superficiaire sur un certain immeuble situé dans la partie sud-ouest du parc Jarry sur la rue Faillon Ouest, à Montréal.

ATTENDU que, concurremment à la signature des présentes, le Tréfoncier et le Superficiaire ont signé une convention d'aide municipale (ci-après appelée la "Convention Stade Jarry") établissant entre autres les termes et conditions auxquels le Tréfoncier est disposé à octroyer son soutien financier au Superficiaire pour la construction de ce centre national de tennis et pour la participation de la population montréalaise aux activités du centre.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- I -

DÉFINITIONS

À moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

"Bail" : le bail intervenu entre les parties concurremment à la signature des présentes relativement à des lieux loués dans le Centre;

"Centre" : le centre national de tennis devant être construit sur l'Immeuble par le Superficiaire;

"Construire": bâtir, édifier, élever, ériger, agrandir, reconstruire, restaurer ou rénover une construction ou un ouvrage situé sur le Tréfonds;

"Convention Stade Jarry" : la convention intitulée "Convention Stade Jarry" intervenue entre les parties concurremment à la signature des présentes;

"Immeuble" : l'immeuble ci-après décrit sous le titre "DÉSIGNATION" appartenant au Tréfoncier d'une superficie de quatre-vingt-quatre mille sept cent trente-quatre mètres carrés et quatre dixièmes (84 734,4 m²);

"Propriété superficiaire" : la propriété des constructions, ouvrages ou plantations situés sur le Tréfonds;

"Superficiaire" : TENNIS CANADA - STADE JARRY, ses cessionnaires et ayants droit;

"Tréfoncier" : VILLE DE MONTRÉAL;

"Tréfonds" : le fonds de terre de l'immeuble.

- II -

DROIT DE SUPERFICIE

Le Tréfoncier cède au Superficiaire, qui accepte, la Propriété superficiaire sur le tréfonds de l'immeuble suivant, savoir :

DÉSIGNATION

Un immeuble situé au nord-ouest de la rue Faillon et au sud-ouest du boulevard Saint-Laurent, à Montréal, province de Québec, et constitué des parties de lot suivantes, savoir :

1o. Une PARTIE du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE (Ptie 640) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal :

ptie ✓

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-est par une partie du lot 642, vers le sud, l'ouest et le nord par une autre partie du lot 640;

MESURANT quatre-vingt-deux mètres et soi-

4806478

xante-six centièmes (82,66 m) vers le nord-est, soixante-sept mètres et dix-sept centièmes (67,17 m) vers le sud, cinquante mètres et quinze centièmes (50,15 m) vers l'ouest et un mètre et quarante-six centièmes (1,46 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie mille sept cent vingt mètres carrés et six dixièmes (1720,6 m²).

La limite nord-est de la partie du lot 640 décrite à l'item 1, A'B', correspond à la ligne séparative des lots 640 et 642. Le point A' est situé à trois cent quarante-sept mètres et quatorze centièmes (347,14 m) au nord-ouest du point E', point d'intersection de la ligne séparative des lots 640 et 642 et de la limite nord du lot 2639 (chemin de fer), le tout mesuré le long de ladite ligne séparative des lots 640 et 642.

2o. Une PARTIE du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE (Ptie 640) dudit cadastre:

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-est par une partie du lot 642, vers le sud, l'est, le sud et l'ouest par une autre partie du lot 640;

MESURANT cent six mètres et quatre-vingt-

deux centièmes (106,82 m) vers le nord-est, trente-cinq mètres et quarante-neuf centièmes (35,49 m) vers le sud, deux mètres et quatre-vingt-sept centièmes (2,87 m) vers l'est, cinquante-neuf mètres et trente-deux centièmes (59,32 m) vers le sud et vingt-deux mètres et cinquante-trois centièmes (22,53 m) vers l'ouest;

CONTENANT en superficie neuf cent quatre-vingt-douze mètres carrés et huit dixièmes --------- (992,8 m²).

La limite nord-est de la partie du lot 640 décrite à l'item 2, C'D', correspond à la ligne séparative des lots 640 et 642. Le point C' est situé à deux cent quarante-trois mètres et soixante-quatorze centièmes (243,74 m) au nord-ouest du point E', point d'intersection de la ligne séparative des lots 640 et 642 et de la limite nord du lot 2639 (chemin de fer), le tout mesuré le long de ladite ligne séparative des lots 640 et 642.

3o. Une partie du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 642) dudit cadastre:

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est par le lot 642-151 faisant partie de la rue Faillon, vers le sud par une

autre partie du lot 642, vers le sud-ouest par une partie du lot 640, vers l'ouest et le sud par une autre partie du lot 642, vers le sud-ouest par une partie du lot 640, vers le nord, l'ouest, le nord, l'ouest, le nord-ouest, le nord et l'est par une autre partie du lot 642, vers le sud-est, le nord-est et le nord-ouest par une partie du lot 642-826 et vers le nord par une autre partie du lot 642;

MESURANT deux cent quatre-vingt-sept mètres et soixante-deux centièmes (287,62 m) vers le sud-est, cinquante-deux mètres et douze centièmes (52,12 m) et cent trente-neuf mètres et quatre-vingt-huit centièmes (139,88 m) vers le sud, cent six mètres et quatre-vingt-deux centièmes (106,82 m) vers le sud-ouest, douze mètres et cinquante-huit centièmes (12,58 m) vers l'ouest, seize mètres et quarante-neuf centièmes (16,49 m) vers le sud, quatre-vingt-deux mètres et soixante-six centièmes (82,66 m) vers le sud-ouest, trente-huit mètres et douze centièmes (38,12 m) vers le nord, quarante-huit mètres et soixante et un centièmes (48,61 m) vers l'ouest, trente-huit mètres et huit centièmes (38,08 m) vers le nord, trente-six mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (36,89 m) vers l'ouest, vingt-sept mètres et trente-deux centièmes (27,32 m) vers le nord-ouest, cent cinquante-sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (157,82 m) vers le nord, vingt-quatres mètres et quatre-vingts centièmes (24,80 m) vers l'est, vingt-qua-

tre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le nord-est, treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le nord-ouest et cent quatre vingt-huit mètres et dix-neuf centièmes (188,19 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie quatre-vingt-un mille soixante-quatorze mètres carrés et quatre dixièmes (81 074,4 m²).

À l'exclusion d'une partie du tréfonds utilisée à des fins de métro, tel qu'il appert de l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4222577.

4o. Une PARTIE du lot numéro HUIT CENT VINGT-SIX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (642-Ptie 826) dudit cadastre.

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 642 et vers l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord par une autre partie du lot 642-826;

4806478

MESURANT treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le sud-ouest, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le nord-ouest, vingt mètres et quarante-cinq centièmes (20,45 m) vers l'est, huit mètres et vingt-neuf centièmes (8,29 m) vers le nord-est, vingt-quatre centièmes de mètres (0,24 m) vers le nord-ouest, soixante-six mètres et vingt-deux centièmes (66,22 m) et cinq mètres et soixante-neuf centièmes (5,69 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie neuf cent quarante-six mètres carrés et six dixièmes (946,6 m²).

Les unités mentionnées dans cette description sont celles du Système International (SI).

Les parties de lot ci-devant décrites sont indiquées par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQRSTUA (articles 1 à 4) sur le plan F-117 Saint-Denis, préparé le vingt-cinq avril mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), par madame Johanne Rangers, arpenteure-géomètre, copie certifiée de ce plan demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des parties en présence du notaire soussigné.

OBJET ET DURÉE DU DROIT

Le Tréfoncier accorde au Superficiaire, pour un terme de vingt (20) ans, commençant le premier août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) et se terminant le trente et un juillet deux mille quinze (2015), la Propriété superficiaire sur l'Immeuble et, en conséquence de ce qui précède, cède à ce dernier la pleine et entière propriété de toutes les constructions, de tous les ouvrages et de toutes les plantations existant, sur l'Immeuble, à l'exception des biens énumérés à la liste ci-jointe comme "Annexe 1" après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties aux présentes et le notaire instrumentant soussigné, biens que le Tréfoncier s'engage à enlever à ses frais avant le premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995).

Sous réserve des dispositions du règlement 94-152 adopté par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le douze décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), tel que modifié par le règlement 95-119 adopté par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le dix-neuf juin ---------- mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), le Superficiaire devra, d'ici le trente et un mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), construire sur le Tréfonds des constructions, des ouvrages et y faire des plantations substantiellement conformes au plan

d'implantation numéro A-001 en date du dix-huit avril mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), dont copie est ci-jointe comme "Annexe 2" après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties aux présentes et le notaire instrumentant soussigné. Toute modification substantielle à ce plan devra être approuvée au préalable par le directeur du service compétent du Tréfoncier.

Dans la mesure où les travaux de construction du Centre requièrent le déplacement des utilités publiques existant dans le Tréfonds, ces déplacements seront effectués aux frais du Superficiaire.

Le Superficiaire s'engage à rétrocéder gratuitement au Tréfoncier les bancs, les sièges, les luminaires de tour d'éclairage et les transformateurs 120-208/600 V. qui n'auront pas été incorporés ou utilisés dans la construction du Centre, le Tréfoncier s'engageant à enlever ces équipements à ses propres frais dans les trente (30) jours (ou tout autre délai plus long accordé par le Superficiaire au Tréfoncier) de la date de réception par le Tréfoncier d'un avis du Superficiaire à cet effet, à défaut de quoi le Tréfoncier perdra son droit à pareille rétrocession.

RENONCIATION À LA RÈGLE DE L'ACCESSION ET PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

Le Tréfoncier renonce, pour toute la durée

des présentes, en faveur du Superficiaire, qui accepte, à la règle de l'accession pour toute construction, tout ouvrage ou toute plantation existant ou qui sera ajouté sur le Tréfonds, le Tréfoncier reconnaissant au Superficiaire la pleine et entière propriété de telle construction, de tel ouvrage et de telle plantation pendant toute la durée des présentes.

SERVITUDES

Le Tréfoncier accorde, par les présentes, au Superficiaire toutes les servitudes réelles et perpétuelles de construction permettant audit Superficiaire, d'une façon générale et non limitative, de construire, d'ériger, d'entretenir, de réparer, de modifier, de rénover, de reconstruire les constructions, plantations ou tous autres ouvrages faits sur le Tréfonds, de même que toutes les servitudes réelles et perpétuelles d'appui, de vues et de passage nécessaires audit Superficiaire pour le plein exercice de tous les droits lui découlant des présentes et utiles à l'exploitation des constructions, ouvrages et plantations dont il est propriétaire.

Le Superficiaire pourra exercer ces servitudes sur toute l'étendue du Tréfonds.

Ces servitudes grèveront l'immeuble ci-devant décrit sous le titre "DÉSIGNATION", à titre de

fonds servant, en faveur des constructions, ouvrages et plantations appartenant au Superficiaire, à titre de fonds dominant.

GARANTIE ET ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Tréfoncier déclare que la Propriété superficiaire est consentie par les présentes au Superficiaire avec garantie du droit de propriété, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de la servitude de limitation de charge mentionnée à l'acte publié à ce même bureau sous le numéro 4222577.

Le Tréfoncier déclare de plus être propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis, avec plus grande étendue, de Stanley Bagg Corporation aux termes d'un acte de vente reçu par Me Jean Baudoin, notaire, le vingt-huit septembre mil neuf cent quarante-cinq (1945), dont copie a été publiée au même bureau sous le numéro 632592.

L'immeuble ci-devant décrit au titre "DÉSIGNATION" a été fermé et son usage comme parc discontinué en vertu du règlement numéro 95-089 adopté par le Conseil municipal de la Ville à sa séance du quinze mai mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995).

DÉCLARATIONS DU TRÉFONCIER

Le Tréfoncier fait les déclarations suivan-

tes et s'en porte garant :

1o. Il n'y a aucune autre servitude affectant l'Immeuble que celle(s) déjà mentionnée(s).

2o. Tous les droits de mutation ont été acquittés.

3o. Il n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'Immeuble n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur.

4o. L'Immeuble n'est pas situé dans une zone agricole.

5o. L'Immeuble n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la Loi sur les biens culturels.

6o. L'Immeuble ne déroge pas aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement.

CHARGES ET CONDITIONS

La Propriété superficiaire est consentie

aux charges et conditions suivantes que le Superficiaire s'oblige à observer, savoir :

1o. Acquitter à compter du premier août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), toutes les taxes foncières, générales et spéciales, affectant la Propriété superficiaire.

2o. Se conformer à toutes les lois et règlements en vigueur lorsqu'il construira et entretiendra les constructions, ouvrages et plantations construits ou érigés sur le Tréfonds.

3o. Ne pas exiger du Tréfoncier de dossier de titres, ni certificat de localisation autres que le titre de propriété du Tréfoncier ci-dessus mentionné et tout certificat de localisation présentement en la possession du Tréfoncier, s'il en est.

4o. Voir à ce que les constructions, ouvrages, plantations construits ou érigés sur le Tréfonds soient conformes aux normes applicables, et maintenir les équipements et mobiliers devant être cédés au Tréfoncier à l'expiration des présentes en bon état d'entretien.

5o. Permettre en tout temps au Tréfoncier et à toute personne qu'il autorisera d'accéder au Tréfonds pour vérifier, entretenir, réparer et reconstruire au besoin les utilités publiques existantes.

6o. N'entreprendre aucune démolition des constructions, ouvrages et plantations existant présentement sur le Tréfonds tant et aussi longtemps que les permis requis n'auront pas été émis et qu'il n'aura pas fait la preuve à la satisfaction du Tréfoncier de l'obtention du financement nécessaire à la réalisation du Centre, le tout tel que convenu entre les parties aux termes de la Convention Stade Jarry à cet égard.

7o. Céder, à l'expiration des présentes, au Tréfoncier, pour une valeur symbolique d'un dollar (1,00 $), libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, (i) toutes les constructions, ouvrages et plantations construits ou érigés sur le Tréfonds, (ii) toutes les installations, équipements et mobiliers incorporés au Centre et acquis par le Superficiaire à même les revenus d'exploitation du Centre et (iii) toutes les installa-

tions, équipements et mobiliers incorporés au Centre et nécessaires à l'exploitation «tennistique» du Centre.

8o. Assurer contre l'incendie et tous autres risques et pertes habituellement couvertes et maintenir en vigueur telle assurance, pendant toute la durée des présentes, toutes les constructions et tous les ouvrages situés sur le Tréfonds jusqu'à concurrence de leur valeur à neuf; il s'engage, de plus, à transporter et transporte par les présentes au Tréfoncier, à titre de coassuré, toutes les polices d'assurances en vigueur sur les constructions, ouvrages, installations, équipements et mobiliers qui seront construits et installés sur le Tréfonds, à lui remettre ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à les maintenir en vigueur, et à fournir au Tréfoncier au moins quinze (15) jours avant leur échéance les preuves de leur renouvellement. À défaut par ledit Superficiaire de se conformer à ces divers engagements, le Tréfoncier, sous réserve de tous autres recours, pourra souscrire pour le compte du Superficiaire toutes nouvelles assuran-

ces et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement au taux préférentiel de la Banque Laurentienne du Canada majoré de DEUX POUR CENT (2%). Le Superficiaire avertira sans délai le Tréfoncier de tout sinistre et devra réparer ou reconstruire selon les règles de l'art les structures endommagées, sujet toutefois à l'assentiment préalable et exprès des travaux par le Tréfoncier.

9o. Ne faire aucune demande en diminution de l'évaluation de sa Propriété superficiaire pour fins de taxation foncière fondée sur le prix de 1,00 $ mentionné aux présentes pour son acquisition.

ENVIRONNEMENT

Le Tréfoncier fournira au Superficiaire dans un délai de quinze (15) jours de la signature des présentes copie de tout rapport d'évaluation environnementale de l'Immeuble qui pourrait être en sa possession.

Le Superficiaire disposera d'un délai de trente (30) jours suivant la prise de possession pour examiner l'Immeuble et faire effectuer, à ses frais

et risques, ses propres évaluations environnementales.

Si le Superficiaire n'est pas satisfait des résultats de ses propres évaluations environnementales, il pourra aviser le Tréfoncier de son intention de mettre fin aux présentes dans un délai de soixante (60) jours de la réception de ses évaluations environnementales. En pareil cas, la présente cession de la Propriété superficiaire sera résolue de plein droit, sans recours en dommages ou en exécution de part et d'autre, à l'exception de tout préjudice matériel causé à l'une des parties par une faute intentionnelle ou une faute lourde de l'autre partie. À défaut par le Superficiaire de remettre tel avis au Tréfoncier avant la fin de cette période, le Superficiaire ne bénéficiera plus de ce droit de mettre fin aux présentes.

Si, bien que non satisfait des résultats de ses propres évaluations environnementales, le Superficiaire désire toujours procéder à la construction du Centre, il le fera à ses risques et sera présumé avoir accepté la présente cession de la Propriété superficiaire sans égard à la présence de contaminants dont l'existence aura été révélée par les susdits rapports.

Le Tréfoncier convient que le Superficiaire

pourra hypothéquer la Propriété superficiaire jusqu'à concurrence de la somme de cinq cent mille dollars (500 000,00 $) en garantie de l'emprunt contracté par le Superficiaire aux fins d'enlever les susdits contaminants. Le remboursement de cet emprunt pourra être amorti sur une période maximale de vingt (20) ans. À cet égard, le Tréfoncier s'engage par les présentes à accorder priorité d'hypothèque, et ce, jusqu'à concurrence d'une somme de cinq cent mille dollars (500 000,00 $), plus tous intérêts, frais et accessoires et à céder au bénéficiaire de cette priorité antériorité à toutes fins. En conséquence, tous les droits hypothécaires et autres droits de garantie du bénéficiaire auront priorité et préférence sur ceux du Tréfoncier, et ce, tant dans l'ordre de collocation du prix de vente de la Propriété superficiaire ou de l'indemnité d'assurance incendie qu'à l'égard de l'exercice du droit de devenir propriétaire de la Propriété superficiaire en vertu d'une clause résolutoire, tout comme si les droits résultant du présent acte avaient été inscrits après ceux dudit bénéficiaire.

Le Superficiaire convient qu'il affectera au remboursement prioritaire du capital de cet emprunt tout surplus d'opération du Centre.

DROIT D'ACCÈS

Le Superficiaire établit par les présentes

sur le tréfonds de l'immeuble ci-après décrit comme fonds servant en faveur du tréfonds ci-après décrit comme fonds dominant une servitude réelle d'accès permettant au public d'accéder à pied en tout temps au stationnement adjacent au stade, à la place publique aménagée par le Superficiaire et au parc Jarry, et permettant aussi au public d'utiliser le fonds servant sauf vingt-quatre (24) heures avant et vingt-quatre (24) heures après ainsi que durant les événements organisés par le Superficiaire ou pendant toute période plus longue convenue entre les parties.

Les parties conviennent toutefois qu'advenant que l'accès donné au public en dehors des heures normales d'ouverture du parc Jarry mette en danger l'intégrité ou la sécurité des personnes ou des biens ou du Centre, elles examineront la possibilité d'établir des restrictions à l'accès à ces espaces, y compris l'installation de clôtures.

Fonds servant

La servitude d'accès s'exercera sur les parties de lot suivantes, faisant partie de la propriété superficiaire présentement cédée, savoir :

1o. Une PARTIE du lot numéro HUIT CENT VINGT-SIX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (642-Ptie 826) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscrip-

tion foncière de Montréal;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 642 et vers l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord par une autre partie du lot 642-826;

MESURANT treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le sud-ouest, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le nord-ouest, vingt mètres et quarante-cinq centièmes (20,45 m) vers l'est, huit mètres et vingt-neuf centièmes (8,29 m) vers le nord-est, vingt-quatre centièmes de mètres (0,24 m) vers le nord-ouest, soixante-six mètres et vingt-deux centièmes (66,22 m) et cinq mètres et soixante-neuf centièmes (5,69 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie neuf cent quarante-six mètres carrés et six dixièmes (946,6 m²).

2o. Une PARTIE du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 642) dudit cadastre;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est par le lot 642-151 faisant partie de la rue Faillon, vers le sud par une autre partie du lot 642, vers l'ouest, le sud et l'ouest par une autre partie du lot 642, vers le nord et l'est par une autre partie du lot 642, vers le sud-est, le nord-est et le nord-ouest par une partie du lot 642-826 et vers le nord par une autre partie du lot 642;

MESURANT deux cent quatre-vingt-sept mètres et soixante-deux centièmes (287,62 m) vers le sud-est, trente-huit mètres et huit centièmes (38,08 m) vers le sud, cent quatre-vingt-onze mètres et dix-neuf centièmes (191,19 m) vers l'ouest, cent soixante-six mètres et quarante centièmes (166,40 m) vers le sud, cent neuf mètres et quatre-vingt-dix centièmes (109,90 m) vers l'ouest, cent vingt mètres et dix-huit centièmes (120,18 m) vers le nord, vingt-quatre mètres et quatre-vingts centièmes (24,80 m) vers l'est, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le nord-est, treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le nord-ouest et cent quatre-vingt-huit mètres et dix-neuf centièmes (188,19 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie quarante-deux mille quarante-cinq mètres carrés et sept dixièmes --------

(42 045,7 m²).

Les unités utilisées sont celles du Système International (SI).

Les parties de lot ci-devant décrites sont indiquées par les lettres PQRSTUAYXWVP (articles 4 et 5) sur le plan F-117 Saint-Denis, auquel il est référé ci-dessus.

Fonds dominant

Le fonds dominant de cette servitude est constitué du tréfonds de l'immeuble ci-devant décrit au sous-titre "DÉSIGNATION" au titre "- II - DROIT DE SUPERFICIE".

Le Superficiaire verra à l'aménagement et à l'entretien du fonds servant.

STATIONNEMENT ADJACENT

Le Tréfoncier accorde, par les présentes, au Superficiaire la permission d'utiliser gratuitement, lors d'événements qu'organisera ce dernier, l'emplacement lui appartenant adjacent à l'Immeuble limité par la voie ferrée du chemin de fer de Canadien Pacifique en autant que le Superficiaire aménage cet emplacement, conformément aux spécifications dont il conviendra avec le Tréfoncier, et qu'il laisse en tout temps vingt (20) espaces de stationnement à l'u-

sage exclusif du Tréfoncier.

PRIX

La présente cession de la Propriété superficiaire est consentie moyennant le paiement d'une somme symbolique d'UN DOLLAR (1,00 $) que le Tréfoncier reconnaît avoir reçu du Superficiaire à la signature des présentes, DONT QUITTANCE, et en considération des engagements pris aux présentes par le Superficiaire.

CLAUSE RÉSOLUTOIRE

À défaut par le Superficiaire de respecter toutes et chacune des clauses et obligations énoncées au présent acte, notamment l'obligation de construire stipulée au titre "OBJET ET DURÉE DU DROIT", le Tréfoncier pourra demander la résolution de la présente cession de la Propriété superficiaire conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du Code civil du Québec et le Superficiaire s'engage à signer alors tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, le Tréfoncier deviendra propriétaire de la Propriété superficiaire présentement cédée, et il est convenu entre les parties qu'il aura le droit de garder toutes les constructions, ouvrages et plantations sur son Tréfonds, à titre de dommages liquidés, sans aucune indemnité pour le Superficiaire et les tiers.

- III -

EXPROPRIATION

L'expropriation ne met pas fin de plein droit à la présente convention de propriété superficiaire, sauf s'il s'agit d'une expropriation de la totalité du Tréfonds et de la Propriété superficiaire faisant l'objet des présentes.

Dans tous les cas d'expropriation, l'indemnité en provenant sera versée au Tréfoncier.

Dans le cas d'une expropriation totale ou partielle de la Propriété superficiaire, le Tréfoncier s'engage à rembourser au Superficiaire, dans la même mesure que l'expropriation, tout ou partie de sa mise de fonds dans la construction et la réalisation du Centre d'environ QUATRE MILLIONS DE DOLLARS (4 000 000,00 $) majorée des dépassements de coûts de construction assumés par le Superficiaire, et ce, proportionnellement au nombre de jours restant à écouler de la durée des présentes à compter de la date de prise de possession par l'entité expropriante.

- IV -

ALIÉNATION

Le Superficiaire s'engage à ne céder, vendre ou transporter sa Propriété superficiaire, en tout ou en partie, qu'à une personne morale sans but

lucratif exerçant des activités de même nature. Telle cession, vente ou transport devra au préalable avoir reçu le consentement du Tréfoncier, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux, cependant, le consentement préalable du Tréfoncier ne sera pas requis dans la mesure où la cession, vente ou transport est consenti à l'Association canadienne de tennis et que cette dernière respecte intégralement les engagements du Superficiaire et maintienne une comptabilité distincte des activités du Centre.

Les dispositions du paragraphe précédent ne pourront être interprétées comme empêchant le Superficiaire de donner sa Propriété superficiaire en garantie au moyen d'un acte d'hypothèque, d'un acte de fiducie ou autres actes de garantie semblables, incluant toutes les garanties normalement stipulées dans de tels actes.

- V -

OPTION DE PROLONGATION

En autant que le Superficiaire ne soit pas en défaut d'exécuter l'une quelconque des obligations prises aux termes des présentes, du Bail et de la Convention Stade Jarry et qu'il ait maintenu, à compter du premier anniversaire de la fin des travaux de construction du Centre, la réserve de remplacement prévue au Bail majorée du montant additionnel requis

pour que le montant de cette réserve soit alors égal au montant prévu au Bail comme si l'indexation annuelle y prévue avait été faite au taux de cinq pour cent (5%) l'an sans égard aux intérêts cumulés au compte de réserve, le Tréfoncier lui accorde l'option de conserver, à échéance, la Propriété superficiaire pour une période additionnelle de vingt (20) ans aux mêmes conditions et prix, sauf quant à l'obligation de construire contenue aux présentes au deuxième paragraphe du titre "OBJET ET DURÉE DU DROIT".

L'exercice de cette option se fera selon les règles suivantes :

a) entre le trentième (30e) et le vingt-quatrième (24e) mois précédant la date d'expiration des présentes, le Superficiaire devra aviser par écrit le Tréfoncier de son intention de se prévaloir ou non de l'option de prolongation et, s'il entend s'en prévaloir, demander au Tréfoncier si ce dernier entend lui-même exercer le droit qui lui est conféré de renouveler, mais comme un tout seulement, le Bail et la Convention Stade Jarry pour une période de cinq (5) ans (les "Conventions");

b) au cours de la période de quatre (4) mois suivant la réception de l'avis écrit du Superficiaire ci-dessus mentionné, le Tréfoncier devra aviser par écrit le Superficiaire qu'il entend ou non renouveler les Conventions pour une période de cinq

(5) ans; si la réponse du Tréfoncier prévue ci-dessus est positive, la présente convention sera automatiquement prolongée pour une période additionnelle de vingt (20) ans tel que ci-dessus énoncé; par ailleurs, si elle est négative, le Superficiaire pourra néanmoins, dans un délai de quatre (4) mois de la date de la réception de la réponse du Tréfoncier, exercer son option de prolongation de vingt (20) ans.

Les parties conviennent que, dans la mesure où, parce que le Tréfoncier n'a pas exercé son droit de renouveler les Conventions au cours de la première ou de toute autre période de renouvellement de cinq (5) ans, les Conventions ou l'une ou l'autre des Conventions ne sont plus en vigueur, le Superficiaire pourra à tout moment pendant la période de prolongation de vingt (20) ans rétrocéder l'Immeuble au Tréfoncier libre et clair de toute dette, priorité, charge ou hypothèque quelconque et mettre fin à la présente convention et à toutes celles qui se rattachent à l'Immeuble et au Centre.

- VI -

AVIS

Tout avis d'une partie à l'autre devra être fait par écrit et livré soit de main à main ou mis à la poste, sous pli recommandé, ou par télécopieur, aux personnes et aux endroits ci-après désignés :

dans le cas du Tréfoncier :

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

À l'attention du Greffier de la Ville

Fax : (514) 872-5655

dans le cas du Superficiaire :

Tennis Canada - Stade Jarry
5253, avenue du Parc
Bureau 610
Montréal (Québec)
H2V 4P2

À l'attention du Directeur général

Fax : (514) 276-0070

Si l'une ou l'autre des parties désire changer son adresse, elle devra le faire par un avis écrit donné conformément aux présentes.

- VII -

DÉCLARATIONS RELATIVES

À LA T.P.S. ET À LA T.V.Q.

Pour les fins de la perception et du versement de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente du Québec, le Superficiaire déclare qu'il est inscrit sous le numéro R140235870 pour la T.P.S. et sous le numéro 1017614734 pour la T.V.Q., et qu'il s'oblige, le cas échéant, à verser la taxe payable.

4806478

- VIII -

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties aux présentes font les déclarations suivantes :

a) Le nom du cédant est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) Le nom du cessionnaire est : TENNIS CANADA - STADE JARRY;

c) l'adresse principale du cédant est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

d) l'adresse principale du cessionnaire est au numéro 5253, avenue du Parc, bureau 610, à Montréal, province de Québec, H2V 4P2;

e) que l'immeuble ci-devant décrit est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) que le montant de la contrepartie fournie et stipulée pour le transfert de l'immeuble selon le cédant et le cessionnaire est d'UN DOLLAR (1,00 $);

g) que le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation selon le cédant et le cessionnaire est de DEUX MILLIONS DE DOLLARS -------

(2 000 000,00 $);

h) que le montant du droit de mutation est de VINGT-HUIT MILLE CINQ CENTS DOLLARS (28 500,00 $).

- IX -

DÉCLARATION EXIGÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 9, DEUXIÈME ALINÉA, DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties font les déclarations suivantes conformément à la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières :

1o. a) le nom du cédant est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) le nom du cessionnaire est : TENNIS CANADA - STADE JARRY;

c) l'adresse principale du cédant est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

d) l'adresse principale du cessionnaire est au numéro 5253, avenue du Parc, bureau 610, à Montréal, province de Québec, H2V 4P2;

e) que l'immeuble ci-devant décrit est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

2o. il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi précitée.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro huit mille deux cent (8200) ----------

du répertoire de Me Yvon DELORME.

ET LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire.

TENNIS CANADA - STADE JARRY

PAR : _____
Jacqueline L. BOUTET

PAR : _____
Richard LEGENDRE

VILLE DE MONTRÉAL

PAR : _____
Léon LABERGE

ATTESTATION

Je, soussigné, Me Yvon DELORME, notaire à Montréal, province de Québec, atteste avoir vérifié l'identité, la qualité et la capacité des parties au présent document, que le présent document traduit la volonté exprimée par ces derniers et que le titre du constituant est déjà valablement publié.

Attesté à Montréal
le 18 août 1995

NOM : Yvon DELORME
QUALITÉ : notaire
ADRESSE : 275, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal, province de Québec
H2Y 1C6

_____
Yvon DELORME, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

95 0132888

CODE : ND 0252

No 8495

Le 28 avril 1997

ACTE DE CORRECTION

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, le vingt-huitième jour du mois d'avril.

Devant Me Yvon DELORME, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A Î T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, (1959-60), chapitre 102 des Statuts de Québec, dont l'adresse principale est au numéro 275 rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par Me Philippe GAGNIER, notaire chef d'équipe, droit notarial (fonctionnaire de niveau C du Service du contentieux) et notaire en exercice au Service du contentieux de la Ville, dûment autorisé, conformément aux articles 106j et 131j de la Charte de la Ville de Montréal, aux termes des résolutions suivantes, dont une copie certifiée demeure annexée à l'original de la minute numéro 8162 du notaire soussigné :

a) la résolution numéro CE94 02575 adoptée par le comité exécutif à sa séance du vingt et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), telle que modifiée par la résolution numéro CE95 00710 adoptée par le comité exécutif à sa séance du cinq avril mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995);

b) la résolution numéro CE94 02584 adoptée par le comité exécutif à sa séance du vingt et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994),

ci-après nommée la "Ville"

YD/pl (24-11-95)

1015334501

Certificat d'inscription
Circonscription foncière de Montréal
Réquisition présentée le 1997-04-29 14:45 heure minute
No d'inscription 4925096
Certifié
Office de la publicité des droits

E T :

TENNIS CANADA - STADE JARRY, personne morale légalement constituée suivant la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes par lettres patentes en date du quatorze décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), ayant son siège au numéro 5253, avenue du Parc, bureau 610, à Montréal, province de Québec, H2V 4P2, agissant et représentée aux présentes par son directeur général, Monsieur Richard LEGENDRE, ----------

---

dûment autorisés par résolution de son conseil d'administration en date du deux avril ----------

mil neuf cent quatre-vingt-sept ---- (1997), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par lesdits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée "Tennis Canada"

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU qu'aux termes d'un acte de cession passé devant Me Yvon DELORME, notaire, le dix-huit août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), sous le numéro 8200 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4806478, la Ville a cédé à Tennis Canada la propriété superficiaire sur le tréfonds d'un immeuble situé au nord-ouest de la rue Faillon et au sud-ouest du boulevard Saint-Laurent, à Montréal, composé, notamment,

des parties de lot suivantes, savoir :

Ptie 0750

1o. Une partie du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 642) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est par le lot 642-151 faisant partie de la rue Faillon, vers le sud par une autre partie du lot 642, vers le sud-ouest par une partie du lot 640, vers l'ouest et le sud par une autre partie du lot 642, vers le sud-ouest par une partie du lot 640, vers le nord, l'ouest, le nord, l'ouest, le nord-ouest, le nord et l'est par une autre partie du lot 642, vers le sud-est, le nord-est et le nord-ouest par une partie du lot 642-826 et vers le nord par une autre partie du lot 642;

MESURANT deux cent quatre-vingt-sept mètres et soixante-deux centièmes (287,62 m) vers le sud-est, cinquante-deux mètres et douze centièmes (52,12 m) et cent trente-neuf mètres et quatre-vingt-huit centièmes (139,88 m) vers le sud, cent six mètres et quatre-vingt-deux centièmes (106,82 m) vers le sud-ouest, douze mètres et cinquante-huit centièmes (12,58 m) vers l'ouest, seize mètres et quarante-neuf centièmes (16,49 m) vers le sud, quatre-vingt-deux mètres et soixante-six centièmes (82,66 m) vers le sud-ouest, trente-huit mètres et douze centièmes (38,12 m) vers le nord, quarante-huit mètres et soixante et un centièmes (48,61 m) vers l'ouest, trente-

huit mètres et huit centièmes (38,08 m) vers le nord, trente-six mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (36,89 m) vers l'ouest, vingt-sept mètres et trente-deux centièmes (27,32 m) vers le nord-ouest, cent cinquante-sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (157,82 m) vers le nord, vingt-quatre mètres et quatre-vingts centièmes (24,80 m) vers l'est, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le nord-est, treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le nord-ouest et cent quatre-vingt-huit mètres et dix-neuf centièmes (188,19 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie quatre-vingt-un mille soixante-quatorze mètres carrés et quatre dixièmes (81 074,4 m²).

À l'exclusion d'une partie du tréfonds utilisée à des fins de métro, tel qu'il appert de l'acte publié au même bureau sous le numéro 4222577.

Cette partie correspond à l'article 3 sur le plan F-117 Saint-Denis, dont une copie est annexée à la minute 8200 de Me Yvon DELORME, notaire.

2o. Une PARTIE du lot numéro HUIT CENT VINGT-SIX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (642-Ptie 826) dudit cadastre;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est, le sud-ouest et le

nord-ouest par une partie du lot 642 et vers l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord par une autre partie du lot 642-826;

MESURANT treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le sud-ouest, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le nord-ouest, vingt mètres et quarante-cinq centièmes (20,45 m) vers l'est, huit mètres et vingt-neuf centièmes (8,29 m) vers le nord-est, vingt-quatre centièmes de mètres (0,24 m) vers le nord-ouest, soixante-six mètres et vingt-deux centièmes (66,22 m) et cinq mètres et soixante-neuf centièmes (5,69 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie neuf cent quarante-six mètres carrés et six dixièmes (946,6 m²).

Cette partie correspond à l'article 4 sur ce plan F-117 Saint-Denis.

ATTENDU qu'aux termes de ce même acte, Tennis Canada a grevé d'une servitude d'accès, les parties de lot suivantes y décrites sous le titre "Fonds servant" :

1o. Une PARTIE du lot numéro HUIT CENT VINGT-SIX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (642-Ptie 826) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

de figure irrégulière;

4925096

BORNÉE vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 642 et vers l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord par une autre partie du lot 642-826;

MESURANT treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le sud-ouest, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le nord-ouest, vingt mètres et quarante-cinq centièmes (20,45 m) vers l'est, huit mètres et vingt-neuf centièmes (8,29 m) vers le nord-est, vingt-quatre centièmes de mètres (0,24 m) vers le nord-ouest, soixante-six mètres et vingt-deux centièmes (66,22 m) et cinq mètres et soixante-neuf centièmes (5,69 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie neuf cent quarante-six mètres carrés et six dixièmes (946,6 m²).

Cette partie correspond à l'article 4 sur ce plan F-117 Saint-Denis.

2o. Une PARTIE du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 642) dudit cadastre;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est par le lot 642-151 faisant partie de la rue Faillon, vers le sud par une autre partie du lot 642, vers l'ouest, le sud et l'ouest par une autre partie du lot 642, vers le nord et l'est par une autre partie du lot 642, vers le sud-est, le nord-est et le nord-ouest par une partie

du lot 642-826 et vers le nord par une autre partie du lot 642;

MESURANT deux cent quatre-vingt-sept mètres et soixante-deux centièmes (287,62 m) vers le sud-est, trente-huit mètres et huit centièmes (38,08 m) vers le sud, cent quatre-vingt-onze mètres et dix-neuf centièmes (191,19 m) vers l'ouest, cent soixante-six mètres et quarante centièmes (166,40 m) vers le sud, cent neuf mètres et quatre-vingt-dix centièmes (109,90 m) vers l'ouest, cent vingt mètres et dix-huit centièmes (120,18 m) vers le nord, vingt-quatre mètres et quatre-vingts centièmes (24,80 m) vers l'est, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le nord-est, treize mètres et soixante-neuf centièmes (13,69 m) vers le nord-ouest et cent quatre-vingt-huit mètres et dix-neuf centièmes (188,19 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie quarante-deux mille quarante-cinq mètres carrés et sept dixièmes -------- (42 045,7 m²).

Cette partie correspond à l'article 5 sur ce plan F-117 Saint-Denis.

ATTENDU qu'aux termes d'un bail passé devant Me Yvon DELORME, notaire, le dix-huit août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), et dont copie a été publiée au même bureau sous le numéro 4806923,

4925096

Tennis Canada a loué à la Ville certains locaux situés dans des bâtiments érigés, notamment, sur cette partie des lots 642 et 642-826 ci-devant en premier lieu décrite et correspondant aux articles 3 et 4 du plan F-117 Saint-Denis.

ATTENDU que des erreurs concernant certaines mesures se sont glissées dans la description de ces parties des lots 642 et 642-286 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent dans ces actes.

ATTENDU que les parties aux présentes désirent corriger ces erreurs.

EN CONSÉQUENCE, la Ville et Tennis Canada conviennent de ce qui suit :

CORRECTION I

La Ville et Tennis Canada corrigent par les présentes la description de la partie des lots 642 et 642-826 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent contenue dans cet acte de cession de la propriété superficiaire publié au même bureau sous le numéro 4806478 sous le titre "DROIT DE SUPERFICIE" et dans le sommaire fait à Montréal, province de Québec, le sept septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), et publié au même bureau, le huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), sous le numéro 4806923, du bail reçu devant Me Yvon DELORME,

notaire, le dix-huit août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), sous le numéro 8202 de ses minutes, sous le titre "DÉSIGNATION DU BIEN", en la remplaçant par la suivante afin que cette partie des lots 642 et 642-826 de ce cadastre ci-après décrite soit considérée à toutes fins que de droit comme celle ayant fait l'objet de cet acte de cession de propriété superficiaire et du bail respectivement publiés à ce même bureau sous les numéros 4806478 et 4806923, savoir :

DÉSIGNATION

"1o. Une PARTIE du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 642) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est par le lot 642-151 faisant partie de la rue Faillon, vers le sud par une autre partie du lot 642, vers le sud-ouest par une partie du lot 640, vers l'ouest et le sud par une autre partie du lot 642, vers le sud-ouest par une partie du lot 640, vers le nord, l'ouest, le nord, l'ouest, le nord-ouest, le nord, l'ouest et l'est par une autre partie du lot 642, vers le sud-est, le nord-est et le nord-ouest par une partie du lot 642-826 et vers le nord, l'est et le nord par une autre partie du lot 642;

MESURANT deux cent soixante-quatorze mètres et vingt-neuf centièmes (274,29 m) vers le sud-est,

cinquante-deux mètres et douze centièmes (52,12 m) et cent trente-neuf mètres et quatre-vingt-huit centièmes (139,88 m) vers le sud, cent six mètres et quatre-vingt-deux centièmes (106,82 m) vers le sud-ouest, douze mètres et cinquante-huit centièmes (12,58 m) vers l'ouest, seize mètres et quarante-neuf centièmes (16,49 m) vers le sud, quatre-vingt-deux mètres et soixante-six centièmes (82,66 m) vers le sud-ouest, trente-huit mètres et douze centièmes (38,12 m) vers le nord, quarante-huit mètres et soixante et un centièmes (48,61 m) vers l'ouest, trente-huit mètres et huit centièmes (38,08 m) vers le nord, trente-six mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (36,89 m) vers l'ouest, vingt-sept mètres et trente-deux centièmes (27,32 m) vers le nord-ouest, quarante et un mètres et soixante-cinq centièmes (41,65 m) vers le nord, dix-sept mètres et cinquante et un centièmes (17,51 m) vers l'ouest, cent seize mètres et dix-neuf centièmes (116,19 m) vers le nord, quarante-deux mètres et trente et un centièmes (42,31 m) vers l'est, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le nord-est, onze mètres et trente-trois centièmes (11,33 m) vers le nord-ouest, cinquante centièmes de mètre (0,50 m) vers le nord, onze mètres et trente-sept centièmes (11,37 m) vers l'est et cent quatre-vingt-un mètres et deux centièmes (181,02 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie quatre-vingt mille neuf cent mètres carrés et trois dixièmes (80 900,3 m²).

À l'exclusion d'une partie en tréfonds de cette partie de lot utilisée à des fins de métro, tel qu'il appert de l'acte publié au même bureau sous le numéro 4222577.

Cette partie est identifiée comme étant l'article 3 sur le plan F-118 Saint-Denis préparé par Johanne RANGERS, arpenteure-géomètre, le dix-huit juin mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996), sous le numéro 370 de ses minutes, (dossier 17889-3), dont copie de ce plan est annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties aux présentes et le notaire soussigné.

2o. Une PARTIE du lot numéro HUIT CENT VINGT-SIX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (642-Ptie 826) dudit cadastre;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 642 et vers l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord par une autre partie du lot 642-826;

MESURANT onze mètres et trente-trois centièmes (11,33 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le

4925096

sud-ouest, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le nord-ouest, vingt mètres et quarante-cinq centièmes (20,45 m) vers l'est, huit mètres et vingt-neuf centièmes (8,29 m) vers le nord-est, vingt-quatre centièmes de mètre (0,24 m) vers le nord-ouest, soixante-six mètres et quatre-vingt-seize centièmes (66,96 m) et quatre mètres et soixante-dix-sept centièmes (4,77 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie huit cent soixante-quatorze mètres carrés et neuf dixièmes (874,9 m²).

Cette partie est identifiée comme étant l'article 4 de ce plan.

Les unités utilisées sont celles du Système International (SI). "

CORRECTION II

La Ville et Tennis Canada corrigent également la description de la partie des lots 642-826 et 642 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent contenue sous le titre "Fonds servant" dans cet acte de cession de la propriété superficiaire publié au même bureau sous le numéro 4806478 en la remplaçant par la suivante, afin que cette dernière soit considérée à toutes fins que de droit comme constituant le fonds servant de cette servitude d'accès consentie par Tennis Canada dans cet acte de cession de propriété superficiaire, savoir :

1o. Une PARTIE du lot numéro HUIT CENT VINGT-

SIX de la subdivision officielle du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (642-Ptie 826) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 642 et vers l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord par une autre partie du lot 642-826;

MESURANT onze mètres et trente-trois centièmes (11,33 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le sud-ouest, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le nord-ouest, vingt mètres et quarante-cinq centièmes (20,45 m) vers l'est, huit mètres et vingt-neuf centièmes (8,29 m) vers le nord-est, vingt-quatre centièmes de mètre (0,24 m) vers le nord-ouest, soixante-six mètres et quatre-vingt-seize centièmes (66,96 m) et quatre mètres et soixante-dix-sept centièmes (4,77 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie huit cent soixante-quatorze mètres carrés et neuf dixièmes (874,9 m²).

2o. Une PARTIE du lot originaire numéro SIX CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 642) de ce cadastre;

de figure irrégulière;

BORNÉE vers le sud-est par le lot 642-151 faisant partie de la rue Faillon, vers le sud par une autre partie du lot 642, vers l'ouest, le sud et

4925096

l'ouest par une autre partie du lot 642, vers le nord, l'ouest, le nord et l'est par une autre partie du lot 642, vers le sud-est, le nord-est et le nord-ouest par une partie du lot 642-826 et vers le nord, l'est et le nord par une autre partie du lot 642;

MESURANT deux cent soixante-quatorze mètres et vingt-neuf centièmes (274,29 m) vers le sud-est, trente-huit mètres et huit centièmes (38,08 m) vers le sud, cent quatre-vingt-onze mètres et dix-neuf centièmes (191,19 m) vers l'ouest, cent soixante-six mètres et quarante centièmes (166,40 m) vers le sud, cent neuf mètres et quatre-vingt-dix centièmes (109,90 m) vers l'ouest, quatre mètres et un centième (4,01 m) vers le nord, dix-sept mètres et cinquante et un centièmes (17,51 m) vers l'ouest, cent seize mètres et dix-neuf centièmes (116,19 m) vers le nord, quarante-deux mètres et trente et un centièmes (42,31 m) vers l'est, vingt-quatre mètres et cinquante-cinq centièmes (24,55 m) vers le sud-est, quatre-vingt-onze mètres et quarante-cinq centièmes (91,45 m) vers le nord-est, onze mètres et trente-trois centièmes (11,33 m) vers le nord-ouest, cinquante centièmes de mètre (0,50 m) vers le nord, onze mètres et trente-sept centièmes (11,37 m) vers l'est et cent quatre-vingt-un mètres et deux centièmes (181,02 m) vers le nord;

CONTENANT en superficie quarante et un mille huit cent soixante et onze mètres carrés et sept dixièmes (41 871,7 m²).

Les unités utilisées sont celles du Système International (SI).

Ces parties de lot sont indiquées par les lettres J'PQRSTUVWXYAF'G'H'J' et correspondent aux articles 4 et 5 sur la copie du plan F-118 Saint-Denis ci-annexée.

Les parties aux présentes reconnaissent que l'hypothèque consentie par Tennis Canada en faveur de la Ville, aux termes de l'acte publié au même bureau sous le numéro 4806479 sur la propriété superficiaire située sur l'immeuble y décrit, se limite à cet immeuble, tel que ci-devant modifié aux termes des présentes.

Sous réserve de ce qui précède, les parties aux présentes confirment et ratifient cet acte de cession de propriété superficiaire publié au même bureau sous le numéro 4806478, ce bail publié par sommaire au même bureau sous le numéro 4806923 ainsi que l'acte de garantie et cession également publié à ce même bureau sous le numéro 4806479, le tout sans novation ni dérogation.

4925096

FRAIS DES PRÉSENTES

La Ville prend à sa charge le coût pour la préparation du présent acte, pour sa publication et des copies, dont une pour Tennis Canada.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze (8495) ------- du répertoire de Me Yvon DELORME.

LECTURE FAITE, la Ville signe en présence du notaire soussigné.

TENNIS CANADA - STADE JARRY

par : _____
Richard LEGENDRE

par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Philippe GAGNIER

_____
Yvon DELORME, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

9:41
2005 -12- 15 heure-minute
12933872

L'an deux mille cinq,
Le quinze décembre,

Devant Laurent Roy, notaire à Montréal,

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), étant aux droits de l'ancienne Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de cette Charte, ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM05 0725, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-neuf (29) novembre deux mille cinq (2005), copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

TENNIS CANADA – STADE JARRY, personne morale légalement constituée suivant la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* par lettres patentes en date du 14 décembre 1994, ayant son siège au 285, rue Faillon, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1, agissant et représentée par Michael S. Downey, secrétaire-trésorier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 3 décembre 2005, une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

ci-après nommée « **TC-SJ** »

PRÉAMBULE

ATTENDU qu'aux termes d'un acte de vente par Stanley Bagg Corporation reçu par Me Jean Baudoin, notaire, le 28 septembre 1945, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 632 592, la Ville a acquis, entre autres, les lots anciennement connus et désignés sous les numéros 2 589 435 et 2 590 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU qu'aux termes d'un acte signé le 18 août 1995, devant Me Yvon Delorme, notaire, sous le numéro 8200 de ses minutes, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 806 478, tel que modifié aux termes de l'acte reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le 28 avril 1997, sous le numéro

8495 de ses minutes, dont copie a été publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 925 096 (les actes précités étant conjointement appelés ci-après la « **Convention Initiale** »), TC-SJ est propriétaire superficiaire du lot anciennement connu et désigné sous le numéro 2 590 439 susmentionné;

ATTENDU qu'aux termes de la Convention Initiale, TC-SJ a établi une servitude réelle d'accès permettant au public d'accéder à pied, en tout temps, au stationnement adjacent au stade, à la place publique aménagée par TC-SJ et au parc Jarry, et ce, contre et en faveur respectivement du fonds servant et du fonds dominant désignés dans la Convention Initiale (ci-après la « **Servitude d'Accès** »);

ATTENDU qu'aux termes d'une opération cadastrale en vigueur depuis le 17 février 2005, montrée sur les plans préparés par Eric Deschamps, arpenteur-géomètre, le 1er juin 2004, sous le numéro 2124 de ses minutes, dossiers D0325R3 et D0325PC3, dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties et le notaire soussigné, la Ville et TC-SJ (en leur qualité respective de tréfoncier/ propriétaire et de superficiaire) ont effectué la division verticale d'une partie du lot 2 589 435 et de la totalité du lot 2 590 439 de telle sorte, qu'en date des présentes, la propriété de la Ville (la « **Propriété Ville** ») et la propriété superficiaire de TC-SJ (la « **Propriété superficiaire** ») sont désignés respectivement comme suit :

(**a**) la Propriété Ville:

Désignation

(i) le lot de tréfonds, soit le lot trois millions trois cent deux mille huit cent trente-deux (3 302 832) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (le « **Tréfonds** »); et

(ii) les lots de superficie, soit les lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente-quatre (3 302 834), trois millions trois cent deux mille huit cent trente-six (3 302 836) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-sept (3 302 837) du Cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal et tous contigus à la Propriété superficiaire;

(**b**) la Propriété superficiaire:

Désignation

Les lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente-trois (3 302 833) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-cinq (3 302 835) du Cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU que les parties désirent apporter certaines modifications à la Propriété superficiaire suite aux travaux de construction et d'amélioration mentionnés dans la résolution CM04 0007 adoptée par le conseil municipal de la Ville lors d'une assemblée tenue le 26 janvier 2004;

ATTENDU que les parties ont convenu de modifier la Convention Initiale de façon à (i) soustraire de son application une partie de la Propriété superficiaire, soit le lot 3 302 835 susmentionné, (ii) assujettir à son application une partie de la Propriété Ville, soit les lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 susmentionnés, et (iii) modifier la Servitude d'Accès.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. À moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots et expressions commençant par une lettre majuscule utilisés ci-après ont la même signification que celle prévue à la Convention Initiale.

3. **Fin de la Propriété superficiaire (re : lot 3 302 835)**

3.1 TC-SJ cède, transporte et abandonne en faveur de la Ville, tous ses droits, titres et intérêts en vertu de la Convention Initiale, y renonçant à toutes fins que de droit à compter de ce jour, le tout sans aucune indemnité, et ce, à l'égard de l'immeuble suivant seulement, savoir :

Désignation

Le lot trois millions trois cent deux mille huit cent trente-cinq (3 302 835) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3.2 TC-SJ déclare que le lot 3 302 835 est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, étant donné que concurremment à la signature des présentes, TC-SJ a obtenu à ses frais la radiation, contre le lot 3 302 835 et le Tréfonds, de tous les droits hypothécaires publiés en faveur de la Banque Laurentienne du Canada aux termes des actes suivants, savoir :

3.2.1 acte d'hypothèque intervenu le 21 septembre 1995, entre TC-SJ et la Banque Laurentienne du Canada, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 809 422;

3.2.2 acte d'hypothèque intervenu le 26 novembre 2003, entre TC-SJ et la Banque Laurentienne du Canada, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 10 910 283;

3.3 TC-SJ déclare de plus n'avoir érigé aucune construction, ouvrage ou plantation sur ce lot 3 302 835.

4. **Propriété superficiaire additionnelle (re : lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837)**

4.1 La Ville cède à TC-SJ, pour la durée prévue à la Convention Initiale, tous ses droits, titres et intérêts dans les lots ci-après désignés, renonçant, à compter de ce jour, en faveur de TC-SJ qui accepte, à la règle de l'accession pour toute construction, tout ouvrage ou toute plantation qui y a été ou qui y sera ajouté, savoir :

Désignation

Les lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente-quatre (3 302 834), trois millions trois cent deux mille huit cent trente-six (3 302 836) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-sept (3 302 837) du Cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal (ci-après collectivement désignés la «**Propriété superficiaire additionnelle**»).

4.2 La Ville, en sa qualité de Tréfoncier, reconnaît à TC-SJ la pleine et entière propriété de toute construction, de tout ouvrage et de toute plantation qui a été ajouté ou qui le sera à l'avenir sur la Propriété superficiaire additionnelle jusqu'à la fin de la Convention Initiale.

4.3 La cession de la Propriété superficiaire additionnelle par la Ville en faveur de TC-SJ est consentie à titre gratuit compte tenu des engagements pris aux présentes par TC-SJ et compte tenu de la rétrocession du lot 3 302 835 par TC-SJ en faveur de la Ville.

4.4 La Ville accorde par les présentes, à TC-SJ toutes les servitudes réelles et perpétuelles de construction lui permettant, d'une façon générale et non limitative, de construire, d'ériger, d'entretenir, de réparer, de modifier, de rénover et de reconstruire les constructions, plantations et autres ouvrages réalisés à l'intérieur des limites de la Propriété superficiaire additionnelle, de même que toutes les servitudes réelles et perpétuelles d'appui, de vues et de passage nécessaires à TC-SJ pour le plein exercice de tous les droits lui découlant des présentes et utiles à l'exploitation des constructions, ouvrages et plantations dont il est propriétaire. TC-SJ pourra exercer ces servitudes sur toute l'étendue du Tréfonds. Ces servitudes grèveront le Tréfonds, à titre de fonds servant, en faveur de la Propriété superficiaire additionnelle, à titre de fonds dominant.

4.5 Les parties conviennent qu'à moins d'incompatibilité, les dispositions de la Convention Initiale s'appliquent aux présentes en y apportant les adaptations qui s'imposent, le cas échéant.

4.6 Sous réserve de l'option de prolongation prévue ci-après, la cession de la Propriété superficiaire additionnelle aux termes du présent acte se terminera le trente et un juillet deux mille quinze (31 juillet 2015).

4.7 TC-SJ confirme qu'à ce jour, il n'y a aucune construction, ouvrage ou plantation dans ou sur la Propriété superficiaire additionnelle, sauf les améliorations et constructions réalisées par TC-SJ avec le consentement de la Ville.

4.8 La Ville déclare:

4.8.1 être propriétaire de la Propriété superficiaire additionnelle et que celle-ci est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque consentie par elle ou résultant de ses faits;

4.8.2 que la Propriété superficiaire additionnelle a été fermée et son usage comme parc discontinué en vertu du règlement

numéro 05-076 adopté par le conseil municipal de la Ville à son assemblée du vingt-six (26) septembre deux mille cinq (2005);

4.8.3 qu'il n'y a aucune servitude publiée affectant la Propriété superficiaire additionnelle, à l'exception de la servitude de limitation de charge mentionnée à l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 222 577;

4.8.4 que tous les droits de mutation ont été acquittés;

4.8.5 qu'elle n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que la Propriété superficiaire additionnelle n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur;

4.8.6 que la Propriété superficiaire additionnelle n'est pas située dans une zone agricole;

4.8.7 que la Propriété superficiaire additionnelle n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas située dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur les biens culturels*;

4.8.8 que la Propriété superficiaire additionnelle ne déroge pas aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement.

4.9 La cession de la Propriété superficiaire additionnelle aux termes des présentes est consentie aux charges et conditions suivantes que TC-SJ s'oblige à observer, savoir :

4.9.1 acquitter à compter de ce jour, toutes les taxes foncières, générales et spéciales, affectant la Propriété superficiaire additionnelle;

4.9.2 se conformer à toutes les lois et règlements en vigueur lorsqu'il construira et entretiendra les constructions, ouvrages et plantations sur la Propriété superficiaire additionnelle;

4.9.3 voir à ce que les constructions, ouvrages et plantations construits ou érigés sur la Propriété superficiaire additionnelle soient conformes aux normes applicables, et maintenir les équipements et mobiliers devant être cédés à la Ville à l'expiration des présentes en bon état d'entretien;

4.9.4 permettre en tout temps à la Ville et à toute personne qu'elle autorisera d'accéder à la Propriété superficiaire additionnelle pour vérifier, entretenir, réparer et reconstruire au besoin les utilités publiques existantes;

4.9.5 céder, à l'échéance de la Convention Initiale, telle que prolongée le cas échéant, à la Ville, pour une valeur symbolique d'un dollar (1,00 $), libre de toute hypothèque,

redevance, priorité ou charge quelconque, en plus des constructions, ouvrages, plantations, installations, équipements et mobiliers prévus au paragraphe 7° de la section «Charges et conditions» de la Convention Initiale, toutes les constructions et plantations ainsi que tous les ouvrages construits ou érigés sur la Propriété superficiaire additionnelle;

4.9.6 assurer contre l'incendie et tous autres risques et pertes habituellement couvertes et maintenir en vigueur telle assurance, pendant toute la durée de la Convention Initiale, toutes les constructions et tous les ouvrages situés sur la Propriété superficiaire additionnelle, jusqu'à concurrence de leur valeur à neuf; TC-SJ s'engage, de plus, à transporter et transporte par les présentes à la Ville, à titre de co-assuré, toutes les polices d'assurances en vigueur sur les constructions, ouvrages, installations, équipements et mobiliers qui seront construits et installés sur la Propriété superficiaire additionnelle, à lui remettre ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à les maintenir en vigueur, et à fournir à la Ville au moins quinze (15) jours avant leur échéance les preuves de leur renouvellement. À défaut par TC-SJ de se conformer à ces divers engagements, la Ville, sous réserve de tous autres recours, pourra souscrire pour le compte de TC-SJ toutes nouvelles assurances et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement au taux préférentiel de la Banque Laurentienne du Canada majoré de DEUX POUR CENT (2%). TC-SJ avertira sans délai la Ville de tout sinistre et devra réparer ou reconstruire selon les règles de l'art les structures endommagées, sujet toutefois à l'assentiment préalable et exprès des travaux par la Ville;

4.9.7 assumer les coûts reliés au déplacement des utilités publiques existantes dans le Tréfonds si les travaux de construction et d'amélioration réalisés par TC-SJ sur la Propriété superficiaire ou la Propriété superficiaire additionnelle le requièrent;

4.9.8 ne faire aucune demande en diminution de l'évaluation foncière de la Propriété superficiaire additionnelle pour fins de taxation fondée sur la considération mentionnée aux présentes pour son acquisition.

5. **Servitude d'Accès**

TC-SJ établit par les présentes, pour les fins mentionnées dans la Convention Initiale, contre le fonds servant et en faveur du fonds dominant ci-après décrits, une servitude réelle d'accès :

A) permettant au public d'accéder à pied en tout temps : (i) au stationnement adjacent au stade; (ii) à la place publique aménagée par TC-SJ; et (iii) au parc Jarry; et

B) permettant aussi au public d'utiliser le fonds servant sauf (i) vingt-quatre (24) heures avant et vingt-quatre (24) heures après ainsi que durant les événements organisés par TC-SJ; ou (ii) pendant toute période plus longue convenue entre les parties.

Les parties conviennent toutefois qu'advenant que l'accès donné au public en dehors des heures normales d'ouverture du parc Jarry mette en danger l'intégrité ou la sécurité des personnes ou des biens ou du Centre, elles examineront la possibilité d'établir des restrictions à l'accès à ces espaces, y compris l'installation de clôtures.

Désignation du fonds servant

La servitude d'accès s'exercera sur le lot trois millions trois cent deux mille huit cent trente-quatre (3 302 834) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Désignation du fonds dominant

Le fonds dominant de cette servitude d'accès est constitué des lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente et un (3 302 831), trois millions trois cent deux mille huit cent trente-deux (3 302 832) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-cinq (3 302 835) du Cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal.

Condition

TC-SJ verra à l'aménagement et à l'entretien du fonds servant.

6. **Défaut**

Les parties conviennent et reconnaissent que tout défaut par TC-SJ de respecter toutes et chacune des clauses et obligations énoncées au présent acte constituera un défaut de TC-SJ en vertu de la Convention Initiale.

7. **Expropriation**

L'expropriation ne met pas fin de plein droit à la cession de la Propriété superficiaire additionnelle par la Ville en faveur de TC-SJ, sauf s'il s'agit d'une expropriation de la totalité de la Propriété superficiaire additionnelle et de la partie du Tréfonds sous-jacente.

Dans tous les cas d'expropriation, l'indemnité en provenant sera versée à la Ville.

8. **Aliénation**

TC-SJ s'engage à ne céder, vendre ou transporter la Propriété superficiaire additionnelle, en tout ou en partie, qu'à une personne morale sans but lucratif exerçant des activités de même nature. Telle cession, vente ou transport devra au préalable avoir reçu le consentement de la Ville, laquelle ne pourra refuser ce consentement

sans un motif sérieux; cependant, le consentement préalable de la Ville ne sera pas requis dans la mesure où la cession, vente ou transport est consenti à l'Association canadienne de tennis et que cette dernière respecte intégralement les engagements de TC-SJ et maintienne une comptabilité distincte des activités du Centre.

Les dispositions du paragraphe précédent ne pourront être interprétées comme empêchant TC-SJ de donner la Propriété superficiaire additionnelle en garantie au moyen d'un acte d'hypothèque, d'un acte de fiducie ou autres actes de garantie semblables, incluant toutes les garanties normalement stipulées dans de tels actes.

9. **Option de prolongation**

En autant que TC-SJ ne soit pas en défaut d'exécuter l'une quelconque des obligations prises aux termes des présentes, de la Convention Initiale, du Bail et de la Convention Stade Jarry et qu'il ait maintenu la réserve de remplacement prévue au Bail majorée du montant additionnel requis prévu à la Convention Initiale, la Ville lui accorde l'option de conserver, à échéance, la Propriété superficiaire additionnelle pour une période additionnelle de vingt (20) ans aux mêmes conditions et prix que ceux prévus aux présentes. Pour exercer la présente option de prolongation, TC-SJ devra obligatoirement exercer l'option de prolongation de la Propriété superficiaire prévue à la Convention Initiale.

L'exercice de cette option se fera selon les règles suivantes :

a) entre le trentième (30e) et le vingt-quatrième (24e) mois précédant la date d'expiration de la présente cession de la Propriété superficiaire additionnelle [soit, pour plus de précision, entre le premier mars et le trente et un juillet deux mille treize (2013)], TC-SJ devra aviser par écrit la Ville de son intention de se prévaloir ou non de l'option de prolongation et, s'il entend s'en prévaloir, demander à la Ville si elle entend elle-même exercer le droit qui lui est conféré de renouveler, mais comme un tout seulement, le Bail et la Convention Stade Jarry pour une période de cinq (5) ans (les « **Conventions** »);

b) au cours de la période de quatre (4) mois suivant la réception de l'avis écrit de TC-SJ ci-dessus mentionné, la Ville devra aviser par écrit TC-SJ qu'elle entend ou non renouveler les Conventions pour une période de cinq (5) ans; si la réponse de la Ville prévue ci-dessus est positive, la présente cession de la Propriété superficiaire additionnelle sera automatiquement prolongée pour une période additionnelle de vingt (20) ans tel que ci-dessus énoncé; par ailleurs, si elle est négative, TC-SJ pourra néanmoins, dans un délai de quatre (4) mois de la date de réception de la réponse de la Ville, exercer son option de prolongation de vingt (20) ans.

Les parties conviennent que, dans la mesure où, parce que la Ville n'a pas exercé son droit de renouveler les Conventions au cours de la première ou de toute autre période de renouvellement de cinq (5) ans, les Conventions ou l'une ou l'autre de celles-ci ne sont plus en vigueur, TC-SJ pourra, à tout moment pendant la période de

prolongation de vingt (20) ans, rétrocéder la Propriété superficiaire additionnelle à la Ville, libre et claire de toute dette, priorité, charge ou hypothèque quelconque et mettre fin à la présente cession de la Propriété superficiaire additionnelle, à la Convention Initiale ainsi qu'à toutes conventions s'y rattachant.

10. **Déclarations relatives à la T.P.S. et à la T.V.Q.**

Les parties aux présentes déclarent que si, selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, la présente transaction est taxable, chacune des parties se chargera elle-même d'effectuer les remises de SEPT POUR CENT (7 %) de la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et de SEPT ET DEMI POUR CENT (7.5 %) de la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) sur l=immeuble concerné, à l'entière exonération de l'autre partie.

Aux fins de l'application des lois fiscales ci-dessus, la Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749;
T.V.Q. : 100600137;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Aux fins de l'application des lois fiscales ci-dessus, TC-SJ déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : R140235870;
T.V.Q. : 1017614734;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

11. **Ratification**

À l'exception des modifications prévues à la présente convention, les parties confirment et ratifient les termes et conditions de la Convention Initiale et conviennent qu'à moins d'incompatibilité, ils s'appliqueront aux présentes en y apportant les adaptations qui s'imposent, le cas échéant.

12. **Mentions exigées en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières**

Les parties aux présentes font les déclarations suivantes :

12.1 Le cédant des lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 et le cessionnaire du lot 3 302 835 est : VILLE DE MONTRÉAL;

12.2 Le cédant du lot 3 302 835 et le cessionnaire des lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 est : TENNIS CANADA – STADE JARRY;

12.3 Le siège de la VILLE DE MONTRÉAL est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

12.4 Le siège de TENNIS CANADA – STADE JARRY est au : 285, rue Faillon, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1;

12.5 Les immeubles concernés sont tous entièrement situés sur le territoire de la Ville de Montréal;

12.6 Le montant de la contrepartie pour le transfert des lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837, selon le cédant et le cessionnaire, est de : ZÉRO DOLLAR (0,00 $);

12.7 Le montant de la contrepartie pour le transfert du lot 3 302 835, selon le cédant et le cessionnaire, est de : ZÉRO DOLLAR (0,00 $);

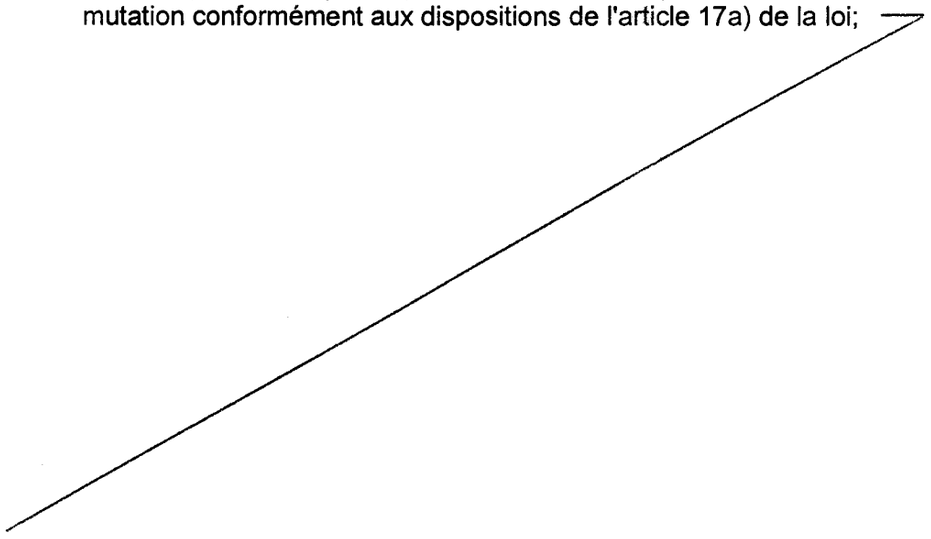
12.8 Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation des lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837, selon le cédant et le cessionnaire, est de : TROIS CENT CINQUANTE-HUIT MILLE SEPT CENT QUARANTE-TROIS DOLLARS ET SOIXANTE CENTS (358 743,60 $) [Évaluation municipale (304 020,00 $) x Facteur comparatif (1,18)];

12.9 Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation du lot 3 302 835, selon le cédant et le cessionnaire, est de : TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE SEPT CENT TRENTE-SIX DOLLARS ET QUATRE-VINGT CENTS (399 736,80 $) [Évaluation municipale (338 760,00 $) x Facteur comparatif (1,18)];

12.10 Le montant du droit de mutation pour les lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 est de : TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN DOLLARS ET QUINZE CENTS (3 881,15 $);

12.11 Le montant du droit de mutation pour le lot 3 302 835 est de : QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS ET CINQ CENTS (4 496,05 $);

12.12 EXONÉRATION : il y a exonération du paiement du droit de mutation quant au lot 3 302 835 cédé à la VILLE DE MONTRÉAL, cette dernière étant un organisme public définit à l'article 1 de la loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation conformément aux dispositions de l'article 17a) de la loi;



12.13 Le présent acte ne concerne pas un transfert à la fois d'immeubles corporels et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi précitée.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro onze mille neuf cent soixante-huit (11968).
ET LECTURE FAITE, les parties signent comme suit:

Le représentant de la Ville de Montréal en présence de Me Robert Coulombe, notaire, le quatorze (14) décembre deux mille cinq (2005).

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Colette Fraser

Je soussigné, Me Robert Coulombe, notaire à Montréal, atteste avoir reçu la signature du représentant de la Ville de Montréal, à Montréal le quatorze (14) décembre deux mille cinq (2005).

Me Robert Coulombe, notaire

Le représentant de Tennis Canada – Stade Jarry, à Montréal en présence du notaire instrumentant soussigné, le quinze (15) décembre deux mille cinq (2005).

TENNIS CANADA – STADE JARRY

Par : Michael S. Downey

Me Laurent Roy, notaire

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

2011 -01- 28 12 : 14
Heure : minute

17 874 575

L'an deux mille onze,
Le vingt-sept janvier

Devant M^e^ Diane Ewasew, notaire à Montréal, province de Québec.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), étant aux droits de l'ancienne Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de cette Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM10 0692, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt et un (21) septembre deux mille dix (2010);

une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

TENNIS CANADA – STADE JARRY, personne morale constituée suivant la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* par lettres patentes en date du quatorze (14) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), ayant son siège au 285, rue Faillon, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1, agissant et représentée par M. Eugène Lapierre, vice-président, tennis professionnel, Québec, et directeur de la Coupe Rogers à Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le onze (11) décembre deux mille dix (2010), une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

ci-après nommée « **TC-SJ** »

PRÉAMBULE

ATTENDU qu'aux termes d'un acte de vente reçu par M^e^ Jean Baudoin, notaire, le vingt-huit (28) septembre mil neuf cent quarante-cinq (1945), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 632 592, Stanley Bagg Corporation a vendu à la Ville, entre autres, les lots anciennement connus et désignés sous les numéros 2 589 435 et 2 590 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU qu'aux termes d'un acte reçu par M^e^ Yvon Delorme, notaire, le dix-huit (18) août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) sous le numéro 8 200 de ses minutes, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 806 478, tel que modifié aux termes de l'acte reçu par M^e^ Yvon Delorme, notaire, le vingt-huit (28) avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997) sous le numéro 8 495 de ses minutes, dont copie a été publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 925 096 (les actes précités étant ci-après conjointement désignés la « **Convention Initiale** »), TC-SJ est propriétaire superficiaire du lot anciennement connu et désigné sous le numéro 2 590 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU qu'aux termes d'une opération cadastrale en vigueur depuis le dix-sept (17) février deux mille cinq (2005), montrée sur les plans préparés par Eric Deschamps, arpenteur-géomètre, le premier (1^er^) juin deux mille quatre (2004) sous le numéro 2 124 de ses minutes, dossiers D0325R3 et D0325PC3, la Ville et TC-SJ (en leur qualité respective de tréfoncier/propriétaire et de superficiaire) ont effectué la division verticale d'une partie du lot 2 589 435 et de la totalité du lot 2 590 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de telle sorte que la propriété de la Ville (la « **Propriété Ville** ») et la propriété superficiaire de TC-SJ (la « **Propriété superficiaire** ») soient désignées respectivement comme suit :

(**a**) la Propriété Ville :

Désignation

(i) le lot de tréfonds, soit le lot trois millions trois cent deux mille huit cent trente-deux (3 302 832) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

(ii) les lots de superficie, soit les lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente-quatre (3 302 834), trois millions trois cent deux mille huit cent trente-six (3 302 836) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-sept (3 302 837) du cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal et tous contigus à la Propriété superficiaire.

(**b**) la Propriété superficiaire :

Désignation

Les lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente-trois (3 302 833) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-cinq (3 302 835) du cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que la Ville et TC-SJ ont convenu d'apporter certaines modifications à la Propriété superficiaire suite aux travaux de construction et d'amélioration mentionnés dans la résolution numéro CM04 0007 adoptée par le conseil municipal de la Ville lors d'une assemblée tenue le vingt-six (26) janvier deux mille quatre (2004).

ATTENDU qu'aux termes d'un acte reçu par M^e^ Laurent Roy, notaire, le quinze (15) décembre deux mille cinq (2005) sous le numéro 11 968 de ses

minutes, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 12 933 872 (la « **Convention de modification** »), la Ville et TC-SJ ont modifié la Convention Initiale de façon à, notamment, (i) soustraire de son application une partie de la Propriété superficiaire, soit le lot 3 302 835 susmentionné, et (ii) assujettir à son application une partie de la Propriété Ville, soit les lots 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 susmentionnés.

ATTENDU que suite à la Convention de modification, la Propriété Ville et la Propriété superficiaire sont maintenant désignées comme suit :

(**a**) la Propriété Ville :

Désignation

(i) le lot de tréfonds, soit le lot trois millions trois cent deux mille huit cent trente-deux (3 302 832) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

(ii) le lot trois millions trois cent deux mille huit cent trente-cinq (3 302 835) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

(**b**) la Propriété superficiaire :

Désignation

Les lots trois millions trois cent deux mille huit cent trente-trois (3 302 833), trois millions trois cent deux mille huit cent trente-quatre (3 302 834), trois millions trois cent deux mille huit cent trente-six (3 302 836) et trois millions trois cent deux mille huit cent trente-sept (3 302 837) du cadastre du Québec, tous de la circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que TC-SJ désire réaliser de nouveaux travaux de construction et d'amélioration sur la Propriété superficiaire et à cette fin, a demandé à la Ville de reporter la date d'échéance de la Convention Initiale et de la Convention de modification.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. **Préambule**

1.1 Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. **Interprétation**

2.1 À moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots et expressions commençant par une lettre majuscule utilisés ci-après ont la même signification que celle prévue à la Convention Initiale et à la Convention de modification.

3. **Échéance de la Propriété superficiaire**

3.1 La cession de la Propriété superficiaire prévue à la Convention Initiale et à la Convention de modification se terminera le trente et un (31) juillet deux mille vingt et un (2021), sous réserve de l'option de renouvellement prévue à ces conventions.

4. **Ratification**

4.1 À l'exception des modifications prévues à la présente convention, les parties confirment et ratifient les termes et conditions de la Convention Initiale et de la Convention de modification et conviennent qu'à moins d'incompatibilité, ils s'appliqueront aux présentes en y apportant les adaptations qui s'imposent, le cas échéant.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro six cent quatre-vingt-sept (687) des minutes de la notaire soussignée.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence de la notaire soussignée.

VILLE DE MONTRÉAL
Par : Colette Fraser

TENNIS CANADA – STADE JARRY
Par : Eugène Lapierre

Diane Ewasew, notaire

COPIE CONFORME À LA MINUTE CONSERVÉE EN MON ÉTUDE

Original sous support technologique
Décret 2020-4304/31 août 2020-COVID19

PA5071 (06/01) - 21L21580026/L2158/012.d

DEVANT **Me Marc LEGAULT,**
Notaire à **Boucherville, Brossard, Longueuil, Montréal et Saint-Bruno-de-Montarville**, Province de Québec.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), étant aux droits de l'ancienne Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de cette Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Yves SAINDON, assistant-greffier,** dûment autorisé aux fins des présentes aux termes de la Charte et aux termes des résolutions suivantes :

a) Résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (28 octobre 2003);

b) Résolution numéro CM21 0761, adoptée par le conseil municipal à sa séance du quinze juin deux mille vingt et un (15 juin 2021);

Une copie certifiée conforme desdites résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de ladite Ville, avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée : la « Ville » ou le « TRÉFONCIER »

Avis d'adresse : 6 019 444 à mentionner à l'égard des droits de la Ville.

ET

TENNIS CANADA – STADE JARRY, personne morale constituée suivant la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* par lettres patentes en date du quatorze (14) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), ayant son siège au 285, rue Gary-Carter, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1, agissant et représentée par **Eugène LAPIERRE, Vice-président principal, tennis professionnel au Québec pour Tennis Canada, et directeur de l'Omnium Banque Nationale à Montréal**, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée en date du vingt-trois février deux mille vingt et un (23 février 2021).

Un extrait certifié conforme de ladite résolution demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par son représentant, avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée : « TC-SJ » ou le « SUPERFICIAIRE »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville et TC-SJ sont actuellement liées respectivement à titre de TRÉFONCIER et de SUPERFICIAIRE, aux termes d'un acte de cession et d'établissement de droits superficiaires reçu devant Me Yvon DELORME, notaire, le dix-huit août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (18 août 1995) dûment inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **4 806 478** (ci-après nommée la « Convention initiale »), laquelle a été modifiée aux termes d'un acte reçu devant le même notaire le vingt-huit avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (28 avril 1997), et dûment inscrit audit bureau de la publicité des droits sous le numéro **4 925 096**.

ATTENDU QU'aux termes d'une opération cadastrale entrée en vigueur le dix-sept février deux mille cinq (17 février 2005), il y a eu division de l'objet entre la propriété du TRÉFONCIER et celle du SUPERFICIAIRE.

ATTENDU QUE des travaux d'améliorations réalisés par le SUPERFICIAIRE ont mené à la modification de la propriété superficiaire (Centre de Tennis du Parc Jarry – nommé CTPJ) et des droits du TRÉFONCIER, ce dernier se réservant la propriété des lots 3 302 832 et 3 302 835 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal et confirmant la propriété superficiaire conférés au SUPERFICIAIRE à l'égard des lots 3 302 833, 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 dudit cadastre aux termes d'une convention de modification reçue devant Me Laurent Roy, notaire, le quinze décembre deux mille cinq (15 décembre 2005) dûment inscrite au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **12 933 872**.

ATTENDU QUE la propriété superficiaire, telle qu'amendée aux termes des conventions ci-avant relatées viendra à échéance le trente et un juillet deux mille vingt et un (31 juillet 2021) et que les parties se sont entendues pour prolonger les droits superficiaires conférés au SUPERFICIAIRE pour un terme additionnel de DIX-SEPT MOIS (17 mois – échéant le 31 décembre 2022), le tout reflétant l'intention claire de la Ville de favoriser un mode de vie physiquement actif en conformité avec sa Politique du Sport et de l'Activité Physique adoptée en novembre deux mille quatorze (2014), aux fins également de refléter son souci d'offrir à ses citoyens des installations sportives de qualité et de permettre la tenue d'événements sportifs d'envergure internationale sur son territoire, tels que **Les Internationaux de Tennis du Canada** dans un stade de tennis de classe mondiale et comprenant des retombées économiques, sportives et sociales importantes.

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

1.1. Le préambule et toute annexe font partie intégrante des présentes comme si récités au long.

2. OBJET DU CONTRAT : PROLONGATION DU TERME DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

2.1. La Ville et TC-SJ constatent par les présentes leur entente et confirment la prolongation du terme de la propriété superficiaire pour une durée de vingt années et cinq mois additionnels à compter de l'échéance qui était prévue le trente et un juillet deux mille vingt et un (31 juillet 2021), reportant l'échéance de la propriété superficiaire au trente et un décembre deux mille vingt-deux (31 décembre 2022).

3. MODIFICATION DE L'OPTION DE PROLONGATION

3.1. La Ville et TC-SJ conviennent d'annuler l'option de prolongation (20 ans) prévue à la section V de la Convention initiale, et de la remplacer par la suivante :

« Le TRÉFONCIER accorde au SUPERFICIAIRE l'option de conserver, à l'échéance du terme ci-avant convenu, la propriété superficiaire pour une période additionnelle de dix (10) ans, sujet aux termes et conditions qui auront alors préalablement été négociés entre eux, et sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du TRÉFONCIER quant aux nouveaux termes et conditions au moment de l'exercice de cette option de prolongation.

Le SUPERFICIAIRE devra, s'il désire exercer son option, aviser par écrit le TRÉFONCIER de son intention de s'en prévaloir, au moins quatre (4) mois avant l'échéance du terme prévu aux présentes, à défaut de quoi cette option deviendra nulle et non avenue.

Si le SUPERFICIAIRE se prévaut de son option de prolongation, mais qu'il n'arrive pas à un accord avec le TRÉFONCIER quant aux termes et conditions de la prolongation, le SUPERFICIAIRE devra, à l'échéance du terme prévu aux présentes, rétrocéder les immeubles décrits ci-dessous au TRÉFONCIER libre et clair de toute dette, priorité, charge ou hypothèque quelconque et ainsi mettre fin à la propriété superficiaire. »

4. DESCRIPTION DES DROITS RÉELS

4.1. Les droits du SUPERFICIAIRE, reconnus par le TRÉFONCIER, et la présente prolongation du terme devront être inscrits à l'encontre des lots ci-après décrits :

4.1.1. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-TROIS (3 302 833) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

4.1.2. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-QUATRE (3 302 834) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

4.1.3. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-SIX (3 302 836) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

4.1.4. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-SEPT (3 302 837) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

Adresse principale de la propriété : 285, rue Gary-Carter, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1.

4.2. Les droits de propriété du TRÉFONCIER s'exercent à l'encontre des lots TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-DEUX (3 302 832) et TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-CINQ (3 302 835) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant le tréfond (qui sera accru de la propriété superficiaire ci-avant décrite, à l'échéance de la présente convention ou de toutes prolongations de celle-ci.

5. ASSURANCES

Les Parties conviennent d'ajouter au paragraphe 8 de l'article «CHARGES ET CONDITIONS» de la Convention initiale ce qui suit :

TC-SJ devra souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur jusqu'à la fin de la propriété superficiaire, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville doit être désignée comme coassurée;

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

TC-SJ devra aussi remettre à la Ville, dans les dix (10) jours de la signature des présentes, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police et fournira ainsi, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

6. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de TC-SJ

TC-SJ fait élection de domicile au 285, rue Garry-Carter, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1 et tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Eugène Lapierre, vice-président principal. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse,

TC-SJ fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières.

7. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à TC-SJ.

8. EFFETS

Les Parties déclarent que la prolongation des droits superficiaires faisant l'objet du présent acte prend effet à compter de la date des présentes.

9. RATIFICATION

À l'exception des modifications prévues aux présentes, la Ville et TC-SJ confirment et ratifient les termes et conditions de la Convention initiale et des modifications ci-avant relatées et conviennent qu'à moins d'incompatibilité, ils s'appliqueront aux présentes en y apportant les adaptations qui s'imposent le cas échéant.

10. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une prolongation des droits superficiaires en faveur de TC-SJ et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

DONT ACTE à **SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE**

Le **vingt-trois juin deux mille vingt et un (23 juin 2021)**

sous le numéro **trois mille huit cent sept (3807)**

LECTURE FAITE, les parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du 31 août 2020 puis signe à distance en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL
Par : Yves SAINDON, assistant-greffier

TENNIS CANADA-STADE JARRY
Par : Eugene LAPIERRE

Marc LEGAULT, notaire

COPIE CERTIFIÉE CONFORME de l'acte notarié technologique que j'ai reçu tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du trente et un août deux mille vingt (31 août 2020) et dont j'assure la conservation.

Marc LEGAULT, notaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1224501006*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : *Prolonger le droit superficiaire de Tennis Canada – Stade Jarry pour une période de 30 ans*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.
- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Offrir aux Montréalais.es des infrastructures sportives et récréatives modernes et de qualité.*
- *Créer un environnement et des conditions favorables au sport et à l'activité physique pour tous les citoyens.*
- *Accueil d'événements internationaux.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1224501006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant le droit superficiaire cédé par la Ville de Montréal à Tennis Canada – Stade Jarry, pour la propriété sise au 285, rue Gary-Carter, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension, afin de prolonger la durée du droit superficiaire pour une période additionnelle de trente (30) années, soit du 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2052. N/Réf. : 31H12-005-1160-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de prolongation des droits superficiaires en faveur de Tennis Canada-Stade Jarry ci-joint, le tout tel que préparé par me Marc Legault, notaire.

Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurence, Me Marc Legault, notaire.

Nous avons reçu la confirmation de Me Marc Legault, notaire, à l'effet que le représentant de Tennis Canada-Stade Jarry approuve le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification.

N/D 22-001136

FICHIERS JOINTS

2022-09-27 prolongation droits superficiaires_Version finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-589-7571

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-29

Caroline BOILEAU
Notaire
Tél : 514-589-7571
Division : Division droit notarial

Original sous support technologique
Décret 2022-4841 /24 août 2022-COVID19

PA5071 (06/01) - 21L21580026/L2158/029.d

DEVANT **Me Marc LEGAULT,** Notaire à **Saint-Bruno-de-Montarville**

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), étant aux droits de l'ancienne Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de cette Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Domenico ZAMBITO, greffier adjoint,** dûment autorisé aux fins des présentes aux termes de la Charte et aux termes des résolutions suivantes :

a) Résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (28 octobre 2003);

b) Résolution numéro CM22 0968, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-trois août deux mille vingt-deux (23 août 2022);

c) Résolution numéro CA22 140240, adoptée par le conseil municipal à sa séance du six septembre deux mille vingt-deux (6 septembre 2022);

d) Résolution numéro CM22 , adoptée par le conseil municipal à sa séance du deux mille vingt-deux (2022).

Une copie certifiée conforme desdites résolutions demeure annexée au présent acte, conformément à la *Loi sur le Notariat.*

Ci-après nommée : la « **Ville** » ou le « **Tréfoncier** »

Avis d'adresse : 6 019 444

ET

TENNIS CANADA – STADE JARRY, personne morale constituée suivant la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* par lettres patentes en date du quatorze (14) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), ayant son siège au 285, rue Gary-Carter, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1, agissant et représentée par **Eugène LAPIERRE, Vice-président principal, tennis professionnel au Québec pour Tennis Canada, et directeur de l'Omnium Banque Nationale à Montréal**, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée en date du

Un extrait certifié conforme de ladite résolution demeure annexée au présent acte, conformément à la *Loi sur le Notariat.*

Ci-après nommée : « **TC-SJ** » ou le « **Superficiaire** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'un acte de cession d'un droit superficiaire a été reçu devant Me Yvon Delorme, notaire le dix-huit août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 806 478, tel que modifié aux termes de l'acte reçu devant Me Yvon Delorme, notaire le vingt-huit avril mil neuf cent autre vingt-dix-sept (28 avril 1997), dont copie a été publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 925 096 (les actes précités étant ci-après conjointement désignés la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE des travaux d'améliorations réalisés par le Superficiaire ont mené à la modification de la Propriété superficiaire (Centre de Tennis du Parc Jarry – nommé CTPJ) et des droits du Tréfoncier, ce dernier se réservant la propriété des lots 3 302 832 et 3 302 835 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal et confirmant la Propriété superficiaire conférés au Superficiaire à l'égard des lots 3 302 833, 3 302 834, 3 302 836 et 3 302 837 dudit cadastre aux termes d'une convention de modification reçue devant Me Laurent Roy, notaire, le quinze décembre deux mille cinq (15 décembre 2005), dont copie a été publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro **12 933 872**;

ATTENDU QU'une convention de prolongation du terme (propriété superficiaire) est intervenue entre les parties en date du vingt-sept janvier deux mille onze (27 janvier 2011) devant Me Diane Ewasew, notaire, dont copie a été publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro **17 874 575** afin de reporter la date d'échéance de la Convention initiale au trente et un juillet deux mille vingt et un (31 juillet 2021);

ATTENDU QU'une autre convention de prolongation du terme (propriété superficiaire) est intervenue entre les parties en date du vingt-trois juin deux mille vingt et un (23 juin 2021), devant le notaire soussigné, dont copie a été publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro **26 442 350** afin de notamment reporter l'échéance de la Propriété superficiaire au trente et un décembre deux mille vingt-deux (31 décembre 2022);

ATTENDU QUE la susdite convention de prolongation du terme (propriété superficiaire) a fait l'objet d'un acte de correction intervenu entre les parties en date du huit février deux mille vingt-deux (8 février 2022), devant le notaire soussigné, dont copie a été publié audit bureau de la publicité des droits sous le numéro **27 009 383**;

ATTENDU QUE la Convention initiale fait l'objet d'un nouvel amendement aux présentes, aux fins de notamment reporter l'échéance du terme de ladite Propriété superficiaire au trente et un décembre deux mille cinquante-deux (31 décembre 2052), le tout reflétant l'intention claire de la Ville de favoriser un mode de vie physiquement actif en conformité avec sa Politique du Sport et de l'Activité Physique adoptée en novembre deux mille quatorze (2014), aux fins également de refléter son

souci d'offrir à ses citoyens des installations sportives de qualité et de permettre la tenue d'événements sportifs d'envergure internationale sur son territoire, tels que **Les Internationaux de Tennis du Canada** dans un stade de tennis de classe mondiale et comprenant des retombées économiques, sportives et sociales importantes.

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

1.1. Le préambule et toute annexe font partie intégrante des présentes comme si récités au long.

2. INTERPRÉTATION

2.1 À moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots et expressions commençant par une lettre majuscule utilisés ci-après ont la même signification que celle prévue à la Convention initiale et ses modifications le cas échéant.

3. OBJET DU CONTRAT : PROLONGATION DU TERME DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

3.1. La Ville et TC-SJ constatent par les présentes leur entente et confirment la prolongation du terme de la Propriété superficiaire pour une durée de TRENTE (30) années additionnelles à compter de l'échéance qui était prévue le trente et un décembre deux mille vingt-deux (31 décembre 2022), reportant l'échéance de la Propriété superficiaire au trente et un décembre deux mille cinquante-deux (**31 décembre 2052**).

4. AUTRES MODIFICATIONS À LA CONVENTION INITIALE

4.1 Définitions

Les parties conviennent d'ajouter les définitions suivantes à l'article « DÉFINITIONS » de la Convention initiale :

Événement(s) non sportif(s) : activité non sportive qui attire 1000 personnes ou plus ou qui produit plus de 80 décibels au pourtour des limites de la Propriété superficiaire. En aucun cas, cette activité ne peut avoir lieu sur la zone 2 ou ne peut avoir pour effet de limiter l'accès au public à la zone 2, cette zone étant plus amplement montrée sur le plan « **Schéma du Centre de tennis du parc Jarry** » joint aux présentes après avoir été reconnu véritable par les parties en présence du notaire soussigné;

Événement sportif(s) et municipal (aux) : activité sportive, autre que tennistique, ou activité non tennistique organisée par la Ville ou l'un de ses mandataires qui attire 1 000 personnes ou plus, qui produit plus de 80 décibels au pourtour des limites de la Propriété superficiaire ou qui restreint l'accès au public à la zone 2, ladite zone étant que montré sur le plan « **Schéma du Centre de tennis du parc Jarry** » ci-joint;

4.2 Assurances

Les parties conviennent d'ajouter au paragraphe 8° de l'article «CHARGES ET CONDITIONS» de la Convention initiale ce qui suit :

Le Superficiaire devra souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur jusqu'à la fin de la Propriété superficiaire, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle le Tréfoncier doit être désignée comme coassurée;

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner au Tréfoncier, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable au Tréfoncier;

Le Superficiaire devra aussi remettre au Tréfoncier, dans les dix (10) jours de la signature des présentes, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police et fournira ainsi, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

4.3 **Autres charges et conditions**

Les parties conviennent d'ajouter les paragraphes suivants après le paragraphe 9° de l'article « CHARGES ET CONDITIONS » de la Convention initiale :

10° De limiter la tenue d'Événements sportifs et municipaux sur la Propriété superficiaire à vingt (20) jours maximum par année civile (soit entre janvier et décembre de chaque année). Ces Événements sportifs et municipaux devront être éco responsables.

11° De limiter la tenue d'Événements non sportifs sur la Propriété superficiaire à dix (10) jours par année civile (soit entre janvier et décembre de chaque année). Ces évènements non sportifs devront être éco responsables.

12° D'identifier « Montréal » sur les surfaces du court central et du court numéro 1, tel que montré sur le plan « **Schéma du Centre de tennis du parc Jarry** » ci-joint.

13° De maintenir et mettre à jour les affichages existants de la Ville qui se trouve sur la Propriété superficiaire.

14° De permettre à l'Association régionale de tennis œuvrant sur le territoire de la Ville de Montréal ou tout organisme similaire d'occuper gratuitement des locaux à l'intérieur du centre de tennis ayant une superficie minimale de cent trente-trois mètres carrés (133 m^2). Par conséquent, le Superficiaire assumera, sans limitation, tous les frais d'exploitation des locaux et devra, lorsque requis, procéder à toutes réparations desdits locaux.

4.4 **Droit d'accès**

Les parties conviennent d'ajouter le paragraphe suivant après le 1er paragraphe

de l'article « DROIT D'ACCÈS » de la Convention initiale :

Nonobstant ce qui précède, pendant les tournois des Internationaux de tennis du Canada, l'accès au public à la place publique aménagée par le Superficiaire (soit la zone 2 sur le plan « **Schéma du Centre de tennis du parc Jarry** ») pourra être restreint conformément à la planification ci-dessous :

Place publique (zone 2)	Début du montage tout en maintenant un accès pour le public (maximum 10 jours)	Zone fermée au public et clôturée (maximum 10 jours)	Pendant le tournoi : zone fermée au public et clôturée (maximum 14 jours)	• Si les Internationaux de tennis sont d'une durée de 10 jours et moins, la zone 2 pourra être fermée au public et clôturée pour une durée maximale de 5 jours après le tournoi) • Si les Internationaux de tennis sont d'une durée de plus de 10 jours, la zone 2 pourra être fermée au public et clôturée pour une durée maximale de 7 jours après le tournoi.	Démontage tout en maintenant un accès pour le public (maximum 10 jours)

5. ANNULATION DE L'OPTION DE PROLONGATION

5.1. La Ville et TC-SJ conviennent d'annuler l'option de prolongation (20 ans) prévue à la section V de la Convention initiale ainsi que l'option de prolongation (10 ans) prévue dans convention de prolongation du terme (propriété superficiaire) publiée audit bureau de la publicité des droits sous le numéro **26 442 350.**

6. DESCRIPTION DES DROITS RÉELS

6.1. Les droits du SUPERFICIAIRE, reconnus par le TRÉFONCIER, et la présente prolongation du terme devront être inscrits à l'encontre des lots ci-après décrits :

6.1.1. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-TROIS (3 302 833) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

6.1.2. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-QUATRE (3 302 834) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

6.1.3. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-SIX (3 302 836) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

6.1.4. Le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-SEPT (3 302 837) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

Adresse principale de la Propriété superficiaire : 285, rue Gary-Carter, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1.

6.2. Les droits de propriété du TRÉFONCIER s'exercent à l'encontre des lots TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-DEUX (3 302 832) et TROIS MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-CINQ (3 302 835) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant le tréfonds (qui sera accru de la Propriété superficiaire ci-avant décrite, à l'échéance de la présente convention.

7. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de TC-SJ

TC-SJ fait élection de domicile au 285, rue Garry-Carter, à Montréal, province de Québec, H2R 2W1 et tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Eugène Lapierre, vice-président principal. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, TC-SJ fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la stratégie immobilière, Direction des transactions immobilières.

8. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à TC-SJ.

9. EFFETS

Les Parties déclarent que la prolongation des droits superficiaires faisant l'objet du présent acte prend effet à compter de la date des présentes.

10. RATIFICATION

À l'exception des modifications prévues aux présentes, la Ville et TC-SJ confirment et ratifient les termes et conditions de la Convention initiale et des modifications ci-avant relatées et conviennent qu'à moins d'incompatibilité, ils s'appliqueront aux présentes en y apportant les adaptations qui s'imposent le cas échéant.

11. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties déclarent que le présent acte constitue une prolongation des droits superficiaires en faveur de TC-SJ et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

DONT ACTE à **Saint-Bruno-de-Montarville,**

LE

SOUS le numéro

LECTURE FAITE, les parties déclarent au notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exempté d'en donner lecture, les parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 daté du trente 31 août 2020 et dont la période d'effet des mesures est prolongée par l'arrêté 2022-4841 du ministre de la Justice daté du 24 août 2022, identifient et reconnaissent véritable l'information portée sur les annexes, puis signent à distance en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Domenico ZAMBITO, greffier adjoint

TENNIS CANADA-STADE JARRY

_____
Par : Eugene LAPIERRE

_____
Marc LEGAULT, notaire

COPIE CERTIFIÉE CONFORME de l'acte notarié technologique que j'ai reçu tel qu'autorisé par l'arrêté 2022-4841 du ministre de la Justice daté du 24 août 2022 et dont j'assure la conservation.

ANNEXE

Schéma du Centre de tennis du parc Jarry



La zone 3* est située à l'extérieur de la Propriété superficiaire. Afin d'utiliser cette zone pendant les Internationaux de tennis du Canada, le Superficiaire devra, au préalable, obtenir de la Ville toutes les autorisations nécessaires.

MODÈLE : PA5071 (06/01)
DOSSIER : /029.d

NO :_____

LE :_____

NOTAIRE : Me Marc LEGAULT

CONVENTION DE PROLONGATION DU TERME
(PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL
(Tréfoncier), d'une part

ET

TENNIS CANADA-STADE JARRY
(Superficiaire), d'autre part

COPIES 4

PUBLIÉ À MONTRÉAL

LE :

SOUS LE NUMÉRO :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229622003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent.

Il est recommandé:
d'adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-27 16:32

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1229622003**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2002, la Charte de la Ville de Montréal attribue la compétence du sport, incluant le sport d'élite, aux conseils d'arrondissement. Cette compétence est encore en vigueur à ce jour. En 2006, le conseil d'agglomération de Montréal entre en vigueur et est immédiatement chargé des compétences en «aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale».
De 2006 à 2020, l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve gère le sport régional sur une partie du territoire montréalais, responsabilité déléguée par les neuf (9) arrondissements du territoire Montréal-Concordia, soit :
- Ahuntsic-Cartierville
- Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
- Plateau-Mont-Royal
- Rivière-Des-Prairies–Pointe-Aux-Trembles
- Rosemont–La Petite-Patrie
- Sud-Ouest
- Ville-Marie
- Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Les dix (10) autres arrondissements ont, pour leur part, conservé cette responsabilité à même leur offre de service. Entre-temps, en 2010, la Ville et tous les arrondissements s'engagent à reconnaître le sport régional comme faisant partie intégrante de leur offre de service, par le biais de la Déclaration sur le sport régional.

Depuis le 1er janvier 2021, suite aux consultations débutées en 2019, avec l'accord

administratif des dix-neuf (19) arrondissements, la Direction des sports s'est vue confier la gestion du sport régional et la mise en place des comités de travail avec les arrondissements. Le sport régional regroupe les activités qui nécessitent des échanges inter-arrondissements pour la pratique sportive. La coordination du sport régional permet d'utiliser de manière optimale les ressources disponibles à l'intérieur d'un cadre équitable pour les organismes concernés, dans le but de bâtir un système sportif montréalais cohésif et dynamique. Ainsi, un comité de politique de reconnaissance a été mis en place afin de débuter les travaux concernant la politique en sport régional ainsi que les outils qui s'y rattachent. En août 2022, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a proposé une offre de service formelle aux 19 arrondissements quant à son intervention en sport régional, autorisant notamment la rédaction et la mise en place d'une politique de reconnaissance en sport régional. Dix (10) arrondissements ont accepté cette offre de service via un sommaire décisionnel en septembre 2022, cinq (5) arrondissements ont accepté cette offre aux instances décisionnelles de leur arrondissement du mois d'octobre 2022, deux (2) arrondissements ont accepté en novembre 2022 et un (1) arrondissement prévoit l'acceptation aux instances du mois de décembre 2022, tandis que les représentations sont toujours en cours avec le 19e arrondissement.

Le SGPMRS reconnaît l'importance de l'apport de l'ensemble des organismes à but non lucratif (OBNL) sur le territoire, dans le développement de la pratique sportive pour la population montréalaise. C'est donc dans cet esprit de partenariat avec le milieu sportif organisé qu'une politique de reconnaissance en sport régional est mise en place. En complément de la politique de reconnaissance, un programme de soutien financier et un cadre de référence en octroi de plateaux sportifs sont aussi élaborés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1224670003 - CA22 170219 - Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce
1223550006 - CA22 19 0211 - Lachine
1228796002 - CA22 25 0213 - Plateau-Mont-Royal
1220125004 - CA22 26 0194 - Rosemont-Petite-Patrie
1228519001 - CA22 30 09 0264 - Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
1228980004 - CA22 220274 - Le Sud-Ouest
D'accepter, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), la prise en charge par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional.

1229710001 - CA22 27 0296 - Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
1224955001 - CA22 21 0184 - Verdun
1223060044 - CA22 09 0219 - Ahuntsic-Cartierville
1227817008 - CA22 20 0351 - Lasalle
1226094001 - CA22 16 0329 - Outremont
1226275007 - CA22 08 0437 - Saint-Laurent
1220391003 - (à venir) - Saint-Léonard
1224669001 - CA22 10 301 - Montréal-Nord
1229466004 - CA22 28 253 - Île-Bizard-Ste-Geneviève
d'accepter, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), l'offre de service de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour la prise en charge de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien au sport régional.

1227924004 - CA22 29 0263 - Pierrefond-Roxboro
1224539011 - CA22 14 0241 - Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

1225038001 - CA22 24 0312 - Ville-Marie
d'accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de service de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour la prise en charge de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional

1229622001 - CM22 0980
Offrir aux 19 arrondissements de la Ville de Montréal, la prise en charge par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

1101658001 – CM10 0767
Adopter la Déclaration sur le sport régional « La collaboration au bénéfice de nos jeunes »

DESCRIPTION

Ce sommaire décisionnel a pour but d'adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent.
La politique de reconnaissance et de soutien prend ancrage dans la Déclaration sur le sport régional. Elle définit l'admissibilité, les critères de reconnaissance et le soutien offert aux organismes sportifs à vocation régionale. Elle est appuyée d'un Programme de soutien financier en sport régional aux organismes reconnus (*Programm e)* ainsi que d'un cadre de référence afin de permettre une harmonisation des pratiques et de tendre vers une meilleure équité du partage des ressources municipales.

Cette Politique permet d'accorder un statut privilégié aux organismes ayant des liens avec la mission de la Ville et ses responsabilités en matière d'offre de service en sport à la population montréalaise. Cette reconnaissance permet l'accessibilité à une gamme de services de la Ville de Montréal. La *Politique* présente également les obligations auxquelles les organismes doivent se conformer pour obtenir et maintenir cette reconnaissance.

Le Programme de soutien financier aux associations régionales a comme prémisse de permettre aux associations régionales de déposer des demandes en fonction des besoins réels identifiés. Ce programme sera lancé en 2023, pour un soutien financier à partir de 2024.
Le soutien financier porte sur trois (3) volets:

- Soutien à l'encadrement des réseaux de compétitions
- Soutien à la formation du personnel et des bénévoles
- Soutien d'initiatives au développement sportif régional.

Le Cadre de référence prévoit les balises nécessaires pour l'attribution et la répartition équitable des plateaux sportifs dédiés à la pratique régionale. Les informations du cadre de référence se limitent aux grands principes permettant de mieux orienter les décisions des gestionnaires d'installations. Ses principaux objectifs sont :

- d'outiller les responsables d'organismes et les gestionnaires d'installations afin de tendre vers l'harmonisation de l'octroi des divers plateaux sportifs sur le territoire, et
- d'optimiser l'accessibilité aux installations en octroyant les plateaux à partir de paramètres quantifiables.

JUSTIFICATION

Puisque les arrondissements ont confié au SGPMRS la gestion et la coordination du sport régional, il est primordial de poser les assises de cette coordination par le biais d'une politique de reconnaissance permettant d'officialiser les liens entre la Ville et les organismes sportifs régionaux.
La Politique de reconnaissance et de soutien vise à officialiser, sur des bases équitables, les relations entre la Ville et les organismes du milieu sportif à vocation régionale. Ces relations, basées sur la réciprocité, permettent un échange entre l'organisme qui offre des services aux citoyens et la Ville qui lui fournit un soutien pour ce faire. La reconnaissance constitue un préalable essentiel à tous types de soutien de la Ville. Ce processus permet de resserrer les liens entre les différentes associations sportives sur le territoire et de clarifier la porte d'entrée officielle des organisations à vocation régionale. De plus, dans le cadre du nouveau programme de soutien financier, les montants seront attribués aux organismes en fonction des demandes de financement déposées par les associations régionales selon les besoins identifiés. Cette façon de faire démontre plus d'équité et de transparence dans le soutien accordé aux organismes sur l'ensemble du territoire montréalais.

Objectifs généraux de la politique de reconnaissance :

- Bâtir un système sportif montréalais cohésif et dynamique
- Harmoniser la qualité de l'intervention sportive au niveau régional sur le territoire
- Exercer un leadership favorisant la concertation de l'ensemble des organismes afin de contribuer à l'accessibilité, la complémentarité et à la qualité de l'offre de service à la population
- Accompagner et soutenir les organismes dont les activités sont en adéquation avec les orientations de la Ville
- Collaborer avec les organismes du milieu afin d'assurer une meilleure accessibilité des activités et des services sur le territoire municipal
- Utiliser de manière optimale les ressources publiques disponibles à l'intérieur d'un cadre équitable pour les organismes concernés.

Ces objectifs et le contenu de la politique de reconnaissance ont été entérinés par les différents intervenants des arrondissements au cours des consultations et des comités de travail mis en 2021 et 2022. Le Programme de soutien financier a été présenté aux arrondissements et aux associations régionales dans le cadre d'échanges qui ont permis de bonifier le Programme. Un comité de travail s'est aussi assuré de préciser le contenu et la portée du cadre de référence en octroi de plateaux sportifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes requises pour le Programme de soutien financier sont déjà prévues au budget de fonctionnement du SGPMRS. Suite à la reconnaissance des organismes en février 2023, les besoins budgétaires pourraient être réévalués dans les années subséquentes.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :
Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire
Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie

sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active et sportive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où la politique de reconnaissance n'est pas adoptée, le SGPMRS ne pourrait pas jouer son rôle de coordination du sport régional tel que recommandé lors de la démarche de consultation et ce, malgré l'accord administratif des 19 arrondissements. Dans le cas où le sommaire décisionnel se verrait retardé, cela engendrerait des délais dans plusieurs dossiers de concertation, mais surtout dans le lancement de la politique de reconnaissance en sport régional. Ce délai engendrerait un impact pour les organismes sportifs qui attendent ce processus de reconnaissance pour obtenir du soutien (financier, professionnel et en prêt de plateaux sportifs) de la Ville de Montréal.
Si la politique de reconnaissance est adoptée, les organismes sportifs montréalais pourront soumettre une demande de reconnaissance d'ici la fin 2022, ce qui permettra de respecter les échéanciers pour le lancement du Programme de soutien financier prévu en 2023. De plus, des liens officiels pourront être créés avec de nouveaux organismes sportifs, leur donnant accès à du soutien professionnel, événementiel et en installations.

Finalement, le présent dossier permet de respecter les engagements liés à la Déclaration du Sport régional adoptée par le conseil municipal et par l'ensemble des arrondissements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impacts liés à la COVID-19 dans le cadre de ce dossier décisionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le SGPMRS prévoit un lancement de la politique de reconnaissance. La documentation qui s'y rattache sera déposée sur le site internet de la Ville afin que les organismes puissent y accéder.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Nov. 2022 : Adoption de la politique de reconnaissance au Conseil municipal
Janv. 2023 : Dépôt des demandes de reconnaissance des organismes au SGPMRS
Printemps 2023 : Octroi de la reconnaissance aux organismes par le SGPMRS
Printemps 2023 : Lancement du programme de soutien financier par le SGPMRS
Automne 2023 : Confirmation du soutien financier aux associations sportives régionales par le SGPMRS
Hiver 2024 : Début du cycle de financement du programme de soutien des associations sportives régionales

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annie LARIVIERE, Montréal-Nord
Pascal PELLETIER, Ahuntsic-Cartierville
Chantal BRETON, Anjou
Mario LIMPERIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Geneviève LAPOSTOLLE, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Lynn THIBAULT, Lachine
James Edouard Ted COX, Lachine
Roch LANGELIER, LaSalle
Alexis OUELLETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Caroline HARKALA, Outremont
Marie-Andrée L'ESPÉRANCE, Outremont
Jay-Sun RICHARD, Pierrefonds-Roxboro
Katherine CREVIER, Le Plateau-Mont-Royal
Frederik VACHON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Genevieve PETIT, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Alain LAVOIE, Rosemont - La Petite-Patrie
Éric SIGOUIN, Saint-Laurent
Hugo A BÉLANGER, Saint-Léonard
Jean-François ARIANO-LORTIE, Le Sud-Ouest
Patrick LEVEILLE, Verdun
Karine BOULAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Frédéric STÉBEN, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Annie LARIVIERE, 27 septembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FILIATRAULT
Conseiller en planification

Tél : 5148687471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-06

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : (514) 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-09-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-27

Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional



Table des matières

Mot de la mairesse **3**
Mot de la responsable **4**
1. Préambule **5**
1.1 Repères historiques et cadre légal 5
Le sport, pour promouvoir la solidarité, l'équité et l'inclusion à Montréal 5
La Déclaration sur le sport régional 6
La Politique du sport et de l'activité physique 6
1.2 Soutien municipal 7
La Direction des sports alignée avec les orientations municipales 7
Contexte actuel 7
2. Définitions **8**
3. Fondements de la politique **9**
3.1 Principes d'interventions 10
3.2 Objectifs généraux 10
4. Domaine d'intervention **10**
5. Modalités de reconnaissance des organismes **11**
5.1 Critères d'admissibilité et de reconnaissance 11
5.1.1 Statut juridique 11
5.1.2 Fonctionnement administratif 11
5.1.3 Offre de service 11
5.2 Exclusion 12
6. Le soutien **12**
6.1 Soutien en installations 12
6.2 Soutien événementiel 12
6.3 Soutien professionnel 12
6.4 Soutien financier 12
7. Demande de reconnaissance **13**
7.1 Dépôt de la demande 13
7.2 Cheminement de la demande 14
7.3 Documentation administrative exigée 14
7.4 Officialisation de la reconnaissance 14
7.5 Processus d'appel 14
8. Conditions liées au maintien de la reconnaissance **15**
8.1 Période de validité et de renouvellement 15
8.2 Maintien 15
8.3 Reddition de comptes annuelle et évaluation 15
8.4 Révocation de la reconnaissance 15
8.5 Arrêt d'activités et résiliation 16

Mot de la mairesse


Crédit photo : VDM / Sylvain Légaré

Ville sportive par excellence, Montréal est fière de présenter sa Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional. Elle a été élaborée dans le but premier d'accorder un statut privilégié aux organismes ayant des liens avec la mission de la Ville et ses responsabilités en matière d'offre de services sportifs à la population montréalaise.

Ce nouvel encadrement permettra d'accroître la visibilité du sport par la valorisation d'initiatives régionales, ainsi que par le soutien aux réseaux de compétition et à la formation. Les athlètes montréalais pourront ainsi briller et s'épanouir dans la pratique de leur sport.

En se dotant de cette politique, Montréal met de l'avant la relation de partenariat avec les organismes sportifs. Elle renforce la collaboration avec les arrondissements en matière de soutien de la pratique sportive régionale et de l'accès aux plateaux sportifs.

Nous souhaitons que le lancement de cette Politique reflète l'importance qu'accorde la Ville au bien-être de sa population, et positionne notre métropole comme chef de file en matière de développement du sport régional.

Mme Valérie Plante
Mairesse de Montréal

Mot de la responsable



Ville olympique, Montréal a des racines sportives profondes qui n'ont cessé de croître depuis 1976. C'est donc avec joie et fébrilité que nous présentons la Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional qui permet d'offrir un soutien officiel aux différents partenaires qui assurent le développement de la pratique sportive régionale à Montréal.

Imprégnée du volet Montréal active du Plan nature et sports de la Ville, la Politique de reconnaissance et de soutien permet de clarifier les rôles et les responsabilités des différents interlocuteurs en sport régional. Par la création de cette Politique, Montréal met de l'avant un soutien équitable et de qualité en sport régional sur l'ensemble de son territoire afin de faire de notre métropole une ville toujours plus active.

Fruit d'un travail rigoureux et concerté, cette Politique officialise une offre de service à plus grande échelle qui favorise une véritable synergie entre l'ensemble des acteurs gravitant dans les 19 arrondissements. Ultimement, ce travail permet d'améliorer le développement sportif de nos jeunes athlètes.

Nous croyons fermement qu'en participant au soutien de nos organismes régionaux, nous arriverons à améliorer le service actuel et à tendre vers une harmonisation des pratiques sur tout le territoire de la ville, et ce, au bénéfice des tous les montréalais·es.

Ensemble, nous faisons et continuerons de faire de Montréal une métropole sportive vibrante pour la jeunesse.



Mme Caroline Bourgeois
Vice-présidente du comité exécutif et responsable des grands parcs,
des sports et loisirs, du Mont-Royal, du parc Jean-Drapeau,
d'Espace pour la vie et de l'Est de Montréal

1. Préambule

1.1 Repères historiques et cadre légal

Le sport, pour promouvoir la solidarité, l'équité et l'inclusion à Montréal

Depuis 2002, la Charte de la Ville de Montréal attribue la compétence du sport, incluant le sport d'élite, aux conseils d'arrondissement, tel que le précise l'article 141 : « […] *le conseil d'arrondissement est également responsable de l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels. Il peut notamment à cette fin soutenir financièrement des organismes dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité physique et culturelle.* »

Ainsi, la majorité des responsabilités liées au sport ont été transférées aux conseils d'arrondissement. Indépendamment et pour leur seul territoire, ces derniers décident des ressources qu'ils accordent au sport, de l'initiation à l'élite, principalement :

- en offrant des équipements sportifs spécialisés pour l'entraînement et la compétition;
- en appuyant financièrement les OBNL partenaires de l'offre de service;
- en fournissant au besoin une expertise.

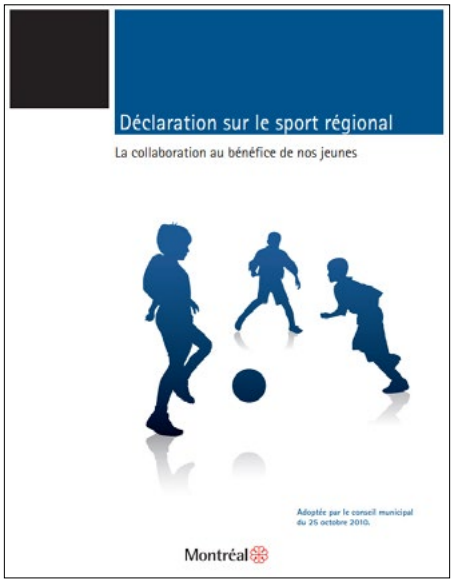
Si, à partir de 2002, le sport est devenu une compétence d'arrondissement à la Ville de Montréal, c'est dès son entrée en vigueur en 2006 que le conseil d'agglomération de Montréal a été chargé des compétences en « aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale »[1].

D'autre part, en vertu de l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal est responsable de certains équipements et infrastructures d'intérêt collectif tels que l'aréna Maurice-Richard, le centre de tennis du parc Jarry (Stade IGA), le complexe sportif Claude-Robillard, le stade de soccer de Montréal, le TAZ, le complexe sportif Marie-Victorin et les équipements du parc Jean-Drapeau.

L'intervention de la Ville de Montréal en sport prend appui, entre autres, sur la Déclaration sur le sport régional qui met en évidence l'importance de la collaboration et de la mise en commun des ressources au bénéfice des jeunes. Par son engagement, la Ville reconnaît les bienfaits de la pratique sportive et son impact sur le développement global des jeunes sportifs. Pour y parvenir, la Ville prévoit des orientations reflétant sa volonté de promouvoir et de rendre plus accessible la pratique sportive et ses installations sportives municipales.

1 En vertu de l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal 1229-2005 qui précise que « l'aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale » est une activité d'intérêt collectif.

La Déclaration sur le sport régional



En 2010, la Ville et les arrondissements s'engagent à reconnaître le sport régional comme faisant partie intégrante de leur offre de service.
Par cette déclaration, les conseils d'arrondissement et le conseil municipal déclarent que le développement optimal des jeunes sportifs repose sur les cinq conditions essentielles suivantes:

- l'appui des parents, de la communauté et des décideurs
- l'accès des jeunes sportifs à des plateaux sportifs de qualité
- l'accès des jeunes sportifs à des clubs sportifs et organismes régionaux dynamiques et bien organisés
- l'accès des jeunes sportifs à un bassin de participants adéquat et à des entraîneurs qualifiés
- l'accès des jeunes sportifs à un réseau de compétitions bien organisé et bien réparti

La Politique du sport et de l'activité physique



La Ville de Montréal a adopté sa première Politique du sport et de l'activité physique à l'automne 2014 et mis de l'avant des orientations qui s'intègrent parfaitement aux quatre grands axes établis lors du Sommet Montréal physiquement active, soit :

- un aménagement des milieux de vie en faveur de l'activité physique
- l'accessibilité des transports actifs et du plein air urbain
- la valorisation de la pratique sportive et de ses événements
- la promotion et la communication d'un mode de vie physiquement actif

1.2 Soutien municipal

À la suite d'une révision des responsabilités municipales ainsi que de consultations sur la pratique sportive régionale, la Direction des sports, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), se voit confier la coordination des mandats en sport régional et ce, à compter du 1er janvier 2021. Ceux-ci consistent à la gestion des conventions de partenariat relatives au *Programme de soutien aux associations sportives régionales*, ainsi qu'à la gestion des réservations des terrains sportifs extérieurs pour le territoire Montréal-Concordia.

Afin que le SGPMRS puisse être responsable de l'organisation du sport régional et de la gestion de la Politique de reconnaissance et de soutien, les arrondissements de la Ville de Montréal lui ont délégué les compétences en sport régional, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

Le SGPMRS reconnaît l'importance de l'apport de l'ensemble des organismes à but non lucratif (OBNL) sur le territoire dans le développement de la pratique sportive pour la population montréalaise. C'est donc dans cet esprit de partenariat avec le milieu sportif organisé que cette politique est mise en place.

La Direction des sports alignée avec les orientations municipales

La mission de la Direction des sports est d'« *Assurer une cohérence des interventions en sport sur le territoire de la Ville, en concertation avec les arrondissements et divers organismes, et de contribuer, par son expertise, son leadership et ses installations d'envergure, au développement de la pratique du sport et de l'activité physique et au rayonnement de Montréal en tant que ville olympique et métropole sportive de premier plan.* »



En 2021, avec le déploiement de la stratégie *Montréal Active*, la Direction des sports réitère ses engagements dans le soutien aux arrondissements, tout en contribuant aux objectifs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La stratégie s'appuie sur les principes d'inclusion et d'équité, de concertation et de collaboration, de leadership et d'innovation, de résilience et de développement durable. Le volet *Montréal Active* du Plan nature et sports énonce des objectifs de réduction de la sédentarité et propose des actions innovantes pour rendre Montréal plus active. En synergie avec les arrondissements, les autres services municipaux et les organismes du milieu, la stratégie Montréal Active vise à mettre en place des environnements et des conditions favorables pour **« Bouger + au quotidien dans notre métropole ! »**

Trois principes directeurs orientent les actions du SGPMRS pour atteindre les objectifs visés par la stratégie *Montréal Active* :

1. Inciter à une vie active et sportive
   - Implantation de conditions favorables
   - Concertation de l'écosystème sportif montréalais
2. Offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité
   - Consolidation des infrastructures municipales
   - Mise en réseau des infrastructures collectives
3. Encourager le tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs
   - Leadership métropolitain auprès des organismes et promoteurs
   - Priorisation à la tenue d'événements sportifs diversifiés, durables et de qualité

Contexte actuel

Entre le conseil d'agglomération, le conseil municipal et les conseils d'arrondissement, la répartition des responsabilités sur le plan du sport régional n'était pas clairement définie. Un des principaux objectifs de cette politique est d'assurer un développement cohérent du sport régional à Montréal.

Les organisations sportives, quant à elles, ont été consultées à plusieurs occasions au cours de la démarche. Que ce soit lors des Sommets du sport de 2016, 2018 et 2020, organisés par le Conseil du sport de Montréal, ou encore lors de la consultation menée par la Ville de Montréal en 2019 auprès des partenaires et des intervenants de la pratique

sportive régionale montréalaise (221 répondants au sondage et 8 groupes de discussions), les constats demeurent les mêmes. Le support financier et l'accès aux plateaux sportifs pour la pratique régionale sont au cœur des préoccupations et des besoins du milieu.

2. Définitions

Clubs sportifs locaux

Un club sportif présentant une offre de service dans l'arrondissement où il est situé, ouvert à tous et qui compte des membres actifs provenant majoritairement de son arrondissement. Cet organisme a pour mission le développement de son sport dans l'arrondissement et est reconnu comme tel par sa fédération sportive.

Clubs sportifs supralocaux ou régionaux

Un organisme structuré et fédéré encadrant le développement des athlètes dans une discipline sportive ayant une finalité de performance au sein des réseaux régionaux, provinciaux, nationaux et internationaux. Le club sportif est un organisme unidisciplinaire ou multidisciplinaire regroupant des membres qui partagent un même intérêt pour la pratique de leur sport. Sa clientèle provient de plusieurs arrondissements ou villes liées.

Clubs sportifs à vocation élite ou de haut niveau

Leur encadrement, leur expertise et les installations qu'ils utilisent attirent des athlètes de partout. Ils forment et encadrent des athlètes performants au Québec, au Canada et à l'international de manière continue. Ceux-ci sont identifiés espoir, relève, élite ou excellence par leur fédération sportive.

Association sportive régionale

Un organisme regroupant des membres qui partagent un intérêt commun pour le développement régional d'un ou plusieurs sports reconnus soit par une fédération sportive provinciale, nationale ou par une instance officielle. Il promouvoit et soutient le sain développement des athlètes et de leur sport, au niveau récréatif et compétitif :

- en prolongeant en région la mission de sa fédération sportive, le cas échéant;
- en encadrant, et parfois en dirigeant, les compétitions de son sport sur le territoire;
- en soutenant l'organisation et la réalisation d'événements à divers niveaux, tel que les finales régionales des Jeux du Québec et les Jeux de Montréal;
- en offrant des services à ses membres, comme des formations aux entraîneurs, aux officiels ou d'autres types de services;
- en favorisant le développement et l'encadrement des clubs locaux et des athlètes sous sa responsabilité;
- en favorisant la concertation et la collaboration entre ses membres et la concertation avec les organismes partenaires;
- en assurant le respect des règles de la fédération sportive, tant sur le plan technique qu'au niveau de la pratique sécuritaire et éthique;
- en mettant en place des structures de concertation régionales démocratiques et transparentes;
- en recrutant et en formant des bénévoles compétents, afin d'assurer la saine gestion et le développement optimal de son sport.

Fédération sportive

Les fédérations québécoises reconnues par le MÉES ou les fédérations canadiennes reconnues par Sport Canada (uniquement en l'absence d'une fédération québécoise reconnue par le MÉES). Une fédération sportive a comme responsabilité :

- d'élaborer et mettre en œuvre un plan de développement de l'excellence sportive;
- de mettre en œuvre des programmes de formation et de perfectionnement des cadres sportifs;
- de collaborer à l'élaboration et à la gestion d'un réseau de compétitions sur son territoire dans sa ou ses disciplines;
- de régir la ou les disciplines dans son champ d'activité;
- de représenter la structure de son ou ses sports auprès des autres institutions (fédérations nationales ou internationales).

Organisme multiservice

Un organisme qui présente une offre de plusieurs services à ses membres, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, et qui compte des membres actifs provenant majoritairement de la Ville. Cet organisme offre plusieurs services aux associations sportives régionales, aux clubs non représentés par une association régionale ou à des acteurs partenaires du milieu sportif montréalais.

Exemple des services offerts :

- représentation auprès des diverses instances;
- concertation des différents acteurs du milieu;
- soutien au niveau de l'administration des organismes membres;
- appui aux membres pour les relations avec les médias;
- etc.

Organisme multisports

Un organisme qui présente une offre de service sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal et qui compte des membres actifs provenant majoritairement de la Ville. Cet organisme offre plusieurs sports tout en favorisant le développement des sports tant au niveau récréatif qu'au niveau compétitif. Cet organisme doit être reconnu par une fédération sportive provinciale.

Les équipements relevant de la Ville de Montréal (Ville centre)

Ces équipements sont identifiés dans la charte de la Ville, il s'agit des arénas Maurice-Richard et Michel-Normandin, du Centre de tennis du parc Jarry, du Complexe sportif Claude-Robillard, du Stade de soccer de Montréal, du TAZ et du Complexe sportif Marie-Victorin qui sont gérés directement par la Direction des sports, plus spécifiquement la Division de la gestion des installations sportives (DGIS).

Les équipements sportifs supralocaux

Les équipements supralocaux sont des équipements d'arrondissement dont la desserte et le rayonnement dépassent largement l'arrondissement dans lequel ils sont situés. Ils se distinguent par la concentration d'athlètes de haut niveau parmi leur clientèle, leur capacité d'accueil de compétitions d'envergure ou par leur clientèle provenant de plusieurs arrondissements. Ces équipements constituent des pôles de pratique sportive spécialisés. Ils contribuent à la vitalité des territoires ainsi qu'au développement des athlètes de haut niveau.

Territoire

Cette politique concerne le territoire de la Ville de Montréal qui regroupe les 19 arrondissements dont elle est constituée.

Point de service

Lieu de pratique régulier ou permanent de l'organisme.

3. Fondements de la politique

La politique de reconnaissance et de soutien prend ancrage dans la Déclaration sur le sport régional. Elle définit l'admissibilité, les critères de reconnaissance et le soutien offert aux organismes sportifs à vocation régionale. Elle est appuyée d'un Programme de soutien financier en sport régional aux organismes reconnus (*Programme*) ainsi que d'un cadre de référence afin de permettre une harmonisation des pratiques et de tendre vers une meilleure équité du partage des ressources municipales.

Cette Politique permet d'accorder un statut privilégié aux organismes ayant des liens avec la mission de la Ville et ses responsabilités en matière d'offre de service en sport à la population montréalaise. Cette reconnaissance permet l'accessibilité à une gamme de services de la Ville de Montréal. La *Politique* présente également les obligations auxquelles les organismes doivent se conformer pour obtenir et maintenir cette reconnaissance.

La Politique de reconnaissance et de soutien vise à officialiser, sur des bases équitables, les relations entre la Ville et les organismes du milieu sportif à vocation régionale. Ces relations, basées sur la réciprocité, permettent un échange entre l'organisme qui offre des services aux citoyens et la Ville qui lui fournit un soutien pour le faire. La reconnaissance constitue un préalable essentiel à tous types de soutien de la Ville.

3.1 Principes d'interventions

- Placer la jeunesse au cœur des priorités en sport régional
- Favoriser le développement d'une synergie entre les divers acteurs du milieu par la collaboration et la concertation
- Assurer la complémentarité dans l'offre de service et du soutien offert aux divers organismes sportifs sur le territoire
- Faciliter l'accès aux installations sur le territoire à toute la population montréalaise et aux organismes sportifs régionaux
- Identifier clairement les modes d'attribution des ressources, qui devront être équitables, transparents et adaptés aux besoins de chacun des organismes en fonction des ressources disponibles et des priorités municipales

3.2 Objectifs généraux

- Bâtir un système sportif montréalais cohésif et dynamique
- Harmoniser la qualité de l'intervention sportive au niveau régional sur le territoire
- Exercer un leadership favorisant la concertation de l'ensemble des organismes afin de contribuer à l'accessibilité, la complémentarité et à la qualité de l'offre de service à la population
- Accompagner et soutenir les organismes dont les activités sont en adéquation avec les orientations de la Ville
- Collaborer avec les organismes du milieu afin d'assurer une meilleure accessibilité des activités et des services sur le territoire municipal
- Utiliser de manière optimale des ressources publiques disponibles à l'intérieur d'un cadre équitable pour les organismes concernés.

4. Domaine d'intervention

Pour la Direction des sports (DS), la coordination du sport régional a comme objectif d'unir les efforts et d'axer les interventions de la Ville de Montréal, de ses arrondissements et de ses collaborateurs (partenaires) sur les besoins et le développement des athlètes, en priorisant la clientèle jeunesse, afin de faciliter leur progression dans un réseau de compétition et leur accessibilité aux installations, sans égard à leur lieu de résidence ou territoire sportif.

En accord avec la mission, la vision et les valeurs, ainsi que le cadre d'intervention de la Direction des sports, les domaines d'intervention de la Politique de reconnaissance et de soutien sont les suivants :

- Associations sportives régionales
- Organismes multisports
- Organismes multiservices

5. Modalités de reconnaissance des organismes

Cette Politique permet d'identifier, à partir de critères précis, la nature des liens et de l'accessibilité à l'octroi possible d'un soutien financier dont pourrait bénéficier chaque organisme à portée régionale lorsqu'il souhaite collaborer avec la Ville.

5.1 Critères d'admissibilité et de reconnaissance

La première étape du processus permet d'évaluer si un organisme est admissible à la reconnaissance. Un organisme qui ne se conforme pas à l'un ou l'autre des critères ne pourra être reconnu.
La conformité aux critères ne garantit pas l'obtention de la reconnaissance de la Ville. Une analyse de la demande sera réalisée par un comité d'experts qui recommandera la reconnaissance à accorder.

5.1.1 Statut juridique

- Être un OBNL en règle, dûment constitué, selon la loi sur les compagnies, partie III (LRQ, c. C-38) ou la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, c23)
- Maintenir ce statut actif au Registraire des entreprises
- Être légalement constitué et actif depuis au moins 2 ans[2]
- Respecter les lois, politiques et règlements fédéraux et provinciaux, ainsi que les politiques et règlements de la Ville de Montréal

5.1.2 Fonctionnement administratif

- Avoir son siège social sur l'île de Montréal
- Contribuer par des revenus autonomes au financement de ses activités et démontrer une gestion financière saine et transparente
- Être doté de règlements généraux à jour favorisant la participation et le fonctionnement démocratique de l'organisme
- Être constitué d'un conseil d'administration élu démocratiquement et tenir obligatoirement une assemblée générale annuelle
- Pour une association régionale, être affiliée à une fédération québécoise reconnue par le MEES ou à une fédération canadienne reconnue par Sport Canada, uniquement en l'absence d'une fédération québécoise reconnue par le MEES, et déposer une lettre confirmant une reconnaissance ainsi que le mandat qui est attribué à l'organisme par celle-ci
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile ayant la Ville de Montréal comme coassurée dans la mesure où l'organisme utilise des installations appartenant à la Ville de Montréal

5.1.3 Offre de service

- Avoir une mission compatible avec celle de la direction des sports de la Ville de Montréal, notamment au niveau de l'impact de l'offre de service dans le milieu et de son lien avec les priorités identifiées par la Direction.
- Posséder des lettres patentes comportant des objets reliés à l'offre de service régionale dans l'intérêt de l'ensemble de la population
- Intervenir dans un domaine d'activité du sport régional
- Exercer ses activités sur le territoire et proposer une offre de service publique et inclusive
- Opérer minimalement un point de service sur le territoire de la Ville de Montréal
- Assurer une programmation diversifiée, de qualité et l'accessibilité à ses activités et s'engager à ce qu'aucune forme de discrimination ne limite la participation
- Par souci de complémentarité, se différencier d'un autre organisme soit par l'offre de service, soit par la clientèle rejointe, soit par la desserte territoriale

Même si un organisme répond à la totalité des critères, cela ne constitue pas nécessairement un droit à la reconnaissance, à l'obtention d'un financement ou d'une autre ressource. Le SGPMRS et les arrondissements sont assujetties à plusieurs impératifs, notamment la disponibilité des ressources.

2 L'organisme comptant moins de 2 ans d'existence peut adresser une demande d'admissibilité et de reconnaissance à la Ville de Montréal. Les conditions de la reconnaissance éventuelle ainsi que les modalités de reddition de comptes seront évalués au cas par cas.

5.2 Exclusion

Cette Politique s'adresse aux OBNL œuvrant sur le territoire de la Ville de Montréal. Certains organismes dont l'action ne répond pas à la mission de la DS sont exclus.
Bien que constitués en tant qu'OBNL, ceux-ci ne s'inspirent pas, dans leur intervention, des critères définissant la pratique du sport régional. Il s'agit des organismes suivants :

- Les organismes institutionnels, publics ou parapublics avec lesquels des ententes spéciales peuvent être convenues
- Les entreprises privées à but lucratif
- Les équipes professionnelles ou semi-professionnelles
- Les établissements, les comités, les organismes, les groupes ou les fondations issus du milieu scolaire
- Les ligues adultes
- Les ordres professionnels et les organisations syndicales qui ont uniquement pour mission de soutenir, de régir ou de protéger des intérêts du milieu professionnel, des affaires, du travail ou de ses propres membres
- Les organisations à caractère religieux et politique
- Les fondations et les organismes à vocation philanthropique qui ont uniquement pour mission de recueillir et de distribuer des fonds
- Les organismes déjà reconnus par d'autres instances de la Ville de Montréal
- Les organismes œuvrant principalement dans les champs de compétences différents de ceux de la Ville de Montréal

6. Le soutien

Dans les limites des ressources dont ils disposent, le SGPMRS et les arrondissements, offrent aux organismes reconnus un ensemble de services (outils, soutien, accompagnement) afin de faciliter la réalisation de leurs activités. Le soutien devra respecter les Règlements sur les tarifs en vigueur dans les arrondissements.

6.1 Soutien en installations

Prêt ou location de salles, plateaux sportifs, locaux d'entreposage, espaces administratifs et équipements spécifiques pour la réalisation de l'offre de service par le biais d'un contrat de prêt ou de location de plateaux.

6.2 Soutien événementiel

Prêt ou location de matériel ou soutien technique à l'organisation des événements qui se déroulent sur le domaine public (parcs) ou dans les installations de la Ville.

6.3 Soutien professionnel

Accompagnement professionnel par des employés de la Ville pour résoudre des enjeux et des défis organisationnels tels que :

- la gouvernance
- le recrutement et la rétention des ressources humaines
- le développement sportif
- la recherche de financement
- le respect des obligations municipales

Ce service offert par le personnel de la Ville peut prendre différentes formes selon les besoins (expertise conseil, outils administratifs, références, etc.).

6.4 Soutien financier

La Ville de Montréal met à la disposition des OBNL des programmes de soutien financier récurrents :

- Programme de soutien financier des associations sportives reconnues
- Programme de soutien aux activités sportives et de loisirs nautiques
- Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

Des appels de projets ou d'initiatives peuvent être déployés de façon ponctuelle, selon la disponibilité financière et la conjoncture (ex. : appel d'initiatives de relance post-COVID-19). Les arrondissements offrent également du soutien financier aux organismes reconnus localement.

7. Demande de reconnaissance

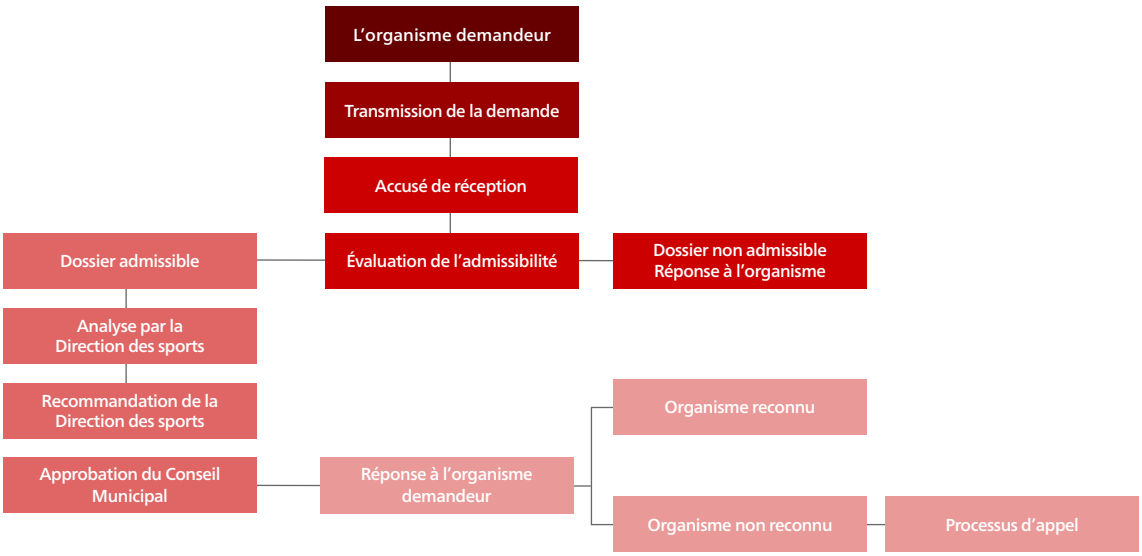
7.1 Dépôt de la demande

Les demandes seront examinées une fois par année par la Direction des sports. Tout organisme souhaitant être reconnu doit remplir le formulaire de demande de reconnaissance prévu à cet effet (Annexe 1) et le faire parvenir accompagné des documents exigés pour l'analyse de sa candidature. L'organisme demandeur a l'obligation de déposer un dossier complet sans quoi la demande pourrait être jugée inadmissible.

Les demandes de reconnaissance seront reçues **au plus tard le 1er octobre de chaque année à partir de 2023**. Le formulaire de demande de reconnaissance doit être rempli et transmis à l'adresse suivante : sportregional@montreal.ca

Pour obtenir de l'aide ou pour tout complément d'information concernant le dépôt d'une demande de reconnaissance, les organismes sont invités à communiquer avec les agents de développement par courriel à l'adresse sportregional@montreal.ca

7.2 Cheminement de la demande



7.3. Documentation administrative exigée

Aux fins de l'étude de l'admissibilité et de la reconnaissance d'un organisme, les documents permettant de vérifier la conformité doivent être envoyés à l'adresse courriel sportregional@montreal.ca. La liste des documents exigés se trouve dans l'aide-mémoire pour la reddition de comptes (Annexe 5).

7.4. Officialisation de la reconnaissance

Le Conseil municipal, par voie de résolution, accordera en décembre de chaque année, le statut d'organisme reconnu aux organismes demandeurs qui se seront qualifiés. Une réponse écrite formulée par la Direction des sports et précisant la date de début et la durée de la reconnaissance sera alors acheminée à l'organisme. En cas de refus, l'organisme aura la possibilité de déposer une nouvelle demande après un délai de trois (3) ans (une demande possible chaque trois ans).

7.5. Processus d'appel

Une nouvelle demande de reconnaissance pourra être déposée avant le délai de trois (3) ans, si l'organisme démontre par écrit que des changements importants ont été apportés aux éléments pour lesquels la reconnaissance lui avait été refusée.

Si l'organisme est en désaccord avec la décision émise, soit la non reconnaissance, il pourra faire appel en faisant parvenir une lettre expliquant son point de vue à la Direction des sports .

Advenant l'un ou l'autre de ces cas, un comité de révision constitué de professionnels de la direction des sports et des arrondissements sera mis en place afin de réévaluer la demande de reconnaissance.

8. Conditions liées au maintien de la reconnaissance

8.1 Période de validité et de renouvellement

La reconnaissance est acquise pour une durée maximale de trois (3) ans au terme de laquelle une demande de renouvellement devra être déposée. Aussi, l'organisme doit respecter la date limite de dépôt, soit le premier octobre de l'année du terme de la reconnaissance, en remplissant le formulaire de demande de reconnaissance en plus de fournir l'ensemble des documents exigés.

8.2 Maintien

Le maintien du statut d'organisme reconnu reste conditionnel au respect des critères et exigences reliés à la reconnaissance en tout temps pendant le terme de trois (3) ans. Toutefois, advenant un changement majeur durant cette période, la Direction des sports se réserve le droit d'effectuer une révision du statut de l'organisme.

Un organisme pourrait voir son statut d'organisme reconnu révoqué dans certaines situations, dont :

- Être en défaut de rencontrer les obligations générales ou spécifiques liées à la reconnaissance ou à la reddition de comptes
- Avoir utilisé l'organisme comme prête-nom à des fins personnelles ou pour un tiers
- Avoir commis un manquement éthique
- Avoir été radié d'office par le Registraire des entreprises du Québec
- Avoir cessé, de façon temporaire ou permanente, les activités en vertu desquelles il a été reconnu.

8.3 Reddition de comptes annuelle et évaluation

L'organisme reconnu par la Direction des sports doit fournir annuellement une reddition de comptes au plus tard cent vingt (120) jours suivant la date de fin de son année financière. Les documents exigés sont obligatoires et nécessaires au maintien de la reconnaissance. Il est également possible que la Direction des sports demande des documents supplémentaires aux fins d'évaluation de la demande.

À la suite de la réception desdits documents, la Direction des sports procédera à l'évaluation annuelle de l'organisme afin de confirmer ou infirmer le maintien de la reconnaissance et du soutien.

8.4 Révocation de la reconnaissance

Tout organisme qui ne répond plus aux critères et exigences reliés à la reconnaissance verra son statut d'organisme reconnu révoqué ainsi que tout le soutien dont il bénéficiait. Cette révocation sera entérinée par la Direction des sports selon les étapes suivantes :

1. Premier avis écrit informant l'organisme des mesures et modalités nécessaires au maintien de la reconnaissance
2. Rencontre entre l'organisme et la Direction des sports pour expliquer les critères à respecter pour éviter la révocation
3. Deuxième avis écrit spécifiant les mesures nécessaires au maintien et le délai à respecter pour s'y conformer
4. Avis officiel de la révocation de la reconnaissance et retrait de la liste des organismes régionaux reconnus

8.5 Arrêt d'activités et résiliation

En cas de cessation des activités, la reconnaissance est suspendue jusqu'à ce que l'organisme ait signifié par avis écrit à la Direction des sports son intention d'arrêter irrévocablement ou de reprendre ses activités. Après un arrêt d'un an, l'organisme doit déposer une nouvelle demande de reconnaissance.

En tout temps et de sa propre initiative, un organisme peut demander la résiliation de sa reconnaissance en faisant parvenir à la Direction des sports une lettre signée par son mandataire désigné ainsi que la résolution du conseil d'administration attestant cette demande.

En cas de dissolution, l'organisme doit faire parvenir à la Direction des sports, un acte de dissolution.

Annexes

Annexe 1 : Formulaire de demande de reconnaissance

Annexe 2 : Gabarit - Résolution du conseil d'administration pour la demande de reconnaissance

Annexe 3 : Modèle de lettre de l'attestation de la fédération sportive

Annexe 4 : Gabarit de membership

Annexe 5 : Aide-mémoire pour la reddition de comptes

Montréal

montreal.ca

Ville de Montréal (09-22) 28457



Programme de soutien financier des associations sportives régionales

1. Préambule

Le Programme de soutien financier s'adresse aux associations sportives régionales reconnues par la Ville de Montréal dans le cadre de la politique de reconnaissance en sport régional. Pour obtenir cet appui financier, l'organisme doit, conformément à sa mission, déposer une demande dans le cadre d'un ou de plusieurs volets du programme.

Ce Programme de soutien financier a comme prémisse de permettre aux associations régionales de déposer des demandes en fonction des besoins réels en termes d'encadrement de réseaux de compétition, de formation et de développement sportif régional. Les assises du Programme sont en adéquation avec la Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional de la Ville de Montréal.

2. Objectifs du programme

- Soutenir les associations régionales dans le déploiement de l'offre de service à portée régionale auprès des jeunes de la ville de Montréal
- Soutenir les associations régionales dans l'offre de formations à leur personnel, aux officiels et aux bénévoles de leur organisme
- Favoriser le développement des disciplines sportives au niveau régional
- Susciter les différents partenaires impliqués à se consulter et se concerter
- Favoriser l'accessibilité aux activités sportives
- Offrir à la population montréalaise l'opportunité de pratiquer des activités sportives et de participer à des événements sportifs dans un encadrement optimal et des conditions sécuritaires
- Permettre aux jeunes de poursuivre leur développement sportif aux niveaux initiation, récréation, compétition ainsi qu'au niveau élite
- Favoriser la collaboration des associations sportives régionales dans l'organisation d'événements sportifs soutenus par la Ville de Montréal

3. Description du programme

Le Programme de soutien financier en sport régional de la Ville de Montréal soutient les associations sportives qui offrent aux jeunes la possibilité de se développer dans une discipline sportive, dans un contexte de pratique sportive régionale. Il tire son origine de la Déclaration sur le sport régional, adoptée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, et de la Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional. Ce programme se décline en 3 volets.

01	**Soutien à l'encadrement des réseaux de compétitions**
02	**Soutien à la formation des entraîneurs, marqueurs, officiels, bénévoles, etc.**
03	**Soutien d'initiatives au développement sportif régional**

3.1 Détails des volets du programme

Volets du programme	Description	Dépenses admissibles
Volet 1 : Soutien à l'encadrement des réseaux de compétitions	Soutien à l'encadrement des réseaux de compétitions par la coordination des calendriers annuels orchestrés et mis en œuvre par les associations régionales prioritairement pour la clientèle jeunesse (telle que définie par la fédération sportive)	• Salaire d'encadrement des réseaux de compétition (arbitrage, confection des calendriers, etc.) • Frais d'assignation des officiels • Frais d'administration (15 % maximum) • Frais d'installations sportives non municipales*
Volet 2 : Soutien à la formation du personnel et des bénévoles	Soutien à la formation permettant de couvrir une partie des dépenses liées à la mise en place de processus d'apprentissage et d'accompagnement du personnel et des bénévoles de l'organisme (entraîneurs, marqueurs, officiels, bénévoles, etc.)	• Salaire des formateurs • Frais des outils de formation • Frais d'inscriptions aux formations • Frais de conception de formation
Volet 3 : Soutien d'initiatives au développement sportif régional	Soutien à des initiatives au développement sportif régional en lien avec les principes d'interventions et les objectifs de la Politique, principalement pour les 17 ans et moins	• Achat de matériel et d'équipement dédiés au projet • Salaire pour l'encadrement et/ou l'animation • Frais de location d'équipement pour la tenue d'un événement sportif • Frais de promotion du projet • Frais d'administration (15 % maximum) • Frais de sanction d'événements provinciaux • Frais d'installations sportives non municipales*

* Lorsque les installations municipales ne sont pas disponibles

3.2 Dépenses non admissibles

- Pour l'ensemble des volets, les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :
- Les dépenses destinées exclusivement à une participante ou un participant (ex. : articles promotionnels, prix de participation, bourse, frais de transport ou de déplacement, frais de participation à des compétitions ou des tournois, etc.)
- L'achat de nourriture et de boissons alcoolisées
- La construction ou la rénovation d'infrastructures
- Toutes les dépenses déjà remboursées par un autre programme de soutien financier, afin d'éviter le double financement

3.3 Conditions de la contribution

- Suite au dépôt d'un projet, la contribution financière peut être accordée pour un maximum de trois (3) ans
- Dans le cas d'une entente sur plusieurs années, une évaluation annuelle du projet et de l'utilisation des fonds est réalisée afin de confirmer l'octroi des fonds pour l'année suivante,
- Une seule demande par organisme par volet pourra être déposée annuellement
- La contribution financière de la Ville de Montréal doit représenter un levier financier qui s'élève à un maximum de 75% des dépenses admissibles du projet déposé. Ce soutien financier doit donc être complémentaire à d'autres sources de financement ou d'autofinancement de l'organisme

4. Critères d'admissibilité

Afin de déposer une demande, l'organisme doit répondre à ces critères d'admissibilité :

- Être une association régionale, ou un club sportif supralocal ou régional mandaté par sa fédération sportive et reconnu par la Ville de Montréal
- Avoir respecté toutes les obligations liées à sa reconnaissance par la Ville ainsi qu'aux convention antérieures

5. Critères d'évaluation

En fonction des projets déposés, le comité d'analyse fera son évaluation sur des critères mesurables selon une grille d'évaluation. Ainsi les associations sportives régionales devront démontrer :

- leur responsabilité face au projet
- la pertinence de leur demande, par l'arrimage aux objectifs du Programme de soutien financier
- le rayonnement sur le territoire (nombres d'heures offert, groupe d'âge, etc.)
- la complémentarité avec les autres projets ou activités existantes
- le réalisme des prévisions budgétaires, du montage financier et du calendrier de réalisation
- la pérennité du projet
- l'impact et les retombées du projet sur le milieu ou les athlètes
- la faisabilité du plan d'action déposé
- la diversité des sources de financement
- le nombre de Montréalais et de Montréalaises touchés par le projet
- une reddition de compte quantifiable (factures, liste d'inscriptions, etc.)

De plus, la Ville de Montréal évaluera :

- la capacité de l'organisme à amasser des fonds (potentiel d'autofinancement)
- la valeur du soutien accordé en biens et services par la Ville à l'organisme
- la valeur du financement octroyé par d'autres services centraux de la Ville
- l'optimisation de l'utilisation des installations et des équipements mis à la disposition de l'organisme
- la grille tarifaire de l'offre de service et l'accessibilité aux activités en fonction de la réalité du sport
- la saine gestion financière
- le respect des mesures de sécurité et de prévention lors de l'utilisation des installations sportives
- le respect des mesures éthiques, la promotion de l'esprit sportif et la prévention des abus

Même si un organisme répond à la totalité des critères, cela ne constitue pas nécessairement un droit à l'obtention de l'entièreté des sommes demandées. Les montants octroyés pour les projets seront assujettis à l'évaluation des projets et aux disponibilités budgétaires.

Les demandes reçues par la Ville seront examinées par un comité d'analyse qui déterminera le soutien à octroyer (ou non). Ce comité est composé de cinq (5) représentants, soit trois (3) représentants d'arrondissements (un par région sportive), un (1) représentant de la Direction des sports et un (1) représentant externe.

6. Échéancier

Chaque année, il est possible pour un organisme non conventionné de déposer une demande avant la date limite. Tout organisme souhaitant obtenir du soutien financier doit remplir le formulaire de demande prévu à cet effet (Annexe 1) et le transmettre accompagné des documents exigés pour l'analyse de sa demande. L'organisme demandeur a l'obligation de déposer un dossier complet sans quoi la demande pourrait être jugée inadmissible.

Les demandes de soutien financier seront reçues au plus tard le **1er juin de chaque année**. Le formulaire de demande doit être complété et retourné à l'adresse suivante : sportregional@montreal.ca

Pour obtenir de l'aide ou pour tout complément d'information concernant le dépôt d'une demande de soutien, les organismes peuvent communiquer avec les agents de développement par courriel à sportregional@montreal.ca

7. Reddition de compte

La reddition de comptes se fait conformément aux dispositions de la convention à signer entre les deux parties. La durée de la convention est déterminée en fonction de la durée du projet pour un maximum de trois (3) ans. Les documents exigés annuellement seront inscrits en annexe de la convention.

Le suivi des projets fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et la Direction des sports. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer le respect de la conformité avec le Programme et l'adéquation des ressources prévues au projet. Le non-respect des échéances prévues pour la remise des documents peut occasionner la perte du soutien octroyé à l'organisme (en tout ou en partie).

Annexes

Annexe 1 : Formulaire de demande de soutien financier

Annexe 2 : Critères d'évaluation des projets

Montréal

montreal.ca

Ville de Montréal (07-21) 28458



Cadre de référence en matière d'octroi des plateaux sportifs

Table des matières

I. Introduction 3
1. Contexte 3
2. Objectifs 3

II. Paramètres généraux 4
1. Tarification 4
2. Méthode de calcul pour l'octroi des heures de plateaux 4
3. Heures de plateaux pour les activités scolaires 4
Sport-études 4
Concentrations sportives et activités parascolaires 4
4. Heures de plateaux pour les événements sportifs ponctuels 4
Tournois, compétitions et ateliers d'évaluations ponctuels 4
Stages de formation 5
Les Jeux de Montréal 5
Les Jeux du Québec – Finales régionales 5
Les événements sportifs métropolitains et nationaux 5
5. Sous-location 5
6. Annulation de dernière minute 5

III. Le cadre de référence par type d'installation
1. Sports de glace 6
1.1 Échéancier de coordination de la programmation 7
1.2 Priorité d'attribution par type de clientèle 8
1.3 Programmation printanière et estivale 8
1.4 L'octroi des heures de glace 9
1.5 Paramètres d'entraînement par discipline et par catégorie d'âge 9
2. Sports aquatiques 10
2.1 Échéancier de coordination de la programmation 11
2.2 Qualifications requises 12
2.3 Priorité d'attribution par type de clientèle 13
2.4 Paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge 13
3. Sports intérieurs 14
3.1 Échéancier de coordination de la programmation 15
Saisons 15
3.2 Priorité d'attribution par type de clientèle 16
3.3 L'octroi des plateaux 18
3.4 Paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge 18
4. Sports extérieurs 19
4.1 Échéancier de coordination de la programmation 20
4.2 Capacité d'utilisation par type de terrain 22
4.3 Priorité d'attribution par type de clientèle 23
4.4 Attribution de permis 24
4.5 Paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge 24

I. Introduction

Le Cadre de référence prévoit les balises nécessaires pour l'attribution et la répartition équitable des plateaux sportifs dédiés à la pratique régionale. Il comprend 4 sections distinctes :

1. Sports de glace
2. Sports aquatiques
3. Sports d'intérieur
4. Sports d'extérieur

1. Contexte

Le milieu sportif doit conjuguer avec des réalités distinctes d'un milieu à l'autre, en fonction des besoins populationnels en activités scolaires, récréatives et de loisirs, de la configuration unique de chaque infrastructure et de la disponibilité des équipements. Les informations du cadre de référence se limitent donc aux grands principes permettant de mieux orienter les décisions des gestionnaires.

Les installations de la Ville de Montréal sont utilisées en priorité pour répondre aux besoins de la programmation en régie, à ceux des organismes locaux et pour venir en aide à un autre arrondissement. Les ententes locales existantes (organismes, institutions, etc.) demeurent donc en vigueur.

Globalement, les responsables de la programmation ont intérêt à évaluer les possibilités de maximiser l'utilisation des plateaux par de la cohabitation entre diverses activités. Pour bien évaluer la faisabilité, les responsables sont invités à évaluer les demandes d'utilisation à l'aide du cahier des normes de programmation et maximiser l'utilisation de chaque heure de plateau par des combinaisons d'activités complémentaires.

Il est aussi important de s'assurer de maintenir un équilibre dans l'offre de service entre les activités libres, sportives, physiques et événementielles, locales et régionales. En fonction des disponibilités et des besoins particuliers, il est possible que les plateaux soient attribués dans une autre région sportive que la demande initiale.

L'octroi des heures de plateaux est tributaire de la disponibilité des ressources de la Ville de Montréal. Ultimement, les gestionnaires d'installation demeurent décisionnels dans l'octroi des plateaux dont il a la responsabilité. La Direction des sports, qui a une vision d'ensemble de l'offre régionale sur le territoire montréalais, offrira une expertise-conseil aux arrondissements afin d'accompagner le gestionnaire d'installation dans la prise de décision quant à l'octroi des plateaux sportifs aux diverses clientèles.

2. Objectifs

L'objectif de ce document est :

- d'outiller les responsables d'organismes et les gestionnaires d'installations afin de tendre vers l'harmonisation de l'octroi des divers plateaux sportifs sur le territoire
- d'optimiser l'accessibilité aux installations en octroyant les plateaux à partir de paramètres quantifiables

II. Paramètres généraux

1. Tarification

Le soutien en plateaux sportifs de la Ville de Montréal est établi en fonction des Règlements sur les tarifs en vigueur dans chacun des arrondissements.

Les ligues, clubs et/ou groupes d'âge adulte sont inadmissibles à la gratuité ou aux tarifs préférentiels par la Ville. Le tarif applicable de l'arrondissement est utilisé pour la facturation de ces clientèles, sauf si une entente particulière est en vigueur.

2. Méthode de calcul pour l'octroi des heures de plateaux

La méthode de calcul utilisée pour évaluer les besoins des divers organismes, est basée sur le modèle de *Développement à long terme du participant/athlète* (DLTP/A) et le *Modèle de développement des athlètes* (MDA) des différentes fédérations, afin de respecter le développement des athlètes.

Les calculs pour l'octroi hebdomadaire des plateaux sont basés sur le nombre d'inscriptions de l'année précédente. Ces données sont fournies soit par le club, l'association régionale ou par la fédération.

3. Heures de plateaux pour les activités scolaires

Sport-études

La Ville appuie les programmes Sport-études visant à soutenir les élèves-athlètes reconnus par leur fédération dans la pratique de leur sport et dans la réussite de leurs études.

La grille horaire des élèves-athlètes est conçue de manière à permettre l'encadrement sportif de ceux-ci sur une période de trois heures consécutives et sur une base quotidienne, entre 7 h 30 et 16 h 30, ou sur une plage de 8 heures après le début des cours.

Pour être reconnu officiellement, un projet pédagogique particulier en Sport-études doit respecter les règles de reconnaissance établies par le Ministère.

Concentrations sportives et activités parascolaires

Les plateaux sont octroyés en fonction des disponibilités des ressources et/ou des ententes en cours.

4. Heures de plateaux pour les événements sportifs ponctuels

Les prêts d'installations et de matériel aux organismes sont octroyés pour les événements, mais sont conditionnels à la disponibilité des ressources de la Ville de Montréal lors des heures d'opérations régulières. Des frais connexes peuvent être facturés selon les ententes entre l'organisme et les gestionnaires des installations disponibles.

Afin d'assurer une plus grande disponibilité des installations, les demandes de réservation des plateaux doivent être effectuées dans le respect du calendrier annuel.

Tournois, compétitions et ateliers d'évaluations ponctuels

Les tournois ou les ateliers d'évaluations devront au préalable recevoir l'assentiment par écrit de l'arrondissement concerné avant de recevoir la sanction des associations régionales ou de la fédération sportive.

Stages de formation

La Ville soutient les programmes régionaux de formation des entraîneurs, des officiels, des juges, des administrateurs-bénévoles et des bénévoles en mettant à la disposition des salles de conférence ou de réunion et des plateaux sportifs à ces fins.

Les Jeux de Montréal

Pour tous les plateaux nécessaires aux besoins du déroulement des activités dans le cadre des Jeux de Montréal, la Ville de Montréal met à la disposition les installations nécessaires ainsi que les ressources disponibles essentielles au bon déroulement des compétitions.

Les Jeux du Québec – Finales régionales

La Ville de Montréal soutient les programmes des Jeux du Québec sur le territoire en mettant à la disposition les installations nécessaires ainsi que les ressources disponibles essentielles au bon déroulement des compétitions.

Les événements sportifs métropolitains et nationaux

Le *Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains* de la Ville de Montréal permet aux organisateurs de manifestations sportives qui rencontrent les critères d'admissibilité de bénéficier d'une aide financière pour la tenue d'événements et de compétitions sur l'île de Montréal.

5. Sous-location

La sous-location n'est pas permise, ni tolérée par la Ville de Montréal.

Aucune sous-location de plateaux ne peut donc être effectuée par un organisme régional ou par un de ses clubs respectifs. Ainsi dans le cas d'une première offense, le bloc d'heures utilisé pour la sous-location sera facturé à l'organisme au plus haut tarif applicable en fonction de la tarification en vigueur. Dans le cas d'une seconde offense, le bloc horaire sera retiré à l'organisme fautif.

6. Annulation de dernière minute

Afin de maximiser les divers plateaux, la Ville de Montréal demande aux utilisateurs que les annulations à moins de 96 heures (4 jours) soient communiquées par écrit au gestionnaire de l'installation et au responsable de la réservation.

Advenant que le délai ne soit pas respecté, dans le cas d'une première offense, le bloc d'heures sera facturé à l'organisme aux taux applicables en fonction de la tarification en vigueur. Dans le cas où la situation se répète, d'autres mesures pourront être prises par le responsable de l'installation.

III. Le cadre de référence
par type d'installation

Sports de glace

1. Sports de glace

Cette section présente les outils d'attribution de plateaux pour les sports de glace. Elle contient :

- l'échéancier de coordination de la programmation pour les sports de glace
- un ordre d'attribution sur lequel peuvent s'appuyer les gestionnaires
- la programmation des glaces pouvant opérer pendant 12 mois
- une grille de calcul pour les 4 principaux sports de glaces

1.1 Échéancier de coordination de la programmation

Envois des besoins – organismes	Dates* limites des demandes – organismes	Confirmations des besoins – Arrondissements et Ville de Montréal	Dates* limites des confirmations – Ville de Montréal
Écoles printemps/été (avril à août)	1er décembre	Confirmation des disponibilités	1er février
Événements spéciaux de niveau provincial	1 an avant la date de l'événement	Confirmation de la tenue des événements	3 mois après la demande
Programmation pré-saison (en août)	1er décembre	Confirmation des programmations	1er février
Formation, stages et événements régionaux	1er mai	Confirmation de la tenue des formations, stages et événements régionaux	31 mai
-	-	Confirmation des horaires de saison des arénas pour la saison prochaine (ceci s'applique pour les associations régionales incluant les événements spéciaux)	31 mai – Programmation annuelle

* Dates à titre indicatif et sujet à changement

Saison régulière (automne-hiver)

Les installations sont normalement en activité pour une période de trente et une (31) semaines, débutant autour de la fête du Travail et se terminant autour de la première fin de semaine d'avril, soit après les Jeux de Montréal. Cette période n'inclut pas le montage et le démontage des glaces.

1.2 Priorité d'attribution par type de clientèle

Afin de répondre à des projets spécifiques, des ententes particulières peuvent être prises avec le responsable de l'installation.

Ainsi, suite à l'octroi des heures en fonction des besoins des activités de la Ville de Montréal, la priorisation des blocs horaires est dans cet ordre pour les groupes suivants (les heures indiquées dans le tableau sont à titre indicatif) :

Saison régulière – 15 août au 15 avril			
Ordre d'attribution	**Groupes**	**Période**	**Heures (approximatives)**
1	Clubs sportifs (Sport civil) 12 ans et moins	Lundi au vendredi	17 h 30 à 20 h
		Samedi et dimanche	7 h à 13 h
2	Clubs sportifs (Sport civil) 13 ans et plus	Lundi au vendredi	20 h à 22 h
		Samedi et dimanche	13 h et plus
3	Scolaire – sport-études (Bloc de 3 heures)	Lundi au vendredi	7 h 30 à 16 h 30
4	Professionnel, semi-professionnel, élite	Lundi au vendredi	7 h 30 à 17 h 30 et autres disponibilités
5	Adultes	Lundi au vendredi	22 h et plus
		Lundi au dimanche	Autres disponibilités

1.3 Programmation printanière et estivale

Afin de favoriser une répartition équitable des ressources et l'accessibilité des arénas sur le territoire, les arrondissements qui opèrent une glace 12 mois par année répondent également aux besoins en sport régional. La priorité est accordée aux jeunes de 17 ans et moins et aux activités approuvées par les associations régionales.

Période	**Dates approximatives**
Printemps	15 avril au 24 juin
Été	25 juin au 15 août

Prendre note que pour assurer le partage des ressources de la Ville, certaines ententes sont prises en considération. Notons par exemple l'entente inter-arrondissement dans la région de Montréal-Concordia *(Résolution du conseil d'arrondissement MHM CA 12270026)*.

Les écoles printemps-été

Les installations sélectionnées et aptes à une programmation 12 mois sont en activité pour une période globale de quatorze (14) semaines, dont six (6) semaines pour les écoles de printemps, et de huit (8) semaines pour les écoles d'été. Le nombre de semaines peut varier au printemps et en été à la condition que le nombre total reste à quatorze (14) semaines et que les ressources soient disponibles.

La période d'activité s'étend de la fermeture des arénas (fin de saison régulière) au début du mois d'avril, jusqu'à l'ouverture des arénas au début du mois de septembre.

Arrondissements Territoire Montréal-Concordia

Les activités se déroulent sur les glaces mentionnées dans *l'Entente inter-arrondissement* selon l'horaire établi par l'Équipe. Ces arénas sont déterminés à chaque début de session. Les premières heures de glace utilisées pour ces activités sont gratuites, tel que mentionné dans les conventions des associations régionales concernées. Aucune heure n'est allouée pour les catégories ou programmes adultes.

De plus, toutes les activités dans le cadre des écoles de printemps et d'été se déroulant sur des heures offertes en gratuité, doivent inclure au moins 75 % de Montréalais, à défaut de quoi les heures de glaces peuvent être facturées. Les activités doivent être autorisées par les associations régionales concernées. Prendre note que des listes d'inscriptions sont demandées aux responsables des activités à la fin de chaque saison (printemps et été).

1.4 L'octroi des heures de glace

La quantité d'heures de glace allouée par club ou associations régionales est déterminée en fonction de la grille de calcul utilisée pour les 4 principaux sports de glace. Elle est mise à jour par la Direction des sports. L'outil d'attribution des heures de glace est relié au DLTP/A ou au MDA et aux nombres d'athlètes que l'on peut permettre sur la glace selon ces documents.

1.5 Paramètres d'entraînement par discipline et par catégorie d'âge

Les paramètres d'entraînement par sport sont présentés dans le cahier des normes de programmation en sports de glace.

Cahier des normes de programmation – Sports de glaces

Ce document évolutif contient les informations pertinentes liées spécifiquement à la programmation et la coordination des quatres principales disciplines sportives qui se tiennent dans les arénas de la Ville de Montréal, soit le patinage de vitesse, le patinage artistique, le hockey et la ringuette.



III. Le cadre de référence par type d'installation

Sports aquatiques

2. Sports aquatiques

Au sein de cette section se trouvent les informations du cadre de référence se limitant uniquement aux grands principes permettant de mieux orienter les décisions des gestionnaires en milieu aquatique. Elle contient :

- l'échéancier de coordination de la programmation du milieu aquatique
- les qualifications requises du personnel
- les grands principes d'attribution des heures d'utilisation

2.1 Échéancier de coordination de la programmation

Bien que chaque installation puisse avoir ses propres particularités, le calendrier des activités se divise généralement en trois ou quatre sessions. Cette configuration s'applique particulièrement aux activités d'initiation, aux cours d'activité physique aquatique et à la pratique libre qui partagent les plateaux avec la pratique sportive aquatique.

Dans un contexte de sport compétitif, on retrouve plutôt deux périodes d'activités, soit la saison régulière qui s'étale généralement de septembre à juin, et la saison estivale, entre juin et août, et ce pour l'ensemble des disciplines sportives.

D'ailleurs, les piscines extérieures offrent un potentiel de développement supplémentaire pour les disciplines sportives, celles-ci étant en opération pour la plupart entre la St-Jean-Baptiste et la fête du Travail.

Sports compétitifs – Saison annuelle			
Envois des besoins – organismes	**Dates* limites des demandes – organismes**	**Confirmations des besoins – Arrondissements et Ville de Montréal**	**Dates* limites des confirmations – Ville de Montréal**
Saison automnale (Initiation, activités physiques et activités libres)	**1er août**	Confirmation de la programmation	**31 août**
Saison hivernale (Initiation, activités physiques et activités libres)	**15 novembre**	Confirmation de la programmation	**15 décembre**
Saison printanière (Initiation, activités physiques et activités libres)	**15 mars au 15 avril**	Confirmation de la programmation	**31 mars au 30 avril**
Sports compétitifs – Saison estivale			
Saison estivale (Initiation, activités physiques et activités libres)	**31 mai**	Confirmation de la programmation	**15 juin**

* Dates à titre indicatif et sujet à changement

Afin de limiter les impacts à l'ensemble de la programmation, les entretiens majeurs des bassins intérieurs, nécessitant des fermetures complètes de 3 à 6 semaines selon l'ampleur des travaux, sont généralement prévus lors de la transition entre ces sessions. Les plages généralement ciblées sont parmi les suivantes :

Priorité	Période ciblée pour la fermeture annuelle
Priorité 1	De la dernière semaine d'août jusqu'à la troisième semaine de septembre
Priorité 2	Durant la saison estivale
Priorité 3	Durant la période des Fêtes et les premières semaines de janvier
Priorité 4	Durant la saison printanière, un peu avant le début de l'été

Selon la situation, le gestionnaire doit évaluer les impacts sur l'offre de service de la période ciblée, chacune présentant ses avantages et ses inconvénients. La durée requise selon l'ampleur des travaux, le calendrier des activités sportives et la disponibilité des autres installations pour compenser la fermeture sont des facteurs importants à considérer dans la prise de décision.

2.2 Qualifications requises

Réglementation

Nonobstant les qualifications requises pour être entraineur·e d'une discipline sportive aquatique, la loi exige, dans le cadre d'activités sportives organisées, que l'entraineur·e soit qualifié·e « Surveillante ou surveillant-moniteur » au sens de la loi pour pouvoir entraîner un groupe de 30 athlètes ou moins en l'absence d'une surveillance additionnelle. Si l'entraineur·e ne possède pas la qualification à jour requise, cette personne doit être accompagnée d'une surveillante ou d'un surveillant-sauveteur qualifié·e pour enseigner. Il en est de même si cette personne désire enseigner à un groupe comportant entre 31 et 50 athlètes. Au-delà de 50 athlètes, l'installation doit être surveillée selon les mêmes règles que pour de la baignade libre.

Afin d'être considéré·e comme une surveillante ou un « surveillant-sauveteur » au sens de la loi*, l'entraîneur·e doit être âgé·e d'au moins 17 ans et détenir l'une ou l'autre de ces certifications :

1. Un brevet à jour de « sauveteur national – option piscine » émis par la société de sauvetage du Québec ou une autre société de sauvetage canadienne
2. Un brevet à jour de monitrice ou moniteur en sécurité aquatique émis par la Croix-Rouge canadienne et un brevet de monitrice ou moniteur en sauvetage de la société de sauvetage du Québec
   (La société de sauvetage déposera une demande de mesure différente à la RBQ afin d'obtenir une reconnaissance d'équivalence du brevet « moniteur nager pour la vie » comme étant l'équivalent du brevet « moniteur en sécurité aquatique » pour 2024.)

* À noter : ces exigences pourraient être modifiées lors de la révision du règlement sur la sécurité dans les bains publics, soit le règlement B1.1 R.11.

2.3 Priorité d'attribution par type de clientèle

Comparativement à d'autres plateaux dont le cadre est plus circonscrit, il serait plus fastidieux d'établir un ordre d'attribution spécifique dans le secteur aquatique. Toutefois, le cadre de référence établit tout de même certains grands principes d'attribution des heures d'utilisation. Les heures mentionnées sont approximatives et données uniquement en guise de référence, dans des circonstances où une priorisation doit être effectuée.

Saison régulière – Septembre à Juin			
Ordre d'attribution	**Groupes**	**Période**	**Heures (approximatives)**
1	Clientèle jeunesse	Lundi au vendredi	15 h 30 à 20 h 30
		Samedi et dimanche	7 h à 16 h 30
2	Clientèle adolescente	Lundi au vendredi	18 h à 21 h
		Samedi et dimanche	6 h 30 à 8 h 15 h à 20 h
3	Scolaire – Sport-études	Lundi au vendredi	7 h 30 à 16 h 30
4	Professionnel, semi-professionnel, élite	Lundi au vendredi	6 h à 16 h 30 Après 21 h
5	Adultes	Lundi au vendredi	6 h à 16 h 30 Après 21 h
		Samedi et dimanche	20 h à 22 h 30

2.4 Paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge

Puisque les paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge ainsi que les informations concernant les normes de programmation sont appelés à évoluer au fil du temps, nous consignons l'ensemble de la documentation pertinente liée à ce thème dans le cahier des normes de programmation en sports aquatiques.

Cahier des normes de programmation – sports aquatique

Ce document évolutif contient les informations pertinentes liées spécifiquement à la programmation et la coordination de chacune des disciplines sportives qui se tiennent dans les installations de la Ville de Montréal.



III. Le cadre de référence par type d'installation

Sports intérieurs

3. Sports intérieurs

Cette section concerne les centres de loisirs, les gymnases des écoles sur le territoire, de même que pour les centres sportifs intérieurs. Elle contient :

- l'échéancier de coordination de la programmation des sports intérieurs
- un ordre d'attribution sur lequel peuvent s'appuyer les gestionnaires
- les paramètres d'octroi des plateaux

3.1 Échéancier de coordination de la programmation

Sports compétitifs – Saison annuelle			
Envois des besoins – organismes	**Dates* limites des demandes – organismes**	**Confirmations des besoins – Ville de Montréal**	**Dates* limites des confirmations – Ville de Montréal**
Programmation saison régulière (Septembre à juin)	1er mai	Confirmation des programmations	15 juin
Formation, stages et événements régionaux	1er mai	Confirmation de la tenue des formations, stages et événements régionaux	15 juin
Été (fin juin à fin août)	1er février	Confirmation des disponibilités	15 mars
Événements spéciaux de niveau provincial	1 an avant la date de l'événement	Confirmation de la tenue des événements	3 mois après la demande

* Dates à titre indicatif et sujettes à changement

Saisons

Automne-hiver (année scolaire)

La saison régulière est basée sur le calendrier scolaire. Les activités sportives de la saison régulière commencent habituellement peu de temps après la rentrée scolaire. Elle se termine habituellement au début du mois d'avril.

Printemps

La saison printanière est utilisée pour la préparation de la saison estivale extérieure. Mentionnons entre autres le football et le baseball qui utilisent les gymnases à cette période pour leurs camps d'entraînements et de recrutement.

Été

Les centres et gymnases sont particulièrement utilisés en cas d'intempéries durant la saison estivale. Ils servent aussi pour les camps sportifs et autres activités spécialisées.

3.2 Priorité d'attribution par type de clientèle

Saison régulière (année scolaire)			
Type de plateau	**Groupes**	**Période**	**Heures (approximatives)**
Centre sportif et centre communautaire	Clubs sportifs (Sport civil) 2 ans à 17 ans	Lundi au vendredi	15 h 30 à 21 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Adultes	Lundi au vendredi	7 h 30 à 15 h 30 Après 20 h 30
		Samedi et dimanche	Autres disponibilités
École	Élèves	Lundi au vendredi	7 h 30 à 15 h 30
	Parascolaire	Lundi au vendredi	15 h 30 à 18 h 30
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Clubs sportifs (Sport civil)	Lundi au vendredi	19 h à 21 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Adultes	Lundi au dimanche	Autres disponibilités
Synthétique intérieur	Élèves	Lundi au vendredi	7 h 30 à 15 h 30
	Clubs sportifs (Sport civil) 2 ans à 17 ans	Lundi au vendredi	15 h 30 à 18 h 30
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Adultes	Lundi au dimanche	Autres disponibilités

Saison été (vacances scolaires)			
Type de plateau	**Groupes**	**Période**	**Heures (approximatives)**
Centre sportif et centre communautaire	Camp de jour	Lundi au vendredi	7 h à 18 h
	Clubs sportifs (Sport civil) 2 ans à 17 ans	Lundi au vendredi	18 h 30 à 21 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Adultes	Lundi au vendredi	18 h 30 à 23 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
École*	Camp de jour	Lundi au vendredi	7 h à 18 h
	Clubs sportifs (Sport civil) 2 ans à 17 ans	Lundi au vendredi	19 h à 21 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Adultes	Lundi au vendredi	19 h à 23 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
Synthétique intérieur	Camp de jour	Lundi au vendredi	7 h à 18 h
	Clubs sportifs (Sport civil) 2 ans à 17 ans	Lundi au vendredi	18 h 30 à 21 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h
	Adultes	Lundi au vendredi	18 h 30 à 23 h
		Samedi et dimanche	8 h à 20 h

* Les plateaux sportifs des écoles sont remis en respect avec l'entente réflexe

3.3 L'octroi des plateaux

Considérant que la grandeur des plateaux sportifs varie grandement d'une installation à l'autre, l'octroi de ceux-ci devrait se faire en premier lieu en fonction des règlements de sécurité des fédérations sportives (zone de dégagement) et des besoins de chaque sport (dimension des terrains, hauteur des paniers, lignage au sol, équipements disponible). Pour prendre en considération les besoins de chaque sport, les responsables sont invités à utiliser le cahier des normes de programmation.

3.4 Paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge

Les paramètres d'entraînement par sport sont présentés dans le cahier des normes de programmation des sports intérieurs.

Cahier des normes de programmation – Sports intérieurs

Ce document évolutif contient les informations pertinentes liées spécifiquement à la programmation et la coordination des principales disciplines sportives qui se pratiquent dans les centres et gymnases de la Ville de Montréal, soit le basketball, le baseball, le handball et le kinball.



III. Le cadre de référence par type d'installation

Sports extérieurs

4. Sports extérieurs

Cette section met en relief les aspects d'encadrement permettant d'assurer la coordination des réservations des terrains et l'utilisation des installations sportives extérieures. Elle contient :

- le calendrier de coordination pour les arrondissements
- les capacités d'utilisations par type de terrain
- la priorité d'attribution par type de clientèle
- le fonctionnement par rapport à l'attribution des permis

Les disciplines sportives avec entente (locales / régionales) incluses dans le Cadre de référence sont : le soccer, les sports de balle, l'ultimate, le rugby et le football.

Pour les arrondissements concernés par le système de gestion centralisée des réservations des terrains extérieurs, l'optimisation de la coordination repose sur l'engagement des collaborateurs et la conciliation des différents besoins locaux et régionaux

4.1 Échéancier de coordination de la programmation

La saison est définie en fonction des dates d'ouverture et de fermeture des terrains sportifs, du calendrier de compétitions et des séries éliminatoires de la saison de chaque discipline sportive. En général :

- la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril
- la session printemps-été : du 16 avril au 31 août
- la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre

Pour les sports de balle par exemple, la session Printemps-Été débute au début du mois de mai et se termine à la Fête du Travail pour un total de 15 à 17 semaines. Tandis que la session d'automne débute à la Fête du Travail et se termine à l'Action de grâces pour un total de 6 semaines.

4.1.1 Calendrier de coordination pour les arrondissements avec une gestion des réservation locale

Considérant le statut de certains terrains extérieurs, les arrondissements concernés peuvent choisir de gérer localement les réservations de certains ou de l'ensemble de leurs terrains en régie selon un calendrier adapté à leur besoin. La gestion des réservations desdits terrains se fait en parallèle selon les ressources propres à chacune des juridictions.

4.1.2 Calendrier de coordination pour les arrondissements avec une gestion des réservation centralisée

Envois des besoins – organismes	Dates* limites des demandes – organismes	Confirmations des besoins – Ville de Montréal	Dates* limites des confirmations – Ville de Montréal
Programmation Printemps-été Besoins des associations sportives régionales	1er février	Confirmation des disponibilités	15 mars
Programmation Printemps-été Besoins locaux (mineurs)	15 février	Confirmation de programmations	15 mars
Formation, stages	15 février	Confirmation de la tenue des formations, stages	15 mars
Événements spéciaux	15 février	Confirmation de la tenue des événements	Selon le Guide d'événement de l'arrondissement
Besoins des Ligues affiliées (Permis saisonniers)	15 février	Confirmation des disponibilités	30 avril
Besoins calendrier soccer (ARSC)	15 mars	Confirmation de programmations	30 avril
Besoins des équipes seniors soccer de l'ARSC	21 mars	Confirmation des disponibilités	30 avril
Besoins des particuliers Permis occasionnels	15 avril	Confirmation des disponibilités	Fin de saison
Programmation Automne Besoins locaux (mineurs)	1er juillet	Confirmation de programmations	1er août
Programmation Automne Besoins des associations sportives régionales	1er juillet	Confirmation des disponibilités	1er août

* Dates à titre indicatif et sujet à changement

Note : La mise à jour des guides d'opérations devrait être complétée par les arrondissements du 1er au 15 février

- Répertoires des terrains
- Sommaire des travaux de réfection
- Calendrier prévisionnel d'ouverture/fermeture des terrains
- Liste des événements

4.2 Capacité d'utilisation par type de terrain

Terrains			
Période	**Synthétiques**	**Semi-synthétiques**	**Naturels**
Période d'utilisation approximative	30 semaines (mi-avril à la mi-novembre)	22 semaines (mi-mai à la Fête du Travail)	
Printemps	10 semaines (mi-avril à la fin juin)	6 semaines (mi-mai à la fin juin)	
Été	10 semaines (juillet à août)	10 semaines (juillet à la Fête du Travail)	
Automne	10 semaines (septembre à mi-novembre)	6 semaines (Fête du Travail à l'Action de grâce)	

4.2.1 Terrains synthétiques

Terrains				
Période	**Non éclairés**		**Éclairés**	
Lundi au vendredi	9 h à 20 h	55 h/sem	9 h à 23 h	70 h/sem
Samedi et dimanche	9 h à 20 h	22 h/sem	9 h à 23 h	28 h/sem

Note : Total 77 h/sem ou 98 h/sem. Les calendriers de compétition ont préséance sur les entraînements en ce qui a trait à l'utilisation des terrains sportifs synthétiques

4.2.2 Terrains naturels et semi-synthétiques

Terrains				
Période	**Non éclairés**		**Éclairés**	
Lundi au vendredi	18 h 30 à 20 h	7,5 h/sem	9 h à 23 h	Maximum 15 h/semaine
Samedi et dimanche	9 h à 20 h	11 h/sem	9 h à 23 h	Maximum 15 h/semaine

Note : La programmation doit être ajustée en fonction de la capacité maximale d'utilisation fixée par la Ville, soit 15 h/sem.
L'application des heures potentielles d'utilisation (HPU) n'est pas applicable pour les terrains de sports de balle.

4.3 Priorité d'attribution par type de clientèle

La priorité d'attribution est déterminée en fonction du mode de gestion déployé dans chaque arrondissement. En général, la clientèle jeunesse et les activités reconnues localement ont préséance et bénéficient des plages horaires avantageuses de 17 h à 21 h. Les activités seniors quant à elles sont souvent programmées après 21 h.

Le tableau suivant présente un modèle de priorisation utilisé par les neuf arrondissements engagés dans le système de gestion centralisée des réservations des terrains extérieurs impliquant un adjudicataire.

Demande de réservation semaine avant 18 h	Demande de réservation semaine après 18 h, samedi et dimanche
1. Événements spéciaux d'arrondissement; 2. Institution scolaire au niveau local; 3. Institution scolaire au niveau régional; 4. Location aux particuliers de l'arrondissement; 5. Location aux particuliers de l'extérieur de l'arrondissement	1. Clientèle jeunesse : • organismes locaux reconnus; • organismes régionaux (affiliés); • organismes communautaires de l'arrondissement. 2. Clientèle adulte : • organismes locaux reconnus; • organismes régionaux (affiliés); • location de particuliers de l'arrondissement; • location de particuliers de l'extérieur de l'arrondissement. 3. Clientèle scolaire

Critères d'admissibilité des clientèles

1. Équipe appartenant à une ligue comportant un minimum de quatre équipes (en cas d'exception, une entente aura préséance)
2. Être membre d'un organisme reconnu par les arrondissements
3. La ligue, le club et les équipes doivent être affiliés auprès d'une Association sportive régionale (ASR) reconnue par les arrondissements concernés
4. Si la discipline sportive n'est pas affiliée à une Association sportive régionale reconnue par les arrondissements parce qu'elle est inexistante, cette dernière doit être affiliée auprès de sa Fédération sportive reconnue par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) et en fournir la preuve
5. À demande égale, la priorité est accordée aux équipes/ligues utilisatrices lors de la saison précédente

4.4 Attribution de permis

L'utilisation d'un terrain par un particulier peut nécessiter l'obtention préalable d'un permis ou d'un contrat d'utilisation délivré par l'autorité compétente. Les types de permis accordés offrent l'opportunité d'utiliser exclusivement un terrain selon l'horaire indiqué sur un permis saisonnier ou occasionnel ou avec gratuité.

L'attribution des permis est basée sur des critères et normes de programmation permettant de convenir d'un mode opérationnel pour allouer des heures d'entraînement, de compétitions et de tournois. Ce mécanisme répond au droit d'accéder à une grande diversité de sports sans égard au lieu de résidence.

Types de permis	
Permis	**Descriptions**
Permis saisonniers	Pour permettre l'utilisation exclusive des terrains sportifs extérieurs et la réalisation du calendrier d'activités des organismes reconnus en respect aux normes de programmation de la Ville.
Permis occasionnels	Pour permettre l'utilisation exclusive des terrains sportifs pour tout client faisant une demande de réservation. Le coût d'utilisation est habituellement à l'heure.
Permis avec gratuité	Pour permettre aux groupes reconnus d'avoir un accès gratuit aux terrains sportifs extérieurs.

4.5 Paramètres d'entraînement par discipline et catégorie d'âge

L'application des normes de programmation facilite la coordination des réservations des plateaux sportifs extérieurs disponibles et permet d'assurer l'offre de service régionale sans pour autant porter préjudice aux activités locales. Lesdites normes sont assujetties à des mises à jour régulières en conciliation avec les fédérations et les associations sportives régionales.

Cahier des normes de programmation – sports extérieurs

Le cahier des normes de programmation des sports extérieurs est un document de référence qui définit les règles du soutien municipal auprès des organismes partenaires responsables de la régie ou de l'organisation des activités de soccer, des sports de balle, de rugby, d'ultimate, de football.

Déclaration sur le sport régional

La collaboration au bénéfice de nos jeunes



Adoptée par le conseil municipal
du 25 octobre 2010.

Montréal

Préambule

Le sport est source d'apprentissages, de plaisir et de bien-être pour nos jeunes. Outre ces notions, maintes études ont reconnu les bienfaits de la pratique sportive sur la santé et l'adoption de saines habitudes de vie par les jeunes. La pratique sportive agit efficacement sur le plan de la prévention, elle permet de contrer plusieurs problématiques sociales en diminuant l'isolement et en favorisant l'estime de soi, l'esprit communautaire et un meilleur rendement scolaire.

Le sport facilite l'intégration culturelle et sociale des jeunes et met en valeur la fierté, le dynamisme et la volonté des sportifs, notamment des athlètes handicapés.

Pour ces motifs, les instances municipales doivent orienter leurs interventions sur les besoins des jeunes et unir leurs actions afin de permettre à ceux-ci de s'épanouir à travers leur expérience sportive. Par conséquent, les conseils d'arrondissement et le conseil municipal adoptent la Déclaration suivante :

ATTENDU QUE

- L'UNESCO, dans la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, reconnaît que chacun doit avoir toutes les possibilités de pratiquer le sport et de parvenir au niveau de performance correspondant à ses dons; [1]

- Le gouvernement du Canada, dans la Politique canadienne du sport, reconnaît que chaque niveau de pratique sportive, autant l'initiation, que la compétition ou l'excellence, est essentiel; [2]

- Le gouvernement du Québec, dans le Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport, réaffirme le rôle de la municipalité à titre de premier corps public de référence en loisir et en sport; [3]

- Montréal, dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, s'engage à favoriser l'accessibilité aux activités sportives et aux équipements collectifs pour les citoyennes et citoyens; [4]

- Montréal reconnaît le rôle essentiel du sport au développement global des personnes et en tant que facteur prépondérant de la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais.

[1] Éléments tirés de la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1978.

[2] Éléments inspirés de la Politique canadienne du sport approuvée par les ministres des provinces du Canada en 2002.

[3] Le rôle de maître d'œuvre du développement et de l'organisation du loisir a été conféré aux municipalités par le gouvernement du Québec dans le Livre blanc sur le loisir en 1979. Le cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport de 1997 réaffirme ce principe d'intervention.

[4] Éléments tirés de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, adoptée par le conseil municipal en 2005 et entrée en vigueur en 2006.

Les conseils d'arrondissement et le conseil municipal déclarent que le développement optimal des jeunes sportifs repose sur les cinq conditions essentielles suivantes :

CONDITION 1 L'APPUI DES PARENTS, DE LA COMMUNAUTÉ ET DES DÉCIDEURS

Car tous reconnaissent que

- Le sport est important pour le développement global des jeunes;
- Les jeunes ont besoin de s'entraîner pour progresser dans leur discipline sportive;
- Les jeunes doivent compétitionner avec d'autres jeunes, car c'est la nature même du sport;
- Les jeunes Montréalais doivent pouvoir accéder à toute installation, sans égard à leur lieu de résidence.

CONDITION 2 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À DES PLATEAUX SPORTIFS DE QUALITÉ

Considérant que

- Pour tenir leurs activités régionales, l'entraînement des athlètes et les compétitions, les clubs sportifs locaux ont besoin d'accéder à des plateaux de qualité;
- Les sports comptant le plus d'adeptes sont pratiqués dans la grande majorité des 19 arrondissements tandis que ceux nécessitant des installations spécialisées ou regroupant moins de participants se concentrent dans certains d'entre eux;
- La collaboration entre les arrondissements est essentielle pour assurer l'offre de service régionale;
- La rénovation des installations sportives et la construction de nouveaux équipements nécessitent des investissements importants.

CONDITION 3 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À DES CLUBS SPORTIFS ET ORGANISMES RÉGIONAUX DYNAMIQUES ET BIEN ORGANISÉS

Considérant que

- Les clubs sportifs locaux sont au cœur du développement des activités régionales;
- Le sport compétitif se développe en réseau et s'étend sur l'ensemble de l'île de Montréal;
- Les jeunes ont le droit d'être soutenus équitablement peu importe leur territoire sportif.

CONDITION 4 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À UN BASSIN DE PARTICIPANTS ADÉQUAT ET À DES ENTRAÎNEURS QUALIFIÉS

Considérant que

- Une masse critique d'adeptes d'un sport est essentielle à la naissance d'un club et à son développement;
- Les jeunes ont le droit d'accéder à une grande diversité de sports indépendamment de leur territoire sportif;
- La progression des jeunes dans leur discipline sportive est liée à leur accès :
  - à un bassin de participants adéquat;
  - à des entraîneurs certifiés;
- Les jeunes doivent avoir la chance de vivre des expériences positives et enrichissantes en compétition.

CONDITION 5 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À UN RÉSEAU DE COMPÉTITIONS BIEN ORGANISÉ ET BIEN RÉPARTI

Considérant que

- Un minimum d'équipes et de clubs est nécessaire pour constituer un réseau compétitif fort et bien structuré;
- Il est bénéfique que les jeunes s'initient à la compétition dans des installations situées près de chez eux;
- Les jeunes doivent accéder à un réseau de compétitions répondant à leur niveau d'habileté, offert dans une pluralité de sports, et ce, sur l'île de Montréal.

Engagements

1. La Ville et les arrondissements s'engagent à :

1.1 reconnaître le sport régional comme faisant partie de leur offre de service;

1.2 allouer des heures pour l'entraînement et les compétitions du sport régional dans leurs installations;

1.3 mettre en place des mécanismes interarrondissements formels d'échanges de services et à adhérer à des moyens de coordination notamment pour le partage de plateaux et le financement de nouvelles installations;

1.4 réaliser et actualiser un plan directeur des installations sportives pour chaque arrondissement et pour la Ville;

1.5 inviter le milieu du sport à redéfinir les territoires sportifs sur l'île de Montréal afin :

- d'accroître l'accès des jeunes à une grande diversité de sports;
- de favoriser la progression des athlètes dans leur discipline sportive;
- de favoriser l'accessibilité des participants à un réseau de compétitions bien organisé et bien réparti.

2. Les arrondissements s'engagent à :

2.1 sensibiliser leurs clubs sportifs locaux à l'importance de s'investir dans l'organisation des activités régionales et à soutenir ces clubs.

3. La Ville s'engage à :

3.1 poursuivre la mise en place de mesures de soutien financier, au bénéfice des arrondissements, pour la rénovation et la construction des installations sportives qui servent au sport régional;

3.2 appuyer un seul organisme dédié au sport et ayant des mandats municipaux en sport régional pour l'ensemble de l'île de Montréal. Cet organisme interviendrait notamment sur le plan de la concertation pour créer une synergie d'actions entre les acteurs impliqués et pour favoriser un soutien équitable pour tous les jeunes afin qu'ils progressent dans la discipline sportive de leur choix en adéquation avec leurs aspirations et leur talent.

Studio de design graphique, **Ville de Montréal** 0003361-2188 (06-10)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229622003*
Unité administrative responsable : *Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : Adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #9 : Par le biais de l'adoption de la politique de reconnaissance en sport régional, le résultat attendu est de tendre vers une harmonisation des pratiques pour améliorer l'accessibilité aux plateaux sportifs pour le développement des disciplines sportives sur le territoire montréalais

Priorité #18: Travailler de manière équitable avec les 19 arrondissements de Montréal et avec l'ensemble des associations sportives du territoire

Priorité #19: Offrir un meilleur soutien aux organismes sportifs régionaux et aux arrondissements afin de mieux desservir la population au niveau sportif dans son milieu

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.002

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226944001

Unité administrative responsable :	Société d'habitation et de développement de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $ pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL).

Il est recommandé :
d'approuver le projet de garantie de prêt à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $, pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-31 08:18

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226944001

Unité administrative responsable :	Société d'habitation et de développement de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $ pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL).

D'approuver le projet de garantie de prêt à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $, pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL).

Signé par Nancy SHOIRY **Le** 2022-09-28 17:55

Signataire : Nancy SHOIRY

_____

directeur(-trice)-societe paramunicipale

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226944001**

Unité administrative responsable :	Société d'habitation et de développement de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $ pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL).

CONTENU

CONTEXTE

À titre de mandataire de la Ville de Montréal, la Société d'habitation et de développement de Montréal (« SHDM » ou « Société ») assure la gestion et la mise en marché de logements locatifs, de chambres et de copropriétés incluant les programmes d'acquisition de logements locatifs (PALL) qui regroupent plus de 2 200 unités de logement. Ces logements répondent aux critères de qualité et d'abordabilité de la Société.
Pour l'ensemble de ces actifs, la SHDM a actuellement un financement 72,5 M$, lequel vient à échéance le 29 novembre 2022.

Le conseil d'administration de la SHDM a accepté, à sa séance du 27 septembre 2022, de conclure le contrat de financement avec la Banque Royale du Canada (BRC) pour un montant de financement de 72,5 M$ pour un terme de cinq ans amorti sur une période de 25 ans.

La SHDM
La Société d'habitation et de développement de Montréal est une société paramunicipale à but non lucratif, experte en immobilier responsable, qui a pour mission de contribuer au développement économique et social de la Ville de Montréal par la mise en valeur de ses actifs immobiliers de nature résidentielle, institutionnelle, industrielle, commerciale et culturelle. La Société adhère aux politiques et aux stratégies municipales et opère sans contribution budgétaire de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

▫ CM17 1022 (22-08-2017) - Approbation du projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada pour 72,5 M$ - terme 5 ans (2017-2022)
▫ CE17 1368 (9-08-2017) - Approbation du projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada pour 72,5 M$ - terme 5 ans (2017-2022)
▫ CM12 1009 (19-11-2012) – Approbation du projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Nationale pour 52,5 M$ - terme 5 ans (2012-2017)
▫ CE12 1854 (7-11-2012) - Approbation du projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Nationale pour 52,5 M$ - terme 5 ans (2012-2017)

▫ CM07 0758 (26-11-2007) – Garantie du prêt renouvelé par la SHDM pour le financement du PALL et du PAMAC avec la Banque Scotia pour 74,0 M$ - terme 5 ans (2007-2012)
▫ CE07 1768 (7-11-2007) - Garantie du prêt renouvelé par la SHDM pour le financement du PALL et du PAMAC avec la Banque Scotia pour 74,0 M$ - terme 5 ans (2007-2012)
▫ CM02 0727 (23-09-2002) – Garantie du prêt de la SHDM pour le financement du PALL et du PAMAC avec la Banque de Nouvelle-Écosse pour 86 6 M$ - terme 5 ans (2002-2007)
▫ CE02 1599 (18-09-2002) – Garantie du prêt de la SHDM pour le financement du PALL et du PAMAC avec la Banque de Nouvelle-Écosse pour 86 6 M$ - terme cinq ans (2002-2007)

DESCRIPTION

Ce sommaire décisionnel vise l'approbation du projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada (BRC) pour garantir le prêt de 72 500 000 $ pour un terme de cinq ans, concernant les immeubles du parc immobilier du PALL (programme d'acquisitions de logements locatifs).

JUSTIFICATION

L'offre soumise par la BRC est conditionnelle à l'obtention de la garantie du prêt par la Ville de Montréal.
La valeur foncière du parc immobilier est établie à 250 000 000 $, selon le rôle foncier d'évaluation 2020-2022, pour un taux d'endettement de 29 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'offre de la BRC est conditionnelle à l'obtention d'une garantie de la Ville de Montréal.
Les conditions financières du prêt de 72 500 000 $ sont les suivantes :
- Terme 5 ans : 2022-2027
- Amortissement : 25 ans
- Le taux global d'intérêt de la RBC était de 4,55 % au 30 septembre 2022. Avant le déboursé du prêt le 29 novembre 2022, la SHDM fixera le taux d'intérêt pour un terme de cinq ans.

Le coût total de ce dossier sera entièrement assumé par le budget de fonctionnement de la SHDM.

MONTRÉAL 2030

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Signature de la convention de crédit et de la garantie de la Ville : Au plus tard le 15 novembre 2022

- Déboursement du prêt : Au plus tard le 29 novembre 2022
- Échéance du prêt : 29 novembre 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec les politiques, règlements et encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mario DE FANTI-EXTERNE
Directeur finances et TI

Tél : 514-380-2171
Télécop. : 514-380-2101

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-28

Nancy SHOIRY
directeur(-trice)-societe paramunicipale

Tél : 514-380-2119
Télécop. :

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée des membres du conseil d'administration de la Société d'habitation et de développement de Montréal

Séance du 27 septembre 2022	Résolution : 22-056

22-056 Conclusion d'un contrat de financement du parc immobilier PALL

Sur proposition dûment faite et appuyée, il est résolu à l'unanimité :

D'autoriser un contrat de financement maximal de 72 500 000 $, avec ou sans prime, pour le parc immobilier du PALL avec la Banque Royale du Canada pour un terme de 5 ans avec une période d'amortissement de 25 ans, conformément à l'offre soumise.

ADOPTÉE

Martine Brodeur, avocate
Secrétaire corporative

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1226944001

Unité administrative responsable :	Société d'habitation et de développement de Montréal , Direction
Objet :	Approuver le projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal et la Banque Royale du Canada, pour garantir le prêt à être contracté par la Société d'habitation et de développement de Montréal au montant de 72 500 000 $ pour une durée de cinq ans, concernant les immeubles issus du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le projet de garantie ci-joint est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

En vertu de la garantie, la Ville s'engage à garantir les obligations de la SHDM découlant d'un prêt à terme non rotatif d'un montant total en dollars canadiens de 72 500 000 $ dont les modalités sont prévues à la Convention de crédit entre la SHDM et la Banque Royale du Canada. L'engagement de la Ville durant le terme de l'emprunt qui vient à échéance le 29 novembre 2027, sera réduit en fonction des remboursements en capital effectués par la SHDM.

FICHIERS JOINTS

Garantie de la Ville de Montréal_projet final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division par interim
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division par interim
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

GARANTIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ATTENDU QUE conformément à la Convention de crédit conclue le 21 septembre 2017 (la « Convention de crédit 2017 »), Banque Royale du Canada (la « **Banque** ») a offert de mettre à la disposition de Société d'habitation et de développement de Montréal (l'« **Emprunteur** »), qui l'a accepté, des facilités de crédit d'un montant total de 72 500 000 $ en dollars canadiens (le « **Prêt 2017** »), le tout tel que plus amplement décrit à ladite Convention de crédit 2017;

ATTENDU QUE la Convention de crédit 2017 vient à échéance le 29 novembre 2022;

ATTENDU QUE suite à un appel d'offres réalisé par l'Emprunteur le 8 juillet 2022, l'offre de la Banque déposée le 10 août 2022 a été retenue par l'Emprunteur;

ATTENDU QUE suite à l'acceptation de l'offre par l'Emprunteur le 27 septembre 2022, les parties ont formalisé l'offre de la Banque par une Convention de crédit 2022 (définie ci-après) qui décrit en détail les modalités d'une facilité de crédit à terme non rotative d'un montant de 72 500 000$ en dollars canadiens (le « **Prêt 2022** »);

ATTENDU QUE la Convention de crédit 2022 amende et remplace la Convention de crédit 2017, sans opérer novation;

ATTENDU QU'en vertu de la Convention de crédit 2022, tout montant dû par l'Emprunteur à la Banque en vertu de la Convention de crédit 2017, est réputé être un emprunt en vertu de la Convention de crédit 2022;

ATTENDU QUE la présente garantie consentie par la Ville annule et remplace la garantie émise par la Ville en garantie du remboursement du Prêt 2017;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 228 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4), la Ville peut garantir la dette contractée par l'Emprunteur à titre de personne morale constituée par lettres patentes à la requête de la Ville conformément aux dispositions du Chapitre V de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*;

ATTENDU QU'aux termes de la Convention de crédit 2022 (définie ci-après), la garantie de la Ville constatée par les présentes constitue une condition préalable au déboursement du Prêt 2022;

EN CONSÉQUENCE, LA VILLE CONVIENT ET STIPULE COMME SUIT :

1. PRÉAMBULE

1.1. Le préambule fait partie intégrante des présentes

2. DÉFINITIONS

Dans cette garantie, les mots ou expressions débutant par une majuscule ont le sens indiqué ci-après ou celui qui leur est donné dans le corps du texte :

2.1. « **Convention de crédit 2022** » signifie la convention portant la date du _____ 2022 entre la Banque et l'Emprunteur, telle qu'amendée de temps à autre ainsi que tous les documents accessoires à cette convention de crédit;

2.2. « **Date de remboursement** » signifie le _____.

3. GARANTIE

3.1. En considération des sommes avancées à l'Emprunteur par la Banque aux termes de la Convention de crédit 2022, la Ville garantit et cautionne sans condition et d'une manière irrévocable le paiement complet du Prêt 2022 en capital, intérêts et autres frais raisonnables jusqu'à concurrence des sommes alors dues à la Banque par l'Emprunteur en vertu de la Convention de crédit 2022 (ci-après appelées les « **Sommes garanties** »). Conséquemment, la Ville s'engage envers la Banque, lorsque l'Emprunteur sera en défaut de payer les Sommes garanties, à remédier à ce défaut sur demande écrite de la Banque en payant ces sommes conformément à l'alinéa qui suit, avec les intérêts au taux annuel payable par l'Emprunteur sur ces Sommes garanties prévu à la Convention de crédit 2022, calculés à compter de la demande de paiement à la Ville jusqu'à parfait paiement;

Après la réception d'une demande de paiement, la Ville paiera les Sommes garanties indiquées à la demande de paiement au plus tard à l'expiration du 90e jour suivant la demande de paiement faite par la Banque, laquelle demande ne pourra toutefois être présentée à la Ville avant l'expiration du 10e jour suivant un défaut de l'Emprunteur d'effectuer un paiement d'intérêt, de capital, ou de toutes autres sommes dues à la Banque de temps à autre en vertu de la Convention de crédit 2022;

3.2. Cette garantie est continue et ne pourra être révoquée par la Ville tant que toutes les Sommes garanties n'auront pas été irrévocablement payées;

3.3. Le montant maximum de la présente garantie est de 72 500 000 $ plus les intérêts dus et autres frais raisonnables en vertu de la Convention de crédit 2022 et ne pourra en aucun cas excéder ce montant à quelque titre que ce soit. Ce montant sera toutefois réduit mensuellement en fonction des remboursements effectués conformément aux dispositions de la Convention de crédit 2022. Pour plus de précision, la Ville ne sera tenue de payer aucune somme en excédent des Sommes garanties dues par l'Emprunteur;

3.4. La Ville renonce aux bénéfices de discussion et de division;

3.5. En cas de prorogation du Prêt 2022 au-delà de la Date de remboursement, l'Emprunteur devra aviser le trésorier de la Ville, au moins 90 jours précédant la Date de remboursement, de l'intention des parties de proroger le terme du Prêt 2022;

3.6. Les obligations de la Ville aux termes de cette garantie ne seront pas affectées par les actes, omissions ou circonstances suivants qui pourraient libérer la Ville d'une obligation :

3.6.1. le défaut de l'Emprunteur de se conformer à l'article 3.5 des présentes;

3.6.2. un sursis ou délai de paiement accordé à l'Emprunteur ou un concordat conclu avec l'Emprunteur;

3.6.3. le fait que la Banque ne se prévaut pas d'un défaut en vertu de la Convention de crédit 2022;

3.6.4. le fait qu'une des dispositions de la Convention de crédit 2022 est déclarée nulle;

3.6.5. la prorogation, le compromis ou la reconduction de quelque disposition de la Convention de crédit 2022;

3.6.6. tout paiement, toute subrogation ou toute cession, étant entendu que les obligations de la Ville n'en seront pas augmentées et les ajustements requis seront effectués en conséquence;

3.6.7. toute fusion ou tout changement ou perte de l'existence juridique de l'Emprunteur ou toute cession d'une partie importante de son entreprise;

3.6.8. tout cas d'insolvabilité de l'Emprunteur, incluant le cas où l'Emprunteur est soumis à toute loi sur l'insolvabilité ou la faillite.

3.6.9. La Convention de crédit 2022 pourra être modifiée par les parties sans le consentement de la Ville qui continuera d'être entièrement liée par les présentes après telles modifications mais toutes telles modifications ne devront pas avoir pour effet d'augmenter la responsabilité de la Ville aux termes des présentes;

3.7. Cette garantie s'ajoute à toute autre sûreté que pourrait détenir la Banque et ne sera aucunement restreinte par telle sûreté;

3.8. Un relevé écrit de la Banque indiquant le montant dû par l'Emprunteur en vertu de la Convention de crédit 2022 constituera une preuve *prima facie* de ces sommes, le tout sous réserve du droit de la Ville d'obtenir, après demande, toute information pertinente;

3.9. La Ville ne pourra réclamer contre l'Emprunteur le remboursement d'aucune somme qu'elle aura payée en vertu des présentes tant que la Banque n'a pas reçu toutes les sommes exigibles aux termes de la Convention de crédit 2022;

3.10. La présente garantie exprime la totalité des engagements de la Ville à l'égard du Prêt 2022 et annule les engagements de la Ville en vertu de la garantie émise à l'égard du Prêt 2017.

4. AVIS

4.1. Tout avis donné en vertu des présentes devra être donné par écrit et livré par messager ou courrier recommandé aux adresses suivantes :

4.2. à la Ville de Montréal :

Ville de Montréal
Service des finances
630, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

À l'attention du trésorier et directeur du Service des finances

4.3. à la Banque :

Banque Royale du Canada
Groupe des entreprises nationales
1 Place Ville-Marie, 6e étage, aile nord
Montréal (Québec) H3B 1Z5

Le _____ 2022 VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Émmanuel Tani-Moore, greffier

Le _____2022 BANQUE ROYALE DU CANADA

Par :_____

Par :_____

Société d'habitation et de développement de Montréal accepte et consent aux modalités de la présente garantie consentie par la Ville de Montréal selon les termes prévus ci-dessus.

Le _____2022

SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL

Par :_____

Par :_____

Garantie approuvée par la résolution CM22 ____ du conseil municipal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228816006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événement sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2023

Il est recommandé :
1 - d'approuver les modifications et ajustements au Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains;

2 - d'approuver le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-27 10:32

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228816006**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événement sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2023

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) contribue aux efforts du milieu sportif dans la réalisation d'événements sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Ce dossier décisionnel vise à renouveler ce programme. Adopté par le conseil d'agglomération en 2012, son renouvellement pour les années subséquentes doit être approuvé par la même instance.

En novembre 2016, la Ville de Montréal a adopté la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs présentant des objectifs et des actions à déployer pour figurer parmi les meilleures destinations au monde en matière d'accueil d'événements sportifs. Depuis son adoption, le PSES contribue à l'atteinte de ces objectifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0732 - 23 décembre 2021
Approuver les modifications et le renouvellement du PSES pour l'année 2022. Déposer le bilan 2021 du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

CG21 0047 - 28 janvier 2021
Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2021.

CG19 0614 - 19 décembre 2019

Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2020.

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

CG12 0020 - 26 janvier 2012
Approuver le Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine et autoriser un budget de 250 000 $ à même l'enveloppe de 140 M$ de l'entente avec le gouvernement du Québec, pour le financement de ce programme pour l'année 2012.

DESCRIPTION

Le PSES 2023 vise le soutien aux événements à travers les quatre (4) mêmes volets qu'en 2022. Les montants maximums par catégorie seront également maintenus. Des critères d'admissibilité et d'évaluation sont prévus pour chaque volet. Le soutien maximal par volet pour les événements est présenté dans le tableau suivant :

		Soutien maximal/événement
Volet 1	Événements sportifs internationaux	25 000 $
Volet 2	Événements sportifs nationaux	10 000 $
Volet 3	Événements sportifs métropolitains	15 000 $
Volet 4	Candidatures aux événements internationaux	25 000 $
	Candidatures aux événements nationaux	10 000 $

Les grands jeux et les championnats majeurs nécessitant une contribution exceptionnelle et ponctuelle de la Ville ne seront pas visés par ce programme. Ils seront traités indépendamment et présentés à l'administration municipale le cas échéant.

Bilan sommaire du PSES 2022

Depuis la création du PSES en 2012, 461 événements ont été soutenus pour un montant total de 3 736 340 $ en soutien financier. La pandémie de la COVID-19 a grandement affecté le milieu sportif événementiel, réduisant considérablement le nombre d'événements qui ont pu avoir lieu depuis mars 2020. L'année événementielle sportive 2022 n'a pas échappé aux contrecoups des mesures sanitaires en vigueur, particulièrement en début d'année.

Impacts de la COVID-19

- Plusieurs événements qui se tiennent normalement en début d'année n'ont pas eu lieu, à cause de la situation sanitaire due à la pandémie de COVID-19 qui prévalait.

Événements soutenus et soutien financier octroyé en 2022

- Un total de 380 650 $ a été octroyé à pour :
    - 33 événements réalisés :
      - 10 événements internationaux
      - 13 événements nationaux
      - 10 événements métropolitains
    - 1 événement métropolitain annulé avec dépenses admissibles
    - 2 candidatures.
- Représentation moyenne du soutien financier accordé par la Ville par rapport au budget prévisionnel de chaque événement

- 9 % pour les événements internationaux;
- 12 % pour les événements nationaux;
- 13 % pour les événements métropolitains;
- 26 % pour les candidatures.

Recommandations de modification et ajustement à faire au PSES 2023

Recommandation 1
Remplacer les anciennes dates de dépôt par les dates suivantes : 15 décembre 2022, 15 mars 2023 et 1er septembre 2023
(Voir : Guide du PSES 2023, section 2.1, page 3 - L'échéancier)

- Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, le PSES est offert aux événements ayant lieu durant l'année financière en cours. En raison des dates de dépôt et du délai de traitement de 90 jours, certains montants des subventions ne sont connus et octroyés que rétroactivement ou tardivement dans l'année, ce qui peut avoir des impacts financiers ou organisationnels importants pour les comités organisateurs. La date de dépôt du 15 décembre 2022 permettra aux comités organisateurs, qui organisent des événements en début d'année (janvier, février), de soumettre une demande de soutien pour les événements de l'année subséquente sans qu'il y ait un impact sur l'année financière. Ils obtiendraient des confirmations de financement plus tôt avant l'événement. Cet ajustement aiderait grandement les promoteurs dans leur planification financière.

Recommandation 2
Bonifier et affiner la liste des dépenses admissibles et la liste des dépenses non admissibles au PSES pour refléter les coûts réels de l'organisation d'événements sportifs, et simplifier l'analyse des dépenses soumises.
(Voir : Guide du PSES 2023, section 2.5 - Admissibilité des coûts, page 6)

- Afin d'assurer une compréhension commune, les listes de dépenses seront davantage détaillées et proposeront des exemples concrets.
- Les dépenses soumises, accompagnées de leurs pièces justificatives respectives, seront analysées en conséquence.

Recommandation 3
Ajouter un critère à l'évaluation quantitative des demandes de soutien qui sont déposées après l'événement, dans le but d'être cohérent avec le protocole de visibilité.
(Voir : Guide du PSES 2023, section 2.6 - Les critères d'évaluation, page 11)

- "Respect du protocole de visibilité" afin de s'assurer que l'événement à offert suffisamment de visibilité à la Ville de Montréal.
- Le promoteur devra démontrer la visibilité qui a été accordée à la Ville durant l'événement (ex : photo, programme, vidéo, articles de journaux, mentions, etc)

Recommandation 4
Ajouter l'obligation au promoteur d'accorder aux représentants de la Ville un statut d'observateur pendant toute la durée de l'événement et à toutes les activités publiques afférentes à celui-ci.
(Voir : Formulaire - Soutien aux événements sportifs 2023, section 10 - Obligations et engagements)

- Afin que les représentants de la Ville puissent s'assurer que l'événement se déroule bien, conformément à la demande, qu'il est sécuritaire et que les obligations et engagements sont respectés.
- Un nombre raisonnable d'observateurs préalablement identifiés sera convenu

entre la Ville et le promoteur.

JUSTIFICATION

Les événements sportifs sont une source de fierté ainsi que des occasions de mobilisation et d'enrichissement collectif. L'accueil d'un grand nombre d'événements démontre la créativité, le dynamisme et le savoir-faire d'une société sur le plan sportif. Ces événements stimulent l'activité économique de la région hôtesse. Ils favorisent la croissance de la pratique sportive chez les citoyennes et les citoyens, ainsi que le développement d'une élite sportive locale.

Les événements sportifs constituent des occasions de positionner stratégiquement les villes qui les accueillent. Le PSES contribue aux efforts du milieu sportif montréalais pour se positionner comme :

- Première ville hôte au Canada à se classer parmi les 10 meilleures villes au monde pour la tenue d'événements sportifs majeurs.
- Un lieu de grands rendez-vous sportifs internationaux contribuant à l'enrichissement de la qualité de vie et à l'essor de la collectivité montréalaise.

Le PSES relève de la compétence de l'agglomération de Montréal et répond à des besoins maintes fois exprimés par les milieux sportifs montréalais, québécois et canadiens. De plus, il assure une équité dans le traitement des demandes et une analyse efficace de celles-ci. Le PSES est un outil clé pour planifier un portefeuille d'événements sportifs à l'image de Montréal.

Les partenaires en événements sportifs à Montréal ont identifié que le financement est l'un des cinq facteurs clés de la réussite d'un événement sportif. Le PSES est un atout pour Montréal qui contribue à aligner les efforts de soutien financier pour les événements sportifs entre le municipal, le provincial et le fédéral. En effet, il existe une cohérence avec les principes et paramètres des trois paliers de gouvernement. Le PSES a aussi largement contribué à développer l'expertise montréalaise en matière de financement d'événements sportifs, de même qu'à développer une bonne connaissance des facteurs de contingence et des incidences financières liés aux événements sportifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 450 000 $ est prévu au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) en 2023.
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, car l'aide aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains est une compétence d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Tout en contribuant à l'estime collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le SGPMRS encourage fortement les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets; ces derniers éléments figurent dans le guide du PSES. Des critères d'évaluation spécifiques à cet égard sont aussi considérés lors de l'analyse de la demande de soutien.
Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
- Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les génération futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

- Priorité #20 | Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le renouvellement du PSES est approuvé,

- un grand nombre d'événements sportifs de qualité et diversifiés seraient soutenus sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal;
- le balisage du soutien octroyé aux organisateurs d'événements sportifs faciliterait la prise de décisions par les dirigeants et les instances décisionnelles.

Si le renouvellement du PSES est retardé ou annulé,

- les organisateurs tenant leurs événements sportifs au printemps ou en début d’été risqueraient de perdre des opportunités de financement dans la mesure où ce soutien leur sert de levier pour en obtenir d'autres;
- certains organisateurs, ne sachant pas si le PSES sera renouvelé, pourraient être réticents à déposer la candidature de Montréal pour y tenir des événements sportifs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En date du sommaire, aucune restriction due à la pandémie de la COVID-19 n'est en vigueur. Tout indique un retour à la normalité au niveau des événements. S'il arrive que la situation se dégrade, la Ville analysera au cas par cas les événements déposés dans le cadre du PSES. S'ils n'obtiennent pas l'appui des autorités sanitaires et que certains de ces événements sont annulés, une analyse des dépenses encourues est effectuée (avec les preuves des dépenses admissibles) et permet d'octroyer un soutien financier raisonnable de la part de la Ville aux organismes dans cette situation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les promoteurs des événements soutenus par le PSES doivent appliquer un protocole de visibilité, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les octrois seront soumis au comité exécutif pour approbation selon le calendrier administratif prévu suivant les dates de dépôt de l'année 2023 :

- **Dépôt 1 :** 15 décembre 2022. Présentation au CE des demandes de soutien admissibles en mars 2023.
- **Dépôt 2 :** 15 mars 2023. Présentation au CE des demandes de soutien admissibles en mai/juin 2023.
- **Dépôt 3 :** 1er septembre 2023. Présentation au CE des demandes de soutien admissibles en novembre 2023.
- **Automne 2023 :** Renouvellement du PSES pour l'année 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine FAILLE
agent(e) de recherche

Tél : 5149750012
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-03

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-10-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-10-18



La Classique d'athlétisme de Montréal 2022
Crédit photo : Antoine Saito

Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains

Guide du programme | Année 2023

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports

Montréal

1. Préambule

L'accueil d'un grand nombre d'événements sportifs illustre la créativité, la mobilisation de même que l'engagement et le dynamisme d'une société. Ces événements sont une source de fierté et constituent de formidables occasions de rapprochement tout en favorisant le développement de la pratique sportive au sein de la population et l'essor d'une élite sportive locale.

Montréal occupe une place de choix dans le monde du sport. Notre ambition est de faire de la métropole **une ville physiquement active, inclusive et universellement accessible**.

La Ville de Montréal souhaite que les promoteurs posent des gestes concrets pour organiser **des événements écoresponsables et/ou zéro déchet.**

Le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains a été créé en conformité avec la compétence d'aide aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale du conseil d'agglomération de Montréal[1]. Le formulaire est disponible sur la page web dédiée au Programme sur montreal.ca.

1.1 Les objectifs du programme

Le but du programme est d'apporter un soutien financier aux organisateurs et aux organisatrices d'événements, afin d'atteindre les objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité;
- maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal;
- positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale;
- soutenir le sport montréalais de haut niveau;
- développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs;
- accroître le sentiment d'appartenance et de fierté de la population et des athlètes;
- encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise;
- offrir un nombre accru d'occasions à la population de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public;
- optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

[1] L'agglomération de Montréal est composée des 15 villes liées de l'île de Montréal et des 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

1.2 La description du programme

Le programme offre deux types de soutien :

- Le soutien aux événements
  - Volet 1. Événements sportifs internationaux
  - Volet 2. Événements sportifs nationaux
  - Volet 3. Événements sportifs métropolitains
- Le soutien aux candidatures
  - Volet 4. Candidatures aux événements sportifs



Champ. national de la ligue can. de basketball en fauteuil roulant 2022
Crédit photo : Julie Marcotte

2. Le soutien aux événements

Le programme s'adresse aux disciplines sportives reconnues par le Comité international olympique, par Sport Canada ou par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il s'adresse également aux parasports et aux sports émergents[2]. Par ailleurs, il vise aussi bien les événements établis que les événements en phase de démarrage (première ou deuxième édition d'un événement récurrent).

2.1 L'échéancier

Seuls les événements se tenant entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023 sont admissibles aux trois premiers volets du programme. L'organisme doit déposer sa demande dûment remplie, accompagnée des documents exigés, au plus tard aux dates et aux heures mentionnées ci-dessous, via le formulaire de dépôt en ligne :

15 décembre 2022 – 16 h	**15 mars 2023 – 16 h**	**1er septembre 2023 – 16 h**

Il faut prévoir un délai de 90 jours entre la date limite de dépôt des demandes et la réponse de la Ville.

2.2 Le soutien financier maximal

Volet 1	Événements sportifs internationaux	**25 000 $**
Volet 2	Événements sportifs nationaux	**10 000 $**
Volet 3	Événements sportifs métropolitains	**15 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- de l'enveloppe budgétaire totale disponible;
- de la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets;
- du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du programme est épuisée.

[2] En ce qui concerne le caractère émergent de la discipline sportive, la Ville de Montréal se réserve un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, fondé, notamment, sur l'affiliation et sur le réseau organisationnel, sur la reconnaissance provinciale, nationale et internationale, sur l'ancienneté de la pratique et sur la structure compétitive existante.

2.3 Les exclusions

Sont exclus du programme :

- les événements sportifs reliés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matchs de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.;
- les événements sportifs de très grande envergure nécessitant des ressources considérables de la part des villes hôtes tels que les Jeux olympiques et paralympiques, les Jeux panaméricains, les Universiades, certains championnats du monde, la Coupe du monde de la FIFA, les Jeux du Canada, les Jeux de la francophonie, etc.;
- les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière;
- les congrès, les conférences, les cliniques, les salons, les expositions et les assemblées liées au sport;
- les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matchs et les combats amateurs organisés (*sparring*);
- les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens;
- les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds pour financer des causes ou des organismes de bienfaisance non liés au sport.

2.4 Les critères d'admissibilité

Pour qu'une demande soit admissible, l'organisme qui dépose un dossier doit :

- présenter une demande par événement, à un seul des trois volets;
- organiser un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du programme;
- tenir l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- tenir l'événement durant l'année prévue par le programme;
- être constitué en corporation à but non lucratif (personne morale);
- se conformer aux lois, aux normes et aux règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en vigueur, notamment en matière de sécurité;
- être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées;
- détenir toutes les polices d'assurance requises pour la tenue de l'événement;
- déclarer par écrit tous les partenariats et toutes les ententes de soutien (financier, biens, services, etc.) avec les arrondissements, les villes de l'agglomération de Montréal, les gouvernements québécois et canadien et les instances parapubliques (Tourisme Montréal, STM, etc.);
- présenter un budget équilibré;
- présenter un programme de legs (sportifs, sociaux, etc.);
- organiser un événement écoresponsable;
- respecter le protocole de visibilité;
- présenter un guide de mesures de sécurité sanitaires (si applicable).

Pour tenir compte des contraintes liées à la pandémie de la COVID-19, la Ville de Montréal pourrait accepter de soutenir par son Programme, des événements de manière adaptée selon les disciplines.

Les critères spécifiques pour les volets 1, 2 et 3

Deux types d'exception peuvent s'appliquer :

a) s'il s'agit de la première ou de la deuxième édition de l'événement, les cibles minimales d'athlètes ou de participantes et participants sont réduites de moitié;
b) si l'événement concerne un sport adapté ou émergent, le nombre et la provenance des participant.e.s seront ajustés en fonction de deux critères :
   - ✓ le bassin potentiel d'athlètes ou de participant.e.s et leur provenance;
   - ✓ la participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables.

- **Le volet 1 – Événement international**

  Événement international sanctionné

  L'événement doit :

  a) être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement;
  b) accueillir au moins 30 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada;
  c) accueillir des athlètes provenant d'au moins deux pays.

  Événement international invitation

  L'événement doit :

  a) être sanctionné par la fédération sportive internationale, par la fédération sportive continentale ou par la fédération sportive canadienne du sport concerné;
  b) accueillir au moins 30 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada;
  c) accueillir des athlètes provenant d'au moins quatre pays, incluant le Canada;
  d) accueillir au moins 40 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que trois pays, incluant le Canada;
  e) accueillir au moins 50 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que deux pays, incluant le Canada.

- **Le volet 2 – Événement national**

  L'événement doit :

  a) être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement;
  b) être ouvert à minimum 6 provinces ou territoires canadiens.

- **Le volet 3 – Événement métropolitain**

  L'événement doit :

  a) regrouper plus de 1 000 participant.e.s;
  b) prévoir des opérations de communication et de promotion auprès de l'ensemble des clientèles visées de l'agglomération de Montréal;
  c) s'assurer d'avoir des participant.e.s provenant d'au moins 17 arrondissements ou villes de l'agglomération de Montréal.

2.5 L'admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont directement liées à la réalisation de l'événement[3] pour lequel l'aide financière est octroyée. Seule la partie de la dépense consacrée exclusivement à cette fin pourra être admissible.

Les listes de dépenses ci-dessous ne sont pas exhaustives. La Ville de Montréal se réserve le droit de juger si une dépense est considérée comme admissible ou inadmissible.

Les dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et/ou du domaine public;
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'événement;
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'événement;
- Les coûts de promotion, de communication et de marketing;
- Les frais d'assurances, les frais d'études et d'évaluation (faisabilité, impacts, etc.) liés à la tenue de l'événement;
- Les frais des officiels (salaires, repas, déplacements);
- Les frais du personnel technique, médical et les honoraires professionnels requis pour la tenue de l'événement (physiothérapeute, etc.);
- Les frais liés à la formation des bénévoles et à leurs dépenses;
- Les frais liés à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'événement;
- Les salaires et les charges sociales (principalement les divers congés payés et vacances) associés exclusivement au temps consacré à la réalisation de l'événement par le personnel ou une ressource embauchée spécifiquement à cette fin.

Les dépenses non admissibles

- Toute dépense liée à l'événement qui entre dans la gestion quotidienne de l'organisme (loyer, téléphone, matériel de bureau, équipements, frais de comptabilité, frais juridiques, etc.);
- Le salaire du personnel permanent rémunéré pour des activités courantes de l'organisme;
- Les assurances collectives ou individuelles, les REER, les CELI ou autres avantages de ce type;
- Les cachets, les cadeaux, les prix, les bourses, les récompenses, les rétributions ou les remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participant.e.s, aux bénévoles, aux expertes et experts, aux déléguées et délégués ou aux organismes sportifs;
- Les coûts liés aux visites des expert.e.s ou des délégué.e.s des fédérations détentrices des droits de l'événement;
- Les dépenses liées à l'hébergement, au transport et aux repas des participant.e.s (membres des délégations des pays participants et représentantes et représentants des organismes impliqués);
- Les frais de représentation (incluant les frais afférents) des personnes payées par l'organisme;
- Les dépenses liées aux boissons alcoolisées, au tabac, au cannabis, au permis d'alcool et au permis de réunion;

[3] Dans le cas où l'événement se déroule en plusieurs lieux dont certains sont à l'extérieur de l'agglomération de Montréal, seules les dépenses pour la portion montréalaise de l'événement sont admissibles.

- Les dépenses reliées à la vente de produits ou services (services alimentaires, kiosque de vente de souvenirs, etc.) et le coût des produits destinés à la revente (produits dérivés, produits alimentaires, etc.);
- Les frais et coûts déjà remboursés (ou financés) par un autre bailleur de fonds ou par le secteur privé;
- La perte de revenus attribuables à l'utilisation des plateaux sportifs;
- Les dépenses liées aux immobilisations (acquisition de terrains ou de propriétés et autres immobilisations, rénovation de bâtiments, aménagement d'infrastructures externes, remboursement de prêts, financement de la dette ou remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir);
- Les dépenses non reliées à la compétition (réception des dignitaires);
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé;
- Les dépenses allouées en dehors de la période couverte par la convention d'aide financière;
- Les taxes applicables.



Championnats canadiens ouverts 2022
Crédit photo : Antoine Saito

2.6 Les critères d'évaluation

Seules les demandes respectant la date d'échéance et comprenant le formulaire dûment rempli et tous les documents exigés avant la tenue de l'événement (section 9.1. du formulaire) seront évaluées.

Si plusieurs organisations souhaitent tenir un événement similaire à des dates rapprochées, la Ville de Montréal se réserve le droit de décider lequel d'entre eux elle soutiendra.

À la suite de l'analyse, les événements retenus seront soumis aux autorités compétentes pour leur approbation quant à l'ampleur du soutien à accorder.

Les critères retenus pour l'évaluation quantitative

- Le nombre d'objectifs du programme atteints par l'événement;
- Le nombre d'athlètes, de participant.e.s, d'équipes ou de clubs;
- Le nombre prévu de spectatrices et de spectateurs ;
- Le nombre de provinces et/ou territoires à qui la compétition est ouverte;
- Le nombre d'arrondissements et de villes de l'agglomération de Montréal, de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants;
- La provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participant.e.s (en pourcentage) : Montréal, Québec, Canada, autres pays;
- La durée de l'événement (nombre de jours);
- La télédiffusion et/ou webdiffusion de l'événement : cotes d'écoute prévues et nombre de pays rejoints;
- La contribution globale requise de l'Administration montréalaise en ressources financières, humaines, matérielles, en expertise, en communication, etc.;
- Les avantages, les legs et les retombées de l'événement;
- La contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées;
- La diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes;
- La réussite financière de l'événement;
- La tenue de l'événement dans les quartiers périphériques est un élément de plus-value.

Les critères retenus pour l'évaluation qualitative

- La reconnaissance du sport;
- Le caractère récurrent ou ponctuel de l'événement;
- La catégorie des athlètes : espoir, junior, senior, maître;
- Le calibre de la compétition;
- Les retombées médiatiques attendues;
- Les opérations de marketing, de promotion et de communication;
- L'historique de l'événement et de l'organisatrice ou l'organisateur;
- La qualité de l'organisation (déroulement, logistique, comité organisateur, sécurité, etc.);
- La qualité du plan d'affaires et du budget prévisionnel;
- Le caractère inclusif de l'événement (pratiques inclusives : volet para, féminin, jeunesse, accessibilité universelle, équité, inclusion, etc.);[4]
- La qualité du programme de legs (sportifs, sociaux, etc.);[4]
- La qualité du plan de gestion écoresponsable de l'événement (actions mises en place à différents niveaux : ressources humaines, alimentation, gestion des matières résiduelles et des sources d'énergie, sensibilisation et éducation à l'environnement, transports, déplacements et émission de gaz à effet de serre (GES), etc.);[4]
- Les éléments d'innovation;
- Le respect du protocole de visibilité.[5]

2.7 Les modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en deux versements :

- un premier versement correspondant à 80 % du montant accordé lorsque tous les documents exigés avant l'événement (section 9.1. du formulaire) seront remis;
- un deuxième versement correspondant à 20 % du montant accordé lors de l'évaluation satisfaisante de la reddition de compte (section 9.2 du formulaire) incluant notamment le rapport complet de l'événement[6], le bilan financier, les preuves des dépenses admissibles, etc.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- l'événement est annulé;
- l'organisation de l'événement lui porte préjudice;
- un ou des documents exigés sont manquants;
- un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par celui-ci sont faux ou inexacts;
- les documents exigés à la suite de la tenue de l'événement (section 9.2. du formulaire) ne sont pas tous remis dans les délais prescrits;
- un ou plusieurs critères d'admissibilité ne sont pas respectés.

[4] Des gabarits de plan d'action sont disponibles à même le formulaire de demande.
[5] Lorsque la demande de soutien est effectuée à posteriori de l'événement, le comité organisateur devra démontrer la visibilité qui a été accordée à la Ville durant l'événement (photo, programme, vidéo, articles de journaux, mentions, etc.).
[6] Un gabarit de rapport d'événement est disponible à même le formulaire de demande.

3. Le soutien aux candidatures

Ce volet du programme s'adresse aux organismes à but non lucratif s'engageant dans un processus de dépôt d'une candidature pour accueillir à Montréal un événement sportif sanctionné, d'envergure nationale ou internationale.

3.1 L'échéancier

L'organisme soumet sa demande dûment remplie, accompagnée des documents exigés, **entre le 1er janvier et le 1er novembre 2023**. Il n'y a pas de date fixe pour le dépôt des demandes de soutien. Il faut prévoir un délai de 60 jours entre la date de dépôt et la réponse de la Ville.

3.2 Le soutien financier maximal

Volet 4	Candidature pour les événements sportifs internationaux :	**25 000 $**
Volet 4	Candidature pour les événements sportifs nationaux :	**10 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- de l'enveloppe budgétaire totale disponible;
- de la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets;
- du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du programme est épuisée.

3.3 Les exclusions

Sont exclus du programme :

- les événements sportifs liés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matches de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.;
- les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière;
- les congrès, les conférences, les cliniques, les salons, les expositions et les assemblées liées au sport;
- les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matches et les combats amateurs organisés (*sparring*);
- les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens;
- les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds pour financer des causes ou des organismes de bienfaisance non liés au sport;
- les événements internationaux invitation;
- les événements métropolitains.

3.4 Les critères d'admissibilité

3.4.1 Les critères généraux

La candidature doit concerner :

- un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du programme;
- un événement qui aura lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- un événement écoresponsable.

L'organisme doit :

- présenter une demande par candidature;
- être constitué en corporation à but non lucratif (personne morale);
- être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées;
- détenir les polices d'assurance responsabilité civile spécifiées à la section 9.1. du formulaire;
- déclarer, pour le projet de candidature, toutes les contributions en argent, en biens et en services des instances publiques et parapubliques, des organisations sportives et du secteur privé;
- présenter un budget prévisionnel de candidature équilibré.

3.4.2 Les critères spécifiques

Les candidatures d'événement international sanctionné

L'événement doit :

- être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement;
- accueillir au moins 30 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada;
- accueillir des athlètes provenant d'au moins deux pays.

Les candidatures d'événement national

L'événement doit :

- être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement;
- être ouvert à l'ensemble des provinces et des territoires canadiens.

3.5 L'admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés du budget de la candidature.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont directement liées à la candidature pour l'accueil d'un événement sportif à Montréal pour laquelle l'aide financière est octroyée. Seule la partie de la dépense consacrée exclusivement à cette fin pourra être admissible.

Les listes de dépenses admissibles et non admissibles énumérées à la page suivante ne sont pas exhaustives. La Ville de Montréal se réserve le droit de juger si une dépense est considérée comme admissible ou inadmissible.

Les dépenses admissibles

Les coûts admissibles doivent être liés à la production :

- du plan d'affaire;
- des études de faisabilité et de marché;
- de l'étude d'impacts économiques;
- du dossier de candidature;
- d'autres outils équivalents qui réduisent
- significativement les risques associés à la tenue de l'événement.



Événement Fly Away 2022
Crédit photo : AMZL Pictures

Les dépenses non admissibles

- Les dépenses matérielles, administratives et en ressources humaines;
- Les cachets, les cadeaux, etc., offerts aux délégué.e.s et organismes sportifs;
- Les coûts des visites des représentant.e.s de l'organisme détenant les droits de l'événement;
- Les frais de représentation (incluant les frais afférents);
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé;
- Les taxes applicables;
- Les dépenses déjà remboursées (ou financées) par un autre bailleur de fonds ou par le secteur privé.

3.6 Les critères d'évaluation

Seules les demandes présentant le formulaire dûment rempli et tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire seront évaluées.

À la suite de l'analyse, les demandes de soutien retenues seront soumises aux autorités compétentes pour approbation.

Les critères retenus pour l'évaluation quantitative du potentiel du projet de candidature

- Le nombre d'objectifs du programme atteints par le projet;
- Le nombre potentiel d'athlètes, de participant.e.s, d'équipes ou de clubs;
- Le nombre potentiel de spectateurs et de spectatrices;
- Le nombre de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants;
- La provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participant.e.s (en pourcentage) : Montréal, Québec, Canada, autres pays;
- La durée de l'événement (nombre de jours);
- La télédiffusion et/ou webdiffusion potentielle de l'événement : cotes d'écoute et nombre de pays rejoints;
- La contribution globale attendue de l'Administration montréalaise en argent, en biens et en services;
- La contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées;
- La diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes.

Les critères retenus pour l'évaluation qualitative de l'organisme et du type d'événement

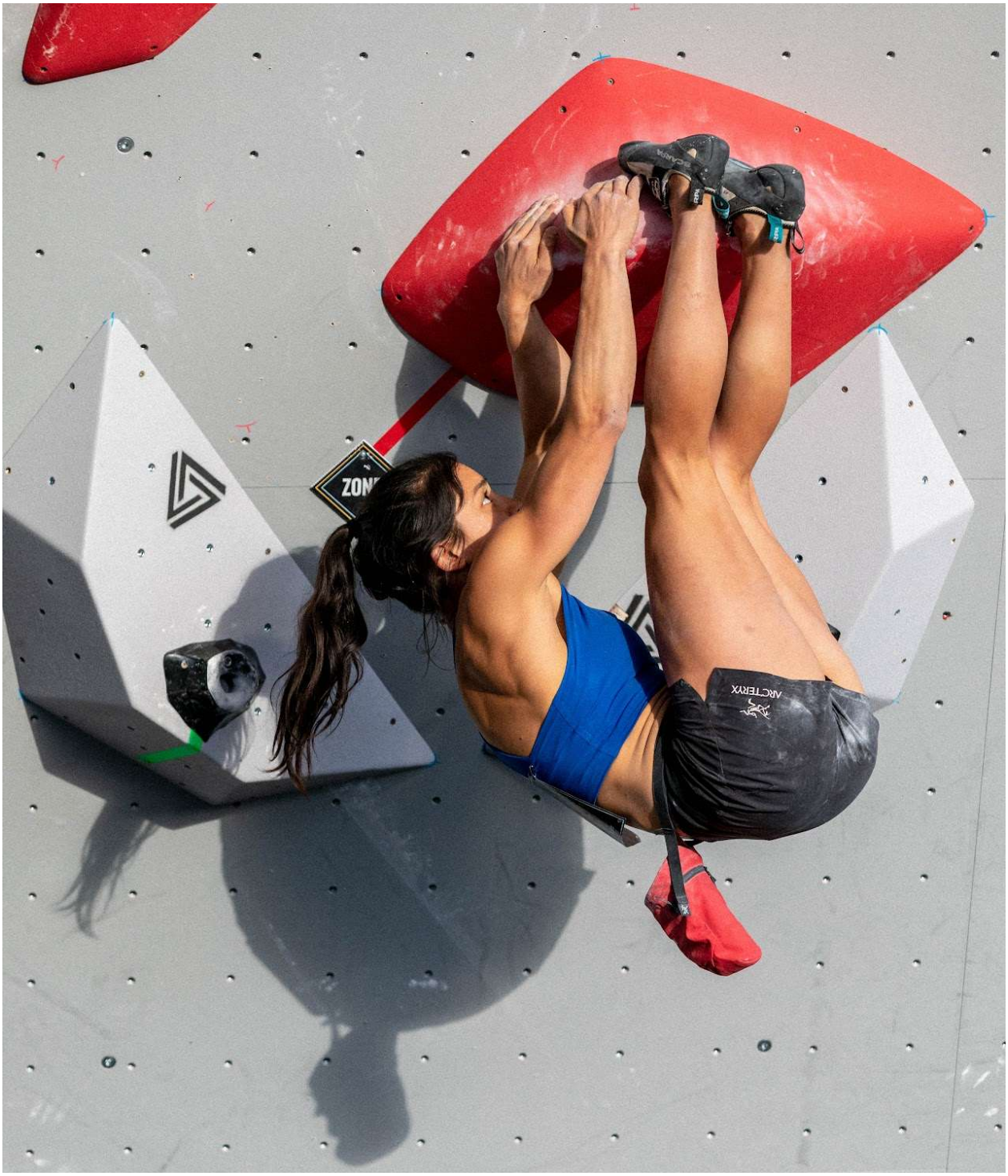
- La pertinence de l'événement dans le développement du sport concerné à Montréal;
- La pertinence de l'événement pour chacun des objectifs du Programme;
- Les avantages, les legs et les retombées de l'événement envisagés pour Montréal;
- La reconnaissance du sport;
- Le caractère récurrent ou ponctuel de l'événement;
- Le calibre des athlètes et de la compétition;
- Les retombées médiatiques potentielles pour Montréal à l'échelle nationale et internationale;
- Le rayonnement et l'envergure de l'événement;
- L'historique de l'organisateur ou de l'organisatrice et de l'événement;
- Les appuis obtenus de la communauté sportive concernée.

3.7 Les modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en un seul versement et ne sera versée que lorsque tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire auront été reçus et analysés.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- le projet de candidature est annulé par l'organisme ayant déposé la demande;
- la fédération québécoise ou l'association canadienne du sport concerné refuse d'appuyer la candidature de l'organisme;
- le gouvernement du Canada ou le gouvernement du Québec refuse d'appuyer ou de soutenir financièrement la tenue de l'événement à Montréal;
- le processus d'appel de candidatures de l'organisme détenant les droits de l'événement est annulé par ce dernier ou celui-ci avait signifié préalablement son refus de tenir l'événement à Montréal;
- un ou plusieurs documents devant être remis à la Ville à la section 9.2. du formulaire sont manquants;
- un ou plusieurs renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par ce dernier sont faux ou inexacts.



Compétition internationale d'escalade de bloc | Jackalope 2022
Crédit photo : Mathieu Tranchida

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports

montreal.ca

Ajouter un projet

Demandeur

- Sélectionner -

Statut

Nouveau

Programme de soutien

- OBNL - Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

1. Identification du répondant

NOTE :

Le nom du répondant correspond à la personne responsable mentionnée dans la résolution. Vous devez utiliser ses coordonnées pour créer un nouveau projet. Le nom, le prénom ainsi que le courriel que vous utilisez dans ce compte seront automatiquement copiés dans les informations du répondant du projet.

Le nom de l'organisme doit correspondre à celui enregistré au Registraire des entreprises du Québec et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

Organisme

Nom légal

Statut juridique

Date d'incorporation

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Numéro d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada)

Numéro de la société (Industrie Canada)

Numéro d'entreprise (Industrie Canada)

Nom du répondant

Fonction du répondant

Siège social

Adresse

Ville

Province

Code postal

Correspondance (si différente)

Adresse

Ville

Province

Code postal

Communication

Téléphone

Cellulaire

Courriel

Site Internet

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres)

2. Identification de l'événement / l'activité

Événement / activité

Nom

Discipline sportive / Activité

✖

✚ Ajouter une discipline sportive

Date (du)

Date (au)

Localisation de l'événement

Site de l'événement

Adresse

Ville

Code postal

✖

✚ Ajouter une localisation

3. Volet du programme

Volet

Date limite de dépôt

- Événements sportifs internationaux - max. 25 000 $
- Événements sportifs nationaux - max. 10 000 $
- Événements sportifs métropolitains - max. 15 000 $
- Soutien aux candidatures - International - max. 25 000 $
- Soutien aux candidatures - National - max. 10 000 $

- Dépôt 1 PSES - 2023 (sous réserve du renouvellement du Programme) (Date limite de dépôt : **2022-12-15 16:00:00**)

4. Objectifs mesurables

4.1 Objectifs généraux

Participation prévisionnelle

Nombre d'athlètes/participants attendus

Durée de l'événement (nombre de jours)

Nombre de spectacteurs attendus

Télédiffusion (auditoire prévu)

Webdiffusion (auditoire prévu)

Récurrence de l'événement

- ○ Annuel
- ○ Ponctuel
- ○ Récurrent

Nombre de récurrences / éditions

Année de la première édition

Description de l'événement

Niveau de sanction

- ☐ International
- ☐ National
- ☐ Provincial
- ☐ Aucune

Calibre des athlètes

- ☐ Senior

- [ ] Maître
- [ ] Junior
- [ ] Espoir
- [ ] Autre

Calibre de la compétition

- ( ) Mondiale
- ( ) Internationale
- ( ) Invitation
- ( ) Continentale

Adéquation avec les objectifs du Programme

Objectifs du Programme

- [ ] Augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité.
- [ ] Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal.
- [ ] Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale.
- [ ] Soutenir le sport de haut niveau montréalais.
- [ ] Développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs.
- [ ] Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.
- [ ] Encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise.
- [ ] Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public.
- [ ] Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

Nombre d'objectifs atteints du Programme

0

Type d'événement

- [ ] Compétitif

- [ ] Participatif
- [ ] Homme
- [ ] Femme
- [ ] Mixte
- [ ] Unisport / Unidisciplinaire
- [ ] Multisport / Multidisciplinaire
- [ ] Sport émergent
- [ ] Parasport

4.2 Objectifs spécifiques

Pays

- Aucun -

Nombre de pays participants

0

Nombre d'équipes ou de clubs participants

Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (%)

Joindre la liste des participants démontrant la proportion selon le pays, la province ou l'état, en fonction des critères spécifiques d'admissibilité

Téléverser un fichier

5. Description de l'événement / des activités

Veuillez joindre le plan d'affaires de l'événement

La Ville de Montréal pourrait accepter de soutenir par son Programme, des événements de manière adaptée selon les disciplines si de nouvelles contraintes reliées à la pandémie de COVID-19 étaient mises en place. Si la formule de l'événement doit être adaptée dû au contexte de la pandémie, veuillez également l'expliquer dans le plan d'affaires.

Téléverser un fichier

Pour compléter les prochaines questions, vous pouvez utiliser les gabarits de plan d'action proposés ci-dessous (pratiques inclusives, legs et écoresponsabilité) ou tout autre format de document de votre choix pour décrire et expliquer vos intentions et actions en terme d'inclusion, de legs et d'écoresponsabilité. Les 3 gabarits se trouvent dans un seul document mais dans des onglets différents.

Plan d'action (pratiques inclusives, legs et écoresponsabilité) PSES - gabarits (https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/gss/uploads/PlanActionGabarits.xlsx) *à télécharger. Veuillez enregistrer le document contenant tous les gabarits sur votre poste de travail, les compléter, puis les téléverser dans les sections ci-dessous prévues à cet effet.*

Veuillez joindre la description du caractère inclusif de l'événement

Téléverser un fichier

Veuillez joindre le programme de legs prévu de l'événement

Téléverser un fichier

Veuillez joindre le plan écoresponsable de l'événement

Téléverser un fichier

6. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Détail des ressources

Veuillez détailler, **en fichier joint ou en commentaire**, toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) consenties ou en voie d'être consenties par l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal), en soutien à la réalisation de l'événement.

Téléverser un fichier

Autres commentaires

7. Demande de soutien

Soutien demandé

Nom du volet

Événements sportifs internationaux - max. 25 000 $

Soutien demandé de l'événement ou de la candidature

0,00 $

Indiquer pour quelle dépense admissible le soutien financier est demandé

8. Prévisions budgétaires

Revenus

Contributions anticipées

	Prévues	Confirmées	Revenus ($)
Fédéral			

Contributions anticipées

	Prévues	Confirmées	Revenus ($)
Sport Canada	○	○	0,00 $
Fédération sportive canadienne	○	○	0,00 $
Développement économique Canada	○	○	0,00 $
Autre	○	○	0,00 $
Provincial			
MEES	○	○	0,00 $
Tourisme Québec	○	○	0,00 $
Secrétariat à la région métropolitaine	○	○	0,00 $
Fédération sportive	○	○	0,00 $
Autre	○	○	0,00 $
Municipal			
Arrondissements			
- Aucun -	○	○	0,00 $
Ville de Montréal	○	○	0,00 $
Tourisme Montréal	○	○	0,00 $
Autre	○	○	0,00 $

Contributions anticipées			
	Prévues	Confirmées	Revenus ($)
Total partiel			**0,00 $**
Revenus autonomes			
Vente - billeterie et entrées			0,00 $
Vente - concessions alimentaires (boissons, nourriture, etc.)			0,00 $
Vente - produits dérivés (t-shirts, casquettes, programmes, etc.)			0,00 $
Campagne de financement			0,00 $
Inscriptions			0,00 $
Dons			0,00 $
Commandites en argent			0,00 $
Commandites en biens et services			0,00 $
Autre			
			0,00 $
Autre			
			0,00 $
Total partiel			**0,00 $**
Total des revenus anticipés			**0,00 $**

Dépenses

Dépenses admissibles

	Dépenses ($)
Utilisation d'un (de) plateau(x) sportif(s), de salles et du domaine public (La perte de revenus due à l'utilisation des plateaux sportifs n'est pas admissible)	0,00 $
Assurances, frais d'études et frais d'évaluation	0,00 $
Permis, autorisations et sanctions	0,00 $
Marketing (communication, promotion, publicité)	0,00 $
Opérations (administration et logistique de l'événement, aménagement, santé, sécurité, bénévoles, personnel technique)	0,00 $
Achat et location de matériel et équipements	0,00 $
Frais des officiels	0,00 $
Autre	
	0,00 $
Autre	
	0,00 $
Total partiel	**0,00 $**

Dépenses non admissibles

Administration (comptabilité, juridique, etc.)	0,00 $
Ressources humaines (employé.e.s permanent.e.s), les assurances collectives ou individuelles, les REER, les CELI ou autres avantages de ce type.	0,00 $
Protocole (accueil de dignitaires / experts / délégués), prix, récompenses, cadeaux, frais de représentation, retributions ou remboursements offerts ou décernés, coûts reliés aux visites des experts et délégués des fédérations.	0,00 $
Frais d'hébergement, frais de déplacement, frais de repas, bourses, retributions ou remboursements offerts ou décernés aux athlètes et participants.	0,00 $

Dépenses admissibles	
	Dépenses ($)
Achat de nourriture, de boissons et de biens destinés à la revente, dépenses liées à la vente de produits et services.	0,00 $
Frais d'opérations quotidiennes (loyer, téléphone, matériel de bureau, etc.)	0,00 $
Autre	0,00 $
Autre	0,00 $
Total partiel	**0,00 $**
Total des dépenses anticipées	**0,00 $**
Solde (revenus - dépenses)	**0,00 $**

9. Documents à remettre à la Ville de Montréal

9.1 Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire

***** Lettres patentes de l'organisme**

Téléverser un fichier

***** Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »)**

Téléverser un fichier

***** Résolution du conseil d'administration ou écrit officiel du détenteur des droits désignant l'organisme comme organisateur de l'événement**

Téléverser un fichier

Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations, les équipements, le matériel et les lieux utilisés sont disponibles, adéquats, sécuritaires et aptes à la tenue de l'événement

Téléverser un fichier

Autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement

Téléverser un fichier

Prévisions budgétaires de l'événement (si non présentées dans le formulaire)

Téléverser un fichier

Preuve d'assurance applicable à la tenue de l'événement, incluant un avenant désignant la Ville de Montréal comme co-assurée

Téléverser un fichier

Le bilan financier ou les états financiers de l'édition précédente de l'événement

Téléverser un fichier

9.2 Le rapport d'événement doit être envoyé au Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports à l'adresse courriel evenements.sportifs@montreal.ca, au plus tard 60 jours après la tenue de l'événement.

Le rapport d'événement doit contenir au minimum les éléments suivants :

- Rapport annuel des activités : faits saillants, résultats obtenus aux objectifs mesurables, opérations de communication et de promotions réalisées, difficultés rencontrées, problèmes survenus, photos libres de droit à l'usage de la Ville, etc.
- Bilan financier ou états financiers de l'événement
- Factures pour les dépenses admissibles : sanctions, permis, assurances, location d'installations, matériel promotionnel, achat d'équipements, etc.

Vous pouvez utiliser le gabarit de rapport d'événement proposé ci-dessous ou un autre format de rapport d'événement de votre choix. Si vous décidez d'utiliser un autre format de rapport d'événement, veuillez vous assurer qu'il contient les éléments minimum nommés ci-dessus.

Rapport d'événement - PSES - gabarit (https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/gss/uploads/RapportEvenementGabarit.xlsx) à télécharger. Veuillez enregistrer le gabarit sur votre poste de travail, le compléter, puis l'envoyer à l'adresse evenement.sportifs@montreal.ca au maximum 60 jours après la tenue de l'événement.

10. Obligations et engagements

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à

- Utiliser cette somme pour réaliser l'événement pour lequel la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal, en vertu des présentes.

- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'importance à l'événement pour lequel une aide financière a été demandée.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le site Internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/sujets/ententes-de-partenariat-et-visibilite.
- Inviter, au moins dix jours ouvrables à l'avance, la Ville de Montréal à participer aux activités publiques afférentes à l'événement (conférence de presse, cérémonie d'ouverture ou de remise de médailles, etc.).
- Respecter le protocole de visibilité de la Ville concernant les événements sportifs soutenus par le Programme, lequel est disponible sur la page web du Programme : montreal.ca/programmes/soutien-aux-evenements-sportifs-internationaux-nationaux-et-metropolitains.
- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Organiser l'événement en répondant aux plus hauts standards d'éthique professionnelle et sportive.
- Payer aux paliers de gouvernements et aux organismes concernés les impôts et les taxes, tout en obtenant les permis ainsi que les droits prescrits pour la réalisation de l'événement.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou de l'événement organisé par l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison de la tenue de l'événement.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal : montreal.ca/fournisseurs
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile offrant la protection indiquée par les représentants de la Ville de Montréal pour les blessures corporelles et les dommages matériels. Cette police d'assurance doit provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. La police d'assurance doit être en vigueur durant les 10 jours précédant l'événement, pendant la tenue de l'événement ainsi que pendant les 10 jours suivant la fin de l'événement. Elle doit aussi comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de l'événement. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement, des copies de la police d'assurance et de l'avenant.
- Souscrire et maintenir en vigueur, auprès de compagnies d'assurances ayant leur siège social ou un bureau au Québec, toutes les autres polices d'assurance nécessaires à la tenue de l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, accordant la protection indiquée par les autorités qui les exigent. Ces polices doivent comporter un avenant stipulant qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. L'organisme doit remettre une copie de ces polices d'assurance et des avenants au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, laquelle est disponible sur le site internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7eebefd653158035a5a91
- Assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Représentant, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Représentant et divulgués à l'organisme, pour la tenue de l'événement et des activités organisées par l'organisme à Montréal et qui y sont liées.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour réaliser l'événement visé.

- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville, à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca, des états financiers vérifiés, approuvés et signés par l'organisme au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.

11. Renseignements

Renseignements

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante :

evenements.sportifs@montreal.ca

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Calendrier des événements

La ville produit un calendrier annuel des événements sportifs prévus à Montréal.

Si vous souhaitez publiciser votre événement, veuillez compléter la fiche événement ci-jointe.

Fiche événement

Nom de l'événement

Année de création (édition)

Thème

Type d'événement

Brève description

Date de début de l'événement

Date de fin de l'événement

Lieu de l'événement

Clientèle

Coût d'entrée

Renseignements complémentaires

Numéro de téléphone (info ou réservation)

Site Internet

Organisme responsable

Personne-ressource et coordonnées

12. Engagement de l'organisme

Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme,

certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organisme**Nom du Répondant de l'organisme**

☐ J'accepte l'engagement

Informations

ID

Création

Modification

Supprimé

Not deleted

Ajouter un projet

Demandeur

- Sélectionner -

Statut

Nouveau

Programme de soutien

- OBNL - Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

1. Identification du répondant

NOTE :

Le nom du répondant correspond à la personne responsable mentionnée dans la résolution. Vous devez utiliser ses coordonnées pour créer un nouveau projet. Le nom, le prénom ainsi que le courriel que vous utilisez dans ce compte seront automatiquement copiés dans les informations du répondant du projet.

Le nom de l'organisme doit correspondre à celui enregistré au Registraire des entreprises du Québec et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

Organisme

Nom légal

Statut juridique

Date d'incorporation

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Numéro d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada)

Numéro de la société (Industrie Canada)

Numéro d'entreprise (Industrie Canada)

Nom du répondant

Fonction du répondant

Siège social

Adresse

Ville

Province

Code postal

Correspondance (si différente)

Adresse

Ville

Province

Code postal

Communication

Téléphone

Cellulaire

Courriel

Site Internet

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres)

2. Identification de l'événement / l'activité

Événement / activité

Nom

Discipline sportive / Activité

✖

✚ Ajouter une discipline sportive

Date (du)

Date (au)

Localisation de l'événement

Site de l'événement

Adresse

Ville

Code postal

✖

✚ Ajouter une localisation

3. Volet du programme

Volet

Date limite de dépôt

- Événements sportifs internationaux - max. 25 000 $
- Événements sportifs nationaux - max. 10 000 $
- Événements sportifs métropolitains - max. 15 000 $
- Soutien aux candidatures - International - max. 25 000 $
- Soutien aux candidatures - National - max. 10 000 $

- Soutien aux candidatures - Dépôt entre le 1er janvier et le 1er novembre 2023 (sous réserve du renouvellement du Programme) (Date limite de dépôt : **2023-11-02 00:00:00**)

4. Objectifs mesurables

4.1 Objectifs généraux

Participation prévisionnelle

Nombre d'athlètes/participants attendus

Durée de l'événement (nombre de jours)

Nombre de spectacteurs attendus

Télédiffusion (auditoire prévu)

Webdiffusion (auditoire prévu)

Récurrence de l'événement

- [ ] Annuel
- [ ] Ponctuel
- [ ] Récurrent

Nombre de récurrences / éditions

Année de la première édition

Description de l'événement

Niveau de sanction

- [ ] International
- [ ] National
- [ ] Provincial
- [ ] Aucune

Calibre des athlètes

- [ ] Senior

- [ ] Maître
- [ ] Junior
- [ ] Espoir
- [ ] Autre

Calibre de la compétition

- ( ) Mondiale
- ( ) Internationale
- ( ) Invitation
- ( ) Continentale

Adéquation avec les objectifs du Programme

Objectifs du Programme

- [ ] Augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité.
- [ ] Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal.
- [ ] Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale.
- [ ] Soutenir le sport de haut niveau montréalais.
- [ ] Développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs.
- [ ] Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.
- [ ] Encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise.
- [ ] Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public.
- [ ] Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

Nombre d'objectifs atteints du Programme

0

Type d'événement

- [ ] Compétitif

- [ ] Participatif
- [ ] Homme
- [ ] Femme
- [ ] Mixte
- [ ] Unisport / Unidisciplinaire
- [ ] Multisport / Multidisciplinaire
- [ ] Sport émergent
- [ ] Parasport

4.2 Objectifs spécifiques

Pays

- Aucun -

Nombre de pays participants

0

Nombre d'équipes ou de clubs participants

Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (%)

5. Description de l'événement / des activités

Veuillez joindre une description de l'événement

Téléverser un fichier

6. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Estimation des ressources

Veuillez détailler, **en fichier joint ou en commentaire**, l'estimation préliminaire de toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) attendues de l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal), en soutien à la réalisation de l'événement.

Téléverser un fichier

Autres commentaires

7. Demande de soutien

Soutien demandé

Nom du volet

Soutien aux candidatures - International - max. 25 000 $

Soutien demandé de l'événement ou de la candidature

0,00 $

Indiquer pour quelle dépense admissible le soutien financier est demandé

8. Budget prévisionnel du projet de candidature

Veuillez annexer le budget prévisionnel du projet de candidature (revenus et dépenses)

Téléverser un fichier

9. Documents à remettre à la Ville de Montréal

9.1 Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire

***** Lettres patentes de l'organisme**

Téléverser un fichier

***** Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »)**

Téléverser un fichier

Police d'assurance en responsabilité civile générale et police d'assurance en responsabilité civile des administrateiurs et dirigeants de l'organisme

Téléverser un fichier

Cahier des charges de l'événement

Téléverser un fichier

Structure du comité de candidature

Téléverser un fichier

Description de l'échéancier et du processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement

Veuillez inclure le calendrier de travail de l'organisme

Téléverser un fichier

Inventaire des autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement

Téléverser un fichier

Contrat type que l'organisme hôte doit signer avec le détenteur des droits de l'événement (facultatif)

Ce document sera toutefois exigé dans le cadre d'une demande de soutien financier à l'événement, advenant la candidature obtenue.

Téléverser un fichier

Rapport final, budget final et résultats de l'édition la plus récente de l'événement (si disponibles)

Téléverser un fichier

9.2 Les documents suivants doivent être envoyés au Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports à l'adresse courriel evenements.sportifs@montreal.ca, avant que la Ville de Montréal n'autorise officiellement par écrit le dépôt de la candidature auprès du détenteur des droits de l'événement.

Livrables pour lesquels la contribution de la Ville a été accordée (plan d'affaires, dossier de candidature, montage financier de l'événement (revenus et dépenses), étude d'impacts économiques, études de faisabilité et de marché, etc.

Téléverser un fichier

Rapport final, bilan financier final ou états financiers du projet de candidature.

Téléverser un fichier

Appui des fédérations québécoises et canadiennes du sport concerné pour l'événement.

Téléverser un fichier

Appui des gouvernements du Québec et du Canada pour l'événement.

Téléverser un fichier

Appui de Tourisme Montréal pour l'événement.

Téléverser un fichier

Factures pour la production des livrables remis à la Ville.

Téléverser un fichier

Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations et les lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement sont adéquats, sécuritaires et aptes à sa tenue.

Téléverser un fichier

Confirmation écrite des gestionnaires ou propriétaires des installations et/ou des lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement à l'effet qu'ils seront disponibles pour l'accueillir.

Téléverser un fichier

10. Obligations et engagements

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à

- Utiliser cette somme pour produire les livrables pour lesquels la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'intention relatif au projet de candidature, ainsi qu'au processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans le projet de candidature pour l'événement dans le respect des normes en vigueur.
- Se conformer en tout temps, à toutes les directives et exigences du détenteur des droits de l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou du projet de candidature de l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison du projet de candidature et de la tenue éventuelle de l'événement à Montréal.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal (portail Internet : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs).
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile générale et une police d'assurance responsabilité civile des administrateurs et dirigeants. Ces polices d'assurance doivent provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville copie de ces polices d'assurance en même temps que le formulaire.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, laquelle est disponible sur la page web du Programme : montreal.ca/programmes/soutien-aux-evenements-sportifs-internationaux-nationaux-et-metropolitains.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour produire les livrables de la présente entente.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), des états financiers vérifiés, approuvés et signés quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'organisme. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.
- Obtenir une autorisation écrite officielle de la Ville de Montréal avant de déposer, auprès du détenteur des droits de l'événement, la candidature qu'il a préparée afin de tenir l'événement à Montréal. La contribution financière de la Ville dans la préparation de la candidature de l'organisme ne constitue pas un appui officiel de la Ville au dépôt de la candidature de l'organisme auprès du détenteur des droits de l'événement ni une intention de la Ville à soutenir éventuellement l'organisation et la tenue de l'événement à Montréal.

11. Renseignements

Renseignements

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante :

evenements.sportifs@montreal.ca

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

12. Engagement de l'organisme

Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme,

certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organisme **Nom du Répondant de l'organisme**

☐ J'accepte l'engagement

Informations

ID

Création

Modification

Supprimé

Not deleted

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :
Unité administrative responsable : Service des grands Parc, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division des sports de l'activité physique (SGPRMS)
Projet : Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2023

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #4 **|** Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 **|** Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 **|** Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #4 et #5 : Augmentation du nombre d'actions et d'initiatives déployées par les promoteurs d'événement afin de:

- réduire l'empreinte écologique de leur événement
- d'inclure des sphères sous représentées de la société à leur événement

Priorité #20 : Dans le respect du protocole de visibilité du Programme, les promoteurs d'événements élaborent différentes stratégies de communication, de promotion et de diffusion (par exemples : utilisation des différents médias sociaux, diffusion en directe sur les médias sociaux ou sur des chaînes de télévision, relations de presse, etc.) afin d'assurer une couverture médiatique satisfaisante de leur événement, d'augmenter le taux de participation tout en assurant à la Ville de Montréal une visibilité suffisante.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228816006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événement sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1228816006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-12

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1221024001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

ATTENDU QU'il y a lieu d'assurer la continuité des activités exercées actuellement par les conseils d'arrondissement en regard des éléments mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);
VU l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001);

Il est recommandé :

1. D'accepter la délégation du conseil d'agglomération, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2022 des droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté.

2. D'accepter la délégation du conseil d'agglomération, pour une période de 12 mois à

compter du 31 décembre 2022, des droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-10-31 10:51

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1221024001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

CONTENU

CONTEXTE

Les matières identifiées à la résolution de délégation visée par le présent sommaire décisionnel sont énumérées à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (ci-après, le « Décret ») comme des équipements, infrastructures et activités considérés d'intérêt collectif et qui relèvent de ce fait de la compétence du conseil d'agglomération.
Lors de l'adoption du Décret en décembre 2005 pour faire de ces équipements, infrastructures et activités des matières relevant du conseil d'agglomération, les arrondissements exerçaient déjà certains droits, pouvoirs et obligations à l'égard de ces matières.

Afin d'assurer la continuité des opérations au moment de la mise en place du conseil d'agglomération, l'article 70 du Décret prévoyait une disposition transitoire stipulant qu'un conseil d'arrondissement pouvait, à l'égard d'un équipement, infrastructure ou activité d'intérêt collectif mentionné en annexe, continuer d'exercer les droits, pouvoirs et obligations qu'il exerçait au 31 décembre 2005, et ce, jusqu'au 1er janvier 2008.

Comme l'article 70 du Décret assurant la période de transition cessait d'avoir effet au 1er janvier 2008, afin d'assurer la continuité des opérations quant à ces équipements, infrastructures ou activité d'intérêt collectif, le conseil d'agglomération et le conseil de la ville ont périodiquement adopté, depuis 2008, des résolutions dites « similaires » ayant pour but de maintenir la délégation de ces droits, pouvoirs et obligations au conseil de la ville. Ces résolutions sont dites similaires puisqu'elles sont adoptées en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations qui prévoit que :

« le conseil d'agglomération et le conseil ordinaire de la municipalité centrale peuvent, par des résolutions similaires, prévoir la délégation, pour une période déterminée, de l'exercice d'une compétence d'agglomération à l'égard de la municipalité ou sur son territoire».

Les matières visées par la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville ont évolué, selon le besoin, au fil des modifications apportées au Décret pour ajouter ou retirer des équipements, infrastructure ou activité d'intérêt collectif.

Il est à noter que suivant l'adoption de la résolution de délégation du conseil d'agglomération et son renouvellement successif depuis 2008, le conseil de la ville, ayant également accepté cette délégation depuis 2008, a pour sa part adopté le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (07-053) pour subdéléguer certains des pouvoirs en question aux conseils d'arrondissement.

Afin de maintenir ce régime de délégation, il est requis d'adopter les résolutions similaires proposées. À défaut d'adopter lesdites résolutions, de nombreuses activités présentement sous la responsabilité des arrondissements se retrouveraient au 1er janvier 2023, sous la responsabilité des services corporatifs de la Ville qui ne sont pas actuellement dotés des ressources pour les assumer.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 1293 (29 novembre 2021) et CG21 0668 (2 décembre 2021) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2022, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1218471008)
CM20 1177 (16 novembre 2020) et CG20 0610 (19 novembre 2020) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2021, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1206407037)

CM19 1133 (22 octobre 2019) et CG19 0483 (24 octobre 2019) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1196407001)

CM18 1268 (22 octobre 2018) et CG18 0557 (25 octobre 2018) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2019, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1180643002)

CM17 1384 (11 décembre 2017) et CG17 0566 (14 décembre 2017) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2018, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1176407001)

CM16 1401 (19 décembre 2016) et CG16 0733 (22 décembre 2016) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2017, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1166407002)

CM16 1454 (20 décembre 2016) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2017, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1166407003)

CM16 0561 (16 mai 2016) et CG16 0351 (19 mai 2016) visant à déléguer au conseil de la Ville, jusqu'au 31 décembre 2016, certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et à abroger le paragraphe d) de la résolution CG15 0782. (1164073001)

CM16 0612 (16 mai 2016) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2016, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et d'abroger le paragraphe d) de la résolution CM15 1495. (1164073002)

CM15 1456 (14 décembre 2015) et CG15 0782 (17 décembre 2015) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2016, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1152021001).

CM15 1495 (14 décembre 2015) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2016, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1152021002)

CM14 0633 (17 juin 2015) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2016, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1143741002).

CM14 0584 (16 juin 2014) et CG14 038 (19 juin 2014) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2015, la délégation du conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1143741001).

CM13 0593 (17 juin 2013) visant à accepter, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235003).

CM13 0550 (17 juin 2013) et CG13 0244 (20 juin 2013) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235004).

CM12 1112 (17 décembre 2012) visant à accepter, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation de

certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235004).

CM12 1085 (17 décembre 2012) et CG 12 0491 (20 décembre 2012) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235003).

CM12 0372 et CG12 0155 (17 mai 2012) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1124235001).

CM11 0979 et CG11 0458 (22 décembre 2011) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). - Modification apportée lors de l'adoption au conseil d'agglomération : "de modifier la proposition principale afin de remplacer la date de fin de prolongation de la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs prévue au 31 décembre 2012, par celle du 30 juin 2012" (GDD : 1114235001).

CM11 1032 (19 décembre 2011) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2012, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1114235002).

CM10 0096 et CG10 0459 (16 décembre 2010) visant à prolonger, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation au conseil de la ville de Montréal, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923008).

CM10 0952 (14 décembre 2010) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923007).

CM10 0438 et CG10 0205 (20 mai 2010) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923002).

CM10 0166 et CG10 0079 (25 février 2010) visant la délégation, jusqu'au 30 juin 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923001).

CG09 0514 (17 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 28 février 2010, de certains

pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923002).

CM09 1048 (15 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923005).

CG08 0599 et CM08 1019 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1082923004).

CM08 0974 (24 novembre 2008) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) .

CG07-0412 et CM07-0732 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430001).

CM07 0693 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430002).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 31 décembre 2022.
À cette fin, il est proposé d'adopter une nouvelle résolution ayant pour effet de déléguer les compétences suivantes jusqu'au 31 décembre 2023 :

1. Les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d’ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté;

2. Les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

Le point # 1 maintient les délégations qui sont adoptées de façon ponctuelle depuis 2008 alors que le point # 2 ci-dessus maintient la délégation relative au réseau cyclable introduite en mai 2016.

JUSTIFICATION

Cette modification est nécessaire pour assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnées à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 31 décembre 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La délégation de ces droits, pouvoirs et obligations est prise en considération aux fins de la préparation du budget. Cette délégation n'a, par ailleurs, aucun impact quant à l'imputation des dépenses liées à l'exercice des activités qui y sont liées.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FORTIER
Avocate

Tél : 514 872-6396
Télécop. : 514 872-2828

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-17

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division - Droit public et législation

Tél : 514 893-0302
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
directeur(-trice) de service - affaires juridiques et avocat(e) en chef
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2022-10-28

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1221024002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

ATTENDU QU'il y a lieu d'assurer la continuité des activités exercées actuellement par les conseils d'arrondissement en regard des éléments mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);
VU l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001);

Il est recommandé :

1. De déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2022 les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté.

2. De déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2022, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-10-30 16:34

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général par intérim
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1221024002**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

CONTENU

CONTEXTE

Les matières énumérées à la résolution de délégation visée par le présent sommaire décisionnel sont énumérées à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (ci-après, le « Décret ») comme des équipements, infrastructures et activités considérés d'intérêt collectif et qui relèvent de ce fait de la compétence du conseil d'agglomération.
Lors de l'adoption du Décret en décembre 2005 pour faire de ces équipements, infrastructures et activités des matières relevant du conseil d'agglomération, les arrondissements exerçaient déjà certains droits, pouvoirs et obligations à l'égard de ces matières.

Afin d'assurer la continuité des opérations au moment de la mise en place du conseil d'agglomération, l'article 70 du Décret prévoyait une disposition transitoire stipulant qu'un conseil d'arrondissement pouvait, à l'égard d'un équipement, infrastructure ou activité d'intérêt collectif mentionné en annexe, continuer d'exercer les droits, pouvoirs et obligations qu'il exerçait au 31 décembre 2005, et ce, jusqu'au 1er janvier 2008.

Comme l'article 70 du Décret assurant la période de transition cessait d'avoir effet au 1er janvier 2008, afin d'assurer la continuité des opérations quant à ces équipements, infrastructures ou activité d'intérêt collectif, le conseil d'agglomération et le conseil de ville ont périodiquement adopté, depuis 2008, des résolutions dites « similaires » ayant pour but de maintenir la délégation de ces droits, pouvoirs et obligations au conseil de la ville. Ces résolutions sont dites similaires puisqu'elles sont adoptées en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations qui prévoit que :

« le conseil d'agglomération et le conseil ordinaire de la municipalité centrale peuvent, par

des résolutions similaires, prévoir la délégation, pour une période déterminée, de l'exercice d'une compétence d'agglomération à l'égard de la municipalité ou sur son territoire».

Les matières visées par la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville ont évolué, selon le besoin, au fil des modifications apportées au Décret pour ajouter ou retirer des équipements, infrastructure ou activité d'intérêt collectif.

Il est à noter que suivant l'adoption de la résolution de délégation du conseil d'agglomération et son renouvellement successif depuis 2008, le conseil de la ville, ayant également accepté cette délégation depuis 2008, a pour sa part adopté le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (07-053) pour subdéléguer certains des pouvoirs en question aux conseils d'arrondissement.

Afin de maintenir ce régime de délégation, il est requis d'adopter les résolutions similaires proposées. À défaut d'adopter lesdites résolutions, de nombreuses activités présentement sous la responsabilité des arrondissements se retrouveraient au 1er janvier 2023, sous la responsabilité des services corporatifs de la Ville qui ne sont pas actuellement dotés des ressources pour les assumer.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 1293 (29 novembre 2021) et CG21 0668 (2 décembre 2021) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2022, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1218471008)
CM20 1177 (16 novembre 2020) et CG20 0610 (19 novembre 2020) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2021, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1206407037)

CM19 1133 (22 octobre 2019) et CG19 0483 (24 octobre 2019) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1196407001)

CM18 1268 (22 octobre 2018) et CG18 0557 (25 octobre 2018) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2019, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1180643003)

CM17 1384 (11 décembre 2017) et CG17 0566 (14 décembre 2017) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2018, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1176407002)

CM16 1401 (19 décembre 2016) et CG16 0733 (22 décembre 2016) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2017, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs

concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1166407002)

CM16 1454 (20 décembre 2016) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2017, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1166407003)

CM16 0561 (16 mai 2016) et CG16 0351 (19 mai 2016) visant à déléguer au conseil de la Ville, jusqu'au 31 décembre 2016, certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et à abroger le paragraphe d) de la résolution CG15 0782. (1164073001)

CM16 0612 (16 mai 2016) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2016, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et d'abroger le paragraphe d) de la résolution CM15 1495. (1164073002)

CM15 1456 (14 décembre 2015) et CG15 0782 (17 décembre 2015) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2016, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1152021001).

CM15 1495 (14 décembre 2015) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2016, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1152021002)

CM14 0633 (17 juin 2015) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2016, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1143741002).

CM14 0584 (16 juin 2014) et CG14 038 (19 juin 2014) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2015, la délégation du conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1143741001).

CM13 0593 (17 juin 2013) visant à accepter, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235003).

CM13 0550 (17 juin 2013) et CG13 0244 (20 juin 2013) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant

l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235004).

CM12 1112 (17 décembre 2012) visant à accepter, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235004).

CM12 1085 (17 décembre 2012) et CG 12 0491 (20 décembre 2012) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235003).

CM12 0372 et CG12 0155 (17 mai 2012) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1124235001).

CM11 0979 et CG11 0458 (22 décembre 2011) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). - Modification apportée lors de l'adoption au conseil d'agglomération : "de modifier la proposition principale afin de remplacer la date de fin de prolongation de la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs prévue au 31 décembre 2012, par celle du 30 juin 2012" (GDD : 1114235001).

CM11 1032 (19 décembre 2011) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2012, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1114235002).

CM10 0096 et CG10 0459 (16 décembre 2010) visant à prolonger, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation au conseil de la ville de Montréal, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923008).

CM10 0952 (14 décembre 2010) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923007).

CM10 0438 et CG10 0205 (20 mai 2010) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923002).

CM10 0166 et CG10 0079 (25 février 2010) visant la délégation, jusqu'au 30 juin 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8

décembre 2005) (GDD 1102923001).

CG09 0514 (17 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 28 février 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923002).

CM09 1048 (15 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923005).

CG08 0599 et CM08 1019 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1082923004).

CM08 0974 (24 novembre 2008) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) .

CG07-0412 et CM07-0732 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430001).

CM07 0693 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430002).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 31 décembre 2022.
À cette fin, il est proposé d'adopter une nouvelle résolution ayant pour effet de déléguer les compétences suivantes jusqu'au 31 décembre 2023 :

1. Les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté;

2. Les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

Le point # 1 maintient les délégations qui sont adoptées de façon ponctuelle depuis 2008 alors que le point # 2 ci-dessus maintient la délégation relative au réseau cyclable introduite en mai 2016.

JUSTIFICATION

Cette modification est nécessaire pour assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnées à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 31 décembre 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La délégation de ces droits, pouvoirs et obligations est prise en considération aux fins de la préparation du budget. Cette délégation n'a, par ailleurs, aucun impact quant à l'imputation des dépenses liées à l'exercice des activités qui y sont liées.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FORTIER
Avocate

Tél : 514 872-6396
Télécop. : 514 872-2828

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-17

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division - Droit public et législation

Tél : 514 893-0302
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
directeur(-trice) de service - affaires juridiques et avocat(e) en chef
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2022-10-28

CE : 30.006

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1227317026

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023

Il est recommandé :
1- d'approuver les initiatives culturelles;

2- d'autoriser l'occupation du domaine public du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-27 09:24

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227317026**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour ces initiatives culturelles ayant lieu du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023.
Pour permettre la réalisation de ces initiatives, il est aussi nécessaire d'obtenir certaines ordonnances à la réglementation municipale sous la responsabilité des arrondissements.
Il s'agit notamment des règlements sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20 et sur la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M, P-1, articles 3 et 8.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1664 - 12 ocotbre 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 1er octobre 2022 au 17 mars 2023.
CE22 1520 - 14 septembre 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 15 septembre au 14 octobre 2022.
CE22 1382 - 17 août 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 30 août au 7 septembre 2022.
CE22 1133 - 6 Juillet 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 6 juillet au 31 décembre 2022.
CE22 1052 - 7 juin 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 8 juin 2022 au 25 septembre 2022.
CE22 0833 - 11 mai 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 11 mai 2022 au 13 novembre 2022.
CE22 0593 - 13 avril 2022 - Approuver des initiatives culturelles et autoriser l'occupation du domaine public du 13 avril 2022 au 17 octobre 2022.
CE22 0369 - 9 mars 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public du 10 mars 2022 au 31 mai 2022.
CE22 0187 - 9 février 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public du 10 février 2022 au 17 juillet 2022.

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive.

L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent recommencer à faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyens-nes l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est de permettre l'accueil des visiteurs-euses au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle.

Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux
		Dates (Début ou 1 journée)	Date (Jusqu'au)	
COP-15	Ville de Montréal & SPVM	1 novembre	6 janvier	L'ensemble de l'arrondissement de Ville-Marie
XP_MTL	Expérience Centre-Ville	7 novembre	8 mars	Sainte-Catherine O. : entre Peel et Metcalfe, entre Mansfield et McGill College, entre McGill College et Robert-Bourassa, entre Robert-Bourassa et Union. Square Phillips.
Jour du souvenir	Forces armée canadienne & Légion Royale canadienne direction Québec	11 novembre		Place du Canada De Bleury entre Sherbrooke et Sainte-Catherine O. Sainte-Catherine O. entre De Bleury et Peel, Metcalfe entre Sainte-Catherine O. et René-Lévesque, Square-Dorchester entre Peel et Metcalfe, Cathédrale entre René-Lévesque et de la Gauchetière, René-Lévesque entre Peel et Robert-Bourassa
Défilé Christ Church des Gardes grenadiers canadiens	Gardes grenadiers canadiens / Forces armées canadiennes	13 novembre		Portail Roddick (université McGill) McGill College entre Sherbrooke et Ste-Catherine O Sainte-Catherine O. entre McGill et Union
Luminothérapie	Partenariat du Quartier des spectacles	14 novembre	17 mars	Square Phillips, Ste-Catherine O entre Robert-Bourassa et Union
Opération de la patinoire de l'esplanade Tranquille	Partenariat du Quartier des spectacles	17 novembre	23 avril	Esplanade Tranquille
Défilé du Père Noël	Montréal Centre-Ville	18 novembre	21 novembre	Square Phillips Sainte Catherine O. entre Lambert Closse et Jeanne-Mance, Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine O. et René-Lévesque O., Chomedey entre Sainte-Catherine O. et De Maisonneuve, Du Fort entre Sainte-Catherine O. et De Maisonneuve, Union entre de Maisonneuve et

				Cathcart, Rue du Square-Phillips entre Sainte-Catherine o. et Cathcart, Place du Frère André entre Sainte-Catherine O. et René-Lévesque O., Cathcart entre Rue du Square-Phillips et Union
Noël dans le parc	L'Auguste Théâtre	18 novembre	10 janvier	Parc Émilie-Gamelin et 8 places de stationnement sur St-Hubert entre Ste-Catherine et Maisonneuve, côté ouest et 5 places sur Ste-Catherine côté Nord à l'ouest de St-Hubert.
Magie de la Place Royale Noël sur la pointe	Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	19 novembre	10 janvier	Place Royale, Pointe entre Place d'Youville et de la Commune O.
Le défilé de la Coupe Grey	La fondation des Alouettes de Montréal	22 novembre		Rues du Centre-Ville et Parterre du Quartier des spectacles
Vente de sapin	Jeunesse au soleil	25 novembre	23 décembre	Parc du Mont-Royal
Montréal en Fêtes	Montréal en Fêtes	1 décembre	4 janvier	Square Phillips, Place Jacques-Cartier entre les rues Notre-Dame et de la Commune
La Grande Guignolée des Médias	Jeunesse au soleil	1 décembre		Plusieurs rues et intersections de la ville de Montréal
Course du Père Noel	L'Armée du Salut	3 décembre		Parc du Mont-Royal
Commémoration du drame de la Polytechnique	Polytechnique Montréal	5 décembre	6 décembre	Parc du Mont Royal

JUSTIFICATION

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :

La priorité no. 14: *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité no. 15: *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens-nes de Montréal, particulièrement dans un contexte de crise sanitaire;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les organismes présenteront au besoin, en collaboration avec les différents intervenants, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de leurs activités.
Le soutien à ces événements culturels aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, des organismes et des artistes offrant des prestations en ces temps de reprise des activités post-pandémie.
Dans la situation actuelle, la Ville et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
Agent de développement culturel

Tél : 514-295-3803
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438-442-4015
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
directeur(-trice)-cinema, festivals et evenements
Tél : 514-809-3070
Approuvé le : 2022-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2022-10-27

SERVICE DE LA CULTURE

Division Festivals et événements

Initiatives culturelles;

Sommaire **1227317026** **pour le conseil exécutif du 9 novembre 2022.**

Occupation du domaine public							
Initiatives culturelles	**Organismes**	**Du montage au démontage**		**Lieux**	**Occupation d'un parc**	**Occupation de rues ou trottoirs**	**Remarque**
		Dates (Début ou 1 journée)	**Date (Jusqu'au)**				
COP-15	Ville de Montréal & SPVM	1 novembre	6 janvier	L'ensemble de l'arrondissement de Ville-Marie	Oui	Oui	Ratification : début du montage passé
XP_MTL	Expérience Centre-Ville	7 novembre	8 mars	Sainte-Catherine O. : entre Peel et Metcalfe, entre Mansfield et McGill College, entre McGill College et Robert-Bourassa, entre Robert-Bourassa et Union. Square Phillips.	Oui	Oui	N/A
Jour du souvenir	Forces armées canadiennes & Légion Royale canadienne direction Québec	11 novembre		Place du Canada De Bleury entre Sherbrooke et Sainte-Catherine O. Sainte-Catherine O. entre De Bleury et Peel, Metcalfe entre Sainte-Catherine O. et René-Lévesque, Square-Dorchester entre Peel et Metcalfe, Cathédrale entre René-Lévesque et de la Gauchetière, René-Lévesque entre Peel et Robert-Bourassa	Oui	Oui	N/A
Défilé Christ Church des Gardes grenadiers canadiens	Gardes grenadiers canadiens / Forces armées canadiennes	13 novembre		Portail Roddick (université McGill) McGill College entre Sherbrooke et Ste-Catherine O Sainte-Catherine O. entre McGill et Union	Oui	Oui	N/A
Luminothérapie	Partenariat du Quartier des spectacles	14 novembre	17 mars	Square Phillips	Oui	Oui	N/A
Opération de la patinoire de l'esplanade Tranquille	Partenariat du Quartier des spectacles	17 novembre	23 avril	Esplanade Tranquille	Oui	Non	N/A
Défilé du Père Noël	Montréal Centre-Ville	18 novembre	21 novembre	Square Phillips Sainte Catherine O. entre Lambert Closse et Jeanne-Mance, Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine O. et René-Lévesque O., Chomedey entre Sainte-Catherine O. et De Maisonneuve, Du Fort entre Sainte-Catherine O. et De Maisonneuve, Union entre de Maisonneuve et Cathcart, Rue du Square-Phillips entre Sainte-Catherine o. et Cathcart, Place du Frère André entre Sainte-Catherine O. et René-Lévesque O., Cathcart entre Rue du Square-Phillips et Union	Oui	Oui	N/A
Noël dans le parc	L'Auguste Théâtre	18 novembre	10 janvier	Parc Émilie-Gamelin et 8 places de stationnement sur St-Hubert entre Ste-Catherine et Maisonneuve, côté ouest et 5 places sur Ste-Catherine côté Nord à l'ouest de St-Hubert.	Oui	Oui	N/A
Magie de la Place Royale Noël sur la pointe	Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	19 novembre	10 janvier	Place Royale, Pointe entre Place d'Youville et de la Commune O.	Oui	Oui	N/A
Le défilé de la Coupe Grey	La fondation des Alouettes de Montréal	22 novembre		Rues du Centre-Ville et Parterre du Quartier des spectacles	Oui	Oui	Selon la victoire de la coupe Grey des Alouettes de Montréal le 20 novembre
Vente de sapin	Jeunesse au soleil	25 novembre	23 décembre	Parc du Mont-Royal	Oui	Oui	N/A
Montréal en Fêtes	Montréal en Fêtes	1 décembre	4 janvier	Square Phillips, Place Jacques-Cartier entre les rues Notre-Dame et de la Commune	Oui	Oui	N/A
La Grande Guignolée des Médias	Jeunesse au soleil	1 décembre		Plusieurs rues et intersections de la ville de Montréal	oui	oui	N/A
Course du Père Noel	L'Armée du Salut	3 décembre		Parc du Mont-Royal	Oui	Non	N/A
Commémoration du drame de la Polytechnique	Polytechnique Montréal	5 décembre	6 décembre	Parc du Mont Royal	Oui	Non	N/A

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : 1227317026
Unité administrative responsable : *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements, Division des festivals et événements*
Projet : *Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.

15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CE : 30.008

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229796001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves , Division de la gestion stratégique des actifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services de l'arrondissement Montréal-Nord en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux palliatifs sur la chaussée et l'infrastructure dans certaines zones d'arrêt d'autobus du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) en 2022

Il est recommandé d'accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux palliatifs sur la chaussée et l'infrastructure dans certaines zones d'arrêt d'autobus du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) en 2022.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-28 12:47

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229796001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves , Division de la gestion stratégique des actifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services de l'arrondissement Montréal-Nord en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux palliatifs sur la chaussée et l'infrastructure dans certaines zones d'arrêt d'autobus du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) en 2022

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) est responsable de la réfection et du maintien des actifs du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105).
Sachant que les rues sur lesquelles il souhaite intervenir relèvent de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement Montréal-Nord a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ».
L'acceptation de l'offre de services de l'arrondissement Montréal-Nord, reçue relativement aux travaux palliatifs dans certaines zones d'arrêts d'autobus du RAAV, à réaliser en 2022, constitue l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

À venir - 7 novembre 2022 - Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, au conseil municipal que l'arrondissement prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux palliatifs de l'enrobé bitumineux, ainsi que l'infrastructure sur le boulevard Léger dans l'arrondissement de Montréal-Nord (dossier 1227902007).

DESCRIPTION

En considérant l'état de dégradation prématurée de la chaussée des zones d'arrêt d'autobus sur le boulevard Léger dans l'arrondissement Montréal-Nord et la demande de l'arrondissement de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux palliatifs sur la chaussée et l'infrastructure dans ce secteur, le SIRR - Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves a émis un avis favorable pour la

réalisation en 2022 de ces travaux palliatifs.
Les travaux visés comprennent :

- La préparation et/ou la correction, au besoin, de la structure de la chaussée; du revêtement d'enrobé bitumineux, de la fondation et de l'infrastructure.
- La mise en place du rapiéçage.
- La réfection de trottoirs longeant le revêtement d'enrobé bitumineux à corriger.

JUSTIFICATION

En effet, le revêtement d'enrobé bitumineux de la chaussée des zones d'arrêt d'autobus sur le boulevard Léger dans l'arrondissement de Montréal-Nord présente des déficiences majeures telles que les ornières majeures et les déformations locales sévères sous l'effet des passages très fréquents des autobus. Par conséquent, les travaux palliatifs sont nécessaires afin de remédier à ces dégradations prématurées et de rendre les zones d'arrêt d'autobus sécuritaires.
Comme les travaux envisagés touchent les actifs du RAAV, compétence relevant du conseil de la Ville de Montréal, il est requis que celui-ci délègue à l'arrondissement Montréal-Nord, la conception, la coordination et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement Montréal-Nord est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- L’arrondissement se doit d’informer la Ville centre de toutes modifications aux dates charnières de travaux et de la date de fin de travaux une fois ceux-ci terminés.
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux (tels que construits).
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer.
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin.
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits.
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.
- L’arrondissement s’engage à compléter la réalisation du projet selon l’échéancier convenu avec la ville centre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le SIRR - Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves s'engage à assumer les coûts de réalisation des travaux palliatifs sur le boulevard Léger dans l'arrondissement Montréal-Nord à l'intérieur du budget d'investissement du programme PDI-55859 (Programme de maintien des infrastructures routières).
Le coût de réalisation du projet est estimé à 85 000$ taxes incluses.

Tout dépassement de l'estimation des coûts devra faire l'objet d'une approbation préalable par la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves du SIRR. Les travaux doivent être réalisés en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit d'un dossier de nature administrative (voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser les travaux. Cela aurait pour conséquence que les arrêts concernés ne pourront plus être desservis par la STM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

07 novembre 2022 : Approbation de l'offre de services par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord
21 novembre 2022 : Acceptation de l'offre de services à venir du conseil d'arrondissement par le conseil municipal
Novembre - décembre 2022 : Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jérome VAILLANCOURT, Montréal-Nord
Alex LALLIER-CARBONNEAU, Montréal-Nord

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nam NGUYEN
Ingénieur

Tél : 514 872-6832
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-26

Patrick RICCI
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514-872-4471
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim

Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél : 514-726-7503
Approuvé le : 2022-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *12297960001*
Unité administrative responsable : *Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves du SIRR*
Projet : *Prise en charge par l'arrondissement (art. 85 de la Charte) des travaux palliatifs de l'enrobé bitumineux, ainsi que l'infrastructure sur le boulevard Léger dans l'arrondissement de Montréal-Nord*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229759001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes , Division soutien aux projets et programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 d) prendre des mesures visant à limiter les nuisances et les obstacles entravant l'accès sécuritaire des citoyennes et des citoyens à leur domicile et au réseau piétonnier
Projet :	-
Objet :	Offrir les services de l'escouade mobilité aux 19 arrondissements pour l'application de leurs règlements relatifs au dépôt de la neige sur le domaine public, à l'exception de la délivrance de permis, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Offrir les services de l'Escouade mobilité aux 19 arrondissements pour l'application de leurs règlements relatifs au dépôt de la neige sur le domaine public, à l'exception de la délivrance de permis, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 09:03

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229759001**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes , Division soutien aux projets et programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 d) prendre des mesures visant à limiter les nuisances et les obstacles entravant l'accès sécuritaire des citoyennes et des citoyens à leur domicile et au réseau piétonnier
Projet :	-
Objet :	Offrir les services de l'escouade mobilité aux 19 arrondissements pour l'application de leurs règlements relatifs au dépôt de la neige sur le domaine public, à l'exception de la délivrance de permis, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

CONTENU

CONTEXTE

L'Escouade mobilité intervient quotidiennement sur le territoire des 19 arrondissements pour faciliter les déplacements actifs, collectifs et véhiculaires. Une planification opérationnelle est également établie pour assurer des blitz planifiés ciblant des thématiques précises. Dans le cadre de la saison hivernale, l'Escouade Mobilité contribue activement à la surveillance de l'état de déneigement des trottoirs, du réseau cyclable et des voies de circulation en coordination avec les intervenants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

L'offre du conseil municipal en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec vise à offrir les services de l'Escouade mobilité aux arrondissements pour l'application de leurs règlements relatifs au contrôle du dépôt de la neige sur le domaine public, à l'exception de la délivrance des permis. Le contrôle du dépôt de la neige sur le domaine public peut être régi en vertu de plusieurs compétences dans le contexte montréalais. Différents règlements d'arrondissement régissent la question du dépôt de neige sur le domaine public. Le contrôle est actuellement uniquement assuré par les équipes d'inspection des arrondissements, et les cas de non-respect des dispositions réglementaires demeurent importants. L'Escouade mobilité désire contribuer activement à faire respecter les dispositions réglementaires régissant le dépôt de neige sur le domaine public en coordination avec les équipes d'arrondissement. Pour ce faire, elle procéderait avec des blitz planifiés ciblant les secteurs problématiques sur le territoire des 19 arrondissements, en assurant une

coordination appropriée avec les équipes en arrondissements, ainsi qu'en produisant des bilans d'interventions partagés avec ces dernières.

JUSTIFICATION

Le dépôt de neige sur le domaine public demeure un enjeu de taille qui représente des incidences importantes sur la mobilité et la sécurité des déplacements des citoyen(ne)s, sur les coûts et la planification des opérations et sur la satisfaction des citoyen(ne)s. L'Escouade Mobilité pourrait contribuer activement dans le cadre de sa planification opérationnelle, à faire respecter les dispositions réglementaires rattachées. Pour ce faire, l'Escouade mobilité doit partager la compétence avec les arrondissements pour les dispositions réglementaires régissant le dépôt de la neige sur le domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact

MONTRÉAL 2030

Mobilité des citoyen(ne)s.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À réaliser en collaboration avec les arrondissements.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : Novembre 2022.
GDD- Conseil d'arrondissements: novembre/décembre 2022.
Ateliers avec équipes d'arrondissements: novembre/décembre 2022.
Blitz opérationnels : à compter de décembre 2022.
Bilans mensuels des opérations
Bilan de la saison hivernale: printemps 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Oui

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève GIRARD GAGNON, Service des affaires juridiques

Lecture :

Geneviève GIRARD GAGNON, 27 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luca PASSARELLI
agent(e) de recherche

Tél : 438-820-0264
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-26

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514-449-2688
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2022-10-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229759001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes , Division soutien aux projets et programmes
Objet :	Offrir les services de l'escouade mobilité aux 19 arrondissements pour l'application de leurs règlements relatifs au dépôt de la neige sur le domaine public, à l'exception de la délivrance de permis, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Conformément au premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), le conseil de la ville peut adopter une résolution visant à offrir, aux arrondissements, les services de l'escouade mobilité afin de prendre en charge l'application de la réglementation relative au dépôt de la neige sur le domaine public adoptée par ces derniers, à l'exception de la délivrance de permis. La résolution du conseil de la ville prend effet à compter de l'adoption par un conseil d'arrondissement de la résolution acceptant cette offre de service.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate, Droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate
Tél : 438-823-6851
Division : Droit public et législation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226052001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Division gestion de portefeuille et d'administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser deux virements budgétaires pour un total de 1 050 000 $ (400 000 $ en provenance de la politique d'attribution du surplus 2021 et 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes) vers le budget de fonctionnement 2022 du Service des infrastructures du réseau routier, afin de pouvoir financer la poursuite des opérations de colmatage de nids-de-poule.

Il est recommandé :

1. d'autoriser le versement de crédits supplémentaires de 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR);

2. d'autoriser le versement de crédits supplémentaires de 400 000 $ en provenance des surplus affectés;

3. d'approuver une augmentation de 650 000 $ des budgets en dépenses au SIRR provenant des dépenses contingentes;

4. d'approuver une augmentation de 400 000 $ des budgets de dépenses au SIRR provenant des surplus affectés;

5. d'imputer le tout, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-28 12:45

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226052001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Division gestion de portefeuille et d'administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser deux virements budgétaires pour un total de 1 050 000 $ (400 000 $ en provenance de la politique d'attribution du surplus 2021 et 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes) vers le budget de fonctionnement 2022 du Service des infrastructures du réseau routier, afin de pouvoir financer la poursuite des opérations de colmatage de nids-de-poule.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de sa mission, le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) procède à la reconstruction et à la réhabilitation des infrastructures du réseau artériel dans le cadre de ses projets et programmes inscrits au Plan décennal d'immobilisations.
Afin d'assurer la sécurité et le confort des usagers, celui-ci planifie et finance de surcroît plusieurs opérations mécanisées de colmatage de nids-de-poule chaque année. Ces opérations sont réalisées au printemps et à l'automne, de même qu'après chaque redoux lors de la période hivernale. Plusieurs opérations ont d'ores et déjà été réalisées au printemps 2022. L'état actuel du réseau requiert néanmoins de poursuivre les activités de colmatage cette année.

Lors de la séance du conseil municipal du 26 avril 2022, une majoration du budget des contingences de 425 637,45 $, taxes incluses, a été autorisée pour le colmatage de nids-de-poule sur plusieurs rues de la ville de Montréal, dans le cadre des 8 ententes cadres accordées à Environnement Routier NRJ inc. (CM21 1367), majorant ainsi le montant total des 8 ententes cadres de 2 979 462,15$ (contrat : 2 837 583,00 $ + contingences 141 879,15 $) à 3 405 099,60 $ (contrat 2 837 583,00$ + contingences 567 516,60 $) taxes incluses (CM22 0477).

Le présent dossier s'inscrit ainsi dans la continuité du dossier ayant fait l'objet de la résolution CM22 0477 combiné avec la nouvelle ententes cadres prévue au CM le 21 novembre et vise à obtenir un budget additionnel de 400 000 $ en provenance de la politique d'attribution du surplus 2021 (source 012500) ainsi que 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes (source 010000) afin de pouvoir financer la poursuite des opérations de colmatage de nids-de-poule et ainsi procéder à une opération préventive en novembre et décembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 xxxx 21 novembre (à venir) - (CEC) Conclure huit (8) ententes cadres avec Environnement Routier NRJ inc., d'une durée de trois (3) ans, pour des travaux de voirie pour

le colmatage des nids-de-poule sur plusieurs rues de la Ville de Montréal. Dépense totale: 11 331 282,94 $ (contrat : 9 983 509,20 $ + contingences: 349 422,82 $ + variation des quantités 998 350,92 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409812 - 1 seul soumissionnaires. (dossier 1227231068)
CM22 0636 - 16 mai 2022 - Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2021, la détermination des surplus de gestion des arrondissements et adopter l'affectation de surplus 2021 à des dossiers spécifiques

CM22 0477- 26 avril 2022 - Autoriser une majoration du budget des contingences de 425 637,45 $, taxes incluses, pour les travaux de voirie pour le colmatage de nids-de-poule sur plusieurs rues de la ville de Montréal, dans le cadre des 8 ententes cadres accordées à Environnement Routier NRJ inc., CM21 1367, majorant ainsi le montant total des 8 ententes cadres de 2 979 462,15$ (Contrat : 2 837 583,00 $ + contingences 141 879,15 $) à 3 405 099,60 $ (contrat 2 837 583,00$ + contingences 567 516,60 $) taxes incluses (dossier 1227231047).

CM21 1367 - 20 décembre 2021 - Conclure huit ententes-cadres avec Environnement Routier NRJ inc. d'une durée de 12 mois chacune avec la possibilité de deux prolongations de 12 mois chacune, pour les travaux de voirie pour le colmatage de nids-de-poule sur plusieurs rues de la ville de Montréal - Dépense totale estimée de 2 979 462,15 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 409811 (2 soum., 1 seul conforme) / Autoriser le directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les ententes (dossier 1217231071)

DESCRIPTION

Considérant le budget initial de 2,8 M$ dédié à cette activité et totalement utilisé, le besoin de financement additionnel s'établit à 1 050 000 $ divisé en deux virements afin de pouvoir effectuer une dernière opération en novembre et décembre 2022.
Pour cette raison, la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves du Service des infrastructures du réseau routier requiert un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance de la politique d'attribution du surplus 2021 (source 012500) et 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes (source 010000) vers son budget de fonctionnement 2022.

Compte tenu de sa nature, cette activité doit en effet être nécessairement financée au budget de fonctionnement.

JUSTIFICATION

Le présent dossier s'inscrit dans la continuité du dossier ayant fait l'objet de la résolution CM22 0477 et permettra la poursuite des activités de colmatage de nids-de-poule cette année.

Les deux virements seront utilisé sur l'entente cadre (CM22 0477 - dossier 1227231047) et sur la nouvelle entente cadre (dossier 1227231068).

Sans cette augmentation budgétaire il ne sera pas possible de réaliser l’ensemble des activités de colmatage prévues sur le réseau local et artériel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de 1 050 000 est requis pour financer la poursuite des opérations de colmatage de nids-de-poule.
Les sources de financement se détaillent ainsi :

400 000 $ des surplus affectés

650 000 $ des dépenses contingentes

Il s'agit d'un budget 100 % local.

Le budget additionnel devra être transféré au budget de fonctionnement du SIRR.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit d'un dossier d'appropriation de fonds.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où le financement ne serait pas accordé, des problèmes de circulation pourraient être générés dans les rues dont les nids-de-poule n'auront pas été colmatés. La sécurité ainsi que le confort des résidents seraient en outre grandement affectés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par les instances (CM) : Novembre 2022
Engagement des dépenses : Novembre 2022
Réalisation des travaux : D'ici le 31 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Florentina ILIUTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Catherine TOUGAS, Service des finances
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Catherine TOUGAS, 19 octobre 2022
Benoit CHAMPAGNE, 14 octobre 2022
Marie-Hélène BOUCHARD, 13 octobre 2022
Mario DUGUAY, 13 octobre 2022
Isabelle BESSETTE, 13 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick RICCI
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514-872-4471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-13

Mario DUGUAY
Chef de division

Tél : 514 207-2257
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Mario DUGUAY
Chef de division

Tél : 514 207-2257
Approuvé le : 2022-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2022-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1226052001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Division gestion de portefeuille et d'administration
Objet :	Autoriser deux virements budgétaires pour un total de 1 050 000 $ (400 000 $ en provenance de la politique d'attribution du surplus 2021 et 650 000 $ en provenance des dépenses contingentes) vers le budget de fonctionnement 2022 du Service des infrastructures du réseau routier, afin de pouvoir financer la poursuite des opérations de colmatage de nids-de-poule.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Florentina ILIUTA
Préposée au budget

Tél : 514-872-5763

Co-Auteur : Catherine Tougas
Co-Auteur : Nathalie Bouchard

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier-adjoint
Tél :

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.012

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226152005

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de LaSalle, d'un montant de 907 566 $, couvrant tous les frais de construction et les services professionnels pour réaliser des travaux aux Ateliers municipaux André-Traversy

Il est recommandé:
de modifier le budget de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de LaSalle, d'un montant de 907 566 $, couvrant tous les frais de construction et les services professionnels pour réaliser des travaux aux Ateliers municipaux André-Traversy.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-08 13:25

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

LaSalle Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 novembre 2022	Résolution: CA22 20 0397

Convention d'occupation de locaux avec l'Agence de mobilité durable

Il est proposé par Josée TROILO

appuyé par Daniela ROMANO

et résolu :

D'autoriser la mairesse d'arrondissement et la secrétaire d'arrondissement à signer une convention d'occupation de locaux aux Ateliers municipaux André-Traversy situés au 7277, rue Cordner à LaSalle d'une durée de 10 ans, incluant 2 options de renouvellement de 5 années chacune, entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable et abroger la résolution CA22 20 0274.

D'autoriser la modification de la source de financement de l'augmentation du budget d'investissement revenus et dépenses de la source 00140000 à la source 9990000 - Travaux effectués pour des tiers - par l'arrondissement de LaSalle d'un montant de 907 566 $ taxes nettes pour permettre l'exécution des travaux requis suite à la signature de la convention d'occupation de locaux avec l'AMD.

D'informer le trésorier de la Ville de Montréal et le comité exécutif, de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, pour tenir compte de cette modification.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1226152005

Nancy BLANCHET
_____
Mairesse d'arrondissement

Nathalie HADIDA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 novembre 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.012

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226152005

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la mairesse d'arrondissement et la secrétaire d'arrondissement à signer une convention d'occupation de locaux aux Ateliers municipaux André-Traversy situés au 7277, rue Cordner à LaSalle d'une durée de 10 ans, incluant 2 options de renouvellement de 5 années chacune, entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable et abroger la résolution CA22 20 0274. Autoriser la modification de la source de financement de l'augmentation du budget d'investissement revenus et dépenses de la source 00140000 à la source 9990000 - Travaux effectués pour des tiers - par l'arrondissement de LaSalle d'un montant de 907 566 $ taxes nettes pour permettre l'exécution des travaux requis suite à la signature de la convention d'occupation de locaux avec l'AMD. Informer le trésorier de la Ville de Montréal et le comité exécutif, de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, pour tenir compte de cette modification.

D'autoriser la mairesse d'arrondissement et la secrétaire d'arrondissement à signer une convention d'occupation de locaux aux Ateliers municipaux André-Traversy situés au 7277, rue Cordner à LaSalle d'une durée de 10 ans, incluant 2 options de renouvellement de 5 années chacune, entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable et abroger la résolution CA22 20 0274.
D'autoriser la modification de la source de financement de l'augmentation du budget d'investissement revenus et dépenses de la source 00140000 à la source 9990000 - Travaux effectués pour des tiers - par l'arrondissement de LaSalle d'un montant de 907 566 $ taxes nettes pour permettre l'exécution des travaux requis suite à la signature de la convention d'occupation de locaux avec l'AMD.

D'informer le trésorier de la Ville de Montréal et le comité exécutif, de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, pour tenir compte de cette modification.

Signé par Christianne CYRENNE **Le** 2022-11-04 09:55

Signataire : Christianne CYRENNE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
LaSalle , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226152005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la mairesse d'arrondissement et la secrétaire d'arrondissement à signer une convention d'occupation de locaux aux Ateliers municipaux André-Traversy situés au 7277, rue Cordner à LaSalle d'une durée de 10 ans, incluant 2 options de renouvellement de 5 années chacune, entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable et abroger la résolution CA22 20 0274. Autoriser la modification de la source de financement de l'augmentation du budget d'investissement revenus et dépenses de la source 00140000 à la source 9990000 - Travaux effectués pour des tiers - par l'arrondissement de LaSalle d'un montant de 907 566 $ taxes nettes pour permettre l'exécution des travaux requis suite à la signature de la convention d'occupation de locaux avec l'AMD. Informer le trésorier de la Ville de Montréal et le comité exécutif, de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, pour tenir compte de cette modification.

CONTENU

CONTEXTE

L'Agence de mobilité durable est une organisation paramunicipale qui innove pour une mobilité plus durable, en gérant les espaces qui lui sont confiés dans la bordure et dans les stationnements hors rue, par ses activités de surveillance de l'espace public sur le territoire montréalais et par une information améliorée à la collectivité. Elle met son expertise en mobilité durable au service de la Ville de Montréal afin d'améliorer la qualité de vie et d'appuyer la vitalité économique en facilitant le partage équitable de l'espace et l'accessibilité de la Ville pour tous.
L'Agence de mobilité durable est responsable des agents de stationnement ainsi que des préposés au remorquage travaillant dans différents secteurs de la Ville. Afin de se rapprocher de ses clients et d'augmenter son efficacité, l'Agence mandate l'Arrondissement de réaliser des travaux aux Ateliers municipaux André-Traversy afin de permettre à ses effectifs d'occuper de nouveaux locaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'Agence de mobilité durable(AMD) gère le stationnement sur rue et dans les stationnements de la Ville. Dans le but de rapprocher ses effectifs du territoire desservi, environ 36 employés et gestionnaires travaillant 7 jours sur 7, de jour et de soir, déménageront dans les Ateliers

municipaux André-Traversy vers novembre 2023. L'Agence et l'Arrondissement veulent conclure une entente afin de leur permettre d'occuper une partie des lieux aménagés. Ce contrat inclut :

· Des travaux d'aménagement jusqu'à la concurrence de 907 566 $ taxes nettes pour la Ville;
· Une occupation d'une durée de 10 ans;
· Deux prolongations possibles de 5 ans, incluant le paiement des frais d'exploitation;
· Des services de conciergerie aux frais de l'occupant selon les besoins;
· L'utilisation d'une salle de conférence existante ainsi que le stationnement public;
· La possibilité de stationner les véhicules et vélos dans le stationnement;
· La possibilité d'ajouter des bornes de recharge lors du remplacement des véhicules à essence;
· L'usage de la cafétéria.

JUSTIFICATION

La relocalisation d'une partie des effectifs de la direction de la surveillance et contrôle du stationnement et de la mobilité de l'Agence de mobilité durable permet de rapprocher le personnel des lieux sous leur responsabilité. En rapprochant les agents de stationnement, le temps de transit sera réduit permettant ainsi d'augmenter la présence du personnel sur les rues de LaSalle. La visibilité des agents de stationnement sera ainsi augmentée pour nos résidents.
Afin de réaliser les aménagements, l'Agence de mobilité durable désire mandater l'arrondissement de LaSalle. Par la suite, l'AMD occupera ces locaux pour une durée de 10 ans avec deux prolongations supplémentaires de 5 années chacune. Les travaux de construction de deux bureaux, de vestiaires, de douches et salles de bain seront complétés avant l'emménagement de l'Agence. Tous les frais de construction et des services professionnels seront à la charge de l'Agence de mobilité durable jusqu'à concurrence de 907 566 $ taxes nettes pour la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tous les frais de construction et des services professionnels seront à la charge de l'Agence de mobilité durable jusqu'à concurrence de 907 566 $ taxes nettes pour la Ville auxquels s'ajouteront la TPS et la TVQ lors de la facturation à l'AMD.

MONTRÉAL 2030

La Ville de Montréal s'engage à accélérer la transition écologique, en posant des gestes concrets pour réduire les GES, limiter l'ampleur des changements climatiques, s'adapter à ceux-ci et atténuer leurs impacts, tout en rehaussant la résilience urbaine. La relocalisation d'une partie des effectifs de la direction de la surveillance et contrôle du stationnement et de la mobilité de l'Agence de mobilité durable répond entièrement à cet objectif étant donné que les déplacements des employés seront grandement réduits. Ce mouvement de personnel permet également de s'approcher des résidents et d'être plus visible.
La relocalisation d'une partie des effectifs de la direction de la surveillance et contrôle du stationnement et de la mobilité de l'Agence de mobilité durable permettra de réduire les GES de façon importante étant donné la réduction de kilomètre du personnel. Les bureaux étant situés à proximité du secteur à desservir, l'impact sera positif sur l'environnement et répond aux engagements du Plan Climat. Finalement, l'ajout de personnel à vélo dans notre secteur permet de réduire le nombre de véhicules utilisés par l'Agence.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début : novembre 2023
Fin : octobre 2032 sans les prolongations

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Certification de fonds :
LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs (Louise POITRAS-TOUCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christine - Ext BISSON, Agence de mobilité durable
Guy - Ext DES ROCHES, Agence de mobilité durable
Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable

Lecture :

Laurent - Ext CHEVROT, 3 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christianne CYRENNE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-367-6000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Christianne CYRENNE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-367-6000
Télécop. :

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE MONTRÉAL

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration

Séance ordinaire mercredi 22 juin 2022	Résolution: CA 2022-0622-6.3-001

Sur proposition dûment faite et unanimement appuyée, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

« **D'AUTORISER** le directeur général, Laurent Chevrot, à négocier et à signer pour l'Agence de mobilité durable la proposition de bail soumise par l'arrondissement de LaSalle pour l'occupation de locaux situés au 7277, rue Cordner à LaSalle incluant les coûts associés à l'aménagement pour répondre aux besoins de l'Agence jusqu'à concurrence d'une valeur estimée à 1 043 474 $, incluant toute taxe et la contingence, sous réserve toutefois de convenir avec l'arrondissement de LaSalle : i) de modalités de versement pour le paiement des coûts associés à l'aménagement ; ii) de la possibilité de pouvoir prolonger la durée du bail pour deux (2) périodes successives de cinq (5) ans chacune selon un loyer maximal correspondant aux coûts d'exploitation des locaux ; iii) de convenir d'une date de prise de possession des lieux au plus tard le 1er novembre 2023, et à signer tout autre document et poser tout acte nécessaire et utile afin de donner plein effet à la présente résolution. »

(certifié conforme le 22 juin 2022)

Me Sophie Préfontaine
Secrétaire du conseil d'administration

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs

Dossier # : 1226152005

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement
Objet :	Autoriser la mairesse d'arrondissement et la secrétaire d'arrondissement à signer une convention d'occupation de locaux aux Ateliers municipaux André-Traversy situés au 7277, rue Cordner à LaSalle d'une durée de 10 ans, incluant 2 options de renouvellement de 5 années chacune, entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable et abroger la résolution CA22 20 0274. Autoriser la modification de la source de financement de l'augmentation du budget d'investissement revenus et dépenses de la source 00140000 à la source 9990000 - Travaux effectués pour des tiers - par l'arrondissement de LaSalle d'un montant de 907 566 $ taxes nettes pour permettre l'exécution des travaux requis suite à la signature de la convention d'occupation de locaux avec l'AMD. Informer le trésorier de la Ville de Montréal et le comité exécutif, de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, pour tenir compte de cette modification.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier n'a aucun impact sur le budget de fonctionnement et d'investissement de l'arrondissement, donc aucune dépense à la charge des contribuables de l'arrondissement LaSalle.
C'est pourquoi il est codifier dans une source "9990000" - Travaux effectués pour des tiers.

FICHIERS JOINTS

GDD1226152005 AMD entente v5. xls.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Louise POITRAS-TOUCHETTE
Conseillere en gestion des ress financières

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-04

Lyne LAMBERT
C/D RFMI

Tél : 514 367 6000 (6267)

Tél : 514 367 6000 (6452)
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1226152005

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement
Objet :	Autoriser la mairesse d'arrondissement et la secrétaire d'arrondissement à signer une convention d'occupation de locaux aux Ateliers municipaux André-Traversy situés au 7277, rue Cordner à LaSalle d'une durée de 10 ans, incluant 2 options de renouvellement de 5 années chacune, entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable et abroger la résolution CA22 20 0274. Autoriser la modification de la source de financement de l'augmentation du budget d'investissement revenus et dépenses de la source 00140000 à la source 9990000 - Travaux effectués pour des tiers - par l'arrondissement de LaSalle d'un montant de 907 566 $ taxes nettes pour permettre l'exécution des travaux requis suite à la signature de la convention d'occupation de locaux avec l'AMD. Informer le trésorier de la Ville de Montréal et le comité exécutif, de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, pour tenir compte de cette modification.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1226152005 Aug. Rev.Dép.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-04

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228100001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 93 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (RCG 22-003), une ordonnance visant à augmenter les tarifs relatifs au remorquage prévus aux articles 85, 86 et 88 de ce règlement

Il est recommandé :

- d'édicter, en vertu de l'article 93 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (RCG 22-003), une ordonnance visant à augmenter les tarifs relatifs au remorquage prévus aux articles 85, 86 et 88 de ce règlement.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-10-27 16:25

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228100001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 93 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (RCG 22-003), une ordonnance visant à augmenter les tarifs relatifs au remorquage prévus aux articles 85, 86 et 88 de ce règlement

CONTENU

CONTEXTE

Le 27 janvier 2022 a eu lieu, l'adoption du *Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal,* ci-après appelé le « Règlement » (résolution CG22 0075) en vigueur depuis le 31 janvier 2022.

À la suite de l'analyse de la nouvelle grille tarifaire suggérée par le ministère des Transports du Québec depuis le 1er juin 2022, établie en fonction de l'indexation du prix du carburant pour le remorquage exclusif, la Section de l'inspection du remorquage (SIR) du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) propose de modifier certaines dispositions au *Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal.*
Cet ajustement vise les tarifs relatifs aux remorquages des véhicules non saisis en vertu du Code de la sécurité routière (principalement des véhicules impliqués dans des accidents) sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0075 – 27 janvier 2022 : Adopter le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) RCG 22-003.
CE21 0473 – 31 mars 2021 : Edicter, en vertu de l'article 82 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), l'ordonnance numéro 1 jointe au présent dossier décisionnel afin d'augmenter les tarifs prévus à l'article 74 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), soit les tarifs du Règlement du remorquage (RCG 19-004).

CG20 0706 – 17 décembre 2020 : Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération (exercice financier 2021) RCG 20-040.

CG19 0630 – 19 décembre 2019 : Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020), RCG 19-032.

DESCRIPTION

La SIR a pour mission d'octroyer les contrats de remorquage exclusif sur l'ensemble du territoire pour les véhicules accidentés et en panne.
Afin de s'adapter au marché de service de remorquage, il est recommandé d'augmenter les tarifs.

Tarifs Ville de Montréal RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2022) RCG 22-003	Tarif suggéré	Tarif actuel
Article 85 : **Pour le remorquage d'un véhicule routier non saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), à l'exception des remorquages visés à l'article 82 du présent règlement, il sera perçu :**		
1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :	155 $	110 $
2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :		
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	208 $	159 $
b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire	70 $	60 $
3° véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg :		
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	300 $	240 $
b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire	150 $	107 $
Lorsque la distance de remorquage est supérieure à 10 km, les frais de remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins sont la somme du montant des frais de remorquage prévus pour cette catégorie de véhicule et du produit obtenu en multipliant 3,66 $ par le nombre de kilomètres additionnels de remorquage.	3, 66 $	2, 70 $
Article 86 : **Pour les remisages suivants, il sera perçu** :		
1° véhicule visé à l'article 82 ou à l'article 85 du présent règlement :		
a) pour les 6 premières heures suivant le remorquage	0,00 $	0,00 $
b) à compter de la 7e heure suivant le remorquage, pour chaque période d'un maximum de 24 heures		
i. véhicule d'une masse nette de 3 000 kg ou moins	32 $	30 $
ii. véhicule d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins	64 $	60 $
iii. véhicule d'une masse nette de plus de 8 000 kg	95 $	89 $
Article 88 : **Pour la récupération d'un véhicule, il sera perçu :**		
1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :		
a) de l'arrivée sur le site pour une durée maximale de 1 heure	132 $	108 $
b) pour chaque heure excédentaire	90 $	79 $
2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :		
a) de l'arrivée sur le site pour une durée maximale de 2 heures	1 100 $	980 $
b) pour chaque heure excédentaire		
i. dépanneuse de type B ou C	100 $	79 $
ii. dépanneuse de type D	140 $	135 $
3° véhicule routier d'une masse nette de plus 8 000 kg et plus :		
a) de l'arrivée sur le site pour une durée maximale de 2 heures	2 190 $	1 984 $
b) pour chaque heure excédentaire	300 $	214 $

JUSTIFICATION

L’augmentation des tarifs vise à établir une tarification plus uniforme et veiller à offrir un service de qualité aux citoyens.
L’analyse prend en considération, non seulement la hausse du prix du carburant, mais également le coût d’approvisionnement en pièces et équipements ainsi que la main d'oeuvre qualifiée et suffisante pour répondre aux exigences des contrats, c'est-à-dire à toute heure du jour et de la nuit sur un territoire qui comporte plusieurs enjeux en matière de circulation routière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier ne contient aucun impact financier.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La tarification actuelle étant largement sous le seuil de celle de l'industrie du remorquage, les risques augmentent qu'aucun fournisseur ne soit intéressé à fournir à la Ville de Montréal en raison des coûts d'opération qui ne peuvent être couverts. Ceci pourrait entraîner un bris de services de remorquage des véhicules non saisis en vertu du Code de la sécurité routière sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Line DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Line DESJARDINS, 25 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle SIROIS
Préposée soutien administartif

Tél : 514-872-6309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-20

Pierre ALLAIRE
chef(fe) de division - integrite et services externes

Tél : 514-280-8509
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2022-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie R ROY
Directeur SPVM par intérim
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2022-10-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228100001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 93 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (RCG 22-003), une ordonnance visant à augmenter les tarifs relatifs au remorquage prévus aux articles 85, 86 et 88 de ce règlement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1228100001 - Ordonnance tarifs remorquage 2022 - 20221018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2022) (RCG 22-003)
(Article 93)

ORDONNANCE

ORDONNANCE RELATIVE AUX TARIFS DE REMORQUAGE

À la séance du _____, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 85 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2022) (RCG 22-003) est modifié par:

1° le remplacement, au paragraphe 1° du premier alinéa, de « 110,00 $ » par « 155,00 $ »;

2° le remplacement, au sous-paragraphe a) du paragraphe 2° du premier alinéa, de « 159,00 $ » par « 208,00 $ »;

3° le remplacement, au sous-paragraphe b) du paragraphe 2° du premier alinéa, de « 60,00 $ » par « 70,00 $ »;

4° le remplacement, au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° du premier alinéa, de « 240,00 $ » par « 300,00 $ »;

5° le remplacement, au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa, de « 107,00$ » par « 150,00 $ »;

6° le remplacement, au deuxième alinéa, de « 2,70 $ » par « 3,66 $ »;

2. L'article 86 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au sous-sous-paragraphe i du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, de « 30,00 $ » par « 32,00 $ »;

2° le remplacement, au sous-sous-paragraphe ii du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, de « 60,00 $ » par « 64,00 $ »;

3° le remplacement, au sous-sous-paragraphe iii du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, de « 89,00 $ » par « 95,00 $ ».

3. L'article 88 de ce règlement est modifié par:

1° le remplacement, au sous-paragraphe a) du paragraphe 1°, de « 108,00 $ » par « 132,00 $ »;

2° le remplacement, au sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, de « 79,00 $ » par « 90,00 $ »;

3° le remplacement, au sous-paragraphe a) du paragraphe 2°, de « 980,00 $ » par « 1 100,00 $ »;

4° le remplacement, au sous-sous-paragraphe i du sous-paragraphe b) du paragraphe 2°, de « 79,00 $ » par « 100,00 $ »;

5° le remplacement, au sous-sous-paragraphe ii du sous-paragraphe b) du paragraphe 2°, de « 135,00 $ » par « 140,00 $ »;

6° le remplacement, au sous-paragraphe a) du paragraphe 3°, de « 1 984,00 $ » par « 2 190,00 $ »;

7° le remplacement, au sous-paragraphe b) du paragraphe 3°, de « 214,00 $ » par « 300,00 $ ».

GDD 1228100001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226976001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

Il est recommandé d'adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009).

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-10-25 15:26

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226976001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

CONTENU

CONTEXTE

L'article 34.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte ») prévoit que le comité exécutif exerce les pouvoirs du conseil de la ville quant à l'aliénation d'un immeuble d'une valeur de 150 000 $ et moins. Le conseil de la ville demeure donc compétent pour procéder à l'aliénation d'un immeuble d'une valeur de plus de 150 000 $. Soulignons que le comité exécutif a délégué au fonctionnaire concerné le pouvoir de conclure toute transaction visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble d'une valeur maximale de 150 000$, et ce, selon le *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCE 02-004).
Le terme « aliénation » employé à l'article 34.1 de la Charte a toujours été interprété par la Ville en conformité des principes d'interprétation juridiques applicables, soit qu'il faut prendre ce terme dans son acceptation juridique générale. Ainsi, en vertu de la règle d'interprétation voulant que « l'accessoire suit le principal » (*accessorium sequitur principale*), le mot « aliénation » mentionné dans cette disposition doit comprendre tout acte par lequel la propriété d'un bien peut être transmise d'une personne à une autre.

Cela dit, une municipalité ne peut aliéner un bien s'il fait partie de son domaine public ou s'il est affecté à l'usage du public. D'ailleurs, l'article 916 du Code civil du Québec établit le principe que nul ne peut s'approprier les biens des personnes morales de droit public qui sont affectés à l'utilité publique. Une municipalité doit donc d'abord « faire sortir » le bien du domaine public municipal avant de pouvoir procéder à son aliénation. D'un autre côté, si le bien n'a jamais été voué à l'utilité publique ou s'il ne l'est plus, la municipalité peut l'aliéner sans devoir faire passer au préalable le bien du domaine public à son domaine privé.

Ainsi, suivant la règle d'interprétation précitée, le pouvoir d'aliéner un immeuble prévu à l'article 34.1 de la Charte permet de soutenir qu'il comprend, accessoirement, le pouvoir de faire passer le bien du domaine public à son domaine privé avant de le vendre lorsque cette action est requise au préalable.

Toutefois, certaines décisions jurisprudentielles indiquent qu'il faut procéder en deux étapes pour pouvoir aliéner un bien du domaine public municipal. Suivant ces décisions, le conseil municipal doit, par résolution, faire passer le bien du domaine public à son domaine privé s'il désire qu'il ne soit plus affecté à l'utilité publique. Par l'intermédiaire de la même résolution ou d'une autre subséquente, le conseil procède à l'aliénation du bien à un tiers.

En considération de cette jurisprudence, certains pourraient donc prétendre que le pouvoir

d'aliénation d'un immeuble, prévu à l'article 34.1 de la Charte, ne comprend pas celui de retirer l'immeuble du domaine public, le cas échéant, mais vise uniquement l'aliénation de l'immeuble que constitue la vente. Ce pouvoir de retirer l'immeuble du domaine public appartiendrait donc au conseil de la ville en ce qui concerne les biens relevant d'une compétence corporative, et ce, même pour les aliénations d'immeubles de 150 000 $ et moins relevant du comité exécutif. En d'autres mots, selon certaines décisions des tribunaux, le pouvoir d'aliénation du comité exécutif prévu à l'article 34.1 de la Charte ne pourrait donc être exercé par le comité exécutif que suivant la décision du conseil de la ville de retirer l'immeuble du domaine public municipal si requis.

Ainsi, pour éviter des débats judiciaires quant à l'exercice du pouvoir d'aliénation accordé au comité exécutif en vertu de l'article 34.1 de la Charte, il est recommandé que le conseil de la ville délègue au comité exécutif le pouvoir de faire passer un immeuble du domaine public à son domaine privé lorsque cet acte est requis en vue de procéder à l'aliénation d'un immeuble d'une valeur de 150 000 $ et moins.

Il est donc nécessaire de modifier le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) de façon à accorder au comité exécutif ce pouvoir de retirer un immeuble du domaine public lorsqu'il est requis de le faire pour aliéner l'immeuble.

À noter que suivant cette délégation de pouvoirs du conseil de la ville au comité exécutif, il est recommandé également de modifier le *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCE 02-004). En effet, il est recommandé de déléguer au fonctionnaire concerné, qui a déjà le pouvoir de conclure toute transaction visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble d'une valeur maximale de 150 000 $, le pouvoir de faire passer un immeuble du domaine public à son domaine privé lorsque cet acte est requis au préalable de la vente. Cette modification fait l'objet d'un sommaire décisionnel distinct (GDD 1226976002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure en lien avec ce dossier.

DESCRIPTION

En vertu de l'article 34.1 de la Charte, le conseil de la ville et le comité exécutif sont respectivement compétents pour aliéner un immeuble dépendamment de la valeur de la vente. Selon un courant jurisprudentiel, cette aliénation d'un immeuble doit être précédée d'une décision distincte de l'instance décisionnelle de retirer le bien du domaine public lorsque le bien fait partie de son domaine public (bien affecté à l'usage du public). Ce pouvoir de retrait appartiendrait, selon le partage des compétences à la Ville, au conseil de la ville et ne serait donc pas inclus dans la compétence du comité exécutif d'aliéner un immeuble de 150 000 $ et moins.
Dans ce contexte et dans un objectif d'éviter à la Ville tout débat judiciaire à ce chapitre, il est proposé de modifier le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) pour accorder au comité exécutif le pouvoir de retirer un immeuble du domaine public lorsqu'il est nécessaire de le faire en vue de son aliénation.

Le présent sommaire décisionnel recommande donc d'adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009).

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) est nécessaire pour accorder les pleins pouvoirs au

comité exécutif dans l'exercice de sa compétence d'aliéner un immeuble d'une valeur de 150 000 $ et moins. Bien que les règles d'interprétation juridiques permettent de soutenir que le comité exécutif détient les pleins pouvoirs en cette matière, la modification réglementaire est nécessaire pour éviter tout débat juridique à ce chapitre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Division des relations de presse.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion - Novembre 2022
Adoption - Décembre 2022
Entrée en vigueur suivant sa publication

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne GÉNÉREUX
Avocat(e) 1

Tél : 514 872-8594
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-30

Jean-Philippe GUAY
chef(fe) de division - affaires civiles

Tél : 514 893-0302
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2022-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
directeur(-trice) de service - affaires juridiques et avocat(e) en chef
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2022-10-24

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
03-009-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AU COMITÉ EXÉCUTIF (03-009)

Vu l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du ....., le conseil municipal décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 22°, du paragraphe suivant :

« 23° le pouvoir de retirer un immeuble du domaine public en vue de son aliénation d'une valeur de 150 000 $ et moins. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX 2022.

GDD : 1226976001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.003

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228199001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055)

Il est recommandé :

1. d'adopter avec changements un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) ».

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-25 08:01

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228199001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda vise à permettre aux instances décisionnelles d'adopter avec changements un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) » suite à la consultation publique tenue le 21 septembre 2022 par la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation.
Une question nous a été soumise lors de la consultation publique quant à la possibilité de modifier la définition proposée de « logement social » afin d'ajouter les programmes fédéraux de subvention à la réalisation de logements sociaux, coopératifs et communautaires dans la formulation de manière à exclure les projets réalisés en vertu de ces programmes de l'application du règlement 17-055 (voir le procès-verbal en pièces jointes). Il est à noter que les logements bénéficiant d'une subvention en vertu d'un programme municipal et provincial sont exclus présentement par le règlement et également par la définition proposée.

Suite à des discussions à l'interne et afin de répondre au commentaire reçu, il est convenu de retirer la définition proposée de « logement social » et de maintenir la définition en vigueur, soit celle de « bâtiment de logements sociaux ou communautaires ».

La définition en vigueur permet de prendre en compte une gamme plus large de programmes de logements sociaux, coopératifs et communautaires que la définition proposée, incluant les programmes fédéraux et tous les autres programmes, dans la mesure où le bâtiment est destiné à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement.

Par souci de cohérence avec la réintroduction de la définition de « bâtiment de logements sociaux ou communautaires », les articles 5 et 8 doivent être modifiés afin de réintégrer le mot « communautaire » dans le libellé de ceux-ci (voir la version illustrative des changements au règlement en pièces jointes).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-Éden GODBOUT
Conseiller en aménagement

514-872-0226
Tél :
Télécop. : 000-0000

Commissions permanentes Montréal

Assemblée publique tenue le :
Mercredi 21 septembre 2022, à 13 h 30
À la salle du conseil, Hôtel de ville de Montréal
Assemblée webdiffusée en direct et en différé

Présences Mme Kaïla A. Munro, présidence
Mme Marie-Claude Baril, membre
Mme Michèle Flannery, membre
Mme Angela Gentile, membre
M. Julien Hénault-Ratelle, membre
M. François Limoges, membre

Absences M. Benoit Langevin, vice-présidence
Mme Anne-Marie Sigouin, membre
Mme Josée Troilo, membre

Le quorum est atteint.

---

1. Ouverture de l'assemblée et mot de bienvenue

M. Julien Hénault-Ratelle préside la séance et déclare l'assemblée ouverte à 13 h 36. Il souhaite la bienvenue aux personnes qui assistent à cette assemblée en présence ou en webdiffusion, et invite les commissaires à se présenter.

2. Adoption de l'ordre du jour

Monsieur Hénault-Ratelle soumet la proposition d'ordre du jour aux membres de la Commission.

Sur une proposition de Mme Kaïla A. Munro, appuyée par Mme Angela Gentile, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité tel que présenté.

3. Adoption du procès-verbal de l'assemblée publique du 8 septembre 2022

Le président d'assemblée invite les membres de la Commission à adopter le procès-verbal de l'assemblée du 8 septembre 2022, qui porte sur les recommandations quant à la certification Propriétaire responsable.

Sur une proposition de Mme Marie-Claude Baril, appuyée par Mme Michèle Flannery, le procès-verbal est adopté.

4. Mot de M. Robert Beaudry, responsable de l'urbanisme au comité exécutif

Le président d'assemblée cède la parole à M. Robert Beaudry, conseiller de la Ville dans Sainte-Marie et responsable de l'urbanisme, de la participation citoyenne et de la démocratie au comité exécutif de la Ville de Montréal.

M. Beaudry réitère l'importance des espaces verts et des infrastructures vertes à travers la ville. Le règlement P-17-055, appliqué par les arrondissements depuis 2018, permet de protéger et de mettre en valeur ces espaces pour les citoyennes et les citoyens par le biais de contributions aux fins de parcs.

5. Consultation sur le Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (P-17-055-01)

M. Julien Hénault-Ratelle souhaite la bienvenue à Mme Caroline Lépine, chef de division, et à M. Charles-Eden Godbout, conseiller en aménagement au Service de l'urbanisme et de la mobilité, et leur cède la parole.

5.1 Présentation du dossier par le Service de l'urbanisme et de la mobilité

Mme Caroline Lépine présente le contexte qui amène le Service de l'urbanisme et de la mobilité à proposer des modifications au règlement P-17-055.

M. Charles-Eden Godbout procède à la présentation du règlement P-17-055-01 et des articles qui seront modifiés. Il s'agit de modifications qui répondent aux demandes des arrondissements, qui précisent des définitions et des calculs, ou encore qui prennent en compte les récentes modifications législatives adoptées par le gouvernement du Québec.

M. Godbout termine en expliquant les prochaines étapes du processus: le projet de règlement sera déposé au comité exécutif, puis adopté par le conseil municipal, avant d'entrer en vigueur.

À 14h07, la séance est suspendue pour une dizaine de minutes afin de permettre l'inscription des personnes qui souhaitent poser des questions et qui ne l'auraient pas encore fait, via le formulaire en ligne. La séance reprend à 14h16.

5.2 Période de questions et commentaires du public

Le président d'assemblée invite la première personne inscrite à poser sa question.

Personnes du public	Questions / commentaires
M. Jean Duval	S'inquiète des parcs et de leur usage à Montréal; par exemple, le parc adjacent à la marina de Lachine, où il rapporte que des gens se sont fait expulser. Rappelle que tout le monde doit avoir accès aux parcs / Est d'avis que des parcs voués à manifester devraient exister à Montréal, pour permettre la prise de parole / Est d'avis que des parcs et des espaces doivent être consacrés aux personnes itinérantes / Rappelle que la Ville et le gouvernement du Québec doivent investir des sommes pour protéger les humains.
M. Daniel Vanier	Demande si le Service d'urbanisme compte faire l'évaluation des sommes amassées et des sommes dépensées dans les arrondissements depuis 2019, en lien avec le règlement P-17-055. Rappelle que ces sommes doivent être investies pour le bien-être des citoyens / Demande si d'autres améliorations pourraient être apportées au règlement.

M. Hénault-Ratelle remercie les citoyens pour leurs commentaires et questions.

Il explique qu'un formulaire en ligne a été mis à la disposition du public sur la page dédiée de la Commission, pour permettre aux personnes qui ne pouvaient pas se déplacer de transmettre leurs interrogations et commentaires. La Commission n'a pas reçu de question en ligne.

5.3 Période de questions et commentaires des commissaires

M. Hénault-Ratelle invite les commissaires qui le souhaitent à prendre la parole.

Commissaires	Questions / commentaires
Mme Kaïla A. Munro	Demande une précision sur l'article 11 et si des balises doivent être ajoutées par règlement, qui empêcheraient les redéveloppements successifs.
Mme Angela Gentile	Demande des précisions sur le calcul de la superficie de plancher en lien avec l'entreposage. / Se montre intéressée à faire l'analyse des sommes amassées et investies en lien avec le règlement P-17-055 dans l'arrondissement de Saint-Léonard.

Mme Michèle Flannery	Demande des précisions et des exemples quant aux modifications qui sont apportées au règlement concernant les terrains ayant un accès public à un lac ou à un cours d'eau.
M. Julien Hénault-Ratelle	Demande une précision sur le remplacement de la définition de « bâtiment des logements sociaux ou communautaires » utilisée à l'article 1 du règlement et le lien avec le Règlement pour une métropole mixte. / Est d'avis qu'il faudrait ajouter « ou fédéral » dans le libellé de la définition (« en vertu d'un programme municipal, provincial ou fédéral ») pour éviter d'avoir à modifier à nouveau le règlement.

Le président de l'assemblée remercie les commissaires pour leurs interventions.

6. Levée de l'assemblée

Avant de lever la séance, le président d'assemblée remercie à nouveau M. Beaudry, Mme Lépine et M. Godbout et toutes les personnes qui ont participé à cette assemblée publique.

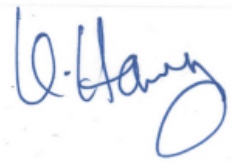
Il rappelle que le procès-verbal de l'assemblée sera déposé sur la page dédiée de la Commission.

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 14 h 41.

SIGNÉ LE : 29 septembre 2022



Julien Hénault-Ratelle
Commissaire et
président d'assemblée



Virginie Harvey
Coordonnatrice - soutien aux
commissions permanentes

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (17-055)

Vu les articles 117.1 à 117.16.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme *(*RLRQ, c. A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

1. Le titre du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) est remplacé par le suivant :

« Règlement relatif à la cession d'un terrain ou au versement d'une somme aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs et de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels ou destinés à un centre de service scolaire, sur le territoire de la Ville de Montréal ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après la définition d' « assiette de l'immeuble », de la définition suivante :

« « chambre » : un espace fermé doté d'une fenêtre et constituant une pièce d'un logement ne devant pas faire partie d'une pièce combinée au sens du Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2), sauf s'il s'agit d'une autre chambre, auquel cas cette pièce combinée sera considérée comme constituant une seule et même chambre à coucher; »;

2° le remplacement de la définition de « site » par la suivante :

« « site » : le terrain compris dans le plan relatif à une opération cadastrale ou l'assiette de l'immeuble visé par le paragraphe 2° de l'article 2 ou faisant l'objet d'un projet de redéveloppement; »;

3° l'ajout de la définition suivante :

« « superficie de plancher » : somme de la superficie de chacun des planchers situés à l'intérieur d'un bâtiment, calculée à partir de la face externe des murs extérieurs du bâtiment, incluant un plancher en sous-sol et une mezzanine, mais excluant la superficie d'un espace situé sur un toit ou dédié à une issue ou à des fins mécaniques, de stationnement ou d'entreposage. ».

3. Le paragraphe 2° de l'article 2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 2° toute demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale; ».

4. Le paragraphe 1° de l'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou au maintien d'un espace naturel » par les mots « , au maintien d'un espace naturel ou au besoin d'espace d'un centre de services scolaire ».

5. Le deuxième alinéa de l'article 5 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Somme compensatoire = (10% de la valeur du site / nombre total de logements) X (nombre de logements créés – nombre de logements sociaux et communautaires créés – nombre de logements de 3 chambres et plus créés). ».

6. Le deuxième alinéa de l'article 6 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Aux fins de la valeur du site mentionnée à l'article 5, dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas occupé exclusivement par des logements, la valeur du site établie conformément au premier alinéa doit être ajustée afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les logements et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment. ».

7. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant:

« Aux fins du premier alinéa, dans le cas d'un site ou d'une partie d'un site où est prévue la construction d'un bâtiment ne comportant pas exclusivement des logements sociaux, le site ou la portion de site exempté doit être ajusté afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les logements sociaux et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment. ».

8. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « à une opération cadastrale ou un permis de construction visant à permettre sur un site ou une partie d'un site » par les mots « pour un site ou une partie d'un site où est prévu »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Aux fins du premier alinéa, dans le cas d'un site ou d'une partie d'un site où est prévue la construction d'un bâtiment ne comportant pas exclusivement des usages visés aux paragraphes 1° à 7°, le site ou la portion de site exempté doit être ajusté afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les usages visés aux paragraphes 1° à 7° et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment. ».

9. L'article 11 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **11.** Dans le cadre d'une demande visée par les paragraphes 1° ou 2° de l'article 2, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet :

1° d'une cession de terrain, une exemption de cession ou de versement est accordée, soit :

a) totalement si la cession déjà effectuée visait l'ensemble du site;
b) partiellement et proportionnellement si la cession déjà effectuée ne visait qu'une partie du site;

2° d'un versement d'une somme, celle-ci doit être déduite de la somme due ou de la valeur du terrain que le propriétaire doit s'engager à céder.

Dans le cadre d'une demande visée par le paragraphe 3° de l'article 2, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou du versement d'une somme, le total de la somme due, d'une somme déjà versée ainsi que de la valeur d'un terrain déjà cédé ne doit pas excéder 10 % de la valeur du site.

Aux fins du présent article :

1° les termes « cession de terrain » incluent tout engagement à céder un terrain pris en vertu du paragraphe 7.1° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

2° il appartient au propriétaire de démontrer qu'une superficie de terrain a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou d'un versement d'une somme. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXXX.

GDD : 1228199001

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
17-055

~~RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL~~ **RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION D'UN TERRAIN OU AU VERSEMENT D'UNE SOMME AUX FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS ET DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS OU DESTINÉS À UN CENTRE DE SERVICE SCOLAIRE, SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

Vu les articles 117.1 à 117.16.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A 19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Aux fins de l'application du présent règlement, les mots et les expressions ci-après mentionnés ont la signification suivante :

« assiette de l'immeuble » : Dans le cas d'un bâtiment ne faisant pas l'objet d'une copropriété divise, correspond à la superficie totale du terrain sur lequel il est implanté, peu importe la convention d'indivision, le cas échéant.

Dans le cas d'une copropriété divise, correspond à la portion du terrain équivalant à l'aire de surface de la partie privative visée par rapport à la somme des aires de surface de l'ensemble des parties privatives, soit : (aire de surface de la partie privative / somme des aires de surface des parties privatives) X superficie du terrain.

« chambre » : un espace fermé doté d'une fenêtre et constituant une pièce d'un logement ne devant pas faire partie d'une pièce combinée au sens du Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2), sauf s'il s'agit d'une autre chambre, auquel cas cette pièce combinée sera considérée comme constituant une seule et même chambre à coucher. »

~~« bâtiment de logements sociaux ou communautaires » : bâtiment destiné à accueillir des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8);~~

« logement social » : logement admissible ou bénéficiant d'une subvention en vertu d'un programme municipal ou provincial de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8);

« projet de redéveloppement » : tout projet assujetti à un permis de construction pour la construction d'un bâtiment principal comprenant plus de 2 logements ou tout projet nécessitant un permis de construction pour la transformation d'un bâtiment ayant pour effet la création ou l'ajout de plus de 2 logements, et ce, à l'intérieur d'une période de 5 ans. Cette période est établie à partir de la date de délivrance du ou des permis précédents, le cas échéant, et le dépôt de la demande de permis;

Le remplacement d'un bâtiment principal existant comprenant plus de 2 logements par un autre bâtiment principal comprenant plus de 2 logements sans accroissement du nombre de logements ne constitue pas un projet de redéveloppement si la demande de permis de construction est déposée dans les 5 ans de la date la plus tardive entre la délivrance du permis de démolition ou la démolition en raison d'un sinistre.

~~« site » : assiette de l'immeuble faisant l'objet d'un projet de redéveloppement ou le terrain compris dans le plan relatif à une opération cadastrale~~.

« site » : le terrain compris dans le plan relatif à une opération cadastrale ou l'assiette de l'immeuble visé par le paragraphe 2° de l'article 2 ou faisant l'objet d'un projet de redéveloppement;

« superficie de plancher » : somme de la superficie de chacun des planchers situés à l'intérieur d'un bâtiment, calculée à partir de la face externe des murs extérieurs du bâtiment, incluant un plancher en sous-sol et une mezzanine, mais excluant la superficie d'un espace situé sur un toit ou dédié à une issue ou à des fins mécaniques, de stationnement ou d'entreposage.

2. Les dispositions du présent règlement s'appliquent à :

1° toute demande de permis de lotissement visant l'approbation d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot;

2° toute demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un ~~terrain~~ immeuble dont l'immatriculation à

titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale~~, mais qui, sans cette rénovation cadastrale, aurait occasionné des frais de parc~~;

3° toute demande de permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement.

Le paragraphe 3° ne s'applique pas si la demande de permis de construction a été déposée dans les 5 ans suivants la date de délivrance d'un permis de lotissement visé par le paragraphe 1° qui a donné lieu à une contribution en vertu de l'article 3.

CHAPITRE II
CONDITIONS À LA DÉLIVRANCE DE PERMIS

3. Préalablement à la délivrance d'un permis de lotissement visé au paragraphe 1° de l'article 2, le propriétaire doit, au choix de la Ville :

1° s'engager à céder gratuitement à la Ville une part de terrain faisant partie du site et équivalente à 10 % de la superficie du site, qui de l'avis de la Ville, convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ~~ou au maintien d'un espace naturel~~ , au maintien d'un espace naturel ou au besoin d'espace d'un centre de services scolaire;

2° verser à la Ville une somme compensatoire équivalente à 10 % de la valeur du site;

3° verser une somme compensatoire et s'engager à céder une partie de terrain du site dont le total doit être égal à 10 % de la valeur du site.

4. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction visé au paragraphe 2° de l'article 2, le propriétaire doit verser à la Ville une somme compensatoire équivalente à 10 % de la valeur du site.

5. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction visé au paragraphe 3° de l'article 2, le propriétaire doit verser à la Ville une somme compensatoire établie de la façon suivante :

Somme compensatoire = (10% de la valeur du site / nombre total de logements) X (nombre de logements créés – nombre de logements sociaux ~~et communautaires~~ créés – nombre de logements de 3 chambres et plus créés).

6. Les règles de calcul servant à établir la valeur du site mentionnée aux articles 3, 4 et 5 sont les suivantes :

1° est incluse dans le calcul, la superficie ou la valeur de tout terrain ou partie de terrain à être cédé à la Ville en vertu de l'article 3, ainsi que les rues à être cédées à la Ville;

2° la valeur du site doit être établie selon les concepts applicables en matière d'expropriation, aux frais du propriétaire, par un évaluateur agréé mandaté par la Ville. Cette valeur doit être considérée à la date de la réception de la demande.

~~Malgré le premier alinéa, la valeur du site mentionnée à l'article 5 est établie en excluant la partie du site qui ne comporte pas de logements ou des espaces dédiés strictement aux logements, le cas échéant.~~

Aux fins de la valeur du site mentionnée à l'article 5, dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas occupé exclusivement par des logements, la valeur du site établie conformément au premier alinéa doit être ajustée afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les logements et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment.

7. L'article 3 ne s'applique pas dans les cas suivants :

1° lorsqu'une opération cadastrale a pour but d'annuler, de corriger ou de remplacer des numéros de lots, à la condition qu'elle n'entraîne aucune augmentation du nombre de lots;

2° lorsque le site visé fait l'objet d'une entente préalable conformément à l'article 13;

3°lors d'une opération cadastrale rendue nécessaire dans le contexte d'une expropriation;

4° lors d'une opération cadastrale visant à permettre un transfert de propriété à des fins publiques;

5° lorsque l'opération cadastrale est relative à la création d'un lot non constructible dans le but de l'aliéner à une propriété contigüe;

6° lors d'une opération cadastrale relative à une copropriété divise;

7° lorsque l'opération cadastrale résulte d'un jugement ou d'un bornage.

8. Les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas pour un site ou une partie d'un site où est prévue la construction de logements sociaux ~~ou communautaires~~.

Aux fins du premier alinéa, dans le cas d'un site ou d'une partie d'un site où est prévue la construction d'un bâtiment ne comportant pas exclusivement des logements sociaux, le site ou la portion de site exempté doit être ajusté afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les

logements sociaux et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment.

9. Les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas ~~à une opération cadastrale ou un permis de construction visant à permettre sur un site ou une partie d'un site~~ pour un site ou une partie d'un site où est prévu:

1° un établissement d'enseignement préscolaire, primaire ou secondaire, un établissement de formation professionnelle ou un établissement d'enseignement aux adultes au sens de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3) ou de la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1);

2° un établissement collégial au sens de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (RLRQ, chapitre C-29) ou de la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1);

3° un établissement d'enseignement de niveau universitaire au sens de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1);

4° un centre local de services communautaires, un centre de réadaptation, un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2);

5° une garderie ou un centre de la petite enfance faisant l'objet d'un permis en vertu de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1);

6° tout usage sur un immeuble de la Ville;

7° tout usage sur un immeuble de la Société de transport de Montréal constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ, chapitre S-30.01).

Aux fins du premier alinéa, dans le cas d'un site ou d'une partie d'un site où est prévue la construction d'un bâtiment ne comportant pas exclusivement des usages visés aux paragraphes 1° à 7°, le site ou la portion de site exempté doit être ajusté afin d'équivaloir proportionnellement à la superficie de plancher occupée dans le bâtiment par les usages visés aux paragraphes 1° à 7° et les espaces communs dédiés, de façon exclusive ou non, à ceux-ci par rapport à la superficie totale de plancher du bâtiment.

10. Le comité exécutif peut déterminer par ordonnance tout usage de nature publique, institutionnelle ou communautaire pour lequel il est dans l'intérêt public que les articles 3, 4 et 5 ne s'appliquent pas.

11. Dans le cadre d'une demande visée par les paragraphes 1° ou 2° l'article 2, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet :

1° d'une cession de terrain, une exemption de cession ou de versement est accordée, soit :

a) totalement si la cession déjà effectuée visait l'ensemble du site;

b) partiellement et proportionnellement si la cession déjà effectuée ne visait qu'une partie du site;

2° d'un versement d'une somme ~~compensatoire conformément aux articles 3, 4 et 5, le propriétaire doit verser la différence entre la somme déjà payée et la somme due.~~ , celle-ci doit être déduite de la somme due ou de la valeur du terrain que le propriétaire doit s'engager à céder.

~~Aux fins du présent article, il appartient au propriétaire de démontrer qu'une superficie de terrain a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou d'un versement d'une somme compensatoire.~~

Dans le cadre d'une demande visée par le paragraphe 3° de l'article 2, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou du versement d'une somme, le total de la somme due, d'une somme déjà versée ainsi que de la valeur d'un terrain déjà cédé ne doit pas excéder 10 % de la valeur du site.

Aux fins du présent article :

1° les termes « cession de terrain » incluent tout engagement à céder un terrain pris en vertu du paragraphe 7.1° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

2° il appartient au propriétaire de démontrer qu'une superficie de terrain a déjà fait l'objet d'une cession de terrain ou d'un versement d'une somme.

12. Dans le cadre de la délivrance d'un permis de lotissement, lorsque l'opération cadastrale consiste en un morcellement de lot et vise un terrain déjà bâti dont la valeur du bâtiment inscrite au rôle d'évaluation foncière représente plus de 10 % de la valeur du terrain compris dans le plan d'opération cadastrale, le propriétaire est exempté de la cession et du paiement prévu à l'article 3 en proportion de la superficie et de la valeur du lot déjà bâti prévu au plan.

13. Avec l'accord de la Ville, le propriétaire peut convenir qu'il s'engage à céder un terrain qui ne fait pas partie du site, mais qui constitue un terrain faisant partie du

territoire de la Ville de Montréal. Cette entente peut notamment prévoir la cession d'une partie de terrain et le versement d'une somme compensatoire.

Cette entente prime sur toute règle de calcul et tout pourcentage établis aux articles 3, 4 et 5. Ce pourcentage ne peut cependant être inférieur à 10 % de la valeur du site.

Les frais de l'acte notarié et de publicité foncière sont à la charge du propriétaire cédant.

14. Tout terrain cédé doit être libre d'hypothèques, de priorités, de charges ou de droits réels.

15. Tout terrain cédé ne doit pas être contaminé au-delà des normes prévues dans la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) et ses règlements pour l'usage prescrit.

16. Le propriétaire cédant doit également remettre à la Ville, après le dépôt de sa demande de permis de construction ou de lotissement mais avant l'approbation de l'une ou l'autre de ces demandes, les documents suivants :

1° une attestation notariée, certifiant que le propriétaire est le seul propriétaire du terrain à céder et que ce terrain est libre d'hypothèques, de priorités, de charges ou de droits réels;

2° une étude de caractérisation du terrain permettant de déterminer le degré de contamination de celui-ci, cette étude devant satisfaire aux exigences du guide élaboré en vertu de l'article 31.66 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2). L'étude devra par ailleurs être attestée, à cet effet, par un expert au sens de l'article 31.65 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) dans le cas où le terrain est visé par les exigences de la section IV.2.1 concernant la protection et la réhabilitation des terrains du chapitre I de cette même loi;

3° un certificat de localisation ou un plan et description technique du terrain à céder;

4° le versement de la somme due ou une lettre d'engagement, signée par le propriétaire, à céder gratuitement le terrain ou la partie de terrain visé, et ce, conformément au présent règlement.

CHAPITRE III
DISPOSITION PÉNALE

17. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 1 000 $ à 1 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 500 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 2 000 $ à 3 000 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 3 000 $ à 4 000 $.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

18. Le présent règlement prend effet 12 mois après la date de son entrée en vigueur.

19. Le présent règlement abroge :

1° les articles 6 à 9 du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., chapitre O–1);

2° les articles 6 à 9 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1);

3° le Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065);

4° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049);

5° le Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien et l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Lachine (07-012);

6° l'article 4.43 du Règlement numéro 2710 sur le zonage de l'arrondissement de Lachine;

7° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle (10-018);

8° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest (14-027);

9° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026);

10° le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie (13-011);

11° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (09-002);

12° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro (15-053);

13° l'article 16 du Règlement de lotissement numéro CA29 0041 de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

14° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (12-049);

15° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (16-017);

16° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent (08-005);

17° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (15-060);

18° le paragraphe c) du premier alinéa de l'article 3.4.2.4 et le paragraphe c) du premier alinéa de l'article 3.4.3.8 du Règlement de lotissement n° 1885 de l'arrondissement de Saint-Léonard;

19° le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (14-039);

20° les articles 5.1 à 5.1.3 du Règlement de lotissement 1179 de l'arrondissement d'Outremont;

21° l'article 17 du règlement numéro 1563 de l'arrondissement de Montréal- c Nord intitulé « Règlement sur le lotissement à l'intérieur des limites du territoire de la municipalité »;

22° le Chapitre 8 du règlement numéro 1528 de l'arrondissement d'Anjou intitulé « Règlement de lotissement de la Ville d'Anjou remplaçant les règlements numéros 1450 et 1450-1 »;

23° l'article 24 du Règlement de lotissement 1751 de l'arrondissement de Verdun.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 19 juin 2017.

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 25 avril 2022 Séance tenue le 26 avril 2022	Résolution: CM22 0524

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) » / Mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) »;

2- de mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir l'assemblée publique de consultation prévue à l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

3- de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de la Ville de Montréal de l'assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

43.02 1228199001
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Règlement P-17-055-1

Signée électroniquement le 28 avril 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228199001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », et mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) »;
2. de mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir l'assemblée publique de consultation prévue à l'article 125 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
3. de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de la Ville de Montréal de l'assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-07 12:54

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228199001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) », et mandater la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour tenir une consultation publique

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des pouvoirs conférés par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU, art. 117.1 à 117.16.1), la Ville de Montréal exige une contribution aux fins de parcs, de terrains de jeux et de préservation des espaces naturels. La compétence de réglementation en cette matière relève du conseil municipal selon l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
Le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) est en vigueur depuis le 19 juin 2017. Depuis cette date, les exigences concernant la contribution aux fins de parcs sont les mêmes dans tous les arrondissements de la Ville. Une cession de terrain ou de la valeur du terrain peut être exigée dans le cas de la délivrance d'un permis de lotissement ou d'un permis de construction. Le règlement 17-055 prévoit trois situations où un requérant de permis devra effectuer une contribution aux fins de parcs, soit lors d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot, lors d'une demande de permis de construction sur un lot issu de la rénovation cadastrale et lors d'un projet de redéveloppement. La contribution peut se faire sous trois formes, selon ce que prévoit le règlement, soit une cession de terrain à la Ville, une contribution en argent selon la valeur du site ou par la combinaison d'une cession de terrain et d'une contribution en argent. Il est à noter que la contribution dans toutes ses formes ne peut excéder 10 % (sauf pour un terrain hors site, voir l'article 13). Les arrondissements sont responsables de l'application du règlement, de la délivrance des permis et de l'aménagement des parcs et des espaces verts sur leur territoire.

Depuis la prise d'effet du règlement, certaines questions relatives à son application

soulevées en arrondissement, les récentes modifications législatives du projet de loi n^{o} 67 et certains litiges interprétant le règlement nécessitent une modification du règlement 17-055 afin de préciser la portée des articles et d'améliorer son application.

Le présent dossier décisionnel propose une modification du règlement 17-055 applicable à l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, soit des 19 arrondissements qui le composent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0819 - 12 juin 2017 - Adoption du règlement 17-055 (sommaire décisionnel 1166968004).

DESCRIPTION

Le règlement proposé aura principalement pour effet d'ajuster et de remplacer certains articles du règlement, pour :

- apporter des précisions quant aux définitions du règlement, notamment à l'égard des logements sociaux et de la superficie de plancher d'un bâtiment;
- préciser la portée du règlement à l'égard de la cession d'un terrain ou du versement d'une somme destinée à un centre de services scolaire;
- préciser les parties de l'immeuble qui doivent être prises en compte dans le calcul de la valeur du site lorsqu'il s'agit d'un projet mixte;
- préciser les paramètres d'application lors de demandes subséquentes relatives à un projet de redéveloppement.

JUSTIFICATION

La modification proposée pour la définition des logements sociaux vise à assurer une cohérence d'application avec le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) afin de s'assurer d'inclure tous les cas et toutes les formes de combinaison possible de logements sociaux et de logements communautaires. Les logements familiaux ne doivent pas être inclus dans la définition puisqu'ils sont déjà visés par une exemption au règlement, ni les logements abordables qui représentent une forme de logements privés.
Plusieurs arrondissements ont soulevé la difficulté de calculer adéquatement la partie de l'immeuble qui est réservée aux logements lorsqu'il y a des proportions à faire, soit dans le cas d'un projet où il y a une mixité d'usages au sein d'un immeuble. La même problématique se retrouve lorsqu'un projet prévoit la construction de logements sociaux ou communautaires de même que des usages et autres établissements exemptés de l'application du règlement, tels que les établissements scolaires, les centres hospitaliers et les garderies. Les commentaires reçus à ces égards nous incitent, d'une part, à préciser l'intention du règlement afin de viser uniquement les superficies à l'intérieur de l'immeuble et, d'autre part, à ajuster les articles pour introduire la notion de proportion afin d'exclure de la valeur du site les parties non dédiées aux logements ou aux autres usages énumérés ci-haut. Cela permettrait de s'arrimer davantage à la vision du sommaire décisionnel concernant l'entrée en vigueur du règlement 17-055 en 2017, soit de confirmer que l'intention du législateur est uniquement d'exclure les sections de bâtiment, ce qui a toujours été le cas. Cette modification vient préciser un texte déjà existant qui visait cette situation.

Enfin, quelques arrondissements nous ont fait part de problèmes ayant trait à la prise en compte des contributions antérieures lors de demandes subséquentes relatives à un projet de redéveloppement, ce qui peut mener à une valeur inexacte du site dans de tels cas. Le libellé de l'article 11 du règlement a donc été revu en conséquence. De plus, ce libellé tient compte des nouvelles dispositions du projet de loi n^{o} 67 concernant la cession des terrains

ayant un accès public à un lac ou à un cours d'eau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le recours à un évaluateur agréé pour déterminer la valeur du terrain n'engendre pas de coût pour la Ville puisque le service est payé par le requérant du permis de construction ou de lotissement.
Les contributions aux fins de parcs issues de l'application de ce règlement municipal sont perçues et gérées en arrondissement et placées dans le fonds réservé à cet effet, comme c'est le cas actuellement.

Le projet de règlement n'a pas d'impacts sur les modalités de gestion des fonds réservés aux fins de parcs, il apporte seulement des précisions quant à l'application du règlement et du calcul des contributions à verser en matière de frais de parcs.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. Les investissements dans le maintien, l'amélioration et l'ajout de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels, ainsi que dans la plantation d'arbres, offrent aux citoyens un milieu de vie de plus grande qualité, en plus de contribuer au verdissement du territoire et à la réduction des îlots de chaleur, de même qu'à un environnement favorable à l'adoption d'un mode de vie sain et actif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Entre l'adoption du projet de règlement et son entrée en vigueur, un effet de gel pourrait s'appliquer à une demande de permis de lotissement ou de construction qui est sujette à une contribution aux fins de parcs à la suite de l'entrée en vigueur du projet de règlement (réf. : articles 114 et 117 de la LAU).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public devra être publié pour annoncer la tenue d'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement par la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation (réf. : article 126 de la LAU).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier prévisionnel :
Avis de motion et adoption du projet de règlement par le CM : 25 avril 2022
Processus de consultation : mai-juin 2022
Entrée en vigueur du règlement à la suite de l'adoption du règlement par le CM : juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-Éden GODBOUT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-0226
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Caroline LÉPINE
Chef de division

Tél : 514 872-3163
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Directeur de l'urbanisme par intérim

Tél : 514.953.4555
Approuvé le : 2022-04-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite

Tél :
Approuvé le : 2022-04-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228199001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de l'urbanisme, Planification urbaine
Projet : Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;
18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire;
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Répartition équitable des infrastructures et des espaces verts;
- Assurer l'accès de toutes et tous à des parcs de proximité;
- Accroître la biodiversité dans chaque milieu de vie.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228373001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-27 17:15

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228373001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est compétente pour régir le stationnement des véhicules sur son territoire, tout comme elle peut déterminer le montant des amendes en fonction des infractions commises en vertu des dispositions réglementaires prévues à cet effet. Le pouvoir de réglementation du stationnement est partagé entre le conseil municipal , sur le réseau artériel, et les conseils d'arrondissement, sur le réseau local.
En mars 2018, le conseil municipal s'est déclaré compétent en matière de réglementation du stationnement sur le réseau local pour une période de deux ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (CM18 0395), afin de réviser les montants des amendes pour les infractions relatives au stationnement sur le territoire de Montréal (inchangés depuis 2009, sauf quelques exceptions) et d'adopter une nouvelle grille d'amendes uniforme sur l'ensemble du réseau de voirie. Un nouveau règlement intitulé « Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules » (18-020) a été adopté à cet effet en avril 2018 (CM18 0543).

Par la suite, en avril 2019, le conseil municipal a adopté (CM19 0468) un règlement modifiant le « Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules » (18-020) afin d'ajuster les tarifs pour les infractions générales en matière de stationnement (article 1) et celui concernant le stationnement ou l'immobilisation d'un véhicule dans une zone d'arrêt interdit située dans une voie réservée (article 5). En 2020, le règlement 18-020 a été modifié à nouveau afin de majorer le montant des amendes pour les infractions générales, ainsi que les infractions liées au stationnement ou à l'immobilisation d'un véhicule dans une zone d'arrêt interdit située dans une voie réservée. N'ayant pas été prolongée à ce moment, la compétence de fixer le montant des amendes en matière de stationnement sur le réseau local est par la suite retournée aux arrondissements en mars 2020.

Finalement, en août 2022, le conseil municipal s'est à nouveau déclaré compétent en matière de réglementation du stationnement sur le réseau local pour une période de cinq ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (CM22 0978), afin de réviser les montants des amendes pour les infractions relatives au

stationnement sur le territoire de Montréal.

L'objectif du présent sommaire décisionnel consiste à modifier à nouveau le règlement 18-020 en recommandant une majoration du montant des amendes pour les infractions générales, ainsi que les infractions liées au stationnement :

- en double, le long d'un véhicule stationné ou de manière à gêner ou obstruer la circulation ;
- dans une zone réservée aux personnes handicapées ;
- en zone d'arrêt interdit, ailleurs que dans une voie réservée ;
- dans une voie réservée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0978 - 23 août 2022 - Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau de voirie locale.
CM20 0180 - 24 février 2020 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».

CM19 0468 - 15 avril 2019 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».

CM18 0543 - 23 avril 2018 - Adopter le règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules, sur le réseau municipal (local et artériel).

CM18 0395 - 26 mars 2018 - Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de ville compétent, pour une période de deux ans, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau local de voirie.

CM09 0879 - 21 septembre 2009 - Adopter un règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules.

CM09 0679 - 24 août 2009 - Déclarer le conseil municipal compétent, pour une période de deux ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau local de voirie.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à adopter un règlement modifiant le « Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules » (18-020) pour majorer, par une indexation de 15,8 % à 17,6 % certaines des amendes qui y sont prévues, en tenant compte de la modification réglementaire adoptée à cet égard en février 2020 (CM20 0180). Les indexations proposées sont comparables à l'inflation projetée sur la période 2020-2023.
Ainsi le montant des amendes serait modifié comme suit :

Infraction	Amende	
	2020-2022	2023
Stationnement non réglementaire (général)	51 $	60 $
Stationnement en double, le long d'un véhicule stationné ou de manière à gêner ou obstruer la circulation	61 $	71 $
Stationnement dans une zone résevée aux personnes handicapées	234 $	271 $
Stationnement en zone d'arrêt interdit, ailleurs que dans une voie réservée	61 $	71 $
Stationnement dans une voie réservée	234 $	271 $

Le tableau en pièces jointes présente les scénarios actuels et projetés relatifs aux amendes et frais associés à ces infractions. Il est à noter que les frais de greffe sont déterminés par le gouvernement du Québec et qu'ils sont progressifs en fonction des montants des amendes. Des ajustements devront être apportés aux systèmes de la cour municipale de Montréal et de l'Agence de mobilité durable préalablement à l'entrée en vigueur du règlement, afin d'y intégrer cette modification.

JUSTIFICATION

La constance du pouvoir dissuasif de l'amende réside dans le maintien de la pénalité financière dans le temps. En majorant le tarif des amendes, la Ville de Montréal vise à modifier les comportements délinquants et problématiques des automobilistes, afin de renforcer la sécurité de tous les usagers sur le réseau, en cohérence avec le Plan d'action Vision Zéro et de donner la priorité aux modes alternatifs, en cohérence avec le Plan stratégique Montréal 2030.
L'effet dissuasif des amendes en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules est essentiel afin de remédier aux multiples irritants persistants découlant du non-respect de la réglementation en vigueur. Ces irritants comprennent :

- l'entrave à la sécurité des usagers (obstruction du champ de vision, obstruction du passage des véhicules d'entretien, etc.);
- l'entrave aux activités d'entretien, notamment le nettoyage de la voirie;
- la violation de la priorité et des droits des autres usagers (occupation d'aires de stationnement et d'arrêt réservées (personnes handicapées, résidents, livreurs, véhicules d'urgence, etc.) ou de voies ou espaces réservés (piétons, transports collectifs);
- l'entrave à la fluidité de la circulation (immobilisation ou stationnement en double file, obstruction de voies de circulation, d'accès ou d'intersections, obstruction de voies de dégagement en période de pointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est estimé de façon préliminaire qu'une indexation à l'inflation des amendes mise en œuvre en 2023 avec un rattrapage d'indexation pour la période 2021-2023, générerait des revenus d'amendes supplémentaires de l'ordre de 9 M$. Ce montant pourrait toutefois être moindre, compte tenu des changements de comportements visés pour les automobilistes grâce à ces mesures. Aucun revenu de frais de greffe supplémentaire ne serait à anticiper en raison de ces augmentations des amendes. Toutefois, l'indexation des frais de greffe par le gouvernement pourrait générer en soi, avec ou sans hausse des amendes, des revenus supplémentaires estimés à 1 M$.

MONTRÉAL 2030

L'objectif du règlement s'inscrit dans les priorités de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera développée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal du 21 novembre 2022 : avis de motion du projet de règlement
Conseil municipal du 19 décembre 2022 : adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ghislain OUIMET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain SAUVAGEAU, Service de police de Montréal
Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable

Lecture :

Laurent - Ext CHEVROT, 26 octobre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stephanie BLAIS
Conseillère en amenagement

Tél : 514-872-8509
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Directeur de la Planification et de la mise en valeur du territoire
Tél : 514.953.4555
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service

Tél :
Approuvé le : 2022-10-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1228373001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité - *Division des plan et politiques*
Projet : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *La révision du montant des amendes pour les infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules contribuera à renforcer leur effet dissuasif et ainsi à promouvoir une utilisation des véhicules et du stationnement sur le domaine public cohérente avec les objectifs de mobilité durable.* *Ce règlement permettra à la Ville de Montréal d'atténuer les irritants découlant du stationnement illégal en plus d'appuyer les orientations de la Politique de stationnement voulant faire du stationnement un outil de gestion stratégique répondant aux orientations municipales en matière de mobilité durable, d'aménagement du territoire et de développement économique.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228373001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le règlement ci-joint

FICHIERS JOINTS

2022-10-24 Règlement modifiant 18-020 Final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislain OUIMET
Avocat

Tél : 438 820-2933

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Jean-Philippe GUAY
Chef de division, Affaires civiles, Service des affaires juridiques
Tél : 514 893-0302
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT FIXANT LE MONTANT DES AMENDES À L'ÉGARD DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE STATIONNEMENT OU D'IMMOBILISATION DES VÉHICULES (18-020)

Vu la compétence du conseil municipal sur le réseau de voirie artérielle;

Vu la résolution CM22 0978 à l'effet que le conseil municipal se déclare compétent pour une période de 5 ans afin de déterminer le montant de l'amende à imposer à quiconque stationne ou immobilise son véhicule contrairement à toutes normes réglementaires applicables sur le réseau de voirie locale;

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

1. L'article 1 du Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) est modifié par le remplacement du montant de « 51$ » par le montant de « 60$ ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 61$ » par le montant de « 71$ ».

3. L'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 234$ » par le montant de « 271$ ».

4. L'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 61$ » par le montant de «71$ ».

5. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 234$ » par le montant de « 271$ ».

6. Le présent règlement entre en vigueur le 16 janvier 2023.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1228373001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.005

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1223302005

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Rendre applicables à l'immeuble sis au 775 de la rue Gosford (chef-lieu de la cour municipale de Montréal) les dispositions de la partie VII.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16) et adopter le Règlement déterminant les dispositifs permettant l'accès à la cour municipale sans être assujetti aux contrôles de sécurité

Attendu les dispositions pertinentes de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16) et la Loi sur les cours municipales (chapitre C-72.1);

Attendu la volonté de la Ville de Montréal de se prévaloir des pouvoirs qui permettent le déploiement de mesures de sécurité et de contrôle des utilisateurs;

Attendu la consultation avec le juge-président de la cour municipale de Montréal, l'honorable Gianni Cuffaro;

Il est recommandé :
- 1. de rendre applicables à l'immeuble sis au 775, rue Gosford (chef-lieu de la cour municipale de Montréal), ou tout autre lieu désigné ponctuellement par le juge-président, les dispositions de la partie VII.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16);

2. d'assujettir tous les utilisateurs de l'immeuble sis au 775, rue Gosford (chef-lieu de la cour municipale de Montréal), ou tout autre lieu désigné ponctuellement par le juge-président, à un contrôle de sécurité indiqué dans les circonstances, notamment :

a) en exigeant que les personnes franchissent un portique détecteur de métal;
b) en soumettant les porte-documents, sacs à main et effets personnels des personnes à un examen radioscopique ou à un examen visuel;
c) en soumettant les personnes à une fouille personnelle, au moyen d'un détecteur

de métal manuel ou par palpation corporelle;

- 3. de rendre applicables ces mesures tous les jours de la semaine où la cour municipale siège, soit de 8 h 00 à 16 h 30, sauf lors d'une situation ou d'un événement rendant les mesures de sécurité non fonctionnelles ou non praticables;

- 4. d'autoriser l'assistance par des agents de gardiennage pour tous les aspects des mesures de sécurité qui ne relèvent pas de la compétence exclusive des agents de la paix;

- 5. d'adopter le *Règlement déterminant les dispositifs permettant l'accès à la cour municipale sans être assujetti aux contrôles de sécurité* , afin d'exempter certaines personnes aux mesures de contrôle, dont le projet est joint au sommaire décisionnel;

- Les recommandations 1 à 4 prennent effet à la date de l'entrée en vigueur du règlement dont l'adoption est recommandée au point 4.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-10-31 10:53

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1223302005**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Rendre applicables à l'immeuble sis au 775 de la rue Gosford (chef-lieu de la cour municipale de Montréal) les dispositions de la partie VII.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16) et adopter le Règlement déterminant les dispositifs permettant l'accès à la cour municipale sans être assujetti aux contrôles de sécurité

CONTENU

CONTEXTE

La Cour municipale de Montréal est le tribunal canadien avec le plus important volume de dossiers pénaux et criminels (partie XXVII du Code criminel).
L'ensemble des dossiers de nature criminelle de la juridiction de la cour municipale sont entendus au 775, rue Gosford, arrondissement de Ville Marie, ci-après désigné "chef-lieu de la Cour".

Les dossiers pénaux (Code de la sécurité routière, règlements municipaux, lois diverses dont l'application est déléguée à la Ville) sont entendus dans l'un ou l'autre des points de service de la Cour, à savoir :

- Chef-lieu de la Cour : 775, rue Gosford, arrondissement de Ville-Marie;
- Est de l'île : 7275, rue Sherbrooke Est, 2e étage - Place Versailles, Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve;
- Nord de l'île :1405, rue de l'Église, arrondissement de Saint-Laurent;
- Sud de l'île : 7777, boulevard Newman, arrondissement de LaSalle.

Actuellement, la sécurité de ces divers points de service est assurée notamment par le déploiement, pendant les heures de la semaine où siège la Cour, d'agents de sécurité en salles d'audience ainsi que dans les corridors et salles d'attente des divers points de service.

Un agent de sécurité est également présent en tout temps au chef-lieu de la Cour en dehors des heures où siège la Cour.

En fonction de la réalité opérationnelle du chef-lieu de la Cour et de l'évolution des profils de

la clientèle, il est requis d'envisager un rehaussement de la sécurité à ce lieu par le déploiement de diverses mesures semblables à celles actuellement déployées dans des périmètres semblables, notamment au Palais de justice de Montréal, adjacent au chef-lieu de la Cour, lesquelles sont les suivantes :

- Diverses interdictions d'armes à feu et autre objet pouvant servir à porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne, à la menacer ou à l'intimider;
- Exigence que les personnes franchissent un portique détecteur de métal ou soient soumises à des fouilles personnelles, au moyen d'un détecteur de métal manuel ou par palpation corporelle;
- Exigence de soumettre les porte-documents, sacs à main et effets personnels des personnes à un examen radioscopique ou à un examen visuel.

La Ville est habilitée, après consultation avec le juge-président, à rendre l'ensemble de ces mesures applicables dans les immeubles qu'elle identifie (Article 88.1 de la Loi sur les cours municipales, RLRQ chapitre C-72.01 et partie VII.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, RLRQ chapitre T-16).

À l'occasion de l'exercice de ce pouvoir, la Ville peut déterminer divers paramètres et exceptions à ces mesures afin d'assurer la fluidité et bonne opérationnalité, notamment :

- déterminer les jours et les heures d'opérations des équipements et mesures particulières;
- établir, par règlement, des exemptions aux mesures pour certaines personnes (employés municipaux, fournisseurs de biens ou de services, médias);
- prévoir la possibilité pour un agent de la paix qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il y a danger pour la sécurité des usagers ou du public de requérir de toute personne présente sur les lieux de se soumettre à toute mesure de contrôles, y compris toute personne exemptée;
- autorisation pour l'utilisation d'agents de gardiennage pour assister les agents de la paix dans la mise en œuvre des contrôles de sécurité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

s/o

JUSTIFICATION

La sécurité de l'ensemble des personnes présentes au chef-lieu de la Cour requiert que la Ville de Montréal exerce les pouvoirs qui sont les siens en matière de déploiement des mesures de sécurité et de contrôle des utilisateurs.
Ces mesures sont proportionnées et raisonnables.

Le juge-président de la cour municipale, l'honorable Gianni Cuffaro, a été consulté sur le déploiement de ces mesures et en est favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts d'acquisition ou location des équipements seront pris en charge par le Service des affaires juridiques. Les coûts supplémentaires en main d'oeuvre seront assumés par le Service de la gestion et planification des immeubles (agents de gardiennage) et le Service de police de la Ville de Montréal (agents de la paix).

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Division des relations de presse.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de
la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques,
aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-30

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
directeur de service - affaires juridiques et avocat en chef
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-10-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
directeur de service - affaires juridiques et avocat en chef
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-10-30

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCGXX-XXX

RÈGLEMENT DÉTERMINANT LES DISPOSITIFS PERMETTANT L'ACCÈS À l'IMMEUBLE DE LA COUR MUNICIPALE SANS ÊTRE ASSUJETTI AUX CONTRÔLES DE SÉCURITÉ

Vu l'article 88.1 de la Loi sur les cours municipales (RLRQ, chapitre C-72.01);

Vu les articles 282.0.1 à 282.0.13 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16);

Vu le paragraphe 9º de l'article 19 et l'article 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

À l'assemblée du _____ 2022, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« autorité compétente » : le directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville, son représentant autorisé ou toute personne chargée de l'application du présent règlement;

« Immeuble » : le chef-lieu de la cour municipale de Montréal, sis au 775, rue Gosford à Montréal, ou partie de cet immeuble, ainsi que tout autre immeuble ou partie d'un immeuble désigné par ordonnance du comité exécutif conformément à l'article 2 du présent règlement.

2. Une carte d'exemption ou une autorisation d'exemption des contrôles de sécurité peut être délivrée pour accéder à l'Immeuble, dans lequel des contrôles de sécurité sont appliqués, aux personnes, qui ne sont pas exemptées par la partie VII.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), et qui font partie des catégories de personnes suivantes :

1° les fonctionnaires et employés de la Ville de Montréal;

2° les journalistes, caméramans et photographes de presse affectés, pour l'exercice de leurs activités, dans cet immeuble et qui prouvent leurs qualité et affectation;

3° les fournisseurs de biens ou de services de la Ville qui doivent effectuer une vacation ou une prestation de travail dans l'Immeuble et qui prouvent leur qualité et affectation;

4° les personnes à l'emploi d'un organisme participant aux activités judiciaires de l'Immeuble, dont les fonctions requièrent d'effectuer une prestation de travail dans l'Immeuble et qui prouvent leurs qualité et affectation.

Aux fins du premier alinéa, la carte d'employé en vigueur, avec photographie et matricule, délivrée par la Ville de Montréal, fait foi de la carte d'exemption pour les catégories de personnes visées au paragraphe 1°.

Aux fins du premier alinéa, la carte d'exemption en vigueur, délivrée par le ministre de la Sécurité publique conformément au Règlement sur les cartes d'exemption des contrôles de sécurité dans les tribunaux judiciaires (RLRQ, c. T-16, r. 0.1), fait foi de la carte d'exemption pour les catégories de personnes visées au paragraphe 2°.

Une autorisation d'exemption peut être délivrée pour les catégories de personnes visées au paragraphe 3° du premier alinéa. Une carte d'exemption peut être délivrée pour les catégories de personnes visées au paragraphe 4° du premier alinéa.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, désigner tout immeuble, ou partie d'un immeuble, dans lequel des contrôles de sécurité sont appliqués, afin de rendre applicables les dispositifs d'exemption prévus au premier alinéa. Il peut également, par ordonnance, ajouter ou retirer des catégories de personnes à qui peut être délivré une carte d'exemption ou une autorisation d'exemption des contrôles de sécurité.

3. Pour obtenir une autorisation d'exemption, la personne visée au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 2, doit transmettre à l'autorité compétente le formulaire joint en annexe A du présent règlement, dûment complété et signé.

Pour obtenir une carte d'exemption, la personne visée au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 2, doit transmettre à l'autorité compétente le formulaire joint en annexe B du présent règlement, dûment complété et signé.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier ou remplacer le formulaire joint en annexe A ou B.

4. L'autorisation d'exemption demeure valide pour la durée mentionnée dans le formulaire prévu à l'article 3, dûment approuvée par l'autorité compétente, en fonction de la prestation de travail de la personne dans l'Immeuble. Le formulaire dûment signé et approuvé par l'autorité compétente fait foi de l'autorisation d'exemption.

La carte d'exemption demeure valide tant et aussi longtemps que les fonctions de son titulaire requièrent d'effectuer une prestation de travail dans l'Immeuble. La carte comporte le nom et la photographie du titulaire. Elle demeure la propriété de la Ville de Montréal.

5. Après en avoir avisé le titulaire par écrit, l'autorité compétente peut révoquer une carte d'exemption ou une autorisation d'exemption lorsque son titulaire ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations mentionnées dans le formulaire prévu à l'article 3 et pour lesquelles il s'est engagé au moment de la signature de la demande.

L'autorité compétente peut refuser de délivrer une nouvelle exemption à un demandeur qui a fait l'objet d'une révocation de sa carte ou de son autorisation par le passé.

6. La carte d'exemption ou l'autorisation d'exemption ne doit être utilisée que par son titulaire et lui donne accès à l'Immeuble sans être assujetti aux contrôles de sécurité.

Le titulaire doit présenter sa carte ou son autorisation, à chaque passage, aux personnes chargées de l'application des contrôles de sécurité ou, le cas échéant, au lecteur d'identification prévu à cet effet.

7. Le titulaire d'une carte d'exemption ou d'une autorisation d'exemption doit la remettre à l'autorité compétente dès qu'il ne fait plus partie des catégories de personnes visées par le présent règlement.

Il doit également la remettre lorsqu'il en est requis par l'autorité compétente ou lorsqu'elle a été révoquée conformément à l'article 5.

8. Le présent règlement prend effet à la date déterminée par ordonnance du comité exécutif.

ANNEXE A
FORMULAIRE – DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE EXEMPTION AUX CONTRÔLES DE SÉCURITÉ

ANNEXE B
FORMULAIRE – DEMANDE DE CARTE D'EXEMPTION AUX CONTRÔLES DE SÉCURITÉ

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX 2022

GDD : 1223302005

ANNEXE A

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE EXEMPTION AUX CONTRÔLES DE SÉCURITÉ COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Section 1 – Identification du demandeur

Nom	Prénom

Adresse au travail		
Ville	Province	Code postal
No de téléphone/cellulaire	Courriel au travail	

Type d'activité

❒ Entretien ❒ Livraison ❒ Réparation ❒ Autre :_____

Durée d'exemption

_____:_____

Section 2 – Identification du fournisseur

Nom

Adresse de l'organisation représentée (si elle diffère de celle de la section 1)		
Ville	Province	Code postal

Section 3 – Obligations du demandeur

En tant que titulaire d'une autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité, je m'engage à respecter les obligations suivantes :

- Informer la Cour municipale de la Ville de Montréal de tout changement de l'identification déclarée aux sections 1 et 2 ;
- Garder de façon sécuritaire l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité qui m'est octroyée ;
- Présenter l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité sur demande d'un agent de sécurité ou d'un policier ;
- Utiliser l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité uniquement pour les fins d'utilisation autorisés ;
- Aviser rapidement la Cour municipale de la Ville de Montréal en cas de perte de l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité ;
- Remettre l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité lorsque celle-ci n'est plus requise.

Je comprends que tout manquement à l'une de ses obligations peut entraîner la révocation de l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité.

Section 4 – Consentement relatif aux renseignements personnels

Vérification de l'identité par l'autorité compétente de la Ville de Montréal

Je comprends que mon identité doit être vérifiée par l'autorité compétente afin qu'une autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité puisse m'être délivrée. De ce fait, j'autorise l'autorité compétente à recueillir des renseignements personnels me concernant qui lui permettent d'établir mon identité. Je comprends que cette cueillette est nécessaire à l'accomplissement des fonctions de l'autorité compétente et je consens à ce qu'elle conserve de façon sécuritaire dans ses dossiers, tant qu'utile, les renseignements lui permettant de prouver qu'elle a bel et bien effectué la vérification de mon identité.

Signature du demandeur		Date	Jour	Mois	Année

Section 5 – Déclaration du demandeur et signature

En signant le présent formulaire, je demande l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité de la cour municipale de la Ville de Montréal.

J'ai lu et compris les obligations de la section 3 pour la délivrance et l'utilisation d'une autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité et je m'engage à les respecter.

Je comprends que l'autorisation d'exemption aux contrôles de sécurité de la cour municipale de la Ville de Montréal peut, en tout temps, être révoquée et qu'un avis de révocation sera expédié par courriel à l'adresse de la section 1. L'autorisation demeure propriété de la Ville de Montréal et doit lui être retournée sur demande.

Je certifie que les renseignements que j'ai fournis dans le présent formulaire sont, à ma connaissance, exacts et complets.

Signature du demandeur		Date	Jour	Mois	Année

Réservé pour usage administratif – Autorisation de la cour municipale de la Ville de Montréal

Je, représentant autorisé de la Ville de Montréal en signant le présent formulaire, autorise le demandeur à l'exemption aux contrôles de sécurité pour accéder à l'édifice de la cour municipale de la Ville de Montréal.

Durée de l'autorisation : _____

Signature du représentant		Date	Jour	Mois	Année

ANNEXE B

Montréal

DEMANDE DE CARTE D'EXEMPTION AUX CONTRÔLES DE SÉCURITÉ COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Section 1 – Identification du demandeur

Nom	Prénom

Adresse au travail		
Ville	Province	Code postal
No de téléphone/cellulaire	Courriel au travail	

Type de demandeur

❒ interprète ❒ intervenant social ❒ autre :_____

Section 2 – Identification de l'organisation représentée

Nom

Adresse de l'organisation représentée (si elle diffère de celle de la section 1)		
Ville	Province	Code postal

Section 3 – Obligations du demandeur

En tant que titulaire d'une carte d'exemption aux contrôles de sécurité, je m'engage à respecter les obligations suivantes :

- Informer la Cour municipale de la Ville de Montréal de tout changement de l'identification déclarée aux sections 1 et 2 ;
- Garder de façon sécuritaire la carte d'exemption aux contrôles de sécurité qui m'est octroyée ;
- Présenter la carte d'exemption aux contrôles de sécurité sur demande d'un agent de sécurité ou d'un policier ;
- Utiliser la carte d'exemption aux contrôles de sécurité uniquement pour les fins d'utilisation autorisés ;
- Aviser rapidement la Cour municipale de la Ville de Montréal en cas de perte de la carte d'exemption aux contrôles de sécurité ;
- Rendre la carte d'exemption aux contrôles de sécurité lorsque celle-ci n'est plus requise.

Je comprends que tout manquement à l'une de ses obligations peut entraîner la révocation de la carte d'exemption aux contrôles de sécurité.

Section 4 – Consentement relatif aux renseignements personnels

Vérification de l'identité par l'autorité compétente de la Ville de Montréal

Je comprends que mon identité doit être vérifiée par l'autorité compétente afin qu'une carte d'exemption aux contrôles de sécurité puisse m'être délivrée. De ce fait, j'autorise l'autorité compétente à recueillir des renseignements personnels me concernant qui lui permettent d'établir mon identité. Je comprends que cette cueillette est nécessaire à l'accomplissement des fonctions de l'autorité compétente et je consens à ce qu'elle conserve de façon sécuritaire dans ses dossiers, tant qu'utile, les renseignements lui permettant de prouver qu'elle a bel et bien effectué la vérification de mon identité.

Signature du demandeur		Date	Jour	Mois	Année

Section 5 – Déclaration du demandeur et signature

En signant le présent formulaire, je demande la production d'une carte d'exemption aux contrôles de sécurité de la cour municipale de la Ville de Montréal.

J'ai lu et compris les obligations de la section 3 pour la délivrance et l'utilisation d'une carte d'exemption aux contrôles de sécurité et je m'engage à les respecter.

Je comprends que la carte d'exemption aux contrôles de sécurité de la cour municipale de la Ville de Montréal peut, en tout temps, être révoquée et qu'un avis de révocation sera expédié par courriel à l'adresse de la section 1. La carte demeure propriété de la Ville de Montréal et doit lui être retournée sur demande.

Je certifie que les renseignements que j'ai fournis dans le présent formulaire sont, à ma connaissance, exacts et complets.

Signature du demandeur		Date	Jour	Mois	Année

Réservé pour usage administratif

Je, représentant autorisé de la Ville de Montréal, en signant le présent formulaire, autorise la délivrance d'une carte d'exemption aux contrôles de sécurité pour accéder à l'édifice de la cour municipale de la Ville de Montréal.

Signature du représentant		Date	Jour	Mois	Année

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1226976002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Il est recommandé au comité exécutif d'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-10-31 09:05

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226976002**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (RCE 02-004) précise les éléments de délégation ainsi que la hiérarchie administrative applicable. Cette hiérarchie est détaillée dans une annexe qui accompagne le règlement. Ce règlement s'applique à tous les services municipaux, à l'Ombudsman, à la Commission de la fonction publique et au Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0986 – 1er juin 2022 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) (RCE 22-005) », afin, notamment, de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2022
CE22 0881 – 25 mai 2022 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) (RCE 22-004) », afin de déléguer à la directrice du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) le pouvoir de conclure une entente de collaboration avec un organisme d'accueil et d'intégration des personnes migrantes à Montréal pour la gestion des offres citoyennes d'hébergement

CE22 0877 – 25 mai 2022 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) (RCE 22-003) », afin d'étendre la portée de l'article 41.2.2

CE22 0875 – 25 mai 2022 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) (RCE 22-002) », en ce qui concerne les affaires juridiques

DESCRIPTION

Certaines modifications au règlement de délégation sont nécessaires afin que la conclusion de certains contrats et les autorisations de dépenses y afférentes reflètent la réorganisation ayant mené à la création du Service de la stratégie immobilière (SSI). Certains pouvoirs

doivent donc être transférés du SGPI au SSI :
· l'autorisation de la dépense relative à un contrat de location d'un immeuble par la Ville et la conclusion d'un tel contrat lorsque la valeur du contrat est de moins de 100 000 $ (article 25);
· la conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble de la ville lorsque la durée n'excède pas un an et que la valeur du contrat est de moins de 25 000 $ (article 26);
· le pouvoir de conclure toute transaction visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble d'une valeur maximale de 150 000 $ (article 26.1).

De plus, avec la réorganisation de janvier 2019 ayant mené à la création du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), la responsabilité des inspections des structures routières a été déplacée du SUM au Service des infrastructures réseau routier (SIRR). Il est donc requis de modifier l'article 41.7 du Règlement RCE 02-004, relatif a l'approbation des ententes concernant l'exonération de responsabilité demandée par les compagnies ferroviaires dans le cadre des programmes annuels d'inspection des structures routières, pour refléter ce changement de structure. La restructuration effectuée en juin 2022 emporte également une modification à l'article 41.22 concernant l'accomplissement des formalités prévues aux articles 192 et 193 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de manière à ce que cette délégation soit attribuée uniquement au SIRR.

Il importe également d'apporter une modification au Règlement RCE 02-004 afin d'accorder au fonctionnaire de niveau C du SIRR le pouvoir d'approuver une entente concernant l'exonération de responsabilité demandée par le gouvernement fédéral ou par une agence ou organisme lié, dans le cadre des programmes annuels d'inspections des structures routières se trouvant sur un terrain du gouvernement fédéral effectuée par la Ville de Montréal. Le SIRR a déjà le pouvoir d'approuver de telles ententes en ce qui concerne les compagnies ferroviaires mais il y a lieu d'élargir au gouvernement fédéral. L'article 41.7.1 est ajouté pour accorder ce pouvoir au SIRR.

Certaines modifications au règlement sont également nécessaires afin de refléter les modifications quant au changement de nom de trois (3) directions du SUM. Ainsi, la « direction de la mobilité durable » devient la « direction des grands projets de transport en partenariat », la « direction de l'urbanisme » est modifiée pour la « direction de la planification et de la mise en valeur du territoire » tandis que la « direction de la mobilité » est changée pour « la direction des projets d'aménagement urbain ». Les articles 41.8, 41.9, 41.21 et 41.25 ainsi que l'annexe A du règlement doivent être modifiés en conséquence.

Il est également requis de modifier le Règlement RCE 02-004 afin d'élargir les pouvoirs délégués à la directrice du Service de l'habitation dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. Plus précisément, l'article 41.10.2 présentement en vigueur accorde au fonctionnaire de niveau A du Service de l'habitation le pouvoir de cautionner tout prêt consenti par un prêteur agréé à un organisme en vertu du *Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme)* (02-102). La modification proposée vise à ajouter au pouvoir de cautionner celui de signer tout acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville et tout autre document visant l'établissement de cette garantie ainsi que de consentir à la cession de rang de toute hypothèque en faveur de la Ville.

De plus, l'article 41.20 du RCE 02-004 délègue au directeur de l'approvisionnement la décision d'utiliser un mode alternatif et l'approbation de toute grille d'évaluation pour les contrats d'acquisition de biens et d'exécution de services autres que professionnels. Cette délégation ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'un contrat pour l'exécution de travaux. Il est donc recommandé de déléguer au directeur général ou au directeur général adjoint concerné les pouvoirs suivants relatifs aux contrats d'exécution de travaux (art. 41.20.1) :
· la décision d'utiliser ou non un système de pondération et d'évaluation des offres;

· l’approbation de toute grille de critères de pondération et d’évaluation des offres;
· la formation de tout comité de sélection.

Enfin, l'annexe A du Règlement RCE 02-004 doit être actualisée afin de refléter certains ajustements aux structures administratives notamment du SUM, du SIRR et du SPVM.

JUSTIFICATION

Les modifications au règlement de délégation des pouvoirs aux fonctionnaires ainsi que la mise à jour de l'annexe A du Règlement RCE 02-004 sont des opérations courantes visant à ajuster la délégation des pouvoirs aux fonctionnaires aux modifications organisationnelles induites par un nouveau budget, une réorganisation administrative ou par une réévaluation des besoins opérationnels au sein de chaque unité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour du Règlement RCE 02-004 et de l'annexe A est requise afin d'assurer l'efficacité organisationnelle.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Division des relations de presse.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne GÉNÉREUX
Avocat(e) 1

Tél : 514 872-8594
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-27

Jean-Philippe GUAY
chef(fe) de division - affaires civiles

Tél : 514 893-0302
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-10-28

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (RCE 02-004)

Vu l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____2022, le comité exécutif décrète :

1. Les articles 25 et 26 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) sont modifiés par le remplacement des mots « à la directrice des transactions immobilières » par les mots « au fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière ».

2. L'article 26.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Service de la gestion et de la planification immobilière » par les mots « Service de la stratégie immobilière ».

3. L'article 28.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, au paragraphe 2º, des mots « à l'assistant-directeur » par les mots « au directeur adjoint ».

4. L'article 41.7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Service de l'urbanisme et de la mobilité » par les mots « Service des infrastructures du réseau routier ».

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 41.7, de l'article suivant :

« **41.7.1.** Dans le cadre des programmes annuels d'inspections des structures routières se trouvant sur un terrain du gouvernement fédéral effectuée par la Ville de Montréal, le pouvoir d'approuver une entente concernant l'exonération de responsabilité demandée par le gouvernement fédéral ou par une agence ou organisme lié, est délégué au fonctionnaire de niveau C concerné du Service des infrastructures du réseau routier. ».

6. Les articles 41.8 et 41.9 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « Direction de l'urbanisme » par les mots « Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire ».

7. L'article 41.10.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **41.10.2.** Dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de

logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102), les pouvoirs suivants sont délégués au fonctionnaire de niveau A du Service de l'habitation :

1° de cautionner tout prêt consenti par un prêteur agréé à un organisme;

2° de signer tout acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville et tout autre document visant l'établissement de cette garantie;

3° de consentir à la cession de rang de toute hypothèque en faveur de la Ville. ».

8. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 41.20, de l'article suivant :

« **41.20.1.** Dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres, sont délégués au directeur général ou au directeur général adjoint concerné les pouvoirs suivants relatifs aux contrats d'exécution de travaux :

1° la décision d'utiliser ou non un système de pondération et d'évaluation des offres;

2° l'approbation de toute grille de critères de pondération et d'évaluation des offres;

3° la formation de tout comité de sélection. ».

9. Les articles 41.21 et 41.25 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « Direction de la mobilité » par les mots « Direction des projets d'aménagement urbain ».

10. L'article 41.22 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « du Service de l'urbanisme et de la mobilité et ».

11. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe A « Délégation de pouvoirs » par le document joint en annexe au présent règlement.

ANNEXE
DÉLÉGATION DE POUVOIRS

_____

SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Directeur général ..... Selon budget

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur général adjoint – Sécurité urbaine et conformité	Selon budget
Directeur général adjoint – Économie et rayonnement de la métropole	Selon budget
Directeur général adjoint – Urbanisme, mobilité et infrastructures	Selon budget
Directeur général adjoint – Services aux citoyens	Selon budget
Directeur général adjoint – Qualité de vie	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Cheffe du bureau du directeur général	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistante administrative	15 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction – Directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 5 avril 2022

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

BUREAU DES RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET MUNICIPALES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des relations gouvernementales et municipales	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en planification – Bureau des relations gouvernementales et municipales	2 000 $
Chargé de dossiers	2 000 $

Dernière mise à jour le 18 janvier 2022

ANNEXE A

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

BUREAU DE LA COMMISSAIRE À LA LUTTE AU RACISME ET AUX DISCRIMINATIONS SYSTÉMIQUES

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Commissaire	Selon budget

Mise à jour : 28 janvier 2022

ANNEXE A

SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CONTRÔLEUR GÉNÉRAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contrôleur général	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en gestion – Ressources financières	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 21 janvier 2022

DIVISION SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIVISION DU SOUTIEN AUX INSTANCES

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 18 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DE LA PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget
Directeur de direction	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Mise à jour le 28 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES

Cabinet du directeur

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service et trésorier	Selon budget

Direction du conseil et du soutien financier

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Conseil et soutien financier	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Hôtel-de-ville	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Développement	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Brennan	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Eau - Environnement	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Sécurité publique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Eau - Environnement	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Hôtel-de-ville	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Brennan	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Sécurité publique	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Développement	Selon budget

Direction de la comptabilité et des informations financières

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Comptabilité et informations financières	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Comptabilisation Revenus et contrôles financiers	Selon budget
Chef de division – Informations financières	Selon budget
Chef de division – Gestion des paiements	Selon budget
Chef de division – Comptabilisation des charges et expertise comptable	Selon budget

Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Budget et planification financière et fiscale	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Planification budgétaire et fiscale	Selon budget
Chef de division – Mise en œuvre et suivi budgétaire corporatif	Selon budget
Chef de division – Plan de l'investissement	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES (suite)

Direction du financement, placement et trésorerie

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Financement, placement et trésorerie	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion de la dette et de la trésorerie	Selon budget
Chef de division – Financement, placement et gestion du risque	Selon budget

Direction du Bureau des régimes de retraite

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur –Bureau des régimes de retraite	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Comptabilisation et du contrôle des caisses de retraite	Selon budget
Chef de division – Gestion des prestations I	Selon budget
Chef de division – Gestion des prestations II	Selon budget
Chef de division – Actuariat, commissions et soutien-conseil	Selon budget
Chef de division – Gestion de l'information, rentiers et autres dispositions	Selon budget

Direction des revenus

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE
Directeur – Revenus	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE
Chef de division – Facturation	Selon budget
Chef de division – Perception et encaissements	Selon budget
Chef de division – Gestion de l'information	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE
Chef de section – Taxation	Selon budget
Chef de section – Mutations immobilières	Selon budget
Chef de section – Revenus divers	Selon budget
Chef de section – Enquêtes	Selon budget
Chefs de section – Encaissements	Selon budget
Chef de section – Traitement des crédits	Selon budget
Chef de section – Perception foncière et service à la clientèle	Selon budget
Chef de section – Perception autres revenus	Selon budget

Dernière mise à jour le 27 janvier 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Cabinet du directeur

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Ressources humaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction des relations de travail

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Relations de travail et négociateur en chef	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Direction – Attraction et acquisition de talents

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Attraction et acquisition de talents	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction de la rémunération globale et des systèmes d'information RH

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Rémunération globale et systèmes d'information RH	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

Direction de la santé, sécurité et mieux-être

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Santé, sécurité et mieux-être	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Direction partenaires d'affaires ressources humaines

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – partenaires d'affaires ressources humaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction – Stratégie, talents, diversité, équité et inclusion

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Stratégie, talents, diversité, équité et inclusion	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 27 janvier 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SÉCURITÉ URBAINE ET CONFORMITÉ

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Police	Selon budget
Directeur adjoint	Selon budget
Directeur	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Inspecteur-chef	Selon budget
Chef de service	Selon budget
Chef de division	Selon budget
Chef – Vérification et évaluation SPVM	Selon budget
Inspecteur occupant la fonction de Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Inspecteur	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget
Commandant	Selon budget
Chef de module	Selon budget
Chef de section – Soutien général	Selon budget
Responsable de relève	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Lieutenant	Selon budget
Lieutenant-détective	Selon budget
Préposé au soutien administratif	Selon budget
Agent de bureau principal	Selon budget
Agent de projets, promotions et événements spéciaux	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Secrétaire	Selon budget
Sergent	Selon budget
Sergent détective	Selon budget
Sergent superviseur de quartier	Selon budget

Dernière mise à jour : 28 mars 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SÉCURITÉ URBAINE ET CONFORMITÉ

SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Sécurité incendie	Selon budget
Directeur adjoint – Direction des opérations	Selon budget
Directeur adjoint – Direction stratégique et de la prévention incendie	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistants-directeurs	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget
Chef de division – Centre de sécurité civile	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs aux opérations	Selon budget
Chefs de section	Selon budget
Chefs de section – Centre de sécurité civile	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – Directeur de premier niveau	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Secrétaire d'unité administrative	Selon budget
Agent de bureau	Selon budget
Préposés au secrétariat	Selon budget

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SÉCURITÉ URBAINE ET CONFORMITÉ

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Direction du service

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Affaires policières	Selon budget
Chef de division – Droit du travail	Selon budget
Chef de division du greffe et greffier – Cour municipale	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Avocat responsable des dépenses de nature juridique	Selon budget

Direction des affaires civiles

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur et avocat en chef adjoint – Affaires civiles	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Direction des poursuites pénales et criminelles

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Poursuites pénales et criminelles	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Direction des projets spéciaux, soutien général et services à la clientèle

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Projets spéciaux, soutien général et services à la clientèle	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – soutien et processus – affaires juridiques	Selon budget
Chef de division – Perception et des services à la clientèle	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – soutien général (division – soutien et processus – affaires juridiques)	Selon budget

Dernière mise à jour le 1 juin 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SÉCURITÉ URBAINE ET CONFORMITÉ

SERVICE DU GREFFE

Direction du service

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Greffe et greffier de la Ville	Selon budget
Chef de division – Soutien aux élus	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division et greffier adjoint – réglementation, accès à l'information et élections	Selon budget
Chef de division – Soutien au greffe et adjoint au directeur	Selon budget
Chef de division – Soutien aux commissions, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion documentaire et archives	Selon budget
Responsable – Soutien aux élus niveau 2	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire recherchiste	1 000 $

Cabinet de la mairesse et du comité exécutif

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Cabinet de la mairesse et du comité exécutif	Selon budget

Cabinet du chef de l'opposition officielle

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur du cabinet – Cabinet du chef de l'Opposition officielle	Selon budget

Dernière mise à jour le 19 mars 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – ÉCONOMIE ET RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

BUREAU DES RELATIONS INTERNATIONALES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des relations internationales	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef du Bureau de protocole et d'accueil	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	Selon budget

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – ÉCONOMIE ET RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Approvisionnement	Selon budget
Directeur	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget
Gérant	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent d'approvisionnement niveau II	Selon budget
Conseiller en acquisition	Selon budget
Conseiller en administration de contrat	Selon budget
Préposé à la gestion de contrat	Selon budget
Planificateur	Selon budget
Agent d'approvisionnement niveau I	Selon budget

Niveau F

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de distribution principal	10 000 $
Préposé à l'approvisionnement	10 000 $
Préposé au soutien administratif	10 000 $
Agent de bureau principal	10 000 $

Niveau G

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de distribution	5 000 $
Secrétaire de direction, directeur de premier niveau	5 000 $
Agent de bureau	5 000 $

Niveau H

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $
Secrétaire d'unité administrative	2 000 $

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – ÉCONOMIE ET RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Évaluation foncière	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction (Octroi de contrats et autorisation de dépenses seulement)	5 000 $

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Préposé au soutien administratif – Approvisionnement (Autorisation de dépenses seulement selon article 27)	2 000 $

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – ÉCONOMIE ET RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Stratégie immobilière	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de premier niveau	5 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $
Préposé au soutien administratif – Approvisionnement (Autorisation de dépenses seulement selon article 27)	2 000 $

Dernière mise à jour le 7 octobre 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – ÉCONOMIE ET RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Développement économique	Selon budget
Directeur – Direction entrepreneuriat	Selon budget
Directeur – Intelligence économique et du rayonnement international	Selon budget
Directeur – Direction mise en valeur des pôles économiques	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Division intelligence économique	Selon budget
Chef de division – Programmes et partenariats	Selon budget
Chef de division – Développement du territoire	Selon budget
Chef de division – Services aux entreprises	Selon budget
Chef de division – Créativité et Innovation	Selon budget
Chef de section – Soutien administratif	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DE L'EAU

Direction

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur du projet SETPluie	Selon budget
Chef de projet SETPluie	Selon budget
Chef de division – Stratégies et pratiques d'affaires	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Coordination et gouvernance des travaux	Selon budget
Chef de section – Planification stratégique et affaires corporatives	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction premier niveau	3 000 $
Préposé au soutien administratif (Section soutien général)	3 000 $

Direction de l'eau potable

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Direction de l'eau potable	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Infrastructures usines et réservoirs	Selon budget
Chef de l'exploitation des usines d'eau potable : Division Exploitation usines et réservoirs	Selon budget
Chef de division – Infrastructures réseau principal	Selon budget
Chef de division – Coordination, planification et logistique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Usine des Baillets	Selon budget
Chef de section – Usine Atwater	Selon budget
Chef de section – Usine Pierrefonds	Selon budget
Chef de section – Usine Pointe-Claire	Selon budget
Chef de section – Gestion d'actifs et projets	Selon budget
Chef de section – Logistique et gestion des contrats	Selon budget
Chef de section – Exploitation réseau	Selon budget
Chef de section – Réservoirs	Selon budget
Chef de section – Bureau Projet 1	Selon budget
Chef de section – Bureau Projet 2	Selon budget
Chef de section – Automatisation	Selon budget
Chef de section – Gestion d'actifs, projets et entretien	Selon budget
Chef de section – Projets de construction	Selon budget
Chef de section – Planification entretien, ingénierie, soutien à l'exploitation	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DE L'EAU (suite)

Direction de l'eau potable (suite)

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $
Contremaîtres	3 000 $
Planificateurs	3 000 $
Responsables des opérations	3 000 $

Direction de l'épuration des eaux usées

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de l'épuration des eaux usées	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Surintendant – Soutien à l'exploitation	Selon budget
Surintendant – Entretien	Selon budget
Surintendant – Opération	Selon budget
Surintendant – Ingénierie et procédés	Selon budget
Surintendant – Collecteurs et bassins	Selon budget
Directeur de projet - Désinfection	Selon budget
Chef de projet – Désinfection	Selon budget
Chef de projet – Réalisation des travaux	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistant-surintendant – Collecteurs et bassins	Selon budget
Assistant-surintendant – Ingénierie et procédés	Selon budget
Assistant-surintendant – Opération	Selon budget
Assistant-surintendant – Entretien	Selon budget
Chef de section – Études et plan directeur	Selon budget
Chef de section – Automatisation	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs d'atelier	Selon budget
Planificateurs - Entretien	Selon budget
Responsable des intercepteurs	Selon budget
Responsable magasin et approvisionnement	Selon budget
Responsable des opérations	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Direction des réseaux d'eau

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur des réseaux d'eau	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DE L'EAU (suite)

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – planification des investissements	Selon budget
Chef de division – gestion durable de l'eau	Selon budget
Chef de division – expertise d'entretien	Selon budget

Direction des réseaux d'eau (suite)

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – optimisation des réseaux	Selon budget
Chef de section – mesure de la consommation de l'eau	Selon budget
Chef de section – réglementation	Selon budget
Chef de section – plomb inspection	Selon budget
Chef de section – Sud	Selon budget
Chef de section – Nord	Selon budget
Chef de section – plan directeur	Selon budget
Chef de section – planification	Selon budget
Chef de section – intervention	Selon budget
Chef de section – formation	Selon budget
Chef de section – plomb dépistage	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $
Préposés au soutien administratif	3 000 $
Planificateurs d'entretien eau	3 000 $
Contremaîtres	3 000 $

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ

Direction du service

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Urbanisme et mobilité	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur premier niveau	2 000 $

Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Planification et mise en valeur du territoire	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Direction des projets d'aménagement urbain

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Projets d'aménagement urbain	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Ingénieur – Chef d'équipe	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Direction des grands projets de transport en partenariat

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Grands projets de transport en partenariat	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 6 octobre 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Gestion et planification des immeubles	Selon budget
Directeur gestion immobilière et exploitation	Selon budget
Directeur gestion des actifs immobiliers	Selon budget
Directeur gestion de projets immobiliers	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Chef d'équipe – Direction de la gestion des projets immobiliers	Selon budget
Gérants d'immeubles	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction – directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaires de direction	2 000 $
Préposés au soutien administratif	2 000 $
Contremaîtres et régisseurs	Selon budget

Dernière mise à jour le 6 octobre 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – URBANISME, MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget

Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Réalisation des projets d'infrastructures urbaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Gestion des infrastructures urbaines et des entraves	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 6 octobre 2022

ANNEXE A

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DE L'EXPÉRIENCE CITOYENNE ET DES COMMUNICATIONS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon le budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Superviseurs	Selon budget
Chef de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Dernière mise à jour le 28 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Concertation des arrondissements	Selon budget
Directeur(s)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 24 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICE AUX CITOYENS

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT ROYAL ET DES SPORTS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Grands parcs du mont Royal et des sports	Selon budget
Directeur de direction	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Contremaître	Selon budget
Régisseur	Selon budget
Architecte paysagiste – Chef d'équipe	Selon budget
Conseiller en aménagement – Chef d'équipe	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de premier niveau	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Préposé au soutien administratif	Selon budget
Conseiller en analyse - contrôle de gestion	Selon budget
Agent de bureau	Selon budget
Secrétaire d'unité administrative	Selon budget
Agent de distribution - Équipements municipaux	Selon budget

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Technologies de l'information	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Architectes d'entreprise TI	Selon budget
Chef de division – Service aux utilisateurs	Selon budget
Chefs de division – Solution d'affaires – Systèmes corporatifs	Selon budget
Chefs de division – Solutions numériques	Selon budget
Chefs de division – Gestion des programmes et portefeuilles	Selon budget
Chefs de division – Réseaux de télécommunications	Selon budget
Chef de division – Portefeuille, pratiques et services TI	Selon budget
Chef de division – Gouvernance et gestion de risques	Selon budget
Chef de division – Infrastructure et opérations de sécurité	Selon budget
Chef de division – Intelligence d'affaires et géomatique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division – Centre d'expertise – Infrastructures et plateformes	Selon budget
Chef de division – Performance TI et Sourçage	Selon budget
Chefs de division – Solution d'affaires	Selon budget
Chefs de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – Directeur de premier niveau	Selon budget
Préposés au soutien administratif	Selon budget

Dernière mise à jour : 25 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICE AUX CITOYENS

SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Matériel roulant et ateliers	Selon budget
Directeur – Ateliers mécaniques et de proximité	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion du parc et planification opérationnelle	Selon budget
Chefs de division – Ateliers mécaniques	Selon budget
Chef de division – Sécurité publique	Selon budget
Chef de division – Ateliers spécialisés	Selon budget
Chef de division – Ingénierie et stratégie d'investissement	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Service à la clientèle/Services administratifs	Selon budget
Chef de section – Formation	Selon budget
Chef de section – Planification opérationnelle	Selon budget
Chef de section – Ingénierie	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de gestion	10 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Gérants d'atelier	3 000 $
Contremaîtres d'atelier	3 000 $
Préposé au soutien administratif	3 000 $
Secrétaire de direction	3 000 $
Secrétaires d'unité administrative	3 000 $
Agents de bureau	3 000 $

Dernière mise à jour le 28 mars 2022

ANNEXE A

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

BUREAU DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA RÉSILIENCE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Transition écologique et de la résilience	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Mobilisation, biodiversité et résilience	Selon budget
Chef de division – Transport, énegie et bâtiment	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Dernière mise à jour le 18 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Environnement	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Superviseurs – Inspection des aliments	Selon budget

Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de direction - Matières résiduelles et infrastructures	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 19 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Espace pour la vie	Selon budget
Directeur de la Biosphère	Selon budget
Directeur du Jardin botanique	Selon budget
Directeur du Biodôme	Selon budget
Directeur du Planétarium Rio Tinto Alcan	Selon budget
Directeur de l'Insectarium	Selon budget
Directeur de l'exploitation	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Botaniste (responsable de la Bibliothèque)	Selon budget
Régisseurs	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contremaîtres	Selon budget
Préposés au soutien administratif	Selon budget

Dernière mise à jour le 26 janvier 2022

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'HABITATION

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Habitation	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 20 janvier 2022

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE LA CULTURE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Culture	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Régisseurs	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de 1er niveau	Selon budget
Secrétaires de direction	Selon budget
Secrétaires d'unité administrative	Selon budget
Agents de bureau	Selon budget

Dernière mise à jour le 17 mai 2022

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Diversité et inclusion sociale	Selon budget
Directeur – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon le budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon le budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de bureau	2 000 $
Préposés au soutien administratif	2 000 $

Dernière mise à jour le 27 janvier 2022

ANNEXE A

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL DE VILLE

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Présidente	Selon budget

Dernière mise à jour le 27 janvier 2022

ANNEXE A

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL DE VILLE

OMBUDSMAN DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Ombudsman	Selon budget

Dernière mise à jour le 18 janvier 2022

ANNEXE A

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SECRÉTARIAT DE LIAISON DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 4 février 2022

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1228845003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 720-123 de la Ville de Beaconsfield.

Il est recommandé :

- d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 720-123, adopté le 26 septembre 2022 par le conseil municipal de la Ville de Beaconsfield;
- d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Beaconsfield.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-10-27 17:19

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1228845003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 720-123 de la Ville de Beaconsfield.

CONTENU

CONTEXTE

Le 18 octobre 2022, la Ville de Montréal a reçu, pour examen de conformité, le règlement 720-123 transmis par la Ville de Beaconsfield et adopté le 26 septembre 2022. Le règlement 720-123 est adopté afin de modifier les dispositions relatives aux enseignes sur support (type « sandwich ») du règlement de zonage (720).
Le règlement vise des dispositions du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement 720-123.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation en vertu des dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 2022-09-374 - 2022-09-26 - Ville de Beaconsfield - Adoption du règlement 720-123.

- CG15 0575 - 2015-09-24 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

Le règlement 720-123 modifie le Règlement de zonage (720) de la Ville de Beaconsfield relativement aux dispositions concernant les enseignes sur support (type « sandwich »).
Le règlement 720 autorise actuellement une enseigne sur support (type « sandwich ») aux conditions suivantes :

- Une seule enseigne est permise par établissement commercial;
- La superficie de l'enseigne n'excède pas 0,75 mètre carré;
- L'enseigne est située en façade du commerce;
- En aucun cas, l'enseigne ne doit obstruer la voie publique.

Les modifications apportées par le règlement 720-123 viennent :

- autoriser un organisme reconnu par la Ville à installer une seule enseigne;
- limiter la localisation d'une enseigne pour un organisme reconnu par la Ville à 10 mètres et plus d'une intersection et sur un terrain appartenant à la Ville;
- interdire l'installation d'une enseigne sur un terrain adjacent au boulevard Saint-Charles;
- exiger qu'une enseigne permise pour un organisme reconnu par la Ville soit retirée au plus tard 48 heures suivant la fin de l'événement annoncé.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité
La ville de Beaconsfield est traversée par la route du parcours riverain. La disposition 4.5.5 (Route du parcours riverain et voie panoramique) du DC du Schéma exige que tout projet situé en bordure de la route du parcours riverain contribue à la bonification du caractère de cette route, notamment par la qualité des enseignes.

Les dispositions du règlement 720-123 relatives aux enseignes sur support s'appliquent à l'ensemble du territoire de la ville, incluant la route du parcours riverain. Les modifications apportées par le règlement 720-123 visent à encadrer les enseignes sur support pour des organismes reconnus par la Ville, et ce, en limitant leur nombre, leur localisation et leur durée d'exposition. Ce faisant, les dispositions participent au respect de la disposition 4.5.5 (Route du parcours riverain et voie panoramique) du DC du Schéma.

Conclusion
Le règlement 720-123 est conforme au Schéma et son DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en matière de conformité de la réglementation d'urbanisme au Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de la modification réglementaire à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de

l'équité en matière d'ADS+.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annelise CARLE
Agente de recherche

Tél : 438- 871-7936
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-19

Caroline LÉPINE
chef(fe) de division - planification urbaine

Tél : 438-225-5242
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Directeur de la Planification et de la mise en valeur du territoire
Tél : 514.953.4555
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service

Tél :
Approuvé le : 2022-10-27

BEACONSFIELD

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 26 septembre 2022 à 20 h

---

RÉSOLUTION NO 2022-09-374

Adoption du Règlement 720-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage 720 afin de modifier les dispositions relatives aux enseignes sur support (type « sandwich ») »

La greffière mentionne l'objet du règlement, et, s'il y a lieu, les changements entre le projet déposé et le règlement soumis pour adoption, la dépense, le mode de financement de paiement et de remboursement de la dépense;

Il est proposé par le conseiller Robert Mercuri, appuyé par le conseiller Martin St-Jean et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ d'adopter le Règlement 720-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage 720 afin de modifier les dispositions relatives aux enseignes sur support (type « sandwich ») ».

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Me Dominique Quirk
Greffière adjointe / Assistant City Clerk



PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE BEACONSFIELD

RÈGLEMENT 720-123

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 720 AFIN DE MODIFIER LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENSEIGNES SUR SUPPORT (TYPE « SANDWICH »)

Adopté lors de la séance ordinaire du Conseil
tenue le 26 septembre 2022



PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE BEACONSFIELD

RÈGLEMENT 720-123

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 720 AFIN DE MODIFIER LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENSEIGNES SUR SUPPORT (TYPE « SANDWICH »)

À la séance ordinaire du Conseil de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 26 septembre 2022 à 20 h;

ÉTAIENT PRÉSENTS Son Honneur le maire Georges Bourelle et les conseillers Dominique Godin, Martin St-Jean, Robert Mercuri, David Newell, Roger Moss

ABSENTE La conseillère Peggy Alexopoulos

ATTENDU QU'un projet de règlement a été déposé et qu'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du Conseil tenue le lundi 11 juillet 2022;

ATTENDU qu'un projet de Règlement 720-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage 720 afin de modifier les dispositions relatives aux enseignes sur support (type « sandwich ») » a été adopté à la séance ordinaire du Conseil tenue le lundi 11 juillet 2022;

ATTENDU qu'une assemblée publique de consultation concernant le présent règlement a été tenue par le Conseil le lundi 22 août 2022, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A- 19.1) ;

VU les articles 113 et 114 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chapitre A-19.1);

Sur motion donnée par le conseiller Robert Mercuri, appuyée par le conseiller Martin St-Jean
RÉSOLUE À L'UNANIMITÉ :

LE CONSEIL DE LA VILLE DE BEACONSFIELD DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 8.3 est modifié par le remplacement du paragraphe o) par le suivant :

« o) Malgré l'article 8.4, une enseigne sur support (type « sandwich ») est autorisée aux conditions suivantes :

i. Une (1) seule enseigne est autorisée par :
   a. Établissement commercial;
   b. Organisme reconnu par la Ville.
ii. L'enseigne est située :
   a. Pour un établissement commercial : en façade de celui-ci;
   b. Pour un organisme reconnu par la Ville : à 10 mètres et plus d'une intersection et sur un terrain appartenant à la Ville.
iii. En aucun cas, l'enseigne ne doit :
   a. Obstruer la voie publique;
   b. Être installée sur un terrain adjacent au boulevard Saint-Charles.
iv. La superficie de l'enseigne n'excède pas 0,75 mètre carré;
v. Pour une enseigne autorisée pour un organisme reconnu par la Ville, l'enseigne doit être retirée au plus tard 48 heures suivant la fin de l'événement qu'elle annonce. »

ARTICLE 2 : L'article 8.4 c) est modifié en remplaçant la référence à l'article « 13.3 o) » par « 8.3 o) »

ARTICLE 3 : **ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

_____ _____

MAIRE GREFFIÈRE

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228845003*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division de la planification urbaine*
Projet : S/O

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S.O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S.O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229600006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er au 30 septembre 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

Il est recommandé:

- De prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du SSI, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus entre le 1er septembre au 30 septembre 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

Signé par Philippe KRIVICKY **Le** 2022-10-24 09:04

Signataire : Philippe KRIVICKY

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1229600006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er au 30 septembre 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales compétentes un rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière (SSI), relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, en vertu du *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employé (* RCE 02-004) 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1594 du 2022-10-05 de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du SSI, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus du 1er août au 31 août 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du SSI, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er septembre au 30 septembre 2022, soit :
· Deux (2) décisions déléguées rendues pour des contrats de location d'immeubles;
· Une (1) décision déléguée rendue pour un contrat d'aliénation d'immeubles (cette décision s'est retrouvée dans le rapport du mois d'août, mais en raison que celle-ci a dû être annulée et signée à nouveau en septembre, on la retrouve dans le rapport de ce mois. De ce fait, elle ne sera pas comptabilisée).

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de présentation de rapports.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du rapport au comité exécutif : novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2022-10-20
Dany LAROCHE	Gérard TRUCHON	

Conseiller en immobilier

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

chef(fe) de division - transactions immobilieres par intérim

Tél : 4382298975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
directeur(trice) service strategie immobiliere
Tél : 514 501-3390
Approuvé le : 2022-10-24

Rapport sur toutes les transactions visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (art. 26.1 du RCE 02-004) pour la période du 1er au 30 septembre 2022

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Réalisé selon l'encadrement C-OG-GPI-D-17-003*	Requérant	Objet du sommaire
*2219081004	2022-08-02	DA2219081004	Non	Citoyen	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal renonce à des droits de passage créés aux termes du plan de subdivisions déposé au plan cadastral de la Cité de Montréal (quartier Sainte-Anne) en date du 13 septembre 1892, affectant les lots 5 619 759 et 6 022 451, tous du cadastre du Québec, sans contrepartie financière. N/Réf.: 31H05-005-7472-07 / Mandat 21-0487-T.

*cette décision s'est retrouvée dans le rapport du mois d'août, mais en raison que celle-ci a dû être annulée et signée à nouveau en septembre, on la retrouve dans le rapport de ce mois. De ce fait, elle ne sera pas comptabilisée.

*L'encadrement concerne uniquement les ventes de parcelles de terrain, de résidus de terrain et de parties de ruelle

Montréal

Rapport concernant l'autorisation de la dépense relative à un contrat de location d'un immeuble par la Ville lorsque la valeur du contrat du contrat est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.25) OU sur la conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble de la ville lorsque la durée n'excède pas un an et que la valeur est de moins de 25 000 $ ou sur un contrat de location d'un immeuble par la ville lorsque la valeur est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.26)

Période visée : 1er au 30 septembre 2022

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Requérant	Objet du sommaire
2228933022	**22/09/12**	DA228933022	Externe	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à GENERAL ELECTRIC CANADA, le local 211 situé au 2300, boulevard Alfred-Nobel pour un terme de un (1) an, à compter du 1er novembre 2022 jusqu'au 31 octobre 2023, d'une superficie totale de 135 pi², pour fins d'espaces de bureaux, moyennant une recette totale de 6 600,00 $, excluant les taxes. Bâtiment 1750
2228933026	**22/09/29**	DA228933026	Externe	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à BAYSTREAM CORPORATION et FILEGLOBAL CORPORATION, les locaux 205, 206 et 207 situés au 2300, boulevard Alfred Nobel pour un terme de neuf (9) mois, à compter du 1er novembre 2022 jusqu'au 31 juillet 2023, d'une superficie de 570 pi², à des fins d'espace de bureaux, moyennant une recette totale de 21 393 ,00 $, excluant les taxes. Bâtiment 1750

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1229600006**
Unité administrative responsable : *Division des transactions*
Projet : *Aucun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.002

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1221079009

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le Quartier chinois

Il est recommandé :
- de déposer le rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le Quartier chinois sur le Quartier chinois.

Signé par Isabelle BEAULIEU **Le** 2022-10-25 09:44

Signataire : Isabelle BEAULIEU

_____

president(e) - office de consultation publique de montreal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1221079009**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le Quartier chinois

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir la consultation publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) sur les modifications proposées à son Plan d'urbanisme sur le territoire du Quartier chinois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0128 - 21 janvier 2022 - Demander au conseil municipal de mandater l'OCPM pour tenir la consultation publique
CM22 0025 - 24 janvier 2022 - Mandater l'OCPM pour tenir la consultation publique

DESCRIPTION

Situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, le Quartier chinois fait partie du centre-ville de Montréal. Ce dernier comprend, entre autres, le Centre des affaires et l'ancien faubourg Saint-Laurent. Il est entouré par le Quartier des spectacles, le CHUM, le Quartier international et le Vieux-Montréal.

Les limites actuelles du Quartier chinois sont circonscrites par la rue Jeanne-Mance, la rue Saint-Dominique, l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque. Le projet de règlement à l'étude propose l'élargissement des limites du Quartier jusqu'à la rue De Bleury à l'ouest et jusqu'à la rue Sainte-Élisabeth à l'est.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées au Plan d'urbanisme visent à répondre aux préoccupations de la

communauté exprimées lors de processus de consultations précédents, en matière de protection patrimoniale de l'ensemble du secteur, ainsi que l'ajustement de paramètres de hauteur et densité qui prévalent dans le territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été examinées dans le cadre de la consultation.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La consultation publique a porté sur le projet de « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* », qui vise à modifier la carte du patrimoine bâti et de revoir les hauteurs et les densités maximales permises pour le secteur du Quartier chinois situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Bien que portant sur des éléments spécifiques liés aux projets de constructions, l'objet de la consultation s'inscrit dans une démarche plus large de l'avenir du Quartier chinois. Nécessaires et attendues pour la sauvegarde et la revitalisation du patrimoine bâti, les modifications proposées au Plan d'urbanisme ne constituent qu'une étape parmi d'autres, incluant des mesures pour la protection du patrimoine immatériel. En plus de formuler des recommandations visant directement le projet de règlement, la commission soumet quelques recommandations nécessaires pour l'atteinte des objectifs globaux poursuivis.

Il ressort de cette consultation que le patrimoine bâti n'est pas le seul élément menacé dans le Quartier chinois. Pour éviter de créer une sorte de musée à ciel ouvert, la protection du patrimoine bâti doit être accompagnée d'autres mesures permettant au Quartier chinois de demeurer un milieu de vie complet et animé. L'approche globale requise, et que plusieurs personnes ont demandée, se retrouve dans le plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois adopté par l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan répond à presque toutes les préoccupations ou demandes formulées par les participants à la consultation. La commission tient à souligner le travail réalisé dans le cadre de l'élaboration de ce plan d'action, tout comme les engagements pris par l'arrondissement pour son déploiement.

La mise en œuvre de ce plan d'action est fondamentale. Pour en assurer le suivi, la concertation est nécessaire et doit se faire avec la communauté et la Ville. À cet égard, la création de la Table sectorielle permanente pour le Quartier chinois est intéressante. Cette nouvelle entité, dont la mission est de veiller à la reconnaissance et à la mise en valeur de toutes les composantes du paysage culturel du Quartier chinois de Montréal, pourra faire la concertation du milieu, favorisant l'harmonisation et la cohésion entre les multiples organismes présents dans le Quartier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport sera rendu public, l'Office émettra un communiqué de presse, déposera le rapport sur son site Internet et en fera parvenir une copie électronique à ceux et celles qui en auront fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 27 octobre et déposé au conseil municipal du 21 novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Isabelle BEAULIEU
président(e) - office de consultation publique de Montréal

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

Quartier chinois

12 octobre 2022

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL



Projet de règlement P-04-047-235

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de réviser la carte du patrimoine bâti et de revoir les hauteurs et les densités maximales permises pour le secteur du Quartier chinois situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
ocpm.qc.ca
info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2022
978-2-925161-19-6 (imprimé)
978-2-925161-20-2 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

Montréal, le 12 octobre 2022

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Madame Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le Quartier chinois

Mesdames,

Je vous présente le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le projet de règlement P-04-047-235. Ce règlement concerne les hauteurs, le cadre bâti, la protection du patrimoine et la carte du Quartier chinois situé dans l'arrondissement de Ville-Marie. Actuellement, l'insertion de nouveaux projets en rupture avec les caractéristiques d'intérêt du Quartier chinois est permise. La pression immobilière est importante dans ce secteur, ce qui inquiète la communauté sino-asiatique et des organismes en patrimoine. C'est dans ce contexte que la Ville propose de modifier le Plan d'urbanisme afin d'identifier la majeure partie du quartier comme un secteur à valeur exceptionnelle et d'abaisser les hauteurs et densités autorisées. Le nouveau règlement propose aussi d'exiger une étude de potentiel archéologique au moment de la demande de permis ou lors de travaux nécessitant une excavation.

Le mandat de consultation confié à l'OCPM portait donc sur des éléments spécifiques liés aux projets de construction. Pour la population toutefois, l'objet de la consultation s'inscrivait dans un continuum de démarches initiées par la Ville pour réfléchir à l'avenir du Quartier chinois et

pour le protéger. La consultation a suscité beaucoup d'intérêt et de nombreuses personnes ont exprimé leurs inquiétudes pour l'avenir du quartier. Le règlement proposé est bien accueilli, mais les préoccupations sont plus vastes.

Concernant le règlement, la commission en recommande l'adoption. Elle formule aussi quelques recommandations, nécessaires pour l'atteinte d'objectifs plus globaux de revitalisation du Quartier chinois. Importantes et attendues pour la sauvegarde et la revitalisation du patrimoine bâti, les modifications proposées par ce règlement au Plan d'urbanisme ne constituent qu'une étape parmi d'autres, incluant des mesures pour la protection du patrimoine immatériel. Il ressort de cette consultation que le patrimoine bâti n'est pas le seul élément menacé dans le Quartier chinois. Pour éviter de créer une sorte de musée à ciel ouvert, la protection du patrimoine bâti doit être accompagnée d'autres mesures permettant au Quartier chinois de demeurer un milieu de vie complet et animé.

L'approche globale requise, et que plusieurs personnes ont demandée, se retrouve dans le *Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois* adopté par l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan n'était pas l'objet de la présente consultation, il semble toutefois répondre à de nombreuses préoccupations formulées dans les opinions exprimées dans le processus de consultation de l'OCPM. La commission souligne le travail réalisé pour l'élaboration de ce plan d'action et les engagements pris par l'arrondissement Ville-Marie pour son déploiement.

L'Office rendra public ce rapport le 27 octobre, à moins que vous ne souhaitiez que ce soit à une date antérieure. De plus, si vous le jugez opportun, je peux me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Madame la Présidente du comité exécutif, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Isabelle Beaulieu

IB/ll

c. c. Robert Beaudry, conseiller de ville et membre du comité exécutif responsable de l'urbanisme, de la participation citoyenne et de la démocratie

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

Les étapes de la consultation publique 3

1. La démarche de consultation 5

1.1. Le projet de règlement 5

1.1.1 Le territoire à l'étude 6

1.1.2 Les interventions et les démarches antérieures 8

1.1.3 Le projet à l'étude 11

1.2 Les avis des instances consultatives 17

1.3 Le dossier de documentation 18

1.4 Les étapes de la consultation 18

1.5 Le tableau synthèse de la participation 19

2. Les opinions exprimées 21

2.1 L'accueil général des modifications au Plan d'urbanisme 22

2.1.1 Le contexte 22

2.1.2 Au delà du Plan d'urbanisme 23

2.2 La réduction des limites des hauteurs et densités 24

2.2.1 Les interventions en faveur de la baisse 24

2.2.2 Les interventions contre la baisse 27

2.3 La reconnaissance du quartier et la mise en valeur de son patrimoine 28

2.3.1 Les nouvelles limites et l'identification des secteurs de valeur patrimoniale 28

2.3.2 Les nouvelles exigences en matière d'archéologie 30

2.3.3 Les autres mesures de protection patrimoniale 30

2.3.4 La reconnaissance du patrimoine intangible 32

2.4 La qualité de vie et la cohabitation 34

2.4.1 Le logement et le cadre de vie 34

2.4.2 Les espaces communautaires et les lieux publics 35

2.4.3 La vitalité économique et commerciale 36

2.5 Les suites de la consultation 37

3. L'analyse de la commission 40

3.1 Le mandat et le cadre d'analyse 40

3.2 La diminution des paramètres de hauteur et de densité de construction 43

3.2.1 Le cœur du Quartier chinois 44

3.2.2 L'archéologie 45

3.3 La reconnaissance du quartier et la mise en valeur de son patrimoine 46

3.3.1 Les nouvelles limites du quartier et l'identification des secteurs de valeur patrimoniale 46

3.3.2 La protection du patrimoine bâti 47

3.3.3 Le patrimoine immatériel 50

3.4 Le cadre de vie et la vitalité économique 52

3.5 Le suivi et la gouvernance 54

Conclusion 56

Annexes

Annexe 1 - Les renseignements relatifs au mandat 58

Annexe 2 - Les recommandations 62



INTRODUCTION

La Ville de Montréal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir la consultation publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) sur les modifications proposées à son Plan d'urbanisme sur le territoire du Quartier chinois.

La commission, présidée par Éric Cardinal et complétée par les commissaires Danielle Sauvage et Bruno-Serge Boucher, a tenu une consultation hybride, c'est-à-dire que toutes les activités de consultation se sont tenues à la fois en personne, à l'hôtel Holiday Inn Centreville, et virtuellement, sur les réseaux sociaux de l'OCPM.

Le présent rapport comporte trois chapitres. Le premier chapitre met en contexte les modifications proposées au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le Quartier chinois. Le deuxième chapitre rassemble un condensé des principales préoccupations et des opinions exprimées par les participants au cours du processus de consultation. Enfin, le troisième chapitre du rapport est consacré à l'analyse de la commission, accompagnée de ses recommandations.

La documentation relative au projet est disponible sur le site Internet de l'OCPM. Les membres de la communauté du Quartier chinois, tant les gens qui y habitent que les gens qui ont des activités économiques dans le secteur ont été informés de la tenue de la consultation par la distribution de dépliants. Toutes les informations relatives aux communications et à la procédure de consultation sont disponibles en annexe du présent rapport.

Site Web de la consultation :
https://ocpm.qc.ca/fr/quartier-chinois



Les étapes de la consultation publique

4 mai 2022

SÉANCE D'INFORMATION

18 mai 2022

SÉANCE DE QUESTIONS ET RÉPONSES

10, 11, 12 mai 2022

CAFÉS-RENCONTRES

Du 19 mai au 5 juin 2022

EXPRESSION DES OPINIONS en personne, par écrit ou en ligne

Du 9 au 13 juin 2022

SÉANCES D'AUDITION DES OPINIONS devant les commissaires de l'OCPM

12 octobre 2022

DÉPÔT DU RAPPORT DE CONSULTATION PUBLIQUE


Restaurant Noodle Factory
Salle à Manger
永豐盛
514-868-9738
Massage ici







1 LA DÉMARCHE DE CONSULTATION

1.1 Le projet de règlement

Le 24 janvier 2022, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) a été mandaté afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement P-04-047-235 intitulé : « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal[1] ». Ce projet de règlement vise à modifier le Plan d'urbanisme afin de réviser la carte du patrimoine bâti, de revoir les hauteurs et les densités maximales permises, introduire de nouvelles règles en matière archéologique, et

[1] Ville de Montréal, Règlement P-04-047-235, doc. 1.3.1

des ajustements de cohérence avec d'autres instruments de planification pour le secteur du Quartier chinois situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Un règlement de contrôle intérimaire accompagne la démarche pour s'assurer que les efforts de planification ne seront pas invalidés par la réalisation de projets en attendant l'adoption du nouveau règlement.

Précisément, il s'agit des modifications suivantes :

- Un agrandissement du territoire qui compose le Quartier chinois et l'identification des secteurs de valeur patrimoniale;
- La diminution des hauteurs maximales permises;
- L'ajustement des densités maximales permises;
- De nouvelles règles en matière d'archéologie lors de nouvelles constructions et, finalement;
- Certains ajustements de cohérence avec d'autres instruments de planification tels que la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et l'identification du Centre des affaires de Montréal.

1.1.1 Le territoire à l'étude

Situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, le Quartier chinois fait partie du centre-ville de Montréal. Ce dernier comprend, entre autres, le Centre des affaires et l'ancien faubourg Saint-Laurent. Il est entouré par le Quartier des spectacles, le CHUM, le Quartier international et le Vieux-Montréal.

Les limites actuelles du Quartier chinois sont circonscrites par la rue Jeanne-Mance, la rue Saint-Dominique, l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque. Le projet de règlement à l'étude propose l'élargissement des limites du quartier jusqu'à la rue De Bleury à l'ouest et jusqu'à la rue Saint-Élisabeth à l'est (figure 1).

En ce qui concerne le portrait de la population du quartier, la Ville n'a pas soumis de détails à ce sujet dans le dossier de documentation, mais le territoire serait habité par environ 1800 personnes, dont un peu moins de 45 % seraient d'origine chinoise[2].

[2] https://www.areavibes.com/

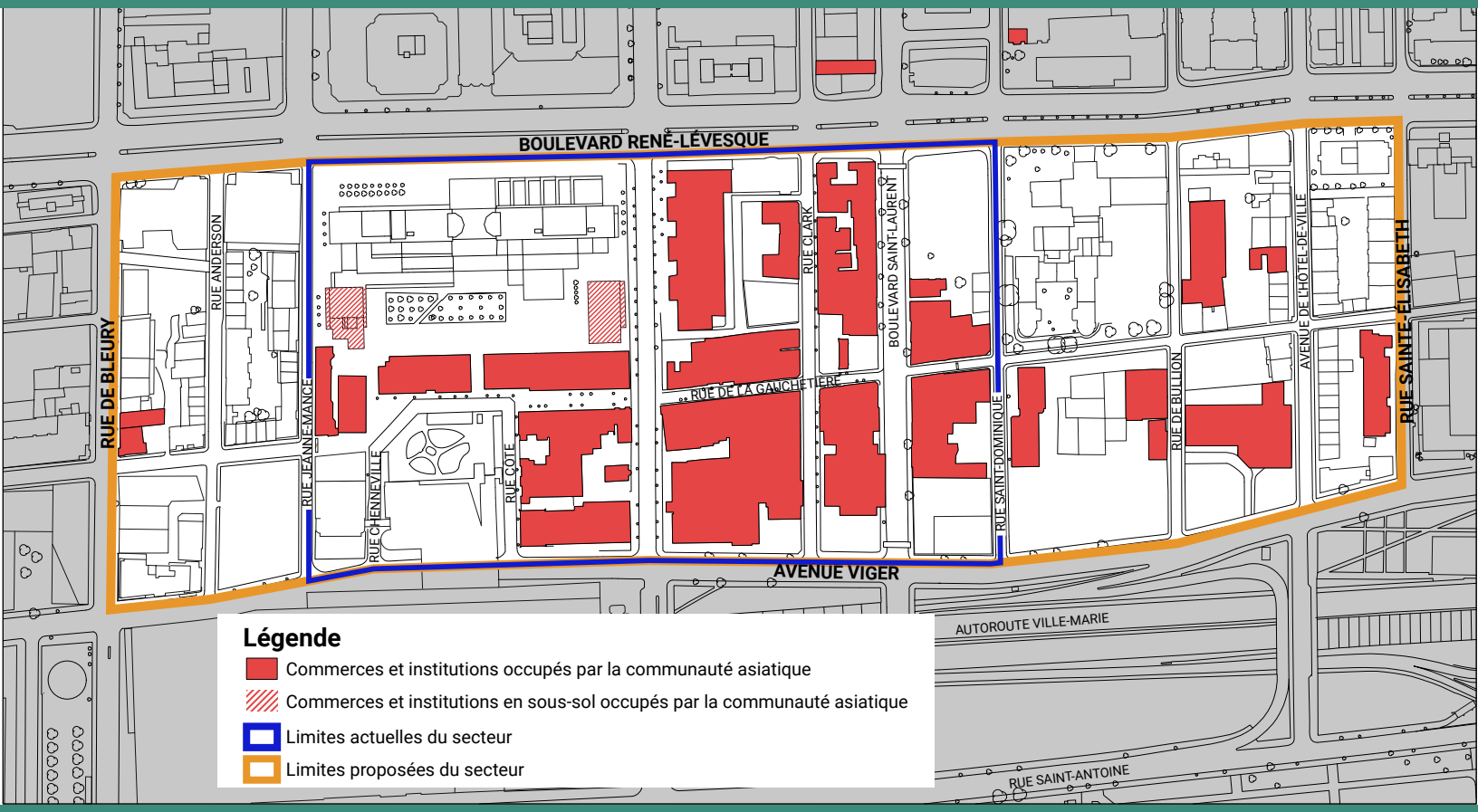


Figure 1 - Limites du Quartier chinois. Source : adaptation de l'OCPM à partir de l'Étude de l'évolution historique et caractérisation du Quartier chinois, doc. 3.2, p. 99

Dans le portrait socio-économique dressé par le Centre d'écologie urbaine[3], on constate un certain nombre de particularités propres à ce secteur :

- Une forte proportion d'aînés d'origine chinoise;
- Une concentration élevée de personnes de 80 ans et plus;
- Une très grande concentration de personnes ne connaissant aucune des deux langues officielles du Canada;
- Une concentration importante de personnes appartenant à un groupe de minorité visible;
- Une forte proportion d'immigrants, principalement de longue date;
- Une vulnérabilité économique des ménages liée au coût élevé des logements.

[3] Rapport synthèse des besoins et des attentes de la communauté — janvier 2020, doc. 3.3, p. 16-18

1.1.2 Les interventions et les démarches antérieures

Depuis quelques années, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont posé plusieurs actions pour répondre aux préoccupations de la communauté et de certains organismes en protection du patrimoine quant à la vulnérabilité du Quartier chinois.

Il a notamment été observé par ceux-ci que les paramètres actuels du Plan d'urbanisme permettent l'insertion de nouvelles constructions pouvant être en rupture avec les caractéristiques d'intérêt du Quartier chinois. Aussi, la pression immobilière peut se traduire par un déficit d'entretien des bâtiments, une dégradation du bâti et une tendance à la démolition pour permettre de nouvelles constructions[4]. Récemment, l'acquisition de bâtiments patrimoniaux par des promoteurs immobiliers a généré des craintes face à des démolitions ou des développements éventuels sur certains sites, dont l'îlot où se trouve l'immeuble le plus ancien du quartier, la *British and Canadian School*.

En amont des modifications proposées au Plan d'urbanisme qui sont l'objet de l'actuelle consultation, et pour répondre aux préoccupations soulevées, les autorités municipales et québécoises ont entrepris plusieurs actions :

- Octroi d'un mandat au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) pour la réalisation d'une consultation sur les besoins et les enjeux du Quartier chinois;
- Adoption du *Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois*;
- Création d'un comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC);
- Publication par le MCC d'un avis d'intention de classement par le gouvernement du Québec du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois;
- Demande d'une étude historique de caractérisation du Quartier chinois, réalisée par Luce Lafontaine Architectes.

La consultation du CEUM

En 2019, l'arrondissement de Ville-Marie a fait appel au CEUM pour la réalisation d'un processus de consultation local. L'objectif général de cette consultation était de « bâtir une vision commune de développement du Quartier chinois », mais aussi de « créer un esprit de collaboration entre les parties prenantes et favoriser leur engagement dans la démarche[5] ».

[4] Projet de modification du Plan d'urbanisme - Quartier chinois, doc. 3.1, p. 46

[5] Rapport synthèse des besoins et des attentes de la communauté pour le Quartier Chinois, doc. 3.4, p. 4

La consultation a permis d'établir un diagnostic des besoins et des attentes de la communauté, de formuler un énoncé de vision ainsi qu'un résumé des besoins et des enjeux pour concrétiser cette vision. Un rapport-synthèse a été publié en janvier 2020.

Le plan d'action de l'arrondissement

À la suite de la consultation du CEUM, l'arrondissement de Ville-Marie a annoncé la mise en place du *Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois*. Ce plan d'action vise spécifiquement à soutenir la vitalité du quartier, notamment en enrichissant l'expérience vécue par la population usagère du quartier et en encourageant les initiatives pouvant dynamiser le quartier et générer de l'achalandage. Ces objectifs sont assortis de stratégies d'action.

Le plan d'action met de l'avant les objectifs suivants :

- Protéger la forme et l'échelle humaine du quartier;
- Préserver le patrimoine bâti;
- Mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel (culturel) du quartier;
- Officialiser et agrandir le périmètre du Quartier chinois;
- Assurer une cohérence entre la règlementation et la préservation du cadre bâti;
- Réduire la spéculation foncière.

Création du comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois

En réponse aux préoccupations de la communauté d'origine sino-asiatique et des organismes en patrimoine quant à l'impact de la pression immobilière sur le caractère patrimonial du secteur, le comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois a été formé à la demande de la mairesse de Montréal et de la ministre de la Culture et des Communications du Québec (MCC). Outre les intervenants de la Ville, de l'arrondissement et du MCC, le comité est formé de représentants de Héritage Montréal, du Groupe de travail sur le Quartier chinois ainsi que de citoyens et commerçants du quartier[6].

Le comité a reçu le mandat de définir les moyens et les outils à déployer dans les meilleurs délais et à différentes échelles pour la protection de l'authenticité du patrimoine, de l'identité, des caractéristiques, de la spécificité des attraits et des pratiques culturelles du Quartier chinois de Montréal. Il a débuté ses travaux en juin 2021.

[6] https://www.mcc.gouv.qc.ca/index-i=2328-n=8666.html

La réalisation d'une étude historique de caractérisation du Quartier chinois

Pour appuyer le travail du comité, la firme Luce Lafontaine Architectes a été mandatée pour réaliser une étude historique de caractérisation du Quartier chinois. Cette documentation avait pour objectif principal l'amélioration des connaissances et une meilleure appréciation des composantes actuelles du quartier. Le fruit de ces recherches a servi à l'élaboration de recommandations pour préserver son identité et sa mise en valeur. Elles ont été réalisées entre le 16 août et le 1er décembre 2021[7].

Avis d'intention de classement par le gouvernement du Québec

Le comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois a recommandé que le MCC procède à l'attribution d'un statut de classement en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (LPC). Il est également recommandé que la Ville de Montréal s'engage à adopter un règlement d'identification en vertu des pouvoirs de la LPC. Des propositions de protection du Quartier chinois ont également été transmises à la ministre par Héritage Montréal[8], la Ville de Montréal et quelques autres personnes.

Le 24 janvier, la ministre de la Culture et des Communications du Québec a annoncé la signature de trois avis d'intention de classement visant un site et des immeubles du Quartier chinois de Montréal. Du même coup, la mairesse de Montréal a annoncé la modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal pour mieux préserver les caractéristiques du quartier et mieux protéger les bâtiments ainsi que le patrimoine de l'ancien faubourg Saint-Laurent.

Les trois avis d'intention de classement visent les biens patrimoniaux suivants :

- Le site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-chinois, qui comprend 14 lots, dont le tronçon de la rue De la Gauchetière Ouest situé entre les rues Saint-Urbain et Jeanne-Mance, ainsi que 10 bâtiments et structures érigés pour la majorité pendant le XIXe siècle;
- L'édifice de la *British and Canadian Schoo*l, sis au 120, rue De la Gauchetière Ouest, et 1009, rue Côté;
- L'ancienne manufacture *S. Davis and Son*s, sise au 987 et 991, rue Côté.

[7] Luce Lafontaine Architectes, Étude de l'évolution historique et caractérisation du Quartier chinois, doc. 3.2, p. 7

[8] Héritage Montréal, doc. 7.49.2

Création de la Table ronde du Quartier chinois

L'arrondissement de Ville-Marie a annoncé en septembre 2021, l'octroi d'une contribution financière à la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied une table sectorielle dans le cadre du *Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois*. Cette instance, officiellement constituée au printemps 2022, a pour mandat de « regrouper les forces vives du Quartier chinois afin d'assurer l'application des recommandations du plan d'action[9] ».

1.1.3 Le projet à l'étude

Les modifications proposées au Plan d'urbanisme visent à répondre aux préoccupations de la communauté, exprimées lors des processus de consultation précédents, en matière de protection patrimoniale de l'ensemble du secteur, ainsi que l'ajustement de paramètres de hauteur et densité qui prévalent dans le territoire.

Voici, en détail, la description des modifications proposées.

- **Agrandissement du territoire et identification des secteurs de valeur patrimoniale**

L'étude de l'évolution historique et de caractérisation du Quartier chinois produite par Luce Lafontaine Architectes sur les diverses périodes de développement de la forme urbaine, du cadre bâti, du contexte social et des traces de persistances historiques propose un élargissement du territoire vers l'est et l'ouest, soit jusqu'aux rues Sainte-Élisabeth et De Bleury respectivement. Ensuite, la Ville propose d'élargir le territoire du Quartier chinois comme indiqué sur la figure 1.

Ainsi, le territoire compris par les nouvelles limites du Quartier chinois est en partie inclus dans un *secteur de valeur exceptionnelle* le long de boulevard Saint-Laurent et dans le quadrilatère bordé par les rues De Bleury, de Bullion, De la Gauchetière et le boulevard René-Lévesque, mais aussi d'un *secteur de valeur intéressante* dans la partie est.

Il est proposé de modifier le Plan d'urbanisme afin que tout le Quartier chinois soit inclus dans un *secteur de valeur exceptionnelle*, sauf une petite partie qui se retrouverait en *secteur de valeur intéressante* (partie bâtie du Palais des Congrès de Montréal, partie du stationnement adjacent donnant sur l'avenue Viger et l'îlot à l'ouest de ce stationnement).

[9] Communiqué : La relance du Quartier chinois franchit une nouvelle étape (15 septembre 2021) https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=33950



Figure 2 - Modifications des secteurs patrimoniaux. Source : projet de modification du Plan d'urbanisme - Quartier chinois, doc. 3.1

NOTE : Ce document est produit uniquement pour offrir une lecture plus facile des modifications apportées au Projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme et n'a aucune valeur légale. Veuillez consulter l'ANNEXE A du règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047-XXX) pour la version officielle.

Plus précisément (figure 2), il est suggéré d'englober dans le *secteur de valeur exceptionnelle* les portions suivantes du Quartier chinois qui ne l'étaient pas auparavant, soit : tout l'îlot de la *British and Canadian School* et la partie ancienne du bâtiment en face de l'*Église de la Mission-catholique-chinoise*, le bâti faubourien dans la partie est du Quartier chinois, le quadrilatère formé des rues Côté, Clark et De la Gauchetière et de l'avenue Viger et l'esplanade devant le Palais des congrès encadrée par les rues Côté, De la Gauchetière et Chenneville, ainsi que la tête d'îlot du terrain de stationnement à l'ouest de la rue Jeanne-Mance donnant sur la rue De la Gauchetière.

- **Les paramètres de hauteur**

Il est proposé d'abaisser la limite des hauteurs de construction dans l'objectif de protéger le patrimoine bâti existant du Quartier chinois.

Entre les rues Jeanne-Mance et Côté, une hauteur maximale de 35 mètres est proposée afin de correspondre à l'échelle du Palais des congrès et de l'ancienne manufacture *S. Davis & Sons,* et afin de favoriser une transition plus douce vers le cœur historique du Quartier chinois dont la hauteur proposée est de 25 mètres. Du côté de l'avenue Viger, certains terrains dans la partie ouest du secteur seraient maintenus à une hauteur maximale de 65 mètres. Il s'agit de la partie qui fait la transition avec le *Quartier international de Montréal*. Selon la documentation fournie par la Ville de Montréal, cela s'avérerait pertinent pour assurer la présence d'un bâti adapté à l'échelle de ces deux axes importants du centre-ville, tout en préservant les vues vers le mont Royal.

Voir la figure 3 pour le détail des modifications proposées.

- **La densité de construction**

En conformité avec l'objectif 15 du Plan d'urbanisme qui vise à maintenir le bâti existant, la Ville de Montréal propose de réduire les hauteurs maximales et d'ajuster la densité de construction maximale dans le Quartier chinois en tenant compte du bâti existant. Pour ce faire, la carte 3.1.2 du Plan d'urbanisme « La densité de construction » serait modifiée en diminuant le coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 6 à 4 dans la plupart du territoire du Quartier chinois, à l'exception d'une petite portion où la densité passe de 6 à 9. Au long du boulevard René-Lévesque et de l'avenue Viger, la densité est maintenue dans la plupart des îlots. L'ensemble des ajustements des densités peuvent être observés dans la figure 4.



Figure 3 - Diminution des hauteurs proposées. Source : adaptée par l'OCPM selon les informations de la Ville de Montréal

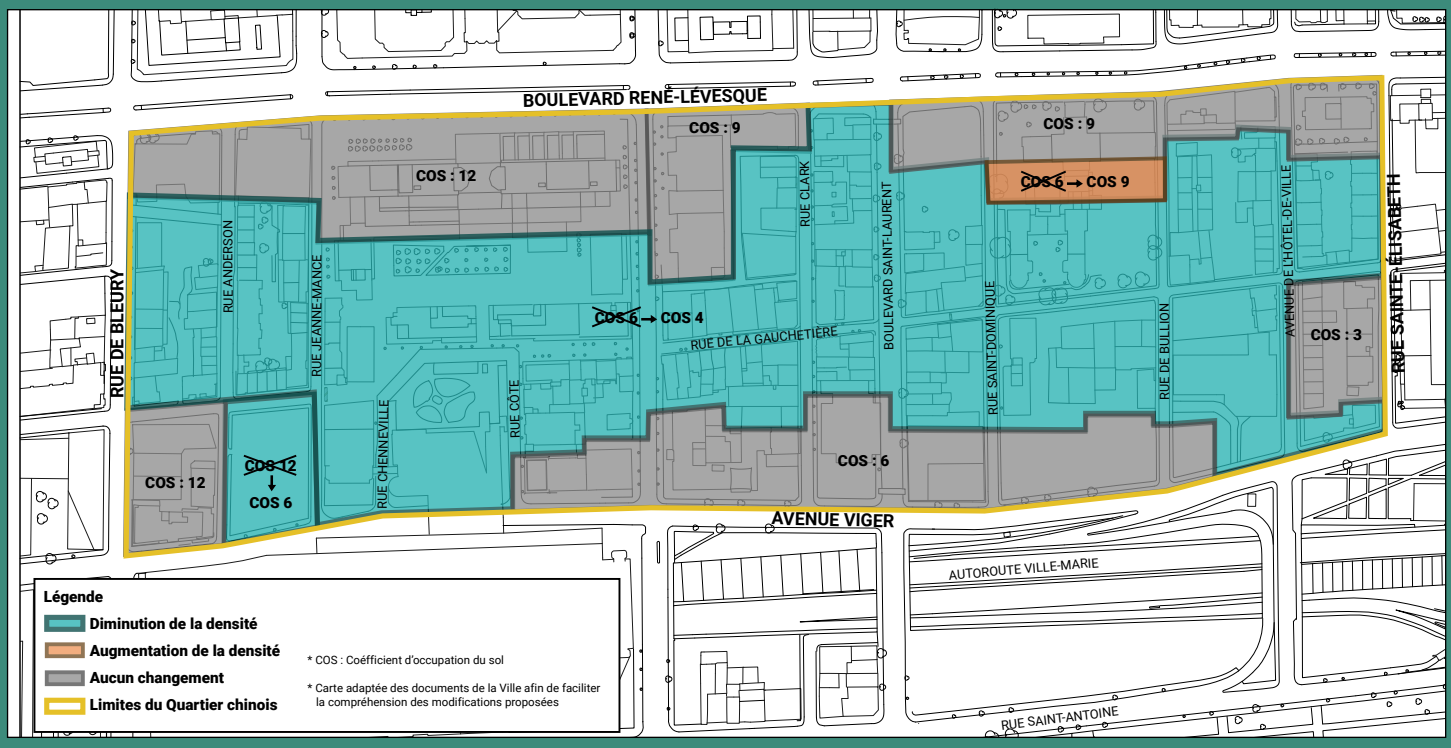


Figure 4 : Modification des densités proposées. Source : adaptée par l'OCPM selon les informations de la Ville de Montréal

- **L'archéologie**

La modification au Plan d'urbanisme vise également à prendre en compte les vestiges du secteur présentant une grande valeur archéologique, de manière à assurer leur intégrité, leur protection et leur mise en valeur. Une section intitulée « Les territoires d'intérêt archéologique » serait ajoutée au Plan d'urbanisme avec la disposition suivante :

> « La réglementation d'arrondissement doit prévoir par critères, afin de mettre en valeur et faire connaître l'histoire du site, qu'un projet de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment comportant des travaux réalisés en tout ou en partie en souterrain doit, dans sa conception et sa réalisation, prendre en compte les vestiges présentant une grande valeur archéologique, de manière à assurer leur intégrité, leur protection et leur mise en valeur[10]. »

La règlementation d'arrondissement exigerait également le dépôt d'une étude de potentiel archéologique pour le territoire visé lors d'une demande de permis ou d'un certificat d'autorisation de travaux. Ces études devraient comprendre minimalement :

- Un résumé des données historiques et archéologiques;
- La caractérisation du potentiel archéologique présentée sur un plan accompagné d'un tableau synthèse;
- Une stratégie d'intervention sur le terrain en lien avec le potentiel archéologique présumé.

- **Ajustements de cohérence**

Par souci de cohérence, d'autres ajustements ponctuels sont proposés au Plan d'urbanisme concernant la densité dans le territoire du Centre des affaires qui chevauche le Quartier chinois ainsi qu'à la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial.

La liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural

Afin d'éviter la redondance des instruments de protection patrimoniale en ce qui concerne certains bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural qui se trouveraient maintenant dans un *secteur de valeur exceptionnelle*, la liste des bâtiments d'intérêt

[10] Document de présentation – mars 2022, doc. 3.1, p. 50

patrimonial et architectural est modifiée pour refléter leur nouveau statut de protection. Les bâtiments sont :

- 1030, rue Chenneville (Canadian Cork Cutting Company);
- 987-991, rue Côté (*S. Davis & Sons Cigar Manufacturers* intégrant des vestiges de l'ancienne *Free Presbyterian Church*).

Le Centre des affaires et le Quartier chinois

Étant donné qu'une partie du Quartier chinois, dans sa portion à l'ouest de la rue Saint-Urbain, est située dans le *Centre des affaires*, une modification est apportée au Plan d'urbanisme afin de préciser que celui-ci ne trouve pas application dans le Quartier chinois.

L'orientation 2.3 du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme intitulé « Un centre prestigieux, convivial et habité » et le texte de l'illustration 2.3.1 seraient modifiés afin de tenir compte des modifications aux paramètres de hauteur et à la densité de construction. Par conséquent, l'affirmation suivante ne s'appliquerait pas au Quartier chinois : Le Centre des affaires correspond au secteur où le Plan d'urbanisme prévoit la plus forte densité et où les hauteurs les plus élevées de construction sont autorisées à Montréal.

Modifications concernant les plans d'intégration et d'implantation architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Ville-Marie

Le 12 avril 2022, des modifications ont été apportées par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie aux articles relatifs au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) et aux enseignes du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie afin de prévoir de nouvelles dispositions relatives au potentiel archéologique, des précisions relatives aux critères d'unités de paysage du Quartier chinois (QC) et des modifications relatives à l'affichage commercial du règlement d'urbanisme.

Dans cette nouvelle unité de paysage, les travaux de construction ou de transformation devront respecter certaines caractéristiques quant à l'alignement des immeubles, les matériaux de revêtement et la volumétrie. On privilégie le recours à la notion de basilaire afin de favoriser un encadrement spatial et un éclairage naturel du domaine public ainsi que des commerces au rez-de-chaussée, favorisant l'animation sur rue.

Quant aux enseignes, il est proposé d'alléger certaines dispositions. Une enseigne dans ce secteur pourra notamment être installée à une hauteur supérieure à l'entablement du rez-de-chaussée. Il sera également autorisé d'installer des enseignes lumineuses à l'intérieur, de même que des enseignes lumineuses clignotantes à l'extérieur.

1.2 Les avis des instances consultatives

Le projet de modification du Plan d'urbanisme a été présenté au comité mixte le 14 décembre 2021. Formé de représentants du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, celui-ci a émis un avis favorable assorti de cinq recommandations qui ont fait l'objet d'un suivi par l'arrondissement[11] :

1. Prendre les mesures nécessaires, tel un règlement de contrôle intérimaire, pour éviter que d'éventuels droits acquis ou des projets immobiliers en gestation dans le Quartier chinois mettent en péril les scénarios d'aménagement visés par la présente demande;
2. Réfléchir à la question de la vocation résidentielle du Quartier chinois afin d'y maintenir la population; étudier la possibilité d'aider financièrement les propriétaires souhaitant remettre les immeubles en état;
3. S'assurer de conserver la vitalité caractéristique du Quartier chinois; approfondir la connaissance des composantes de l'esprit du lieu et des activités se déroulant aussi hors du cadre bâti;
4. Approfondir les connaissances démographiques, historiques et patrimoniales; poursuivre et raffiner les études de caractérisation du quartier afin d'inclure des aspects tels que les pratiques et traditions, la vie communautaire et l'activité commerciale;
5. Poursuivre la collaboration avec le comité mixte afin que les futurs projets lui soient présentés en lien avec la préservation et la mise en valeur du patrimoine du Quartier chinois[12].

11 Suivi des recommandations, Quartier chinois, doc. 1.4.1

12 Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, doc. 1.4

1.3 Le dossier de documentation

Dans le cadre de la présente consultation, la Ville de Montréal a déposé, outre le projet de modification au Plan d'urbanisme, plusieurs documents complémentaires d'information. La liste complète est disponible à l'adresse suivante : https://ocpm.qc.ca/fr/quartier-chinois.

1.4 Les étapes de la consultation

L'OCPM a publié le 14 avril 2022 un avis public annonçant les principales étapes de la consultation. La séance d'information a eu lieu à l'hôtel Holiday Inn du Centreville le 4 mai, suivie de la séance de questions et de réponses le 18 mai. Le public pouvait assister à ces rencontres en personne ou virtuellement. Les citoyens avaient la possibilité de poser leurs questions sur place ou par téléphone.

Du 19 mai au 2 juin, une série de questions ouvertes, préparées par la commission et regroupées en trois thématiques, a offert aux participants la possibilité de s'exprimer en ligne sur les sujets suivants : modification des hauteurs et densités, l'identité et le patrimoine, ainsi que le développement économique du Quartier chinois.

Les 10, 11 et 12 mai, la commission a également tenu trois cafés-rencontres informels, sur invitation, avec des membres de la communauté et des organisations interpellées par la vie économique, communautaire et culturelle du Quartier chinois.

La démarche de consultation a été clôturée par la tenue de séances d'audition des opinions. Celles-ci ont eu lieu les 8, 9 et 13 juin. Elles ont été l'occasion pour tous ceux qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant l'objet de la consultation. Il était également possible de faire parvenir à la commission des mémoires sans présentation orale.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a analysé l'ensemble des opinions et documents qui lui ont été fournis dans le but de formuler des recommandations à remettre aux élus municipaux.

1.5 Le tableau synthèse de la participation

Date	Activités	Présences	Contributions	Visionnements (en direct ou en différé)
4 mai	**Séance d'information**	13	- -	147
18 mai	**Séance de questions et de réponses** Personnes ayant posé des questions : - En personne - Par téléphone	23	 14 3	119
10, 11, 12 mai	**Cafés-rencontres**	24	- -	- -
19 mai au 5 juin	**Opinions déposées :** - Opinions thématiques en ligne - Opinions écrites sans présentation orale		 29 27	
9 au 13 juin	**Séances d'audition des opinions :** - Opinions écrites avec présentation orale - Présentations orales sans opinion écrite	49	 19 10	305
TOTAL		**109**	**102**	**571**




SHUN LEE
ALIMENTATION & THÉ





2 LES OPINIONS EXPRIMÉES

Ce chapitre présente une synthèse des préoccupations, attentes et opinions exprimées par les participants et participantes tout au long du processus de consultation. Ce texte se base sur les mémoires déposés ou présentés devant la commission, les points de vue exprimés lors des cafés-rencontres ainsi que sur les opinions thématiques reçues en ligne. L'ensemble des contributions est disponible sur le site Web de la consultation : https://ocpm.qc.ca/fr/quartier-chinois.

2.1 L'accueil général des modifications au Plan d'urbanisme

La consultation de l'OCPM a été accueillie positivement par les participants. Elle revêt une grande importance pour les personnes ayant participé à la démarche et pour les membres de la communauté sino-asiatique de Montréal pour qui ce quartier est un repère historique et identitaire[13], mais qui, depuis les 50 dernières années, a subi de nombreuses transformations, souvent au détriment de son patrimoine bâti et intangible.

2.1.1 Le contexte

Pour la majorité des opinions exprimées, les modifications au Plan d'urbanisme s'avèrent positives et nécessaires pour l'avenir du secteur. Elles sont même urgentes au regard des enjeux de taille et de la gravité de certaines situations qui touchent le Quartier chinois depuis les dernières années, notamment en ce qui a trait à la spéculation immobilière et les nouvelles constructions qui mettent en danger son caractère spécifique et son patrimoine bâti. Le Groupe de travail pour le Quartier chinois (GTQC) a expliqué que des transformations récentes ont incité une coalition de groupes et de citoyens à militer pour la désignation patrimoniale du quartier et la mise en place de mesures immédiates pour contrôler son développement.

Plusieurs ont déploré la construction des deux bâtiments situés de part et d'autre de l'arche d'entrée du quartier, au coin de l'avenue Viger et du boulevard Saint-Laurent. Côté ouest, la construction du *One Viger*, une tour d'habitation de 9 étages, remplacera sous peu l'édifice Robillard, un bâtiment patrimonial détruit par un incendie en 2016, tandis que du côté est, on déplore la construction d'un hôtel de 13 étages. Ces deux édifices sont en rupture avec leur environnement de par leur taille et leur architecture. En dépassant largement en hauteur le cadre bâti actuel, ils affectent négativement l'expérience des piétons où on devrait plutôt favoriser « un environnement urbain à l'échelle humaine[14] ». Aussi, s'agissant de condominiums de petite taille et d'un hôtel, ces immeubles ne répondent pas aux besoins de la communauté en matière de logement et de lieu de rencontre socioculturelle. On note que : « *In Montreal, while developments like One Viger may bring added height and density to the neighborhood, they are actively contributing to the erasure of Chinatown*[15]. » Ces bâtiments ne sont pas seulement en rupture avec leur environnement, mais aussi avec la communauté, notent plusieurs personnes[16].

---

[13] Murielle Chan-Chu, doc. 7.11

[14] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1, p. 4

[15] Karen Cho, doc. 7.42.2, L. 183-184

[16] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1; Jean-Philippe Riopel, doc. 7.43.2, L. 2017-2019

Plusieurs craignent d'autres développements qui nuiraient encore davantage au patrimoine bâti et au caractère distinct du secteur. On s'inquiète pour les immeubles patrimoniaux entre les rues de la Gauchetière, Côté, Saint-Urbain et Viger aujourd'hui situés dans l'aire de protection du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois, qui fait l'objet d'avis d'intention de classement de la part du ministère de la Culture et des Communications du gouvernement du Québec.

Pour de nombreux participants, ces développements immobiliers rappellent les décennies de pressions subies par le Quartier chinois et son patrimoine de la part de promoteurs publics et privés, par exemple le Complexe Guy-Favreau, le Palais des congrès, le Swatow Plaza ou l'autoroute Ville-Marie[17]. Un phénomène qui touche également, encore de nos jours, d'autres quartiers chinois historiques en Amérique du Nord, dont certains ont mis en place des mesures de sauvegarde inspirantes.

2.1.2 Au-delà du Plan d'urbanisme

Au-delà des enjeux spécifiques aux modifications au Plan d'urbanisme, cette consultation a été l'occasion d'entendre les préoccupations d'un quartier et d'une communauté aux prises avec des défis divers qui touchent la vie économique, culturelle et communautaire. Les modifications au Plan d'urbanisme ne sauraient, à elles seules, protéger l'ensemble du quartier et le bien-être de ses habitants. Plusieurs personnes ont mentionné la nécessité d'un plan de développement « holistique » qui viserait à protéger, préserver et promouvoir l'histoire, la culture et la population locale[18]. Ce plan devrait être « le fondement et l'avenir d'une régénération de l'économie du patrimoine culturel axée sur les valeurs du milieu, le mode de vie des résidents de longue date, le maintien des entreprises patrimoniales, les biens alimentaires culturels et la mise en valeur du quartier en tant que destination touristique culturelle[19] ».

Plusieurs participants ont rappelé que cette consultation fait suite à celle de 2020-2021 pilotée par le Centre d'écologie urbaine et qui a mené à l'adoption du *Plan d'action pour le développement du Quartier chinois* par l'arrondissement de Ville-Marie. La Table ronde du Quartier chinois note que la consultation actuelle sur les modifications proposées au

[17] Cynthia Hammond, doc. 7.23

[18] Rufina Ip, doc. 7.13; Cassandra Lavoie, doc. 7.14; Kyla Yin James, doc. 7.15; Shi Tao Zhang, doc. 7.16; Amelia Wong-Mersereau, doc. 7.17; Terry Chiu, doc. 7.28; Claire Dumouchel, doc. 7.29; Cynthia Kelly, doc. 7.30; Kelly McKinney, doc. 7.33; Kim Vincent, doc. 7.37; Marc Philips, doc. 7.38; Isabelle Hayes, doc. 7.45

[19] Fondation Jia, doc. 7.8, p. 4

Plan d'urbanisme représente une des stratégies du plan d'action : « Nous rappelons que l'approche préconisée est de considérer celui-ci dans son ensemble. Il est évident, à la lecture de ces préoccupations, que la question concernant les hauteurs et densités aura un impact significatif sur les nombreuses composantes urbaines nécessaires pour protéger et promouvoir le Quartier chinois[20]. »

Par ailleurs, la compréhension des enjeux de la consultation, la terminologie et les règles d'urbanisme sont complexes pour les non-spécialistes. Cela est encore plus difficile pour les résidents du quartier qui ne comprennent ni le français ni l'anglais. Plusieurs citoyens et groupes auraient souhaité que l'information soumise par la Ville à la population et les travaux de la commission soient disponibles en mandarin et en cantonais, notamment[21].

2.2 La réduction des limites des hauteurs et densités

La proposition de réduire les hauteurs et densités des constructions reçoit l'appui d'une forte proportion des citoyens qui se sont exprimés lors de la consultation. La plupart d'entre eux considèrent que ces mesures sont nécessaires pour protéger le caractère distinct du Quartier chinois, quoique plusieurs pensent que les baisses proposées sont insuffisantes. Toutefois, quelques participants ont plaidé contre ces limites, trop contraignantes, selon eux, pour favoriser le développement économique et résidentiel du secteur.

2.2.1 Les interventions en faveur de la baisse

Les personnes en faveur de la proposition de la Ville considèrent qu'il existe un lien étroit entre la préservation du patrimoine bâti, par l'entremise des mesures proposées dans la modification du Plan d'urbanisme, et la possibilité de préserver l'héritage unique du quartier. Pour eux, les nouvelles restrictions favorisent le maintien d'un quartier à l'échelle humaine, essentielle à la qualité d'un espace urbain[22]. La Table ronde fait valoir que « la communication entre l'immeuble et la rue n'est possible que jusqu'au quatrième étage. Au-delà de cette limite, le contact avec la ville s'évanouit rapidement[23]. » Selon l'Association professionnelle des guides touristiques de Montréal, l'abaissement substantiel de la limite de hauteur est essentiel au maintien de l'intégrité des hauteurs historiques et donc de l'échelle humaine, « éléments qui caractérisent la spécificité de notre Quartier chinois en Amérique du Nord[24] ».

[20] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4, p. 9

[21] Green Chinatown, doc. 7.9; Karen Cho, doc. 7.42; Concordia Student Union Legal Information Clinic, doc. 7.47

[22] Sandy Yep, doc. 7.36; Claire Dumouchel, doc. 7.29

[23] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4, p. 12

[24] Association professionnelle des guides touristiques de Montréal, doc. 7.22, p. 6

Plusieurs considèrent que les baisses vont « dans la bonne direction[25] », mais souhaitent que les limites soient abaissées davantage pour respecter la forme et l'échelle humaine du quartier, de même que « sa culture intangible[26] ». En tant que site d'une valeur patrimoniale exceptionnelle, « ces hauteurs et densités doivent être cohérentes puisque le Quartier chinois abrite un patrimoine matériel et immatériel encore bien vivant[27] ». Il est noté que la limite de hauteur de 25-35 mètres correspond à des bâtiments d'environ 8 à 10 étages, ce qui est trop élevé en matière d'échelle, en comparaison aux bâtiments existants, en particulier ceux sur la rue De la Gauchetière[28].

La Table ronde cite le rapport de Luce Lafontaine Architectes qui note que « le Quartier chinois de Montréal présente un cadre bâti dont le gabarit dominant est de un à cinq étages. Parmi ces immeubles, la majorité est construite au XIX^{e} siècle et possède un intérêt patrimonial certain[29]. » Par conséquent, cette dernière recommande de réduire les hauteurs maximales permises dans la zone de la rue De la Gauchetière ainsi que dans le Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois « afin de répondre adéquatement à la préoccupation de la communauté concernant la préservation du patrimoine bâti, la protection de sa forme[30] », en cohérence avec le plan d'action de l'arrondissement. En outre, elle recommande que la zone au coin de la rue De Bleury et l'avenue Viger permettant une hauteur de 65 mètres soit réduite à 25 mètres, pour atteindre l'objectif désiré d'un quartier à échelle humaine. Quelques participants souhaitent des baisses plus considérables également sur l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ou même une limite de 25 mètres partout dans le quartier[31].

Le Groupe de travail du Quartier chinois est d'accord avec l'approche qui consiste à maintenir « le secteur central du Quartier chinois avec une hauteur et une densité de construction réduites, et des bordures [sur Viger et René-Lévesque] avec des limites plus hautes, en tant qu'espace de transition avec le centre-ville[32] ».

---

[25] Parker Mah, doc. 7.48.1, L. 2490

[26] China-Canada Friendship Promotion Association, doc. 7.2.2, L. 1868-1871

[27] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4, p. 10

[28] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1; Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, doc. 7.20

[29] Étude de l'évolution historique et caractérisation du Quartier chinois, doc. 3.2, p. 108

[30] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4, p. 12

[31] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Sandy Yep, doc. 7.36; Société Hum Quong Yea Tong de Montréal, doc. 7.46.1, L. 368-373

[32] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1, p. 4

Par ailleurs, plusieurs personnes considèrent que les nouvelles limites de hauteurs et de densités offriront aux bâtiments historiques du quartier une protection et une préservation essentielles[33]. Un résident du quartier souligne la nécessité de mettre en valeur le bâti de l'ancien faubourg Saint-Laurent à l'emplacement du Quartier chinois pour préserver les quelques rares bâtiments, témoins de l'époque faubourienne, ainsi que ceux construits entre 1889 et 1891 sur le boulevard Saint-Laurent[34].

L'Institut de recherche socio-économique est d'avis que les baisses « auront pour effet de diminuer la pression à l'investissement immobilier et à la destruction des bâtisses existantes, ce qui est susceptible de préserver un patrimoine central à l'identité culturelle et économique du quartier[35] ». À ce sujet, le Groupe de travail sur le Quartier chinois note que la possibilité de construire en hauteur et l'absence de protection patrimoniale « incitaient les propriétaires à démolir ou transformer les bâtiments patrimoniaux ». Cela dit, cette réduction n'est qu'une « étape essentielle pour renforcer le statut patrimonial du Quartier chinois, dissuader davantage la spéculation foncière et implanter un cadre pour guider le développement en respectant son héritage tangible et intangible[36] ».

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) accueille favorablement l'encadrement des nouvelles constructions, dans la mesure où les nouveaux critères préservent la valeur patrimoniale et la signature architecturale du lieu. Elle considère que les modifications « interviennent en réponse aux problématiques économiques propres à ce lieu emblématique : fragilité de la trame commerciale, enclavement, embourgeoisement, loyers dispendieux, vétusté des bâtiments, terrains et immeubles vacants[37] ».

Finalement, certains ont souligné le lien qui existe entre de faibles hauteurs et densités et une augmentation de la période d'ensoleillement sur rue et, par conséquent, la possibilité de créer des espaces verts. Ceci serait l'un des principaux facteurs de succès des rues piétonnières[38], la rue De la Gauchetière en l'occurrence. Des personnes notent que les constructions en hauteur accentuent l'effet des îlots de chaleur[39], tandis que les nouvelles restrictions offriront

[33] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1; Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Mei Chen, doc. 8.5.10

[34] Jean-Philippe Riopel, doc. 7.43.2, L. 2116-2123

[35] Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, doc. 7.44, p. 6

[36] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1, p. 2

[37] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.18, p. 8

[38] Green Chinatown, doc. 7.9; Joanna Avanitis, doc. 7.34; Francis Grenier, doc. 7.35

[39] Rachael Thomas, doc. 7.54

des opportunités pour créer des espaces de loisir en plein air et des espaces verts au sein du quartier[40].

2.2.2 Les interventions contre la baisse

Les opposants aux modifications expliquent, pour leur part, que les limites de hauteur et densité plus contraignantes dans l'ensemble du quartier affecteront négativement son développement. En limitant la taille des constructions futures, on limite aussi la croissance démographique, la profitabilité des nouveaux projets immobiliers, le dynamisme commercial ainsi que l'entretien du cadre bâti.

La Fondation de la Place Sun Yat Sen signale qu'une règlementation trop stricte risque d'entraver le développement du quartier au niveau économique et démographique en limitant l'ajout de bureaux et de logements[41]. Dans le même sens, un résident soutient qu'une « densification substantielle du quartier, étant permise par le COS 6 [...], est désirable pour le développement d'immeubles qui attirera des résidents permanents dans des logements de qualité où il fait bon vivre. Ces résidents fourniront une vitalité commerciale de source locale et par leur implication dans leur quartier créeront un sens d'appartenance accrue[42]. »

De son côté, le Conseil de développement du Quartier chinois considère que les modifications proposées ne reconnaissent pas la pluralité des diverses vocations et secteurs du Quartier chinois, qui inclut à la fois le résidentiel, le commercial, le patrimoine culturel, les groupes communautaires et le tourisme. Il croit que la Ville « fait fausse route en optant pour une approche homogène pour redéfinir les statuts et les lignes directrices régissant le Quartier chinois[43] » et souhaiterait des règlements de hauteur et de densité qui contribueront à résoudre la pénurie de logements à Montréal. À ce sujet, une citoyenne soulève l'enjeu du manque d'espace dans le secteur et propose d'augmenter le nombre d'étages afin de répondre aux besoins de la population en matière de logement, notamment. Selon cette dernière, « l'important est de garder l'héritage chinois existant, mais tout de même promouvoir la croissance, car la demande est là[44] ».

Allant dans le même sens, selon une opinion exprimée en ligne « les diminutions des hauteurs et de densités vont au détriment du développement du quartier, et rendront le quartier moins

[40] Claire Dumouchel, doc. 7.29

[41] Fondation de la Place Sun Yat Sen, doc. 7.24

[42] Vincent Lupien, doc. 7.7, p. 3

[43] Conseil de développement du Quartier-Chinois, doc. 7.3, p. 4

[44] Winnie Shaw, doc. 7.21, p. 1

agréable à vivre ou à visiter. Mais les augmentations des hauteurs et de densités (selon les besoins et bonnes justifications) favorisent le développement du quartier et le rendent plus attirant, agréable, rentable, et servent bien notre communauté chinoise, les commerçants, les touristes et la Ville de Montréal[45]. »

2.3 La reconnaissance du quartier et la mise en valeur de son patrimoine

La commission a reçu de très nombreuses interventions concernant l'importance de protéger le patrimoine bâti du Quartier chinois. Une grande majorité d'entre elles appuient la proposition d'agrandir le territoire du quartier, l'identification du secteur comme étant « de valeur exceptionnelle » ainsi que les nouvelles exigences en matière archéologique. Toutefois, plusieurs participants ont affirmé la nécessité d'aller plus loin par l'entremise d'autres mesures de protection et par la reconnaissance et la protection du patrimoine intangible du Quartier chinois.

2.3.1 Les nouvelles limites du quartier et l'identification des secteurs de valeur patrimoniale

De nombreuses opinions appuient la désignation patrimoniale du Quartier chinois par la Ville de Montréal, avec ses nouvelles limites du boulevard René-Lévesque au nord, l'avenue Viger au sud, la rue De Bleury à l'ouest, et la rue Sainte-Élisabeth à l'est[46]. Plus spécifiquement, la commission a entendu plusieurs personnes qui ont manifesté leur appui à la désignation de l'ensemble du Quartier chinois comme un secteur de « valeur exceptionnelle[47] ». La *China-Canada Friendship Promotion Association* met en lumière l'importance de protéger l'ensemble du secteur : « *Protecting the entire Chinatown is the real and effective approach to preserve the integral history and culture of the neighborhood*[48]. » Cette dernière fait remarquer qu'en protégeant l'ensemble du territoire, nous protégerons l'ensemble de son histoire, puisque chaque coin du quartier reflète une période de son développement. Selon Héritage Montréal,

[45] Thanh Son Uong, doc. 8.2.5

[46] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1; Fondation Jia, doc. 7.8; Rufina Ip, doc. 7.13; Cassandra Lavoie, doc. 7.14; Kyla Yin James, doc. 7.15; Shi Tao Zhang, doc. 7.16; Amelia Wong-Mersereau, doc. 7.17; Terry Chiu, doc. 7.28; Claire Dumouchel, doc. 7.29; Cynthia Kelly, doc. 7.30; Kelly McKinney, doc. 7.33; Kim Vincent, doc. 7.37; Marc Philips, doc. 7.38; Isabelle Hayes, doc. 7.45; Héritage Montréal, doc. 7.49.2

[47] Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1; Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Estelle Mi, doc. 7.6.1, L. 1166-1168; Fondation Jia, doc. 7.8; Donny Seto, doc. 8.5.1

[48] China-Canada Friendship Promotion Association, doc. 7.2, p. 3

cette identification propre au Quartier chinois permettra d'évaluer la recevabilité des projets en fonction de la « personnalité du quartier » et pas seulement en fonction des paramètres de hauteur et de densité. Cette désignation officielle offre donc une opportunité pour mieux encadrer la revitalisation de ce territoire aux dimensions sociales, culturelles et urbanistiques importantes. Ainsi, une telle action « est une mesure concrète, supplémentaire aux règles et paramètres d'urbanisme et réalisables à brève échéance[49] ».

D'autres personnes considèrent souhaitable d'attribuer au Quartier chinois le statut de « site patrimonial cité », en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, et ce, au lieu d'une désignation de « valeur exceptionnelle » telle que proposée par la Ville. Montréal Explorations croit que la citation est « une autre approche possible et probablement plus pertinente » pour un quartier qui témoigne des anciens faubourgs du début et du milieu du XIX^{e} siècle, des aménagements urbains de la *Main* de la fin du XIX^{e} siècle et de l'appropriation simultanée ou successive du territoire pendant trois siècles par différentes communautés montréalaises, dont la communauté chinoise[50]. La possibilité de recourir au classement et aux autres outils règlementaires en patrimoine a aussi été mise de l'avant par le Conseil du patrimoine et par le Comité Jacques-Viger dans leur avis conjoint remis à la Ville de Montréal « afin de protéger tous les bâtiments du Quartier chinois qui pourraient s'avérer vulnérables[51] ».

Dans un avis contraire, un résident du quartier croit que l'ensemble du secteur identifié ne mérite pas une protection, alors qu'il n'y a que peu d'immeubles intéressants d'un point de vue patrimonial à protéger, par exemple, sur la rue Saint-Dominique. Selon lui, il semble « inapproprié d'appliquer la désignation "secteur de valeur exceptionnelle" à une rue entière – sans parler d'un quartier au complet – compte tenu de la réalité sur place[52] ».

À noter que l'ajustement de cohérence au Plan d'urbanisme voulant que les hauteurs et densités plus élevées permises pour le « Centre des affaires » ne s'appliquent pas dans le Quartier chinois n'a pas soulevé d'objection lors de la consultation.

---

[49] Héritage Montréal, doc. 7.49.1, L. 291-332; Héritage Montréal, doc. 7.49.2, p. 3

[50] Montréal Explorations, doc. 7.27, p. 9; Jean Philippe Riopel, doc. 7.43.1, L. 2124

[51] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, doc. 1.4, p. 6

[52] Vincent Lupien, doc. 7.7, p. 13

2.3.2 Les nouvelles exigences en matière d'archéologie

La commission a reçu un nombre limité d'opinions spécifiques au sujet des modifications concernant la reconnaissance du Quartier chinois en tant que « territoire d'intérêt archéologique » dans le Plan d'urbanisme.

Montréal Explorations apprécie que les projets de construction ou d'aménagement urbain soient, à l'avenir, obligatoirement évalués en tenant compte des vestiges archéologiques de l'ancien faubourg Saint-Laurent et du Quartier chinois, notamment par l'adaptation des travaux ou l'intégration des vestiges[53]. Ces exigences reçoivent également l'appui du GTQC, de la Fondation Jia et du Comité logement Ville-Marie[54].

À l'opposé, un citoyen considère que l'exigence pour qu'un développeur fasse, à ses frais, des études archéologiques, rendent le quartier nettement moins attrayant pour le développement, « ce qui augure mal pour la restauration des immeubles et la construction de logements de qualité[55] ». En ce sens, la Fondation de la place Sun Yat Sen souligne que les exigences en matière archéologique, tout comme les autres changements proposés, rendront le Quartier chinois peu attrayant pour l'investissement et le développement[56].

2.3.3 Les autres mesures de protection patrimoniale

Plusieurs participants ayant exprimé leur appui aux modifications au Plan d'urbanisme considèrent que celles-ci devraient être complémentées par d'autres mesures de préservation du patrimoine bâti. Il est proposé, entre autres, de soutenir la rénovation des immeubles, ou encore de dresser un inventaire des biens qui se retrouveraient à l'intérieur des bâtiments.

À propos de la rénovation d'immeubles, le *Next-Generation Cities Institute* plaide en faveur de la rénovation des bâtiments malgré les difficultés, car cela signifie préserver l'histoire du quartier, l'histoire de la ville et d'autres dimensions importantes pour la préservation de la tradition et de l'héritage culturel[57]. À titre d'exemple, Victor Hum, au nom de la Société Hum Quong Yea Tong Montréal, souhaite une reconnaissance patrimoniale pour la maison de la famille Hum afin de pouvoir bénéficier des subventions pour la rénovation de l'immeuble en question[58].

---

[53] Montréal Explorations, doc. 7.27

[54] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1; Comité logement Ville-Marie, doc. 7.5; Fondation Jia, doc. 7.8

[55] Vincent Lupien, doc. 7.7, p. 12

[56] Fondation de la Place Sun Yat Sen, doc. 7.24

[57] Next-Generation Cities Institute, doc. 7.40

[58] Société Hum Quong Yea Tong Montréal, doc. 7.46.1, L. 405-407

Une action concrète à cet égard, serait d'adopter des mesures semblables à celles mises en place par la Ville de Vancouver dans son *Chinese Society Legacy Program* de 2016, dont le but était de fournir de l'aide financière pour la réhabilitation desdits bâtiments, en contribuant ainsi à leur rayonnement culturel[59].

Concernant l'entretien du cadre bâti et du patrimoine qu'il représente, la CCMM fait valoir que tant le secteur privé que les autorités municipales ont un rôle à jouer dans le maintien des actifs immobiliers du quartier et leur pleine utilisation. Elle suggère la mise sur pied d'un fonds mixte de requalification du patrimoine qui « serait destiné à bonifier les budgets de projets pour couvrir le surcoût lié à la nature patrimoniale des immeubles visés. Il viendrait susciter et accélérer des projets publics et privés[60]. »

D'autres notent l'importance de bien connaître le patrimoine du quartier, notamment par l'entremise d'un inventaire des objets et archives témoignant des activités qui ont eu lieu à l'intérieur des bâtiments. Montréal Explorations plaide pour que cet exercice devienne une pratique systématique et recommande « à la Ville de Montréal, en collaboration avec les propriétaires d'édifices patrimoniaux, d'assurer un inventaire complet des objets et du mobilier qui témoignent des occupations anciennes des édifices à citer, et de financer adéquatement ce travail d'inventaire, d'évaluation patrimoniale, de conservation, d'entreposage et de mise en valeur[61] ».

Invoquant les coûts associés à la préservation du patrimoine, la Fondation de la Place Sun Yat Sen signale qu'aucune aide financière n'est fournie pour la rénovation d'immeubles anciens non classés et que cela ne changera pas avec la désignation de *secteur de valeur exceptionnelle* dans le Plan d'urbanisme[62]. Dans le même ordre d'idée, un propriétaire du quartier affirme que « puisque la conservation du patrimoine bénéficie à la société et non au propriétaire particulier, la responsabilité financière devrait tomber sur la société et non au particulier[63] ».

Parallèlement à la démarche de modifications au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie a modifié son règlement d'urbanisme en avril dernier pour revoir le découpage des unités de paysage du secteur afin d'ajouter une nouvelle unité

[59] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4

[60] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.18, p. 7

[61] Montréal Explorations, doc. 7.27, p. 20

[62] Fondation de la Place Sun Yat Sen, doc. 7.24

[63] Vincent Lupien, doc. 7.7, p. 12

nommée « Quartier chinois », où les travaux de construction ou de transformation devraient respecter certaines caractéristiques[64]. La Table ronde du Quartier chinois souligne que les modifications introduites, telles que la conservation des subdivisions verticales soulignant le rythme parcellaire traditionnel, l'animation sur rue avec les accès piétonniers multiples, le recours à la notion de basilaire pour favoriser l'encadrement spatial et l'éclairage naturel « permettront un développement harmonieux en lien avec le cadre bâti actuel [...] ainsi qu'un certain contrôle sur les nouveaux projets[65] ». À ce sujet, le GTQC suggère qu'en plus des critères définis par le plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), « des critères de design spécifiques [...] devraient aussi être développés par des experts en aménagement des quartiers chinois et appliqués dans l'élaboration des projets[66] ».

Le CCMM trouve également fondamental de compléter les modifications au Plan d'urbanisme par des critères de design propres à l'architecture culturelle asiatique et d'offrir à l'ensemble du quartier une distinction patrimoniale[67].

2.3.4 La reconnaissance du patrimoine intangible

Étant donné que les changements proposés au Plan d'urbanisme visent la protection patrimoniale, de nombreuses personnes souhaitent une reconnaissance du patrimoine dit intangible ou immatériel[68]. Tout au long de la consultation, plusieurs ont souligné que le Quartier chinois est plus qu'un ensemble bâti, c'est un lieu de rassemblement basé sur la mémoire et l'histoire animé par les arts, la culture, la gastronomie et des activités culturelles auxquelles des générations de communautés sino-asiatiques continuent de s'identifier[69].

Lors des cafés-rencontres, des participants ont souligné qu'il ne faut pas voir le patrimoine du quartier uniquement sous l'angle d'un « décor asiatique », même si les façades caractéristiques ont leur importance symbolique. Il faut également considérer l'usage des bâtiments, la vie culturelle et communautaire, voire certaines pratiques traditionnelles. Cela dit, il faut avoir une vision inclusive du quartier, car celui-ci « est à tout le monde, pas seulement aux membres de la communauté sino-asiatique[70] ».

---

[64] Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie afin de revoir les dispositions d'unité de paysage du Quartier chinois, doc. 1.8

[65] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4, p. 13

[66] Le Groupe de travail sur le Quartier chinois, doc. 7.1, p. 7

[67] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.18

[68] Parker Mah, doc. 7.48.1, L. 2485; Jean-Philippe Riopel, doc. 7.43.2, L. 2056-2065

[69] China-Canada Friendship Promotion Association, doc. 7.2

[70] Cafés-rencontres, doc. 5.2, p. 3

Ce secteur de Montréal offre une occasion unique d'adopter une approche différente pour protéger et promouvoir le patrimoine matériel et immatériel d'une ville culturellement diversifiée. Il y a, en ce sens, une nécessité de comprendre et de sauvegarder les associations familiales, en particulier leurs bâtiments (appelés maisons familiales), incluant les intérieurs « irremplaçables et représentatifs de la communauté[71] ». Les maisons familiales constituent un exemple de ce lien dans la mesure où elles contribuent à l'histoire du quartier, par leur ancienneté, mais aussi parce qu'elles permettent aux membres de la communauté d'entreprendre des activités culturelles et commerciales liées à l'identité culturelle sino-asiatique. Elles tissent un lien entre le passé, le présent et l'avenir de la communauté. Dans cette perspective, la protection du patrimoine bâti sert aussi à protéger les traditions et la façon de vivre des gens qui y habitent, mais surtout pour assurer leur avenir[72].

La Fondation Jia inclut dans la définition du caractère intangible du quartier le lien que certaines pratiques culturelles, avec des éléments du patrimoine tangible tels que l'architecture, les bâtiments des associations familiales, la façade des magasins, entre autres, qui permettent ou favorisent des pratiques culturellement spécifiques. Une présence, une production et une croissance culturelle fortes permettront à leur tour d'ancrer la régénération économique du Quartier chinois. Les dimensions tangible et intangible du patrimoine sont, en effet, complémentaires et, dans la mesure du possible, leur protection doit être l'objet d'un plan holistique[73].

Une citoyenne explique que la Ville a l'opportunité de mettre de l'avant une approche qui protège et promeut à la fois le patrimoine tangible et intangible dans un contexte culturel divers[74]. Cette diversité culturelle de la Ville pourrait être enrichie par une augmentation de la production culturelle dans le Quartier chinois, ce qui pourrait créer un pont entre les intérêts de préservation de son héritage et son développement économique. Des initiatives culturelles ont le potentiel pour renforcer le sentiment d'appartenance à ce lieu[75]. Des initiatives comme des bibliothèques, musées, expositions, festivals, entre autres, dont bénéficieraient les membres de la communauté et les visiteurs, ont été parmi les suggestions reçues par la commission[76].

---

[71] Cynthia Hammond, doc. 7.23, p. 2

[72] Montreal Chan Associations Chinese Community, doc. 7.51.1, L. 1007-1036; Cafés-rencontres, doc. 5.2

[73] Fondation Jia, doc. 7.8

[74] Cynthia Hammond, doc. 7.23

[75] Cafés-rencontres, doc. 5.2

[76] Hum Simard Association, doc. 7.32; Canadian Chinese Historical and Culture Society, doc. 7.52; Montréal Explorations, doc. 7.27; Jimmy Chan, 8.5.11; Association d'échanges culturels et artistiques Canada-Chine, doc. 7.10; Joanna Avanitis,

2.4 La qualité de vie et la cohabitation

Le Quartier chinois ne doit pas être vu comme un musée, ont affirmé plusieurs personnes[77]. Il s'agit, en effet, d'un milieu de vie pour de nombreux résidents, d'un point de contact pour les gens de la communauté sino-asiatique, en plus d'être une destination commerciale et touristique prisée. Il faut donc à la fois assurer le bien-être de ses résidents et favoriser son attractivité. La protection du caractère distinctif du quartier doit donc aller de pair avec des mesures pour favoriser la construction de logements, améliorer l'offre de services à la population, revitaliser l'activité commerciale et créer des lieux publics rassembleurs, verts et sécuritaires.

2.4.1 Le logement et le cadre de vie

Au cours des dernières années, plusieurs projets de grande ampleur ont été mis en chantier, « créés sans que la communauté ne soit réellement consultée[78] ». Selon une majorité des opinions exprimées, ces projets auraient des impacts négatifs importants sur leurs voisins immédiats[79], ainsi que sur le quartier en général qui a vu éroder son identité, en plus d'exercer une pression sur des locataires obligés de déménager. Ces nouvelles constructions favorisent trop souvent l'ajout de condominiums de petite taille et d'hôtels, ce qui ne répond pas aux besoins de la communauté[80]. Il faut prendre en compte les besoins des personnes âgées et à faibles revenus, pour leur offrir la possibilité de rester dans des logements abordables et de vieillir avec confort et dignité[81].

Pour répondre au manque de logements dans le quartier, des groupes comme le Comité logement Ville-Marie évoquent la possibilité d'une dérogation aux limites de hauteur et de densité pour des logements sociaux et abordables destinés à des communautés spécifiques comme les aînés. Ce dernier note que l'accès à des logements abordables et adéquats demeure un enjeu important dans ce secteur du centre-ville, et recommande que la Ville et l'arrondissement intègrent à leurs critères d'analyse la contribution des futurs projets à la vie

---

doc. 7.34; Marie Lafontaine, doc. 7.12

[77] China-Canada Friendship Promotion Association, doc. 7.2; Les amis du boulevard Saint-Laurent, doc. 7.26; Next-Generation Cities Institute, doc. 7.40.2, L. 1741

[78] Comité logement Ville-Marie, doc. 7.5, p. 11

[79] Kent Chong, doc. 7.53.1; David Pourreaux, doc. 7.55.2

[80] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Anjali B, doc. 8.2.6

[81] Rufina Ip, doc. 7.13; Cassandra Lavoie, doc. 7.14; Kyla Yin James, doc. 7.15; Shi Tao Zhang, doc. 7.16; Amelia Wong-Mersereau, doc. 7.17; Terry Chiu, doc. 7.28; Claire Dumouchel, doc. 7.29; Cynthia Kelly, doc. 7.30; Kelly McKinney, doc. 7.33; Kim Vincent, doc. 7.37; Marc Philips, doc. 7.38; Isabelle Hayes, doc. 7.45

sociale, culturelle et économique du quartier[82]. Le Conseil du développement du Quartier chinois propose, quant à lui, une dérogation pour la construction de résidences pour étudiants internationaux[83]. Finalement, il est suggéré à la Ville de se prévaloir de son droit de préemption sur les terrains non bâtis ou de l'exercer là où la Ville s'en est déjà prévalue, notamment sur le terrain de stationnement devant le Palais des congrès et le vaste terrain au coin des boulevards Saint-Laurent et René-Lévesque[84].

2.4.2 Les espaces communautaires et les lieux publics

Revoir les services et l'aménagement du secteur pour répondre aux besoins de la population locale et pour améliorer son cadre de vie est important pour plusieurs. Le Quartier chinois devrait être, en somme, « un lieu de rassemblement basé dans la mémoire et l'histoire [...] un lieu de vie, un lieu de déambulation à petite échelle, un lieu de rencontres[85] ».

On demande la création d'espaces publics et autres lieux de rencontres sociocommunautaires, notamment pour favoriser les échanges interculturels et intergénérationnels. On rappelle la fermeture du YMCA au cours des dernières années, une perte encore ressentie dans le milieu[86], et on note le manque de parcs et de places publiques[87].

Le manque d'espaces verts et le phénomène des îlots de chaleur qui touchent le centre-ville sont une des préoccupations de longue date pour la communauté[88]. On demande une meilleure utilisation de l'espace disponible pour le verdissement du secteur, avec des actions comme la création de jardins communautaires, l'utilisation de bacs à fleurs, l'agrandissement de la Place Sun Yat-Sen, la transformation d'espaces disponibles dans le quartier pour construire des parcs – tel que le lot dans l'intersection des boulevards Saint-Laurent et

[82] Comité logement Ville-Marie, doc. 7.5; Conseil du développement du Quartier chinois, doc. 7.3; Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, doc. 7.20

[83] Conseil du développement du Quartier chinois, doc. 7.3.

[84] Comité logement Ville-Marie, doc. 7.5

[85] Murielle Chan-Chu, doc. 7.11, p. 2; Cassandra Lavoie, doc. 7.14

[86] Sylvain Croteau, doc. 8.3.3; Kaya Verville, doc. 8.3.4

[87] Cassandra Lavoie, doc. 7.14; Shi Tao Zhang, doc. 7.16; Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, doc. 7.20; Terry Chiu, doc. 7.28; Claire Dumouchel, doc. 7.29; Cynthia Kelly, doc. 7.30; Kelly McKinney, doc. 7.33; Francis Grenier, doc. 7.35; Kim Vincent, doc. 7.37; Chambre de commerce chinoise de Montréal, doc. 7. 41; Concordia Student Union Legal Information Clinic, doc. 7.47; Prenons la ville, doc. 7.56; Madeleine Champagne, doc. 8.1.1

[88] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4; Comité de logement Ville-Marie, doc. 7.5; Green Chinatown, doc. 7.9; Table de Concertation du faubourg Saint-Laurent, doc. 7.20

René-Lévesque[89], ou encore le réaménagement de voies publiques appartenant à la Ville, notamment la rue Brady, aujourd'hui à l'abandon[90].

Ces interventions devraient aller de pair avec des mesures d'embellissement, de propreté et de sécurité. Par ailleurs, plusieurs ont déploré la situation de l'itinérance qui s'est fortement détériorée depuis les dernières années et ont plaidé pour des mesures pour s'attaquer à ce phénomène[91].

2.4.3 La vitalité économique et commerciale

La rue De la Gauchetière est définie comme « l'épine dorsale du Quartier chinois[92] » en raison de son importance historique et identitaire, mais aussi pour le rôle qu'elle joue dans l'attractivité commerciale du secteur. La piétonnisation de cette rue dans les années 1980 a été fondamentale pour favoriser la découverte et la fréquentation des commerces, des restaurants et des entreprises du quartier[93]. Grâce aux efforts d'aménagement entrepris au cours des années, cette artère détient tous les ingrédients « d'une rue commerciale agréable et vivante[94] ».

Plusieurs groupes et citoyens ont mis de l'avant des mesures diverses pour favoriser le développement commercial du quartier. On explique que la plupart des commerces qui attirent les visiteurs[95] sont la propriété des petits entrepreneurs qui rencontreraient des difficultés à faire concurrence aux grands magasins[96]. Pour éviter les faillites, il faudrait mettre en place des programmes d'aide aux petits commerçants, adaptés à leurs besoins[97].

Une personne fait un lien entre la perte des petits commerces et la perte de l'esprit du lieu qui existait dans d'autres quartiers chinois en Amérique du Nord, désormais remplacés par des commerces de grande taille sans lien avec l'identité de ces lieux[98]. Pour préserver ces

---

[89] Green Chinatown, 7.9; Fondation de la Place Sun Yat Sen, doc. 7.24; Joanna Avanitis, doc. 7.34; Robert-François Yelle, doc. 8.1.2; Michel Bradette, doc. 8.1.3

[90] Francis Grenier, doc. 7.35

[91] Cafés-rencontres, doc. 5.2; Chambre de commerce chinoise de Montréal, doc. 7.41; Victor Hum Quong Yea Tong (Association Hum), doc. 8.3.6; Jimmy Chan, doc. 8.5.11

[92] Table ronde du Quartier chinois, doc. 7.4, p. 12

[93] Monique Ling, doc. 7.50.1, L. 990-992

[94] Grégory Taillon, doc. 7.25, p. 2

[95] Association Hua Du de Montréal, doc. 7.31

[96] Kui Wen, doc. 7.19; Yi Xi Huang, doc. 8.1.5

[97] Concordia Student Union Legal Information Clinic, doc. 7.47

[98] Quin Murph, doc. 7.39

destinations emblématiques, des participants proposent de reconnaître les *Legacy business*, c'est-à-dire ceux qui donnent au quartier une partie de son identité[99]. Pour préserver « l'âme du Quartier chinois » en même temps que ses activités économiques, il serait intéressant de profiter de l'expérience du Vieux-Montréal en matière d'investissements[100]. Une autre stratégie pourrait être l'installation de *food trucks* à proximité du Palais des congrès, de façon à profiter des événements qui y ont lieu[101]. Quelques participants prônent la conservation et même l'ajout d'espaces de stationnement pour les visiteurs du quartier[102].

La CCMM rappelle que les nouveaux paramètres du Plan d'urbanisme « pourraient avoir une incidence sur la viabilité des affaires et alourdir le fardeau administratif des promoteurs et constructeurs immobiliers. À plus long terme, cela se traduirait également par une augmentation du nombre des bâtiments et terrains vacants[103]. » Elle propose donc la mise en place d'un fonds mixte de requalification du patrimoine pour assurer la préservation et pour soutenir le développement immobilier.

Plus largement, quelques participants souhaitent la création d'une société de développement commercial pour favoriser les partenariats d'affaires dans la communauté et la doter d'une vision commune[104].

2.5 Les suites de la consultation

Pour plusieurs participants, cette consultation sur les modifications au Plan d'urbanisme n'est qu'une étape parmi d'autres, nécessaire pour la sauvegarde et la revitalisation du Quartier chinois de Montréal.

Pour ce qui est des enjeux patrimoniaux, la Ville de Montréal devra poursuivre les travaux d'approfondissement des connaissances sur le quartier, comme le recommandent le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger dans leur avis de décembre 2021[105].

---

[99] Sandy Yep, doc. 7.36; Fondation Jia, doc. 7.8

[100] Cafés-rencontres, doc. 5.2; Sandy Yep, doc. 7.36

[101] Conseil du développement du Quartier chinois, doc. 7.3

[102] Conseil du développement du Quartier chinois, doc. 7.3

[103] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.18, p. 7

[104] Conseil du développement du Quartier chinois, doc. 7.3; Francis Grenier, doc. 7.35

[105] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, doc. 1.4; Héritage Montréal, doc. 7.49.1, L. 154-160

Ce processus de construction de la connaissance peut s'enrichir de l'expérience d'autres quartiers chinois, tant ceux qui ont perdu leur importance que ceux qui ont mis en place des plans de protection et de mise en valeur. À ce sujet, il est souhaitable de développer des collaborations dans ce but[106].

Ensuite, pour ce qui est des enjeux globaux qui touchent le quartier et sa communauté, plusieurs participants insistent pour une « approche holistique » pour relever l'ensemble des défis du Quartier chinois. Pour cette raison, nombre d'entre eux comptent sur la mise en œuvre du plan d'action pour le Quartier chinois annoncé par l'arrondissement de Ville-Marie au printemps 2021, qui répondrait, jusqu'à un certain point, aux préoccupations exprimées par de nombreux participants au cours de cette consultation.

[106] Quinn Murph, doc. 7.39; Fondation Jia, doc. 7.8; Sandy Yep, doc. 7.36; Héritage Montréal, doc. 7.49.1, L. 226-228




SVP
PLEASE
ICI
HERE
這裡





3 L'ANALYSE DE LA COMMISSION

3.1 Le mandat et le cadre d'analyse

L'Office de consultation publique de Montréal a été mandaté pour mener la consultation sur le Projet de « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal », qui vise à modifier la carte du patrimoine bâti et à abaisser les hauteurs et les densités maximales permises pour le secteur du Quartier chinois situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

La consultation a généré un grand nombre de commentaires et d'opinions de personnes, dont une forte proportion de personnes directement touchées par le projet, résidents, commerçants, propriétaires ou représentants d'organismes du Quartier chinois.

La protection et la mise en valeur du patrimoine constituent le cœur des opinions exprimées lors de cette consultation. Impossible, en effet, d'envisager le développement du quartier sans retracer l'évolution de ses rues et de ses bâtiments au fil des années. Des experts et comités qui se sont penchés sur la situation ou ont entendu les besoins exprimés par la communauté ont toutefois aussi affirmé que la vitalité de ce quartier historique ne se limite pas à la protection de son patrimoine bâti. C'est ce que les participants ont également exprimé à la commission.

Il faut préciser que l'objet de la présente consultation de l'OCPM s'inscrit dans une démarche plus large visant à protéger et mettre en valeur les caractéristiques particulières du Quartier chinois, notamment ses éléments patrimoniaux. Cette consultation arrive après un processus consultatif comprenant de nombreuses activités menées au cours des récentes années avec les membres de la communauté et les acteurs du milieu. Ces activités ont mené l'arrondissement de Ville-Marie à adopter en 2021 le « plan d'action pour le développement du Quartier chinois 2021-2026 », document comprenant 25 stratégies regroupées autour de quatre axes : 1) Qualité de vie, logement et espaces publics; 2) Vitalité commerciale; 3) Identité, rayonnement et patrimoine; 4) Concertation du quartier.

Le projet de règlement soumis à la consultation donne suite à l'axe 3 du plan d'action, ainsi qu'aux recommandations du comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois montréalais créé en mai 2021 (ne pas confondre avec le Groupe de travail sur le Quartier chinois) et composé de représentants municipaux, du gouvernement du Québec, d'Héritage Montréal et de la communauté d'origine chinoise.

Ce plan d'action a été maintes fois cité par les personnes ayant participé à la présente consultation, et toutes soulignent la nécessité d'assurer sa mise en œuvre dans une approche globale ou « holistique » pour emprunter le vocable souvent entendu lors des auditions des opinions. D'aucuns ont ainsi exprimé le souhait que les efforts de préservation du patrimoine du Quartier chinois ne se limitent pas aux seules modifications proposées au Plan d'urbanisme, mais que celles-ci soient intimement associées à la mise en œuvre des autres stratégies pertinentes.

Plusieurs résidents, commerçants et organismes du quartier ont insisté sur l'existence d'une identité distincte comme un trait marquant du quartier à protéger. On a parlé de « l'âme du Quartier chinois », un point de vue convergent, qui comprend multiples facettes de la valeur historique, patrimoniale et culturelle du quartier, et pas seulement du patrimoine bâti.

Conséquemment, la commission est d'avis que l'analyse du projet soumis par la Ville ne peut pas faire abstraction du contexte dans lequel il s'insère. Cette analyse et les recommandations de la commission sont développées dans les sections suivantes, guidées par ces considérations :

1. Un des grands objectifs du projet de règlement énoncé dans la présentation publique faite par les représentants de la Ville le 4 mai 2022, est « d'offrir une réponse à plusieurs préoccupations formulées par la communauté afin de favoriser la protection du patrimoine bâti », notamment celles causées par la pression immobilière. La diminution des hauteurs et des densités de construction maximales permises, particulièrement au cœur du territoire, représente un enjeu majeur afin d'éviter de nouvelles ruptures avec le patrimoine bâti existant.

2. En juin 2021, l'arrondissement de Ville-Marie a publié le *Plan d'action pour le développement du Quartier chinois 2021-2026*, visant la mise en valeur, la préservation et le développement du Quartier chinois au cours des prochaines années. Ce plan est le résultat d'une vaste consultation publique ayant permis de créer un esprit de collaboration entre l'arrondissement, les services centraux de la Ville de Montréal, les différents partenaires et les communautés chinoises et asiatiques du quartier.

3. Le comité de travail créé en mai 2021 avait comme mandat « de trouver les meilleurs moyens de préserver l'identité » du Quartier chinois, en formulant des recommandations « sur une stratégie globale de protection et de mise en valeur du quartier[107] ». La commission a entendu que la composition et le mandat de ce comité constituent un outil efficace pour assurer les meilleures stratégies de protection du patrimoine du quartier. La poursuite de ses travaux serait bienvenue aux yeux de plusieurs personnes, notamment certains de ses propres membres qui se sont exprimés à la commission.

4. Le ministère de la Culture et des Communications du Québec a émis le 24 janvier 2022 des avis d'intention de classement du site patrimonial du Noyau-institutionnel-du Quartier-Chinois, de l'ancienne manufacture *S. Davis and Sons* et de l'édifice de la *British and Canadian School*. Ces avis d'intention ont un effet immédiat et concret sur la protection d'une partie du territoire. La commission en a tenu compte dans son analyse.

[107] Le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal unissent leurs efforts pour protéger le caractère patrimonial du Quartier chinois de Montréal, ministère de la Culture et des Communications (26 mai 2021) - https://www.mcc.gouv.qc.ca/index-i=2328-n=8666.html

5. Depuis le dépôt du projet de règlement et le mandat confié à l'OCPM, l'arrondissement de Ville-Marie a entrepris des modifications à sa règlementation d'urbanisme en modifiant notamment son règlement sur le plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Ces modifications prévoient un raffinement des critères d'évaluation des projets de construction ou de transformation des bâtiments. Il y a notamment l'ajout d'une nouvelle unité de paysage du Quartier chinois (QC) qui identifie ses critères propres, et que la commission juge utile d'inclure dans sa présente analyse.

6. Une nouvelle Table sectorielle permanente (appelée Table ronde du Quartier chinois), soutenue par l'arrondissement et la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, a été créée au cours des derniers mois. Elle a pour mandat de regrouper les forces vives du Quartier chinois afin d'assurer, entre autres, l'application des recommandations du plan d'action pour le développement du Quartier chinois.

7. Le Quartier chinois, proche du centre-ville de Montréal, constitue une destination touristique prisée. Au-delà des enjeux qui concernent les résidents, il y a lieu d'établir un lien entre la protection patrimoniale et l'activité touristique qui contribue elle aussi à ce que plusieurs ont qualifié « d'âme du Quartier chinois ». Une partie de l'activité économique du quartier est générée par cette clientèle qui n'y réside pas.

La commission propose une analyse et des recommandations basées sur les opinions exprimées, tenant compte du contexte global dans lequel il s'inscrit, ainsi que des mesures prises par l'arrondissement de Ville-Marie.

3.2 La diminution des paramètres de hauteur et de densité de construction

Sauf exception sur une petite partie du territoire, le règlement propose d'abaisser les hauteurs maximales et les coefficients d'occupation du sol (COS) sur la presque totalité du territoire, selon un découpage tenant compte des hauteurs du bâti actuel. L'objectif de protéger le patrimoine bâti du quartier en limitant les hauteurs maximales permises est bien accueilli par les participants à la consultation. Plusieurs ont salué le projet de règlement, soulignant qu'il était attendu depuis longtemps et qu'il représentait une pièce essentielle pour protéger le patrimoine du quartier.

À la lumière de la consultation et de l'analyse de la documentation fournie, il appert que les modifications proposées aux limites de hauteurs et aux densités de construction maximales répondent à la volonté de protéger le quartier contre la spéculation foncière et la construction de nouveaux immeubles qui s'inscrivent en rupture avec le patrimoine bâti existant.

3.2.1 Le cœur du Quartier chinois

Bien que le projet de règlement ait reçu un large appui, de nombreuses personnes ont néanmoins exprimé le souhait que les hauteurs maximales permises soient diminuées davantage, particulièrement dans le secteur central du territoire. La commission est sensible à cette volonté de réduire davantage les limites de construction dans le cœur du Quartier chinois et a entendu l'expression de nombreuses opinions selon lesquelles la proposition actuelle est insuffisante pour protéger pleinement le patrimoine de ce secteur, car des constructions plus hautes que celles existantes demeurent possibles.

La commission a entendu de nombreuses fois les gens parler du cœur du Quartier chinois, qui comprend le secteur désigné comme le « site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois » faisant l'objet d'un avis d'intention de classement par le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Pour plusieurs personnes, tout comme pour la commission, le « cœur » du Quartier chinois auquel il y a lieu d'accorder une protection particulière doit inclure les secteurs qui présentent un intérêt marqué pour son patrimoine, tant architectural qu'intangible. L'ensemble de la partie piétonne de rue De la Gauchetière, ainsi qu'une partie de la rue Saint-Urbain et du boulevard Saint-Laurent, constitue ce cœur d'un des plus vieux quartiers asiatiques au Canada, le seul Quartier chinois historique préservé au Québec et dans l'est du pays.

La commission est d'avis que les vocations touristique, commerciale et publique de ce cœur du quartier justifient d'y maintenir la hauteur du bâti actuel, d'autant plus qu'elle contribue à la qualité de vie et à la préservation de l'échelle humaine pour enrichir l'expérience vécue des gens qui s'y déplacent.

Dans la mesure où elles sont bien aménagées, les rues piétonnes favorisent la déambulation, le repos et même le jeu en toute sécurité. Elles deviennent, en quelque sorte, des places publiques. Dans un quartier où les personnes âgées constituent une part importante de la population, ces facteurs ont une grande incidence sur leur qualité de vie. Elles favorisent aussi la mobilité durable, ce qui rejoint les grandes orientations de la Ville. Tous n'y magasinent pas, mais tous participent à son animation.

Pour ces raisons, la commission est d'avis que la hauteur du bâti actuel contribue autant à la vitalité économique du quartier qu'à la qualité de vie en général.

Il est à noter que ce cœur partage une histoire et un patrimoine qui n'est pas qu'asiatique. Plusieurs constructions datent d'une époque précédant l'arrivée des premiers immigrants chinois à Montréal. Il s'agit ici d'un secteur névralgique pour le patrimoine et l'histoire de Montréal, constitué d'un ensemble de bâtiments issus de différentes périodes de construction remontant à la première moitié du XIX^{e} siècle, soit avant l'arrivée significative des membres de la communauté chinoise au début des années 1900. Pour plusieurs, ce secteur continuera d'être menacé par la spéculation foncière et la pression immobilière, malgré les modifications apportées au Plan d'urbanisme. Pour ces personnes, ce secteur mérite que des mesures plus fortes de protection et de mise en valeur soient prises. Elles auraient ainsi souhaité diminuer davantage les hauteurs permises dans le cœur du quartier, de manière à s'assurer qu'aucune nouvelle construction ne puisse dépasser les hauteurs des immeubles actuels, soit environ 3-4 étages.

Bien que la commission soit sensible aux arguments pour l'abaissement des hauteurs maximales permises au Plan d'urbanisme dans le cœur, elle n'est pas en mesure de se prononcer sur la portée réelle d'une telle mesure. Cette évaluation pourrait être mieux faite par le comité de travail qui a déjà réfléchi à la question et formulé des recommandations en ce sens, sur lesquelles le projet de règlement repose.

De plus, considérant que la Ville prépare actuellement une révision complète de son Plan d'urbanisme, le travail du comité demeure utile afin d'évaluer la pertinence d'adopter des mesures autres que celles comprises dans le projet de règlement actuel.

3.2.2 L'archéologie

L'intérêt archéologique du Quartier chinois est déjà formellement reconnu dans le schéma d'aménagement et le Plan d'urbanisme de la Ville. Pour assurer la mise en œuvre de cette reconnaissance, le projet de règlement propose l'ajout d'une section au document complémentaire du Plan d'urbanisme qui a notamment pour conséquence d'exiger le dépôt d'une étude de potentiel archéologique pour toute demande de permis ou de certificat d'autorisation de travaux. La commission considère ces exigences justifiées dans ce secteur à fort intérêt historique.

Recommandation 1

La commission recommande l'adoption du projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de réviser la carte du patrimoine bâti et de revoir les hauteurs et densités maximales permises pour le secteur du Quartier chinois.

Recommandation 2

La commission recommande que la Ville de Montréal étudie la possibilité d'abaisser davantage les hauteurs et densités maximales permises dans le cœur du Quartier chinois afin de préserver le cadre bâti existant.

3.3 La reconnaissance du quartier et la mise en valeur de son patrimoine

3.3.1 Les nouvelles limites du quartier et l'identification des secteurs de valeur patrimoniale

La Ville propose de modifier le Plan d'urbanisme afin d'élargir les limites du Quartier chinois et d'accorder le critère « valeur exceptionnelle » à l'ensemble du territoire proposé par les nouvelles délimitations, à l'exception d'un quadrilatère où l'on retrouve le Palais des Congrès. Cette proposition est largement appuyée par les participants à la consultation.

La désignation de valeur exceptionnelle offrira, selon bon nombre de participants, une reconnaissance du caractère distinct du quartier. Cette désignation contribuera à protéger et à mettre en valeur son patrimoine bâti de manière complémentaire aux mesures de protection adoptées par le gouvernement du Québec. Elle est jugée par plusieurs comme grandement nécessaires et une réponse pertinente aux demandes de la communauté.

La commission est d'avis que la désignation de « valeur exceptionnelle » ajoute une protection additionnelle au Quartier chinois. En plus, l'agrandissement du territoire permet non seulement de protéger l'identité du quartier, mais aussi d'envisager son développement qui reflète la réalité de l'occupation du territoire par la communauté sino-asiatique.

Recommandation 3

La commission recommande l'adoption des dispositions relatives à l'agrandissement des limites du territoire du quartier et l'élargissement de la superficie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle.

3.3.2 La protection du patrimoine bâti

Une étude de l'évolution historique et de caractérisation du Quartier chinois a été réalisée par Luce Lafontaine Architectes. Bien que cette étude soit pertinente, certains éléments concernant le patrimoine du quartier méritent d'être approfondis par des études complémentaires. La Ville a exprimé son intention de poursuivre la « réalisation d'études et d'inventaires pour mieux documenter le Quartier chinois[108] ». La commission est d'avis que ces études complémentaires sont nécessaires pour poursuivre les efforts de préservation du patrimoine du secteur.

La commission a beaucoup entendu l'opinion selon laquelle les modifications proposées au Plan d'urbanisme ne sont pas suffisantes pour protéger les nombreux bâtiments qui sont considérés comme patrimoniaux aux yeux des participants, dont les immeubles jugés d'intérêt dans l'étude de Luce Lafontaine Architectes.

Dans son avis, le comité mixte invite les autorités municipales à considérer recourir au classement et à d'autres outils règlementaires en patrimoine « afin de protéger tous les bâtiments du Quartier chinois qui pourraient s'avérer vulnérables[109] ». L'un des participants à la consultation a suggéré l'utilisation de la citation patrimoniale, une mesure de protection particulière dont dispose le conseil municipal en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, affirmant qu'elle constitue un outil plus efficace dont la Ville dispose.

La commission est d'avis que les valeurs patrimoniales du quartier justifient l'utilisation d'un éventail d'outils permettant d'atteindre les objectifs poursuivis et qu'il y a lieu d'examiner d'autres mesures que celles proposées dans le projet de règlement. Comme mentionné plus haut, le forum le plus approprié pour procéder à cet examen est le comité de travail, dont le mandat comprend : « définir les moyens et les outils à déployer dans les meilleurs délais

[108] Projet de modification du Plan d'urbanisme - Quartier chinois, doc. 3.1, p. 4

[109] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, doc. 1.4, p. 6

et à différentes échelles pour la protection de l'authenticité du patrimoine, de l'identité, des caractéristiques, de la spécificité des attraits et des pratiques culturelles du Quartier chinois de Montréal[110] ».

Recommandation 4

La commission recommande aux autorités municipales de travailler avec les parties prenantes, notamment le comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois, pour identifier et utiliser des outils supplémentaires de protection patrimoniale.

De nombreuses personnes ont exprimé leur inquiétude sur le fait que le Quartier chinois ne bénéficie pas d'une reconnaissance patrimoniale au même titre, par exemple, que le mont Royal ou le Vieux-Montréal, à l'exception du secteur visé par l'avis d'intention de classement. Actuellement, deux immeubles sont classés patrimoniaux par le ministère de la Culture et des Communications, soit la *Mission catholique chinoise du Saint-Esprit* et son presbytère.

Plusieurs ont mentionné la vétusté de certains immeubles, autant résidentiels que commerciaux. Ils craignent que, malgré l'identification du secteur à valeur exceptionnelle, certains des bâtiments ayant un caractère patrimonial disparaissent. On a rappelé à la commission l'incendie de 2016 qui a détruit l'édifice Robillard situé au coin de l'avenue Viger et du boulevard Saint-Laurent, première salle de projection en Amérique du Nord.

La commission est d'avis, comme l'ont suggéré des participants, que les autorités procèdent rapidement à un inventaire des bâtiments et de leur état, de façon à identifier ceux qui sont les plus à risque et à se donner un cadre d'intervention.

Parmi les mesures qui pourraient être prises, la commission note que la Loi sur la protection des biens culturels, adoptée en 2021, élargit les pouvoirs des villes en la matière. La Ville serait en mesure d'augmenter les amendes imposées aux propriétaires négligents. La commission suggère à la Ville d'explorer cette voie.

[110] Projet de modification du Plan d'urbanisme - Quartier chinois, doc. 3.1, p. 3

La commission relève aussi la suggestion de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain de créer un fonds d'investissement privé, alimenté par des organisations ou des gens qui ont à cœur la préservation du patrimoine bâti du quartier. Ce fonds viendrait bonifier les subventions attribuées par les pouvoirs publics pour la conservation ou la restauration du patrimoine bâti.

Par ailleurs, quelques personnes ont souligné le fait que le projet de règlement ne touche que la protection du patrimoine bâti extérieur, déplorant que la préservation des intérieurs à intérêt patrimonial ait été ignorée : escaliers, portes, fenêtres, revêtements muraux, etc. La commission est d'avis qu'il y a lieu d'étudier cet enjeu, qui pourrait faire l'objet d'études ou d'inventaires permettant d'avoir un portrait du patrimoine que l'on retrouve à l'intérieur des bâtiments du Quartier chinois.

Recommandation 5

La commission recommande de faire l'inventaire des bâtiments à risque, ainsi que l'inventaire des intérieurs patrimoniaux, permettant l'adoption d'un cadre d'intervention qui assure la préservation du patrimoine du Quartier chinois.

Un enjeu qui a beaucoup été mentionné au cours de la consultation est la préservation et la mise en valeur des éléments visuels identitaires distinctifs du Quartier chinois dans sa signalisation, son mobilier urbain et son affichage commercial. Pour ces personnes, il faut davantage favoriser l'utilisation de critères de design spécifiques qui mettent en évidence l'identité sino-asiatique du quartier.

Ce sont ces éléments identitaires que l'arrondissement de Ville-Marie a tenu à protéger en adoptant en avril 2022 des modifications à son règlement d'urbanisme, notamment en créant une nouvelle unité de paysage. Pour plusieurs participants, ces mesures ne sont toutefois pas suffisantes, puisqu'elles ne mentionnent pas spécifiquement l'objectif de préserver l'aspect visuel sino-asiatique. On a suggéré devant la commission que des critères plus spécifiques soient développés avec la communauté et des experts en aménagement de quartiers chinois, en s'inspirant notamment de l'expérience d'autres quartiers chinois en Amérique du Nord. Cette démarche pourrait être menée avec la collaboration du comité de travail.

Le caractère sino-asiatique de la rue De la Gauchetière contribue largement à l'atmosphère et au dépaysement que recherchent clients, touristes et résidents. Le mobilier public, la signalisation et les enseignes des commerces doivent contribuer à la création de cette atmosphère.

Recommandation 6

La commission recommande aux autorités municipales d'ajouter des critères de design spécifiques à respecter lors de travaux de construction ou de transformation qui permettent de préserver et mettre en valeur les éléments visuels sino-asiatiques.

3.3.3 Le patrimoine immatériel

La protection du patrimoine bâti ne doit pas être dissociée de celle du patrimoine immatériel, les deux ensembles forment ce que plusieurs ont qualifié de « l'âme du Quartier chinois », comme présenté dans le chapitre 2. La culture et l'histoire du quartier comptent autant, sinon davantage, ont souligné tous ces participants. Pour eux, il faut reconnaître l'importance du patrimoine intangible : les pratiques et traditions, la vie communautaire, les échanges intergénérationnels, etc.

Un de ces éléments qui jouent un grand rôle dans la communauté du Quartier chinois sont les associations de familles, qu'on retrouve dans quelques bâtiments de la rue De la Gauchetière Ouest. Ces immeubles caractéristiques réunissent au rez-de-chaussée, un espace à vocation commerciale, boutique ou restaurant. Au premier étage, on retrouve un bureau ou un logement. Aux 2e et 3e étages, le siège social de l'association de familles, où se réunissent les membres de cette « famille » pour vaquer à toutes sortes d'occupations. On peut y apprendre le mandarin ou le cantonais, jouer au mah-jong, suivre des cours de danse traditionnelle, bénéficier d'entraide communautaire, accueillir les nouveaux venus dans la communauté, partager toutes les nouvelles et tisser un réseau d'amis. Ces lieux de rassemblement sont importants, notamment pour les gens âgés du quartier. La commission est d'avis qu'il y a lieu de s'y intéresser, de découvrir l'usage des bâtiments et leur fonctionnement derrière les façades.

De leur côté, des participants du secteur du tourisme ont souligné l'importance de ce secteur dans l'offre touristique montréalaise. Ce qui rendrait le quartier intéressant aux yeux des touristes, ce sont ses immeubles patrimoniaux, son caractère chinois et ses commerces de destination, notamment l'offre culinaire. Il s'agit d'une démonstration supplémentaire de la nécessité de préserver autant les patrimoines immatériel et bâti, afin de rendre le quartier vivant et attractif.

Pour protéger le patrimoine immatériel du quartier, le plan d'action adopté par l'arrondissement en 2021 propose notamment de « développer une programmation culturelle mettant en valeur l'histoire traditionnelle et contemporaine du Quartier chinois » (stratégie d'action 3.3.1). Le plan propose aussi de « favoriser la mise en place de lieux de rassemblement ouverts à l'ensemble de la communauté et permettant de tenir des activités communautaires, culturelles et multigénérationnelles » (stratégie d'action 3.3.2).

De plus, le comité de travail tripartite avait également comme mandat d'inclure le patrimoine intangible dans ses recommandations. La commission n'a pas eu accès aux rapports ou recommandations de ce comité de travail, mais a été informée que sa mission comprenait : « définir les moyens et les outils à déployer dans les meilleurs délais et à différentes échelles pour la protection de l'authenticité du patrimoine, de l'identité, des caractéristiques, de la spécificité des attraits et des pratiques culturelles du Quartier chinois de Montréal[111] ».

La commission considère que le patrimoine intangible du quartier n'est pas suffisamment connu et reconnu. Celui-ci mérite une attention particulière au-delà du projet règlementaire à l'étude.

Recommandation 7

La commission recommande aux autorités municipales de procéder à une étude sur le patrimoine immatériel du Quartier chinois et d'assurer la mise en œuvre des mesures concernant le patrimoine immatériel inscrite au plan d'action pour le développement du Quartier chinois.

[111] Réponses de la Ville de Montréal à la commission, doc. 5.3.1

3.4 Le cadre de vie et la vitalité économique

Bien que le mandat de la commission portât sur les enjeux concernant la protection du patrimoine, de nombreuses personnes se sont exprimées sur un certain nombre de sujets qui touchent le cadre de vie du quartier. Pour plusieurs, comme souligné dans les sections précédentes, il n'y a pas que le patrimoine bâti qui est en péril, mais l'existence même du Quartier chinois ou, ce que plusieurs ont appelé « l'âme du quartier », qui comprend également les activités commerciales.

Les petits et moyens commerces, les restaurants et les petites échoppes font en effet partie intégrante de l'identité distincte du lieu. Cet élément mérite aussi des mesures de protection.

La commission est sensible aux commentaires qui ont été exprimés à l'égard des enjeux liés à la qualité de vie, notamment ceux concernant l'habitation, les parcs et espaces verts et communautaires.

Bon nombre des participants ont souligné le besoin de logements sociaux et abordables, afin de maintenir en place la population actuelle, et d'y attirer de nouvelles familles, notamment asiatiques. Pour répondre à ce besoin, il faudra procéder d'une manière qui ne soit pas en contradiction avec l'objectif de protéger le patrimoine bâti que vise le projet de règlement. La commission est d'avis que la venue de divers types de logements et de clientèles dans le quartier est souhaitable, dans des immeubles dont les hauteurs respectent les maximums prévus au Plan d'urbanisme.

Aussi, les travaux de rénovation, en remettant les immeubles en état, pourraient aussi avoir comme effet secondaire de renforcer la vocation résidentielle du Quartier chinois et d'y maintenir sa population. Il existe certes des programmes aux niveaux provincial et municipal pour appuyer ce financement. Il est possible que leur existence ne soit pas connue des propriétaires, ce qui pourrait changer si on en faisait une promotion active comme le suggère le plan d'action 2021-2026.

Le manque de parcs et d'espaces verts a aussi été maintes fois exprimé, tout comme celui d'espaces publics et sociocommunautaires, la communauté étant particulièrement appauvrie à ce niveau depuis la fermeture du YMCA dans le complexe Guy-Favreau. Quelques personnes ont proposé d'agrandir la Place Sun Yat-Sen, en utilisant l'espace vacant qui le jouxte à l'est. D'autres ont aussi proposé d'utiliser les espaces vacants du quartier pour créer de nouveaux parcs, des espaces verts et un jardin communautaire. L'idée de grands bacs à fleurs/arbres déplaçables a aussi été évoquée.

La commission est sensible aux besoins exprimés et considère que l'existence de quelques espaces encore non bâtis dans le quartier fournit à la Ville matière à y répondre. Tous ces espaces vacants ne pourront certainement pas être utilisés pour des aménagements publics, mais un bon nombre pourraient être identifiés et faire l'objet de projets développés avec la communauté.

À titre d'exemple, une idée soumise par l'un des participants a retenu l'attention de la commission. Il s'agirait de transformer la rue Brady en une place publique multifonctionnelle, verte et sécuritaire, reliée aux rues Clark, De La Gauchetière, ainsi qu'à la Place Sun Yat-Sen par l'aménagement des ruelles adjacentes. La rue Brady est une voie publique appartenant à la Ville de Montréal et l'un des trois sites identifiés par un participant pour l'aménagement d'une place publique[112]. Considérant que ce lieu est aujourd'hui abandonné, dégradé et peu sécuritaire, la proposition semble une avenue intéressante pour répondre aux besoins exprimés par les résidents.

De tous les outils dont disposent les autorités municipales pour répondre aux besoins de la communauté et assurer un développement cohérent du Quartier chinois, la commission souligne que la Ville a déjà assujetti des lots du secteur à un droit de préemption. Ainsi, considérant les besoins exprimés ci-haut, la commission est d'avis que la Ville aurait avantage à se prévaloir de son droit de préemption afin de créer de nouveaux espaces verts, d'accroître le parc de logements abordables et de favoriser le développement d'infrastructures sportives, communautaires et culturelles.

Recommandation 8

La commission recommande aux autorités municipales d'investir les ressources nécessaires à la mise en œuvre des stratégies du plan d'action concernant le cadre de vie et la vitalité économique.

[112] Francis Grenier, doc. 7.35

3.5 Le suivi et la gouvernance

Comme mentionné en introduction de ce chapitre, un comité de travail a été créé en mai 2021 pour proposer les meilleures stratégies afin de préserver et mettre en valeur le patrimoine du Quartier chinois. Ce comité est composé de représentants de la communauté, de la Ville de Montréal, de l'arrondissement de Ville-Marie, du ministère de la Culture et des Communications et d'Héritage Montréal.

Compte tenu du travail réalisé et l'expertise acquise dans l'identification des meilleurs outils pour préserver son identité, le protéger et le faire rayonner, la commission est d'avis qu'il y a lieu de maintenir ce comité en place en lui confiant notamment la tâche d'évaluer les impacts du règlement en matière patrimoniale. De même, la commission considère qu'il constitue un forum privilégié pour assurer le suivi et l'évaluation des éléments concernant le patrimoine que l'on retrouve au plan d'action pour le développement du Quartier chinois, notamment à son orientation #3, « Identité, rayonnement et patrimoine ».

Recommandation 9

La commission recommande que le comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois poursuive ses travaux, notamment afin de veiller à la mise en œuvre et à la réalisation des éléments du plan d'action pour le développement du Quartier chinois qui concernent les enjeux patrimoniaux et identitaires.


社團大樓







CONCLUSION

La consultation publique a porté sur le projet de « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal », qui vise à modifier la carte du patrimoine bâti et de revoir les hauteurs et les densités maximales permises pour le secteur du Quartier chinois situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Bien que portant sur des éléments spécifiques liés aux projets de constructions, l'objet de la consultation s'inscrit dans une démarche plus large de l'avenir du Quartier chinois. Nécessaires et attendues pour la sauvegarde et la revitalisation du patrimoine bâti, les modifications proposées au Plan d'urbanisme ne constituent qu'une étape parmi d'autres, incluant des mesures pour la protection du patrimoine immatériel. En plus de formuler des recommandations visant directement le projet de règlement, la commission soumet quelques recommandations nécessaires pour l'atteinte des objectifs globaux poursuivis.

Il ressort de cette consultation que le patrimoine bâti n'est pas le seul élément menacé dans le Quartier chinois. Pour éviter de créer une sorte de musée à ciel ouvert, la protection du patrimoine bâti doit être accompagnée d'autres mesures permettant au Quartier chinois de demeurer un milieu de vie complet et animé. L'approche globale requise, et que plusieurs personnes ont demandée, se retrouve dans le *Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois* adopté par l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan répond à presque toutes les préoccupations ou demandes formulées par les participants à la consultation. La commission tient à souligner le travail réalisé dans le cadre de l'élaboration de ce plan d'action, tout comme les engagements pris par l'arrondissement pour son déploiement.

La mise en œuvre de ce plan d'action est fondamentale. Pour en assurer le suivi, la concertation est nécessaire et doit se faire avec la communauté et la Ville. À cet égard, la création de la Table sectorielle permanente pour le Quartier chinois est intéressante. Cette nouvelle entité, dont la mission est de veiller à la reconnaissance et à la mise en valeur de toutes les composantes du paysage culturel du Quartier chinois de Montréal, pourra faire la concertation du milieu, favorisant l'harmonisation et la cohésion entre les multiples organismes présents dans le quartier.

En terminant, la commission désire remercier les représentants de la Ville pour leurs réponses diligentes aux questions des participants et de la commission. Elle remercie aussi les participants et les organismes qui ont posé des questions, soumis des mémoires et contribué à l'analyse du projet en consultation.

Fait à Montréal, le 12 octobre 2022.

Éric Cardinal
Président de la commission

Danielle Sauvage
Commissaire

Bruno-Serge Boucher
Commissaire

ANNEXE 1 - Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le conseil municipal a mandaté l'OCPM le 24 janvier 2022 pour tenir une consultation sur des modifications au Plan d'urbanisme dans le secteur du Quartier chinois dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Ces modifications sont proposées dans le cadre des intentions de la Ville et du gouvernement du Québec d'offrir un statut de protection patrimoniale à ce quartier. Les modifications au Plan touchent les questions de patrimoine bâti, de hauteurs et de densité.

La commission

Éric Cardinal, présidence de la commission
Danielle Sauvage, commissaire
Bruno-Serge Boucher, commissaire
Akos Verboczy, secrétaire-analyste
Alejandro Angel Tapias, analyste

L'équipe de l'OCPM

Isabelle Beaulieu, présidente
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Caroline Gosselin, coordonnatrice relations médias et événements spéciaux
Laurent Maurice Lafontant, agent administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Geneviève Robitaille, adjointe de direction
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

La mise en pages et graphisme

Raphaëlle Aubin

Les représentants de la Ville de Montréal

Louis-Henri Bourque, directeur de l'urbanisme par intérim
Caroline Lépine, chef de division - Division de la planification urbaine. Direction de l'urbanisme
Catherine Coulombe, conseillère en aménagement, Division de la planification urbaine. Direction de l'urbanisme et de la mobilité

Les participants à la séance de questions et de réponses du 18 mai 2022

(par ordre de passage en personne ou au téléphone)

Kun Wang
Leslie Cheung
Samuel Vanzin
David Pourreaux
Karen Cho
Victor Hum
Kent Chong
Quinn Murph
Andy Hiep Vu
Esther Chu
Thierry Chiu
May Chiu
May Giang
Sonia Le Trottier
Jimmy Chang

Les opinions présentées devant la commission (par ordre de dépôt)

Groupe de travail sur le Quartier chinois
China-Canada Friendship Promotion Association
Conseil du développement du Quartier chinois
Table ronde du Quartier chinois
Comité logement Ville-Marie
Estelle Mi
Vincent Lupien
Fondation Jia
Green Chinatown
Association d'échanges culturels et artistiques Canada-Chine (CCCAE)
Murielle Chan-Chu
Joanna Avanitis
Francis Grenier
Sandy Yep
Quinn Murph
Next-Generation Cities Institute
La Chambre de commerce chinoise de Montréal
Karen Cho
Jean-Philippe Riopel
Société Hum Quong Yea Tong de Montréal (Eastern Headquarter)
Concordia Student Union Legal Information Clinic

Parker Mah
Héritage Montréal
Monique Ling
Montreal Chan Associations Chinese Community
Canadian Chinese Historical and Culture Society
Kent Chong
Rachael Thomas
David Pourreaux

Les opinions déposées sans présentation (par ordre de dépôt)

Marie Lafontaine
Rufina Ip
Cassandra Lavoie
Kyla Yin James
Shi Tao Zhang
Amelia Wong-Mersereau
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Kui Wen
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent
Winnie Shaw
Association professionnelle des guides touristiques de Montréal
Cynthia Hammond
Fondation de la Place Sun Yat Sen
Grégory Taillon
Les amis du boulevard Saint-Laurent
Montréal Explorations
Terry Chiu
Claire Dumouchel
Cynthia Kelly
Association Hua Du de Montréal
Hum Simard Association Inc.
Kelly McKinney
Kim Vincent
Marc Philips
Institut de recherche et d'informations socioéconomiques
Isabelle Hayes
Prenons la ville

Les opinions présentées en ligne (par ordre de dépôt)

Madeleine Champagne
Robert-François Yelle
Michel Bradette
Noraa Liang
Yi Xi Huang
Max Douglas
Jonathan Letournau
Wei Miao
Quinn Murph
Jean Pealy
Marc Cotier
Louis Rastelli
Thanh Son Uong
Anjali B
Michelle Watrin
Sylvain Croteau
Kaya Verville
Victor Hum Quong Yea Tong (Association Hum) Hum
Frederic Guy
Donny Seto
Anna Elisabeth Krieger
Daniel Belbas
Jin Fei
Kun Wang
Sally Zhang
Fiona Fiona
Qi Lie
Mei Chen
Jimmy Chan

ANNEXE 2 - Recommandations

Recommandation 1
La commission recommande l'adoption du projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de réviser la carte du patrimoine bâti et de revoir les hauteurs et densités maximales permises pour le secteur du Quartier chinois.

Recommandation 2
La commission recommande que la Ville de Montréal étudie la possibilité d'abaisser davantage les hauteurs et densités maximales permises dans le cœur du Quartier chinois afin de préserver le cadre bâti existant.

Recommandation 3
La commission recommande l'adoption des dispositions relatives à l'agrandissement des limites du territoire du quartier et l'élargissement de la superficie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle.

Recommandation 4
La commission recommande aux autorités municipales de travailler avec les parties prenantes, notamment le comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois, pour identifier et utiliser des outils supplémentaires de protection patrimoniale.

Recommandation 5
La commission recommande de faire l'inventaire des bâtiments à risque, ainsi que l'inventaire des intérieurs patrimoniaux, permettant l'adoption d'un cadre d'intervention qui assure la préservation du patrimoine du Quartier chinois.

Recommandation 6
La commission recommande aux autorités municipales d'ajouter des critères de design spécifiques à respecter lors de travaux de construction ou de transformation qui permettent de préserver et mettre en valeur les éléments visuels sino-asiatiques.

Recommandation 7
La commission recommande aux autorités municipales de procéder à une étude sur le patrimoine immatériel du Quartier chinois et d'assurer la mise en œuvre des mesures concernant le patrimoine immatériel inscrite au plan d'action pour le développement du Quartier chinois.

Recommandation 8
La commission recommande aux autorités municipales d'investir les ressources nécessaires à la mise en œuvre des stratégies du plan d'action concernant le cadre de vie et la vitalité économique.

Recommandation 9
La commission recommande que le comité de travail sur la protection patrimoniale du Quartier chinois poursuive ses travaux, notamment afin de veiller à la mise en œuvre et à la réalisation des éléments du plan d'action pour le développement du Quartier chinois qui concernent les enjeux patrimoniaux et identitaires.



Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), créé en septembre 2002 et inscrit à la Charte de la Ville de Montréal, est un organisme indépendant qui réalise les mandats de consultation publique confiés par le conseil municipal ou le comité exécutif de la Ville de Montréal.

L'OCPM est chargé de recueillir l'opinion des citoyens et des parties prenantes concernées sur divers sujets. Ses employés et commissaires ne sont ni des élus ni des employés municipaux et mènent les débats en toute neutralité.

Une consultation publique de l'OCPM permet la compréhension en profondeur d'un projet et de ses enjeux. Elle donne une voix à la communauté, offre une tribune pour poser des questions et recueille les points de vue afin de préparer des recommandations spécifiques pour la décision publique.

L'OCPM a également le mandat de proposer des règles afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces à Montréal.

ocpm.qc.ca

Suivez l'OCPM sur...

CE : 60.003

2022/11/09 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.004

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1222937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal et reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 - dépôt pour information

Il est recommandé de :

- prendre acte du dépôt pour information du bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal;
- prendre acte du dépôt pour information de la reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2022-10-31 12:13

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222937003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal et reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 - dépôt pour information

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 (PDGMR), adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2020, vise l'objectif ambitieux de tendre vers le zéro déchet d'ici 2030. Il reflète la vision partagée avec le C40 Cities Climat Leadership Group et par la déclaration Advancing Towards Zero Waste dont Montréal est signataire.
Cette déclaration fixe comme objectif de :

- Réduire d'au moins 15 % la quantité de déchets municipaux produits par habitant en 2030 par rapport à 2015;
- Diminuer d'au moins 50 % la quantité de déchets municipaux enfouis en 2030 par rapport à 2015;
- Augmenter le taux de détournement de l'élimination pour atteindre au minimum 70 % en 2030.

Quatre grands principes guident les interventions du PDGMR : la hiérarchie des 3RV-E (réduction à la source, réemploi, recyclage, valorisation et élimination), la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie circulaire et la transition écologique ainsi que la mobilisation de tous.

Trois grandes priorités sont mises de l'avant pour atteindre le zéro déchet :

- La réduction à la source;
- Le détournement des matières organiques de l'élimination;

- La mobilisation des parties prenantes.

Afin de répondre à ces trois priorités, le PDGMR comporte 49 actions regroupées en six catégories : La réduction à la source (8 actions), la valorisation de l'ensemble des matières organiques générées (9 actions), la collecte systématisée des matières recyclables (6 actions), l'augmentation de la récupération des CRD (6 actions), la stimulation de la participation citoyenne (6 actions) ainsi que l'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne (14 actions).

L'année 2021 est la première année complète de mise en oeuvre du PDGMR. Une des mesures de suivi de cette mise en oeuvre et de l'atteinte des objectifs est l'élaboration d'un bilan des quantités récupérées et éliminées par les services municipaux. Le bilan 2021 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal présente ces résultats annuels avec le rapport de progression de cinq indicateurs du PDGMR:

- Génération des matières résiduelles : cible de 399 kg/personne/an en 2025;
- Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération : cible de 75 % en 2025;
- Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération : cible de 60 % en 2025;
- Coût moyen de valorisation des matières résiduelles : cible de moins de 225 $ par tonne sur la période 2020-2025;
- Taux de satisfaction des clients de l'agglomération : cible de 75 % sur la période 2020-2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0428 26 août 2021 : déposer le bilan 2020 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.
CG20 0354 27 août 2020 : déposer le bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.
CG20 0407 27 août 2020 : adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.
CG19 0486 24 octobre 2019 : mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 / déposer le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 / déposer le bilan 2018 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Le document déposé pour information se décline en deux volets :

- Le bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles;
- La reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 (PDGMR) pour la période d'août 2020 à juin 2022.

A - Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal
Ce bilan illustre les données relatives à la récupération (matières recyclables, matières organiques, résidus de construction, rénovation, démolition (CRD) et encombrants), à l'élimination (ordures ménagères, résidus CRD et encombrants) et à la génération (récupération et élimination) des matières résiduelles pour l'agglomération et pour chacune

des administrations locales (villes liées et arrondissements). Il présente également la progression vers l'atteinte des objectifs de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2019-2024. Ce plan d'action, adopté le 11 février 2020 par le Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC)), fixe des objectifs pour 2023.

S'ajoute à ce bilan, pour la première année, une présentation des résultats des écocentres. Ces infrastructures montréalaises de récupération desservent l'ensemble de la population de l'agglomération. Dans les bilans GMR des années précédentes, les quantités de matières récupérées ont été attribuées aux arrondissements où se situent les écocentres. Cependant, contrairement aux chiffres des collectes en bordure de rue qui peuvent être facilement répartis par arrondissement ou ville desservis, la quantité des matières collectées dans un écocentre ne peut pas être attribuée exclusivement aux résidents de l'arrondissement où se situe ledit écocentre. Par souci d'équité, il a donc été décidé d'extraire les tonnages des écocentres des chiffres des arrondissements et de les présenter à part, sur une carte distincte. Cette nouvelle présentation est l'occasion de donner plus d'informations sur les activités de ces lieux de récupération.

Présentation du bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles selon deux méthodes de calcul

La méthode de calcul du bilan de l'agglomération considère les quantités collectées par les différents services municipaux ajustées de trois facteurs d'estimation :

- Le potentiel de valorisation, c'est-à-dire le pourcentage de matières résiduelles qu'il est possible de récupérer afin de les mettre en valeur par rapport à la quantité totale de matières générées, calculé à 92,5% du total généré;
- Les quantités récupérées en amont des collectes via des initiatives non municipales telles que :

- La récupération des contenants consignés, équivalent à 5,9 kg/personne;
- L'utilisation d'un composteur domestique et la pratique de l'herbicyclage, équivalent à 1,7 kg/personne;
- La récupération par un organisme spécialisé de résidus encombrants ou le don de matériel, équivalent à 31,9 kg/personne;
- La récupération de résidus domestiques dangereux (RDD) par une entreprise ou un organisme, équivalent à 0,9 kg/personne;

- La quantité de matières valorisables retrouvées dans les ordures ménagères (OM) selon la caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2006-2007 de RECYC-QUÉBEC et Éco-Entreprises Québec.

Lors de la révision de son Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a modifié cette méthode de reddition de compte afin de refléter la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et ses plans d'action. Depuis 2020, la CMM recommande le retrait du potentiel de valorisation et des quantités récupérées en amont, car ces données sont considérées comme obsolètes. Par ailleurs, la méthode révisée utilise les résultats de la caractérisation 2015-2018 des matières résiduelles de provenance résidentielle du secteur municipal de RECYC-QUÉBEC afin d'estimer la quantité de matières valorisables présente dans les ordures ménagères. Il est à noter que les données présentées dans le PDGMR ont été calculées à l'aide de l'ancienne méthode. En effet, la CMM n'avait pas encore modifié la méthode de calcul lors de l'élaboration du PDGMR.

Ainsi, le bilan de la gestion des matières résiduelles 2021 de l'agglomération de Montréal a été établi avec chacune des deux méthodes pour permettre une analyse comparative des résultats avec ceux de l'année 2020, tout en présentant la méthode révisée. Le bilan présenté selon la méthode révisée fait ainsi état des quantités de matières résiduelles

collectées uniquement par les services municipaux (collectes en bordure de rue, écocentres et points de dépôts municipaux).

La présentation du bilan selon cette nouvelle méthode est nécessaire pour suivre les indicateurs qui serviront à l'établissement du prochain plan directeur.

Principaux impacts de l'utilisation de cette nouvelle méthode

- Étant donné le développement d'un important réseau de points de collecte non municipaux, tels que les garages pour les huiles, les quincailleries pour les peintures ou les pharmacies pour les médicaments, la part des RDD récupérée par les services municipaux (écocentres, collectes itinérantes) demeure faible par rapport au total récupéré toutes collectes confondues. Pour cette raison, il n'apparaît plus pertinent de présenter ces résultats dans le bilan 2021.
- Les quantités récupérées en amont étant très élevées pour les résidus de construction, rénovation et démolition et les encombrants (CRD et encombrants), les modifications dans la méthodologie, qui n'incluent plus les quantités en amont, entraînent donc des changements importants dans le taux de récupération global ainsi que dans les taux de récupération des résidus CRD et encombrants.
- Ce changement d'approche permet de se concentrer sur les indicateurs de performance clé que sont la génération de matières résiduelles ainsi que le taux de récupération global. En effet, une génération de matières résiduelles en baisse et un taux de récupération en augmentation démontrent une adhésion des citoyens aux programmes mis en place par les municipalités. La réduction de la quantité de matières résiduelles démontre un effort accru des citoyens pour réduire, récupérer et réutiliser, par le recours, notamment, à des organismes du réemploi et une plus grande participation aux systèmes de récupération des entreprises visées par la responsabilité élargie des producteurs (REP).

Faits saillants du bilan 2021

- Le grand total généré de matières résiduelles a diminué de 1,6 % par rapport à 2020, pour un total de 940 686 tonnes, ou l'équivalent de 463 kg/personne/an, une hausse de 2 kg/an/personne. Cette augmentation s'explique par une diminution de la population de l'agglomération d'environ 41 000 personnes sur la période.

- Le grand total pour toutes les matières récupérées est de 451 406 tonnes. Le taux de récupération global de 52 % est stable par rapport à 2020.

- Le grand total pour toutes les matières éliminées est de 489 280 tonnes. Le taux d'élimination global est resté stable, soit à 48 %.

- La collecte des matières recyclables a permis de détourner de l'élimination 171 434 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération, ce qui représente une hausse de 2 kg/habitant, soit 84 kg/habitant/an. Le taux de récupération est de 63 %, une augmentation de 1 % par rapport à 2020, soit à 12 % de l'objectif du PDGMR qui est de recycler 75 % des matières recyclables en 2025. L'augmentation de la quantité de matières recyclables peut s'expliquer par le prolongement de la pandémie de la COVID-19 qui a entraîné une hausse de l'achat en ligne et de la livraison à domicile, comportement d'achat qui se développe depuis plusieurs années.

- La collecte des matières organiques a permis de récupérer 107 560 tonnes de matières, en baisse de 8 % par rapport à 2020, ce qui représente une diminution de 4 kg/habitant, soit 53 kg/habitant/an. Le taux de récupération atteint 29 % pour un objectif de 60 % en 2025 selon le PDGMR. La baisse de la quantité de matières organiques générée entre 2020 et 2021 est majoritairement attribuable à la diminution du tonnage des résidus verts collectés (−14 %) tandis que le tonnage des résidus

alimentaires collectés est resté stable. Cette baisse peut s'expliquer par une année 2020 exceptionnelle, pendant laquelle les citoyens ont fait davantage de jardinage ou de travaux horticoles. Pour ce qui est des résidus alimentaires, l'implantation de la collecte dans les immeubles de 9 logements et plus et certains ICI assimilables a été ralentie en raison de la pandémie de la COVID-19. Elle s'est amorcée en 2021 dans 7 arrondissements et se poursuivra jusqu'en 2025. En 2021, 32 400 unités d'occupation ont été implantées. Cette stratégie d'implantation d'envergure va permettre de capter davantage le gisement de résidus alimentaires au cours des prochaines années. Le taux d'implantation de la collecte des résidus alimentaire dans le secteur résidentiel était de 67,5 % en 2021 (dont 100 % des bâtiments de 8 logements et moins) pour la Ville de Montréal. Il devrait atteindre 72,2 % à la fin de 2022. Précisons également que 182 écoles primaires et secondaires et que le réseau des Cégeps de Montréal ont accès au service de collecte des résidus alimentaires.

- Sur le territoire de l'agglomération, 167 893 tonnes de résidus CRD et d'encombrants ont été récupérées, en hausse de 2 % par rapport à 2020. Par ailleurs, le taux de récupération a augmenté à 71 %, soit 1 % de plus par rapport à 2020. Cette augmentation témoigne des activités de rénovation ou de grands nettoyages entreprises par les ménages montréalais depuis le début de la pandémie.

- Le réseau des sept écocentres a reçu 83 804 tonnes de matériaux, une hausse de 10 % par rapport à 2020. La fréquentation des écocentres a augmenté de 22 % pour un total de 289 989 visites. Les visiteurs sont des résidents de l'agglomération (89 % des visites), des propriétaires d'immeubles à logements (7 %), des entrepreneurs du domaine de la construction (3 %) et des organismes à but non lucratif (1 %). On note un pic de fréquentation lors du mois mai qui représente 13 % des visites annuelles.

B - Reddition de compte du PDGMR

Près de 60 % des 49 actions énoncées dans le PDGMR sont en cours de réalisation (53 %) ou réalisées (6 %).

Le reste des actions n'a pas été initié considérant le contexte suivant :

- La pandémie mondiale de COVID-19 a bouleversé les opérations de collecte et de traitement des matières résiduelles (adaptation des pratiques pour la sécurité des travailleurs, augmentation des tonnages, impossibilité de faire de la sensibilisation en présentiel ou d'intervenir sur le domaine de l'événementiel). La pandémie mondiale a ainsi fortement ralenti 18 % des actions du PDGMR. Malgré cette situation, les services de collectes en bordure de rue ont été maintenus et les écocentres du réseau montréalais sont restés ouverts.
- La modernisation des systèmes de consigne et de collecte sélective annoncée en janvier 2021 a reporté la réalisation des actions en lien avec les matières recyclables (environ 8 % des actions) comme en particulier les actions 6.1.1 à 6.1.3 qui visent à faire évoluer le marché de la gestion des matières recyclables.
- La majorité des actions non initiées sont des actions dont l'implantation est prévue dans la deuxième moitié du calendrier du PDGMR 2020-2025 conformément à l'échéancier initial du plan d'action annoncé.

Par ailleurs, la modernisation des systèmes québécois de consigne et de collecte sélective progresse par l'adoption, le 7 juillet 2022, du Règlement visant l'élaboration, la mise en oeuvre et le soutien financier d'un système de consigne de certains contenants et du Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles.

Pour l'année 2021, les résultats des cinq indicateurs de PDGMR 2020-2025 sont les suivants :

Indicateurs du PDGMR	Cible 2025	2019	2020	2021
Génération des matières résiduelles (kg/habitant/an)	**399 kg/habitant/an**	449 kg/habitant/an	461 kg/habitant/an	463 kg/habitant/an
Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (% de matières recyclables)	**75 %**	62 %	62 %	63 %
Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (% de matières organiques)	**60 %**	28 %	30%	29 %
Coût moyen de valorisation des matières résiduelles ($/tonne)	**moins de 225 $/t**	290 $/t	non disponible	305 $/t
Taux de satisfaction des clients de l'agglomération	**75 %**	NA	NA	75 % *

* Selon le rapport de l'étude sur la pratique des 3R et segmentation des Montréalais, Ville de Montréal, 2021. Les résultats présentés pour 2021 proviennent d'un sondage mené auprès des citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal, et non de l'agglomération au complet.

Concernant le taux de satisfaction, les citoyennes et citoyens de Montréal sont satisfaits à 75 % de l'ensemble des services de collecte. La collecte des matières organiques mélangées est celle qui obtient la meilleure note de satisfaction (7.7/10), devant la collecte des résidus alimentaires (7.5/10), la
collecte des matières recyclables (7.5/10) et la collecte des ordures ménagères (7.4/10). Ce qui les satisfait le moins sont les informations reçues au sujet des collectes, telles que les matières acceptées et refusées, les horaires ou la destination des collectes.

Finalement, le coût moyen de valorisation des matières résiduelles est de 305 $ / la tonne en 2021, contre 290 $ en 2019. Les variations des coûts de valorisation s'expliquent en partie par les fluctuations de la valeur des matières recyclables. Elles s'expliquent également par l'augmentation marquée des coûts de transport ces dernières années (principalement due au manque de main d'œuvre) et l'augmentation des coûts de traitement des matières organiques et des résidus de CRD dans la région de Montréal (due à la faible concurrence). Plusieurs actions du PDGMR 2020-2025 visent à optimiser les opérations de collecte et par conséquent à optimiser les coûts (6.3.4 Espacement des collectes, 6.3.3 Amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte/transport).

JUSTIFICATION

Cette publication est le document qui présente l'ensemble des informations sur les quantités de matières résiduelles récupérées et éliminées par les administrations locales. Les arrondissements, les villes liées et les services centraux peuvent utiliser des données fiables et comparables d'une année à l'autre. Sa diffusion permettra d'informer la Communauté métropolitaine de Montréal des résultats obtenus dans l'agglomération de Montréal comme prévu par le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles. Montréal s'est également engagée, dans le cadre du C40 cities, à tendre vers le zéro déchet d'ici 2030, en signant la déclaration Advancing Towards Zero Waste. Cet engagement doit s'accompagner de gestes concrets et planifiés, et d'un suivi des indicateurs qui nous amènent vers une agglomération zéro déchet en 2030. Ce document, disponible sur montreal.ca est également un outil de sensibilisation et d'éducation pour la population montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. La diffusion de ce bilan permet de rendre compte de la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal, en tant que municipalité centrale représentant l'agglomération de Montréal, doit transmettre annuellement à la Communauté métropolitaine de Montréal et à d'autres organismes (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, RECYC-QUÉBEC) les informations qui permettent de quantifier et de qualifier la gestion des matières résiduelles sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Chaque année, un bilan est publié afin d'informer les administrations locales, la population et les groupes intéressés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 novembre 2022
Conseil municipal : 21 novembre 2022
Conseil d'agglomération : 24 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise M TREMBLAY, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Marieke CLOUTIER, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère en planification

Tél : 514 863-8484
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-25

Maud F FILLION
chef(fe) de section - planification et developpement gmr

Tél : 438 820-5674
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
directeur(-trice) gestion matieres residuelles infras
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2022-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2022-10-31



Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025

Montréal objectif zéro déchet

Faits saillants du bilan 2021

On constate que l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les quantités de matières résiduelles collectées par les services municipaux se prolonge en 2021, avec un accroissement de la génération par habitant, dû notamment à une hausse des livraisons à domicile et des activités de rénovation.

Variations par rapport à 2020

Génération

Hausse de 2 kg/habitant, principalement due à l'augmentation de la génération de résidus CRD et encombrants.

Récupération

Stabilité du taux de récupération à 52 %

Élimination[1]

Stabilité du taux d'élimination global à 48 %

Matières recyclables

Hausse des quantités récupérées de 2 kg/habitant, soit 84 kg/hab./an pour un total de 171 434 tonnes.

L'achat en ligne et la livraison à domicile influencent la quantité d'emballages et de contenants déposés dans le bac de recyclage.

Matières organiques

Baisse des quantités récupérées de 4 kg/habitant, soit 53 kg/hab./an pour un total de 107 560 tonnes.

Moins de résidus verts récupérés en 2021 par rapport à 2020 où des travaux horticoles et de jardinage ont été davantage réalisés par les citoyens.

Déploiement en cours d'année de la collecte des résidus alimentaires dans 32 400 logements additionnels, 182 écoles et 11 Cégeps.

Résidus CRD[2] et encombrants

Hausse des quantités récupérées de 4 kg/habitant, soit 83 kg/hab./an, pour un total de 167 893 tonnes.

Activités de rénovation et de grands nettoyages entreprises par les ménages montréalais depuis la pandémie.

Écocentres

Hausse des quantités de matériaux récupérés de 10 %, pour un total de 83 804 tonnes. Hausse du nombre de visites de 22 % pour un total de 289 989 visites.

Fréquentation plus importante du réseau des écocentres par les citoyens pour leurs activités de construction, rénovation et démolition.

1 Les matières résiduelles éliminées sont celles qui ne sont ni recyclées ni valorisées. À Montréal, elles sont généralement enfouies.

2 Résidus de construction, rénovation et démolition

Présentation des résultats du bilan 2021

Le bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles (GMR) de l'agglomération de Montréal est présenté selon deux méthodes de calcul, comme le bilan de 2020. Les résultats apparaissant sur les cartes et dans les encadrés ont été établis selon la méthode utilisée les années précédentes pour permettre le suivi par rapport aux objectifs du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025. Pour chacun des indicateurs, les valeurs déterminées selon la nouvelle méthode introduite dans le bilan de 2020 et recommandée par la CMM sont présentées en annexe. Les détails sur cette nouvelle méthodologie peuvent être consultés à la page 21 du présent document.

Présentation des résultats des écocentres

Le réseau des écocentres montréalais dessert la population de l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Dans les bilans GMR des années précédentes, les quantités de matières récupérées ont été attribuées aux arrondissements où se situent les écocentres. Cependant, contrairement aux chiffres des collectes en bordure de rue qui peuvent être facilement répartis par arrondissement ou ville desservis, la quantité des matières collectées dans un écocentre ne peut pas être attribuée exclusivement aux résidents de l'arrondissement où se situe ledit écocentre. Par souci d'équité, il a donc été décidé d'extraire les tonnages des écocentres des chiffres des arrondissements et de les présenter à part, sur une nouvelle carte. Cette nouvelle présentation est l'occasion de donner plus d'informations sur les activités de ces lieux de récupération.

La gestion des boues d'épuration

L'objectif de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles est de recycler 60 % de la matière organique résiduelle. Sont inclus les résidus verts, les résidus alimentaires ainsi que les boues d'épuration.Sur la recommandation de la Vérificatrice générale, les quantités de boues provenant de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte ont donc été ajoutées au bilan 2021.

La responsabilité élargie des producteurs

La responsabilité élargie des producteurs (REP) est un principe réglementaire selon lequel les entreprises qui mettent sur le marché des produits au Québec sont responsables de leur gestion en fin de vie. Le Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises (Q-2, r. 40.1) s'appuie sur le principe de la REP. Les produits visés par ce règlement sont les suivants :

- Appareils ménagers et de climatisation;
- Huiles, liquides de refroidissement, antigels, leurs filtres et contenants et autres produits assimilables;
- Lampes au mercure;
- Peintures et leurs contenants;
- Piles et batteries;
- Produits électroniques.

Des points de dépôt sont mis à la disposition des citoyens qui veulent se départir de ces produits. Le réseau des écocentres montréalais fait partie de ces points de dépôt.

En mars 2021, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de loi 65 – Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective. Deux règlements ont été adoptés en vertu de cette loi en juillet 2022 pour instaurer un système modernisé de collecte sélective et un système modernisé de consigne, selon une approche de responsabilité élargie des producteurs. Cette nouvelle réglementation confie ainsi aux entreprises mettant sur le marché des emballages, contenants, imprimés et journaux la gestion de la fin de vie de ces produits.

Méthode de calcul utilisée pour la présentation du bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

La méthode de calcul du bilan de l'agglomération, développée initialement par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), considère les quantités collectées par les différents services municipaux, ajustées en fonction de trois facteurs d'estimation :

- Le potentiel de valorisation, c'est-à-dire le pourcentage de matières résiduelles qu'il est possible de récupérer afin de les mettre en valeur par rapport à la quantité totale de matières générées, calculé à 92,5 % du total généré;

- Les quantités récupérées en amont des collectes via des initiatives non municipales telles que :

  - la récupération des contenants consignés;
  - l'utilisation d'un composteur domestique et l'herbicyclage;
  - la récupération par un organisme spécialisé de résidus encombrants ou le don de matériel;
  - la récupération de résidus domestiques dangereux (RDD) par une entreprise ou un organisme;

- la quantité de matières valorisables retrouvée dans les ordures ménagères (OM) selon la caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2006-2007[3].

Le tableau suivant présente les quantités récupérées en amont incluses en complément des quantités récupérées par les collectes municipales.

Quantités récupérées en amont [4]
Matières recyclables : 5,9 Kg/personne (y compris les contenants à remplissage unique)
Matières organiques : 1,7 Kg/personne (herbicyclage et compostage domestique)
Encombrants : 31,9 Kg/personne (apport volontaire)
RDD : 0,9 Kg/personne (responsabilité élargie des producteurs, réglementaire ou volontaire)

Ainsi, les résultats apparaissant sur les cartes et dans les analyses ont été établis selon cette méthode pour permettre une analyse objective de l'évolution de la performance de l'agglomération.

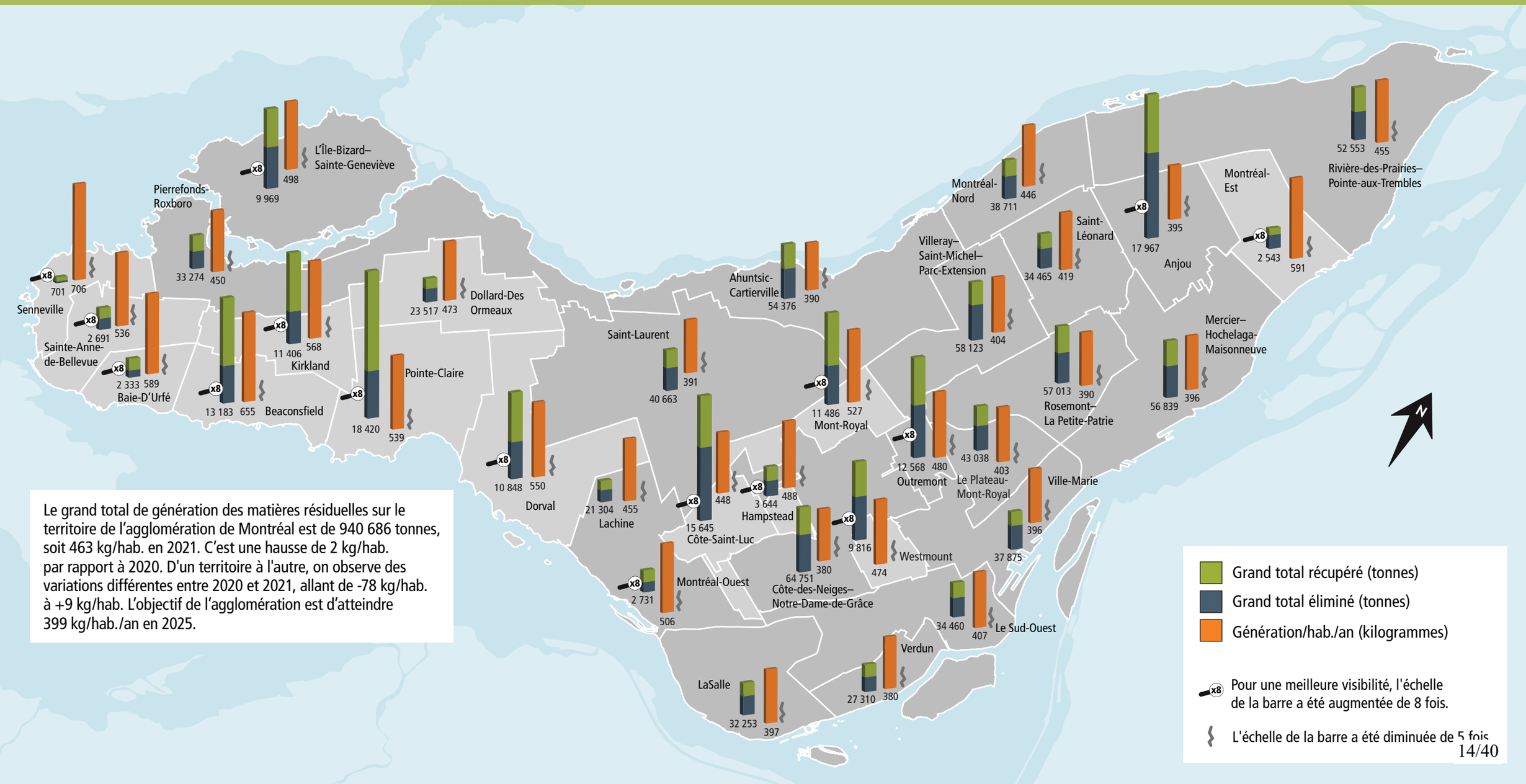
Par ailleurs, la CMM a développé une nouvelle méthode de calcul qui prend en compte, notamment, les chiffres de la caractérisation 2015-2018 des matières résiduelles de provenance résidentielle du secteur municipal de Recyc-Québec. De plus, les quantités récupérées en amont des collectes ainsi que le potentiel de valorisation ont été retirés du calcul. Par souci d'harmonisation avec la démarche de la CMM, le bilan de l'agglomération de Montréal, inclut aussi, depuis 2020, cette nouvelle méthode de calcul recommandée par la CMM. Les résultats par territoire selon ce mode de calcul sont présentés en annexe. L'impact principal de ce changement est une baisse du taux de détournement de l'enfouissement ainsi qu'une baisse du taux de récupération des résidus de construction, rénovation, démolition (CRD) et encombrants.

3 Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec, 2006-2007, RECYC-QUÉBEC et Éco-Entreprises Québec, en collaboration avec Dessau-Soprin et NI Environnement, 2007

4 Selon le Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec de Recyc-Québec

Grand total généré en 2021

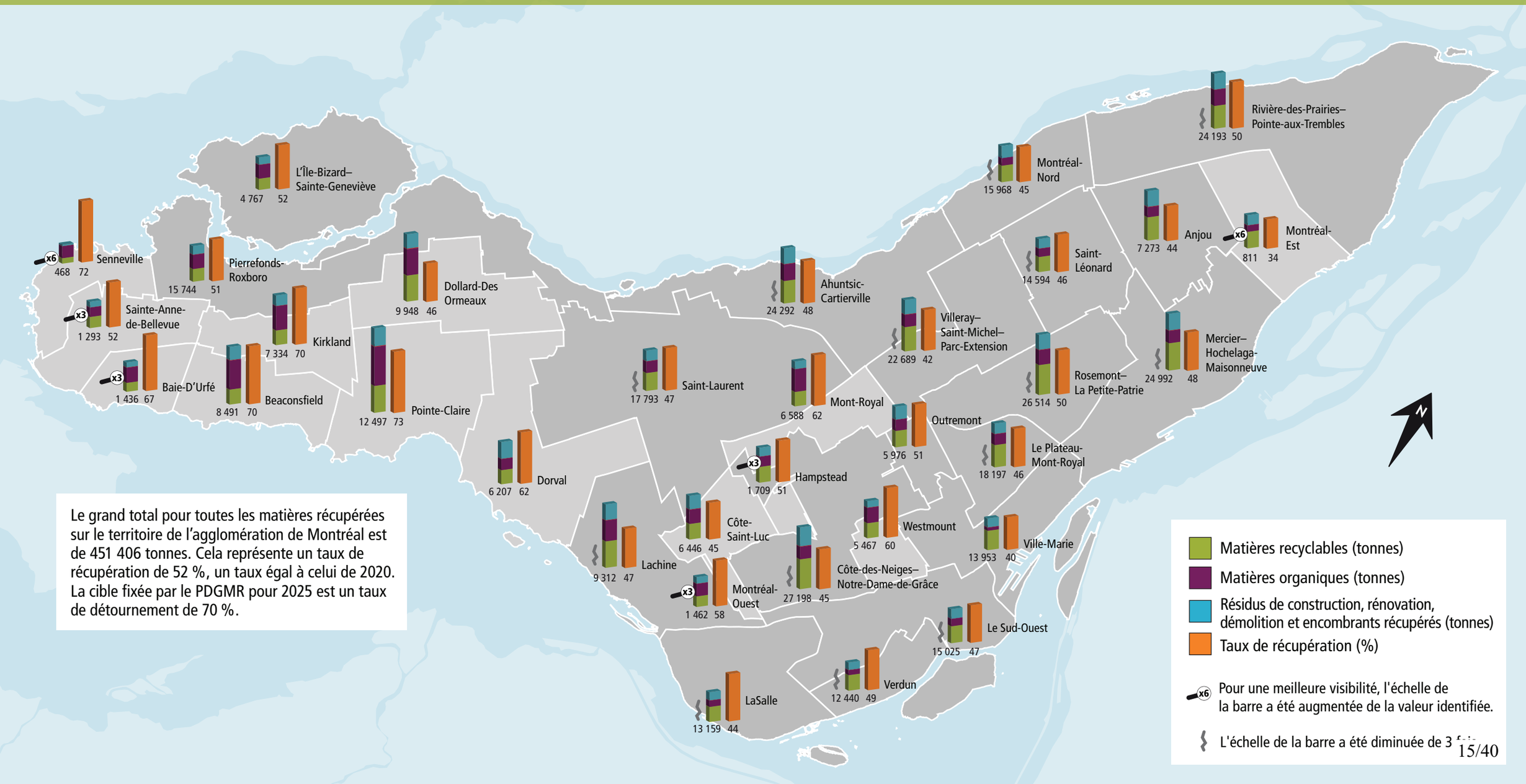
ÉLIMINÉ ET RÉCUPÉRÉ



Le grand total de génération des matières résiduelles sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 940 686 tonnes, soit 463 kg/hab. en 2021. C'est une hausse de 2 kg/hab. par rapport à 2020. D'un territoire à l'autre, on observe des variations différentes entre 2020 et 2021, allant de -78 kg/hab. à +9 kg/hab. L'objectif de l'agglomération est d'atteindre 399 kg/hab./an en 2025.

Grand total récupéré en 2021

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 52 %



Le grand total pour toutes les matières récupérées sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 451 406 tonnes. Cela représente un taux de récupération de 52 %, un taux égal à celui de 2020. La cible fixée par le PDGMR pour 2025 est un taux de détournement de 70 %.

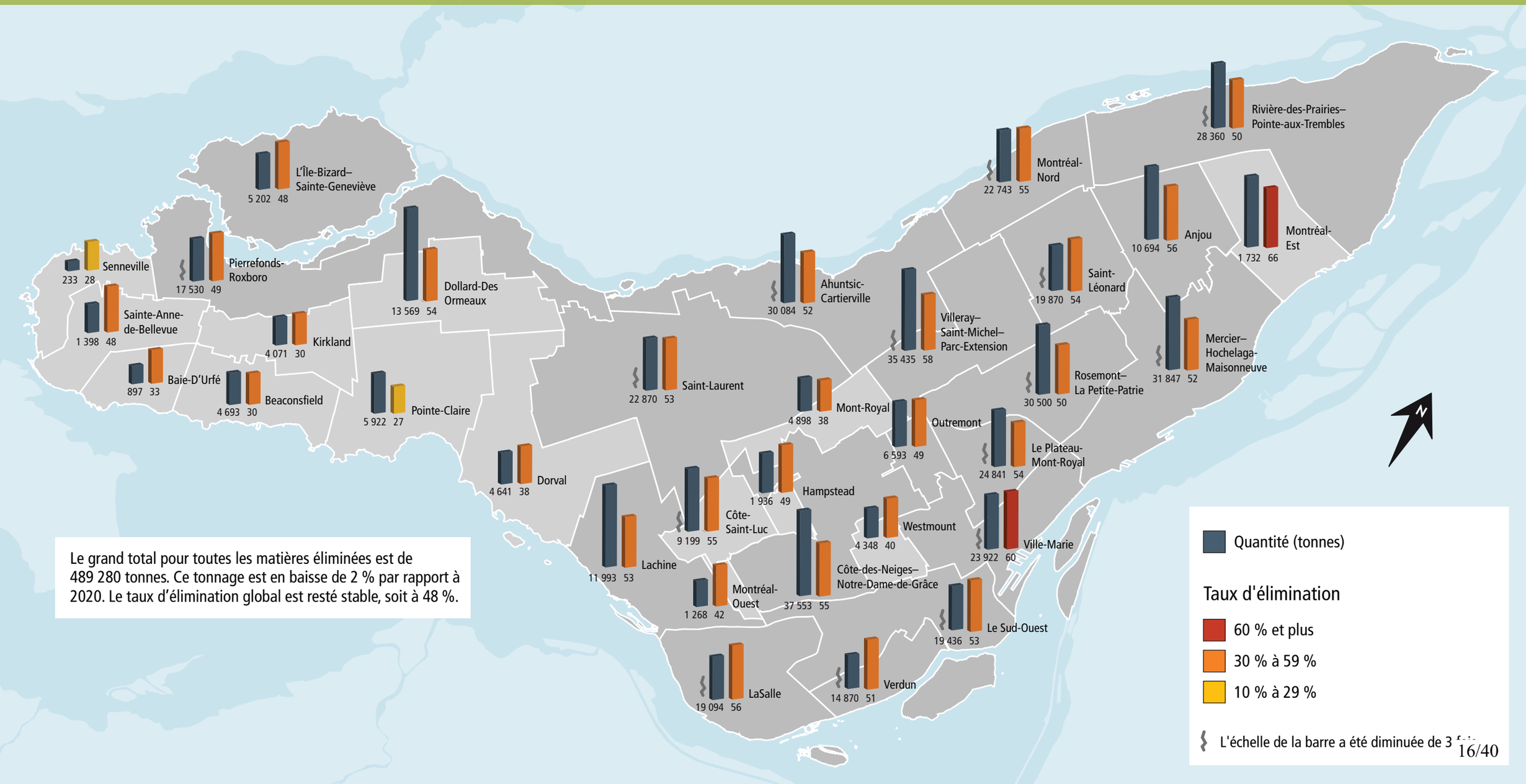
- Matières recyclables (tonnes)
- Matières organiques (tonnes)
- Résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants récupérés (tonnes)
- Taux de récupération (%)

x6 Pour une meilleure visibilité, l'échelle de la barre a été augmentée de la valeur identifiée.

L'échelle de la barre a été diminuée de 3 fois.

Grand total éliminé en 2021

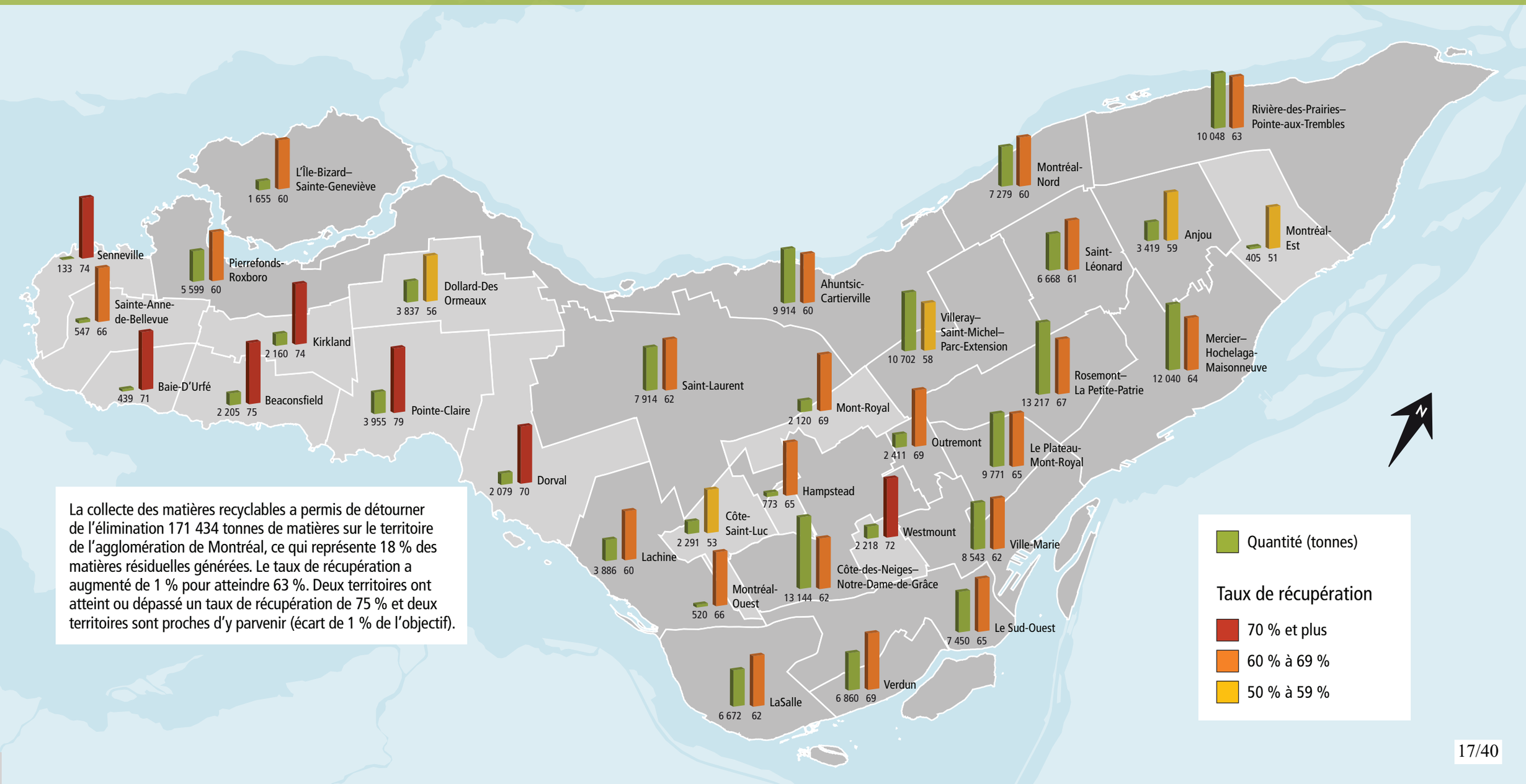
Ordures ménagères / Résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants éliminés



Le grand total pour toutes les matières éliminées est de 489 280 tonnes. Ce tonnage est en baisse de 2 % par rapport à 2020. Le taux d'élimination global est resté stable, soit à 48 %.

Matières recyclables récupérées en 2021

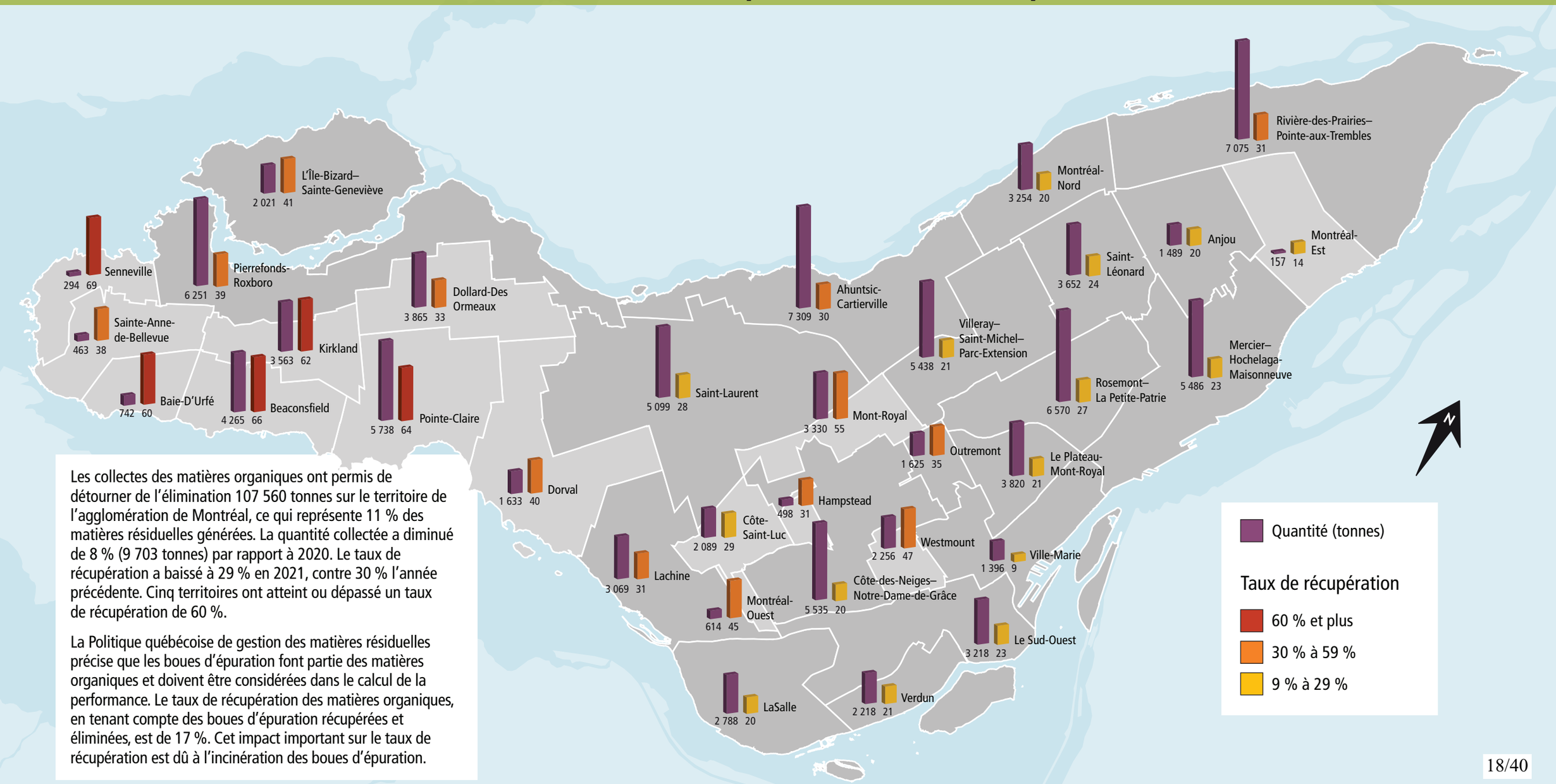
OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 75 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 63 %



La collecte des matières recyclables a permis de détourner de l'élimination 171 434 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ce qui représente 18 % des matières résiduelles générées. Le taux de récupération a augmenté de 1 % pour atteindre 63 %. Deux territoires ont atteint ou dépassé un taux de récupération de 75 % et deux territoires sont proches d'y parvenir (écart de 1 % de l'objectif).

Matières organiques récupérées en 2021

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 60 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 29 %
(sans les boues d'épuration de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte)

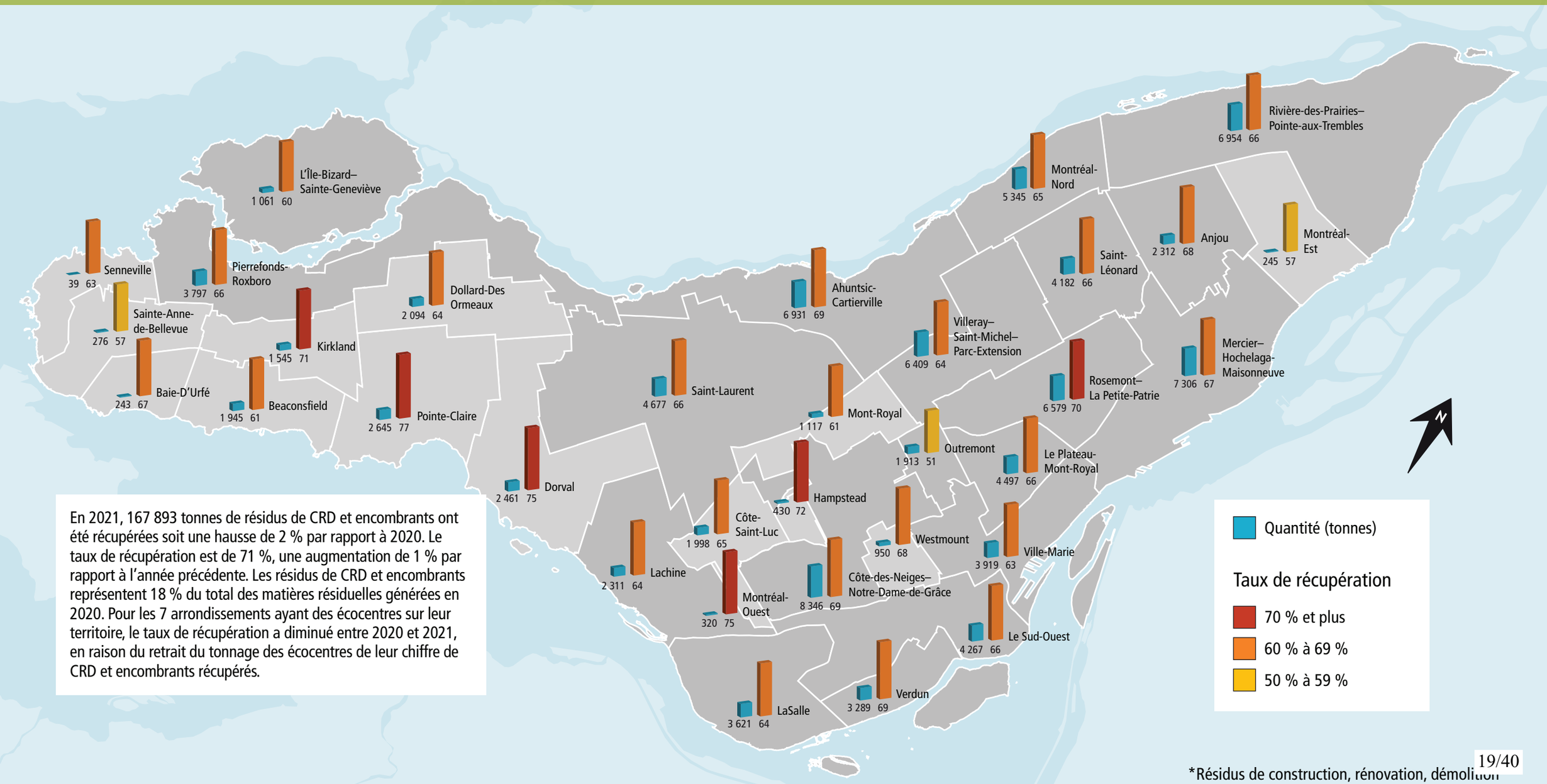


Les collectes des matières organiques ont permis de détourner de l'élimination 107 560 tonnes sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ce qui représente 11 % des matières résiduelles générées. La quantité collectée a diminué de 8 % (9 703 tonnes) par rapport à 2020. Le taux de récupération a baissé à 29 % en 2021, contre 30 % l'année précédente. Cinq territoires ont atteint ou dépassé un taux de récupération de 60 %.

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles précise que les boues d'épuration font partie des matières organiques et doivent être considérées dans le calcul de la performance. Le taux de récupération des matières organiques, en tenant compte des boues d'épuration récupérées et éliminées, est de 17 %. Cet impact important sur le taux de récupération est dû à l'incinération des boues d'épuration.

Résidus CRD* et encombrants récupérés en 2021

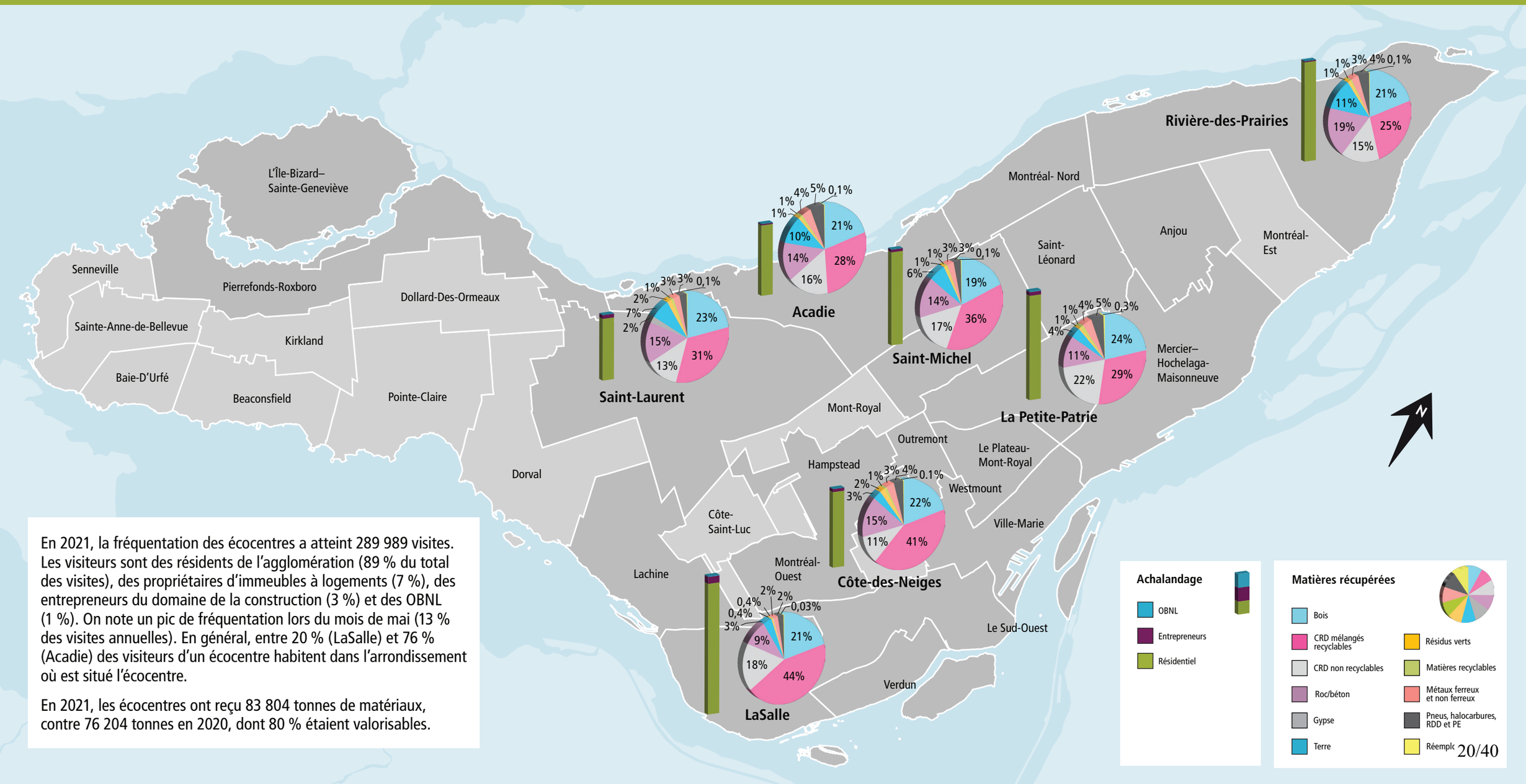
OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 70 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 71 %



En 2021, 167 893 tonnes de résidus de CRD et encombrants ont été récupérées soit une hausse de 2 % par rapport à 2020. Le taux de récupération est de 71 %, une augmentation de 1 % par rapport à l'année précédente. Les résidus de CRD et encombrants représentent 18 % du total des matières résiduelles générées en 2020. Pour les 7 arrondissements ayant des écocentres sur leur territoire, le taux de récupération a diminué entre 2020 et 2021, en raison du retrait du tonnage des écocentres de leur chiffre de CRD et encombrants récupérés.

*Résidus de construction, rénovation, démolition

Activités des écocentres



En 2021, la fréquentation des écocentres a atteint 289 989 visites. Les visiteurs sont des résidents de l'agglomération (89 % du total des visites), des propriétaires d'immeubles à logements (7 %), des entrepreneurs du domaine de la construction (3 %) et des OBNL (1 %). On note un pic de fréquentation lors du mois de mai (13 % des visites annuelles). En général, entre 20 % (LaSalle) et 76 % (Acadie) des visiteurs d'un écocentre habitent dans l'arrondissement où est situé l'écocentre.

En 2021, les écocentres ont reçu 83 804 tonnes de matériaux, contre 76 204 tonnes en 2020, dont 80 % étaient valorisables.

La gestion des boues d'épuration

Selon la Stratégie québécoise de valorisation de la matière organique, les biosolides municipaux (ou boues d'épuration) sont le produit du traitement des eaux usées municipales. Ces matières se composent de matière organique et d'éléments nutritifs.

Les boues d'épuration sont incluses dans les objectifs de valorisation de la matière organique, aussi bien au niveau provincial qu'aux niveaux métropolitain (la Communauté métropolitaine de Montréal) ou municipal. Ainsi, leur valorisation fait partie du plan directeur de gestion des matières résiduelles de Montréal, en cohérence avec le plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la CMM et la stratégie québécoise de valorisation de la matière organique.

Dans l'agglomération de Montréal, les eaux usées sont acheminées à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, où la majorité des boues sont incinérées et une petite partie est séchée. La majeure partie des cendres résultant de l'incinération est enfouie dans un lieu d'enfouissement technique dédié, situé à proximité de l'usine. Cependant, deux produits issus du séchage et de l'incinération sont valorisables :

- les granules de biosolides, utilisés comme fertilisant agricole.
- les cendres ayant la qualité Fertili Cendre (enregistrée comme engrais agricole en 2016 par l'Agence canadienne d'inspection des aliments). Elles sont une source d'engrais phosphaté et de chaux pour l'agriculture.

De plus, les gaz chauds issus de l'incinération sont récupérés et utilisés sur place comme source d'énergie pour le processus de séchage des boues et pour une bouilloire servant à produire de la vapeur utilisée pour chauffer les bâtiments.

Selon le plan stratégique 2021-2030 du Service de l'eau, l'objectif de la Ville de Montréal est de valoriser 80 % des matières résiduelles issues des opérations de traitement des eaux usées d'ici 2030. Pour cela, elle vise la production de 39 000 tonnes de cendres de qualité Fertili cendres en 2030. De plus, des études sont en cours pour identifier d'autres options de valorisation et analyser leur faisabilité.

Bilan 2021	
Eau usée traitée	1 918 080 m^3/j en moyenne
Gâteaux (produit issu du séchage des boues)	256 960 tonnes à 30,4 % de siccité[5]
Granules	357 tonnes
Cendres (produit issu de l'incinération des gâteaux)	39 439 tonnes humides à 37 % d'eau[6]
Fertili Cendres	10 722 tonnes humides à 37 %



Crédit : Alexander Karpov

5 La siccité est la part, en poids, de matière sèche dans les boues. Ainsi, les boues sont composées de 30,4 % de matières sèches et de 69,6 % d'humidité.

6 Les cendres sèches étant très volatiles, elles sont réhydratées pour réduire les problèmes liés à la poussière.



Reddition de compte PDGMR 2020-2025

Suivi des indicateurs du PDGMR

Indicateurs	Cibles 2025	2019	2020	2021
Génération des matières résiduelles (kg/hab./an)	**399**	449	461	463
Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (% de matières recyclables)	**75 %**	62 %	62 %	63 %
Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (% de matières organiques)	**60 %**	28 %	30 %	29 %
Coût moyen de valorisation des matières résiduelles ($ / tonne)	**moins de 225 $**	290 $	non disponible	305 $
Taux de satisfaction des clients de l'agglomération	**75 %**	NA	NA	75 %[7]

Bien que le tonnage de matières résiduelles générées ait baissé de plus de 15 000 tonnes entre 2020 et 2021, la quantité générée par personne a elle, augmenté de 2 kg. Cela s'explique par une diminution de la population de l'agglomération d'environ 41 000 personnes sur la période.

La quantité de matière générée par personne par année a augmenté de 2 kg pour les matières recyclables ainsi que de 4 kg pour les résidus de CRD et encombrants. Elle a diminué de 4 kg pour les matières organiques (sans les boues d'épuration).

L'augmentation de la quantité de matières recyclables générée peut s'expliquer par le prolongement de la pandémie de la COVID-19, qui a entraîné une hausse de l'achat en ligne et de la livraison à domicile, comportement d'achat qui se développe depuis plusieurs années.

De plus, l'augmentation des résidus de CRD et encombrants en 2021 témoigne des activités de rénovation ou de grands nettoyages entreprises par les ménages montréalais depuis le début de la pandémie.

Enfin, la pandémie a aussi pu avoir un impact sur la quantité d'articles à usage unique et jetables qui ont pu être utilisés.Pour pallier ces hausses, différentes actions ont été menées en 2021 et 2022 : bannissement des sacs de plastique et de certains articles à usage unique, adoption d'un règlement en faveur de l'adhésion volontaire pour recevoir les articles publicitaires, campagne de communication sur la réduction à la source. Elles devraient porter leurs fruits dans les prochaines années.

La baisse de la quantité de matières organiques générée entre 2020 et 2021 est majoritairement attribuable à la diminution du tonnage des résidus verts collectés (−14 %) tandis que le tonnage des résidus alimentaires collectés est resté stable, malgré l'implantation de la collecte dans plus de 32 000 unités d'occupation dans les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus et quelques industries, commerces et institutions (ICI). Cette baisse peut s'expliquer par une année 2020 exceptionnelle, pendant laquelle les citoyens ont fait davantage de jardinage ou de travaux horticoles.

Pour ce qui est des résidus alimentaires, l'implantation de la collecte dans les immeubles de 9 logements et plus et certains ICI assimilables[8] a été ralentie en raison de la pandémie. Elle s'est amorcée en 2021 dans 7 arrondissements et se poursuivra jusqu'en 2025. En 2021, 32 400 unités d'occupation ont été implantées. Le taux d'implantation de la collecte des résidus alimentaire dans le secteur résidentiel était de 67,5 % en 2021 pour la Ville de Montréal (dont 100 % des bâtiments de 8 logements et moins). Il devrait atteindre 72,2 % à la fin de 2022, avec 41 000 portes supplémentaires desservies. Cette implantation d'envergure va permettre de capter davantage le gisement de résidus alimentaires au cours des prochaines années.

Précisons également que 182 écoles primaires et secondaires et que le réseau des Cégeps de Montréal ont accès au service de collecte des résidus alimentaires.

De plus, pour dépasser les réticences que certains citoyens et certaines citoyennes peuvent manifester à l'égard de cette collecte, plusieurs outils d'information, sensibilisation et éducation (ISÉ) sont mis en œuvre, tels que la patrouille verte, des mandats d'ISÉ donnés à des

7 Selon le rapport de l'étude sur la pratique des principes 3R et segmentation des Montréalais, Ville de Montréal, 2021.Les résultats présentés pour 2021 proviennent d'un sondage mené auprès des citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal, et non de l'agglomération au complet.

8 Industries, commerces et institutions (ICI) dont les matières et les volumes sont assimilables à ceux du secteur résidentiel.

organismes locaux, spécialisés en éducation environnementale ou une campagne de communication sur la collecte des matières organiques. Dans le cadre des mandats d'ISÉ confiés à des organismes à but non lucratif (OBNL), plusieurs interventions ont eu lieu, dont des activités de porte-à-porte, lorsque possible, afin de rencontrer directement les citoyens et leur fournir les informations nécessaires au démarrage du projet à leur domicile. Plusieurs de ces mandats comprenaient également un accompagnement spécifique des gestionnaires, propriétaires ou responsables de l'entretien des immeubles de 9 logements et plus. Enfin, les citoyens ont eu accès à une ligne téléphonique et une adresse dédiée afin de répondre aux questions. Des webinaires ont été également proposés pour discuter avec les citoyens.

Les citoyennes et citoyens de Montréal sont satisfaits à 75 % de l'ensemble des services de collecte. La collecte des matières organiques mélangées est celle qui obtient la meilleure note de satisfaction (7.7/10), devant la collecte des résidus alimentaires (7.5/10), lacollecte des matières recyclables (7.5/10) et la collecte des ordures ménagères (7.4/10). Ce qui les satisfait le moins sont les informations reçues au sujet des collectes, telles que les matières acceptées et refusées, les horaires ou la destination des collectes.

Finalement, le coût moyen de valorisation des matières résiduelles est de 305 $ / la tonne en 2021, contre 290 $ en 2019. Les variations des coûts de valorisation s'expliquent en partie par les fluctuations de la valeur des matières recyclables. Elles s'expliquent également par l'augmentation marquée des coûts de transport ces dernières années (principalement due au manque de main d'œuvre) et l'augmentation des coûts de traitement des matières organiques et des résidus de CRD dans la région de Montréal (due à la faible concurrence). Plusieurs actions du PDGMR 2020-2025 visent à optimiser les opérations de collecte et par conséquent à optimiser les coûts (6.3.4 Espacement des collectes, 6.3.3 Amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte/transport).

Suivi des indicateurs du PDGMR (suite)

L'objectif du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal est d'atteindre un taux de détournement de l'élimination de 70 % en 2025. En 2021, ce taux est de 48 %. Il était de 47 % en 2019 et de 48 % en 2020. Les efforts doivent donc être maintenus pour atteindre la cible du PDGMR.

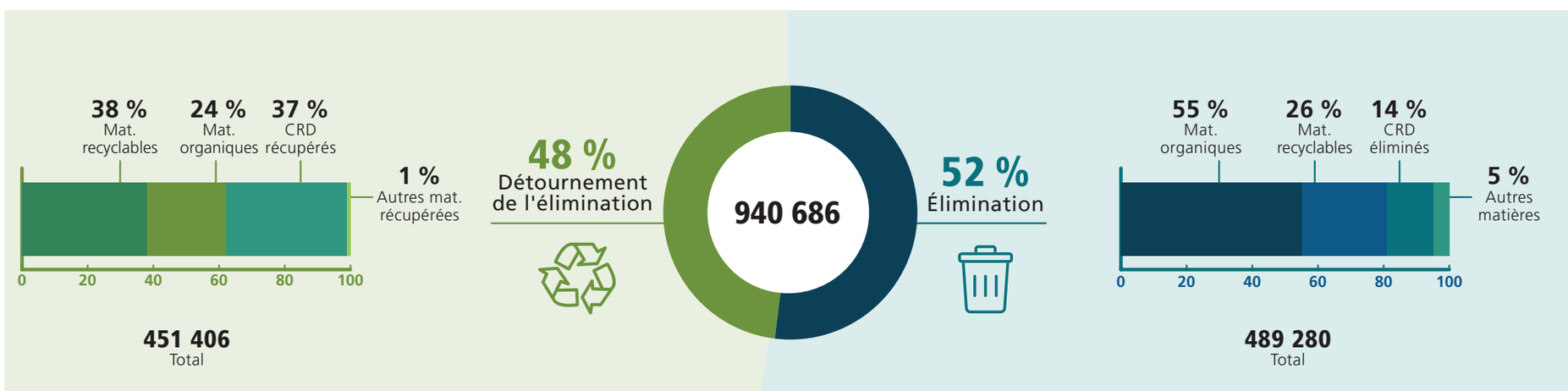
Les matières éliminées sont encore majoritairement composées de matières organiques ainsi que de matières recyclables et de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants, comme le montre le graphique ci-dessous.

Différence entre le taux de récupération et le taux de détournement de l'enfouissement

Dans la section du présent document dédiée au bilan GMR de l'agglomération, un taux de récupération est présenté. Celui-ci est calculé en prenant en compte le potentiel valorisable des matières résiduelles générées, estimé à 92,5 %. Le taux de détournement de l'élimination, quant à lui, ne prend pas en considération ce facteur d'ajustement. Étant donné que l'objectif du PDGMR est un taux de détournement de l'élimination, c'est cet indicateur qui est présenté ci-dessous.

Génération des matières résiduelles[9]

Agglomération de Montréal, 2018, en tonnes et en %



Source : Ville de Montréal

9 Les quantités de matières récupérées sont composées des matières collectées par les différents services municipaux ainsi que les quantités récupérées en amont des collectes via des initiatives non municipales. Les quantités éliminées par catégorie de matières sont estimées selon la caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec (2006-2007), menée par Recyc-Québec et Éco-entreprise Québec.

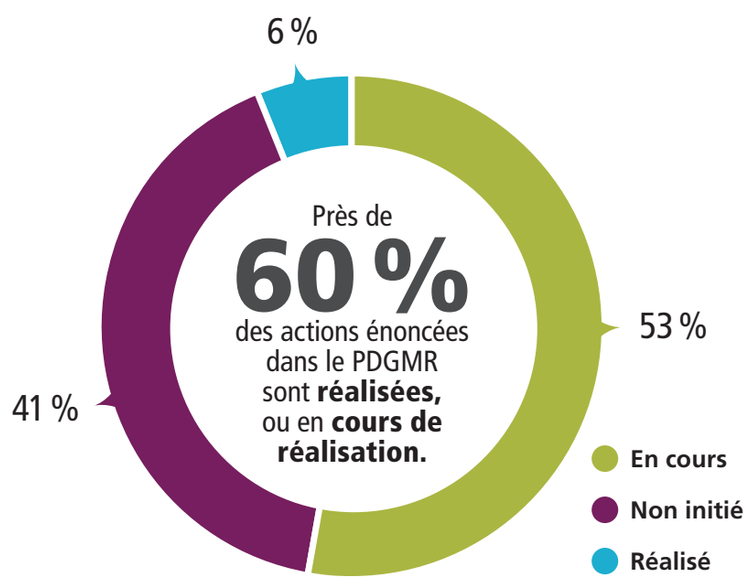
PDGMR 2020-2025 : Bilan de l'avancement

Faits saillants

Période août 2020–juin 2022 :

1. **Règlement interdisant la distribution de certains articles à usage unique et certains sacs d'emplettes**
2. **Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires**
3. **Poursuite des travaux de construction des deux centres de traitement des matières organiques.**





Des actions n'ont pas été initiées considérant le contexte suivant :

- La **pandémie** mondiale de COVID-19 a bouleversé les opérations de collecte et de traitement des matières résiduelles (adaptation des pratiques pour la sécurité des travailleurs, augmentation des tonnages, impossibilité de faire de la sensibilisation en présentiel ou d'intervenir sur le domaine de l'événementiel). La pandémie mondiale a ainsi fortement ralenti 18 % des actions du PDGMR. Malgré cette situation, les services de collectes en bordure de rue ont été maintenus et les écocentres du réseau montréalais sont restés ouverts.
- L'annonce de la modernisation des systèmes de consigne et de collecte sélective par le Gouvernement du Québec en janvier 2021, a freiné la réalisation des actions en lien avec les matières recyclables (environ 8 % des actions).
- La majorité des actions non initiées sont des actions dont l'implantation est prévue dans la deuxième moitié du calendrier du PDGMR 2020-2025 conformément à l'échéancier initial du plan d'action annoncé.

La priorité de la réduction à la source

PRIORITÉS	ACTIONS EFFECTUÉES	ACTIONS DU PDGMR	ÉTAT
1. Mettre fin à l'utilisation de plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique	Adoption du Règlement interdisant la distribution de certains articles à usage unique (21-040) et du règlement modifiant le Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail (16-051)	**1.1.1**	✓
	Adoption du Règlement visant la réduction des impacts environnementaux associés à la distribution d'articles publicitaires (22-028)	**1.1.2 et 1.1.3**	✓
2. Lutter contre le gaspillage alimentaire	Coordination d'une consultation publique sur la cessation du gaspillage alimentaire	**1.2.1**	✓
	Quantification des pertes et gaspillages alimentaires à Montréal via l'étude pilotée par RECYC QUÉBEC	**1.2.1 et 1.2.2**	✓
3. Faciliter le don et la valorisation des textiles	Financement de 500 000 $ accordé par le Service du développement économique pour la réduction, la réutilisation et le recyclage de vêtements postconsommation à Montréal	**1.3.2**	✓
	Collaboration à une étude permettant de mesurer la circularité à Montréal, en se basant sur une analyse des flux de matières	**1.3.1, 1.3.2 et 1.3.3**	◔
4. Mobiliser la communauté	Organisation d'ateliers de travail avec l'industrie des plastiques, les associations de commerçants et restaurateurs sur les solutions aux articles à usage unique en plastique	**1.1.1 et 1.1.3**	✓
	Soutien d'initiatives de réduction à la source, de l'utilisation d'articles réutilisables, de lutte contre le gaspillage alimentaire et de pratiques Zéro déchets	**1.1.3 et 1.2.2**	✓
	Étude des différentes options pour l'implantation de mesures éco fiscales appliquées à la gestion des matières résiduelles	**6.2.4**	◔

✓ **Réalisé**

◔ **En cours + de 50 %**

◔ **En cours – de 50 %**

La priorité de détournement de l'ensemble des matières organiques de l'enfouissement

PRIORITÉS	ACTIONS EFFECTUÉES	ACTIONS DU PDGMR	ÉTAT
1. Inciter au bon geste de tri en ajustant les modalités de collecte	Test de différentes approches de collecte et de communication pour une collecte des résidus alimentaires adaptée au cadre bâti et à la clientèle visée	**2.1.1, 2.1.2 et 5.1.2**	
	Déploiement d'un projet pilote sur la collecte bimensuelle avec réalisation d'une étude d'impact dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	**2.1.1 et 2.1.2**	
2. Déployer des infrastructures modernes pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi des extrants	Réalisation d'études pour caractériser le gisement potentiel (secteur résidentiel, industries, commerces et institutions) et évaluation des besoins de traitement de l'agglomération	**6.3.1 et 6.4.1**	✓
	Construction du centre de compostage de Saint Laurent et du centre de biométhanisation de Montréal-Est	**2.2.1**	
3. Déploiement des collectes de matières organiques dans les 9 logements et plus	Implantation de la collecte des matières organiques dans les immeubles de 9 logements et + (70 % du total des unités d'occupation Montréalaises desservies)	**2.1.1**	
	Développement d'une campagne d'éducation, sensibilisation et information (Stratégie et outils) à l'intention des citoyens, gestionnaires/propriétaires	**5.1.2**	
	Élaboration d'un guide d'implantation de la collecte des matières organiques dans les multilogements à l'intention des municipalités (commandité par la CMM)	**5.1.2**	
4. Déploiement des collectes de matières organiques dans les écoles	Déploiement complet dans le réseau des Cégeps publics de la Ville de Montréal	**2.1.4**	✓
	Implantation de la collecte des matières organiques dans 182 écoles primaires et secondaires	**2.1.4**	

✓ **Réalisé**

En cours + de 50 %

En cours – de 50 %

La priorité de la mobilisation des parties prenantes

PRIORITÉS	ACTIONS EFFECTUÉES	ACTIONS DU PDGMR	ÉTAT
1. Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage	Développement de nouveaux mobiliers, une nouvelle signalisation et de nouveaux critères d'implantation au sein d'un projet pilote dans l'arrondissement Saint-Léonard (parcs et artères commerciales)	**3.1.1 et 3.1.2**	✓
	Participation au programme de propreté de la Ville incluant le déploiement de points de récupération dans les parcs et sur les artères commerciales	**3.1.1 et 3.1.2**	✓
2. Analyser les modes de gestion existants et/ou innovants pour le traitement des matières résiduelles (CRD et matières recyclables)	Analyse du potentiel de valorisation et de circularité du gisement montréalais des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD)	**6.1.1**	✓
	Implantation du tri à la source du gypse dans le réseau des écocentres pour accroître le potentiel de valorisation	**6.1.3**	◔
3. Faire preuve d'exemplarité municipale	Encadrement de la gestion des résidus de CRD sur les chantiers municipaux	**4.1.1, 4.1.2 et 4.1.3**	◔
	Déploiement complet des collectes de matières recyclables et de résidus alimentaires dans les bâtiments municipaux	**5.2.2**	◔
4. Représentation aux différents niveaux gouvernementaux	Publication de mémoires dans le cadre de la modernisation des systèmes québécois de consigne et de collecte sélective et sur le projet de règlement fédéral interdisant les plastiques à usage unique	**1.1.3**	✓
	Participation à la table de travail de révision de la norme CAN/BNQ 0017-088 (plastiques compostables)	**1.1.3**	✓
	Publication de commentaires sur le projet de Règlement fixant une teneur minimale en matière de contenu recyclé pour certains articles manufacturés en plastique	**1.1.3**	✓
5. Optimisation de la gestion de la logistique des matières résiduelles	Intégration de mesures d'amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte et de transport permettant l'adoption de meilleures technologies et l'amélioration des performances environnementales	**6.3.3**	✓

✓ **Réalisé**

◔ **En cours + de 50 %**

◔ **En cours – de 50 %**

Annexe

Présentation du bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal selon la méthode de calcul recommandée par la CMM

Depuis 2019, la Communauté métropolitaine de Montréal utilise une nouvelle méthode de calcul pour la production de son bilan en gestion des matières résiduelles. Dans cette approche révisée, la CMM recommande le retrait :

- du potentiel de valorisation;
- des quantités récupérées en amont.

Ces données étaient estimées selon la caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2006-2007 et le bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec de RECYC-QUÉBEC. Elles sont considérées comme obsolètes et désormais moins pertinentes.

La CMM recommande également la mise à jour de la quantité des matières valorisables présentes dans les ordures ménagères selon les chiffres de la caractérisation 2015-2018 des matières résiduelles de provenance résidentielle du secteur municipal de RECYC-QUÉBEC.

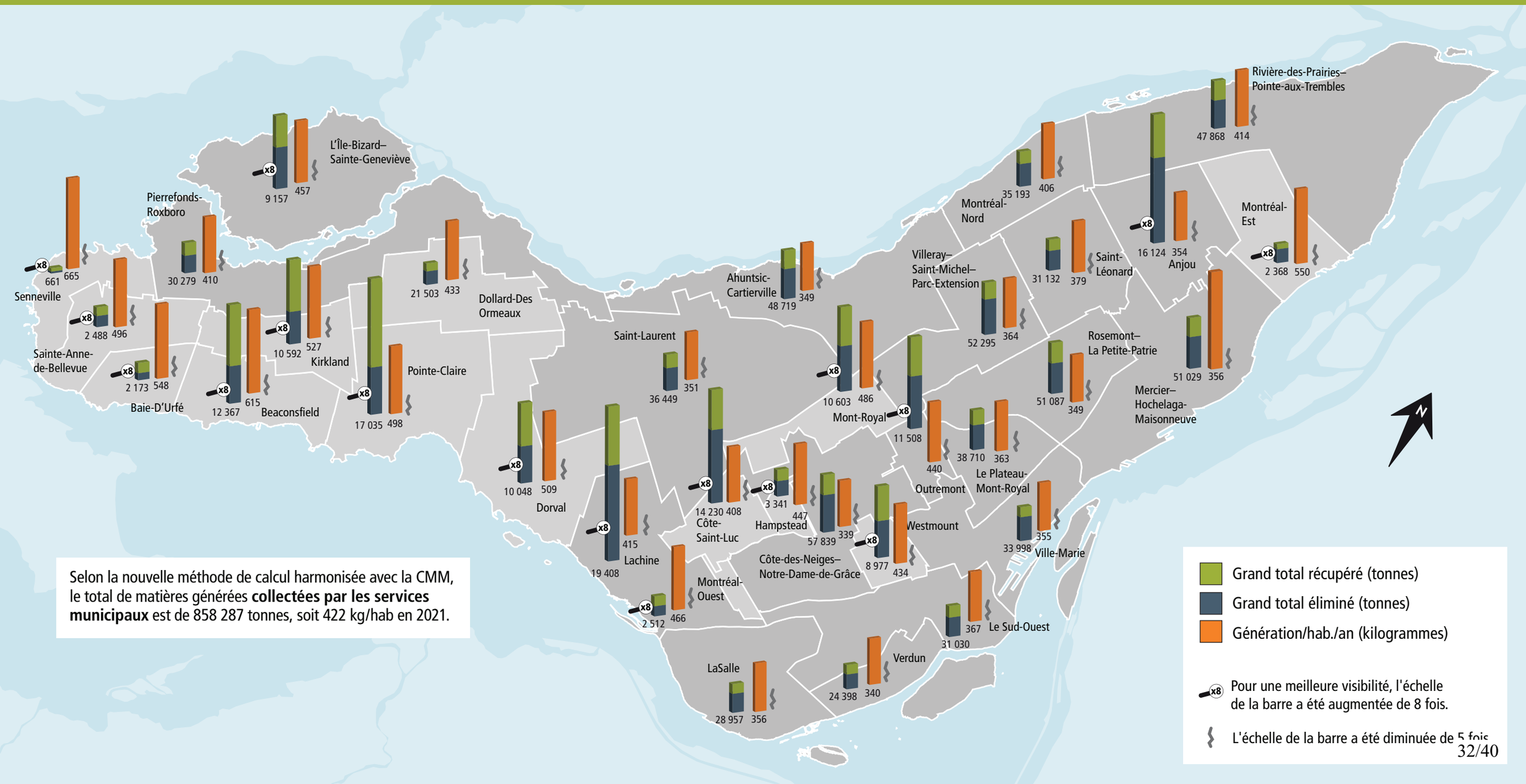
Le bilan présenté selon la méthode révisée fait ainsi état des quantités de matières résiduelles collectées uniquement par les services municipaux (collectes en bordure de rue, écocentres et points de dépôts municipaux).

La présentation du bilan selon cette nouvelle méthode est nécessaire pour suivre les indicateurs qui serviront à l'établissement du prochain plan directeur.

		Résultats selon la méthode de calcul recommandée par la CMM		
Indicateurs	**Cibles 2025**	**2019**	**2020**	**2021**
Génération des matières résiduelles (kg/hab./an)	**399**	non disponible	420	422
Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (% de matières recyclables)	**75 %**	non disponible	62 %	63 %
Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (% de matières organiques)	**60 %**	non disponible	30 %	29 %
Coût moyen de valorisation des matières résiduelles ($ / tonne)	**moins de 225 $**	290 $	Non disponible	305 $
Taux de satisfaction des clients de l'agglomération	**75 %**	NA	NA	75 %

Grand total généré en 2021

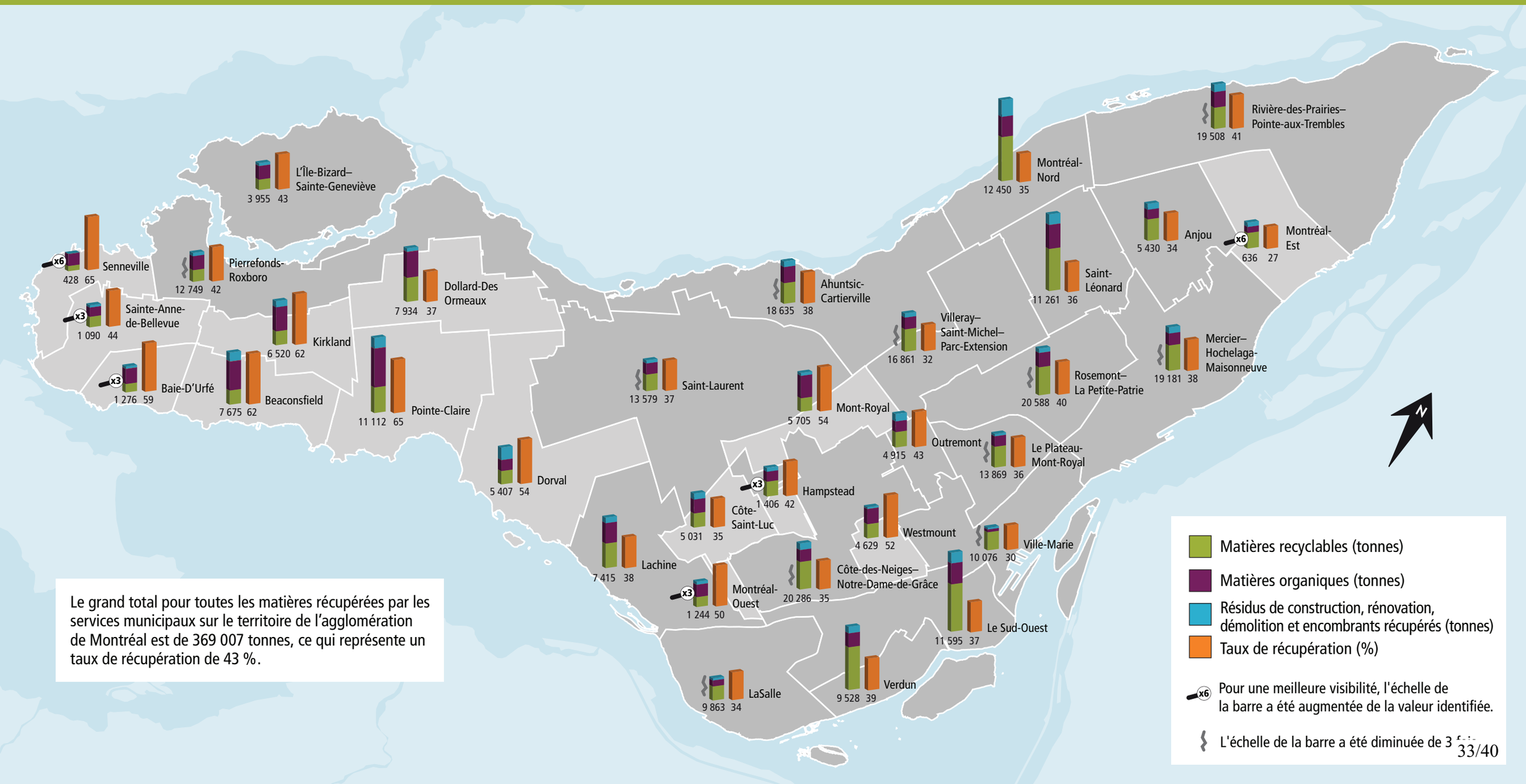
ÉLIMINÉ ET RÉCUPÉRÉ



Selon la nouvelle méthode de calcul harmonisée avec la CMM, le total de matières générées **collectées par les services municipaux** est de 858 287 tonnes, soit 422 kg/hab en 2021.

Grand total récupéré en 2021

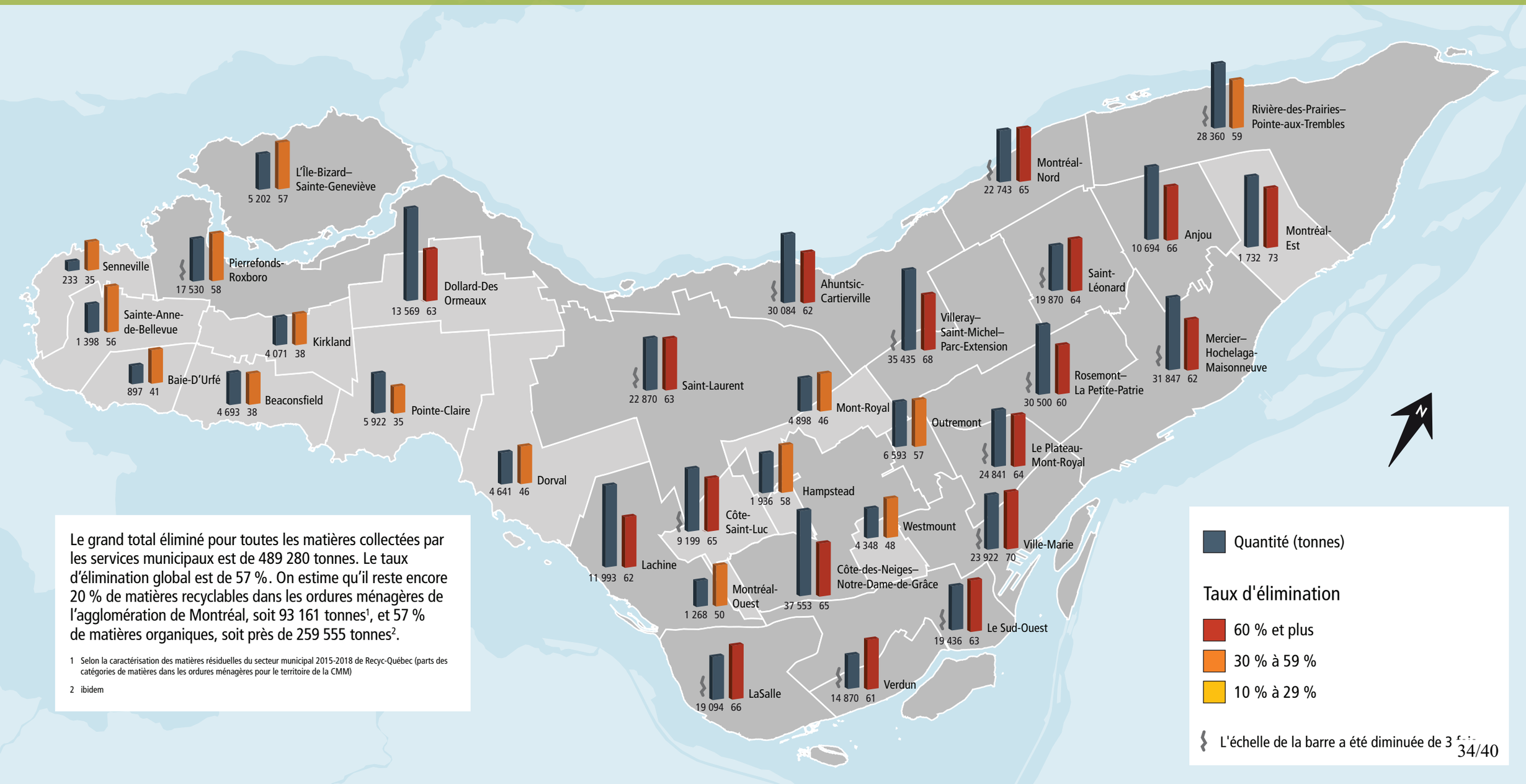
AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 43 %



Le grand total pour toutes les matières récupérées par les services municipaux sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 369 007 tonnes, ce qui représente un taux de récupération de 43 %.

Grand total éliminé en 2021

Ordures ménagères / Résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants éliminés



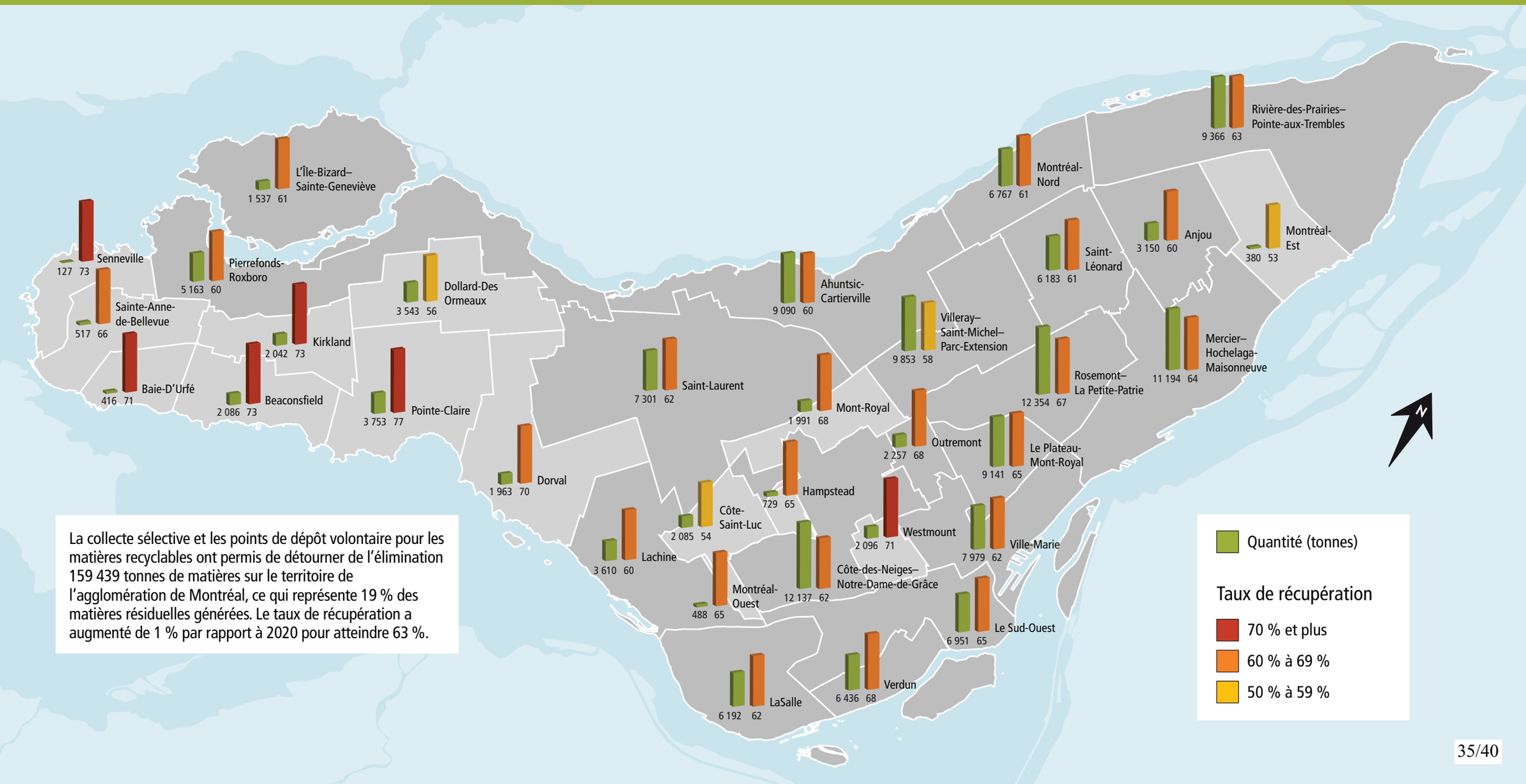
Le grand total éliminé pour toutes les matières collectées par les services municipaux est de 489 280 tonnes. Le taux d'élimination global est de 57 %. On estime qu'il reste encore 20 % de matières recyclables dans les ordures ménagères de l'agglomération de Montréal, soit 93 161 tonnes[1], et 57 % de matières organiques, soit près de 259 555 tonnes[2].

1 Selon la caractérisation des matières résiduelles du secteur municipal 2015-2018 de Recyc-Québec (parts des catégories de matières dans les ordures ménagères pour le territoire de la CMM)

2 ibidem

Matières recyclables récupérées en 2021

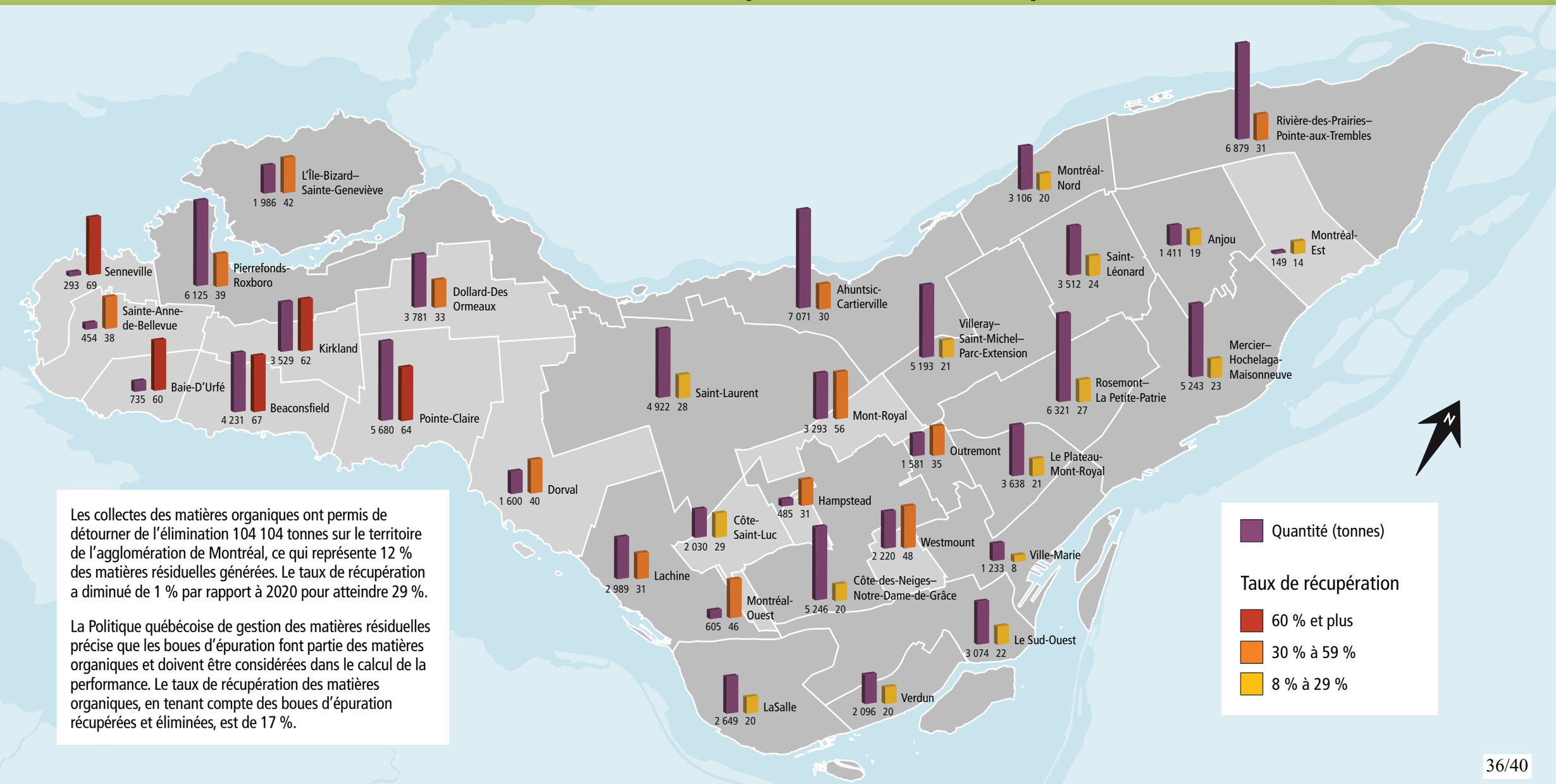
OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 75 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 63 %



La collecte sélective et les points de dépôt volontaire pour les matières recyclables ont permis de détourner de l'élimination 159 439 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ce qui représente 19 % des matières résiduelles générées. Le taux de récupération a augmenté de 1 % par rapport à 2020 pour atteindre 63 %.

Matières organiques récupérées en 2021

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 60 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 29 %
(sans les boues d'épuration de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte)

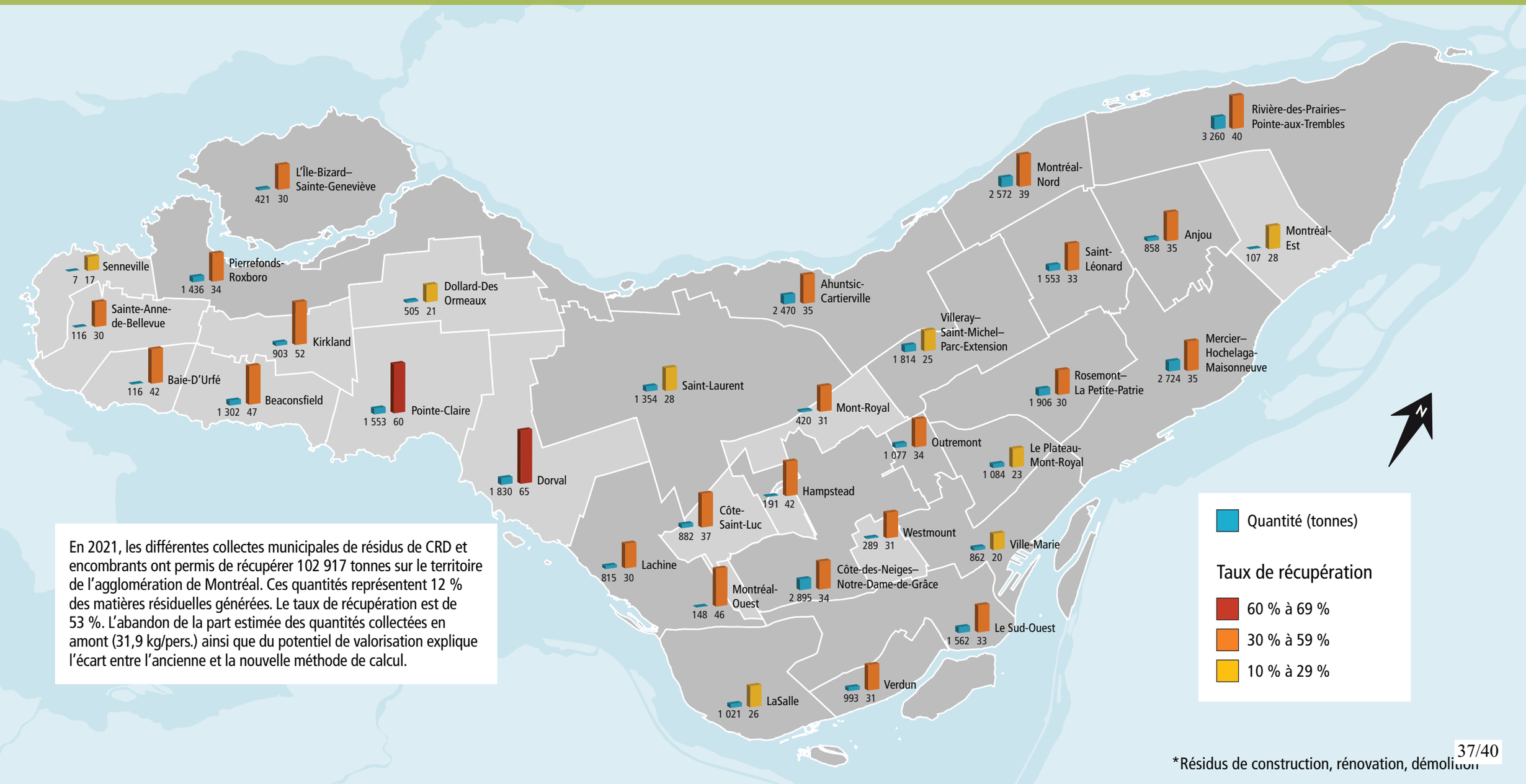


Les collectes des matières organiques ont permis de détourner de l'élimination 104 104 tonnes sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ce qui représente 12 % des matières résiduelles générées. Le taux de récupération a diminué de 1 % par rapport à 2020 pour atteindre 29 %.

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles précise que les boues d'épuration font partie des matières organiques et doivent être considérées dans le calcul de la performance. Le taux de récupération des matières organiques, en tenant compte des boues d'épuration récupérées et éliminées, est de 17 %.

Résidus CRD* et encombrants récupérés en 2021

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 70 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 53 %



En 2021, les différentes collectes municipales de résidus de CRD et encombrants ont permis de récupérer 102 917 tonnes sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Ces quantités représentent 12 % des matières résiduelles générées. Le taux de récupération est de 53 %. L'abandon de la part estimée des quantités collectées en amont (31,9 kg/pers.) ainsi que du potentiel de valorisation explique l'écart entre l'ancienne et la nouvelle méthode de calcul.

*Résidus de construction, rénovation, démolition

Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1222937003
Unité administrative responsable : Service de l'environnement
Projet : *Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal et reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 - dépôt pour information*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Bilan de la progression du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.* *• Génération des matières résiduelles : cible de 399 kg/personne/an en 2025;* *• Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération : cible de 75 % en 2025;* *• Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération : cible de 60 % en 2025.* *État d'avancement des actions proposées dans le Plan directeur.*			

Section B - Test climat

s	*oui*	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.005

2022/11/09
09:00

Dossier # : 1229600007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux mainlevées accordées, entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002.

Il est recommandé;

- de prendre acte qu'il n'y a aucun rapport trimestriel de mainlevées accordées par un fonctionnaire de niveau A du Service de la Stratégie immobilière, entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022, car aucune mainlevée n'a été accordée par décision déléguée pour respect des obligations.

Signé par Philippe KRIVICKY **Le** 2022-10-24 09:38

Signataire : Philippe KRIVICKY

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229600007**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux mainlevées accordées, entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales un rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification des immeubles (le « SGPI ») et depuis le 25 juin 2022 du Service de la stratégie immobilière (SSI), relatif aux mainlevées accordées, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002 « Mainlevées (Directive) ».
Il s'agit du troisième rapport à être déposé aux instances pour l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1308 du 10 août 2022 de prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, relatif aux mainlevées accordées entre le 1er avril 2022 et le 30 juin 2022, le tout conformément à l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002 « Mainlevées (Directive) ».

DESCRIPTION

Il n'y a pas de rapport trimestriel de mainlevées accordées par un fonctionnaire de niveau A du SSI, entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022.

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il

s'agit de présentation de rapports.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Il est prévu que ce troisième rapport trimestriel de l'année 2022 sera présenté au comité exécutif en novembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-20
Dany LAROCHE Conseiller en immobilier	Gérard TRUCHON chef(fe) de division - transactions immobilieres par intérim
Tél : 514-449-4842	**Tél :** 4382298975

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
directeur(trice) service strategie immobiliere
Tél : : 514 501-3390
Approuvé le : 2022-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1229600007**
Unité administrative responsable : *Division des transactions*
Projet : *Aucun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle